P R O S P E C T U S

ATTIJARIWAFA BANK

EMISSION D'OBLIGATIONS SUBORDONNEES PERPETUELLES AVEC MECANISME D'ABSORPTION DE PERTES ET D'ANNULATION DE PAIEMENT DES COUPONS D'UN MONTANT GLOBAL DE 1.000.000.000 DE DH

	Tranche A non cotée	Tranche B non cotée
Plafond	MAD 1.000.000.000	MAD 1.000.000.000
Nombre maximum de titres	10.000 obligations subordonnées perpétuelles	10.000 obligations subordonnées perpétuelles
Valeur nominale	MAD 100 000	MAD 100 000
Maturité	Perpétuelle	Perpétuelle
Taux	Révisable chaque 10 ans, en référence au taux 10 ans déterminée à partir de la courbe des taux de référence du marché secondaire des bons du Trésor telle que publiée par Bank Al-Maghrib en date du 30 mai 2019, soit 2,98%, augmenté d'une prime de risque, soit entre 5,48% et 5,58% pour les 10 premières années.	Révisable annuellement, en référence au taux plein 52 semaines (taux monétaire) déterminé à partir de la courbe des taux de référence du marché secondaire des bons du Trésor telle que publiée par Bank Al-Maghrib en date du 30 mai 2019, soit 2,30%, augmenté d'une prime de risque, soit entre 4,60% et 4,70% pour la première année
Prime de risque	Entre 250 et 260 pbs	Entre 230 et 240 pbs
Garantie de remboursement	Aucune	Aucune
Méthode d'allocation	Adjudication à la française avec priorité à la tranche A (à taux révisable chaque 10 ans), puis à la tranche B (à taux révisable annuellement)	
Négociabilité des titres	De gré à gré (hors Bourse)	De gré à gré (hors Bourse)

Période de souscription : du 24 au 26 juin 2019 inclus

La souscription aux présentes obligations ainsi que leur négociation sur le marché secondaire sont strictement réservées aux investisseurs qualifiés de droit marocain tels que listés dans le présent prospectus

Organisme Conseil
Attijari Finances Corp.

Organisme chargé du placement

VISA DE L'AUTORITE MAROCAINE DU MARCHE DES CAPITAUX

Conformément aux dispositions de la circulaire de l'AMMC, prise en application de l'article 5 du Dahir n° 1-12-55 du 28 décembre 2012 portant promulgation de la loi n° 44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne, le présente prospectus a été visé par l'AMMC en date du 14 juin 2019 sous la référence n°VI/EM/013/2019.

ABREVIATIONS

AED	Dirham Emirats Arabes Unis
AFAQ	Association Française de l'Assurance Qualité
AFNOR	Association Française de Normalisation
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
AIMR	Association for Investment Management and Research
AMI	Assurance Maladie pour les Indépendants
AMMC	Autorité Marocaine du Marché des Capitaux
ANAPEC	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Cadres
ANPME	Agence Nationale de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise
APSF	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
AWB	Attijariwafa bank
BAM	Bank Al-Maghrib
BDI	Banque de détail à l'international
BCM	Banque Commerciale du Maroc
BCP	Banque Centrale Populaire
BMAO	Banque Marocaine pour l'Afrique et l'Orient
BMCE BANK	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BMCI	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie
BNDE	Banque Nationale pour le Développement Economique
BMF	Banque des Marocains sans Frontière
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BP	Boîte Postale
BPP	Banque des Particuliers et des Professionnels
BST	Banque Sénégalo-Tunisienne
BTP	Bâtiments et Travaux publics
CA	Chiffre d'affaires
CAD	Dollar canadien
CAI	Crédit Agricole Indosuez
CAM	Crédit Agricole du Maroc
CCO	Conserverie des Cinq Océans
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDM	Crédit du Maroc
CEMA	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CGI	Code Général des Impôts
CHF	Franc suisse
CIC	Crédit Industriel et Commercial
CIH	Crédit Immobilier et Hôtelier
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CNCA	Caisse Nationale du Crédit Agricole
CNIA	Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances
CRM	Customer Relation Management
Dh	Dirham
DKK	Couronne danoise
DZD	Dinars algériens
E	Estimé
EUR	Euro
ETIC	Etat des Informations Complémentaires
FCP	Fonds Commun de Placement
F3I	Financière d'Investissements Industriels et Immobiliers (ex-Financière Diwan)
FOGARIM	Fonds de Garantie pour les Revenus Irréguliers et Modestes
FRA	Forward Rate Agreement
FTA	First Time Adoption
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GBP	Livre Sterling
GE	Grande Entreprise
GGR	Gestion Globale des Risques
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
HBM	Habitat Bon Marché
HT	Hors Taxes
IAS	International Accounting Standards
IFRS	International Financial Reporting Standards
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
IVT	Intermédiaires en Valeurs du Trésor

JPO	Journées Portes Ouvertes
JPY	Yens japonais
Kdh	Milliers de dirhams
KMAD	Milliers de dirhams
KWD	Dinar koweïtien
LLD	Location Longue Durée
LYD	Dinar libyen
MAD	Dirham marocain
MAMDA	Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances
MPP	Marché des Particuliers et des Professionnels
MCMA	Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances
Mdh	Mdh
MDT	Millions de Dinars Tunisiens
MMAD	Mdh
MENA	Middle East & North Africa
MFCFA	Millions de Francs CFA
Mrds Dh	Milliards de dirhams
MRE	Marocains Résidant à l'Etranger
MRO	Ouguiya Mauritanienne
MSF	Marocains Sans Frontière
N°	Numéro
ND	Non disponible
NOK	Couronnes Norvégiennes
NA	Non applicable
Ns	Non significatif
OGM	Omnium de Gestion Marocain
ONA	Omnium Nord Africain
ONDA	Office Nationale des Aéroports
ONCF	Office Nationale des Chemins de Fer
OPA	Offre Publique d'Achat
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OPE	Offre Publique d'Echange
OPR	Offre Publique de Retrait
OPV	Offre Publique de Vente
PCEC	Plan Comptable des Etablissements de Crédit
PDG	Président Directeur Général
PDM	Part de marché
PEB	Produits d'Exploitation Bancaire
P&L	Profit And Loss
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
PRG	Provision pour Risques Généraux
Pb	Points de base
Pts	Points
RGGG	Ressource Golden Gram Gabon
RH	Ressources Humaines
RNPG	Résultat Net Part du Groupe
ROA	Return On Assets (résultat net de l'exercice n / total bilan moyen des exercices n, n-1)
ROE	Return On Equity (résultat net de l'exercice n / fonds propres moyens des exercices n, n-1)
SA	Société Anonyme
SAR	Riyal saoudien
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SBC	Société de Banques et de Crédit
SCI	Société Civile Immobilière
SEK	Couronnes suédoises
SGMB	Société Générale Marocaine de Banques
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SIG	Systèmes d'Information Groupe
SIRH	Système d'information des ressources humaines
SNEP	Société Nationale d'Electrolyse et de Pétrochimie
TCN	Titres de Créances Négociables
TND	Dinar tunisien
TMP JJ	Taux Moyen Pondéré du jour le jour
TPE	Très Petite Entreprise
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	Dollar américain
Var.	Variation
Vs	Versus

DEFINITIONS

Banque offshore	La loi, n°58-90 relative aux places financières offshore, promulguée par le dahir n°1-91-131 du 21 Chaabane 1412 (26 février 1992) et publiée au B.O. n° 4142 du 18 mars 1992, a institué dans la municipalité de Tanger une place financière offshore ouverte aux activités de banques et des sociétés de gestion de portefeuille et de prise de participations. On entend par banque offshore : ▪ toute personne morale, quelle que soit la nationalité de ses dirigeants et des détenteurs de son capital, ayant un siège dans une place financière offshore et qui : - exerce comme profession habituelle et principale la réception de dépôts en monnaies étrangères convertibles ; - effectue, en ces mêmes monnaies, pour son propre compte ou pour le compte de ses clients toutes opérations financières, de crédit, de bourse ou de change. ▪ toute succursale créée, pour l'exercice d'une ou de plusieurs des missions visées ci-dessus, dans une place financière offshore par une banque ayant son siège hors de ladite place.
Closing	Etape finale d'une opération (cession/acquisition d'entreprise, levée de fonds…etc) avec la signature par l'ensemble des participants de la documentation juridique et décaissement des fonds.
Créancier chirographaire	Créancier dont la créance n'est assortie d'aucune sûreté réelle. En cas d'inexécution de ses obligations par le débiteur et de réalisation de son actif, les créanciers chirographaires sont primés par les créanciers titulaires de sûretés.
Créancier privilégié	Créancier possédant une garantie sur sa créance. En cas de défaillance, il est le premier dans la hiérarchie de remboursement de la dette.
Cross-selling	Concept qui consiste à croiser les métiers de l'entreprise pour proposer au même client une gamme complète de produits et services et répondre au mieux à l'ensemble de ses besoins.
Greenfield	Projet d'investissement sur site entièrement vierge.
	▪

SOMMAIRE

ABREVIATIONS 2
DEFINITIONS 4
SOMMAIRE 5
AVERTISSEMENT 7
PRÉAMBULE 8

PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES 9
I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 10
II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWAFA BANK 11
III. LE CONSEILLER FINANCIER 25
IV. LE CONSEILLER JURIDIQUE 26
V. LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFA BANK 27
VI. AGENCE DE NOTATION 27

PARTIE II : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION 28
I. CADRE DE L'OPERATION 29
II. OBJECTIFS DE L'OPERATION 31
III. STRUCTURE DE L'OFFRE 31
IV. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES D'ATTIJARIWAFA BANK 33
V. CALENDRIER DE L'OPERATION 46
VI. SYNDICAT DE PLACEMENT ET INTERMEDIAIRES FINANCIERS 46
VII. MODALITES DE SOUSCRIPTION DES TITRES 46
VIII. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES 48
IX. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES 49
X. DOMICILIATAIRE DE L'EMISSION 50
XI. MODALITES DE PUBLICATION DES RESULTATS DE L'OPERATION 50
XII. FISCALITE 50
XIII. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION 51

PARTIE III : PRÉSENTATION GENERALE D'ATTIJARIWAFA BANK 52
I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL 53
II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR 55
III. MARCHE DES TITRES D'ATTIJARIWAFA BANK 60
IV. NOTATIONS D'ATTIJARIWAFA BANK 64
V. ORGANES D'ADMINISTRATION D'ATTIJARIWAFA BANK 67
VI. ORGANES DE DIRECTION 70
VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 74

PARTIE IV : ACTIVITE D'ATTIJARIWAFA BANK 82
I. HISTORIQUE D'ATTIJARIWAFA BANK 83
II. APPARTENANCE D'ATTIJARIWAFA BANK AU PERIMETRE DE AL MADA 87
III. FILIALES D'ATTIJARIWAFA BANK 88
IV. ACTIVITE 140
V. CAPITAL HUMAIN 168
VI. DEMARCHE RSE 172
VIII. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION 174
IX. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT 180

PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFA BANK 185
I. PRESENTATION DES COMPTES AGREGES 186
II. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES IFRS 206
III. PRESENTATION DES COMPTES TRIMESTRIELS SOCIAUX ET CONSOLIDES 239

PARTIE VI : PERSPECTIVES 245

I. STRATEGIE ET PERSPECTIVES 246

PARTIE VII : FACTEURS DE RISQUE 249
I. RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE 250
II. RISQUE DE LIQUIDITE 253
III. GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE 254
IV. RISQUES REGLEMENTAIRES 258
V. GESTION DU RISQUE PAYS 259
VI. RISQUE OPERATIONNEL ET P.C.A. 261
VII. CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE 262
VIII. RISQUE LIE AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES PERPETUELLES 262

PARTIE VIII : FAITS EXCEPTIONNELS 266

PARTIE IX : LITIGES ET AFFAIRES CONTENTIEUSES 268

PARTIE X : ANNEXES 270

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWAFA BANK 271
I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES AGREGES 272
II. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES D'ATTIJARIWAFA BANK 277
III. NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES – COMPTES CONSOLIDES IFRS 318
IV. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES IFRS 335
V. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION – COMPTES CONSOLIDES 353

RAPPORTS DE NOTATION 357
I. RAPPORT DE NOTATION DE STANDARD & POOR'S 358
II. RAPPORT DE NOTATION DE CAPITAL INTELLIGENCE 362

BULLETIN DE SOUSCRIPTION 366

CONTRAT D'EMISSION D'OBLIGATIONS SUBORDONNEES PERPETUELLES 369

AVERTISSEMENT

Le visa de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en instruments financiers comporte des risques.

L'AMMC ne se prononce pas sur l'opportunité de l'opération proposée ni sur la qualité de la situation de l'émetteur. Le visa de l'AMMC ne constitue pas une garantie contre les risques associés à l'émetteur ou aux titres proposés dans le cadre de l'opération objet du présent prospectus.

Ainsi, l'investisseur doit s'assurer, préalablement à la souscription, de sa bonne compréhension de la nature et des caractéristiques des titres offerts, ainsi que de la maitrise de son exposition aux risques inhérents auxdits titres.

A cette fin, l'investisseur est appelé à :

- **Attentivement prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations qui lui sont remis, et notamment celles figurant à la section « Facteurs de Risques » ci-après ;**
- **Consulter, en cas de besoin, tout professionnel compétent en matière d'investissement dans les instruments financiers.**

Le présent prospectus ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition des instruments financiers, objet du prospectus.

Les personnes en la possession desquelles ledit prospectus viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

L'organisme en charge du placement ne proposera les instruments financiers, objet du présent prospectus, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), ni Attijari Finances Corp., n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par l'organisme en charge du placement.

L'obligation subordonnée se distingue de l'obligation classique en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination, l'effet de cette clause de subordination étant de conditionner en cas de liquidation de l'émetteur, le remboursement de l'obligation au désintéressement de toutes les autres dettes y compris les emprunts obligataires subordonnés à maturité déterminée.

PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions de la circulaire de l'AMMC, prise en application de l'article 5 du Dahir n°1-12-55 du 28 décembre 2012 portant promulgation de la loi n° 44-12 relative à l'appel public à l'epargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'epargne, le présent prospectus porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Le prospectus a été préparé par Attijari Finances Corp. conformément aux modalités fixées par la circulaire de l'AMMC.

Le contenu de ce prospectus a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- **les commentaires, analyses et statistiques de la Direction Générale d'Attijariwafa bank notamment lors des due diligences effectuées auprès de celle-ci ;**
- **les rapports annuels et rapports de gestion d'Attijariwafa bank relatifs aux exercices 2016, 2017 et 2018 ;**
- **les rapports et statistiques du GPBM pour les exercices 2016, 2017 et 2018 ;**
- **les comptes agrégés d'Attijariwafa bank pour les exercices 2016, 2017 et 2018 ;**
- **les comptes consolidés IFRS d'Attijariwafa bank pour les exercices 2016, 2017 et 2018 ;**
- **les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2016, 2017 et 2018 (comptes agrégés) ;**
- **les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2016, 2017 et 2018 (comptes consolidés IFRS) ;**
- **les rapports spéciaux des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank relatifs aux conventions réglementées des exercices clos aux 31 décembre 2016, 2017 et 2018 ;**
- **les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires d'Attijariwafa bank relatifs aux exercices 2016, 2017, 2018 et jusqu'à la date de visa ;**

En application des dispositions de l'article 1-23 de la circulaire de l'AMMC N°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, ce prospectus doit être :

- **remis ou adressé sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée ou qui en fait la demande ;**
- **tenu à la disposition du public selon les modalités suivantes :**
    - **il est disponible à tout moment dans les lieux suivants :**
        - ✓ **Siège social d'Attijariwafa bank : 2, boulevard Moulay Youssef -Casablanca. Tél : 05.22.29.88.88**
          Site Web : http://ir.attijariwafabank.com/phoenix.zhtml?c=144109&p=irol-reportsOther ;
        - ✓ **Attijari Finances Corp. : 163, avenue Hassan II - Casablanca.**
          Tél : 05.22.47.64.35.
    - **il est disponible sur le site de l'AMMC (www.ammc.ma).**

PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dénomination ou raison sociale	**Attijariwafa bank**
Représentant légal	**M. Mohamed EL KETTANI**
Fonction	Président Directeur Général
Adresse	2, boulevard Moulay Youssef – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.46.97.01
Télécopieur	05.22.27.72.38
E-mail	kettani@attijariwafa.com

Objet : Emission d'obligations subordonnées perpétuelles d'Attijariwafa bank

Le Président du conseil d'administration atteste que les données du président prospectus dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives d'Attijariwafa Bank ainsi que les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Mohamed EL KETTANI
Président Directeur Général

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWAFA BANK

Dénomination ou raison sociale	Fidaroc Grant Thornton	Deloitte Audit	Ernst & Young
Prénom et nom	Faïçal MEKOUAR	Fawzi BRITEL	Bachir TAZI
Fonction	Associé	Associé	Associé
Adresse	47, rue Allal Ben Abdellah – 20 000 Casablanca	288, Bd Zerktouni, – 20 000 Casablanca	37, Bd Abdellatif Benkaddour – 20 050 Casablanca
Numéro de téléphone et fax	Tel : 05.22.54.45.00 Fax : 05.22.29.66.70	Tel : 05.22.22.40.81 Fax : 05.22.22.40.78	Tel : 05.22.95.79.00 Fax : 05.22.39.02.26
E-mail	f.mekouar@fidarocgt.ma	fbritel@deloitte.com	bachir.tazi@ma.ey.com
Date du premier exercice soumis au contrôle	2014	2017	2014
Date d'expiration du dernier mandat	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2016	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2019

Deloitte Audit
288, Bd Zerktouni
20000 Casablanca

Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Objet : Emission d'obligations subordonnées perpétuelles d'Attijariwafa bank

Attestation de concordance des commissaires aux comptes relative aux états de synthèse sociaux et consolidés en norme IFRS d'Attijariwafa bank pour les exercices clos au 31 décembre 2016, 2017 et 2018

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans le présent prospectus en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec :

- les états de synthèse annuels sociaux tels qu'audités par les co-commissaires aux comptes Fidaroc Grant Thornton et Ernst & Young au titre des exercices 2016 et par nos soins au titre des exercices 2017 et 2018 ;
- les états de synthèse annuels consolidés tels qu'audités par les co-commissaires aux comptes Fidaroc Grant Thornton et Ernst & Young au titre des exercices 2016 et par nos soins au titre des exercices 2017 et 2018.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières fournies dans le présent prospectus, avec les états de synthèse précités.

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca

Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES AGREGES)

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 30 Mais 2014, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints d'ATTIJARIWAFA BANK, comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces états de synthèse font ressortir un montant des capitaux propres et assimilés de KMAD 48.090.920 dont un bénéfice net de KMAD 6.935.048.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine d'ATTIJARIWAFA BANK au 31 décembre 2016 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance que la banque a, au cours de l'exercice 2016 :

- Créé une filiale « ATTIJARI TCHAD » pour un montant de MFCFA 10.000 équivalent à MMAD 167) détenue à 100% par la banque
- Créé une filiale « ATTIJARI SECURITIES CENTRAL AFRICA (ASCA) » pour un montant de MFCFA 1.312 (équibalent à MMAD 15) détenue à 70% par la banque
- Créé une filiale « ATTIJARI PAYMENT PROCESSING » pour un montant de MMAD 1 détenue à 100% par la banque

Casablanca, le 19 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

Faïçal MEKOUAR
Fidaroc Grant Thornton
Associé

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte
288, Boulevard Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires de
Attijariwafa Bank
2, Boulevard Moulay Youssef - Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES AGREGES)

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints d'ATTIJARIWAFA BANK, comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces états de synthèse font ressortir un montant des capitaux propres et assimilés de KMAD 50.357.322 dont un bénéfice net de KMAD 4.158.011.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine d'ATTIJARIWAFA BANK au 31 décembre 2017 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice 2017 la banque a procédé à :

- L'acquisition de la filiale ATTIJARI BANK EGYPT pour un montant de MMAD 3.244 représentant les 60% détenus directement par Attijariwafa bank ;
- La création de la filiale BANK ASSAFA pour un montant de MMAD 350 détenue à 100% par Attijariwafa bank ;
- La création de la filiale Fonds de Titrisation MIFTAH pour un montant de MMAD 50 détenue à 100% par Attijariwafa bank.

Casablanca, le 22 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca
Maroc

Deloitte
288, Boulevard Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES AGREGES)

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints d'ATTIJARIWAFA BANK, comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 52.540.499 dont un bénéfice net de KMAD 4.603.983.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comporte pas d'anomalie significative. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives.

En procédant à ses évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse, cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine d'ATTIJARIWAFA BANK au 31 décembre 2018 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice 2018 la banque a procédé à :

- La création de la filiale ATTIJARI GLOBAL RESEARCH pour un montant de KMAD 1.000 détenue à 100% par Attijariwafa Bank ;
- La création de la filiale ATTIJARI AFRICA HOLDING pour un montant de KMAD 300 détenue à 100% par Attijariwafa Bank ;
- La prise de participation supplémentaire sur la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI de 15,3% portant sur le montant global de la participation à KMAD 829.212 ; détenue à 66,3% par Attijariwafa Bank.

Casablanca, le 25 avril 2019

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Fawzi BRITEL
Associé

Ernst & Young

Bachir TAZ
Associé

Fidaroc Grant Thornton

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca

Ernst & Young

37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints, d'ATTIJARIWAFA BANK et ses filiales (Groupe ATTIJARIWAFA BANK) comprenant le bilan au 31 décembre 2016, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 47.411.083 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 5.653.125.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriés en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Attijariwafa bank constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2016, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 19 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

Faïçal MEKOUAR
Fidaroc Grant Thornton
Associé

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte
288, Boulevard Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires de
Attijariwafa Bank
2, Boulevard Moulay Youssef - Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints, d'ATTIJARIWAFA BANK et ses filiales (Groupe ATTIJARIWAFA BANK) comprenant le bilan au 31 décembre 2017, ainsi que le compte de **résultat**, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 50.801.049 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 6.583.965.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriés en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Attijariwafa bank constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2017, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 22 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca
Maroc

Deloitte
288, Boulevard Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'ATTIJARIWAFA BANK et ses filiales (Groupe ATTIJARIWAFA BANK), comprenant le bilan au 31 décembre 2018, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 50.471.394 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 6.735.205.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au référentiel de Bank Al Maghrib, comprenant les normes IFRS publiées par l'IASB à l'exception de l'application des dispositions de la norme IFRS 9 aux activités d'assurance du groupe, différée jusqu'à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 17. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comporte pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ses évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe ATTIJARIWAFA BANK constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2018, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel de Bank Al Maghrib, comprenant les normes IFRS publiées par l'IASB à l'exception de

l'application des dispositions de la norme IFRS 9 aux activités d'assurance du groupe, différée jusqu'à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 17.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note exposant les effets dus à la première application d'IFRS 9 relative aux Instruments Financiers.

Casablanca, le 25 avril 2019

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT

Fawzi BRITEL
Associé

ERNST & YOUNG

Bachir TAZI
Associé

III. LE CONSEILLER FINANCIER

Identité du conseiller financier

Dénomination ou raison sociale	**Attijari Finances Corp.**
Représentant légal	**M. Idriss BERRADA**
Fonction	Directeur Général
Adresse	163, avenue Hassan II – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.47.64.35/36
Télécopieur	05.22.47.64.32
E-mail	i.berrada@attijari.ma

Objet : Emission d'obligations subordonnées perpétuelles d'Attijariwafa bank

Attestation

Le présent prospectus a été préparé par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'il contient et de leur pertinence au regard de l'opération proposée.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier d'Attijariwafa bank à travers :

- les commentaires, analyses et statistiques de la Direction Générale d'Attijariwafa bank notamment lors des due diligences effectuées auprès de celle-ci ;
- les rapports annuels et rapports de gestion d'Attijariwafa bank relatifs aux exercices 2016, 2017 et 2018 ;
- les rapports et statistiques du GPBM pour les exercices 2016, 2017 et 2018 ;
- les comptes agrégés d'Attijariwafa bank pour les exercices 2016, 2017 et 2018 ;
- les comptes consolidés IFRS d'Attijariwafa bank pour les exercices 2016, 2017 et 2018 ;
- les rapports généraux des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2016, 2017 et 2018 (comptes agrégés) ;
- les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2016, 2017 et 2018 (comptes consolidés IFRS) ;
- les rapports spéciaux des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank relatifs aux conventions réglementées des exercices clos aux 31 décembre 2016, 2017 et 2018 ;
- les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires d'Attijariwafa bank relatifs aux exercices 2016, 2017, 2018 et l'exercice en cours jusqu'à la date de visa.

A notre connaissance, le prospectus contient toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives d'Attijariwafa bank ainsi que sur les droits rattachées aux titres proposés. Il ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Attijari Finances Corp. est une filiale à 100% du groupe Attijariwafa bank. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés..

Idriss BERRADA
Directeur Général

IV. LE CONSEILLER JURIDIQUE

Identité du conseiller juridique

Dénomination ou raison sociale	**Naciri & Associés Allen & Overy**
Représentant légal	**Hicham Naciri**
Fonction	Associé
Adresse	Anfaplace Centre d'Affaires Immeuble A Boulevard de la Corniche Casablanca Maroc
Numéro de téléphone	05.20.47.80.00
Télécopieur	05.20.47.81.00
E-mail	Hicham.Naciri@AllenOvery.com

Objet : Emission d'obligations subordonnées perpétuelles d'Attijariwafa bank

Attestation

L'opération, objet du présent prospectus, est conforme aux dispositions statutaires d'Attijariwafa bank et à la législation marocaine.
L'opération porte sur l'émission d'obligations subordonnées perpétuelles dont les caractéristiques ne portent pas atteinte aux règles du droit des souscripteurs d'obtenir le paiement de leurs titres en capital et intérêt sous réserve des dispositions spécifiques de la réglementation applicable aux obligations subordonnées perpétuelles et des clauses contractuelles y afférentes.

Hicham Naciri
Associé

V. LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFA BANK

Pour toute information et communication financières, prière de contacter :

Mme Ibtissam ABOUHARIA

Responsable de l'Information Financière et Relations Investisseurs

2, boulevard Moulay Youssef

Tél. : 05.22.46.98.90

Fax : 05.22.46.99.03

i.abouharia@attijariwafa.com

VI. AGENCE DE NOTATION

STANDARD & POOR'S

23, rue Balzac 75 008 Paris cedex - France

Tél. : 00.33.1.44.20.66.50

Fax : 00.33.1.44.20.66.51

stephanie.mery@standardandpoors.com - samira.mensah@standardandpoors.com

CAPITAL INTELLIGENCE

Oasis Complex, Block E Gladstone Steet P.O Box 53585 CY 3303 Limassol - Chypre

Tél. : 00.357.25.34.23.00

Fax : 00.357.25.81.77.50

darren.stubing@ciratings.com - tom.kenzik@ciratings.com

PARTIE II : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

L'émission des obligations objet du présent prospectus est régie par le Dahir n° 1-14-193 du 1er Rabii I 1436 portant promulgation de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédits et organismes assimilés (loi bancaire), le Dahir n° 1-12-55 du 28 décembre 2012 portant promulgation de la loi n° 44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne, la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, la circulaire 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib relative au calcul des fonds propres réglementaires des établissements de crédit telle que modifiée et complétée (notamment l'article 20 relatif aux instruments de fonds propres additionnels) et la circulaire de l'AMMC.

I. CADRE DE L'OPERATION

Le Conseil d'Administration, réuni le 17 octobre 2016, a proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'autoriser l'émission d'un emprunt obligataire pour un montant global de huit milliards (8 000 000 000) de dirhams.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement en date du 22 novembre 2016 (l'**AGO**), après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, a autorisé l'émission d'obligations subordonnées ou non subordonnées, assorties ou on de garanties et/ou de sûretés pour un montant nominal maximum de huit milliards (8 000 000 000) de dirhams et a délégué les pouvoirs nécessaires au Conseil d'Administration à l'effet notamment, de procéder à une ou plusieurs émissions de ces obligations et d'en arrêter la nature et l'ensemble des modalités et caractéristiques.

En cas de plusieurs émissions, chaque émission est considérée comme un emprunt obligataire au sens de l'article 298 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée. Le montant de chaque émission pourra être limité au montant des souscriptions effectivement reçues à l'expiration du délai de souscription.

L'autorisation conférée par l'AGO au Conseil d'Administration couvre, avec faculté de subdéléguer, tous les pouvoirs nécessaires à l'émission des obligations, notamment :

- déterminer les dates d'émission des obligations ;
- arrêter les conditions et modalités d'émission des obligations ;
- limiter le montant de l'émission aux souscriptions effectivement reçues ;
- fixer la date de jouissance des titres à émettre ;
- fixer le taux d'intérêt des obligations et les modalités de paiement des intérêts ;
- fixer le prix et les modalités de remboursement des obligations ;
- fixer les modalités dans lesquelles sera assurée la préservation des droits des obligataires et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et notamment désigner le mandataire provisoire représentant la masse des obligataires ;
- et plus généralement, prendre toute disposition utile et conclure tout accord pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées.

Cette autorisation est valable pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de tenue de l'AGO soit jusqu'au 22 novembre 2021.

Faisant usage de la délégation de pouvoirs consentie par l'AGO, le Conseil d'Administration en date du 30 mai 2019, a décidé de procéder à l'émission de 10.000 obligations subordonnées d'une valeur nominale de 100 000 dirhams.

En conséquence, le Conseil d'Administration a décidé de fixer les caractéristiques et modalités de l'Emission comme suit :

- Montant maximum de l'Emission : 1.000.000.000 (Un milliard) de dirhams
- Nombre maximum de titres : 10.000 obligations subordonnées
- Valeur nominale : 100 000 dirhams
- Maturité : Perpétuelle

- Date de jouissance : 28 juin 2019
- Taux de sortie :
  - ✓ **Tranche A non cotée :** Révisable chaque 10 ans (le taux d'intérêt nominal est déterminé en référence au taux 10 ans calculé ou constaté à partir de la courbe secondaire des bons du Trésor telle que publiée par Bank Al-Maghrib en date du 30 mai 2019, soit 2,98%. Ce taux sera augmenté d'une prime de risque comprise entre 250 et 260 points de base, soit entre 5,48% et 5,58% pour les 10 premières années) ;
  - ✓ **Tranche B non cotée :** Révisable annuellement (le taux d'intérêt nominal est le taux plein 52 semaines (taux monétaire) déterminé en référence à la courbe secondaire des bons du Trésor telle que publiée par Bank Al-Maghrib en date du 30 mai 2019, soit 2,30%. Ce taux est augmenté d'une prime de risque comprise entre 230 et 240 points de base, soit entre 4,60**%** et 4,70% pour la première année).
- Modalités de paiement des intérêts : les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 28 juin de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvré suivant le 28 juin si celui-ci n'est pas un jour ouvré. Les intérêts des obligations subordonnées cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par Attijariwafa bank ;
- Modalités d'allocation (cf. « VIII.2. Modalités d'allocation » ci-dessous) : Même si le plafond autorisé pour chaque tranche est de 1.000.000.000 de dirhams, le montant adjugé pour les deux tranches confondues ne pourra, en aucun cas, dépasser 1.000.000.000 de dirhams pour l'ensemble de l'émission.

  Les demandes exprimées seront servies jusqu'à ce que le plafond de l'émission soit atteint.

  Dans la limite du montant de l'émission obligataire, l'allocation des obligations subordonnées se fera selon la méthode d'adjudication dite à la Française avec priorité à la tranche A (à taux révisable chaque 10 ans), puis à la tranche B (à taux révisable annuellement).

  La méthode d'allocation relative à l'adjudication à la Française se déroule comme suit : l'organisme en charge du placement retiendra les soumissions aux taux les plus bas, à l'intérieur de la fourchette proposée (bornes comprises), jusqu'ce que le montant de l'émission soit atteint. L'organisme en charge du placement fixera alors le taux limite de l'adjudication, correspondant au taux le plus élevé des demandes retenues. Les soumissions retenues sont entièrement servies au taux limite soit au taux le plus élevé des demandes retenues ;
- Représentation de la masse des obligataires : Le Conseil d'Administration tenu le 30 mai 2019, et dans l'attente de la tenue de l'Assemblée Générale des obligataires, a désigné le Cabinet HDID Consultants représenté par M. Mohamed HDID en tant que mandataire provisoire. Cette décision prendra effet dès l'ouverture de la période de souscription. Etant précisé que le mandataire provisoire nommé est identique pour les tranches A et B, lesquelles sont regroupées dans une seule et même masse.

  De plus, le Conseil d'Administration s'engage à procéder à la convocation de l'Assemblée Générale des obligataires pour nommer le représentant définitif de la masse des obligataires et ce, dans un délai d'un an, à compter de l'ouverture de la souscription.

Le Conseil d'Administration a délégué tous pouvoirs au Président en vue de réaliser l'ensemble des opérations requises au titre de l'émission et, généralement, prendre toutes mesures utiles et accomplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'émission y compris la conclusion des contrats d'émission d'obligations.

Le montant total adjugé sur les deux tranches ne devra en aucun cas excéder la somme de 1.000.000.000 de dirhams.

La présente émission est réservée aux investisseurs qualifiés de droit marocain tels que listés dans le présent prospectus.

Conformément à la décision de l'AGO, le montant de l'Emission pourra être limité au montant souscrit par les investisseurs (plafonné à 1.000.000.000 de dirhams), dans le respect des dispositions de l'article 298 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée.

Par ailleurs, le tableau ci-après présente les montants levés à partir du programme autorisé par l'Assemblée Générale réunie extraordinairement le 22 novembre 2016 :

AGO autorisant l'émission	Autorisation	Partie consommée	Reliquat
AGO du 22 novembre 2016	**8,00 Mrds Dh**		
Emission de décembre 2017		0,95 Mrd Dh	7,05 Mrds Dh
Emission de juin 2018		1,5 Mrd Dh	5,55 Mrds Dh
Emission de décembre 2018		0,5 Mrd Dh	5,05 Mrds Dh
Emission de juin 2019		1,0 Mrd Dh	4,05 Mrds Dh

Source : Attijariwafa bank

II. OBJECTIFS DE L'OPERATION

Attijariwafa bank poursuit la mise en place de sa stratégie de développement :

- à l'international, notamment à travers :
  - ✓ la poursuite du renforcement de sa présence au Maghreb et le développement des activités en Afrique Centrale et Occidentale ;
  - ✓ le lancement de la 2ème étape de développement Africain du Groupe à travers l'implantation dans certains pays anglophones à fort potentiel ;
- sur le marché domestique en développant la bancarisation, le financement des grands projets du Royaume et le financement du retail par les crédits acquéreurs et l'équipement des ménages.

La présente émission a pour objectif principal de :

- renforcer les fonds propres réglementaires actuels et, par conséquent, renforcer le ratio de solvabilité d'Attijariwafa bank ;
- financer le développement international et domestique de la banque.

Conformément à la circulaire 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib relative au calcul des fonds propres réglementaires des établissements de crédit telle que modifiée et complétée, les fonds collectés par le biais de la présente opération seront classés parmi les fonds propres additionnels de catégorie 1.

III. STRUCTURE DE L'OFFRE

Attijariwafa bank envisage l'émission de 10.000 obligations subordonnées perpétuelles d'une valeur nominale de 100 000 dirhams. Le montant global de l'opération s'élève à 1.000.000.000 de dirhams réparti comme suit :

- ✓ une tranche « A » à une maturité perpétuelle, à taux révisable chaque 10 ans, non cotée à la Bourse de Casablanca, d'un plafond de 1.000.000.000 de dirhams et d'une valeur nominale de 100 000 Dh ;
- ✓ une tranche « B » à une maturité perpétuelle, à taux révisable annuellement, non cotée à la Bourse de Casablanca, d'un plafond de 1.000.000.000 de dirhams et d'une valeur nominale de 100 000 Dh.

Le montant total adjugé sur les deux tranches ne devra en aucun cas excéder la somme de 1.000.000.000 de dirhams.

La présente émission est réservée, tant sur le marché primaire que secondaire, aux investisseurs qualifiés de droit marocain suivants, sous réserve des textes législatifs et réglementaires qui les régissent:

- Les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM), dont la stratégie d'investissement, telle que figure dans leurs notes d'information, autorise la souscription aux obligations subordonnées perpétuelles assorties de mécanisme d'absorption de pertes et/ou d'annulation des intérêts ;
- Les compagnies financières[1] ;
- Les établissements de crédit ;
- Les compagnies d'assurance et de réassurance ;
- La Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- Les organismes de pension et de retraite.

Chaque investisseur qualifié détenteur des obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus s'engage à ne transférer lesdites obligations qu'aux investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus.

Aussi, les teneurs de compte ne doivent en aucun cas accepter des instructions de règlement livraison des obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus formulés par des investisseurs qualifiés autres que les investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus.

[1] Tel que définie par l'article 20 de la loi n°130-12.

IV. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES D'ATTIJARIWAFA BANK

Avertissement : ***L'obligation subordonnée perpétuelle se distingue de l'obligation classique en raison, d'une part, du rang de créances contractuellement défini par la clause de subordination et, d'autre part, par sa durée indéterminée. L'effet de la clause de subordination est de conditionner, en cas de liquidation de l'émetteur, le remboursement de l'emprunt au désintéressement de toutes les autres dettes y compris les emprunts obligataires subordonnés à maturité déterminée qui on été émis et qui pourraient être émis ultérieurement. Le principal et les intérêts relatifs à ces titres constituent un engagement de dernier rang et viennent et viendront à un rang supérieur uniquement aux titres de capital d'Attijariwafa bank. En outre, l'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait que :***

- ***La présente émission obligataire perpétuelle n'a pas de date d'échéance déterminée mais pourra être remboursée au gré de l'émetteur et après accord de Bank Al-Maghrib, ce qui pourra avoir un impact sur la maturité prévue et sur les conditions de réinvestissement ;***
- ***L'investissement en obligations subordonnées perpétuelles intègre des clauses de dépréciation du nominal des titres et d'annulation de paiement des intérêts exposant les investisseurs au risque présentés dans la Partie - section 8.2***

Caractéristiques de la tranche A (A taux révisable chaque 10 ans, d'une maturité perpétuelle non cotée à la Bourse de Casablanca)

Nature des titres	Obligations subordonnées perpétuelles non cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription en compte chez les intermédiaires financiers habilités et admises aux opérations du dépositaire central (Maroclear).
Forme juridique	Au porteur
Plafond de la tranche	**1.000.000.000 de dirhams**
Nombre maximum de titres à émettre	**10.000 obligations subordonnées**
Valeur nominale initiale	**100.000 dirhams**
Prix d'émission	**100%, soit 100.000 dirhams**
Maturité de l'emprunt	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé, au-delà de la 5ème année de la date de jouissance, qui ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'émetteur et après accord de Bank Al-Maghrib avec un préavis minimum de cinq ans.
Période de souscription	Du 24 au 26 juin 2019 inclus
Date de jouissance	28 juin 2019
Méthode d'allocation	Adjudication à la Française avec priorité à la tranche A (à taux révisable chaque 10 ans), puis à la tranche B (à taux révisable annuellement)
Taux d'intérêt nominal	**Taux révisable chaque 10 ans** Pour les 10 premières années, le taux d'intérêt nominal est déterminé en référence au taux 10 ans déterminé à partir de la courbe des taux de référence du marché secondaire des bons du Trésor telle que publiée par Bank Al-Maghrib en date du 30 mai 2019, soit 2,98%. Ce taux sera augmenté d'une prime de risque comprise entre 250 et 260 points de base, soit **entre 5,48% et 5,58%**. Au delà des 10 premières années et pour chaque période de 10 ans, le taux de référence est le taux 10 ans observé ou calculé à partir de la courbe secondaire des bons du Trésor telle que publiée par Bank Al-Maghrib, précédant la dernière date d'anniversaire du coupon de chaque période de 10 ans de 5 jours ouvrés.

[2] Cf. Partie VII. Facteurs de risque – Section VIII. Risques liés aux obligations subordonnées perpétuelles.

	Le taux de référence ainsi obtenu sera majoré de la prime de risque fixée à l'issue de la période de souscription (prime de risque comprise entre 250 et 260 points de base) et sera communiqué aux porteurs d'obligations, dans un journal d'annonces légales, 5 jours ouvrés avant la date d'anniversaire de chaque date de révision du taux. Dans le cas où le taux 10 ans des bons du Trésor n'est pas directement observable sur la courbe, la détermination du taux de référence se fera par méthode d'interpolation linéaire en utilisant les deux points encadrant la maturité pleine 10 ans (base actuarielle).
Prime de risque	**Entre 250 et 260 points de base**
Intérêts	Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 28 juin de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvré suivant le 28 juin si celui-ci n'est pas un jour ouvré. Les intérêts des obligations subordonnées perpétuelles cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par Attijariwafa bank. Attijariwafa bank peut décider, à sa discrétion et après accord préalable de Bank Al-Maghrib, d'annuler (en totalité ou en partie) le paiement du montant des intérêts pour une période indéterminée et sur une base non cumulative et ce, en vue de faire face à ses obligations (notamment suite à une demande de Bank Al-Maghrib). Suite à cette décision, tout montant d'intérêt annulé n'est plus payable par l'émetteur ou considéré comme accumulé ou dû à l'ensemble des porteurs d'obligations perpétuelles émises par Attijariwafa bank. Chaque décision d'annulation portera sur le montant du coupon dont le paiement été initialement prévu à la prochaine date d'anniversaire. Attijariwafa bank est tenue d'appliquer les dispositions de la circulaire n° 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib du 13 août 2013 relative au calcul des fonds propres réglementaires des établissements de crédit, en ce compris l'article 10 de ladite circulaire définissant les instruments de fonds propres de base comme étant les actions et tout autre élément composant le capital social ainsi que la dotation respectant un certain nombre de critères (listés ci-dessous), dont principalement la disposition stipulant que les distributions sous forme de dividendes ou autres ne sont effectuées qu'une fois toutes les obligations juridiques et contractuelles honorées et les paiements sur les instruments de fonds propres de rang supérieur effectués et ce, en ce compris les obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus. L'ensemble des critères mentionnés ci-dessus se présentent comme suit : ▪ les instruments sont directement émis par l'établissement après l'accord préalable de son organe d'administration ; ▪ les instruments sont perpétuels ; ▪ le principal des instruments ne peut donner lieu à réduction ou remboursement, sauf dans les cas de liquidation de l'établissement ou après accord préalable de Bank Al-Maghrib; ▪ les instruments sont de rang inférieur à toutes les autres créances en cas d'insolvabilité ou de liquidation de l'établissement ; ▪ les instruments ne bénéficient de la part d'aucune des entités liées de sûretés ou de garanties ayant pour effet de rehausser le rang des créances ; ▪ les instruments ne font l'objet d'aucun arrangement, contractuel ou autre, rehaussant le rang des créances au titre de

ces instruments en cas d'insolvabilité ou de liquidation ;
- les instruments permettent d'absorber la première partie et proportionnellement la plus importante part des pertes dès qu'elles surviennent ;
- les instruments donnent à son propriétaire une créance sur les actifs résiduels de l'établissement, laquelle créance, en cas de liquidation et après paiement de toutes les créances de rang supérieur, est proportionnelle au montant des instruments émis. Le montant de ladite créance n'est ni fixe ni soumis à un plafond, sauf s'il s'agit des parts sociales ;
- l'achat des instruments n'est pas financé directement ou indirectement par l'établissement ;
- les distributions sous forme de dividendes ou autres ne sont effectuées qu'une fois toutes les obligations juridiques et contractuelles honorées et les paiements sur les instruments de fonds propres de rang supérieur effectués. Ces distributions ne peuvent provenir que des éléments distribuables. Le niveau des distributions n'est pas lié au prix auquel les instruments ont été acquis à l'émission, sauf s'il s'agit des parts sociales ;
- les dispositions auxquelles sont soumis les instruments de fonds propres de base ne prévoient pas (i) de droits préférentiels pour le versement de dividendes, (ii) de plafond ni d'autres restrictions quant au montant maximal des distributions, sauf s'il s'agit des parts sociales, (iii) d'obligation, pour l'établissement, d'effectuer des distributions au profit de ses détenteurs ;
- le non-paiement de dividendes ne constitue pas un événement de défaut pour l'établissement ; et
- l'annulation de distributions n'impose aucune contrainte à l'établissement.

En cas d'annulation du paiement du montant des intérêts, l'émetteur est tenu d'informer, dans un délai d'au moins soixante jours calendaires avant la date de paiement, les porteurs d'obligations perpétuelles et l'AMMC, de cette décision d'annulation. Les porteurs d'obligations perpétuelles sont informés par un avis publié dans un journal d'annonces légales précisant le montant des intérêts annulés, les motivations de cette décision d'annulation de paiement du montant des intérêts ainsi que les mesures correctives qui ont été mises en œuvre.

La distribution des intérêts ne peut provenir que des éléments distribuables et n'est pas liée à la qualité de crédit d'Attijariwafa bank.

Attijariwafa bank peut décider, à sa discrétion et après accord préalable de Bank Al-Maghrib, d'augmenter le montant d'un coupon à payer qui deviendra, par conséquent, supérieur au montant du coupon déterminé sur la base de la formule ci-dessous. En cas de décision d'augmenter le montant du coupon, l'émetteur est tenu d'informer, dans un délai d'au moins soixante jours calendaires avant la date de paiement, l'ensemble des porteurs d'obligations perpétuelles émises par Attijariwafa bank et l'AMMC, de cette décision. Les porteurs d'obligations perpétuelles sont informés par un avis publié dans un journal d'annonces légales.

En cas d'existence d'autres instruments ayant un mécanisme d'annulation de paiement des coupons, la décision d'annulation / d'appréciation du montant du coupon à payer sera effectuée au prorata du montant du coupon entre tous ces instruments.

Les intérêts seront calculés selon la formule suivante : [Nominal x Taux facial].

Les intérêts seront calculés sur la base du dernier nominal tel que

	défini dans la clause « Absorption des pertes » ou sur la base du capital restant dû tel que défini dans la clause « Remboursement du capital ».
Remboursement du capital	Le remboursement du capital est soumis à l'accord de Bank Al-Maghrib et se fait linéairement sur une durée minimale de 5 ans (Cf. clause de « remboursement anticipé »).
Remboursement anticipé	Attijariwafa bank s'interdit de procéder au remboursement anticipé des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, avant une période de 5 ans à compter de la date de jouissance. Au-delà de 5 ans, le remboursement anticipé de tout ou partie du capital ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'émetteur, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al-Maghrib. Tout remboursement anticipé (total ou partiel) sera effectué proportionnellement à toutes les tranches des obligations subordonnées perpétuelles objet de la présente émission de façon linéaire sur une durée minimale de 5 ans. Les porteurs d'obligations perpétuelles seront informés du remboursement anticipé, dés la prise de décision du remboursement anticipé avec un rappel au moins soixante jours calendaires avant la date de début de ce remboursement. Ces avis seront publiés dans un journal d'annonces légales et précisent le montant et la durée et la date de début du remboursement. L'émetteur ne peut pas procéder au remboursement anticipé total ou partiel des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, tant que leur valeur nominale est dépréciée conformément à la clause « Absorption des pertes ». Dans le cas où le ratio Common Equity Tier1 (CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, devient inférieur à 6,0% des risques pondérés, sur base individuelle ou consolidée, durant la période de remboursement, ce dernier sera effectué sur la base de la valeur nominale initiale des titres. Tout remboursement anticipé (total ou partiel), intervenu avant la date d'anniversaire, sera effectué sur la base du montant du capital restant dû et des intérêts courus à la date du remboursement. Attijariwafa bank s'interdit de procéder au rachat des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, tant que leur valeur nominale est dépréciée conformément à la clause « Absorption des pertes ». L'émetteur est tenu d'informer l'AMMC ainsi que l'ensemble des détenteurs des obligations subordonnées perpétuelles ayant souscrit à la présente émission, de toute éventuelle procédure de rachat, devant faire l'objet d'un accord préalable de Bank Al-Maghrib, par un avis publié dans un journal d'annonces légales précisant le nombre d'obligations à racheter, le délai et le prix du rachat. Attijariwafa bank procédera au rachat au prorata des ordres de vente présentés (dans le cas où le nombre de titres présentés est supérieur au nombre de titres à racheter). Les obligations rachetées seront annulées. En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif d'Attijariwafa bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées perpétuelles seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations d'Attijariwafa bank. Le remboursement du capital est, en cas de mise en liquidation d'Attijariwafa bank, subordonné à toutes les autres dettes (Cf. « Rang de l'emprunt »).

Absorption des pertes

Les titres sont dépréciés[3] dès lors que le ratio Common Equity Tier1 (CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, devient inférieur à 6,0% des risques pondérés, sur base individuelle ou consolidée. Les titres sont dépréciés du montant correspondant au différentiel entre des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) théoriques permettant d'atteindre 6,0% des risques pondérés de ratio CET 1 et les fonds propres effectifs CET 1 (après prise en compte de l'effet lié à la fiscalité).[4]

Ladite dépréciation est effectuée, dans un délai ne pouvant excéder un mois calendaire à partir de la date de constatation du non respect du ratio minimum de 6,0%, sur base individuelle ou consolidée, en diminuant le nominal des titres du montant correspondant et ce, dans la limite d'une valeur nominal minimale de 50 dirhams (conformément à l'article 292 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée).

Dans les 30 jours suivants chaque fin de période semestrielle (dates d'arrêtés semestriels de publication des ratios de solvabilité) ou une date de calcul extraordinaire ou intermédiaire demandée par le régulateur, l'émetteur devra vérifier que le ratio Common Equity Tier 1(CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, respecte le niveau minimum de 6,0% des risques pondérés, sur base individuelle et consolidée. Attijariwafa bank procédera à la publication de son ratio CET1 ainsi que les niveaux prévisionnels dudit ratio à horizon 18 mois, après accord préalable de son Conseil d'Administration. Cette publication interviendra avant fin avril pour chaque arrêté des comptes annuels et avant fin octobre pour chaque arrêté des comptes semestriels et sera effectuée à travers les publications du Pilier III d'Attijariwafa bank (consultable sur son site web). Cette publication interviendra également, à travers un journal d'annonces légales, dans les trente jours suivants une éventuelles survenance d'événement significatif affectant les ratios réglementaires. Ces publications seront transmises au représentant de la masse des obligataires regroupant les porteurs des obligations subordonnées perpétuelles objet de la présente émission, en même temps que Bank Al-Maghrib et l'AMMC, et devront contenir le détail des ratios prudentiels (Ratio sur fonds propres de base ou CET1 et ratio de solvabilité), composition des fonds propres réglementaires ainsi que la répartition des risques pondérés.

En cas de non respect du ratio minimum de 6,0%, sur base individuelle ou consolidée, l'émetteur est tenu d'en informer immédiatement Bank Al-Maghrib et l'AMMC et d'adresser aux porteurs d'obligations perpétuelles, dans un délai de 5 jours ouvrés à partir de la date de constatation du non respect du ratio minimum de 6,0%, sur base individuelle ou consolidée, un avis publié dans un journal d'annonces légales précisant la survenance d'évènement déclencheur du mécanisme d'absorption de perte, le montant de dépréciation de la valeur nominale des titres, la méthode de calcul de ce montant, les mesures correctives qui ont été mises en œuvre ainsi que la date à laquelle cette dépréciation prendra effet.

Après une éventuelle dépréciation de la valeur nominale des titres, et si la situation financière de l'émetteur ayant nécessité cette dépréciation s'améliore, Attijariwafa bank peut déclencher immédiatement, après accord préalable de Bank Al-Magrhib, le mécanisme d'appréciation en totalité ou en partie du nominal ayant fait l'objet de dépréciation. L'émetteur devra informer les porteurs

[3] Une éventuelle dépréciation de la valeur nominale des titres, permettrait à Attijariwafa bank de constater un produit exceptionnel qui viendrait en augmentation de son résultat net qui permettrait une amélioration de ses fonds propres.

[4] L'évolution historique du ratio sur fonds propres de base (CET 1) et du ratio de solvabilité est présentée au niveau de la section IX.5.Analyse des principaux postes de bilan (pour les ratios sur base consolidée) et au niveau de la section VIII.2.2. Maîtrise des risques – Ratios de solvabilité et dans la Partie VII. Facteurs de risque – Section IV. Risques réglementaires (pour les ratios sur base sociale)

	d'obligations subordonnées perpétuelles, dans un délai d'un mois, par avis publié dans un journal d'annonces légales, de la décision d'appréciation du nominal, du montant, du mode de calcul et de la date d'effet de ladite appréciation. En cas d'existence d'autres instruments ayant un mécanisme d'absorption de pertes, la dépréciation/appréciation de la valeur nominale sera effectuée au prorata entre tous les instruments dont le seuil de déclenchement a été franchi et ce, sur la base de la dernière valeur nominale précédent la date de déclenchement du mécanisme d'absorption de pertes. Les intérêts seront calculés sur la base du dernier nominal précédant la date de paiement du coupon (prenant en compte la dépréciation/appréciation du nominal). En cas de dépréciation ou d'appréciation du nominal des titres, l'émetteur doit informer immédiatement l'AMMC.
Négociabilité des titres	Négociable de gré-à-gré. Les obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, ne peuvent être négociées qu'entre investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus. Chaque investisseur qualifié détenteur des obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus s'engage à ne transférer lesdites obligations qu'aux investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus. Aussi, les teneurs de compte ne doivent en aucun cas accepter des instructions de règlement livraison des obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus formulés par des investisseurs qualifiés autres que les investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus.
Clauses d'assimilation	Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées perpétuelles, objet du présent prospectus, aux titres d'une émission antérieure. Au cas où Attijariwafa bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives, unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.
Rang de l'emprunt	Le capital fait l'objet d'une clause de subordination. L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts. En cas de liquidation d'Attijariwafa bank, les titres subordonnés perpétuels de la présente émission ne seront remboursés qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés perpétuels interviendront au remboursement après tous les autres emprunts subordonnés à durée déterminée qui ont été émis et qui pourraient être émis ultérieurement par Attijariwafa bank tant au Maroc qu'à l'international. Ce remboursement sera effectué sur la base du plus petit des deux montants suivants : ▪ la valeur nominale initiale réduite du montant des remboursements éventuels effectués antérieurement ;

	▪ le montant disponible après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires et des porteurs d'obligations subordonnés à durée déterminée qui ont été émises et qui pourraient être émises ultérieurement par Attijariwafa bank tant au Maroc qu'à l'international ; Les présents titres subordonnés perpétuelles viendront au même rang que les obligations perpétuelles subordonnées de même nature. Pour rappel, Attijariwafa bank a procédé à deux émissions obligataires subordonnées perpétuelles en décembre 2016 et en décembre 2018 pour un montant de 500.000.000 dirhams chacune.
Garantie de remboursement	La présente émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.
Notation	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
Représentation de la masse des obligataires	Le Conseil d'Administration tenu le 30 mai 2019, et dans l'attente de la tenue de l'Assemblée Générale des obligataires, a désigné le Cabinet HDID Consultants représenté par M. Mohamed HDID en tant que mandataire provisoire. Cette décision prendra effet dès l'ouverture de la période de souscription. Etant précisé que le mandataire provisoire nommé est identique pour les tranches A et B (obligations subordonnées perpétuelles), lesquelles sont regroupées dans une seule et même masse. De plus, le Conseil d'Administration s'engage à procéder à la convocation de l'Assemblée Générale des obligataires pour nommer le représentant définitif de la masse des obligataires et ce, dans un délai d'un an, à compter de l'ouverture de la souscription.
Droit applicable	Droit marocain.
Juridiction compétente	Tribunal de commerce de Casablanca.

Caractéristiques de la tranche B (A taux révisable annuellement, d'une maturité perpétuelle non cotée à la Bourse de Casablanca)

Nature des titres	Obligations subordonnées perpétuelles non cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription en compte chez les intermédiaires financiers habilités et admises aux opérations du dépositaire central (Maroclear)
Forme juridique	Au porteur
Plafond de la tranche	**1.000.000.000 de dirhams**
Nombre maximum de titres à émettre	**10.000 obligations subordonnées**
Valeur nominale initiale	**100.000 dirhams**
Prix d'émission	**100%, soit 100.000 dirhams**
Maturité de l'emprunt	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé, au-delà de la 5ème année de la date de jouissance, qui ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'émetteur et après accord de Bank Al-Maghrib avec un préavis minimum de cinq ans.
Période de souscription	Du 24 au 26 juin 2019 inclus
Date de jouissance	28 juin 2019
Méthode d'allocation	Adjudication à la Française avec priorité à la tranche A (à taux révisable chaque 10 ans), puis à la tranche B (à taux révisable annuellement)

Taux d'intérêt nominal	**Taux révisable annuellement** Pour la première année, le taux d'intérêt nominal est le taux plein 52 semaines (taux monétaire) déterminé à partir de la courbe des taux de référence du marché secondaire des bons du Trésor telle que publiée par Bank Al-Maghrib en date du 30 mai 2019, soit 2,30%. Ce taux est augmenté d'une prime de risque comprise entre 230 et 240 points de base, soit **entre 4,60% et 4,70%**. A chaque date d'anniversaire, le taux de référence est le taux plein 52 semaines (taux monétaire) déterminé en référence à la courbe secondaire des bons du Trésor publiée par Bank Al-Maghrib, précédant la date d'anniversaire du coupon de 5 jours ouvrés. Le taux de référence ainsi obtenu sera majoré de la prime de risque fixée à l'issue de la période de souscription (prime de risque comprise entre 230 et 240 points de base) et sera communiqué aux porteurs d'obligations 5 jours ouvrés avant la date d'anniversaire de chaque date de révision du taux.
Mode de calcul du taux de référence	La détermination du taux de référence se fera par la méthode de l'interpolation linéaire en utilisant les deux points encadrant la maturité pleine 52 semaines (base monétaire). Cette interpolation linéaire se fera après la conversion du taux immédiatement supérieur à la maturité 52 semaines (base actuarielle) en taux monétaire équivalent. La formule de calcul est : (((Taux actuariel + 1)^ (k / nombre de jours exact*))-1) x 360/k ; où k : maturité du taux actuariel qu'on souhaite transformer *Nombre de jours exact : 365 ou 366 jours.
Prime de risque	**Entre 230 et 240 points de base**
Date de détermination du taux d'intérêt	Le coupon sera révisé annuellement aux dates d'anniversaire de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 28 juin de chaque année. Le nouveau taux sera communiqué, par l'émetteur, aux porteurs d'obligations dans un journal d'annonces légales, 5 jours ouvrés avant la date d'anniversaire.
Intérêts	Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 28 juin de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvré suivant le 28 juin si celui-ci n'est pas un jour ouvré. Les intérêts des obligations subordonnées perpétuelles cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par Attijariwafa bank. Attijariwafa bank peut décider, à sa discrétion et après accord préalable de Bank Al-Maghrib, d'annuler (en totalité ou en partie) le paiement du montant des intérêts pour une période indéterminée et sur une base non cumulative et ce, en vue de faire face à ses obligations (notamment suite à une demande de Bank Al-Maghrib). Suite à cette décision, tout montant d'intérêt annulé n'est plus payable par l'émetteur ou considéré comme accumulé ou dû à l'ensemble des porteurs d'obligations perpétuelles émises par Attijariwafa bank. Chaque décision d'annulation portera sur le montant du coupon dont le paiement été initialement prévu à la prochaine date d'anniversaire. Attijariwafa bank est tenue d'appliquer les dispositions de la circulaire n° 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib du 13 août 2013 relative au calcul des fonds propres réglementaires des établissements de crédit, en ce compris l'article 10 de ladite circulaire définissant les instruments de fonds propres de base

comme étant les actions et tout autre élément composant le capital social ainsi que la dotation respectant un certain nombre de critères (listés ci-dessous), dont principalement la disposition stipulant que les distributions sous forme de dividendes ou autres ne sont effectuées qu'une fois toutes les obligations juridiques et contractuelles honorées et les paiements sur les instruments de fonds propres de rang supérieur effectués et ce, en ce compris les obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus. L'ensemble des critères mentionnés ci-dessus se présentent comme suit :

- les instruments sont directement émis par l'établissement après l'accord préalable de son organe d'administration ;
- les instruments sont perpétuels ;
- le principal des instruments ne peut donner lieu à réduction ou remboursement, sauf dans les cas de liquidation de l'établissement ou après accord préalable de Bank Al-Maghrib ;
- les instruments sont de rang inférieur à toutes les autres créances en cas d'insolvabilité ou de liquidation de l'établissement ;
- les instruments ne bénéficient de la part d'aucune des entités liées de sûretés ou de garanties ayant pour effet de rehausser le rang des créances ;
- les instruments ne font l'objet d'aucun arrangement, contractuel ou autre, rehaussant le rang des créances au titre de ces instruments en cas d'insolvabilité ou de liquidation ;
- les instruments permettent d'absorber la première partie et proportionnellement la plus importante part des pertes dès qu'elles surviennent ;
- les instruments donnent à son propriétaire une créance sur les actifs résiduels de l'établissement, laquelle créance, en cas de liquidation et après paiement de toutes les créances de rang supérieur, est proportionnelle au montant des instruments émis. Le montant de ladite créance n'est ni fixe ni soumis à un plafond, sauf s'il s'agit des parts sociales ;
- l'achat des instruments n'est pas financé directement ou indirectement par l'établissement ;
- les distributions sous forme de dividendes ou autres ne sont effectuées qu'une fois toutes les obligations juridiques et contractuelles honorées et les paiements sur les instruments de fonds propres de rang supérieur effectués. Ces distributions ne peuvent provenir que des éléments distribuables. Le niveau des distributions n'est pas lié au prix auquel les instruments ont été acquis à l'émission, sauf s'il s'agit des parts sociales ;
- les dispositions auxquelles sont soumis les instruments de fonds propres de base ne prévoient pas (i) de droits préférentiels pour le versement de dividendes, (ii) de plafond ni d'autres restrictions quant au montant maximal des distributions, sauf s'il s'agit des parts sociales, (iii) d'obligation, pour l'établissement, d'effectuer des distributions au profit de ses détenteurs ;
- le non-paiement de dividendes ne constitue pas un événement de défaut pour l'établissement ; et
- l'annulation de distributions n'impose aucune contrainte à l'établissement.

En cas d'annulation du paiement du montant des intérêts, l'émetteur est tenu d'informer, dans un délai d'au moins soixante jours calendaires avant la date de paiement, les porteurs d'obligations perpétuelles et l'AMMC, de cette décision d'annulation. Les porteurs d'obligations perpétuelles sont informés par un avis publié dans un journal d'annonces légales précisant le montant des intérêts annulés, les motivations de cette

	décision d'annulation de paiement du montant des intérêts ainsi que les mesures correctives qui ont été mises en œuvre. La distribution des intérêts ne peut provenir que des éléments distribuables et n'est pas liée à la qualité de crédit d'Attijariwafa bank. Attijariwafa bank peut décider, à sa discrétion et après accord préalable de Bank Al-Maghrib, d'augmenter le montant d'un coupon à payer qui deviendra, par conséquent, supérieur au montant du coupon déterminé sur la base de la formule ci-dessous. En cas de décision d'augmenter le montant du coupon, l'émetteur est tenu d'informer, dans un délai d'au moins soixante jours calendaires avant la date de paiement, l'ensemble des porteurs d'obligations perpétuelles émises par Attijariwafa bank et l'AMMC, de cette décision. Les porteurs d'obligations perpétuelles sont informés par un avis publié dans un journal d'annonces légales. En cas d'existence d'autres instruments ayant un mécanisme d'annulation de paiement des coupons, la décision d'annulation / d'appréciation du montant du coupon à payer sera effectuée au prorata du montant du coupon entre tous ces instruments. Les intérêts seront calculés selon la formule suivante : [Nominal x Taux nominal x Nombre de jours exact/360]. Les intérêts seront calculés sur la base du dernier nominal tel que défini dans la clause « Absorption des pertes » ou sur la base du capital restant dû tel que défini dans la clause « Remboursement du capital ».
Remboursement du capital	Le remboursement du capital est soumis à l'accord de Bank Al-Maghrib et se fait linéairement sur une durée minimale de 5 ans (Cf. clause de « remboursement anticipé »).
Remboursement anticipé	Attijariwafa bank s'interdit de procéder au remboursement anticipé des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, avant une période de 5 ans à compter de la date de jouissance. Au-delà de 5 ans, le remboursement anticipé de tout ou partie du capital ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'émetteur, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al-Maghrib. Tout remboursement anticipé (total ou partiel) sera effectué proportionnellement à toutes les tranches des obligations subordonnées perpétuelles objet de la présente émission de façon linéaire sur une durée minimale de 5 ans. Les porteurs d'obligations perpétuelles seront informés du remboursement anticipé, dés la prise de décision du remboursement anticipé avec un rappel au moins soixante jours calendaires avant la date de début de ce remboursement. Ces avis seront publiés dans un journal d'annonces légales et précisent le montant et la durée et la date de début du remboursement. L'émetteur ne peut pas procéder au remboursement anticipé total ou partiel des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, tant que leur valeur nominale est dépréciée conformément à la clause « Absorption des pertes ». Dans le cas où le ratio Common Equity Tier1 (CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, devient inférieur à 6,0% des risques pondérés, sur base individuelle ou consolidée, durant la période de remboursement, ce dernier sera effectué sur la base de la valeur nominale initiale des titres. Tout remboursement anticipé (total ou partiel), intervenu avant la date d'anniversaire, sera effectué sur la base du montant du capital

	restant dû et des intérêts courus à la date du remboursement. Attijariwafa bank s'interdit de procéder au rachat des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, tant que leur valeur nominale est dépréciée conformément à la clause « Absorption des pertes ». L'émetteur est tenu d'informer l'AMMC ainsi que l'ensemble des détenteurs des obligations subordonnées perpétuelles ayant souscrit à la présente émission, de toute éventuelle procédure de rachat, devant faire l'objet d'un accord préalable de Bank Al-Maghrib, par un avis publié dans un journal d'annonces légales précisant le nombre d'obligations à racheter, le délai et le prix du rachat. Attijariwafa bank procédera au rachat au prorata des ordres de vente présentés (dans le cas où le nombre de titres présentés est supérieur au nombre de titres à racheter). Les obligations rachetées seront annulées. En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif d'Attijariwafa bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées perpétuelles seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations d'Attijariwafa bank. Le remboursement du capital est, en cas de mise en liquidation d'Attijariwafa bank, subordonné à toutes les autres dettes (Cf. « Rang de l'emprunt »).
Absorption des pertes	Les titres sont dépréciés[5] dès lors que le ratio Common Equity Tier1 (CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, devient inférieur à 6,0% des risques pondérés, sur base individuelle ou consolidée. Les titres sont dépréciés du montant correspondant au différentiel entre des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) théoriques permettant d'atteindre 6,0% des risques pondérés de ratio CET 1 et les fonds propres effectifs CET 1 (après prise en compte de l'effet lié à la fiscalité).[6] Ladite dépréciation est effectuée, dans un délai ne pouvant excéder un mois calendaire à partir de la date de constatation du non respect du ratio minimum de 6,0%, sur base individuelle ou consolidée, en diminuant le nominal des titres du montant correspondant et ce, dans la limite d'une valeur nominal minimale de 50 dirhams (conformément à l'article 292 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée). Dans les 30 jours suivants chaque fin de période semestrielle (dates d'arrêtés semestriels de publication des ratios de solvabilité) ou une date de calcul extraordinaire ou intermédiaire demandée par le régulateur, l'émetteur devra vérifier que le ratio Common Equity Tier 1(CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, respecte le niveau minimum de 6,0% des risques pondérés, sur base individuelle et consolidée. Attijariwafa bank procédera à la publication de son ratio CET1 ainsi que les niveaux prévisionnels dudit ratio à horizon 18 mois, après accord préalable de son Conseil d'Administration. Cette publication interviendra avant fin avril pour chaque arrêté des comptes annuels et avant fin octobre pour chaque arrêté des comptes semestriels et sera effectuée à travers les publications du Pilier III d'Attijariwafa bank (consultable sur son site web). Cette publication interviendra également, à travers un journal d'annonces légales, dans les trente

[5] Une éventuelle dépréciation de la valeur nominale des titres, permettrait à Attijariwafa bank de constater un produit exceptionnel qui viendrait en augmentation de son résultat net qui permettrait une amélioration de ses fonds propres.

[6] L'évolution historique du ratio sur fonds propres de base (CET 1) et du ratio de solvabilité est présentée au niveau de la section IX.5.Analyse des principaux postes de bilan (pour les ratios sur base consolidée) et au niveau de la section VIII.2.2. Maîtrise des risques – Ratios de solvabilité et dans la Partie VII. Facteurs de risque – Section IV. Risques réglementaires (pour les ratios sur base sociale)

	jours suivants une éventuelles survenance d'événement significatif affectant les ratios réglementaires. Ces publications seront transmises au représentant de la masse des obligataires regroupant les porteurs des obligations subordonnées perpétuelles objet de la présente émission, en même temps que Bank Al-Maghrib et l'AMMC, et devront contenir le détail des ratios prudentiels (Ratio sur fonds propres de base ou CET1 et ratio de solvabilité), composition des fonds propres réglementaires ainsi que la répartition des risques pondérés. En cas de non respect du ratio minimum de 6,0%, sur base individuelle ou consolidée, l'émetteur est tenu d'en informer immédiatement Bank Al-Maghrib et l'AMMC et d'adresser aux porteurs d'obligations perpétuelles, dans un délai de 5 jours ouvrés à partir de la date de constatation du non respect du ratio minimum de 6,0%, sur base individuelle ou consolidée, un avis publié dans un journal d'annonces légales précisant la survenance d'évènement déclencheur du mécanisme d'absorption de perte, le montant de dépréciation de la valeur nominale des titres, la méthode de calcul de ce montant, les mesures correctives qui ont été mises en œuvre ainsi que la date à laquelle cette dépréciation prendra effet. Après une éventuelle dépréciation de la valeur nominale des titres, et si la situation financière de l'émetteur ayant nécessité cette dépréciation s'améliore, Attijariwafa bank peut déclencher immédiatement, après accord préalable de Bank Al-Magrhib, le mécanisme d'appréciation en totalité ou en partie du nominal ayant fait l'objet de dépréciation. L'émetteur devra informer les porteurs d'obligations subordonnées perpétuelles, dans un délai d'un mois, par avis publié dans un journal d'annonces légales, de la décision d'appréciation du nominal, du montant, du mode de calcul et de la date d'effet de ladite appréciation. En cas d'existence d'autres instruments ayant un mécanisme d'absorption de pertes, la dépréciation/appréciation de la valeur nominale sera effectuée au prorata entre tous les instruments dont le seuil de déclenchement a été franchi et ce, sur la base de la dernière valeur nominale précédent la date de déclenchement du mécanisme d'absorption de pertes. Les intérêts seront calculés sur la base du dernier nominal précédant la date de paiement du coupon (prenant en compte la dépréciation/appréciation du nominal). En cas de dépréciation ou d'appréciation du nominal des titres, l'émetteur doit informer immédiatement l'AMMC.
Négociabilité des titres	Négociable de gré-à-gré. Les obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, ne peuvent être négociées qu'entre investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus. Chaque investisseur qualifié détenteur des obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus s'engage à ne transférer lesdites obligations qu'aux investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus. Aussi, les teneurs de compte ne doivent en aucun cas accepter des instructions de règlement livraison des obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus formulés par des investisseurs qualifiés autres que les investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus.
Clauses d'assimilation	Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées perpétuelles, objet du présent prospectus, aux titres d'une émission antérieure. Au cas où Attijariwafa bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la

	présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives, unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.
Rang de l'emprunt	Le capital fait l'objet d'une clause de subordination. L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts. En cas de liquidation d'Attijariwafa bank, les titres subordonnés perpétuels de la présente émission ne seront remboursés qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés perpétuels interviendront au remboursement après tous les autres emprunts subordonnés à durée déterminée qui ont été émis et qui pourraient être émis ultérieurement par Attijariwafa bank tant au Maroc qu'à l'international. Ce remboursement sera effectué sur la base du plus petit des deux montants suivants : ▪ la valeur nominale initiale réduite du montant des remboursements éventuels effectués antérieurement ; ▪ le montant disponible après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires et des porteurs d'obligations subordonnés à durée déterminée qui on été émises et qui pourraient être émises ultérieurement par Attijariwafa bank tant au Maroc qu'à l'international ; Les présents titres subordonnés perpétuelles viendront au même rang que les obligations perpétuelles subordonnées de même nature. Pour rappel, Attijariwafa bank a procédé à deux émissions obligataires subordonnées perpétuelles en décembre 2016 et en décembre 2018 pour un montant de 500.000.000 dirhams chacune.
Garantie de remboursement	La présente émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.
Notation	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
Représentation de la masse des obligataires	Le Conseil d'Administration tenu le 30 mai 2019, et dans l'attente de la tenue de l'Assemblée Générale des obligataires, a désigné le Cabinet HDID Consultants représenté par M. Mohamed HDID en tant que mandataire provisoire. Cette décision prendra effet dès l'ouverture de la période de souscription. Etant précisé que le mandataire provisoire nommé est identique pour les tranches A et B (obligations subordonnées perpétuelles), lesquelles sont regroupées dans une seule et même masse. De plus, le Conseil d'Administration s'engage à procéder à la convocation de l'Assemblée Générale des obligataires pour nommer le représentant définitif de la masse des obligataires et ce, dans un délai d'un an, à compter de l'ouverture de la souscription.
Droit applicable	Droit marocain.
Juridiction compétente	Tribunal de commerce de Casablanca.

V. CALENDRIER DE L'OPERATION

Le calendrier de la présente opération se présente comme suit :

Ordres	Etapes	Délais
1	Obtention du visa de l'AMMC	14/06/2019
2	Publication de l'extrait du prospectus sur le site web de l'émetteur (http://ir.attijariwafabank.com/phoenix.zhtml?c=144109&p=irol-reportsOther)	14/06/2019
3	Publication par l'émetteur du communiqué de presse dans un JAL	17/06/2019
4	Ouverture de la période de souscription	24/06/2019
5	Clôture de la période de souscription	26/06/2019
6	Allocation des titres	26/06/2019
7	Règlement / Livraison	28/06/2019
8	Publication par l'émetteur des résultats et des taux d'intérêts retenus de l'opération dans un JAL	28/06/2019

VI. SYNDICAT DE PLACEMENT ET INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Type d'intermédiaires financiers	Nom	Adresse
Conseiller et coordinateur global de l'opération	Attijari Finances Corp.	163, Avenue Hassan II Casablanca
Organisme chargé du placement	Attijariwafa bank	2, Boulevard Moulay Youssef Casablanca
Etablissement assurant le service financier des titres	Attijariwafa bank	2, Boulevard Moulay Youssef Casablanca

VII. MODALITES DE SOUSCRIPTION DES TITRES

VII.1. Période de souscription

La période de souscription à la présente émission débutera le 24 juin 2019 et sera clôturée le 26 juin 2019 inclus.

VII.2. Souscripteurs

La souscription primaire des obligations subordonnées, objet du présent prospectus, est réservée aux investisseurs qualifiés de droit marocain listés ci-après :

- les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM), dont la stratégie d'investissement, telle que figure dans leurs notes d'information, autorise la souscription aux obligations subordonnées perpétuelles assorties de mécanisme d'absorption de pertes et/ou d'annulation des intérêts, régis par le Dahir portant loi n°1-93-213 du rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- les compagnies financières visées à l'article 20 de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- les établissements de crédit visés à l'article premier du Dahir n°1-14-193 précité sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;

- les entreprises d'assurance et de réassurance agréées selon la loi n°17-99, sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- la Caisse de Dépôt et de Gestion sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui la régissent ;
- les organismes de retraite et de pension sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent.

Les souscriptions sont toutes en numéraire, quelque soit la catégorie de souscripteurs.

La négociation sur le marché secondaire des obligations subordonnées perpétuelles, objet du présent prospectus, est réservée aux investisseurs qualifiés de droit marocain tels que listés ci-dessus. Chaque investisseur qualifié détenteur des obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus s'engage à ne transférer lesdites obligations qu'aux investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus. Aussi, les teneurs de compte ne doivent en aucun cas accepter des instructions de règlement livraison des obligations subordonnées perpétuelles objet du présent prospectus formulés par des investisseurs qualifiés autres que les investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus.

VII.3. Identification des souscripteurs

Préalablement à la réalisation de la souscription des obligations subordonnées Attijariwafa bank par un souscripteur, l'organisme chargé du placement s'assure que le représentant bénéficie de la capacité à agir soit en sa qualité de représentant légal, soit au titre d'un mandat dont il bénéficie.

L'organisme chargé du placement demandera les documents listés ci-dessous, afin de s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories prédéfinies. A ce titre, il devra obtenir une copie du document qui atteste de l'appartenance du souscripteur à la catégorie, et la joindre au bulletin de souscription.

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
OPCVM de droit marocain	Photocopie de la décision d'agrément, copie de la note d'information visée par l'AMMC précisant que la stratégie d'investissement, telle que figure dans leurs notes d'information, autorise la souscription aux obligations subordonnées perpétuelles assorties de mécanisme d'absorption de pertes et/ou d'annulation des intérêts et en plus : - Pour les fonds communs de placement (FCP), le certificat de dépôt au greffe du tribunal ; - Pour les SICAV, le modèle des inscriptions au registre de commerce ainsi que le certificat de dépôt au greffe du tribunal.
Investisseurs qualifiés de droit marocain (hors OPCVM)	Modèle des inscriptions au registre de commerce comprenant l'objet social faisant ressortir leur appartenance à cette catégorie.

VII.4. Modalités de souscription

Les souscripteurs peuvent formuler une ou plusieurs demandes de souscription en spécifiant le montant, la tranche souhaitée et le taux de souscription par pallier de prime de risque (de 1 point de base à l'intérieur de la fourchette proposée bornes comprises pour chaque tranche). Celles-ci sont cumulatives quotidiennement par montant et par tranche et les souscripteurs pourront être servis à hauteur de leur demande et dans la limite des titres disponibles.

Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de l'émission d'obligations subordonnées, objet du présent prospectus.

Chaque souscripteur a la possibilité de soumissionner pour l'emprunt tranche A et/ou B, à taux révisable chaque 10 ans et/ou révisable annuellement.

Les ordres de souscription sont irrévocables au terme de la clôture de la période de souscription. Tout bulletin de souscription doit être signé par le souscripteur ou son mandataire et transmis à l'organisme en charge du placement. Toutes les souscriptions doivent être faites en numéraire et doivent être exprimées en nombre de titres.

Attijariwafa bank est tenu de recueillir les ordres de souscription auprès des investisseurs à l'aide de bulletins de souscription, fermes et irrévocables, dûment remplis et signés par les souscripteurs, selon le modèle joint en annexe.

Les souscripteurs adressent leurs demandes de souscription à Attijariwafa bank, seule entité chargée du placement.

Par ailleurs, Attijariwafa bank s'engage à ne pas accepter d'ordres de souscriptions en dehors de la période de souscription ou ne respectant pas les conditions et les modalités de souscription.

Chaque souscripteur devra :

- remettre, préalablement à la clôture de la période de souscription, un bulletin de souscription dûment signé, ferme et irrévocable, sous pli fermé auprès de l'organisme en charge du placement (Attijariwafa bank) ;
- formuler son (ses) ordre(s) de souscription en spécifiant le nombre de titres demandé, le montant de sa souscription, la tranche souhaitée ainsi que le taux de souscription par pallier de prime de risque (de 1 point de base à l'intérieur de la fourchette proposée bornes comprises pour chaque tranche).

VIII. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES

VIII.1. Modalités de centralisation des ordres

Au cours de la période de souscription, un état récapitulatif des souscriptions enregistrées dans la journée sera préparé par Attijariwafa bank.

En cas de non souscription pendant la journée, l'état des souscriptions devra être établi avec la mention « Néant ».

A la clôture de la période de souscription, soit le 26 juin 2019, l'organisme en charge du placement devra établir un état récapitulatif définitif, détaillé et consolidé des souscriptions qu'il aura reçues.

Il sera procédé, le 26 juin 2019 à 15h00, à :

- l'annulation des demandes qui ne respectent pas les conditions et les modalités de souscription susmentionnées ;
- la consolidation de l'ensemble des demandes de souscription recevables, c'est-à-dire, toutes les demandes de souscription autres que celles frappées de nullité ;
- l'allocation selon la méthode définie dans la sous-partie « Modalités d'allocation » ci-après.

VIII.2. Modalités d'allocation

Même si le plafond autorisé pour chaque tranche est de 1.000.000.000 de dirhams, le montant adjugé pour les deux tranches confondues ne pourra, en aucun cas, dépasser 1.000.000.000 de dirhams pour l'ensemble de l'émission.

Dans la limite du montant de l'émission obligataire, l'allocation des obligations subordonnées se fera selon la méthode d'adjudication dite à la Française avec priorité à la tranche A (à taux révisable chaque 10 ans), puis à la tranche B (à taux révisable annuellement).

Si à la clôture de la période de souscription, le montant total des souscriptions reçues pour la tranche A (à taux révisable chaque 10 ans) est supérieur ou égal au montant global de l'émission, aucun montant ne sera alloué à la tranche B. Ainsi, la quantité demandée retenue pour le calcul du taux d'allocation sera égale aux souscriptions reçues pour la tranche A (à taux révisable chaque 10 ans).

Si le montant total des souscriptions est inférieur au montant maximum de l'émission, les obligations seront allouées en priorité à hauteur du montant total des souscriptions reçues pour la tranche A (à taux révisable chaque 10 ans). Le reliquat sera alloué à la tranche B (à taux révisable annuellement)

Les demandes exprimées et non rejetées seront servies jusqu'à ce que le plafond de l'émission soit atteint.

Dans la limite du montant de l'émission obligataire, l'allocation des obligations subordonnées se fera selon la méthode d'adjudication dite à la Française.

La méthode d'allocation relative à l'adjudication à la Française se déroule comme suit : l'organisme en charge du placement retiendra les soumissions aux taux les plus bas, à l'intérieur de la fourchette proposée (bornes comprises), jusqu'à ce que le montant de l'émission soit atteint. L'organisme en charge du placement fixera alors le taux limite de l'adjudication, correspondant au taux le plus élevé des demandes retenues. Les soumissions retenues sont entièrement servies au taux limite soit au taux le plus élevé des demandes retenues.

Ainsi, si le montant des souscriptions pour une tranche est inférieur au montant qui lui est alloué, les souscriptions reçues seront toutes allouées à hauteur des montants demandés au taux limite soit au taux le plus élevé des demandes retenues. Si par contre le montant des souscriptions pour ladite tranche est supérieur au montant qui lui est alloué, deux cas de figure pourraient se présenter :

- Dans le cas où les souscriptions retenues ont été exprimées avec plusieurs taux, les demandes retenues exprimées aux taux les plus bas seront servies en priorité et intégralement. Celles retenues exprimées au taux le plus élevé feront l'objet d'une allocation au prorata sur la base d'un taux d'allocation déterminé comme suit :

  « Quantité de titres restante / Quantité demandée exprimée au taux le plus élevé »

  Le taux retenu sera égal au taux le plus élevé des demandes retenues et sera appliqué à tous les souscripteurs retenus ;

- Dans le cas où les souscriptions retenues ont été exprimées avec un seul taux à l'intérieur de la fourchette proposée (bornes comprises), toutes les demandes retenues seront servies à ce taux, au prorata, sur la base d'un taux d'allocation déterminé comme suit :

  « Quantité offerte / Quantité demandée retenue »

Si le nombre de titres à répartir, en fonction de la règle du prorata déterminée ci-dessus, n'est pas un nombre entier, ce nombre de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués, par palier d'une obligation par souscripteur, avec priorité aux taux les plus bas puis à la demande la plus forte.

Le montant de l'opération est limité aux souscriptions effectivement reçues.

A l'issue de la séance d'allocation, un procès-verbal d'allocation sera établi par l'organisme chargé du placement.

L'allocation sera déclarée et reconnue définitive et irrévocable par l'organisme chargé du placement dès signature du procès-verbal.

VIII.3. Modalités d'annulation des souscriptions

Toute souscription qui ne respecte pas les conditions contenues dans le présent prospectus est susceptible d'annulation par l'organisme en charge du placement.

IX. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES

Le règlement / livraison entre l'émetteur (Attijariwafa bank) et les souscripteurs se fera via la filière de gré à gré, à la date de jouissance, pour les tranches A et B, prévue le 28 juin 2019. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement et inscrits en compte au nom des souscripteurs auprès de leurs teneurs de compte le jour du règlement / livraison, soit le 28 juin 2019.

X. DOMICILIATAIRE DE L'EMISSION

Attijariwafa bank est désignée en tant que domiciliataire de l'opération, chargée d'exécuter toutes les opérations inhérentes aux titres émis dans le cadre de l'émission, objet du présent prospectus.

XI. MODALITES DE PUBLICATION DES RESULTATS DE L'OPERATION

Les résultats de l'opération seront publiés par l'émetteur dans un journal d'annonces légales en date du 28 juin 2019, pour les deux tranches.

XII. FISCALITE

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

XII.1. Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt sur le Revenu (IR).

XII.1.1.Personnes Résidentes

Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt sur les sociétés.

Sont exonérés à l'IS retenu à la source, les intérêts et autres produits similaires servis aux :

- Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) régis par le dahir portant loi n°1-93-213 ;
- Fonds de placements collectifs en titrisation (F.P.C.T.) régis par la loi n°10-98 ;
- Organismes de placements en capital-risque (O.P.C.R.) régis par la loi n°41-05.

Personnes soumises à l'IR

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- 20% imputable sur la cotisation de l'IR avec droit de restitution pour les bénéficiaires personnes morales et personnes physiques soumises à l'IR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
  - ✓ leur nom, prénom, adresse et numéro de la CIN ;
  - ✓ leur numéro d'article d'imposition à l'IR.

XII.2.1.Personnes Résidentes

Personnes Morales

Conformément aux dispositions du CGI, les profits de cession des obligations et autres titres de créances sont soumis, selon le cas, soit à l'IR soit à l'IS.

XIII. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

Les frais de l'opération à la charge de l'émetteur sont estimés à environ 0,4% HT du montant de l'opération. Ils comprennent notamment les charges suivantes :

- les frais légaux ;
- le conseil juridique ;
- le conseil financier ;
- les frais de placement et de courtage ;
- la communication ;
- la commission relative au visa de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux ;
- la commission relative à la cotation à la Bourse de Casablanca ;
- la commission relative à Maroclear....

PARTIE III : PRÉSENTATION GENERALE D'ATTIJARIWAFA BANK

I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale	Attijariwafa bank
Siège social	2, boulevard Moulay Youssef – Casablanca 20 000
Téléphone / télécopie	Téléphone : 0522.29.88.88 Télécopie : 0522.29.41.25
Site Internet	www.attijariwafabank.com
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration
Date de constitution	1911
Durée de vie de la société	31 mai 2060 (99 ans)
Registre du commerce	R.C 333 à Casablanca
Exercice social	Du 1er janvier au 31 décembre
Objet social **(article 5 des statuts)**	« La société a pour objet de faire, en tous pays, toutes opérations de Banque, de Finance, de Crédit, de Commission et, d'une façon générale, sous les seules restrictions résultant des dispositions légales en vigueur, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à celles-ci, notamment les opérations suivantes, dont la liste n'a pas un caractère limitatif : ▪ recevoir du public des dépôts de fonds en compte ou autrement, productifs ou non d'intérêts, remboursables à vue, à préavis ou à terme ; ▪ escompter tous effets de commerce, lettres de change, billets à ordre, chèques, warrants, effets, bons de valeurs émis par le Trésor Public ou par les Collectivités Publiques ou semi-publiques et, en général, toutes sortes d'engagements résultant d'opérations industrielles, agricoles, commerciales ou financières ou d'opérations faites par toutes Administrations Publiques, négocier ou réescompter les valeurs ci-dessus, fournir et accepter tous mandats, lettres de change, billets à ordre, chèques ; ▪ consentir sous des formes quelconques des crédits, avec ou sans garanties, faire des avances sur rentes marocaines et étrangères, sur valeurs émises par l'Etat, les Collectivités Publiques ou semi-publiques et sur les valeurs émises par des sociétés industrielles, agricoles, commerciales ou financières, marocaines ou étrangères; ▪ recevoir en dépôt tous titres, valeurs et objets; accepter ou effectuer tous paiements et recouvrements de lettres de change, billets à ordre, chèques, warrants, coupons d'intérêts ou de dividendes, servir d'intermédiaire pour l'achat ou la vente de toute espèce de fonds publics, d'actions, d'obligations ou de parts bénéficiaires ; ▪ accepter, ou conférer à l'occasion de prêts ou d'emprunts toutes affectations hypothécaires et toutes autres garanties; souscrire tous engagements de garantie, cautions ou avals, opérer toutes acquisitions, ventes mobilières ou immobilières et toutes prises à bail ou locations d'immeubles ; ▪ procéder ou participer à l'émission, au placement, à l'introduction sur le marché, à la négociation de tous titres de collectivités publiques ou privées, soumissionner tous emprunts de ces collectivités, acquérir ou aliéner tous titres de rentes, effets publics, actions, parts, obligations, bons ou effets de toutes nature desdites collectivités, assurer la constitution de sociétés et accepter en conséquence tout mandat ou pouvoir, prendre éventuellement une part dans le capital desdites sociétés ; ▪ établir en un lieu quelconque au Maroc, ou hors du Maroc, les succursales, agences, bureaux et filiales nécessaires pour effectuer les opérations indiquées ci-dessus ; ▪ prendre des participations dans des entreprises existantes ou en création, sous réserve du respect des limites fixées, par rapport à ses fonds propres et au capital social ou aux droits de votes de la société émettrice, conformément à la réglementation en vigueur. ▪ Et généralement, toute opération se rattachant à son objet social. »
Capital social au 31/05/2019	2 098 596 790 Dh entièrement libéré, composé de 209 859 679 actions d'une

	valeur nominale de 10 Dh.
Documents juridiques	Les documents juridiques de la société et notamment les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social d'Attijariwafa bank
Liste des textes législatifs applicables à l'émetteur	De par sa forme juridique, Attijariwafa bank est régie par le droit marocain et la Loi n°17-95 promulguée par le Dahir n°1-96-124 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes tel que modifié et complété par la loi n° 20-05 et 78-12 ; De par son activité, Attijariwafa bank est régie par le Dahir n° 1-14-193 du 1er Rabii I 1436 portant promulgation de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédits et organismes assimilés (loi bancaire). De par sa cotation à la Bourse de Casablanca et ses opérations d'appel public à l'épargne, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment : ▪ le Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01, 45-06 et 43-09 ; ▪ le Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°1268-08 du 7 juillet 2008, modifié et complété par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 1156-10 du 7 avril 2010, modifié et complété par l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 30-14 du 4 rabii I 1435 (6 janvier 2014) ; ▪ le Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété par la loi n°23-01, 36-05 et 44-06 ; ▪ La loi n° 44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne ; ▪ La loi 43-12 relative à l'AMMC ; ▪ Le règlement général de l'AMMC approuvé par l'arrêté du ministre de l'économie des finances n° 2169-16 ; ▪ la circulaire de l'AMMC ; ▪ le Dahir 1-95-03 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables et l'arrêté du ministère des finances et des investissements extérieurs n° 2560-95 du 09 octobre 1995 relatif au titre de créances négociables ; ▪ le Dahir n°1-96-246 du 09 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, modifié et complété par la loi n°43-02 ; ▪ le Règlement Général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932- 98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; ▪ le Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain, telle que modifiée et complétée par la loi n°46-06 ; ▪ la circulaire de Bank Al Maghrib n° 2/G/96 du 30 janvier 1996 relative aux certificats de dépôt et son modificatif.
Régime fiscal	Attijariwafa bank est soumise, en tant que établissement de crédit, à l'impôt sur les sociétés (37%) et à la TVA (10%).
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca.

II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR

II.1.Renseignements à caractère général

Attijariwafa bank est née de la fusion de la Banque Commerciale du Maroc avec Wafabank. Cette fusion a été effective au 1er septembre 2004.

Au 31 mai 2019, le capital social d'Attijariwafa bank s'établit à 2 098 596 790 dirhams, entièrement libéré. Il se compose de 209 859 679 actions d'une valeur nominale de 10 dirhams chacune.

II.2.Historique du capital et de l'actionnariat

Depuis 2003, Attijariwafa bank a effectué trois augmentations de capital, la plus importante étant celle réalisée à l'occasion de l'OPA/OPE/OPR sur les titres Wafabank en 2004. Le détail de ces opérations se présente comme suit :

Exercice	Nature de l'opération	Capital social (avant opération)	Prix par action	Nombre d'actions émises	Montant total du capital social (après opération)
2003	Augmentation de capital en numéraire (Emission d'actions nouvelles en paiement du dividende de l'exercice 2002)	1 325 000 000 Dh	623 Dh	435 137	1 368 513 700 Dh
2004	- Offre publique d'achat sur les titres Wafabank - Offre publique d'échange sur les titres Wafabank - Offre publique de retrait	1 368 513 700 Dh	825 Dh 7 actions BCM pour 8 actions Wafabank	5 614 459 (OPA/ OPE/OPR)	1 929 959 600 Dh
2008	Division de la valeur nominale de l'action Attijariwafa bank de 100 Dh à 10 Dh	1 929 959 600 Dh	-	173 696 364	1 929 959 600 Dh
2012	Augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc	1 929 959 600 Dh	- Formule Classique : 240 Dh - Formule Plus : 290 Dh	8 247 126	2 012 430 860 Dh
2013	Augmentation de capital par conversion optionnelle de 50% au plus des dividendes 2012 en actions Attijariwafa bank	2 012 430 860 Dh	300 Dh	2 284 140	2 035 272 260 Dh
2018	Augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank de ses filiales au Maroc, de Wafa Assurance et Wafa Ima Assistance	2 399 999 687 Dh	379 Dh	6 332 453	2 098 596 790 Dh

Source : Attijariwafa bank

En date du 24 novembre 2003, la Banque Commerciale du Maroc et Sopar[7] ont conclu un accord portant sur l'acquisition par la BCM de 100% du capital d'OGM détenu par Sopar, pour un montant de 2,081 Mrds Dh[8]. Le holding OGM regroupe les participations de la famille KETTANI dans le secteur financier et contrôlait :

- 1 003 724 actions, soit 15,54% du capital de Wafabank (20,65% des droits de vote) ;
- 2 467 439 actions, soit 70,50% du capital de Wafa Assurance ; Wafa Assurance disposant elle-même d'une participation de 20,84% (26,00% des droits de vote) dans Wafabank.

A l'issue de cette opération, la BCM contrôle 36,38% du capital et 46,65% des droits de vote de Wafabank au 31 décembre 2003.

[7] Holding détenant les participations de Feu Moulay Ali KETTANI
[8] Acquisition par fonds propres

En complément de l'opération d'acquisition d'OGM, la BCM a lancé une opération d'offre publique d'achat et une offre publique d'échange visant 6 457 637 actions et représentant 100% du capital de Wafabank selon les conditions décrites ci-après :

- 825 Dh l'action dans le cadre de l'OPA ;
- parité d'échange de 7 actions BCM offertes pour 8 actions Wafabank présentées dans le cadre de l'OPE.

En réponse à l'OPA/OPE qui s'est déroulée du 26 avril 2004 au 10 mai 2004 inclus, 6 404 561 actions Wafabank ont été apportées à la Banque Commerciale du Maroc représentant 99,18% du capital et des droits de vote de Wafabank (98,78% dans le cadre de l'OPE et 0,4% dans le cadre de l'OPA).

Suite à cette opération, la Banque Commerciale du Maroc a procédé à une offre publique de retrait obligatoire, au prix unitaire de 825 Dh, sur la totalité des actions Wafabank non directement détenues par elle, soit 53 076 actions demeurant en circulation. Un solde de 34 038 actions Wafabank n'ayant pas été apporté à l'opération de retrait obligatoire a été échangé selon les mêmes modalités de l'OPE, lors de la décision de fusion de BCM avec Wafabank.

En 2008, la valeur du nominale des actions formant le capital social de Attijariwafa bank a été réduite de 100 dirhams à 10 dirhams.

En 2012, Attijariwafa bank a procédé à une augmentation de capital d'un montant global de 2 100 000 000 Dh, réservée aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc.

En 2013, Attijariwafa bank a procédé à une augmentation de son capital par conversion optionnelle de 50% au plus des dividendes 2012 en actions. Dans le cadre de cette opération, le nombre total d'actions souscrites s'élève à 2 284 140 pour un montant global de 685 242 000 dirhams (prime d'émission comprise).

En 2018, Attijariwafa bank a procédé à une augmentation de capital d'un montant global de 2 399 999 687 Dh, réservée aux salariés d'Attijariwafa Bank, de ses filiales au Maroc, de Wafa Assurance et Wafa IMA Assistance.

Au cours des cinq dernières années, la structure de l'actionnariat d'Attijariwafa bank n'a pas connu de changements significatifs.

Au cours des cinq dernières années, seule une déclaration de franchissement de seuil a été effectuée. Le Régime Collectif d'Allocations des Retraites (RCAR), a déclaré le 16 décembre 2015, avoir acquis sur le marché central, le 15 décembre 2015, 317 003 actions Attijariwafa Bank, au cours unitaire de 329,90 dh franchissant à la hausse le seuil de participation de 5% dans le capital de ladite banque. Suite à cette transaction, le RCAR détenait 10 417 416 actions Attijariwafa Bank, soit 5,12% du capital de ladite banque.

II.3. Structure de l'actionnariat[9]

Au 31 décembre 2018, le capital d'Attijariwafa bank s'élève à 2 098 596 790 dirhams, réparti en 209 859 679 actions d'une valeur nominale de 10 dirhams chacune. La répartition du capital se présente comme suit :

	Adresse	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote
1- Actionnaires nationaux		**159 852 699**	**76,17%**	**76,17%**
1-1- Al Mada	Angle rue d'Alger et Duhaume - Casablanca	**97 433 137**	**46,43%**	**46,43%**
1-2- Compagnies d'assurances		**33 059 222**	**15,75%**	**15,75%**
MAMDA & MCMA	16 rue Abou Inane - Rabat	15 597 202	7,43%	7,43%
RMA-Watanya	83 avenue des FAR - Casablanca	2 683 942	1,28%	1,28%
Wafa Assurance	1 rue Abdelmoumen - Casablanca	13 226 583	6,30%	6,30%
Axa Assurances Maroc	120 avenue hassan II - Casablanca	1 551 495	0,74%	0,74%
1-3- Autres institutionnels		**29 360 340**	**13,99%**	**13,99%**
Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)	140 Place My El Hassan - Rabat	3 576 531	1,70%	1,70%
Caisse Marocaine de Retraite	Avenue Al Araar, BP 2048, Hay Riad, Rabat	4 405 769	2,10%	2,10%
CIMR	100 Bd Abdelmoumen - Casablanca	7 860 780	3,75%	3,75%
RCAR	Hay Riad - BP 2038 - Rabat	13 517 260	6,44%	6,44%
2- Actionnaires Etrangers		**10 715 614**	**5,11%**	**5,11%**
Santusa Holding	Paseo de la Castellana n°24 - Madrid (Espagne)	10 715 614	5,11%	5,11%
3- Flottant		**39 291 366**	**18,72%**	**18,72%**
OPCVM et autres	NA*	32 794 037	15,63%	15,63%
Personnel de la banque	NA*	6 497 329	3,10%	3,10%
Total		**209 859 679**	**100,00%**	**100,00%**

Source : Attijariwafa bank - * Non applicable

[9] Al Mada est devenue l'actionnaire de référence de Attijariwafa bank à hauteur de 46,43 %, suite essentiellement à la fusion absorption de ONA par Al Mada, intervenue au 31 décembre 2010.

II.4. Renseignements relatifs aux principaux actionnaires

Al Mada

Activité	Holding
Chiffre d'affaires social au 31.12.2018 - Mdh	304,2
Résultat net social au 31.12.2018 - Mdh	2 383,2
Situation nette social au 31.12.2018 - Mdh	51 242
Actionnariat au 31.12.2018	COPROPAR : 42,03%
	GROUP INVEST : 5,55%
	Siger : 4,83%
	Investisseurs institutionnels et autres investisseurs: 47,59%

Source : Al Mada

MAMDA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2018 – Mrds dh	1 000,7
Résultat net au 31.12.2018 - Mdh	238,5
Situation nette au 31.12.2018 - Mdh	5 459,0
Actionnariat au 31.12.2018	Sociétaires

Source : Attijariwafa bank

MCMA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2018 – Mrds dh	1 418,4
Résultat net au 31.12.2018 - Mdh	375,7
Situation nette au 31.12.2018 - Mdh	5 829,5
Actionnariat au 31.12.2018	Sociétaires

Source : Attijariwafa bank

Santander Group

Santusa Holding porte les participations du Groupe Santander dans Attijariwafa bank.

Activité	Banque
Produit Net Bancaire consolidé au 31.12.2018	48 424 M€ (soit 530 340 Mdh)
Résultat net part du groupe au 31.12.2018	8 064 M€ (soit 88 317 Mdh)
Fonds propres consolidé au 31.12.2018	107 361 M€ (soit 1 175 818 Mrds Dh)
Actionnariat au 31.12.2018	Conseil d'administration : 1,1%
	Investisseurs institutionnels : 59,1%
	Particuliers : 39,8%
Cours de change (EUR / MAD)	10,952

Source : Santander

Wafa Assurance

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2018 – Mrds dh	8,4
Résultat net au 31.12.2018 - Mdh	608
Situation nette au 31.12.2018 - Mdh	5 768
Actionnariat au 31.12.2018	Omnium de Gestion Marocain (OGM) : 79,3%*
	Divers actionnaires : 20,7%

Source : Wafa Assurance

*Au 31 décembre 2018, OGM est détenue à hauteur de 50% par Attijariwafa bank. A noter qu'en octobre 2016, Attijariwafa bank et Al Mada ont annoncé la formation d'une alliance dans les métiers de l'assurance en devenant co-actionnaires à parts égales de Wafa Assurance. Cette opération a été réalisée par la prise de participation de Al Mada à hauteur de 50% dans le capital de la holding OGM qui détient 79,29% de Wafa Assurance.

II.5. Pactes d'actionnaires

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires liant les actionnaires majoritaires d'Attijariwafa bank.

II.6. Nantissements d'actions

Les actions d'attijariwafa bank détenues par Al Mada ne sont pas nanties.

II.7. Nantissements d'actifs

Les actifs d'Attijariwafa bank ne font l'objet d'aucun nantissement.

II.8. Autocontrôle

A fin décembre 2018, le groupe Attijariwafa bank détient 13 226 583 actions Attijariwafa bank représentant un montant global de 2 461 millions de dirhams qui vient en déduction des capitaux propres consolidés.

II.9. Saisie conservatoire ou hypothécaire

Les actifs d'Attijariwafa bank ne font l'objet d'aucune saisie conservatoire ou hypothécaire.

III. MARCHE DES TITRES D'ATTIJARIWAFA BANK

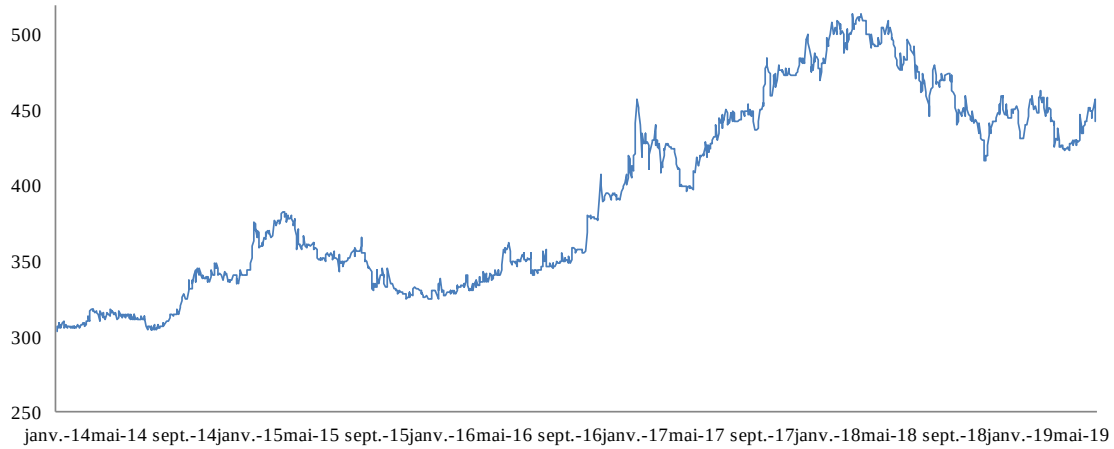
III.1. Caractéristiques des actions Attijariwafa bank

Les actions Attijariwafa bank sont cotées à la Bourse de Casablanca sous le code ISIN MA0000011926. Au 31 décembre 2018, le flottant du titre Attijariwafa bank s'élève à près de 20,20% du capital social de la banque.

La croissance du cours du titre Attijariwafa bank ressort à près de -1,8% depuis le 31 décembre 2014 jusqu'au 31 décembre 2015, à 22,2% entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016, à 17,2% entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017, à -6,4% entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018, et à -2,2% entre le 31 décembre 2018 et le 31 mai 2019.

L'action AWB a évolué comme suit sur la période 2014 – Mai 2019 :

Evolution du cours de l'action AWB sur la période 2014 – mai 2019 :



Source : Bourse de Casablanca

III.2. Émission de titres de créances

Emprunts obligataires

En juin 2008, la banque a émis un emprunt obligataire subordonné non coté, d'un montant d'un milliard de dirhams, avec un taux nominal de 4,60%, réservé aux investisseurs institutionnels.

En décembre 2008, la banque a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global de 2 Mrds Dh dont une partie au taux nominal de 5,60% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches dont seules deux ont été souscrites.

En juin 2009, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard de dirhams, dont une partie au taux nominal de 5,00% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont trois ont été souscrites (seule la tranche cotée, au taux révisable annuellement, n'a pas été souscrite).

En décembre 2009, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard de dirhams, dont une partie au taux nominal de 4,76% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont deux ont été souscrites. Seules les deux tranches non notées ont été souscrites (tranche non cotée au taux fixe et tranche non cotée au taux révisable annuellement).

En juin 2010, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard deux cent Mdh, dont une partie au taux nominal de 4,78% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont deux cotées et deux autres non cotées. Toutes les tranches ont été souscrites.

En juin 2011, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard de dirhams, dont une partie au taux nominal de 4,77% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont trois ont été souscrites (seule la tranche cotée, au taux révisable annuellement, n'a pas été souscrite).

En décembre 2014, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard deux cent Mdh, dont une partie au taux nominal de 4,75% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont trois ont été souscrites (la tranche cotée à taux fixe, la tranche non cotée à taux fixe et la tranche non cotée au taux révisable annuellement). La prime de risque proposée dans le cadre de cette opération est de 100 pbs.

En décembre 2015, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard de dirhams. Cet emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de six tranches, dont quatre tranches ayant une maturité de 7 ans (dont une partie au taux nominal de 4,13% et une partie à taux révisable annuellement) et deux tranches ayant une maturité de 10 ans (au taux nominal de 4,52%). Seule une tranche cotée ayant une maturité de 7 ans à taux révisable annuellement n'a pas été souscrite.

En juin 2016, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard de dirhams. Cet emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de six tranches, dont quatre tranches ayant une maturité de 7 ans (dont une partie au taux nominal de 3,34% et une partie à taux révisable annuellement) et deux tranches ayant une maturité de 10 ans (au taux nominal de 3,74%). Seules deux tranches cotées ayant une maturité de 7 ans n'ont pas été souscrites.

En décembre 2016, Attijariwafa bank a réalisé une émission obligataire subordonnée d'un montant d'un milliard cinq cent millions de dirhams. Cette opération a été structurée au tour de huit tranches, dont 4 tranches ayant une maturité de 7 ans (avec une partie au taux nominal de 3,44% et une autre partie à taux révisable annuellement) et quatre tranches ayant une maturité de 10 ans (avec une partie à taux fixe et une autre partie à taux révisable annuellement). Les soucriptions retenues dans le cadre de cette opération portent sur les tranches cotées et non cotées d'une maturité de 7 ans.

Simultanément à cet emprunt obligataire subordonné de décembre 2016, Attijariwafa bank a réalisé la première émission obligataire subordonnée pérpetuelle avec mécanisme d'absorption de pertes sur le marché financier marocain. Le montant global de cette opération s'élève à 500 millions de dirhams réparti sur deux tranches non cotées, dont une première tranche à taux révisable chaque 20 ans de 5,73% et une deuxième tranche révisable annuellement.

En juin 2017, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard cinq cent millions de dirhams. Cet emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches ayant une maturité de 7 ans (dont une partie au taux nominal de 3,63% et une partie à taux révisable annuellement). Seule une tranche cotée à taux révisable annuellement n'a pas été souscrite.

En Décembre 2017, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard deux cent cinquante Mdh, dont une partie au taux nominal de 3,69% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont deux cotées et deux autres non cotées. Toutes les tranches ont été souscrites.

En juin 2018, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard cinq cent millions de dirhams. Cette opération a été structurée au tour de six tranches ayant une maturité de 7 ans dont 4 tranches à taux fixes (avec 2 tranches au taux nominal de 3,57% et 2 tranches au taux nominal de 3,32% avec remboursement du principal sur la base d'un amortissement linéaire constant, avec un différé portant sur les deux premières années), et 2 tranches à taux révisables annuellement. Seule une tranche cotée à taux révisable annuellement n'a pas été souscrite.

En décembre 2018, Attijariwafa bank a émis 5.000 obligations subordonnées perpétuelles d'un montant global de cinq cent millions de dirhams. Cette opération a été structurée au tour de deux tranches : une tranche « A » à une maturité perpétuelle, à taux révisable chaque 10 ans, non cotée à la Bourse de Casablanca, d'un plafond de 500.000.000 de dirhams et d'une valeur nominale de 100 000 Dh ; et une tranche « B » à une maturité perpétuelle, à taux révisable annuellement, non cotée à la Bourse de

Casablanca, d'un plafond de 500.000.000 de dirhams et d'une valeur nominale de 100 000 Dh.

Titres de créances

L'état des titres de créances émis par Attijariwafa bank depuis l'exercice 2009 se présente comme suit :

Montant de l'émission	Date de l'émission	Cotation de la tranche	Nominal (en Dh)	Taux d'intérêt 2018	Nature du taux	Prime de risque	Maturité	Rembour-sement	Echéance
1 000 000									
205 000	*2009*	*Cotée*	*100 000*	*5,00%*	*Fixe*	*100 pb*	*10 ans*	*In fine*	*29/06/2019*
505 000	*2009*	*Non cotée*	*100 000*	*5,00%*	*Fixe*	*100 pb*	*10 ans*	*In fine*	*29/06/2019*
290 000	*2009*	*Non cotée*	*100 000*	*3,36%*	*Variable*	*100 pb*	*10 ans*	*In fine*	*29/06/2019*
1 200 000									
45 600	*2014*	*Cotée*	*100 000*	*4,75%*	*Fixe*	*100 pb*	*10 ans*	*In fine*	*22/12/2024*
834 400	*2014*	*Non cotée*	*100 000*	*4,75%*	*Fixe*	*100 pb*	*10 ans*	*In fine*	*22/12/2024*
320 000	*2014*	*Non cotée*	*100 000*	*3,44%*	*Variable*	*100 pb*	*10 ans*	*In fine*	*22/12/2024*
1 000 000									
64 800	*2015*	*Cotée*	*100 000*	*4,13%*	*Fixe*	*80 pb*	*7 ans*	*In fine*	*22/12/2022*
192 700	*2015*	*Non cotée*	*100 000*	*4,13%*	*Fixe*	*80 pb*	*7 ans*	*In fine*	*22/12/2022*
154 300	*2015*	*Non cotée*	*100 000*	*3,24%*	*Variable*	*80 pb*	*7 ans*	*In fine*	*22/12/2022*
64 600	*2015*	*Cotée*	*100 000*	*4,52%*	*Fixe*	*80 pb*	*10 ans*	*In fine*	*22/12/2025*
523 600	*2015*	*Non cotée*	*100 000*	*4,52%*	*Fixe*	*80 pb*	*10 ans*	*In fine*	*22/12/2025*
1 000 000									
1 200	*2016*	*Non cotée*	*100 000*	*3,34%*	*Fixe*	*75 pb*	*7 ans*	*In fine*	*28/06/2023*
240 800	*2016*	*Non cotée*	*100 000*	*3,13%*	*Variable*	*75 pb*	*7 ans*	*In fine*	*28/06/2023*
100 000	*2016*	*Cotée*	*100 000*	*3,74%*	*Fixe*	*75 pb*	*10 ans*	*In fine*	*28/06/2026*
658 000	*2016*	*Non cotée*	*100 000*	*3,74%*	*Fixe*	*75 pb*	*10 ans*	*In fine*	*28/06/2026*
1 500 000									
50 000	*2016*	*Cotée*	*100 000*	*3,44%*	*Fixe*	*65 pb*	*7 ans*	*In fine*	*23/12/2023*
200 000	*2016*	*Non cotée*	*100 000*	*3,44%*	*Fixe*	*65 pb*	*7 ans*	*In fine*	*23/12/2023*
1 250 000	*2016*	*Non cotée*	*100 000*	*2,99%*	*Variable*	*55 pb*	*7 ans*	*In fine*	*23/12/2023*
500 000 *									
50 000	*2016*	*Non cotée*	*100 000*	*5,98%*	*Variable*	*200 pb*	*Pérpet.*	-	-
450 000	*2016*	*Non cotée*	*100 000*	*4,79%*	*Variable*	*170 pb*	*Pérpet.*	-	-
1 500 000									
300 000	*2017*	*Cotée*	*100 000*	*3,63%*	*Fixe*	*60 pb*	*7 ans*	*In fine*	*29/06/2024*
303 500	*2017*	*Non cotée*	*100 000*	*3,63%*	*Fixe*	*60 pb*	*7 ans*	*In fine*	*29/06/2024*
896 500	*2017*	*Non cotée*	*100 000*	*2,91%*	*Variable*	*55 pb*	*7 ans*	*In fine*	*29/06/2024*
1 250 000									
150 000	*2017*	*Cotée*	*100 000*	*3,69%*	*Fixe*	*70 pb*	*7 ans*	*In fine*	*28/12/2024*
5 000	*2017*	*Non cotée*	*100 000*	*3,10%*	*Variable*	*65 pb*	*7 ans*	*In fine*	*28/12/2024*
175 000	*2017*	*Cotée*	*100 000*	*3,69%*	*Fixe*	*70 pb*	*7 ans*	*In fine*	*28/12/2024*
920 000	*2017*	*Non cotée*	*100 000*	*3,10%*	*Variable*	*65 pb*	*7 ans*	*In fine*	*28/12/2024*
1 500 000									
18 200	*2018*	*Cotée*	*100 000*	*3,57%*	*Fixe*	*60 pb*	*7 ans*	*In fine*	*29/06/2025*
1 091 800	*2018*	*Non cotée*	*100 000*	*3,57%*	*Fixe*	*60 pb*	*7 ans*	*In fine*	*29/06/2025*
60 000	*2018*	*Cotée*	*100 000*	*3,32%*	*Fixe*	*50 pb*	*7 ans*	*Amort. Lin***	*29/06/2025*
330 000	*2018*	*Non cotée*	*100 000*	*3,32%*	*Fixe*	*50 pb*	*7 ans*	*Amort. Lin***	*29/06/2025*
500 000									
100 000	*2018*	*Non cotée*	*100 000*	*5,98%**	*Variable*	*260 pb*	*Pérpet.*	-	-
400 000	*2018*	*Non cotée*	*100 000*	*4,79%**	*Variable*	*235 pb*	*Pérpet.*	-	-

Source : Attijariwafa bank - En Kdh - *Obligations subordonnées pérpetuelles avec mécanisme d'absorption de pertes et annulation des coupons

Au 31 mai 2019, l'encours des emprunts obligataires d'Attijariwafa bank s'élève à 10 950 Mdh.

Certificats de dépôts[10]

Au 31 Mai 2019, l'encours de certificats de dépôts d'Attijariwafa bank s'établit à 10 340,0 MDh.

L'état des encours des certificats de dépôt émis par Attijariwafa bank se présente comme suit :

Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur Nominale Unitaire	Taux	Nature du taux	Mode de remboursement	Nombre de titres émis	Montant
23/10/2015	23/10/2020	100 000	3,61%	Fixe	In fine	2 500	250 000 000
20/01/2016	20/01/2021	100 000	3,58%	Fixe	In fine	2 000	200 000 000
05/02/2016	05/02/2021	100 000	3,43%	Fixe	In fine	2 000	200 000 000
02/02/2018	02/02/2023	100 000	4,00%	Variable	In fine	1 800	180 000 000
02/02/2018	02/02/2023	100 000	4,00%	Variable	In fine	1 200	120 000 000
13/02/2018	13/02/2020	100 000	2,86%	Fixe	In fine	5 000	500 000 000
13/06/2018	13/06/2023	100 000	3,30%	Fixe	In fine	4 000	400 000 000
20/07/2018	19/07/2019	100 000	2,64%	Fixe	In fine	15 730	1 573 000 000
24/07/2018	24/07/2020	100 000	2,90%	Fixe	In fine	8 000	800 000 000
31/08/2018	31/08/2020	100 000	2,89%	Fixe	In fine	8 000	800 000 000
14/12/2018	14/12/2023	100 000	3,40%	Fixe	In fine	5 000	500 000 000
14/12/2018	14/06/2019	100 000	2,56%	Fixe	In fine	4 970	497 000 000
25/01/2019	25/01/2021	100 000	2,94%	Fixe	In fine	8 000	800 000 000
25/01/2019	25/01/2022	100 000	3,08%	Fixe	In fine	7 000	700 000 000
18/03/2019	18/03/2022	100 000	2,94%	Fixe	In fine	3 000	300 000 000
28/03/2019	28/03/2023	100 000	3,06%	Fixe	In fine	4 500	450 000 000
29/03/2019	29/03/2022	100 000	2,94%	Fixe	In fine	2 400	240 000 000
29/03/2019	29/03/2023	100 000	3,05%	Fixe	In fine	2 100	210 000 000
18/04/2019	17/10/2019	100 000	2,55%	Fixe	In fine	7 200	720 000 000
18/04/2019	16/04/2020	100 000	2,61%	Fixe	In fine	5 000	500 000 000
18/04/2019	18/04/2022	100 000	2,90%	Fixe	In fine	2 000	200 000 000
18/04/2019	18/04/2023	100 000	3,03%	Fixe	In fine	2 000	200 000 000
Total							**10 340 000 000**

Source : Attijariwafa bank

Au 31 mai 2019, le plafond du programme d'émission de certificats de dépôts s'élève à 20,0 Mrds Dh.

[10] Source : Attijariwafa bank

IV. NOTATIONS D'ATTIJARIWAFA BANK[11]

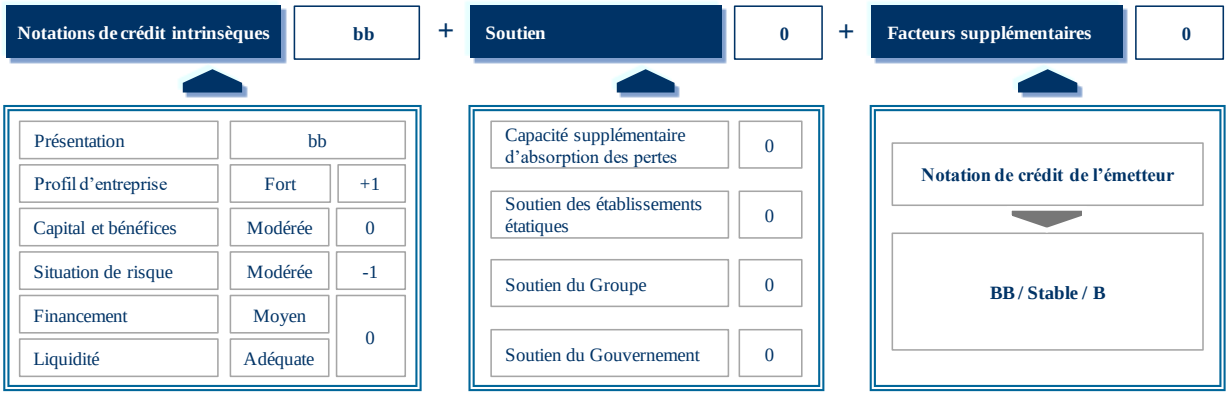
IV.1. Notation de Standard & Poor's du 23 novembre 2018

STANDARD & POOR'S

23, rue Balzac 75 008 Paris cedex – France
Tél. : 00.33.1.44.20.66.50
Fax : 00.33.1.44.20.66.51
Adresse électronique : FIG_Europe@spglobal.com

Ce rapport de notation correspond à la version traduite du texte intégral transmis par l'agence de notation Standard & Poor's.

Notation Attijariwafa bank



Source : Standard & Poor's

Eléments clés de la notation

Forces	Faiblesses
▪ Une position commerciale de leader au sein du système bancaire marocain ; ▪ Une forte position commerciale au sein du système bancaire de l'Afrique de l'Ouest ; ▪ Une diversification adéquate des activités ; ▪ Une stratégie bien définie.	▪ Une capitalisation modérée ; ▪ Exposition prononcée aux États souverains à haut risque; ▪ Des conditions de marché difficiles dans certains pays où le groupe est présent.

Perspective : Stable

La perspective stable sur Attijariwafa Bank (AWB) Maroc reflètent l'avis de Standard & Poor's Ratings Services qu'AWB maintiendra son profil d'entreprise solide pendant les 12 prochains mois. En outre, nous estimons que la stratégie d'expansion géographique d'AWB ne mènera pas à une détérioration significative de la qualité de ses actifs et de sa capitalisation durant cette période.

Il est à noter que l'affaiblissement de notre évaluation du profil de crédit intrinsèque de AWB (SACP: Stand-Alone Credit Profile) par un cran serait compensé par la forte importance stratégique de AWB pour le gouvernement marocain. Cela permettrait à AWB de bénéficier d'un cran du soutien du gouvernement au niveau de la notation de la banque sur le long terme.

Un déclassement pourrait être déclenché par une détérioration simultanée de la capitalisation de la banque et de la qualité des actifs, suite à une acquisition inattendue, par exemple, que nous évaluons comme peu probable au cours des 12 prochains mois.

Bien que peu probable au cours des 12 prochains mois, une amélioration marquée de la qualité des actifs ou de la capitalisation, pourrait conduire à une décision de notation positive sur AWB.

[11] Attijariwafa bank s'est engagée à procéder à sa notation pour les exercices 2018, 2019 et 2020 par une agence de notation internationale reconnue par l'AMMC.

IV.2. Notation de Capital Intelligence - Septembre 2018 (extrait traduit)

CAPITAL INTELLIGENCE

Oasis Complex, Block E Gladstone Street P.O Box 53585 CY 3303 Limassol - Chypre
Tél. : 00.357.25.34.23.00
Fax : 00.357.25.81.77.50
Adresse électronique : capital@ciratings.com

	Notations			Principaux agrégats financiers				
	Courant	Précédent	Dernière variation		2017	2017	2016	2015
				En millions	**USD**	**MAD**	**MAD**	**MAD**
Souveraine	**NN***			Total actifs	50 985	475 660	428 766	411 079
Devises				Solde net moyen des prêts	33 367	311 299	269 837	251 291
Long terme	**BBB-**	BB+	Jan. 08	Dépôts clients	33 894	316 210	286 265	274 515
Court terme	**A3**	B	Jan. 08	Total fonds propres (FP)	5 445	50 801	47 411	41 229
				Résultat brut	2 320	21 645	19 673	18 997
Solidité financière	**BBB**	BBB+	Fev. 04	Résultat net	706	6 584	5 653	5 300
				Taux de change :				
				USD/MAD		*9.33*	*10,18*	*9,92*
				En %				
Soutien	**2**	-	-	Prêts Non Rentables /solde brut des prêts		7,00	7,00	7,10
				Réserves pour créances douteuses / NPL		75,17	73,29	72,72
				Ratio d'adéquation FP		12,32	13,29	12,50
Perspectives				Prêts nets/fonds stables		81,45	77,35	75,46
Devises	**Stable**	-	-	Marge d'intérêts nette		2,85	2,77	2,80
Solidité financière	**Stable**	-	-	Coût/revenu		46,11	46,47	46,38
				Rendement de l'actif moyen		1,46	1,35	1,30

* Non noté publiquement / note souveraine attribuée en interne

Facteurs de notation

Facteurs favorables :

- Franchise bancaire très solide localement, leader du marché dans la plupart des activités bancaires au Maroc, particulièrement pour les dépôts et les prêts.
- Des opérations internationales bien diversifiées en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Cependant, la plupart des participations bancaires en dehors du Maroc se situent dans des pays à faible notation souveraine.
- Long historique de solide profitabilité, conforté par un faible coût des fonds. Retour sur actif moyen parmi les plus élevés du secteur.
- Position accrue en matière de capital en 2016, et amélioration du taux d'adéquation des fonds propres, ayant atteint un niveau résonnable.
- management hautement estimé, et politiques prudentes mises en place.

Facteurs défavorables

- Baisse de l'adéquation des fonds propres tant au niveau consolidé qu'au niveau social en 2017. Le taux d'adéquation des fonds propres est modeste du point de vue de CI et juste au-dessus du minimum requis de 12%.
- Niveau de créances en souffrance élevé, malgré une stabilisation en 2017, particulièrement au niveau de la maison mère. En revanche, au niveau du Groupe, les créances en souffrance ont augmenté assez rapidement. La hausse des créances en souffrance est quelque peu atténuée par l'augmentation des niveaux de provisionnement, même si cela ne reste que suffisant.

- Manque de détails sur les prêts restructurés et write-offs.
- Croissance des activités bancaires à l'extérieur du Maroc offrant des opportunités mais met davantage l'accent sur la gestion des risques. Les filiales internationales ont également un impact plus important sur le niveau d'adéquation des fonds propres.

Logique de notation

Capital Intelligence Ratings (CI Ratings ou CI) a maintenu la note de solidité financière d'AWB à "BBB". Cette notation est appuyée par le bon niveau de profitabilité de la banque, sa franchise bancaire dominante au Maroc, son faible coût de financement, ses opérations diversifiées en Afrique et un niveau de liquidité satisfaisant. La notation est impactée par le niveau toujours élevé des Prêts Non Rentables (PNR), une couverture des pertes sur prêts modeste (malgré son adéquation), et un niveau d'adéquation des fonds propres toujours modeste, mais au dessus au-dessus des exigences réglementaires. La perspective pour la note de solidité financière est « stable ». Toutefois, CI Ratings souhaiterait voir un meilleur niveau d'adéquation des fonds propres et une amélioration des indicateurs de qualité des crédits. Toute détérioration de l'un ou de l'autre entraînerait certainement une pression importante sur la note de solidité financière; même le maintien de la note de solidité financière actuelle nécessitera des améliorations dans les deux domaines.

Les notations en devises à long et court termes d'AWB sont maintenues à, respectivement, « BBB- » et « A3 », avec une perspective « stable » et ce, pour les mêmes raisons. Les notations en devises d'AWB sont impactées par l'évaluation réalisée en interne par CI, portant sur le risque de crédit souverain. La note de soutien est maintenue à « 2 », ce qui reflète le solide profil de propriété de la banque ainsi que sa position de marché dominante et la très grande probabilité de soutien de la part des autorités, en cas de besoin.

Attijariwafa Bank (AWB) demeure la banque leader au Maroc, et possède une franchise bancaire très solide localement, avec une part de marché avoisinant le quart des actifs, prêts et dépôts du secteur. Au niveau consolidé, le groupe a une présence bancaire bien diversifiée dans plusieurs pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. La performance de la banque en 2017 a été globalement solide, avec une bonne amélioration au niveau consolidé en termes de profitabilité opérationnelle et nette, et du retour sur actifs. Ce dernier reste à un très bon niveau et figure parmi les plus élevés de toutes les banques marocaines. AWB bénéficie d'un très bon management et ses stratégies sont claires et bien définies. La rentabilité d'AWB est saine depuis plusieurs années, tant au niveau consolidé qu'au niveau de la maison mère. Cela a été stimulé par des marges stables (en particulier un faible coût de financement), l'augmentation du revenu autre que d'intérêts, un bon contrôle des coûts et un coût du risque modéré.

La qualité des crédits s'est quelque peu stabilisée en 2017, en particulier pour les opérations bancaires marocaines et la Banque a connu une baisse des prêts non rentables pour la première fois depuis quelques années. Toutefois, au niveau consolidé, les prêts non rentables ont augmenté de 16% en 2017, principalement en raison des opérations bancaires sub-sahariennes. Le ratio des prêts non rentables était stable, à 7%, mais a été favorisé par la croissance des prêts. Le ratio reste cependant élevé et semble irréductible. La position est atténuée en améliorant la couverture des pertes sur prêts, mais cela ne reste que suffisant. Bien que la couverture des pertes sur prêts ait régulièrement progressé au cours des dernières années, elle ne s'est déroulée que de manière très progressive.

La situation des fonds propres d'AWB - tant au niveau consolidé qu'au niveau de la maison mère - s'est affaiblie en 2017 en raison de la hausse des actifs pondérés et, en partie, de l'acquisition de Barclays Bank Egypt. Le taux d'adéquation des fonds propres (Bâle III) est tombé à un niveau modeste du point de vue de CI, mais au-dessus du minimum requis de 12%. L'introduction de l'IFRS 9 en 2018 entraînera un impact négatif de 24 points de base. La liquidité est suffisante au niveau consolidé et au niveau de la maison mère (bien que les ratios de liquidité basés sur les prêts se soient légèrement resserrés dans la mesure où la croissance des prêts a dépassé celle des dépôts). Le financement provient principalement des dépôts des clients - en particulier du à sa position de leader sur le marché marocain - le bilan étant encore soutenu par une bonne base de financement à moyen et long terme.

Perspectives de performance

AWB continue à bien performer en termes de rentabilité tant au niveau consolidé qu'au niveau de la maison mère. CI s'attend à ce que les rendements restent à un bon niveau en 2018 et dépassent largement la moyenne de l'échantillon de comparables.

Le coût du risque devrait être stable, à l'instar de la qualité globale des crédits. Les ratios de créances douteuses devraient rester aux niveaux actuels avec une légère amélioration de la couverture. La banque s'appuie sur sa solide enseigne bancaire nationale, sa position dominante sur tous les segments bancaires au Maroc et son solide profil financier. La majeure partie de son financement provient de dépôts de clients domestiques à bas coûts - une base stable compte tenu de la taille et de la portée de la banque. Cette position favorable en matière de coûts de financement renforce le niveau de rendement d'AWB, supérieur à la moyenne du secteur. La banque devrait maintenir sa position de leader sur le marché des dépôts de clients.

En ce qui concerne les activités bancaires du Groupe en Afrique sub-saharienne et en Afrique du Nord, celles ci devraient être solides en 2018, mais la pression sur la qualité des crédits devrait subsister dans certaines opérations ouest-africaines.

En mai 2017, Attijariwafa Bank a finalisé l'acquisition de 100% des activités égyptiennes de Barclays. Bien que détenant actuellement une petite part de marché à un peu plus de 1%, AWB espère progressivement améliorer sa part de marché en Egypte au cours des prochaines années. Comme pour ses autres filiales bancaires internationales, l'implentation dans ce marché offre des opportunités mais met davantage l'accent sur la gestion des risques du Groupe.

Le taux de croissance du PIB réel du Maroc a atteint 4% en 2017, stimulé par un rebond de la production agricole. La croissance du PIB devrait tomber à 3% en 2018.

V. ORGANES D'ADMINISTRATION D'ATTIJARIWAFA BANK

V.1. Conseil d'Administration

Au 31 mai 2019, Attijariwafa bank est administrée par un Conseil d'Administration composé de 10 membres et présidé par Monsieur Mohamed EL KETTANI.

Administrateurs	Date de nomination*	Expiration du mandat
M. Mohamed EL KETTANI Président du Conseil d'Administration	2014	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2019
SIGER Représentée par M. Mohammed Mounir EL MAJIDI Président Directeur Général	2015	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2020
Al Mada Représentée par M. Hassan OURIAGLI Président Directeur Général	2017	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2022
Santander Représenté par M. Jose Manuel VARELA Directeur Général Adjoint	2014	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2019
M. Abed YACOUBI SOUSSANE Administrateur, Président MAMDA-MCMA	2017	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2022
M. Abdelmjid TAZLAOUI Administrateur	2017	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2022
M. Aymane TAUD Administrateur	2016	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2021
M. José REIG Administrateur	2018	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2023
M. Aldo OLCESE SANTONJA Administrateur indépendant	2014	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2019
M. Lionel ZINSOU Administrateur indépendant	2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2024

Source : Attijariwafa bank - * Nomination ou renouvellement de mandat - *l'année correspond à celle de la tenue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice précédent*

Il n'existe aucun lien d'alliance ou de parenté entre des administrateurs et des dirigeants d'Attijariwafa bank.

En outre, un règlement intérieur définit les missions ainsi que les modalités d'organisation et de tenue des réunions du Conseil d'Administration. Il précise également les missions et les modalités de travail des comités spécialisés.

La charte de l'administrateur regroupe l'ensemble des droits et obligations liés à la fonction d'administrateur, notamment sur le plan de la confidentialité des informations, de la gestion des conflits d'intérêts et des opérations portant sur la valeur de la banque.

Dans le cadre du renforcement et d'amélioration de son dispositif de gouvernance, Attijariwafa bank a nommé, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 2019, un nouvel administrateur indépendant, Monsieur Lionel ZINSOU[12].

[12]Approbation de la nomination de M. Lionel ZINSOU par Bank Al-Maghrib en date du 1er mars 2019.

V.2. Autres mandats d'administrateur du Président Mohamed EL KETTANI

Au 31 mai 2019, M. Mohamed EL KETTANI, Président Directeur Général d'Attijariwafa bank est également administrateur dans les sociétés suivantes :

Sociétés	Fonction
Wafa Assurance	Administrateur et représentant OGM
Wafasalaf	Membre du Conseil de Surveillance
Wafa Immobilier	Membre du Conseil de Surveillance
Wafacasch	Administrateur
Wafabail	Membre du Conseil de Surveillance
Dar Assafa	Administrateur représentant Attijariwafa bank, Président du Conseil de Surveillance
Bank Assafa	Administrateur représentant Attijariwafa bank, Président du Conseil de Surveillance
Attijariwafa bank Europe	Président du Conseil d'Administration
Attijari bank Tunisie	Administrateur
Attijariwafa bank Egypt	Président du Conseil d'Administration
CBAO	Administrateur
BIM	Administrateur représentant Attijariwafa bank
SIB	Administrateur représentant Attijariwafa bank
SCB	Administrateur
UGB	Administrateur
CDC	Administrateur
BIA Togo	Administrateur
Attijari Africa Holding	Administrateur représentant Attijariwafa bank
Andalu Carthage	Administrateur représentant Attijariwafa bank
Kasovi	Administrateur
Attijari Finances Corp	Président du Conseil d'Administration
Wafa Gestion	Administrateur
Omnium de Gestion Marocain OGM SA	Président
Wafa Corp	Président
BCM Corporation	Président
SOMED	Administrateur
Al Mada	Représentant Attijariwafa bank
CIMR	Représentant OGM
OPTORG	Membre du Conseil de Surveillance
Nouvelles Sidérurgies Industrielles	Administrateur représentant Attijariwafa bank
GPBM	Vice-Président Délégué
CGEM	Administrateur
Fondation Actua	Président
Fondation Attijariwafa bank	Président
Fondation Mohammed V pour la Solidarité	Administrateur
Université Al Akhawayn	Administrateur
Fondation gestion centre national Med VI pour les handicapés	Administrateur
Association gestion centre des TPE solidaires	Président

Source : Attijariwafa bank

VI. ORGANES DE DIRECTION

VI.1. Organisation

L'organisation d'Attijariwafa bank vise à placer le client au centre des préoccupations du groupe, dans une optique de cross-selling, et afin d'assurer un service conforme aux meilleurs standards, grâce à une technologie à la pointe de l'innovation.

Son fonctionnement s'articule autour des principaux axes suivants :

- **Pôle Banque de Détail :**

✓ Unification des réseaux « entreprises et particuliers » sous des Directions Régionales ayant une autonomie de pilotage accrue. Ainsi, chaque Direction Régionale a la responsabilité de réseaux étendus d'agences particuliers (résidents et MRE) et professionnels, de centre d'affaires et de succursales entreprises. En outre, les Directeurs Régionaux représentent la Direction Générale de la banque au niveau de leurs régions respectives, aussi bien vis-à-vis des Autorités que vis-à-vis des clients et partenaires ;

✓ Renforcement des capacités d'intervention des Directions des Marchés, ayant une couverture nationale, comme un interlocuteur fort vis-à-vis des Directions Régionales pour la fixation des objectifs de production et de rentabilité ainsi que le co-pilotage des réalisations ;

✓ Chaque région dispose de sa propre équipe de supports et moyens, reportant fonctionnellement aux entités centrales associées (ex : risque, capital humain, logistique, etc…) et bénéficie de l'animation centrale pour les produits bancaires, et de l'animation régionale des filiales pour les produits associés.

- **Pôle Banque de Financement & Investissement, Marchés des Capitaux et Filiales Financières :**

✓ Renforcement des organisations les plus porteuses de synergies comme la Banque des Marchés de Capitaux Groupe, la Banque de Détail à l'International et les Filiales para-bancaires et financières ;

✓ Affirmation du caractère international de certaines activités, comme la Banque de Financement & d'Investissement ;

✓ Création d'une organisation dédiée, « Banque Transactionnelle Groupe » qui regroupe les différentes compétences associées en provenance de différentes entités de la Banque, dont l'international et la Gestion des Flux.

- **Pôle Finances, Technologie et Opérations :**

✓ Le pôle FTO a fait l'objet, au même titre que les entités rattachées au Président Directeur Général et au Comité de Direction Général, d'ajustements organisationnels en cohérence avec la finalité de la nouvelle organisation et reflète l'attachement aux principes généraux que sont : l'optimisation de l'efficacité organisationnelle, le développement permanent des talents managériaux et la valorisation des contributions au développement du groupe.

- **Pôle Gestion Globale des Risques :**

✓ Le pôle GGR centralise la gestion des risques dans le cadre des normes réglementaires Bâloises des bonnes pratiques à l'international et des recommandations émises par les autorités de tutelle.

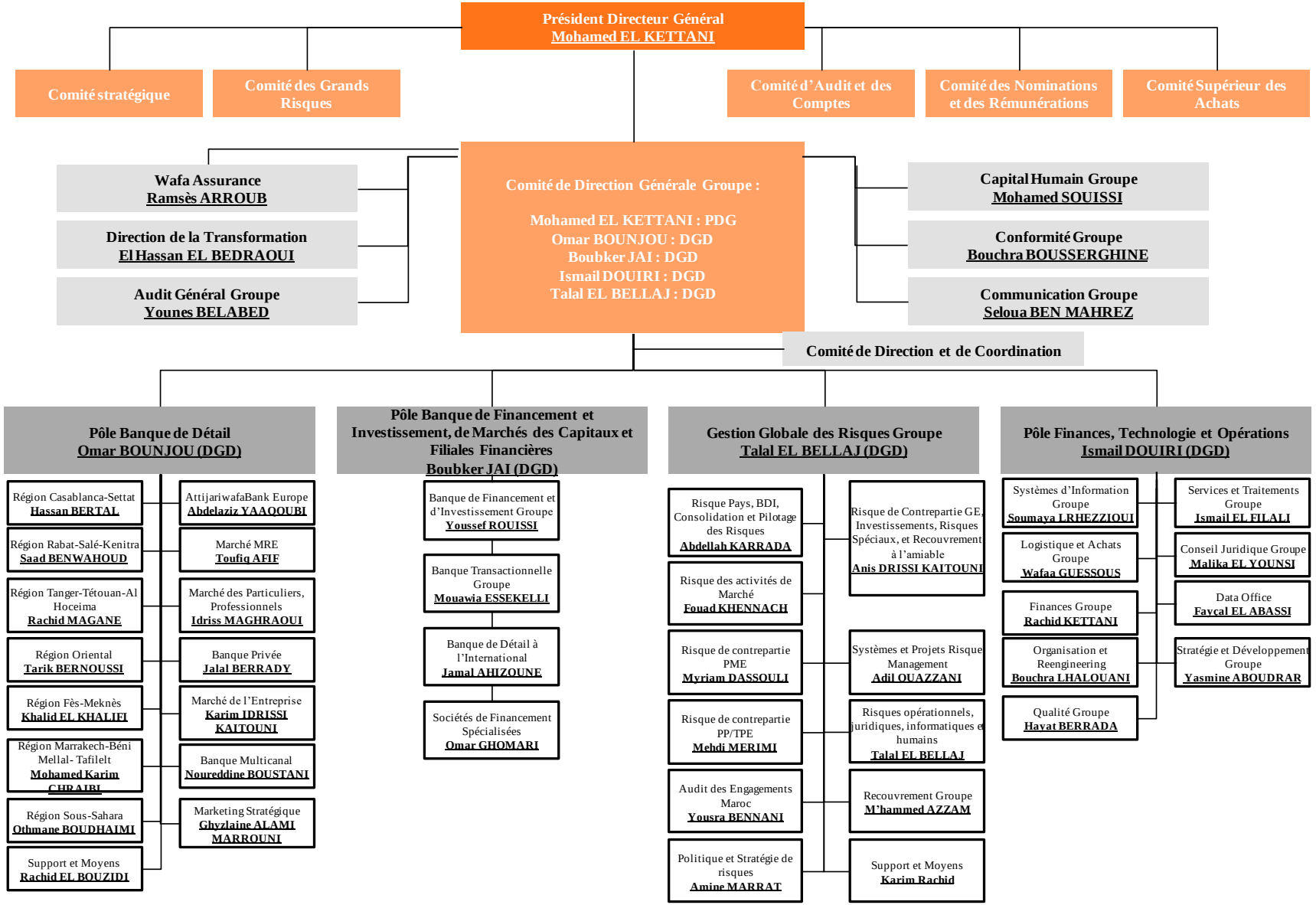
✓ Indépendante des activités commerciales et de support, la Gestion Globale des Risques Groupe dépend directement de la Présidence. Sa mission est de veiller à l'identification des risques liés aux activités du Groupe, de les mesurer, de les suivre et de les contrôler.

✓ Sa nouvelle organisation s'articule autour de 5 entités opérationnelles : Risques de crédit, risques de marché, Risques opérationnels, Pilotages des Risques et Risques pays et recouvrement.

✓ À ces entités, s'ajoutent 4 entités transverses : Politique et stratégie des risques, Risk management, Audit des engagements et Support & moyens.

Cette organisation conforte le management des risques en tant que facteur de différenciation et vecteur de diffusion de la culture risque an sein du Groupe.

L'organigramme du groupe Attijariwafa bank, au 31 mai 2019, se décline comme suit :



Source : Attijariwafa bank

VI.2. Curriculum Vitae des principaux dirigeants

M. Mohamed EL KETTANI : Président Directeur Général

Depuis sa nomination en septembre 2007, en tant que Président Directeur Général du Groupe Attijariwafa bank, Mohamed EL KETTANI, a conduit le développement du Groupe bancaire et financier, tant au niveau national que régional, pour le hisser au premier rang des banques du Maghreb et 6ème en Afrique.

Diplômé ingénieur de l'ENSTA-Paris, Mohamed EL KETTANI entame sa carrière bancaire en 1984 en intégrant la Banque Commerciale du Maroc -BCM–.

Il a exercé différentes responsabilités dans les différents métiers de la banque et de la finance, il a dirigé en 2004 le programme de fusion et de rapprochement entre BCM et Wafabank qui a donné naissance à Attijariwafa bank; couronné par sa nomination en tant que Directeur Général de la banque.

Sous sa présidence, le Groupe Attijariwafa bank a réalisé le déploiement du plan de développement stratégique « Attijariwafa 2012 » qui a permis au Groupe de conforter son leadership sur le marché marocain et lui donner un positionnement de référence à l'échelon Africain.

En 2016, un nouveau plan stratégique « Energies 2020 » a été lancé ayant pour objectif de recentrer la banque sur ses ressources pour servir au mieux ses clients, et poursuivre son développement à l'international, dans un contexte caractérisé par de profondes mutations économiques et technologiques.

Le Groupe opère actuellement dans 25 pays dont 14 pays en Afrique où il dispose du 1er réseau bancaire avec 3 844 agences et emploie 17 367 personnes.

Mohamed EL KETTANI, est également Vice-président délégué du Groupement Professionnel des Banques du Maroc et Administrateur de plusieurs sociétés.

Mohamed EL KETTANI est décoré Officier de l'Ordre du Trône, par S.M Le Roi Mohammed VI, Commandeur de l'ordre national du mérite de la République du Sénégal, et des insignes d'Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur de la République Française.

M. Omar BOUNJOU : Directeur Général Délégué- Pôle Banque de Détail

Ingénieur des Ponts et Chaussées (ENPC Paris) et Docteur en Economie (Université Panthéon – Sorbonne), M. Omar BOUNJOU a intégré le Groupe en 1988 en tant que Directeur Général de Wafasalaf.
M. Omar BOUNJOU a occupé les postes de Directeur Général de Wafa Immobilier, Directeur Marketing et Communication de Wafabank puis Directeur Général Adjoint en charge du Réseau Particuliers, Professionnels et PME.

Depuis la fusion et à partir de 2004, M. Omar BOUNJOU occupe le poste de Directeur Général Délégué du Groupe en charge de la Banque de Détail (Particuliers, Entreprises, MRE et Banque Privée).

M. Boubker JAI : Directeur Général Délégué - Pôle Banque de financement & Investissement, Marchés des Capitaux et Filiales Financières

Diplômé de l'Ecole Centrale de Paris en 1979 et titulaire d'un doctorat obtenu en 1981, M. Boubker Jai entame sa carrière professionnelle dans une société de services informatiques parisienne.

De retour au Maroc, il intègre la Banque Commerciale du Maroc en octobre 1984 en qualité de Chargé de Mission auprès du Président, responsable de projets ayant trait à la modernisation des structures et moyens de la banque, dont notamment la conception et la mise en œuvre du schéma directeur d'organisation et d'informatique.

Il accède à la direction de l'Informatique et de l'Organisation en 1988 et entame alors la refonte complète du système d'information de la banque. Parallèlement, il conduit en 1992, le projet de fusion absorption de la Société de Banque et de Crédit.

Une année plus tard, ses responsabilités sont élargies à la stratégie et en 1995, il est nommé Directeur Général Adjoint. En février 2001, il prend en charge la Direction Générale de l'Exploitation, et en mars 2003, il est promu Directeur Général, responsable du pôle « Banque de Détail ».

En janvier 2004, à l'annonce de la fusion entre la Banque Commerciale du Maroc et Wafabank, M. Jai prend en charge les fonctions supports et moyens du nouvel ensemble (Système d'Information Groupe, Back office, Finances Groupe, Logistique et Achats Groupe) ainsi que les filiales parabancaires (Wafasalaf, Wafabail, Wafa Immobilier, Wafacash, Wafa LLD et Attijari Leasing). Il a assuré en outre avec succès la direction du programme d'intégration des deux banques.

En décembre 2005, M. Boubker JAÏ se verra confier la responsabilité de l'ensemble des activités transverses (Risques, Ressources Humaines Groupe, Système d'Information Groupe, Back- office, Finances Groupe, Logistique et Achats Groupe, Recouvrement Groupe).

Depuis décembre 2007, M. Boubker JAÏ est Directeur Général Délégué en charge du pôle Banque de Financement et Investissement, de Marchés des Capitaux et et Filiales Financières. Il est également Président ou Administrateur de plusieurs filiales au Maroc notamment Wafasalaf, Wafacash, Wafa Immobilier, Wafabail, Wafa Gestion, Attijari Factoring, Attijari Invest, Wafa Assurance, Wafa LLD, Wafa Courtage et Wafa Bourse, et à l'étranger des filiales bancaires Attijari bank Tunis-Tunisie, CBAO –Sénégal, Crédit du Sénégal (CDS), Société Ivoirienne de Banque (SIB)–Côte d'Ivoire, Banque Internationale pour le Mali (BIM), Union Gabonaise de Banque (UGB) – Gabon, Société Commerciale de Banque (SCB)–Cameroun, Crédit du Congo (CDC)–Congo, Attijari bank Mauritanie (ABM) - Mauritanie, & Banque Internationale pour l'Afrique (BIA) – Togo.

M. Ismail DOUIRI : Directeur Général Délégué - Pôle Finance, Technologie et Opérations

M. Ismail DOUIRI est diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris, de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications et est titulaire d'un MBA de Harvard University en Business Administration.

M. Ismail DOUIRI débute sa carrière à Westinghouse Electric Corporation en 1992 en tant qu'ingénieur développeur. En 1994, il rejoint CFG Group en tant que directeur de la recherche et directeur des systèmes d'information avant d'intégrer Morgan Stanley en 1999, en tant qu'Associate au sein du groupe Télécommunications de la division Investment Banking. En 2000, M. Ismail DOUIRI fonde la société DIAL Technologies S.A spécialisée dans les offres de services de données aux utilisateurs du téléphone mobile, au Maroc et dans la région MENA. Dans le même temps, M. Ismail DOUIRI intègre l'équipe de Mc Kinsey & CO en tant qu'Associate au sein de la cellule du bureau de Genève chargée de l'Afrique du Nord.

M. Ismail DOUIRI a rejoint Attijariwafa bank en 2004 pour prendre en charge la Stratégie & Développement du Groupe. Depuis septembre 2008, M. DOUIRI assure la fonction de Directeur Général d'Attijariwafa bank.

Dans le cadre de la nouvelle organisation, M. DOUIRI est en charge du pôle « Finance, Technologie et Opérations ».

En 2010, il est nommé Young Global Leader par le World Economic Forum.

M. Ismaïl DOUIRI est Membre du Moroccan British Business Council, Administrateur de Care Maroc, et Administrateur d'Injaz Al Maghrib.

M. Talal EL BELLAJ : Directeur Général Délégué – Gestion Globale des Risques

M. Talal EL BELLAJ est diplômé de l'Académie de Bordeaux et du Cycle Supérieur de l'Institut Supérieur de Commerce et d'Adminsitration des Entreprises (ISCAE).

M. Talal EL BELLAJ entamme sa carrière en 1989 au sein de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) au département des engagements puis adjoint du chef de département du crédit. Il participe, en 1994, à la création de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) dans le cadre du plan de restructuration de la BMCI.

Il occupe la fonction de Senior Banker à la DGE – Secteur Energie, Céréales et Risque Etat (offices, régies…) entre 1994 et1996, avant de prendre ses nouvelles fonctions, en 1997, en tant qu'Adjoint Directeur Régional du Souss, Responsable PME et Grandes Entreprises.

En juillet 2000, M. Talal EL BELLAJ se verra confier la responsabilité du projet de filiale BMCI Factoring avant de prendre en charge la Direction du Factoring en 2001.

En 2003, il a contribué au lancement l'activité factoring internationale, puis nommé en tant que membre du comité du Groupe.

M. Talal EL BELLAJ a rejoint le Groupe Attijariwafa bank en novembre 2004 en tant qu'Administrateur Directeur Général d'Attijari Factoring pour mener la mission de réorganisation et de dynamisation de l'activité en synergie avec la banque, et son réorientation stratégique sur le marché domestique.

Une année plus tard, il est nommé en tant que Directeur de l'Animation du Marché de la PME au sein d'Attijariwafa Bank, puis président du Directoire de Wafabail, filiale leasing du Groupe, en 2006.

Depuis fin 2007, M. Talal EL BELLAJ est Directeur de la Gestion Globale des Risques. En septembre 2014, il est nommé en tant que Directeur Général Délégué d'Attijariwafa bank en charge de la Gestion Globale des Risques Groupe.

VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

VII.1. Comité de Direction Générale

Le comité de direction générale réunit les responsables de pôles sous la présidence du Président Directeur Général. Ce comité, qui se tient une fois par semaine, assure une vue synthétique des activités opérationnelles dans les différents secteurs, le pilotage des grands projets stratégiques et la préparation des questions à soumettre au Conseil d'Administration, dans une démarche collégiale.

Ce comité traite des sujets internes qui concernent la gestion opérationnelle de la banque ainsi que ses filiales. Au 31 mai 2019, les membres du comité de Direction Générale se présentent comme suit :

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général	2007
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général Délégué	2004
M. Ismail DOUIRI	Directeur Général Délégué	2008
M. Talal EL BELLAJ	Directeur Général Délégué	2014
M. Boubker JAI	Directeur Général Délégué	2003

Source : Attijariwafa bank

VII.2. Comité de Direction et de Coordination

Sous la présidence du Président Directeur Général ou d'au moins deux Directeurs généraux, le Comité de Direction et de Coordination est une instance d'échange et de partage d'informations. Plus particulièrement le Comité :

- assure la coordination d'ensemble entre les différents programmes du Groupe et se concentre principalement sur l'examen des indicateurs clés de performance ;
- prend acte des grandes orientations stratégiques et de la politique générale du Groupe, ainsi que des décisions et des priorités arrêtées dans les instances ad hoc ;
- prend les décisions fonctionnelles et opérationnelles pour maintenir les objectifs et maximiser les résultats.

D'une périodicité mensuelle, le Comité de Direction et de Coordination est composé des membres de la Direction Générale et des responsables des principaux domaines d'activité.

Au 31 mai 2019, les membres du Comité de Direction et de Coordination se présentent comme suit :

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
Direction Générale		
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général	2007
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général Délégué - Pôle Banque de Détail	2004
M. Ismail DOUIRI	Directeur Général Délégué - Pôle Finances, Technologie et Opérations	2008
M. Boubker JAI	Directeur Général Délégué - Pôle Banque de Financement et Investissement, Marchés des Capitaux et Filiales Financières	2003
M. Talal EL BELLAJ	Directeur Général Délégué – Gestion Globale des Risques Groupe	2014
Réseau		
Saad Benwahoud	Directeur Général Adjoint - Responsable de la Région Rabat - Salé - Kenitra	2012
Hassan Bertal	Directeur Général Adjoint - Responsable de la Région Casablanca - Settat	2018
Mohamed Boubrik	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Sud-Ouest	2012
Tarik Bernoussi	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Oriental	2019
Mohamed Karim Chraibi	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Marrakech - Beni Mellal - Tafilalet	2019
Khalid El Khalifi	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Fès - Meknes	2019
Rachid Magane	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Tanger - Tetouan - Al Hoceima	2019
Entités Centrales		
Jamal Ahizoune	Directeur Général Adjoint – Responsable Banque de Détail à l'International	2015
Hassan Bedraoui	Directeur Général Adjoint – Responsable Direction de la Transformation	2014
Mouaouia Essekelli	Directeur Général Adjoint - Responsable Banque Transactionnelle Groupe	2014
Omar Ghomari	Directeur Général Adjoint - Responsable Sociétés de Financement Spécialisées	2016
Wafaa Guessous	Directeur Général Adjoint - Responsable Logistique et Achats Groupe	2007
Youssef Rouissi	Directeur Général Adjoint - Responsable Banque de Financement & d'Investissement Groupe	2005
Jalal Berrady	Directeur Exécutif - Responsable Banque Privée	2018
Younes Belabed	Directeur Exécutif - Responsable Audit Général Groupe	2016
Saloua Benmehrez	Directeur Exécutif - Responsable Communication Groupe	2012
Bouchra Bousserghine	Directeur Exécutif - Responsable Conformité Groupe	2018
Rachid El Bouzidi	Directeur Exécutif - Responsable Supports & Moyens du pôle Banque de Détail	2016
Ismail El Filali	Directeur Exécutif - Responsable des Services et Traitements Groupe	2016
Malika El Younsi	Directeur Exécutif - Responsable Conseil Juridique Groupe	2012

Karim Idrissi KAITOUNI	Directeur Exécutif - Responsable Marché de l'Entreprise	2016
Rachid Kettani	Directeur Exécutif - Responsable Finances Groupe	2012
Soumaya Lrhezzioui	Directeur Exécutif - Responsable Systèmes d'Information Groupe	2012
Driss Maghraoui	Directeur Exécutif - Responsable Marché des Particuliers, Professionnels	2012
Mohamed Soussi	Directeur Exécutif - Responsable Capital Humain Groupe	2016

Source : Attijariwafa bank

VII.3. Comités issus du Conseil d'Administration

Le système de gouvernance mis en place respecte les principes généraux du gouvernement d'entreprise. Ce système se compose de 5 comités spécialisés, issus du Conseil d'Administration :

Comité Stratégique :

Préside par le President Directeur General, ce comité suit les réalisations opérationnelles et les projets stratégiques du Groupe. Ce comité se réunit tous les 8 fois par an.

Au 31 mai 2019, les membres du comité stratégique se présentent comme suit :

Membres	Fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général Attijariwafa bank
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur - Représentant Al Mada
M. Abdelmjid TAZLAOUI	Administrateur
M. Aymane TAUD	Administrateur
M. José REIG	Administrateur
Membres non permanents :	
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général Délégué – Pôle Banque de Détail
M. Ismaïl DOUIRI	Directeur Général Délégué – Pôle Finances, Technologie et Opérations
M. Talal EL BELLAJ	Directeur Général Délégué – Pôle Gestion Globale des Risques Groupe
M. Boubker JAI	Directeur Général Délégué – Pôle Banque de Financement et Investissement, de Marchés des Capitaux et Filiales Financières
Secrétaire du Comité	
Mme Wafaâ GUESSOUS	Directeur Général Adjoint – Logistique et Achats Groupe

Source : Attijariwafa bank

Comité des Grands Risques Groupe :

Le Comité des Grands Risques Groupe, qui se réunit sur convocation du President Directeur Général, statue sur la politique des risques et valide les grands engagements du groupe.

Au 31 mai 2019, les membres du comité des Grands Risques Groupe se présentent comme suit :

Membres	Fonction
Membres permanents :	
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général Attijariwafa bank
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur - Représentant Al Mada
M. Aymane TAUD	Administrateur
M. José REIG	Administrateur
Membres non permanents :	
M. Ismaïl DOUIRI	Directeur Général Délégué - Pôle Finance, Technologie & Opérations
M. Talal EL BELLAJ	Directeur Général Délégué – Pôle Gestion Globale des Risques Groupe
Mme Wafaâ GUESSOUS	Directeur Général Adjoint – Logistique et Achats Groupe
Secrétaire du Comité	
M. Talal EL BELLAJ	Directeur Général Délégué – Pôle Gestion Globale des Risques Groupe

Source : Attijariwafa bank

Comité d'Audit et des Comptes Groupe :

Le Comité d'Audit et des Comptes Groupe analyse les comptes du groupe, examine la politique de maitrise des risques et le programme d'intervention des commissaires aux comptes, s'assure de l'efficacité du contrôle des risques et des services d'audit interne et externe au moins 6 fois par an.

Au 31 mai 2019, les membres du comité d'Audit et des Comptes Groupe se présentent comme suit :

Membres	Fonction
Membres permanents :	
M. Abed YACOUBI-SOUSSANE	Président du Comité
M. José REIG	Administrateur
M. Abdelmjid TAZLAOUI	Administrateur
Membres non permanents :	
M. Talal EL BELLAJ	Directeur Général Délégué – Pôle Gestion Globale des Risques Groupe
M. Younes BELABED	Directeur Exécutif - Audit Général Groupe
M. Rachid KETTANI	Directeur Exécutif - Finances Groupe
Secrétaire du Comité	
Mme. Bouchra BOUSSERGHINE	Directeur Exécutif - Responsable Conformité Groupe

Source : Attijariwafa bank

Comité des Nominations et des Rémunérations Groupe :

D'une périodicité annuelle, le Comité des Nominations et des Rémunérations gère les nominations et les rémunérations des principaux dirigeants du groupe. Il est réparti en trois sous-comités :

Au 31 mai 2019, le premier sous-comité est composé des membres suivants :

Membres	Fonction
M. Mohammed Mounir EL MAJIDI	Administrateur - Représentant SIGER
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur - Représentant Al Mada

Source : Attijariwafa bank

Au 31 mai 2019, le deuxième sous-comité est composé des membres suivants :

Membres	Fonction
M. Mohammed Mounir EL MAJIDI	Administrateur - Représentant SIGER
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur - Représentant Al Mada
M. Abdelmjid TAZLAOUI	Administrateur
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général Attijariwafa bank
M. José REIG	Administrateur

Source : Attijariwafa bank

Au 31 mai 2019, le troisième sous-comité est composé des membres suivants :

Membres	Fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général Attijariwafa bank
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur - Représentant Al Mada
M. Abdelmjid TAZLAOUI	Administrateur
M. José REIG	Administrateur
Secrétaire du Comité	
M. Mohamed SOUSSI	Directeur Exécutif - Responsable Capital Humain Groupe

Source : Attijariwafa bank

Comité Supérieur des Achats Groupe :

Le Comite Superieur des Achats Groupe approuve les achats d'un montant significatif. Dans ce cadre, le Comite procède a l'ouverture des plis des offres financieres des appels d'offre et instruits les opérations d'achat d'un montant significatif.

Au 31 mai 2019, les membres du comité Supérieur des Achats Groupe se présentent comme suit :

Membres	Fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général
M. Aymane Taud	Administrateur - Représentant Al Mada
M. Abdelmjid TAZLAOUI	Administrateur
M. José REIG	Administrateur
Membres non permanents :	
M. Ismail DOUIRI	Directeur Général Délégué- Pôle Finances, Technologie et Opérations
Mme Wafaa GUESSOUS	Directeur Général Adjoint- Logistique et Achats Groupe
Secrétaire du Comité :	
M. Younes TAGHRICHTE	Responsable Achats Groupe

Source : Attijariwafa bank

VII.4. Rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction

En 2018, la rémunération attribuée aux membres du Conseil d'Administration d'Attijariwafa bank s'établit à 4 Mdh, au titre des jetons de présence. Cette somme globale inclut tous les frais annexes inhérents aux déplacements liés au Conseil.
Par ailleurs, la rémunération brute annuelle des membres de direction, au titre de l'exercice 2018, s'élève à 121,04 Mdh. Enfin, les prêts accordés aux membres de direction s'établissent à 151,98 Mdh à fin 2018.

VII.5. Intéressement et participation du personnel

OPV réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank et de ses filiales - 2005

Attijariwafa bank a procédé, en septembre 2005, à une Offre Publique de Vente (OPV) exclusivement réservée aux salariés de la banque et de ses filiales. Cette opération a porté sur 192 994 actions Attijariwafa bank incluant l'attribution d'actions gratuites, soit 0,89% du capital social.

Le montant global de l'opération est de 172 879 330 dirhams incluant l'attribution d'actions gratuites. Les actions Attijariwafa bank, objet de l'OPV, ont été offertes à un prix de 850 dirhams par action pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Classique » et à un prix de 945 dirhams par action pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Plus ». Ces niveaux de prix représentent, à titre indicatif, des décotes respectivement de 13,4% et 3,8% par rapport au cours moyen des 20 dernières séances (982 dirhams) précédant la réunion du Conseil d'Administration du 9 mars 2005 (Conseil ayant approuvé le principe de l'OPV en faveur des salariés du Groupe Attijariwafa bank et conféré au comité stratégique les pouvoirs pour mettre en place et fixer les modalités de cette opération).Le taux de satisfaction de l'opération se présente comme suit :

- taux de participation global : 30,42%[13] ;
- taux de satisfaction global en titres : 100,0%[14] ;
- taux de satisfaction global en montant : 100,0%[15] .

OPV réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank et de ses filiales - 2007

En novembre 2007, Attijariwafa bank a procédé à une Offre Publique de Vente exclusivement réservée aux salariés de la banque et de ses filiales. Cette opération a porté sur 289 494 actions, soit 1,5% du capital social. Elle s'inscrit dans le cadre d'un programme de cession d'actions aux salariés du Groupe Attijariwafa bank, visant à créer un plan d'actionnariat salarié à hauteur de 3,0% du capital de la banque, dans un horizon de 5 à 10 ans.

Le montant global de l'opération s'élève à 540 388 800 dirhams. Les actions Attijariwafa bank, objet de l'OPV, ont été offertes à un prix de 1 800 dirhams par action pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Classique » et à un prix de 2 000 dirhams par action pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Plus ». Ces niveaux de prix représentent, à titre indicatif, des décotes respectivement de 42,8% et 36,4% par rapport au cours moyen des 20 dernières séances (3 146 dirhams) précédant la réunion du Conseil d'Administration du 25 septembre 2007 (Conseil ayant approuvé le principe de l'OPV en faveur des salariés du Groupe Attijariwafa bank et fixé les principales modalités).

La décote offerte aux salariés dans le cadre des deux formules a été prise en charge par le Groupe Attijariwafa bank.

Le taux de satisfaction de l'opération se présente comme suit :

- taux de participation global : 97,7%[16];
- taux de satisfaction global en titres : 38,22% [17];

[13] Pourcentage de personnes éligibles ayant participé à l'opération.
[14] Pourcentage de titres alloués par rapport au nombre total de titres demandés pour les deux tranches proposées par l'OPV 2005.
[15] Pourcentage du montant correspondant au nombre de titres alloués par rapport au montant total correspondant au nombre de titres demandés pour les deux tranches proposées par l'OPV 2005.
[16] Pourcentage de personnes éligibles ayant participé à l'opération.

- taux de satisfaction global en montant : 37,15%[18] .

Par ailleurs, Il est à noter qu'au 31 décembre 2011, les salariés du groupe Attijariwafa bank sont actionnaires à hauteur de 1,01%.

Augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc- 2012

En mai 2012, Attijariwafa bank a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc. Cette opération a porté sur 8 247 126 actions, soit 4,1% du capital social post-opération. Les objectifs de cette opération consistent principalement en la mise en œuvre de la stratégie de développement de la banque et à partager le fruit de la croissance et de la performance avec ses collaborateurs.

Le montant global maximal de cette opération s'élève à 2 100 000 000 dirhams. Les actions Attijariwafa bank, objet de cette augmentation de capital, ont été souscrites à un prix de 240 Dh par action, prime d'émission comprise, pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Classique » et à un prix de 290 Dh par action, prime d'émission comprise, pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Plus ». Ces niveaux de prix représentent, à titre indicatif, des décotes respectivement de 36,3% et 23,0% par rapport au cours du 13 février 2012 qui s'élève à 376,5 dirhams (le 13 février 2012 correspond à la date de tenue du Conseil d'Administration ayant proposé l'opération à l'Assemblée Générale d'actionnaires).

Les résultats de l'opération d'augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc se présentent comme suit :

- Tranche 1 : 5 833 333 actions souscrites pour un montant de 1 400 000 000 dirhams ;
- Tranche 2 : 2 413 793 actions souscrites pour un montant de 700 000 000 dirhams.

Le nombre total d'actions souscrites est de 8 247 126 pour un montant global de 2 100 000 000 dirhams, soit un taux de réalisation de l'augmentation de capital de 100%.

Augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank, de ses filiales au Maroc de Wafa Assurance et de Wafa Ima Assistance- 2018

En 2018, Attijariwafa bank a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés de la société, de ses filiales au Maroc, de Wafa Assurance et de Wafa Ima Assistance. Cette opération a porté sur 6 332 453 actions, soit 3,0% du capital social post-opération. Les objectifs de cette opération consistent principalement en la mise en œuvre de la stratégie de développement de la banque et à partager le fruit de la croissance et de la performance avec ses collaborateurs.

Le montant global maximal de cette opération s'élève à 2 399 999 687 dirhams. Les actions Attijariwafa bank, objet de cette augmentation de capital, ont été souscrites à un prix de 379Dh par action, prime d'émission comprise, pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Classique » et à un prix égale, soit de 379 Dh par action, prime d'émission comprise, pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Plus ».

Ce niveau de prix représente une décote de 15,0% pour les actions offertes dans le cadre de la « Formule Classique » et de la « Formule Plus » par rapport au cours du 17 septembre 2018[19] (446,0 dirhams).

Les résultats de l'opération d'augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc se présentent comme suit :

- Tranche 1 - Formule Classique : 5.013.191 d'actions souscrites pour un montant de 1.899.999.389 dirhams ;
- Tranche 2 - Formule Plus : 1.319.262 actions souscrites pour un montant de 500.000.298 dirhams ;

[17] Pourcentage de titres alloués par rapport au nombre total de titres demandés pour les deux tranches proposées par l'OPV 2007.
[18] Pourcentage du montant correspondant au nombre de titres alloués par rapport au montant total correspondant au nombre de titres demandés pour les deux tranches proposées par l'OPV 2007.
[19] Décote en fonction du cours de clôture de la veille de la date de tenue du Conseil d'Administration du 18 septembre 2018

Le nombre total d'actions souscrites est de 6 332 453 pour un montant global de 2 399 999 687 dirhams, soit un taux de réalisation de l'augmentation de capital de 100%.

PARTIE IV : ACTIVITE D'ATTIJARIWAFA BANK

I. HISTORIQUE D'ATTIJARIWAFA BANK

1911	Création avec implantation d'une succursale de la Banque Transatlantique à Tanger.
Mars 1975	Ouverture de la première délégation à l'étranger destinée aux marocains à Francfort.
Mai 1984	Création du groupement Interbank avec la BMCI, la SGMB et le Crédit du Maroc.
juin 1988	L'ONA acquiert 25% du capital auprès du CIC Paris et devient l'actionnaire de référence de BCM.
Décembre 1989	Entrée du Banco Central (devenu Grupo Santander) au capital de BCM qui devient le 2ème actionnaire de référence aux côtés de l'ONA.
Avril 1992	Fusion-Absorption de la SBC.
Novembre 1993	Le capital de BCM est porté à 1 067 126 000 Dh, franchissant le capital du milliard de dirhams.
Décembre 2003	Obtention de l'agrément de Bank Al Maghrib concernant le changement de contrôle de Wafabank et le projet de fusion avec la Banque Commerciale du Maroc.
26 avril - 10 mai 2004	Offre publique d'achat/Offre publique d'échange sur les titres Wafabank, à l'initiative de la Banque Commerciale du Maroc.
2004	Renforcement du positionnement du nouvel ensemble dans le crédit à la consommation, avec l'acquisition de Crédor par Wafasalaf. Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Banque Commerciale du Maroc ratifiant l'augmentation de capital par apports en nature des titres Wafabank et modifiant les statuts. Lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination du nouvel ensemble « Attijariwafa bank ». Offre publique de retrait sur les titres Wafabank de la cote de la Bourse de Casablanca. Fusion juridique des deux banques (rétroactive au 31/08/2004).
2005	Acquisition de Crédit du Maroc Gestion par Wafa Gestion, dans le cadre du partenariat entre Attijariwafa bank et Crédit Agricole SA. Obtention d'un agrément bancaire pour la création d'une filiale au Sénégal. Fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion. Les trois sociétés sont réunies sous la dénomination Wafa Gestion. Offre Publique de Vente réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank. Les salariés se sont portés acquéreurs de 0,89% du capital. Acquisition de 53,54% du capital de la Banque du Sud (Tunisie) par le consortium Attijariwafa bank et Grupo Santander. Création d'une filiale bancaire de droit français «Attijariwafa bank Europe », ayant son siège social à Paris et obtention d'un passeport européen délivré par la Banque Centrale Française.
2006	Lancement de l'activité d'Attijariwafa bank au Sénégal avec la création d'une filiale bancaire disposant de 4 agences à Dakar. Lancement du plan de développement de la Banque du Sud « Intilak », avec une recapitalisation financière via une augmentation de capital de 50 MDT et l'émission d'obligations convertibles en actions atteignant les 80 MDT. Changement de la dénomination « Banque du Sud » pour la marque Attijari bank. Création d'Attijariwafa Finanzieria en Italie, société financière filiale d'Attijariwafa bank Europe.
2007	Acquisition de 66,67% du capital de la Banque Sénégalo-Tunisienne (BST) auprès de

	certains actionnaires privés de cette banque. Fusion entre Attijariwafa bank Sénégal et la Banque Sénégalo-Tunisienne pour donner naissance à Attijari bank Sénégal. Acquisition de 79,15% du capital de la banque sénégalaise CBAO par le consortium Attijariwafa bank, ONA et Al Mada. Lancement, par Attijariwafa bank et la BCP, de H Partners, le premier fonds d'investissement touristique. Lancement d'une OPV réservée aux salariés portant sur 289 494 actions soit 1,5% du capital social. Attijariwafa bank est élue par l'équipe éditoriale du magazine The Banker (publication du groupe Financial Times) « banque de l'année 2007 au Maroc ».
2008	Attijariwafa bank a été élue meilleure banque au Maroc par le magazine américain Global Finance « Best Emerging Market Banks Awards 2008 », et ce pour la quatrième année consécutive. Attijariwafa bank s'est implantée à Nouakchott. La banque a reçu l'agrément de la Banque Centrale Mauritanienne. Acquisition, par le consortium Attijariwafa bank, ONA et Al Mada de 51% de la Banque Internationale pour le Mali. Lancement d'un fonds à capital garanti et lancement d'un nouveau pack pour les jeunes. Split de la valeur nominale de l'action d'Attijariwafa bank. L'opération se traduit par la multiplication par 10 du nombre d'actions Attijariwafa bank en circulation, la valeur nominale de l'action est ainsi divisée par 10. Accord de cession de 24% du capital de Crédit du Maroc et de 15% du capital de Wafasalaf au Crédit Agricole France en contrepartie des participations de ce dernier dans le réseau des banques de détail en Afrique : Crédit du Sénégal, Union Gabonaise de Banques, Crédit du Congo, Société Ivoirienne de Banque et Société Commerciale de Banque Cameroun.
2009	Implantation d'Attijariwafa bank en Libye avec l'ouverture d'un bureau de représentation à Tripoli. Conclusion de l'accord portant sur l'acquisition de 91% du Crédit du Congo et de 58,71% de l'Union Gabonaise de Banques, dans le cadre de l'accord signé en novembre 2008 avec le Crédit Agricole. Finalisation de l'acquisition de deux banques africaines : la Société Ivoirienne de Banque et le Crédit du Sénégal. Cession d'une partie (24%) de la participation de Wafa Assurance dans le Crédit du Maroc au Crédit Agricole. Cession par Santander d'une partie de sa participation (10%) dans Attijariwafa bank à la Société Nationale d'Investissement.
2010	Conclusion de l'accord entre Attijariwafa bank et Banque Populaire pour l'acquisition de 60% du capital de BNP Paribas Mauritanie, à travers un holding détenu à hauteur de 67% par le groupe Attijariwafa bank et à 33% par le groupe Banque Populaire. Acquisition de 80% du capital de BNP Paribas Mauritanie conjointement avec le groupe Banque Populaire. Lancement des activités bancaires au Burkina Faso.
2011	Finalisation de l'opération d'acquisition de SCB Cameroun et celle d'Attijari bank Mauritanie.
2012	Une prise de participation complémentaire de 50% dans le capital d'Attijari International Bank – Bank Offshore (AIB Offshore), portant ainsi le taux de participation à 100%. Finalisation, en juin 2012, de l'opération d'augmentation de capital d'un montant

	global de 2 100 000 000 Dh , réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc.
2013	Finalisation avec succès de l'opération d'augmentation de capital par conversion optionnelle de 50% des dividendes 2012 en actions pour un montant de 685,2 Mdh (soit un taux de réalisation de 76%). Inauguration d'un bureau de représentation à Dubai et fusion d'Attijariwafa bank Europe avec CBIP (filiale de la CBAO en France).
2015	Finalisation de l'acquisition de 39% du capital de la Société Ivoirienne de la Banque (SIB) détenus par l'Etat de la Côte d'Ivoire. Attijariwafa bank a porté sa participation dans le capital de la SIB à 90% à la suite de cette opération. Organisation de la 3ème édition du Forum International Afrique Développement par le groupe Attijariwafa bank et Maroc Export sous le thème « le temps d'investir » Obtention par Attijariwafa bank de plusieurs distinctions et consécrations dont notamment : ▪ obtention du trophée de « banque marocaine de l'année 2015 » par le Global Finance Magazine ; ▪ distinction d'Attijariwafa bank en tant que «1ère banque au Maroc » par the Banker ; ▪ attribution à Attijariwafa bank par Euromoney du prix de «Best Bank in Morocco en 2015 » et du prix de « l'innovation en finance islamique en 2015 » ; ▪ classement d'Attijariwafa bank en tant que « 1ère banque au Maroc » par African Business magazine et par Forbes Afrique Magazine ; ▪ distinction d'Attijari bank Tunisie « Bank of the year » par le magazine the Banker pour la deuxième année consécutive et emission d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 60 millions de dinars tunisiens.
2016	Obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires pour l'ouverture d'une filiale bancaire au Tchad. Lancement du Plan Stratégique 2016-2020 « Energies 2020 ». Signature un d'accord portant sur la cession par Barclays Bank PLC de 100% du capital de Barclays Bank Egypt à Attijariwafa bank, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises au Maroc et en Egypte ; Dans le cadre de la visite Royale au Rwanda, signature d'un protocole d'accord portant sur l'acquisition par Attijariwafa bank d'une participation majoritaire dans Cogebanque.
2017	Formation d'une alliance, à partir de 2017, entre Attijariwafa bank et son actionnaire de référence, Al Mada, dans le métier de l'assurance en devenant co-actionnaires à parts égales de Wafa Assurance. Cette opération permettra de donner à Attijariwafa bank les capitaux nécessaires à son développement international. Obtention par Attijariwafa bank de l'agrément de Bank Al Maghrib pour créer une banque participative: Bank Assafaa. Inauguration d'un bureau de représentation à Abu-Dhabi dans le cadre de la stratégie de développement du Groupe visant à renforcer son rôle de partenaire privilégié entre le Maroc et le Moyen Orient. Attijariwafa bank a remporté le prestigieux trophée « Meilleure banque africaine de l'année » lors de la 5ème édition du Africa CEO Forum à Genève. Conformément à l'accord signé le 4 octobre 2016, Attijariwafa bank a finalisé le 3 mai 2017 l'acquisition de 100% du capital de Barclays Bank Egypt et ce, après l'obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires requises. Démarrage de l'activité de Bank Assafa en tant que banque participative, présente

	dans 15 villes avec 21 agences. Cette nouvelle filiale capitalise sur les 8 années d'expérience du groupe Attijariwafa bank, pionnier au Maroc en matière de finance participative, à travers le lancement de sa société de financement spécialisée dès 2009. Lancement par Attijariwafa bank pour la 1ère fois d'un programme de titrisation de créances hypothécaire (1 Mrd de Dhs).
2018	Attijariwafa bank et Bpifrance, Banque Publique d'Investissement en France et acteur majeur de développement des entreprises européennes, ont signé le 12 janvier à Paris un nouvel accord de partenariat afin de développer des dispositifs de soutien aux PME. Innauguration du nouveau siège de la Direction Régionale Nord-Ouest par M. Mohamed El Kettani, le jeudi 25 janvier. La Banque Privée du groupe Attijariwafa bank remporte le prix de la « Meilleure Banque Privée au Maroc pour l'année 2018 » par Global Finance. Lancement officiel du Club Afrique Développement Mauritanie le 20 février 2018. La Banque Européenne d'Investissement (BEI) et Attijariwafa bank annoncent le 5 mars 2018 la signature d'une ligne de crédit de 100 millions d'euros pour renforcer le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux entreprises de taille intermédiaires (ETI) marocaines. Attijariwafa bank et IFC, un membre du Groupe de la Banque mondiale, ont signé lundi 26 mars 2018, à Abidjan, un accord visant à soutenir les entreprises et stimuler l'investissement et le commerce transfrontalier en Afrique. Publication d'un Rapport RSE 2017 en suivant la Global Reporting Initiative Standard (principal référentiel international en matière de reporting extra-financier). Attijariwafa bank nommée Top Performer 2018 au rating RSE de Vigeo Eiris, leader européen de la notation extra-financière. Obtention de la certification Haute Qualité Environnementale (HQE) par Cerway pour la construction du nouveau siège régional de Rabat Souiss. Création d'un indice RSE à la Bourse de Casablanca et intégration d'Attijariwafa bank dans cet indice pour ses bonnes performances en RSE. Ouverture de centres « Dar Al Moukawil » avec l'objectif de porter une vision sociale pour le développement des TPEs, accompagner, conseiller et offrir des séminaires thématiques aux TPEs, et les doter d'espaces technologiques permettant l'exécution fluide et conviviale de leurs opérations Organisation de la 6ème édition du Forum International Afrique Développement, plateforme de mise en relation entre opérateurs clés du continent donnant accès à des opportunités d'affaires à de l'information, et à des services et expertises relatives à l'Afrique

II. APPARTENANCE D'ATTIJARIWAFA BANK AU PERIMETRE DE AL MADA

Attijariwafa bank est devenu une participation directe de Al Mada suite à la fusion absorption de ONA par Al Mada.

II.1. Historique de Al Mada

Créée en 1966, Al Mada (anciennement SNI, ou Société Nationale d'Investissement[20]) est issue de la volonté de l'Etat marocain de poser les jalons d'un investissement institutionnel à même d'accompagner le développement économique du pays. Cotée à la bourse de Casablanca dès l'année suivante, Al Mada s'est rapidement imposée comme un acteur majeur du mouvement de « marocanisation » au début des années 70 en investissant avec volontarisme dans les secteurs clés de l'économie tels que la finance, l'industrie et les mines.

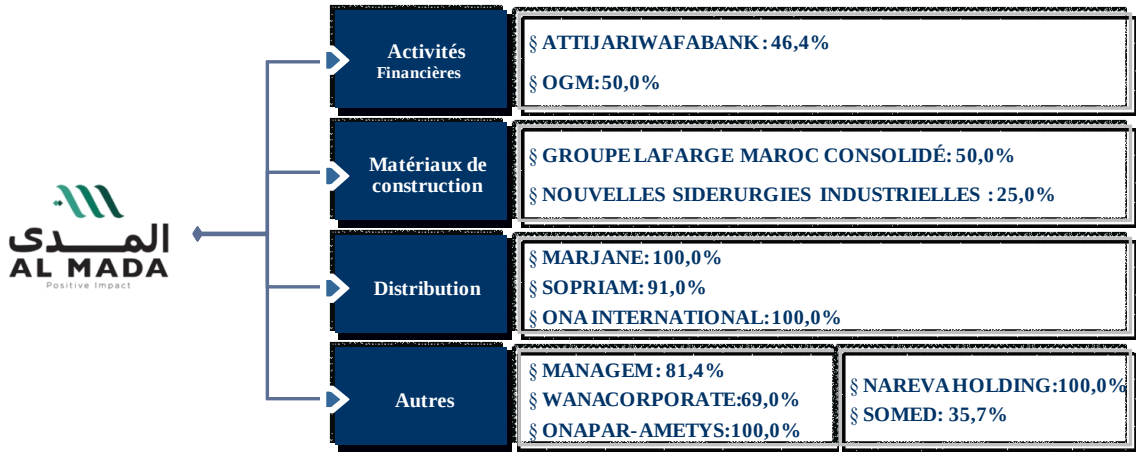
En 1994, la société est privatisée et 51% du capital est attribué à un consortium d'investisseurs, nationaux et internationaux, conduit par la Banque Commerciale du Maroc. Une stratégie fondée sur la mise en place de partenariats avec des leaders mondiaux tels que Lafarge et Marcial Ucin est alors engagée par Al Mada.

Dans le cadre d'un projet de réorganisation, le consortium mené par Copropar a déposé une offre publique de retrait sur les titres Al Mada. A l'issue de cette offre publique, la décision de radiation du titre Al Mada a été prononcée par la Bourse de Casablanca le 16 juin 2010 et a pris effet le 19 août 2010.

II.2. Organigramme de Al Mada

L'organigramme suivant présente les principales participations de Al Mada[21] au 31 décembre 2018 :

Principales participations de Al Mada



Source : Al Mada

II.3. Relations entre Attijariwafa bank et Al Mada

➢ **Contrat de prestations de services entre Attijariwafa bank et Al Mada**

Nature et objet de la convention :

En vertu de contrat, Al Mada apporte à Attijariwafa bank l'appui technique de ses structures opérationnelles et fonctionnelles.

Organismes concernés : Attijariwafa bank et Al Mada

[20] En mars 2018, la SNI change de raison sociale, et se nomme désormais Al Mada
[21] Y compris les anciennes participations du groupe ONA

Date de signature : 28 mars 2017

Conditions de rémunération : les prestations seront facturées vingt-cinq millions de dirhams hors taxes (25.000.000 MAD HT) par an.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : les commissions comptabilisées s'élèvent à 25 950 KMAD HT.

Montant décaissés au titre de l'exercice : les commissions payées s'élèvent à 22 500 KMAD.

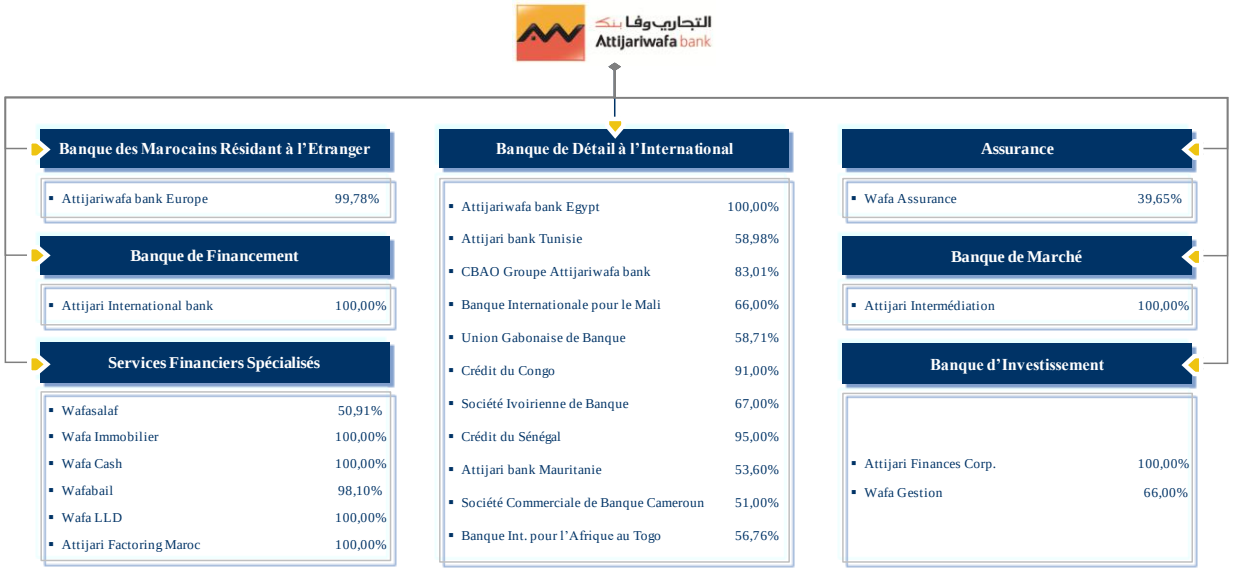
Convention de location de locaux entre Attijariwafa bank et Al Mada

Société	Nature	Localisation	Loyer HT facturé en 2018 (KMAD)	Loyer encaissé en 2018 (KMAD)
Al Mada(ex SNI)	Ensemble de locaux à usage de bureaux	60, rue d'Alger, Casablanca	5 558	5 558

III. FILIALES D'ATTIJARIWAFA BANK

III.1. Organigramme

Principales filiales d'Attijariwafa bank



Source : Attijariwafa bank – Organigramme au 31 décembre 2018, intégrant le % d'intérêts d'Attijariwafa bank dans ses principales filiales.

III.2. Présentation des filiales

III.2.1.Banque des Marocains Résidant à l'Etranger

Attijariwafa bank Europe

En novembre 2005, la Banque Centrale Française a délivré un passeport européen à « Attijariwafa bank Europe », qui a ainsi vu le jour en tant que filiale bancaire de droit français. Cette filiale apporte au groupe le cadre juridique et social lui permettant de déployer ses activités dans l'Union Européenne, en pleine conformité avec le cadre législatif des pays d'accueil et les règles bancaires internationales.

Ainsi, l'activité de la succursale de Paris a été transférée vers Attijariwafa bank Europe. De même, la succursale de Bruxelles est devenue succursale d'Attijariwafa bank Europe à fin 2006.

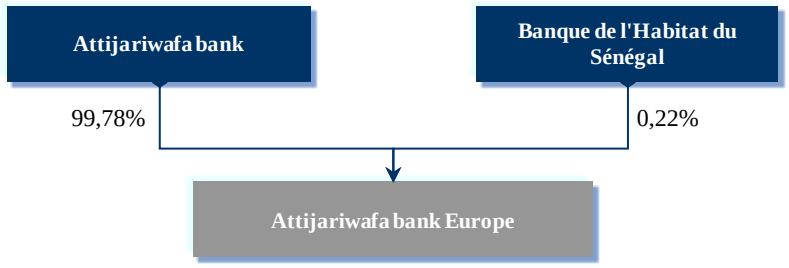
En décembre 2006, Attijariwafa Finanziaria, filiale d'Attijariwafa bank Europe en Italie, a été créée afin de faciliter le transfert d'argent des citoyens marocains résidents en Italie et disposant d'un compte Attijariwafa bank au Maroc. Il y a lieu de préciser qu'Attijariwafa Finanziaria Spa a été dissolue et ses actifs ont été transmis à Attijariwafa bank Europe.

Au cours de l'exercice 2014, le Groupe Attijariwafa bank a finalisé une opération de rationalisation de ses filiales en Europe à savoir Attijariwafa bank Europe, filiale à 100% d'Attijariwafa bank, et la Compagnie de Banques Internationales de Paris (CBIP), filiale à 98,55% de la CBAO qui, elle-même, est détenue par Attijariwafa bank à hauteur de 51,9%. Cette opération s'est déroulée en deux phases :

- Phase 1 : Fusion entre les deux entités. A l'issue de cette première phase, le nouvel ensemble Attijariwafa bank Europe est détenue à hauteur de 83,85% par Attijariwafa bank et à 15,92% par la CBAO ;
- Phase 2 : Acquisition complémentaire par Attijariwafa bank des 15,92% détenus par la CBAO pour porter sa participation dans la nouvelle entité fusionnée à 99,77%.

L'organigramme d'Attijariwafa bank Europe après sa fusion avec la CBIP, se présente comme suit :

Organigramme juridique d'Attijariwafa bank Europe au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

Faits marquants 2017[22]

Attijariwafa bank Europe a organisé les 2 et 3 novembre 2017 à Paris la seconde édition des Trade Days ayant pour thématique « le Global Trade : développement de nouveaux corridors et création de la valeur partagée ». Présidée par M.Mohamed El Kettani, Président Directeur Général du groupe Attijariwafa Bank, cette seconde édition a réuni plusieurs entités et filiales du Groupe, la BTG, BDI, l'AIB, STG, Attijari bank Tunisie, Attijariwafa bank Egypt, CBAO Sénégal, CBAO Bénin, CBAO Burkina Faso, CBAO Niger, CDC,SCB,SIB,UGB, BIA Togo, et Attijariwafa bank Egypte, dernière arrivée au sein du Groupe et nouvelle participante au Trade Days.

En 2017 Attijariwafa bank Europe a poursuivi le déploiement de son plan stratégique intitulé « AFRIWAY » avec pour ambition de devenir la banque de référence sur le segment Immigrant Banking. Et ce, en proposant à ses clients des solutions innovantes de transfert d'argent et en les accompagnants dans leurs demandes de gestion de compte au quotidien, d'assurance, de financement et d'épargne.

Faits marquants 2018[23]

En Europe, le groupe Attijariwafa bank a développé une expertise dans les métiers de l'Immigrant Banking et du Trade Finance et a tissé un réseau étendu de présence dans différents pays.

[22] Source : Attijariwafa bank
[23] Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2018, Attijariwafa bank Europe a réalisé un produit net bancaire de 49,8 Mdh, en baisse de 1% par rapport à 2017. Le résultat net s'établit à -0,5 Mdh au 31 décembre 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Attijariwafa bank Europe			
Siège social		6-8, rue Chauchat, BP 75009 - Paris, France			
Montant du capital social	46 640 KEUR (soit 496,9 Mdh)	46 640 KEUR (soit 519,0 Mdh)	46 640 KEUR (soit 510,8 Mdh)		
% de capital détenu	99,77%	99,77%	99,77%		
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%		
Produit net bancaire	48 MEUR (soit 511,4 Mdh)	50,5 MEUR (soit 564,2 Mdh)	49,8 MEUR (soit 545,4 Mdh)	5%	-1%
Résultat net	1 354 KEUR (soit 14 Mdh)	4 107 KEUR (soit 46 Mdh)	-542 KEUR (soit 6 Mdh)	>100%	-
Total Bilan	602 566 KEUR (soit 6 420 Mdh)	784 829 KEUR (soit 8 767 Mdh)	707 692 KEUR (soit 7 751 Mdh)	30%	-10%
Situation nette	46 969 KEUR (soit 500 Mdh)	51 075 KEUR (soit 571 Mdh)	50 534 KEUR (soit 553 Mdh)	9%	-1%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	Néant	Néant	Néant	-	-
Cours de change (EUR / MAD)	10,654	11,172	10,952		

Source : Attijariwafa bank – Données sociales
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

III.2.2.Banque de Financement

Attijari International Bank – Banque Offshore

Attijari International Bank est une société anonyme au capital de 2 400 000 US dollars, détenue conjointement par Attijariwafa bank et Banco Central Hispano Americano. La société intervient en tant que Banque Offshore.

Faits marquants 2017[24]

- R.A.S.

Faits marquants 2018[25]

- R.A.S.

[24] Source : Attijariwafa bank
[25] Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2018, Attijari International Bank a réalisé un produit net bancaire de plus de 52 Mdh, marquant une hausse de 0,6% par rapport à 2017. Son résultat net s'établit à près de 29 Mdh, soit une hausse de 2,4% par rapport à l'exercice 2017.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale	Attijari International Bank - Banque offshore				
Siège social	Lot. N°41, Zone Franche d'exportation, route de Rabat - Tanger				
Montant du capital social	2400 KEUR (soit 25,6 Mdh)	2 400 KEUR (soit 26,1 Mdh)	2 400 KEUR (soit 26,1 Mdh)	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Produit net bancaire	4 543 KEUR (soit 48 Mdh)	4 688 KEUR (soit 52 Mdh)	4 717 KEUR (soit 52 Mdh)	3,19%	0,60%
Résultat net	2 472 KEUR (soit 26 Mdh)	2 603 KEUR (soit 29 Mdh)	2 666 KEUR (soit 29 Mdh)	5,30%	2,40%
Situation nette	23 924 KEUR (soit 255 Mdh)	24 132 KEUR (soit 270 Mdh)	24 398 KEUR (soit 270 Mdh)	0,87%	1,10%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	28,6 Mdh	26,4 Mdh	26,4 Mdh	-	-
Cours de change (EUR / MAD)	10,654	11,172	10,952	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

III.2.3.Services Financiers Spécialisés

Wafasalaf

Wafasalaf est une société de crédit à la consommation multi-produits (Prêt Personnel, Crédit renouvelable, Cartes de crédit, Crédit automobile, Location avec Option d'Achat (LOA), Equipement des ménages et Crédit voyages). Wafasalaf se distingue notamment par les outils utilisés pour la gestion des crédits, la diversification des fonds de commerce avec un positionnement particulier en automobile, et dispose du réseau de distribution le plus dense du secteur.

Wafasalaf travaille également pour d'autres réseaux de distribution : Attijariwafa bank, CDM, Wafa Cash, Wafa Assurance, La Poste. Elle est par ailleurs liée par un accord de partenariat avec SOFINCO, filiale du Crédit Agricole.

Faits marquants 2017[26]

- Dans un contexte de marché fortement concurrentiel et ayant connu de nouveaux entrants, notamment à travers les structures de la banque participative, Wafasalaf a réalisé des performances commerciales et financières notables au titre de l'année 2017.
- La production globale de la filiale de crédit à la consommation s'est consolidée de 9,4% à 11,5 milliards de dirhams à fin décembre 2017, suite à l'amélioration de 7,1% à 5,2 milliards de dirhams de la production portée et à l'accroissement de 11,4% à 6,3 milliards de dirhams de la production gérée.
- De son côté, l'encours global a augmenté de 7,9% s'établissant à 29,6 milliards de dirhams en lien avec la hausse de 4,2% à 12,6 milliards de dirhams de l'encours porté et la progression de 10,8% à 16,9 milliards de de l'encours géré.

[26] Source : Attijariwafa bank

- Wafasalaf a ainsi conforté sa position de leader avec une part de marché totalisant 32% des encours bruts à fin septembre 2017.

Faits marquants 2018[27]

- Mise en place d'un nouveau service digital dédié au crédit à la consommation le chatbot dénommé Wafy.
- Dans un contexte de marché fortement concurrentiel et ayant connu de nouveaux entrants, notamment à travers les structures de la banque participative, Wafasalaf a réalisé des performances commerciales et financières notables au titre de l'année 2018.
- La production globale de la filiale de crédit à la consommation s'est consolidée de 9,6% à 12,6 milliards de dirhams à fin décembre 2018, suite à l'amélioration de 6,0% à 5,5 milliards de dirhams de la production portée et à l'accroissement de 11,7% à 7,1 milliards de dirhams de la production gérée.
- De son côté, l'encours global a augmenté de 10,4% s'établissant à 32,1 milliards de dirhams en lien avec la hausse de 4,9% à 13,3 milliards de dirhams de l'encours porté et la progression de 14,7% à 18,8 milliards de de l'encours géré.
- Wafasalaf a ainsi conforté sa position de leader avec une part de marché totalisant 31,8% des encours bruts à fin 2018.
- Au cours de l'année 2018, Wafasalaf a clôturé avec succès sa première opération de titrisation d'un montant de 250 millions de dirhams. L'opération a porté sur la cession d'un portefeuille de créances résultant de crédits à la consommation, octroyés par Wafasalaf et destinés exclusivement à des fonctionnaires de l'Etat marocain.

Au terme de l'exercice 2018, le résultat net consolidé de Wafasalaf a affiché une baisse de 7,8% pour s'établir à près de 315,0 Mdh, pour un produit net bancaire consolidé à près de 1 054,6 Mdh en progression de 9,5% par rapport à 2017.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Wafasalaf			
Siège social		72 angle Ram Allah, boulevard Abdelmoumen - Casablanca			
Montant du capital social	113 179 500 Dh	113 179 500 Dh	113 179 500 Dh		
% de capital détenu	50,91%	50,91%	50,91%		
% des droits de vote	50,91%	50,91%	50,91%		
Produit net bancaire consolidé	943,6 Mdh	969,5 Mdh	1 054,6Mdh	3%	10%
Résultat net	334,3 Mdh	341,6 Mdh	315,0 Mdh	2%	-8%
Situation nette	1 784,2 Mdh	1825,7 Mdh	1 840,6 Mdh	2%	0,8%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	162,9 Mdh	152,7 Mdh	152,7 Mdh	0%	0%

Source : Attijariwafa bank – Données consolidées – *publication comptes consolidés Wafasalaf

Wafa Immobilier

Spécialisée dans la distribution de crédit pour l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements, Wafa Immobilier intervient également dans le financement de la promotion immobilière. Pour assurer une meilleure présence sur le marché, Wafa Immobilier dispose de représentations commerciales dans les régions à fort potentiel, notamment à Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech, Agadir et Tanger.

[27] Source : Attijariwafa bank

Faits marquants 2017[28]

- Wafa Immobilier poursuit son dynamisme dans le financement du crédit immobilier auprès des acquéreurs et des promoteurs.
- Son encours global s'est, ainsi, apprécié de 5,7% à 58,5 milliards de dirhams faisant suite à la progression de 3,4% à 50,0 milliards de dirhams de l'encours acquéreurs et la hausse de 21,3% à 8,6 milliards de dirhams de l'encours promoteurs.
- De son côté, l'encours acquéreurs en nombre de dossiers s'est apprécié de 2,4% pour se situer à 170 916 dossiers.
- Wafa Immobilier a étoffé son réseau de 3 nouvelles agences commerciales à Casablanca, Bouskoura et Benguérir, le portant à 57 agences.
- En reconnaissance à son engagement en faveur de la qualité, le leadership, la technologie et l'innovation Wafa Immobilier s'est vue décerner le prix «The Majestic Falcon Award For Quality & Excellence» en marge de la Convention Internationale de la Qualité à Dubai en novembre 2017. La filiale du crédit immobilier a reçu également les prix Socrates « The Best Regional (EBA) Entreprise and Manager of The Year » de la part du Conseil du Comité International Socrates, de l'organisme britannique European Business Assembly ainsi que des membres et partenaires de l'Union Académique d'Oxford et du Club des Recteurs d'Europe.
- Par ailleurs, elle est la première société de Financement qui confirme pour la deuxième année consécutive sa certification ISO 9001 version 2015.

Faits marquants 2018[29]

- Poursuite de la stratégie d'animation commerciale auprès des partenaires:
  - Tournée régionale d'animation: participation à la 2ème caravane du logement en faveur des Ministère de la Justice dans les villes suivantes: Oujda, Nador, El Houceima, Meknès, Fès, Taza, Errachidia et Ourzazate
  - Participation aux JPO et accompagnement de plusieurs promoteurs dans de grands projets immobiliers.
- Wafa Immobilier a étoffé son réseau en 2018 de 3 nouvelles agences commerciales à Nador, Benguérir et Sidi Othmane, le portant à 59 agences.
- Wafa Immobilier compte 402 collaborateurs.
- Dans le cadre de sa démarche de digitalisation, Wafa Immobilier a lancé une nouvelle émission sur le web « Dar Beraht Lbal ». Il s'agit d'une série de capsules web didactiques en langue arabe pour informer et conseiller le grand public sur le crédit immobilier et l'acquisition de logement.
- L'encours global au 31 décembre 2018 se fixe à 62,7 Mrds DH, faisant suite à la progression de 6,2% à 53,0 milliards de dirhams de l'encours acquéreurs et la hausse de 12,5% à 9,6 milliards de dirhams de l'encours promoteurs.
- De son côté, l'encours acquéreurs en nombre de dossiers s'est apprécié de 6,2% pour se situer à 181 598 dossiers.

[28] Source : Attijariwafa bank
[29] Source : Attijariwafa bank

Au terme de l'exercice 2018, Wafa Immobilier a réalisé un produit net bancaire de 341,7 Mdh, en progression de 7,8% par rapport à 2017. A l'instar de la tendance haussière du PNB, le résultat net de Wafa Immobilier s'est accru de 5,6% au titre de l'exercice 2018, pour atteindre 105,6 Mdh.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Wafa Immobilier SA			
Siège social		112, Angle Bd Abdelmoumen et rue Rembrandt - Casablanca			
Montant du capital social	50 000 000 Dh	50 000 000 Dh	50 000 000 Dh	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Produit net bancaire	301,0 Mdh	317,0 Mdh	341,7 Mdh	5%	8%
Résultat net	96,2 Mdh	100,0 Mdh	105,6 Mdh	4%	6%
Situation nette	152,9 Mdh	156,9 Mdh	162,5 Mdh	3%	4%
Distribution de Dividendes	96,0 Mdh	100,0 Mdh	105,0 Mdh	4%	5%

Source: Attijariwafa bank – Données sociales

Wafa Cash

Créée en 1991, Wafa monétique est spécialisée dans les moyens de paiement, les transferts d'argent instantanés et le change manuel. En 2002, Wafa monétique change de dénomination sociale pour Wafa Cash. Durant l'exercice 2004, l'activité monétique de Wafa Cash a été marquée par le transfert de l'activité commerçants et la cession des TPE « Terminaux de Paiement Electroniques » au Centre Monétique Interbancaire. Wafa Cash renvoie désormais à un ensemble de services financiers portant essentiellement sur le marché des transferts d'argent instantanés, de l'étranger et à l'intérieur du pays et sur celui du change manuel.

L'activité de Wafa Cash a évolué dans un contexte marqué par la publication de deux nouvelles réglementations qui concernent la libéralisation de l'activité Change Manuel et l'activité des sociétés de transfert de fonds. Ces réglementations exigent que l'ensemble des agents aient une activité para financière au capital minimum de 3 Mdh.

Faits marquants 2017[30]

- Au titre de l'année 2017, l'activité de Wafacash a été marquée par une tendance favorable de ses principaux indicateurs. Ainsi, le nombre de transactions global a affiché une progression de 10,8% atteignant 28,6 millions de transactions et les flux globaux se sont consolidés de 10,0% pour s'établir à 67,8 milliards de dirhams. Le rythme d'acquisition de la clientèle Hissab Bikhir a augmenté, quant à lui, de 8,4%.

L'activité de Wafacash a également été marquée par :

- L'enrichissement de l'offre PayCash par l'intégration dans la plate-forme de nouveaux partenaires : AIR FRANCE, TLS Contact et Auto Hall ;
- La signature d'un partenariat pour le transfert international avec Small World ;
- Le lancement d'un nouveau concept de distribution à travers le déploiement de 78 Kiosques implantés partout dans le royaume et dédiés à l'activité de Wafacash ;
- L'extension du réseau avec 184 nouveaux points de vente, portant le réseau à 1 783 agences à fin 2017 ;
- L'Obtention du prix CFI.co « Best Money Transfer Services Morocco » pour la 2ème année consécutive ;

[30] Source : Attijariwafa bank

- Lancement de « Yellow Challenge ». Il s'agit d'un programme de détection et d'accompagnement des startups et TPE innovantes, ayant la capacité de « disrupter » l'écosystème ;
- Et, le démarrage effectif de l'activité de Wafacash Central Africa au Cameroun le 1er novembre 2017.

Faits marquants 2018[31]

- Au titre de l'année 2018, l'activité de Wafacash a été marquée par l'obtention de l'agrément d'établissement de paiement par Bank Al Maghrib. Cet agrément a permis à la filiale cash d'étendre son activité aux services financiers digitalisés, notamment les comptes de paiement.
- Le réseau atteint 1 818 agences et 736 employés à fin décembre 2018.
- L'activité de Wafacash a également été marquée par :
  - Le lancement le 5 Juillet 2018 du premier compte de paiement au Maroc ;
  - L'enrichissement du service PayCash par la signature d'un nouveau partenariat avec Oriflame;
  - Le développement de l'offre BINGA par l'ajout de 4 nouveaux adhérents ;
  - L'extension du réseau avec 84 nouveaux points de vente, portant le réseau à 1 818 agences à fin 2018 ;
  - Et, l'obtention du prix « Elu Service Client de l'année 2019 ».

Au terme de l'exercice 2018, Wafa Cash a réalisé un produit net bancaire de 415,7 Mdh, en augmentation de 3,4% par rapport à l'exercice 2017. Cette progression du PNB a entraîné une croissance de 2,0% du résultat net pour atteindre 141,0 Mdh au 31 décembre 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Wafa Cash			
Siège social		15, rue Driss Lahrizi - Casablanca			
Montant du capital social	35.050.000 Dh	35 050 000 Dh	35 050 000 Dh	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Produit net bancaire	382,4 Mdh	402,0 Mdh	415,7 Mdh	5%	3%
Résultat net	135,7 Mdh	138,0 Mdh	141,0 Mdh	2%	2%
Situation nette	375,6 MDh	383,7Mdh	386,7 Mdh	2%	1%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	120,0 Mdh	130,0 Mdh	138,0 Mdh	8%	6%

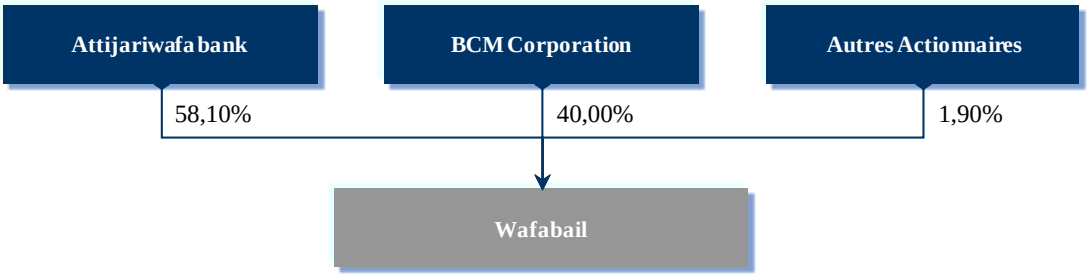
Source : Attijariwafa bank – Données sociales

[31] Source : Attijariwafa bank

Wafabail

Au 31 décembre 2018, l'actionnariat de la filiale leasing Wafabail se présente comme suit :

Actionnariat de Wafabail au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

Née du rapprochement entre Wafabail et Attijari Leasing, Wafabail est spécialisée dans le métier de crédit-bail, et plus précisément :

- Le financement de l'achat à crédit de tout matériel, article, produit pour tout usage et destination, de tout appareil ou article électroménager ainsi que tout mobilier et article d'ameublement, équipement de bureaux, véhicules automobiles, matériel à usage professionnel.
- Le financement de toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières.
- Le financement par crédit-bail pour l'acquisition de tous biens mobiliers ou immobiliers.

Faits marquants 2017[32]

- Au titre de l'année 2017, Wafabail a enregistré une évolution positive de son activité. En effet, la production globale s'est établie à 4,3 milliards de dirhams en accroissement de 6,6%.
- De son côté, l'encours financier s'est amélioré de 3,0% pour se situer à 12,1 milliards de dirhams.
- La filiale leasing se maintient en première position au niveau de l'activité crédit-bail avec une part de marché en encours de 25,9% à fin décembre 2017.

Faits marquants 2018[33]

- Au titre de l'année 2018, Wafabail a enregistré une évolution positive de son activité. En effet, la production globale s'est établie à 4,4 milliards de dirhams en accroissement de 3,2%.
- De son côté, l'encours financier s'est amélioré de 5,6% pour se situer à 12,8 milliards de dirhams.
- La filiale leasing se maintient en première position au niveau de l'activité crédit-bail avec une part de marché en encours de 26,2% à fin décembre 2018.

[32] Source : Attijariwafa bank
[33] Source : Attijariwafa bank

Au terme de l'exercice 2018, Wafabail a réalisé un produit net bancaire de 359,4 Mdh, en baisse de 6% par rapport à 2017. Le résultat net s'est inscrit en baisse de 3% pour atteindre 123,7 Mdh au 31 décembre 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 18/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Wafabail			
Siège social		Rue Abdelkader El Mazini-ex Corneil, angle Moulay Youssef			
Montant du capital social	150 000 000 Dh	150 000 000 Dh	150 000 000 Dh	-	-
% de capital détenu	97,83%*	98,1%*	98,1%*	-	-
% des droits de vote	97,83%	98,1%*	98,1%*	-	-
Produit net bancaire	307,6 Mdh	381,9 Mdh	359,4 Mdh	24%	-6%
Résultat net	119,0 Mdh	127,1 Mdh	123,7 Mdh	7%	-3%
Situation nette	899,5 Mdh	960,6 Mdh	1 024,3 Mdh	7%	7%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	38,2 Mdh	38,3 Mdh	34,9 Mdh	0%	0%

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *dont 40,0% appartenant à la société « BCM Corporation »

Wafa LLD

Wafa LLD est spécialisée dans la location de voiture longue durée. Cette formule consiste en la mise à disposition d'une entreprise d'un ou de plusieurs véhicules neufs pour un kilométrage et une durée convenus à l'avance (de 12 à 60 mois) et moyennant une redevance mensuelle fixe incluant des services souscrits à la carte (entretien et maintenance, gestion des pneumatiques, assurance, assistance et gestion des sinistres, fourniture du véhicule de remplacement, gestion de carburants).

Faits marquants 2017[34]

- Au titre de l'année 2017, le marché de l'automobile au Maroc évolue favorablement avec 168 593 véhicules vendus, en progression de 3,4% par rapport à l'année 2016.
- Wafa LLD gère une flotte de 5 413 véhicules, suite à la mise en circulation de 1 535 nouveaux véhicules et la cession de 1 025 véhicules.
- Par ailleurs, la filiale de Location Longue Durée compte dans son portefeuille clientèle les plus grandes entreprises et administrations publiques du Maroc. Sa part de marché s'établit à plus de 18%.

Faits marquants 2018[35]

- Au titre de l'année 2018, le marché de l'automobile au Maroc évolue favorablement avec 177 359 véhicules vendus, en progression de 5,2% par rapport à l'année 2017. Cette évolution est redevable aux hausses respectives des voitures du tourisme (+5,0% à 163 074 unités) et des véhicules utilitaires légers (+6,8% à 14 285 unités).
- Wafa LLD gère une flotte de 5 792 véhicules, suite à la mise en circulation de 1 459 nouveaux véhicules et la cession de 1 081 véhicules.
- Par ailleurs, la filiale de Location Longue Durée compte dans son portefeuille clientèle les plus grandes entreprises et administrations publiques du Maroc. Sa part de marché s'établit à plus de 18%.

Au terme de l'exercice 2018, Wafa LLD a réalisé un chiffre d'affaires de 223,8 Mdh, en augmentation de 4,9% par rapport à 2017. Cette progression du chiffre d'affaires a été accompagnée par une forte

[34] Source : Attijariwafa bank
[35] Source : Attijariwafa bank

hausse du résultat net, pour atteindre 13,3 Mdh à fin 2018. La baisse de la situation nette de Wafa LLd s'explique par l'intégration de dividende en 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Wafa LLD			
Siège social		5, boulevard Abdelmoumen - Casablanca			
Montant du capital social	20 000 Kdh	20 000 Kdh	20 000 Kdh	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Chiffre d'affaires	204,0 Mdh	213,3 Mdh	224,5 Mdh	5%	5%
Résultat net	10,6 Mdh	10,9 Mdh	13,2 Mdh	3%	21%
Situation nette	43,6 Mdh	44,5 Mdh	38,3 Mdh	2%	-14%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	20,0 Mdh	10,0 Mdh	19,5 Mdh	-50%	95%

Source: Attijariwafa bank – Données sociales

Bank Assafa

Bank Assafa, filiale d'Attijariwafa bank, a été créée et agrée en 2017 en tant que Banque Participative, suivant la décision du Wali de Bank Al-Maghrib n°60 du 17 Avril 2017.

Le lancement officiel de la banque a eu le lieu au cours du mois de juillet 2017 avec un capital de 350 millions de dirhams.

Faits marquants 2017[36]

- Lancement de la banque courant mois de Juillet 2017 ;
- Commercialisation de la Mouarabaha Immobilière suite à la validation des contrats par le CSO ;
- A fin décembre 2017, Bank Assafa réalisé un produit net bancaire de 704 Kdhs. Les performances financières de Bank Assafa à fin 2017 ont été influencées par le poids des investissements de lancement de la structure bancaire. En effet, et conformément à son plan de développement stratégique, l'année de 2017 a représenté un challenge important pour Bank Assafa. Un effort particulièrement important a été opéré dans le renforcement des équipes, le développement du réseau commercial.

Faits marquants 2018[37]

- Leader du marché bancaire participatif marocain, Bank Assafa détient plus de 60% de parts de marché en termes de financements et de dépôts ;
- Bank Assafa compte plus de 37 000 clients, dispose de 35 agences commerciales réparties dans les différentes régions du royaume, de 2 agences mobiles et d'une agence digitale ;
- Commercialisation de la Mouarabaha Auto suite à la validation des contrats par le CSO ;
- Signature du premier contrat de refinancement participative « WAKALA BI LISTITMAR » ;
- Bank Assafa dispose de moyens humains et techniques en développement continu. D'une part son réseau formé de 297 collaborateurs. D'autre part, une équipe projet informatique IMAL up to date par rapport aux best practices en la matière.

[36] Source : Attijariwafa bank
[37] Source : Attijariwafa bank

- Augmentation de capital en cours de 250 Mdh dont 150 Mdh qui feront l'objet d'une libération immédiate.
- En termes de capital humain, le recrutement de 77 collaborateurs a permis de porter l'effectif total de la banque à 311 à fin 2018.

Au 31 décembre 2018, la banque affiche un :

- Total Bilan : 3,2 milliards de dh ;
- Encours Mourabaha Immobilier : 2,5 milliards de dhs ;
- Encours Mourabaha Auto : 220 millions de dhs. ;
- Total Dépôts : plus de 1 milliard de dhs ;

En 2018, Bank Assafa a réalisé un produit net bancaire de 30,9 Mdh. Les capitaux propres au 31 Décembre 2018 s'élève à 184,2 Mdh, en baisse de 36,7% par rapport à 2017.

	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 18/17
Dénomination sociale	Bank Assafa		
Siège social	163, Avenue Hassan II - Casablanca		
Montant du capital social	350 000 Kdh	350 000 Kdh	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	-
Total Bilan	901,3 Mdh	3 207,3 Mdh	>100,0%
Produit net bancaire	0,7 Mdh	30,9 Mdh	>100,0%
Résultat net	-58,8 Mdh	-107,0 Mdh	82%
Situation nette	291,2 Mdh	184,2 Mdh	-37%

Source: Attijariwafa bank

Attijari Titrisation

Attijari Titrisation, filiale d'Attijariwafa bank ayant pour objet exclusif la gestion et la promotion des fonds de placement collectif en titrisation, a été agréée le 1er janvier 2015 en tant qu'établissement gestionnaire de FPCT.

Suite à la promulgation de la nouvelle loi sur la titrisation des actifs en 2013 sur la titrisation de septembre 2013, le groupe Attijariwafa bank a complété sa gamme de produits de financement par la titrisation avec une palette étoffée et diversifiée dans les métiers de titrisation, destinée à la communauté financière, aux Grandes Entreprises et aux Institutionnels notamment les caisses de retraites, les assurances et les gérants d'actifs.

Attijari Titrisation propose des montages financiers basés sur la titrisation au service des entreprises et des investisseurs. Sa mission consiste à offrir à ses clients la meilleure technique de titrisation qui leur permet de transformer leurs actifs non liquides en titres financiers pouvant être placés auprès davantage d'investisseurs et contribuer au financement spécifique du projet.

Attijari Titrisation propose une large gamme de services, dont :

- Titrisation des créances financières ;
- Titrisation des créances commerciales existantes ou futures ;
- Titrisation d'actifs immobiliers ;
- Financement par Emission de Sukuk.

En 2017, Attijari Titrisation a lancé son premier fonds à compartiment « FT MIFTAH » ainsi que son premier compartiment « MIFTAH Fonctionnaires » pour une émission globale de 1 Milliard de Dh.

L'initiateur de cette opération est Attijariwafa bank qui a cédé au fonds un portefeuille de crédit hypothécaire octroyés aux fonctionnaires de l'état marocain. Cette opération a permis à Attijariwafa bank un financement à long terme avec un coût réduit ainsi qu'une meilleure gestion Actif/Passif.

En 2018, Attijari Titrisation a lancé 2 fonds de titrisation dont les initiateurs sont respectivement Attijariwafa bank et Wafasalaf pour un montant global de 2,1 Milliard MAD. L'actif sous gesttion s'établit à 3 Milliards en fin 2018.

Wafasalaf et Attijari Trisation ont signé un accord portant sur la titrisation d'un montant d'un milliard de dirhams sur 5 ans. Une première enveloppe de 250 MDH de crédits octroyés aux fonctionnaires a été titrisée sous forme d'un appel public à l'épargne.

L'opération de titrisation de crédits à la consommation pour le compte d'Attijariwafa bank a porté quant à elle sur un montant de 1,8 milliard de dirhams. L'opération a pour objectif la diversification des moyens de financement d'Attijariwafa bank ainsi que l'optimisation de ses fonds propres.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale			Attijari Titrisation		
Siège social			163, Avenue Hassan II - Casablanca		
Nombre de titre détenus	11 400 actions	11 400 actions	11 400 actions	-	-
Montant du capital social	11 400 000 Dh	11 400 000 Dh	11 400 000 Dh	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Chiffre d'affaires	0,2 Mdh	4,2 Mdh	12,4 Mdh	>100,0%	>100,0%
Résultat net	-3,8 Mdh	-0,4 Mdh	7 Mdh	>100,0%	>100,0%
Situation nette	3,2 Mdh	2,8 Mdh	9,9 Mdh	-13%	>100,0%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	-	-	-	-	-

Source: Attijariwafa bank

Attijari Factoring Maroc

Attijari Factoring est spécialisée dans la réalisation de toutes les opérations de factoring export, import et domestique. Elle s'engage par contrat vis-à-vis de ses sociétés clientes à :

- couvrir le risque d'impayés de leurs clients marocains et étrangers ;
- prendre en charge la gestion des comptes clients et le recouvrement des créances ;
- assurer le financement des factures.

Attijari Factoring est membre de Factors Chain International, le réseau d'affacturage mondial regroupant 372 correspondants.

Faits marquants 2017[38]

- Malgré la baisse continue constatée au niveau du marché marocain du Factoring et la forte pression concurrentielle en 2017, Attijari Factoring (AFM) a maintenu sa position de leader et a réalisé, ainsi, une progression de près de 3% de son activité passant de 15 563 millions de dirhams à 15 970 millions de dirhams. Cette évolution est notamment due à :
    - la couverture par AFM de tous les segments de la clientèle (Corporate, PME et TPE) ;
    - et à la mise en place d'une offre variée de produits et services à forte valeur ajoutée.
- Dans le cadre de l'accompagnement des TPE et PME initié par notre groupe, la filiale Factoring a fortement augmenté ses concours à destination de cette population (soit respectivement +42% et +15%).

[38] Source : Attijariwafa bank

- AFM a enregistré une très forte progression de +12 % de sa production Confirming contribuant largement au financement des TPE et PME.

Faits marquants 2018[39]

- Attijari Factoring est membre de Factors Chain International, le réseau d'affacturage mondial regroupant 372 correspondants.
- Sur un marché en forte baisse de la production et des encours, conséquence d'une détérioration du risque vendeur, de la persistance de l'allongement des délais de paiement et de l'aggravation du taux de défaillance financière des débiteurs, AFM a réalisé une production de 16,2 Milliards de dhs contre 16,0 Mrds dh, soit une légère progression de 1,35% et ce malgré la perte d'un volume exceptionnel de 1,8 Milliard dhs dû notamment à une baisse très significative de la production et l'activité de la clientèle corporate, et arrêt de certaines opérations Spot pour un problème de marge.
- Au niveau des indicateurs, le produit net bancaire se fixe à 82,9 millions de dirhams et le résultat financier net s'établit à 31,0 millions de dirhams.
- Mise en place avec succès du projet de financement des créances TVA sur la DGI avec la gestion d'une production exceptionnelle de plus de 10,9 Milliards de dhs.
- Démarrage du contrat Confirming de COSUMAR et ses quatre filiales pour 700 millions de dhs par an qui devrait constituer la plateforme du premier projet de financement à travers un écosystème.
- L'exercice 2018 a été marqué aussi par une production factoring exceptionnelle de 10,9 milliards de dirhams dans le cadre de l'opération « financement TVA ».

Au titre de l'exercice 2018, le résultat net d'Attijari Factoring s'est établi à 31,0 Mdh, en baisse de 8,3% par rapport à 2017.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Attijari Factoring			
Siège social		2, boulevard Moulay Youssef - Casablanca			
Montant du capital social	30 000 Kdh	30 000 Kdh	30 000 Kdh	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Produit net bancaire	77,1 Mdh	82,4 Mdh	82,9 Mdh	7%	1%
Résultat net	32,1 Mdh	33,8 Mdh	31,0 Mdh	5%	-8%
Situation nette	175,6 Mdh	209,3 Mdh	240,3 Mdh	19%	15%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	Néant	Néant	Néant	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales

Banque de Détail à l'International

Attijariwafa bank Egypt

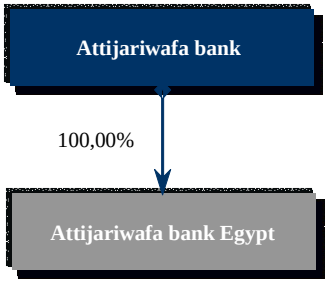
Au cours du premier semestre 2017, Attijariwafa bank a finalisé l'acquisition de 100% du capital de Barclays Bank Egypt, après l'obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires requises.

Cette transaction permet au Groupe de s'implanter dans une économie de taille importante aux perspectives de croissance significatives et d'étendre son réseau au sein d'une économie africaine riche d'une population de 92 millions d'habitants.

Elle ouvre aussi la voie au développement du Groupe au Moyen Orient et en Afrique de l'Est.

[39] Source : Attijariwafa bank

Organigramme juridique au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

Faits marquants 2017[40]

- Au cours du premier semestre 2017, Attijariwafa bank a finalisé l'acquisition de 100% du capital de Barclays Bank Egypt, après l'obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires requises.
- Cette transaction permet au Groupe de s'implanter dans une économie de taille importante aux perspectives de croissance significatives et d'étendre son réseau au sein d'une économie africaine riche d'une population de 96 millions d'habitants. Elle ouvre aussi la voie au développement du Groupe au Moyen Orient et en Afrique de l'Est.
- Dès la prise de contrôle, les équipes se sont attelées à l'élaboration du plan stratégique 2022 d'Attijariwafa bank Egypt. À l'horizon de ce plan, Attijariwafa bank Egypt se donne pour objectif de renforcer significativement sa position dans le paysage bancaire égyptien.
- Activité : Progression des dépôts et des crédits respectivement de 18% et de 32% entre 2016 et 2017. Parts de marché de 0,7% pour les dépôts et de 0,8% pour les crédits à fin 2017.
- Indicateurs d'efficience opérationnelle et de rentabilité : coefficient d'exploitation à 39,1%, RoE à 31,8% et RoA à 4,0%.
- Attijariwafa bank Egypt devient 2ème contributeur au résultat net part du groupe avec une contribution de 8 mois de résultat, soit 7,4% du RNPG (9,7%* sur 12 mois).

Faits marquants 2018[41]

- Réussite du programme de la transformation des SI globale de la banque et lancement du plan de développement stratégique.
- Activité : les dépôts et des crédits ses sont établis respectivement à 13,1 Mrds Dh et 7,8 Mrds Dh en 2018. A fin décembre 2018, Attijariwafa bank Egypt compte 56 agences, chiffre constant comparé à 2017.
- Contribution aux comptes consolidés : Attijariwafa bank Egypt représente le 4ème contributeur au résultat net part du groupe, soit 5,1%.
- Part de marché dépôts : 0,65%.
- Part de marché crédits : 0,81%.
- Au titre de l'année 2018, Attijariwafa bank Egypt réalise une croissance significative de ses principaux indicateurs dans un environnement marqué par une forte croissance des crédits et par un élargissement des marges d'intérêt.
- Attijariwafa bank Egypt affiche, en 2018, des niveaux de rentabilité et de capitalisation très satisfaisants (RoE de 17,6%, RoA de 2,2% en 2018).

[40] Source : Attijariwafa bank
[41] Source : Attijariwafa bank

Attijariwafa bank Egypt a clôturé l'année 2018 avec un produit net bancaire de près de 1 208 Mdh, en baisse par rapport à 2017. A fin 2018, le résultat net s'établit à 364 Mdh, en baisse par rapport au résultat net réalisé en 2017 qui avait bénéficié d'un environnement favorable des taux.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale	Attijariwafa bank Egypt				
Siège social	Star Capital A1-City Stars, Ali Rashed Street, Nasr City, Cairo 11361, Egypt				
Montant du capital social	995 129 KEGP (soit 554 Mdh)	995 129 KEGP (soit 527 Mdh)	995 129 KEGP (soit 528 Mdh)	-	-
% de capital détenu	0,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	0,00%	100,00%	100,00%	-	-
Produit net bancaire	1 950 M EGP (soit 2 019 Mdh)	2 478 M EGP (soit 1 351 Mdh)	2 290 M EGP (soit 1 208 Mdh)	27%	-8%
Résultat net	663 M EGP (soit 687 Mdh)	1 112 M EGP (soit 606 Mdh)	689 M EGP (soit 364 Mdh)	68%	-38%
Situation nette	3 348 M EGP (soit 1865 Mdh)	4 612 M EGP (soit 2 460 Mdh)	4 613 M EGP (soit 2 460 Mdh)	38%	0%
Total bilan	23 578 M EGP (soit 13 131 Mdh)	27 875 M EGP (soit 14 765 Mdh)	31 762 M EGP (soit 16 939 Mdh)	18%	14%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	N/D	N/D	Néant	-	-
Cours de change (EGP / MAD)*	0,5569	0,5297	0,5333	-	-
Cours de change (EGP / MAD)**	1,0357	0,5451	0,5275	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

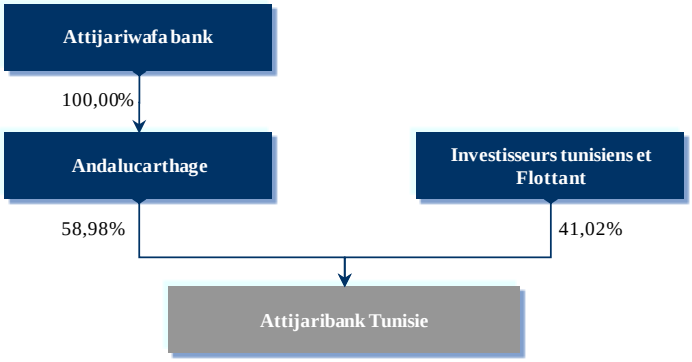
Attijari bank Tunisie

Dans le cadre d'un consortium constitué avec Grupo Santander, Attijariwafa bank a acquis, fin 2005, 53,54% du capital de la Banque du Sud en Tunisie (devenue en décembre 2006 Attijari bank Tunisie), dans le cadre de l'achèvement de son processus de privatisation. Cette opération vise à promouvoir les flux commerciaux et d'investissements entre la Tunisie et le Maroc, mais également avec l'Espagne.

Autrefois dénommé Banque du Sud, l'introduction de la banque à la côte de la bourse a eu lieu en octobre 1990. Les actions de Attijari bank Tunisie sont négociées sur le marché principal de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

La participation d'Attijariwafa bank dans Attijari bank Tunisie (58,98%) est portée par la holding Andalucarthage.

Organigramme juridique au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

Faits marquants 2017[42]

- Emission d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 60 millions de dinars tunisiens ;
- Attijari bank Tunisie, élue « STP Award 2016 » par la Commerzbank, pour l'excellence de son service dans le traitement des paiements commerciaux et transferts financiers sur le compte Euro.
- Attijaribank Tunisie, distinguée « Meilleure Entreprise Engagée dans la Promotion de l'Artisanat Tunisien » lors de sa participation à l'évènement « Notre Belle Tunisie » organisé par la Chambre Régionale des Femmes Chefs d'Entreprise de l'Ariana.
- Attijari bank Tunisie, primée « meilleure banque en Tunisie en 2017 » par le magazine the Banker, pour la quatrième année consécutive.
- Développement du réseau d'agences pour le porter à 207 agences à fin décembre 2017.
- Activité : Progression des dépôts et des crédits respectivement de 10% et de 17% entre 2016 et 2017. Parts de marché de 10,7% pour les dépôts et de 8,9% pour les crédits à fin 2017.
- Indicateurs d'efficience opérationnelle et de rentabilité : coefficient d'exploitation à 47,5%, RoE à 31,8% et RoA à 1,7%.
- Légère hausse de la contribution au RNPG due au recul du cours de change. Le RNPG aurait progressé de 15,0% à cours de change constant.

Faits marquants 2018[43]

- Activité : variation des dépôts et des crédits respectivement de +13% et de +4% entre 2017 et 2018. A fin 2018, Attijari bank Tunisie compte 207 agences, chiffre constant comparé à 2017.
- Contribution aux comptes consolidés : la contribution au PNB est de 6,8% (6,9% en 2017), et une contribution au RNPG de +5,1% (4,9% en 2017).

[42] Source : Attijariwafa bank
[43] Source : Attijariwafa bank

- Attijari bank a reçu, pour la seconde année consécutive, le prix «STP (Straight Through Processing) Awards 2017 ». Ce prix a été décerné le 14 juin 2018 à Attijari bank Tunisie par son correspondant allemand, la Commerzbank, et reflète l'excellence de ses services dans le traitement des paiements commerciaux et transferts financiers sur son compte en EURO auprès de ce correspondant.
- Coefficient opérationnel :
    - Coefficient d'exploitation : 46,9%
    - ROE : 29,5%
    - ROA : 1,7%

Au titre de l'exercice 2018, le résultat net d'Attijari bank Tunisie s'est établi à 517 Mdh, soit une progression de 11,7% par rapport à 2017. Pour sa part, son produit net bancaire a connu une augumentation de 20,6% pour atteindre 1 557 Mdh à fin 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Attijari bank Tunisie			
Siège social		–24, rue Hedi Karray – Centre Urbain Nord – 1080 Tunis			
Montant du capital social	198 741 450 TND (soit 870 Mdh)	198 741 450 TND (soit 756 Mdh)	203 709 985 TND (soit 650 Mdh)	-	3%
% de capital détenu	58,98%	58,98%	58,98%	-	-
% des droits de vote	58,98%	58,98%	58,98%	-	-
Produit net bancaire	317 MTD (soit 1 457 Mdh)	362 MTD (soit 1 469 Mdh)	436 MTD (soit 1 557 Mdh)	14%	21%
Résultat net	107 MTD (soit 492 Mdh)	130 MTD (soit 527 Mdh)	145 MTD (soit 517 Mdh)	21%	12%
Situation nette	488 MTD (soit 2 135 Mdh)	538 MTD (soit 2 047 Mdh)	636 MTD (soit 2 029 Mdh)	10%	18%
Total Bilan	6 869 MTD (soit 30 064 Mdh)	7 818 MTD (soit 29 744 Mdh)	8 569 MTD (soit 27 352 Mdh)	14%	10%
Montant des dividendes perçus en N par Andalucarthage au titre de l'exercice N-1	N/A	200 Mdh	Néant	-	-
Cours de change (TND / MAD)*	4,3769	3,8044	3,1921	-	-
Cours de change (TND / MAD)**	4,598	4,0586	3,5681	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

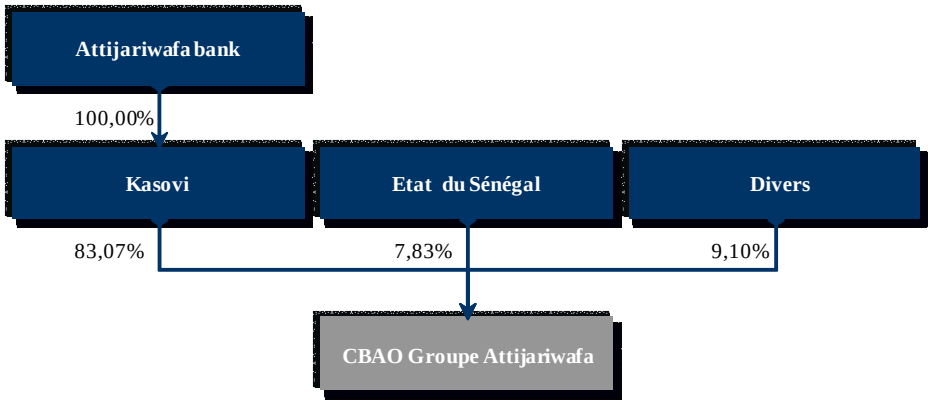
CBAO Groupe Attijariwafa bank

CBAO Groupe Attijariwafa bank est la dénomination de l'entité issue de l'acquisition par Attijariwafa bank de 83,07% du capital de la CBAO et du rapprochement en juin 2008 entre CBAO et Attijari bank Sénégal (entité issue du rapprochement, en juillet 2007, entre Attijariwafa bank Sénégal et la Banque Sénégalo-Tunisienne).

La participation d'Attijariwafa bank dans CBAO Groupe Attijariwafa bank est portée par la holding Kasovi.

En 2015, Attijariwafa bank a renforcé sa participation dans le capital de CBAO Groupe Attijariwafa bank pour la ramener à 83,0% contre 51,9% précédemment.

Organigramme juridique au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

A noter que le reliquat du capital est détenu par l'Etat sénégalais et par d'autres actionnaires privés.

Faits marquants 2017[44]

- Organisation de la 2éme édition du club Afrique Développement les 6 et 7 octobre 2017 autour du thème : développement de nouvelles villes « le cas de Diamniadio ».
- Participation en mai 2017 au programme Smart Up à travers 54 porteurs de projets pour la sélection du lauréat devant représenter le Sénégal au Maroc.
- Engagement de la CBAO dans les projets relatifs à la mise en place d'un nouveau dispositif prudentiel Bâle II et Bâle III visant à améliorer la qualité de l'information financière et l'instauration d'une meilleure gestion des risques.

Faits marquants 2018[45]

- Activité : croissance des dépôts et des crédits. A fin 2018, CBAO Groupe Attijariwafa bank les dépôts et crédits croient respectivement de 11% et 12%.
- Contribution aux comptes consolidés : la contribution au RNPG passe de 5,2% en 2017 à 5,5% en 2018.
- Au terme de l'année 2018, les dépôts de la CBAO se sont renforcés de 9,2% à 13,0 milliards de dirhams. De son côté, l'encours des crédits nets est passé de 9,9 milliards de dirhams en 2017 à 10,8 milliards de dirhams en 2018, enregistrant une croissance de 9,4%.

[44] Source : Attijariwafa bank
[45] Source : Attijariwafa bank

Au 31 décembre 2018, CBAO Groupe Attijariwafa bank a réalisé un produit net bancaire de 1 201 Mdh, en hausse par rapport à 2017, et un résultat net de 395 Mdh, en hausse de 29,9% par rapport à 2017.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		CBAO Groupe Attijariwafa bank			
Siège social		1, Place de l'Indépendance BP 129 – Dakar Sénégal			
Montant du capital social	11 450 M FCFA (soit 188 Mdh)	11 450 M FCFA (soit 195 Mdh)	11 450 M FCFA (soit 190 Mdh)	-	-
% de capital détenu	83,01%	83,01%	83,01%	-	-
% des droits de vote	83,07%	83,07%	83,07%	-	-
Produit net bancaire	65 085 M FCFA (soit 1 074 Mdh)	65 478 M FCFA (soit 1 093 Mdh)	71 087M FCFA (soit 1 201 Mdh)	1%	9%
Résultat net	12 975 M FCFA (soit 231 Mdh)	18 005 M FCFA (soit 217 Mdh)	23 385 M FCFA (soit 289 Mdh)	39%	30%
Situation nette	84 720 M FCFA (soit 1 372 Mdh)	90 916 M FCFA (soit 1 546 Mdh)	99 568 M FCFA (soit 1 663 Mdh)	7%	10%
Total Bilan	953 686 M FCFA (soit 14 450 Mdh)	991 882 M FCFA (soit 16 862 Mdh)	1 028 968 M FCFA (soit 17 184 Mdh)	4%	4%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	6,8 Mdh	7,95 Mdh	Néant	17%	-
Cours de change (FCFA / MAD)*	0,0162	0,017	0,0167	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)**	0,0165	0,0167	0,0169	-	-

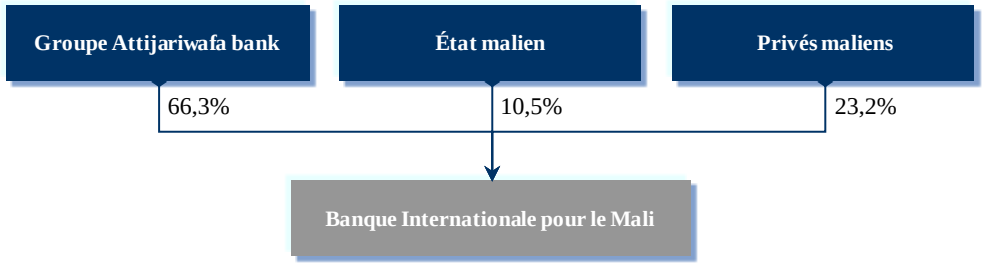
Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

La Banque Internationale pour le Mali

Dans le cadre d'un consortium constitué avec l'ONA et Al Mada, Attijariwafa bank a acquis, en août 2008, 51% de la Banque Internationale pour le Mali.

Le capital social de la Banque Internationale pour le Mali se répartit comme suit :

Répartition du capital social de la Banque Internationale pour le Mali au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

Faits marquants 2017[46]

- Au titre de l'exercice 2017, les crédits nets distribués ainsi que les dépôts des clients ont respectivement progressé de 9,9% et de 3,9% pour s'établir à 3 814 Mdh de crédits nets distribués et 4 862 Mdh de dépôts des clients.
- Parallèlement, le nombre de clients, et d'agences et bureaux de la Banque Internationale pour le Mali ont respectivement augumenté de 14,0% et baissé de 3,6%, afin d'atteindre 247 989 clients et un réseau de 80 agences et bureaux à fin 2017.

Faits marquants 2018[47]

- Au titre de l'exercice 2018, les crédits nets ainsi que les dépôts des clients ont respectivement baissés de 3,9% et 3,2%, s'établissant à 3 664 Mdh et 4 706 Mdh.
- Parallèlement, le nombre de clients a augumenté de 4,4% par rapport au 31 décembre 2017 afin d'atteindre 258 848 clients, tandis que le nombre d'agences et bureaux de la Banque Internationale pour le Mali a baissé de 8,8%, avec un réseau de 73 agences et bureaux à fin 2018.

La Banque Internationale pour le Mali a clôturé l'année 2018 avec un produit net bancaire de 341 Mdh, en baisse de 8,2% par rapport à l'année 2017, et un résultat net en hausse de 599,6% sur la période pour s'établir à près de 9 Mdh à fin 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale	Banque Internationale pour le Mali				
Siège social	Boulevard de l'Indépendance Bamako - Mali				
Montant du capital social	10 006 M FCFA (soit 162,5 Mdh)	10 006 M FCFA (soit 170,0 Mdh)	10 006 M FCFA (soit 165,8 Mdh)	-	-
% de capital détenu	51,00%	51,00%	51,00%	-	-
% des droits de vote	51,00%	51,00%	51,00%	-	-
Produit net bancaire	18 711 M FCFA (soit 309 Mdh)	21 970 M FCFA (soit 367 Mdh)	20 177 M FCFA (soit 341 Mdh)	17%	-8%
Résultat net	109 M FCFA (soit 2 Mdh)	71 M FCFA (soit 1 Mdh)	505 M FCFA (soit 9 Mdh)	-35%	611%
Situation nette	22,1 Mrds FCFA (soit 358 Mdh)	22,2 Mrds FCFA (soit 377 Mdh)	32,4 Mrds FCFA (soit 541 Mdh)	0%	46%
Total Bilan	408 006 M FCFA (soit 6 610 Mdh)	389 673 M FCFA (soit 6 624 Mdh)	380 189 M FCFA (soit 6 349 Mdh)	-4%	-3%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	Néant	Néant	Néant	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)*	0,0162	0,017	0,0167	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)**	0,0165	0,0167	0,0169	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

[46] Source : Attijariwafa bank
[47] Source : Attijariwafa bank

Union Gabonaise de Banques

Conformément à l'accord conclu le 25 novembre 2008 avec le Crédit Agricole S.A, Attijariwafa bank a finalisé, en septembre 2009, l'acquisition de 58,71% du capital de l'Union Gabonaise de Banques.

Le reliquat du capital est détenu pat l'Etat gabonais (26%) et par un flottant (15%).

Faits marquants 2017[48]

- Au titre de l'exercice 2017, le nombre de clients de la filiale gabonaise d'Attijariwafa bank a augumenté de 3,2% afin d'atteindre 106 113 clients. Le réseau d'agences et bureaux demeure inchangé depuis l'exercice 2016, et s'établit à 21 agences et bureaux à fin 2017.
- Parallèlement, au cours de la même période, les crédits nets distribués ainsi que les dépôts des clients ont respectivement baissé de 11,8% et de 3,4% pour s'établir à 4 632 Mdh de crédits nets distribués et 5 359 Mdh de dépôts des clients.

Faits marquants 2018[49]

- Signature d'une convention pour la participation de l'Union Gabonaise de Banque à la Bourse de l'excellence à l'instar du Groupe au Maroc.
- Au titre de l'exercice 2018, le nombre de clients, et d'agences et bureaux de la filiale gabonaise d'Attijariwafa bank ont respectivement augumenté de 5,1% et 4,8%, afin d'atteindre 111 119 clients et un réseau de 22 agences et bureaux à fin 2018.
- Au titre de l'exercice 2018, les crédits nets ainsi que les dépôts des clients ont varié respectivement de -4,7% et +9,7%.

Au 31 décembre 2018, l'Union Gabonaise de Banque a réalisé un produit net bancaire de 796 Mdh, en amélioration de 7,2% par rapport à 2017. Le résultat net de la banque a enregistré une hausse de 9,7% au titre de la même période, pour s'établir à près de 229 Mdh à fin 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale	Union Gabonaise de Banque				
Siège social	Avenue du Colonel Parant BP 315 Libreville - Gabon				
Montant du capital social	10 000 M FCFA (soit 162 Mdh)	10 000 M FCFA (soit 170 Mdh)	10 000 M FCFA (soit 164 Mdh)	-	-
% de capital détenu	58,71%	58,71%	58,71%	-	-
% des droits de vote	58,71%	58,71%	58,71%	-	-
Produit net bancaire	39 210 M FCFA (soit 647 Mdh)	43 913 M FCFA (soit 733 Mdh)	47 090 M FCFA (soit 796 Mdh)	12%	7%
Résultat net	10 949 M FCFA (soit 181 Mdh)	12 362 M FCFA (soit 206 Mdh)	13 561 M FCFA (soit 229 Mdh)	13%	10%
Situation nette	29 064 M FCFA (soit 571 Mdh)	31 346 M FCFA (soit 533 Mdh)	34 895 M FCFA (soit 583 Mdh)	8%	11%
Total Bilan	461 531 M FCFA (soit 7 477 Mdh)	385 317 M FCFA (soit 6 550 Mdh)	443 792 M FCFA (soit 7 411 Mdh)	-17%	15%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	55,0 Mdh	70,0 Mdh	Néant	27%	-
Cours de change (FCFA / MAD)*	0,0162	0,017	0,0167	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)**	0,0165	0,0167	0,0169	-	-

[48] Source : Attijariwafa bank
[49] Source : Attijariwafa bank

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

Crédit du Congo

Conformément à l'accord conclu le 25 novembre 2008 avec le Crédit Agricole S.A, Attijariwafa bank a finalisé, en septembre 2009, l'acquisition de 91% du capital du Crédit du Congo, 1ère banque congolaise.

Le reliquat du capital (9%) est détenu par l'Etat congolais.

Faits marquants 2017[50]

- Au titre de l'exercice 2017, le nombre de clients, et d'agences et bureaux de la filiale congolaise d'Attijariwafa bank ont respectivement augumenté de 6,5% et baissé de 42,9%, afin d'atteindre 57 613 clients et un réseau de 19 agences et bureaux à fin 2017.
- Parallèlement, au cours de la même période, les crédits nets distribués ainsi que les dépôts des clients sont respectivement en baisse de 12,2% et de 11% pour s'établir à 2 348 Mdh de crédits nets distribués et 2 948 Mdh de dépôts des clients.

Faits marquants 2018[51]

- Au titre de l'année 2018, le nombre d'agences et bureaux de la filiale congolaise d'Attijariwafa bank a augumenté de 5,3%, afin d'atteindre 20 agences et bureauxà fin 2018.
- Au titre de l'exercice 2018, les crédits nets ainsi que les dépôts des clients ont varié respectivement de -10% et +3%.

Au 31 décembre 2018, le produit net bancaire du Crédit du Congo s'établit à près de 359 Mdh contre 382 Mdh à fin 2017. Le résultat net a également enregistré une baisse de 20,2% et s'établit à 102 Mdh à fin 2018. La situation nette est en baisse, et ce en raison du repli du résultat net.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Crédit du Congo			
Siège social		Avenue Amilcar Cabral			
Montant du capital social	10 477 M FCFA (soit 170 Mdh)	10 477 M FCFA (soit 178 Mdh)	10 477 M FCFA (soit 174 Mdh)	-	-
% de capital détenu	91,00%	91,00%	91,00%	-	-
% des droits de vote	91,00%	91,00%	91,00%	-	-
Produit net bancaire	21 568 M FCFA (soit 356 Mdh)	22 890 M FCFA (soit 382 Mdh)	21 239 M FCFA (soit 359 Mdh)	6%	-7%
Résultat net	6 368 M FCFA (soit 105 Mdh)	7 579 M FCFA (soit 126 Mdh)	6 047 M FCFA (soit 102 Mdh)	19%	-20%
Situation nette	22 379 M FCFA (soit 369 Mdh)	24 195 M FCFA (soit 404 Mdh)	23 809 M FCFA (soit 402 Mdh)	8%	-2%
Total Bilan	278 853 M FCFA (soit 4 517 Mdh)	222 459 M FCFA (soit 3 785 Mdh)	220 309M FCFA (soit 3 678 Mdh)	894%	-1%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	81,5 Mdh	71,8 Mdh	Néant	-12%	-
Cours de change (FCFA / MAD)*	0,0162	0,017	0,0167	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)**	0,0165	0,0167	0,0169	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

[50] Source : Attijariwafa bank
[51] Source : Attijariwafa bank

Société Ivoirienne de Banque

Conformément à l'accord conclu le 25 novembre 2008 avec le Crédit Agricole S.A, Attijariwafa bank a finalisé, en septembre 2009, l'acquisition de 51% du capital de la Société Ivoirienne de Banque (SIB), 6ème banque ivoirienne. Le reliquat du capital est détenu par l'Etat ivoirien.

Faits marquants 2017[52]

- Croissance des dépôts et des crédits (8% et 5% respectivement entre 2016 et 2017) et parts de marché de 9,2% pour les dépôts et 10,4% pour les crédits à fin Septembre 2017
- Niveau élevé de rentabilité et d'efficience opérationnelle : coefficient d'exploitation à 48,5% (-1,6 point), RoE à 37,5% (-4,1 points)
- Hausse de 10,9% de la contribution au RNPG (+22,7% à périmètre constant*) et augmentation de 13,3% de la contribution au PNB
- Emission par SIB d'un emprunt obligataire subordonné le 29 décembre 2017 d'un montant de 10 milliards de FCFA. Il est scindé en 200 obligations de valeur nominale de 50 millions de FCFA et de maturité 7 ans, avec un rendement HT de 7.5% par an.

Faits marquants 2018[53]

- Au terme de l'année 2018, les dépôts de la SIB se sont élevés à 13,0 milliards de dirhams, marquant une hausse de 16,2%. L'encours des crédits nets s'est accru, quant à lui, de 14,1% s'établissant à 12,0 milliards de dirhams.
- Contribution aux comptes consolidés : hausse à 5,1% de la contribution au PNB et à 5,11% de la contribution au RNPG.
- Ouvertures de nouvelles agences, portant le réseau à 63 agences et bureaux en 2018.
- Démarrage d'une activité d'intermédiation titres en monnaies locales avec des non-résidents en Côte d'Ivoire – 1er shortlisting du groupe à l'international pour la couverture de change de l'Etat de Côte d'Ivoire – 1er SVT.
- Lancement de la revue de la stratégie de la banque et signature d'un partenariat SIB /WAFA CASH WEST AFRICA.

[52] Source : Attijariwafa bank
[53] Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2018, le produit net bancaire de la SIB a enregistré une croissance de 16,4% à près de 1 117 Mdh contre 947 Mdh au 31 décembre 2017. Son résultat net a affiché une augmentation de 3,4% par rapport à 2017 pour s'établir à 394 Mdh à fin 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale	Société Ivoirienne de Banque				
Siège social	34, boulevard de la république Abidjan – République de la Côte d'Ivoire				
Montant du capital social	10 000 M FCFA (soit 162 Mdh)	10 000 M FCFA (soit 170 Mdh)	10 000 M FCFA (soit 166 Mdh)	-	-
% de capital détenu	75,00%	67,00%	75,00%	-	-
% des droits de vote	75,00%	67,00%	75,00%	-	-
Produit net bancaire	50 732 M FCFA (soit 838 Mdh)	58 623 M FCFA (soit 979 Mdh)	66 081M FCFA (soit 1 117 Mdh)	16%	16%
Résultat net	17 091 M FCFA (soit 282 Mdh)	22 530 M FCFA (soit 376 Mdh)	23 200 M FCFA (soit 392 Mdh)	32%	3%
Situation nette	59 456 M FCFA (soit 966 Mdh)	60 115 M FCFA (soit 1 022 Mdh)	85 291 M FCFA (soit 1 429 Mdh)	1%	23%
Total Bilan	906 911 M FCFA (soit 14 692 Mdh)	995 509 M FCFA (16 938 Mdh)	1 069 929 M FCFA (soit 17 868 Mdh)	10%	6%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	70,1 Mdh	72,7 Mdh	Néant	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)*	0,0162	0,017	0,0167	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)**	0,0165	0,0167	0,0169	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

Crédit du Sénégal

En 2009, Attijariwafa bank a finalisé l'acquisition des parts majoritaires du Crédit Agricole dans le Crédit du Sénégal (95%).

Avec le changement du management de la banque depuis la finalisation de l'acquisition, la banque a enregistré des bonnes performances au cours de l'année 2010. Elle a procédé à l'augmentation de son capital passant de 2 à 5 Mrds FCFA conformément aux instructions de la Banque Centrale.

Faits marquants 2017[54]

- Au titre de l'exercice 2017, le nombre de clients de la filiale sénégalaise d'Attijariwafa bank a augmenté de 2,0% pour atteindre 17 831 clients.
- Parallèlement, au cours de la même période, les crédits nets distribués ainsi que les dépôts des clients ont respectivement baissé de 6,0% et 15%.

Faits marquants 2018[55]

- Au titre de l'exercice 2018, le nombre de clients de la filiale sénégalaise d'Attijariwafa bank a augmenté de 2,5% pour atteindre 18 278 clients au 31 décembre 2018.
- Au titre de l'exercice 2018, les crédits nets ainsi que les dépôts des clients ont cru respectivement de 27% et 22%.

[54] Source : Attijariwafa bank
[55] Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2018, le produit net bancaire du Crédit du Sénégal a enregistré une baisse de 2,7% pour s'établir à 186 Mdh. Pour sa part, son résultat net a augmenté de 1,5% pour s'établir à 59 Mdh au 31 décembre 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Crédit du Sénégal			
Siège social		Boulevard El Hadji Djily Mbaye Dakar - Sénégal			
Montant du capital social	10 000 M FCFA (soit 162 Mdh)	10 000 M FCFA (soit 170 Mdh)	10 000 M FCFA (soit 166 Mdh)	-	-
% de capital détenu	95,00%	95,00%	95,00%	-	-
% des droits de vote	95,00%	95,00%	95,00%	-	-
Produit net bancaire	10 622 M FCFA (soit 176 Mdh)	11 327 M FCFA (soit 189 Mdh)	11 021 M FCFA (soit 186 Mdh)	7%	-3%
Résultat net	3 265 M FCFA (soit 54 Mdh)	3 467 M FCFA (soit 58 Mdh)	3 518 MFCFA (soit 59 Mdh)	6%	2%
Situation nette	21 548 M FCFA (soit 349 Mdh)	23 229 M FCFA (soit 394 Mdh)	25 066 M FCFA (soit 419 Mdh)	8%	8%
Total Bilan	192 935 M FCFA (soit 2 126 Mdh)	167 846 M FCFA (soit 2 856 Mdh)	204 668 M FCFA (soit 3 417 Mdh)	-13%	22%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	16,4 Mdh	26,0 Mdh	Néant	59%	-
Cours de change (FCFA / MAD)*	0,0162	0,017	0,0167	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)**	0,0165	0,0167	0,0169	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

Attijari bank Mauritanie

Attijariwafa bank a finalisé, en décembre 2010, l'acquisition de 53,6% du capital de BNP Paribas Mauritanie. En effet les groupes Attijariwafa bank et Banque Populaire ont procédé à l'acquisition, via un holding détenu à 67% par Attijariwafa bank et à 33% par Banque Populaire, de 80% du capital de BNP Paribas Mauritanie auprès du groupe BNP Paribas.

A l'issue de cette acquisition, BNP Paribas Mauritanie change sa dénomination pour devenir Attijari bank Mauritanie.

Faits marquants 2017[56]

- En poursuivant sa stratégie de proximité, ABM affiche à fin décembre 2017, une progression de 8,3% de son réseau (26 agences à fin 2017 contre 24 agences en 2016).
- Au titre de l'exercice 2017, les crédits nets distribués ainsi que les dépôts des clients ont respectivement progressé de 18,7% et 10,1% pour s'établir à 1 348 Mdh de crédits nets distribués et 1 546 Mdh de dépôts des clients.

Faits marquants 2018[57]

- Dévaluation de Louguiya en 2018 (la valeur de la monnaie a été divisée par dix).
- Au titre de l'exercice 2018, les crédits nets ainsi que les dépôts des clients ont varié respectivement de +12% et +13%.
- Parallèlement, au cours de la même période, le nombre de clients d'Attijari bank Mauritanie a augmenté de 26,2% pour atteindre 35 957 clients au 31 décembre 2018.

[56] Source : Attijariwafa bank
[57] Source : Attijariwafa bank

Au 31 décembre 2018, Attijari bank Mauritanie a réalisé un produit net bancaire de 172 Mdh, en hausse de 8,2% par rapport à 2017. Au terme de la même période, le résultat net de la banque a également connu une hausse de 10,3% pour s'établir à 63 Mdh à fin 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Attijari bank Mauritanie			
Siège social		Nouakchott, Rue Mamadou Konaté, lot n°91/92, BP 415			
Montant du capital social	7 296 M MRO (soit 277 Mdh)	7 296 M MRO (soit 219 Mdh)	7 296 M MRO (soit 201 Mdh)	-	-
% de capital détenu	53,60%	53,60%	53,60%	-	-
% des droits de vote	80,00%	80,00%	80,00%	-	-
Produit net bancaire	5 523 M MRO (soit 154 Mdh)	6 052 M MRO (soit 163 Mdh)	6 550 M MRO (soit 172 Mdh)	10%	8%
Résultat net	1 926 M MRO (soit 54 Mdh)	2 174 M MRO (soit 59 Mdh)	2 397 M MRO (soit 63 Mdh)	13%	10%
Situation nette	9 806 M MRO (soit 277 Mdh)	10 341 M MRO (soit 275 Mdh)	10 893 M MRO (soit 286 Mdh)	5%	5%
Total Bilan	71 056 M MRO (soit1 893 Mdh)	80 631 M MRO (soit 2 134 Mdh)	92 904 M MRO (soit 2 443 Mdh)	13%	15%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	Néant	Néant	Néant	-	-
Cours de change (MRO / MAD)*	0,0282	0,0265	0,0263	-	-
Cours de change (MRO / MAD)**	0,0278	0,027	0,0263	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

Société Commerciale de Banque Cameroun

Attijariwafa bank a finalisé, en avril 2011, l'acquisition de 51,0% du capital de la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun) auprès du groupe Crédit Agricole S.A.

Faits marquants 2017[58]

- Au titre de l'exercice 2017, les crédits nets distribués ainsi que les dépôts des clients ont respectivement baissé de 0,9% et augmenté de 11,2% pour s'établir à 5 181 Mdh de crédits distribués et 7 526 Mdh de dépôts des clients.
- Parallèlement, au titre de l'exercice 2017, le nombre de clients, et d'agences et bureaux de la filiale camerounaise d'Attijariwafa bank ont respectivement augumenté de 7,5% et baissé de 1,8%, afin d'atteindre 225 796 clients et un réseau de 55 agences et bureaux à fin 2017.

Faits marquants 2018[59]

- Au titre de l'exercice 2018, les crédits nets ainsi que les dépôts des clients ont cru respectivement de 6% et 20%.
- Parallèlement, au titre de la même période, le nombre de clients de la filiale camerounaise d'Attijariwafa bank a augumenté de 4,9% afin d'atteindre 236 785 clients à fin 2018.

[58] Source : Attijariwafa bank
[59] Source : Attijariwafa bank

Au 31 décembre 2018, la Société Commerciale de Banque Cameroun a réalisé un produit net bancaire de près de 822 Mdh, en progression de 6,6% par rapport à 2017, et un résultat net en baisse de 28,1% à 131 Mdh.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale	Société Commerciale de Banque Cameroun				
Siège social	220. avenue Mgr Vogt Yaoundé BP 700- Cameroun RCCM: 89.S.152				
Montant du capital social	10 540 M FCFA (soit 171 Mdh)	10 540 M FCFA (soit 179 Mdh)	10 540 M FCFA (soit 175 Mdh)	-	-
% de capital détenu	51,00%	51,00%	51,00%	-	-
% des droits de vote	51,00%	51,00%	51,00%	-	-
Produit net bancaire	43 378 M FCFA (soit 717 Mdh)	45 667 M FCFA (soit 762 Mdh)	48 676 M FCFA (soit 822 Mdh)	5%	7%
Résultat net	12 692 M FCFA (soit 210 Mdh)	10 783 M FCFA (soit 180 Mdh)	7 757 M FCFA (soit 131 Mdh)	-15%	-28%
Situation nette	43 069 M FCFA (soit 700 Mdh)	51 228 M FCFA (soit 868 Mdh)	53 062 M FCFA (soit 888 Mdh)	19%	4%
Total Bilan	538 750 M FCFA (soit 8 728 Mdh)	534 428 M FCFA (soit 9 093 Mdh)	619 687 M FCFA (soit 10 347 Mdh)	-1%	16%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	68,9 Mdh	74,5 Mdh	Néant	8%	-
Cours de change (FCFA / MAD)*	0,0162	0,017	0,0167	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)**	0,0165	0,0167	0,0169	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

Banque Internationale pour l'Afrique au Togo

Attijariwafa bank a finalisé, en septembre 2013, l'acquisition de 55,0% du capital de la Banque Internationale pour l'Afrique au Togo auprès de l'Etat Togolais.

Faits marquants 2017[60]

- Au titre de l'exercice 2017, le nombre de clients a cru de 7,5% à 32 927 clients et le nombre d'agences et bureaux de la filiale Togolaise d'Attijariwafa bank sest resté stable à 11.
- Parallèlement, au cours de la même période, les crédits nets distribués ainsi que les dépôts des clients ont respectivement baissé de 43,1% et de 27,4%, pour s'établir à 572 Mdh de crédits distribués et 982 Mdh de dépôts des clients.

[60] Source : Attijariwafa bank

Faits marquants 2018[61]

- Au titre de l'exercice 2018, le nombre de clients de la filiale Togolaise d'Attijariwafa bank est en hausse de 2,3%, afin d'atteindre 33 718 clients à fin 2018.
- Au titre de l'exercice 2018, les crédits nets ainsi que les dépôts des clients ont cru respectivement de 35% et 14%.

Au titre de l'exercice 2018, le produit net bancaire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Togo a atteint 96 Mdh, affichant ainsi une baisse de 17,8% par rapport au 31 décembre 2017. Le résultat net s'est inscrit en hausse au titre de la même période pour s'établir à près de 11 Mdh, contre 7,7 Mdh à fin 2017.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale	Banque Internationale pour l'Afrique au Togo				
Siège social	13, Avenue Sylvanus Olympio, BP 346, Lomé, Togo				
Montant du capital social	8 822 M FCFA (soit 143 Mdh)	8 822 M FCFA (soit 150 Mdh)	8 822 M FCFA (soit 146 Mdh)	-	-
% de capital détenu	55,00%	56,76%	55,00%	-	-
% des droits de vote	55,00%	56,76%	55,00%	-	-
Produit net bancaire	5 026 M FCFA (soit 84 Mdh)	6 908 M FCFA (soit 115 Mdh)	5 676 M FCFA (soit 96 Mdh)	37%	-18%
Résultat net	177 M FCFA (soit 3 Mdh)	463 M FCFA (soit 7,7 Mdh)	668 M FCFA (soit 11 Mdh)	162%	44%
Situation nette	10 442 M FCFA (soit 170 Mdh)	10 329 M FCFA (soit 176 Mdh)	11 155 M FCFA (soit 186 Mdh)	-1%	8%
Total Bilan	102 459 M FCFA (soit 1 691 Mdh)	103 594 M FCFA (soit 1 762 Mdh)	102 560 M FCFA (soit 1 719 Mdh)	1%	-1%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	Néant	Néant	Néant	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)*	0,0162	0,017	0,0167	-	-
Cours de change (FCFA / MAD)**	0,0165	0,0167	0,0169	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales – *Cours appliqué aux indicateurs bilanciels **Cours appliqué aux indicateurs de rentabilité
NB : Les variations au niveau du tableau sont calculées sur la base des montants en monnaie locale.

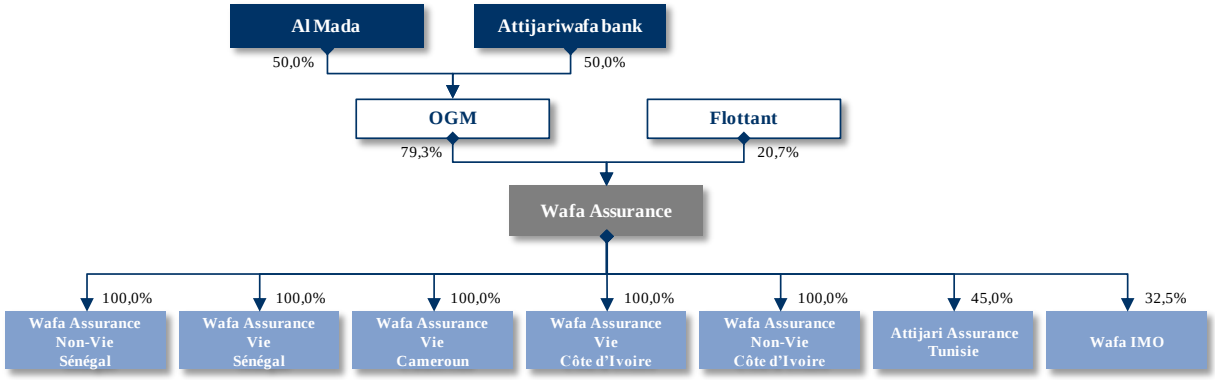
[61] Source : Attijariwafa bank

III.2.4.Assurance

Wafa Assurance

Wafa Assurance est une filiale spécialisée dans les métiers de l'assurance dommages et vie. Au 31 décembre 2018, l'organigramme juridique d'Wafa Assurance se présente comme suit :

Organigramme juridique au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

Faits marquants 2017[62]

- Consolidation de la position de leader national et poursuite du développement de l'ensemble des branches (Automobile, Entreprise, Epargne, Prévoyance, etc.) ;
- Wafa Assurance poursuit l'extension de son réseau avec l'ouverture de 27 nouveaux points de vente. Le réseau compte, à fin 2017, 220 Agents, 61 Bureaux Directs et 55 Démarcheurs. Wafa Assurance collabore également avec 200 courtiers.
- La compagnie a lancé par ailleurs un concours de recrutement de candidats à l'examen d'agents d'assurance.
- Développement international : Poursuite de la montée en charge de la filiale Vie en Tunisie ainsi que des filiales Vie et Non-Vie au Sénégal avec une croissance soutenue de leurs chiffres d'affaires respectifs.Wafa Assurance Vie et Non-Vie en Côte d'Ivoire et Vie au Cameroun ont démarré leur activité de manière effective en 2017 après avoir finalisé notamment le recrutement des équipes, le déploiement des systèmes d'informations et la mise en place du dispositif commercial.

Faits marquants 2018[63]

- Réussite de 38 candidats présentés par Wafa Assurance à l'examen professionnel.
- Lancement du produit « RASMALI CHAMIL » qui cible la clientèle TPE , couvrant 3 garanties d'assurance en un seul contrat (Décès, Hospitalisation, Epargne).
- Lacement du produit « EPARGNE SYMPHONIE (UC) » libellé en Unités de Compte et destiné à la clientèle Banque Privée.
- Lancement de la campagne « Innovation en entreprise » pour aider les entreprises clientes à maitriser et réduire le risque en cas de sinistre via des simulations en réalité virtuelle de départ d'incendie afin d'évaluer les réflexes et la capacité d'intervention.
- Lancement de l'application mobile « Wafa Santé » pour améliorer l'expérience client.
- Croissance en Vie de +5,7%, à 4,7 Mrds DH, grâce à la bonne dynamique en bancassurance, tant en Epargne qu'en décès.

[62] Source : Attijariwafa bank
[63] Source : Attijariwafa bank

- En Non-Vie, le chiffre d'affaires ressort à 3,7 Mrds DH, en légère hausse de +1,9% atténué par un effort d'assainissement du portefeuille.
- Baisse de l'effectif à 676 vs. 685 à fin 2017.
- Wafa Assurance déploie en 2018 la souscription en ligne Auto Mono, ainsi que l'espace client pour la consultation des contrats.
- Wafa Assurance poursuit l'extension de son réseau avec l'ouverture effective de 24 nouveaux points de vente et 12 en cours d'ouverture.

Compte tenu de ces éléments, Wafa Assurance a réalisé, au titre de l'exercice 2018, un total primes émises de 8,4 Mrds Dh, en augmentation de 4,0% par rapport à 2017, porté essentiellement par la branche Vie qui s'inscrit en hausse de 5,7%, à 4 683 millions de dirhams.

Quant au résultat non technique, il ressort à 3 millions de dirhams en 2018, en amélioration de 45 millions de dirhams du fait, principalement, de la baisse de 31 millions de dirhams de la charge d'intérêt suite au remboursement, en début d'exercice, du reliquat de la dette bancaire.

Compte tenu par ailleurs d'une charge d'Impôts sur les Sociétés de 81 millions de dirhams, la compagnie dégage un bénéfice net sur l'exercice 2018 de 608 millions de dirhams contre 819 millions de dirhams au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 25,8%.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Wafa Assurance			
Siège social		1, boulevard Abdelmoumen - Casablanca			
Nombre de titre détenus	1 387 551 actions	1 387 551 actions	1 387 551 actions	-	-
Montant du capital social	350 000 000 Dh	350 000 000 Dh	350 000 000 Dh	-	-
% de capital détenu	39,64%	39,64%	39,64%	-	-
% des droits de vote *	39,64%	39,64%	39,64%	-	-
Primes émises	7,3 Mrds Dh	8,1 Mrds Dh	8,4 Mrds Dh	11%	4%
Résultat net	841 Mdh	819 Mdh	608 Mdh	-3%	-26%
Fonds Propres	5 181 Mdh	5 580 Mdh	5 768 Mdh	8%	3%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	Néant	Néant	Néant	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales
* Les droits de vote sont détenus à travers la holding OGM, filiale à 50% d'Attijariwafa bank

III.2.5.Banque des Marchés

Attijari Intermédiation

Attijari Intermédiation développe auprès d'une clientèle d'institutionnels et de grandes entreprises les services suivants :

- intermédiation boursière ;
- placements de titres émis par les personnes morales faisant appel public à l'épargne ;
- opérations de contrepartie ;
- conseil en investissement, désinvestissement et recherche financière sur les sociétés cotées ;
- stratégie d'allocation à moyen et long terme.

La société de bourse dispose d'un département de recherche et d'analyse qui couvre les valeurs les plus actives du marché, et diffuse régulièrement auprès d'investisseurs nationaux et internationaux des recommandations, des informations financières et des études macro-économiques.

Faits marquants 2017[64]

- La Bourse de Casablanca clôture l'année 2017 sur une performance annuelle de l'indice MASI à +6,4%, se traduisant par un volume sur le marché central en hausse de 23,1% à 78,9 milliards de dirhams dont 17,9 milliards traités par Attijari Intermédiation.
- La filiale intermédiation boursière consolide, ainsi, sa part de marché la portant à 22,7%.
- L'activité d'Attijari Intermédiation a été marquée en 2017 par plusieurs évènements :
- Enregistrement de l'Augmentation de Capital de Managem pour un montant de 973,3 millions de dirhams ;
- Obtention du prix « Highest Traded Value » sur la Bourse de Casablanca octroyé par l'Arab Federation of Exchanges pour la quatrième année consécutive ;

Faits marquants 2018[65]

- A fin décembre 2018, l'indice de référence de la Bourse de Casablanca (MASI) enregistre une contreperformance annuelle de -8,3% contre 6,4% à la même période en 2017.
- L'activité globale sur le marché central régresse de -6,0% à 74,2 Mdh contre 78,9 Mdh à fin 2017.
- Le volume généré par l'intermédiation boursière sur le marché central atteint à fin décembre 2018, 25,8 Mdh en hausse de 24,4% contre 20,7 Mdh à fin décembre 2017.
- Malgré les contre-performances du marché, Attijari Intermédiation confirme en 2018 sa position de leader sur la place de Casablanca avec un volume de 24,4 milliards de dirhams en hausse de 36,1%, grâce à sa forte proximité avec les différentes catégories de clients.
- En 2018, la part de marché de Attijari Intermédiation atteint 32,9% en hausse de 10,2 points.

A fin 2018, Attijari Intermédiation a réalisé un chiffre d'affaires de 27,0 Mdh, en baisse de 25,0% par rapport à fin 2017. Pour sa part, le résultat net a affiché une baisse de 76,7% par rapport au 31 décembre 2017, pour s'établir à 3,5 Mdh.

	Donnée au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale			Attijari Intermédiation		
Siège social			163, avenue Hassan II		
Nombre de titres détenus	50 000 actions	50 000 actions	50 000 actions	-	-
Montant du capital social	5 000 000 Dh	5 000 000 Dh	5 000 000 Dh	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Chiffre d'affaires	47,0 Mdh	36,0 Mdh	27,0 Mdh	-23%	-25%
Résultat net	10,9 Mdh	15,1 Mdh	3,5 Mdh	39%	-77%
Situation nette	193,9 Mdh	149,1 Mdh	122,6 Mdh	-23%	-18%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	Néant	Néant	Néant	-	-

Source : Attijariwafa bank-Données sociales

[64] Source : Attijari Intermédiation
[65] Source : Attijari Intermédiation

III.2.6.Banque d'Investissement

Attijari Finances Corp.

Attijari Finances Corp. regroupe les activités de Conseil en fusion et acquisition, en origination de dette privée ainsi qu'en introduction en bourse et en marché primaire Actions.

La Banque conseil intervient activement sur le marché marocain dans diverses opérations stratégiques et de marché.

Au terme de l'exercice 2018, Attijari Finances Corp. a réalisé un chiffre d'affaires de 36,1 Mdh, contre un chiffre d'affaires de 51,3 Mdh en 2017. Pour sa part, le résultat net a également affiché une baisse de 52,9% pour s'établir à 26,3 Mdh à fin 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale			Attijari Finances Corp.		
Siège social			163, avenue Hassan II		
Nombre de titres détenus	100 000 actions	100 000 actions	100 000 actions	-	-
Montant du capital social	10 000 000 Dh	10 000 000 Dh	10 000 000 Dh	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Chiffre d'affaires	65,4 Mdh	51,3 Mdh	36,1 Mdh	-22%	-30%
Résultat net	2,8 Mdh	55,8 Mdh	26,3 Mdh	>100%	-53%
Situation nette	40,3 Mdh	67,9 Mdh	38,0 Mdh	68%	-44%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	Néant	24,0 Mdh	56,0 Mdh	-	133%

Source : Attijari Finances Corp. - Données sociales

Wafa Gestion

L'exercice 2005 a vu l'émergence de Wafa Gestion, opérateur de référence sur les métiers de la gestion d'actifs, issu de la fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion.

Wafa Gestion gère plusieurs OPCVM couvrant l'ensemble des classes d'actifs, pour le compte d'investisseurs institutionnels, de grandes entreprises et de particuliers.

Faits marquants 2017[66]

- Au terme de l'année 2017, Wafa Gestion a totalisé un encours sous gestion de 105,2 milliards de dirhams. En encours moyens, Wafa Gestion a franchi la barre de 100 milliards de dirhams passant de 93,9 milliards de dirhams à 101,8 milliards de dirhams soit une évolution de +8,3%.
- Le marché marocain de la gestion d'actifs représente désormais 415,9 milliards de dirhams à fin décembre 2017.
- Dans ce contexte, la filiale de gestion d'actifs consolide son positionnement de leader sur le marché de la gestion d'actifs avec une part de marché moyenne de 26,3%.
- Wafa Gestion s'est en outre démarquée par :
  - •Une surperformance de ses fonds par rapport à leurs indices et leurs fonds concurrents
  - •Une plus grande spécialisation des équipes de Gestion (le coeur du métier de la gestion d'actifs)
  - •Un renforcement du dispositif de contrôle et de gestion des risques

[66] Source : Attijariwafa bank

•La mise en place de nouveaux outils de production et de suivi et reporting des investisseurs

•La confirmation par l'agence Fitch Ratings de la note Investment Management Quality Rating (IMQR) nationale 'Excellent (mar) de Wafa Gestion. Cette note reflète les qualités d'une société de gestion leader historique sur son marché.

Faits marquants 2018[67]

- Le marché marocain de la gestion d'actifs représente désormais 434,8 milliards de dirhams à fin décembre 2018 soit + 18,8 milliards de dirhams de progression.
- Consécration de deux OPCVM de Wafa Gestion, dans les catégories diversifiée et obligataire, par le prestigieux prix « Thomson Reuters Lipper Fund Award 2018 ».
- Création et Commercialisation d'un nouveau produit : Epargne Synphonie en partenariat avec Wafa Assurance portant sur des produits d'épargne avec contrats en unité de compte adossés à des OPCVM.
- Lancement d'une nouvelle solution patrimoniale : Attijari Dividend Fund, un fonds d'investissement distribuant des dividendes, spécialisé dans les actions dites de haut rendement.
- Confirmation de la note Investment Management Quality Rating « Excellent (mar) » de Wafa Gestion par l'agence Fitch Ratings.
- Au 31 Décembre 2018, Wafa Gestion a 3 453 clients.
- Dans ce contexte, la filiale de gestion d'actifs consolide son positionnement de leader sur le marché de la gestion d'actifs avec une part de marché moyenne de 24,7%.

Wafa Gestion a clôturé 2018 sur un encours géré en progression de 2,3% par rapport à 2017. Cette tendance haussière s'est accompagnée d'une hausse du chiffre d'affaires qui s'établit à 166,8 Mdh et une hausse du résultat net de 3,5% à 40,7 Mdh.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Wafa Gestion			
Siège social		416, rue Mustapha El Maani			
Montant du capital social	4 900 000 Dh	4 900 000 Dh	4 900 000 Dh	-	-
% de capital détenu *	66,00%*	66,00%	66,00%	-	-
% des droits de vote **	66,00%*	66,00%	66,00%	-	-
Chiffre d'affaires	280,8 Mdh	326,4 Mdh	296,9 Mdh	16%	-9%
Résultat net	79,9 Mdh	89,9 Mdh	78,2 Mdh	13%	-13%
Situation nette	147,6 Mdh	157,6 Mdh	145,9 Mdh	7%	-8%
Encours sous gestion	101,8 Mrds Dh	105,1 Mrds Dh	107,5 Mrds Dh	3%	2%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	44,6 Mdh	52,7 Mdh	59,4 Mdh	18%	13%

Source : Attijariwafa bank – Données consolidées – *34% détenus par AMUNDI
NB : ce tableau présente des données hétérogènes : le CA, le résultat net et les encours sont consolidés (Wafa Gestion & ses filiales), tandis que la situation nette et les dividendes sont à caractère social (wafa gestion)

Wafa Investissement

Wafa Investissement est la filiale d'Attijariwafa bank dédiée à la gestion des participations en capital-risque. En termes d'activité, Wafa Investissement a réalisé la cession de sa filiale SIFAP pour un montant de 24 Mdh, la restructuration financière de la Compagnie Industrielle du Lukus (CIL) et la prise de participation dans Mifa Télécom.

[67] Source : Attijariwafa bank

Le chiffre d'affaires de Wafa investissement est constitué de cessions de participations et/ou de services à ces participations (contrat de service).

L'opération Accordéon réalisée sur le capital de Wafa Investissement en 2015 avait pour objet de régulariser la situation nette de la société, à travers une augmentation de capital de près de 68,8 Mdh, suivie d'une réduction de capital de 122 Mdh pour absorption des pertes cumulées.

Au titre de l'exercice 2018, le résultat net de Wafa Investissement s'établit à -0,04Mdh.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale			Wafa Investissement		
Siège social			163, avenue Hassan II - Casablanca		
Nombre de titres détenus	17 874 actions	17 874 actions	17 874 actions	-	-
Montant du capital social	1 787 400 Dh	1 787 400 Dh	1 787 400 Dh	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Chiffre d'affaires	-	-	-	-	-
Résultat net	-0,05 Mdh	-0,03 Mdh	-0,04 Mdh	-	-
Situation nette	1 187 Kdh	1 156 Kdh	1 114 Kdh	-3%	-4%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	Néant	Néant	Néant	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales

Attijari Invest

Attijari Invest, filiale d'Attijariwafa bank dédiée au Private Equity, a été créée en 2005 afin d'offrir aux investisseurs des instruments financiers à rentabilité élevée et au risque maîtrisé. Elle a pour mission le montage, la mise en place puis la gestion de fonds d'investissement. La structure a procédé, l'année de sa création, au lancement de deux fonds d'investissement, Agram Invest, d'une taille de 200 Mdh, dédié à l'agro-industrie et le fonds Igrane, d'une taille de 126 Mdh, destiné à la région Souss Massa Drâa.

Outre Agram Invest et Igrane, Attijari Invest gère trois autres fonds d'investissement. Il s'agit de Moroccan Infrastructure Fund, dédié aux secteurs d'infrastructure, H Partners-Morocco Hospitality Investment Fund, spécialisé dans l'immobilier touristique et enfin, Attijari Capital Développement qui investit dans des PME opérant dans différents secteurs, notamment les télécommunications et la presse.

Faits marquants 2017[68]

- En 2017, Attijari Invest a confirmé sa dynamique de développement et de création de valeur ajoutée, à travers les réalisations suivantes :
  - le renchérissement de son portefeuille par une nouvelle participation industrielle ;
  - le développement d'un Deal Flow important autour des PME-PMI à fort potentiel, opérant dans divers secteurs d'activité ;
  - le monitoring et le suivi d'une vingtaine de participations en portefeuille ;
  - et, la structuration d'un Fonds Africain d'Efficacité Energétique ayant pour vocation la création de modèles économiques innovants basés sur l'économie d'énergie.
- Sur le plan de la RSE, Attijari Invest a continué à mobiliser en 2017 ses ressources humaines, dans le cadre du programme Injaz Al Maghrib, à travers l'accompagnement des jeunes entrepreneurs et la sensibilisation à l'entrepreneuriat au sein même des collèges et lycées marocains.

[68] Source : Attijariwafa bank

Faits marquants 2018[69]

- En 2018, Attijari Invest a confirmé sa dynamique de développement et de création de valeur ajoutée, à travers les réalisations suivantes :
  - Le renchérissement de son portefeuille par deux nouvelles prises de participation dans des sociétés opérant respectivement dans le génie hydraulique et les dispositifs médicaux ;
  - Le développement d'un Deal Flow important autour des PME-PMI à fort potentiel, opérant dans divers secteurs d'activité ;
  - Le monitoring et le suivi d'une vingtaine de participations en portefeuille;
  - L'étude d'opportunités de structuration de nouveaux véhicules d'investissement, élargissant le périmètre d'Attijari Invest à de nouveaux schémas d'investissement et à des secteurs d'activité très prometteurs.
- Sur le plan de la RSE, Attijari Invest a continué à mobiliser en 2018 ses ressources humaines, dans le cadre du programme Injaz Al Maghrib, à travers l'accompagnement des jeunes entrepreneurs et la sensibilisation à l'entrepreneuriat au sein même des collèges et lycées marocains.

A fin 2018, Attijari Invest a réalisé un chiffre d'affaires de 15,1 Mdh, en baisse de 4,4% par rapport à fin 2017. Son résultat net a affiché une baisse de 70,2% pour s'établir à 1,4 Mdh à fin 2018.

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dénomination sociale		Attijari Invest			
Siège social		416, rue Mustapha El Maani - Casablanca			
Nombre de titre détenus	50 000 actions	50 000 actions	50 000 actions	-	-
Montant du capital social	5 000 000 Dh	5 000 000 Dh	5 000 000 Dh	-	-
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%	-	-
Chiffre d'affaires	15,7 Mdh	15,8 Mdh	15,1 Mdh	1%	-4%
Résultat net	4,4 Mdh	4,7 Mdh	1,4 Mdh	7%	-70%
Situation nette	52,1 Mdh	56,8 Mdh	58,3 Mdh	9%	3%
Montant des dividendes perçus en N par Attijariwafa bank au titre de l'exercice N-1	20,0 Mdh	Néant	Néant	-	-

Source : Attijariwafa bank – Données sociales - *Dividendes distribués en 2016 sur la base des réserves 2015

[69] Source : Attijariwafa bank

III.3. Relations entre Attijariwafa bank et ses filiales

Les principales conventions régissant les relations entre Attijariwafa bank et ses filiales se présentent de la manière suivante :

III.3.1.Conventions conclues au cours de l'exercice 2018

Conventions non préalablement autorisées par le Conseil d'Administration

- **Convention de service Attijariwafa bank et Attijari Factoring**

Nature et objet : Cette convention est destinée à fixer les modalités selon lesquelles Attijariwafa Bank va centraliser auprès d'Attijari Factoring l'élaboration des documents contractuels et la gestion des traitements back-office afférents aux financements par voie d'affacturage dans le cadre de la convention-cadre de mobilisation des créances de crédits de TVA signée entre la Banque et le Ministère de l'économie et des Finances.

Organismes concernés : Attijariwafa Bank et Attijari Factoring.

Date de signature : 15/03/2018.

Conditions de rémunération : Les conditions financières relatives à cette convention sont arrêtées à hauteur de 0,10% HT l'an des encours gérés avec facturation trimestrielle.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : 3 345 KMAD.

Produits encaissées au titre de l'exercice : Néant.

- **Contrat de wakala bil istithmar avec bank Assafa**

Nature et l'objet de la convention : Bank Assafa (BKS), en tant que Wakil, reçoit des fonds d'Attijariwafa bank (AWB), en tant que Mowakil, pour les investir dans son portefeuille d'investissement.

Montant : 1 110 000 000 DH.

Le Mowakil (AWB) perçoit une rémunération selon le profit dégagé par le portefeuille d'investissement.

Le Wakil (BKS) reçoit une commission fixe négociée d'avance.

Organismes concernés : Attijariwafa bank (Mowakil) et Bank Assafa (Wakil).

Date de signature et validité : Signée le 08/10/2018 avec validité du 08/10/2018 au 31/12/2023.

Conditions de rémunération :

Pour le Mowakil : taux de rendement espéré : 4,5% (HT)

Pour le Wakil : Commission fixe : 1,7% (HT)

Périodicité Trimestrielle

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Néant.

Montant encaissé au titre de l'exercice : Néant**.**

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : 3 237 KMAD.

Montant décaissé au titre de l'exercice : Néant.

III.3.2.Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'execution s'est poursuivie durant l'exercice

- **Convention de prestation de services entre Attijariwafa bank et AL MADA**

Nature et objet de la convention :

En vertu de contrat, Al Mada apporte à Attijariwafa bank l'appui technique de ses structures opérationnelles et fonctionnelles.

Organismes concernés : Attijariwafa bank et Al Mada

Date de signature : 28 mars 2017

Conditions de rémunération : les prestations seront facturées vingt-cinq millions de dirhams hors taxes (25.000.000 MAD HT) par an.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : les commissions comptabilisées s'élèvent à 25 950 KMAD HT.

Montant décaissés au titre de l'exercice : les commissions payées s'élèvent à 22 500 KMAD..

- **Convention avec Attijariwafa bank Europe**

Nature et objet de la convention : Mise en place de deux contrats de gage-espèces alimentés par le compte ouvert, au nom d'Attijariwafa Bank, dans les livres d'Attijariwafa bank Europe.

Les montants respectifs des ces contrats sont de 30 000 000 EUR et de 30 000 000 USD avec le 30 juin 2017 comme date de prise d'effet. Ces contrats prendront fin à la plus tardive des deux dates suivantes : le 29 juin 2022 ou le terme échu des créances garanties.

Date de signature : 13/07/2017.

Modalités de rémunération : le mode de rémunération de la maison mère est basé sur le même principe que ceux des contrats existants, à savoir une rémunération mensuelle calculée aux conditions de marché sur la base d'un taux de référence égal au taux EURIBOR maturité un (1) mois, déterminé deux (2) jours ouvrés avant chaque période observée, auquel il sera ajouté tout éventuel coût de financement supporté par le constituant.

Produits comptabilisées au titre de l'exercice : KMAD 3 680.

Produits encaissées au titre de l'exercice : Kmad 3680 (72 983,33€ et 301 141,67$ aux cours respectifs de 10,9525 et 9,5655).

- **Convention de services entre Attijariwafa bank et Bank Assafa**

Nature et objet de la convention : Cette convention a pour objet de formaliser les engagements entre les parties pour la fourniture de services par les entités d'Attijariwafa bank :

- Services et Traitements Groupe (STG)
- Logistique et Achats Groupe (LAG)
- Conformité Groupe (CG)
- Banque Digitale

Date de signature : 30/10/2017.

Modalités de rémunération : les modalités relatives aux conditions financières seront arrêtées ultérieurement par les parties et feront l'objet d'un avenant qui sera joint à la présente convention pour en faire partie intégrante.

Produits comptabilisées au titre de l'exercice : Néant.

Produits décaissées au titre de l'exercice : Néant.

- **Dar Assafa : avenant au mandat d'Intermédiation en opération de banque**

Nature et objet de la convention : Le présent avenant a pour objet principal le versement par Attijariwafa bank à Dar Assafaa d'une commission flat de 1 000 dhs HT pour chaque ouverture de compte bancaire.

Organismes concernés : Dar Assafaa et Attijariwafa bank.

Date de signature : 20 juin 2017.

Conditions de rémunération : l'avenant prend effet à partir de l'entrée en vigueur du mandat d'intermédiation en opération de banque.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : Néant.

Charges décaissées au titre de l'exercice : Néant.

- **Wafacash : avenant à la convention de prestation de service : HissabBikhir**

Nature et objet de l'avenant : Cet avenant a pour objet principal d'étoffer l'offre produit au profit de détenteurs Hissab Bikhir par un produit assistance conçu par Wafa Ima.

Organismes concernés : Wafacash et Attijariwafa bank (Wafa Ima).

Date de signature et validité : le 24 avril 2017 avec date d'effet 1er juillet 2016. Avenant valable sauf révocation par Attijariwafa bank.

Conditions de rémunération : facturation trimestrielle. 60% de la commission versée par Wafa Ima à Attijariwafa bank.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : KMAD 246.

Charges décaissées au titre de l'exercice : KMAD 140.

- **Avenant à la convention sur les virements de masse entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafasalaf**

Nature et objet de l'avenant: Il s'agit de l'avenant à la convention de prise en charge de masse conclue en date du 18 mai 2012. Cet avenant – signé en date du 24 juin 2015 et approuvé par le Conseil du 23 février 2016- a pour objet principal de donner un mandat express et spécial à la banque pour l'exécution des virements automatiques de masse pour le compte des bénéficiaires domiciliés à la banque et chez les confrères.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafasalaf.

Durée : Cet avenant est fixé pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction d'année en année.

Modalités de rémunération : La banque percevra du donneur d'ordre une rémunération d'un montant de MAD 2 HT par virement traité, au même titre que la convention initale.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Néant.

Montant encaissé au cours de l'exercice : Néant.

➢ **Convention de service avec Wafa Ima Assistance**

Objet de La convention : Cette convention a pour objet de définir le cadre général fixant les principes généraux et les orientations selon lesquels, Attijariwafa bank et Wafa Ima Assistance conviennent de collaborer pour l'utilisation du Centre de Relations Clients (CRC) en tant que canal de promotion des produits d'assistance.

Organismes concernées : Wafa Ima Assistance et Attijariwafa bank (CRC).

Date de signature et validité : Avril 2017 pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction.

Conditions de rémunération : 10 000,00 TTC (Dix mille dirhams) par position et par mois.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Néant.

Montant encaissé au cours de l'exercice : Néant.

➢ **Convention avec Dar Assafa Litamwil**

Objet de La convention : Cette convention a pour objet de définir le cadre général fixant les principes généraux et les orientations selon lesquels, Attijariwafa bank et Dar Assafaa Litamwil conviennent de collaborer pour la mise en place d'un Centre de Relations Clients (CRC) Dar Assafaa.

Organismes concernées : Dar Assafaa Litamwil et Attijariwafa bank (CRC).

Date de signature et validité : Juillet 2017 avec effet 1er juin 2016 pour une durée de 2 ans renouvelable par tacite reconduction.

Conditions de rémunération : 5 000,00 Hors taxe (Dix mille dirhams) par position et par mois.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Néant.

Montant encaissé au cours de l'exercice : Néant.

➢ **Convention d'assistance technique entre le Groupe Attijariwafa bank et la Société Attijari Africa**

Nature et objet de la convention : Cette convention a pour objet d'apporter à Attijari Africa l'appui technique de ses structures opérationnelles et fonctionnelles, en particulier en matière de :

- assistance à la définition de la Stratégie globale d'Attijari Africa ;
- assistance sur les plans du marketing stratégique et opérationnel ;
- assistance technique et conseil dans le domaine de la banque commerciale, des opérations de change, des produits de trésorerie, du financement de projets, etc ;
- conseil en matière de marchés financiers, y compris les instruments financiers innovants ;
- conseil en organisation, procédures comptables et informatiques et contrôle interne ;
- assistance au contrôle des engagements ;
- missions d'expertise, appréciation des engagements et leur contrôle, inspections et vérifications comptables ;
- stages du personnel ;
- détachement de personnel d'encadrement et d'assistance technique ;
- gestion et recrutement de personnel, notamment expatrié ;
- assistance en contentieux et questions juridiques ;
- missions d'Audit stratégique, financier et opérationnel ;
- représentation auprès des organismes nationaux et internationaux.

A cet effet, Attijariwafa Bank pourra faire appel aux services de ses filiales spécialisées.

Cette convention englobe outre les prestations d'assistance technique, les prestations logistiques assurées par le Groupe Attijariwafa Bank au profit d'Attijari Africa, notamment la mise à disposition de locaux et autres prestations logistiques.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal d'Attijari Africa.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : KMAD 43 118.

Montant encaissé au courant de l'exercice : Néant.

Date de conclusion : Cette convention conclue au cours de l'exercice 2013 n'avait pas produit d'effet. Celle-ci a commencé à courir à compter de l'exercice 2014 suite à son autorisation par le Conseil d'Administration du 21 mars 2014.

Durée : cette convention est fixée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction d'année en année.

Modalités de rémunération :

Assistance technique

	Unité d'œuvre	Prix unitaire (DH)
Fonction Risque de crédit		
Analyse et audit des engagements	Prix par dossier	3 000
Fonction Ressources Humaines		
Suivi des politiques RH	PF: prix par filiale/an	11 000
Gestion des expatriés	Prix par expatrié/an	7 000
Autres prestations	Prix en jours hommes	4 000

Source : Attijariwafa bank

Les tarifs des services définis dans la grille sont fixés pour une année donnée et sont révisables annuellement.

Prestations logistiques

Mise à disposition des locaux	Loyer annuel	72 000
Tenue dans les domaines comptables, fiscales, juridiques, charges courantes	Forfait annuel	72 000 TTC

Source : Attijariwafa bank

Délai de paiement : les factures d'assistance technique sont semestrielles et payables dans un délai maximal de 60 jours.

- **Convention de service entre le Groupe Attijariwafa bank et la Société ATTIJARI IT AFRICA**

Nature et objet de la convention : Cette convention de service a pour objet de formaliser l'engagement d'Attijariwafa bank de mettre à disposition d'ATTIJARI IT AFRICA les moyens nécessaires (ressources humaines, locaux, matériels, logiciels, réseau, logistique, ….) pour l'accomplissement de l'ensemble de ses activités telles que décrite dans son objet social, notamment la fourniture de services informatiques aux filiales africaines d'Attijariwafa bank à savoir : UGB, ABM, CDC, SIB, SCB, CBAO et BIM.

Attijariwafa bank s'engage à mettre à disposition d'Attijari IT Africa les locaux, moyens et ressources pour la fourniture des services suivants :

- Hébergement des plateformes Informatique
- Mise à disposition des plateformes de production et de backup
- Maintenance éditeurs
- Exploitation et supervision des applications (DELTA, CIA, ECM, LAB, SWIFT, Online Trade, Magix)
- Administration technique (Instances système et applications DELTA, CIA, ECM, LAB, SWIFT, Online Trade, Magix)
- Service Desk et support technique/fonctionnel

Personnes concernées : Attijariwafa bank et l'actionnaire principal d'Attijari IT Africa.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : KMAD 65 415.

Montant encaissé au courant de l'exercice : Néant.

Date de conclusion : Cette convention conclue au cours de l'exercice 2013 n'avait pas produit d'effet. Celle-ci a commencé à courir à compter de l'exercice 2014 suite à son autorisation par le Conseil d'Administration du 21 mars 2014.

Durée : cette convention est fixée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction d'année en année.

Modalités de rémunération : la facturation est établie sur la base des services consommés et de prix unitaire et quantité par unité d'œuvre mesurant les prestations fournies par Attijariwafa bank.

Prestations logistiques

Mise à disposition des locaux	Loyer annuel	72 000
Tenue dans les domaines comptables, fiscales, juridiques, charges courantes (TTC)	Forfait annuel	72 000 TTC

Source : Attijariwafa bank

Délai de paiement : les factures d'assistance technique sont semestrielles et payables dans un délai maximal de 90 jours.

- **Convention « non écrite » relative aux ouvertures de comptes entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafa Immobilier**

Nature et objet de la convention : La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions de rémunération de la filiale Wafa Immobilier dans le cadre des ouvertures de comptes lors de l'octroi d'un crédit pour les bénéficiaires non domiciliés.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafa Immobilier.

Charges comptabi lisées au titre de l'exercice : KMAD 2 318.

Montant décaissé au courant de l'exercice : KMAD 2 536.

Date de conclusion : 1er octobre 2013.

Modalités de rémunération : Dans le cadre de cette convention, Wafa Immobilier perçoit une rémunération de MAD 1 000 par compte ouvert.

Délais de paiement : Selon la réglementation en vigueur.

- **Convention de recouvrement judiciaire des créances entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafasalaf**

Nature et objet de la convention : Cette convention a pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles le prestataire s'engage irrévocablement envers la banque à mener à bien les missions qui lui seront confiées par ses soins, et ce dans les règles de l'art en vigueur dans son domaine d'activité.

A ce titre, le prestataire se voit confier dans le cadre des mandats visés à l'article 2 une mission de recouvrement judiciaire de créances dont le montant est inférieur à MAD 100.000.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafasalaf.

Charges comptabilisés au titre de l'exercice : KMAD 135.

Montant décaissé au courant de l'exercice : Néant.

Date de conclusion : 13 février 2014.

Modalités de rémunération : les honoraires d'intervention du prestataire sont fixés comme suit :

Honoraires forfaitaires	900 DH H.T. par dossier (quelque soit le montant de la créance)	
Frais de justice	Sur justificatifs	
Commissions sur recouvrement effectif des créances en souffrance	Jusqu'à DH 50.000	8% H.T
	De DH 50.001 à DH 100.000	5% H.T

- **Convention de recouvrement à l'amiable des créances entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafasalaf (créances inférieures à MAD 10 000)**

Nature et objet de la convention : Cette convention a pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles le prestataire s'engage irrévocablement envers la banque à mener à bien les missions qui lui seront confiées par ses soins, et ce dans les règles de l'art en vigueur dans son domaine d'activité.

A ce titre, le prestataire se voit confier dans le cadre des mandats visés à l'article 2 une mission de recouvrement à l'amiable de créances dont le montant est inférieur à MAD 10.000.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafasalaf.

Date de conclusion : 27 janvier 2014.

Durée : Cette convention est fixée pour une durée initiale de douze (12) mois, renouvelable par tacite reconduction, sauf résiliation à tout moment par l'une des parties, par lettre recommandée avec préavis d'un (1) mois.

Modalités de rémunération : Les honoraires d'intervention du prestataire sont fixés à 13% des montants recouvrés HT.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : Néant.

Montant décaissé au courant de l'exercice : Néant.

- **Convention cadre entre Attijariwafa bank et sa filiale Attijari Factoring Maroc**

Nature et objet de la convention :

Cette convention a pour objet de permettre au réseau de la Banque la commercialisation et la promotion auprès de sa clientèle des produits Factoring et Confirming d'Attijari Factoring Maroc.

Les champs couverts par la présente convention sont :

- appui commercial : cette convention a pour objet de permettre au réseau de la Banque la commercialisation et la promotion auprès de sa clientèle des produits factoring Confirming d'Attijari Factoring Maroc ;
- appui en matière de gestion du risque ;
- conseil et assistance juridique :
    - L'assistance en matière de choix des avocats, ainsi que les conventions régissant la relation avec eux ;
    - L'assistance en matière de gestion des créances en souffrance : rééchelonnement, exonération des intérêts de retard, abandon d'intérêt et/ou du capital et cession des biens.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal d'Attijari Factoring.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : KMAD 2 178.

Montant encaissé au courant de l'exercice : KMAD 2 024.

Date de conclusion : 15 février avec date d'effet le 1er janvier 2012.

Durée : cette convention est fixée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction d'année en année et prend effet du 1er janvier 2012.

Modalités de rémunération : cette convention fixe la rémunération d'Attijariwafa bank au titre de l'appui commercial à 0,03% flat de la production d'Attijari Factoring Maroc sur chaque facture financée et sur chaque créance confirmée ainsi que la rémunération de la contre-garantie bancaire conférée par Attijariwafa bank à Attijari Factoring Maroc, dans le cadre du coefficient des risques et du coefficient de solvabilité, à un taux de 0.10% l'an HT.

Délai de paiement : le versement de la commission à Attijariwafa bank sera effectué par Attijari Factoring Maroc semestriellement à termes échus.

➢ **Contrat de prestation de service BDI entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafacash**

Nature et objet de la convention :

Ce contrat a pour objet de définir les conditions et les modalités d'accomplissement par WAFACASH de la prestation de service et d'assistance à la mise en place du système « CASH EXPRESS BDI » pour le compte de la Banque de Détail à l'International (BDI).

Les prestations fournies par le prestataire doivent être conformes aux demandes formulées par le client et portent essentiellement mais non limitativement sur :

- la mise à disposition de l'application CASH EXPRESS « Intégra », accessible à travers le réseau d'agence BDI ;
- l'assistance au démarrage et la formation sur le service offert par la solution « Intégra » ;
- le conseil en organisation, procédures opérationnelles et informatiques et contrôle interne liés à l'activité CASH EXPRESS ;
- la réalisation des projets de maintenance et d'évolution liés à l'évolution des services ;
- la coordination des politiques commerciales et de communications spécifiques au produit de transfert ;
- le conseil et l'assistance en matière de démarche commerciale et marketing ;
- le conseil et l'assistance en matière de communication et publicité.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafacash.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : KMAD 6 228.

Montant décaissé au courant de l'exercice : KMAD 6 000.

Date de conclusion : 2 janvier 2012.

Durée : ce contrat entre en vigueur à partir du 1er janvier 2012 et continuera à produire ses effets pour une durée initiale d'une année, renouvelable par tacite reconduction.

Modalités de rémunération : en contrepartie des prestations fournies, Attijariwafa bank versera à Wafacash une redevance mensuelle de 500 000 MAD (cinq cents mille dirhams) hors taxes couvrant l'ensemble de la prestation.

Délai de paiement : les factures de Wafacash doivent être payées mensuellement au plus tard à 30 jours à compter de la date de la réception de la facture par Attijariwafa bank.

- **Contrat d'assistance stratégique clientèle LIB Hissab Bikhir entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafacash**

Nature et objet de la convention : Ce contrat a pour objet de définir les conditions et les modalités d'accomplissement par WAFACASH de la prestation d'assistance stratégique et marketing pour le compte d'Attijariwafa bank (le client) dans le domaine des activités du compte économique « LIB » (Low Income Banking) ou Hissab Bikhir.

Les prestations fournies par le prestataire doivent être conformes aux demandes formulées par le client et portent essentiellement mais non limitativement sur :

- l'élaboration du business plan de l'activité LIB et son suivi ;
- le diagnostic des produits et services liés au compte économique ;
- l'assistance à l'équipement du compte économique ;
- l'élaboration des campagnes de communication pour l'activité LIB ;
- la mise en place et le suivi de campagnes spécifiques de commercialisation des produits économiques ;
- plus généralement, toute prestation dont le savoir-faire en LIB/CASH du prestataire pourrait s'avérer utile ou nécessaire pour le client.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafacash.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : KMAD 31 140.

Montant décaissé au courant de l'exercice : KMAD 33 000.

Date de conclusion : 2 janvier 2012.

Durée : ce contrat entre en vigueur à partir du 1er janvier 2012 et continuera à produire ses effets pour une durée initiale d'une année, renouvelable par tacite reconduction.

Modalités de rémunération : en contrepartie des prestations fournies, Attijariwafa bank versera à Wafacash une redevance mensuelle de 2 500 000 MAD (Deux millions cinq cents mille dirhams) hors taxes couvrant l'ensemble de la prestation.

Délai de paiement : les factures de Wafacash doivent être payées mensuellement au plus tard à 30 jours à compter de la date de la réception de la facture par Attijariwafa bank.

- **Contrat de cession de devises entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafacash**

Nature et objet de la convention : Ce contrat a pour objet de définir les conditions et les modalités de la cession, par Wafacash (le fournisseur), des devises résultant de son activité de cash en provenance de l'international, à la salle des marchés de la banque.

Les produits fournis par le fournisseur sont :

- les devises reçues quotidiennement de WESTERN UNION ;
- les devises reçues quotidiennement de MONEY GRAM ;
- les devises reçues quotidiennement de RIA ;

Plus généralement, toutes les devises reçues des prestataires étrangers de l'activité de Transfert.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafacash.

Modalités de rémunération : Wafacash facturera mensuellement une commission à Attijariwafa bank dont le montant est déterminé de la façon suivante :

$$\sqrt{}\text{Montant (M)} = \Sigma \text{MtCVDev(j)} * \text{MargeFour}$$

Avec :

- MtCVDev(j) : est la contrevaleur en dirhams des devises à céder le jour j par le fournisseur.
- MargeFour : est la marge du fournisseur.

La marge « MargeFour » est fixée d'un commun accord à 0.45% sur le flux quotidien reçu de l'étranger pour le premier mois. A la fin de chaque mois, les deux parties se revoient éventuellement pour définir, en fonction des évolutions du marché et des volumes, la nouvelle marge à appliquer.

Charges comptabilisées au titre de l 'exercice : KMAD 58 245.

Montant décaissé au courant de l'exercice : KMAD 61 394.

Date de conclusion : 22 juin 2012.

Durée : Le présent contrat entre en vigueur à partir du 1er janvier 2012 et continuera à produire ses effets pour une durée initiale d'une année, renouvelable par tacite reconduction.

Délais de paiement : Les factures de Wafacash doivent être payées mensuellement au plus tard 30 jours à compter de la date de la réception de la facture par Attijariwafa bank.

➢ **Contrat de location aux filiales : Wafa Bourse**

Nature et objet de la convention :

Attijariwafa bank donne par la présente à titre de bail commercial à Wafa Bourse, qui accepte, une superficie d'environ 150 m^2 situé au 8ème étage de l'immeuble sis 163 Avenue Hassan Il Casablanca.

Le présent bail est fait et accepté moyennant un loyer mensuel de MAD 20 650.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafa Bourse.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : MAD 247 500.

Montant encaissé au cours de l'exercice : MAD 247 500 TTC.

Date de conclusion : 1er janvier 2008.

Durée : Une année renouvelable par tacite reconduction.

Délais de paiement : Selon la réglementation en vigueur.

➢ **Contrat de location aux filiales : Wafa Assurance**

Attijariwafa bank donne par la présente à titre de Bail Commercial à Wafa Assurance, qui accepte, une superficie d'environ 112 m^2 situé au RDC de l'immeuble sis à Larache, 10 Avenue Mohammed V.

Le présent Bail est fait et accepté moyennant un loyer mensuel de MAD 6 160.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafa Assurance.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Néant.

Montant encaissé au cours de l'exercice : Néant.

Date de conclusion : 1er janvier 2008.

Durée : une année renouvelable par tacite reconduction.

Délais de paiement : selon la réglementation en vigueur.

- **Convention de prestation de service Hissab Bikhir avec Wafacash**

Nature et objet de la convention :

Attijariwafa bank a décidé de lancer une offre bancaire à destination d'une clientèle non bancarisée et par le présent contrat de service, confie à Wafacach, ce que cette dernière accepte, le soin d'assurer les prestations qui s'articulent autour de :

- Ouverture d'un compte à vue dépourvu de toute facilité de trésorerie, mais permettant la réalisation des opérations suivantes : retraits, versements, réceptions de virements remboursement d'échéances de crédits et communication de relevés bancaires (uniquement en agence) ;
- Carte bancaire de retrait et paiement on-line ;
- Crédit à la consommation (Wafasalaf) ;
- Crédit immobilier (Wafa Immobilier) ;
- Produits de bancassurance (Wafa Assurance) ;
- Conditions financières pour la commercialisation et la promotion du produit Hissab Bikhir.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafacash.

Modalités de rémunération :

La rémunération de Wafacash dans le cadre de ce contrat de prestation de service est de :

- 60 MAD HT par ouverture de compte. Sont pris en compte uniquement les comptes ouverts pendant le trimestre et dont le CMC (cumul mouvements créditeurs) est >ou = à 100 MAD entre le jour de l'ouverture et la fin du trimestre donné ;
- 0,35% HT des flux entrants y compris ceux reçus par virement ;
- 0,45% HT des flux sortants via l'agence de Wafacash ou partenaire de Wafacash.

Charges comptabilisés au titre de l'exercice : 39 888 KMAD.

Montant décaissé au cours de l'exercice : 31 803 KMAD.

Date de conclusion : 2 mars 2009.

Durée : deux années, renouvelables par tacite reconduction pour une même durée.

Délais de paiement : à périodicité trimestrielle, sur présentation des factures.

- **Convention-cadre de crédits sans recours entre Attijariwafa Bank et sa filiale Attijariwafa bank Europe**

Nature et objet de la convention : Dans le cadre de cette convention, les prêts consentis par Attijariwafa bank Europe sont intégralement refinancés par Attijariwafa bank.

Cette convention limite le droit à remboursement d'Attijariwafa bank sur Attijariwafa bank Europe, au titre du refinancement se rapportant à un prêt donné, au seul montant des sommes effectivement perçues par Attijariwafa bank Europe de l'emprunteur (ou d'un tiers pour le compte d'un emprunteur, comme une caution ou un assureur-crédit garantissant en tout ou partie le prêt).

Elle implique un abandon de créance d'Attijariwafa bank au titre de son refinancement, à concurrence de la partie du prêt qui deviendrait définitivement irrécouvrable, après mise en jeu de toutes les garanties et mise en œuvre de tous les recours possibles contre l'emprunteur.

Cette convention ne s'applique qu'aux prêts et refinancements que les parties acceptent via la signature d'un document conforme.

Il est à signaler que cette convention a été complétée en 2010 par les articles suivants :

« 2.5 Pour les opérations Clients prenant la forme d'une ouverture de crédit, la Banque de Refinancement s'oblige à assurer sans délai, au profit du Bénéficiaire, le refinancement des tirages effectués par le client concerné et s'engage notamment, à cet effet, à verser au Bénéficiaire les sommes correspondantes à première demande de ce dernier, sans préjudice, à défaut d'un tel versement à bonne date, de la possibilité pour le Bénéficiaire, de compenser de plein droit le montant des sommes en cause avec celui de tous avoirs qu'il détiendrait pour le compte de la Banque de Refinancement et/ou de toute dette qu'il pourrait avoir à l'égard de cette dernière ».

« 2.6 Lorsqu' un refinancement donné a été soumis à la présente Convention, conformément à la clause 2.3, celui-ci demeurera couvert par la présente Convention, notamment la clause 3 (recours limité), jusqu'à son échéance, sauf décision contraire des Parties qui ne pourra toutefois recevoir d'effet que pour autant qu'elle ait été préalablement portée à la connaissance du Secrétariat Général de !'Autorité de Contrôle Prudentiel française et ait fait l'objet d'un accord de cette dernière ».

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal d'Attijariwafa bank Europe.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Néant.

Montant encaissé au cours de l'exercice : Néant

Conventions de location de locaux

Ces conventions prévoient la location de locaux et/ou bureaux aux sociétés suivantes, dont Attijariwafa bank est l'actionnaire principal ou filiale :

Société	Nature	Localisation	Loyer HT facturé en 2018 (KMAD)	Loyer encaissé en 2018 (KMAD)
Attijari Finances Corp.	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	1 645	1 645
Al MADA (ex SNI)	Ensemble de locaux à usage de bureaux	60, rue d'Alger, Casablanca	5 558	5 558
Attijari Factoring Maroc	Ensemble de locaux à usage de bureaux	60, rue d'Alger, Casablanca	24	24
Attijari Intermédiation	Appartement à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	1 336	1 336
Attijari Invest	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	808	808
CAPRI	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	181	-
Wafasalaf	Ensemble de locaux à usage de bureaux	5, Bd Abdelmoumen, Casablanca	1 489	1 489
Wafa Gestion	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	472	472
Wafa Immobilier	Ensemble de locaux à usage de bureaux	Casablanca	1 927	1 927
Wafa Cash	Locaux commerciaux	Maroc	1 315	1 315
Dar Assafaa	Local commercial	Immeuble Agéna	1 056	1 056
Dar Assafaa	Local commercial	Route de Sefrou, Fès	79	79
Dar Assafaa	Local commercial	Moulay Ismail, Marrakech	87	87
Dar Assafaa	Local commercial	Tanger Florence (My Abdelaziz)	66	66
Dar Assafaa	Local commercial	Rue de Marrakech-Agadir	112	112
Dar Assafaa	Local commercial	Rue Djeddah Rabat	79	79
Dar Assafaa	Local commercial	48, Bd du 9 avril-Palmier-Casablanca	79	79
Wafa LLD	Local commercial	Route cotière, KM 11,5 Zone industrielle, Ain Sebaa, Casablanca	528	528

Source : Attijariwafa bank

- **Mandat de gestion de l'activité de crédit-bail entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafabail**

Nature et objet de la convention :

Dans le cadre de ce mandat, Wafabail procède à l'étude financière et technique des dossiers de crédit-bail et à l'évaluation et l'expertise de tous les projets de financement qui lui sont soumis par Attijariwafa bank, ainsi que tous les dossiers de crédit prospectés par Wafabail et qui sont financés par Attijariwafa bank.

Ce mandat ne confère aucun caractère exclusif au profit de Wafabail en matière de gestion de l'activité « crédit-bail » ni empêche Attijariwafa bank d'exercer cette activité concomitamment avec ce mandat.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafabail.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : la commission qui doit être versée à Wafabail s'est élevée à KMAD 1 829.

Montant décaissé au titre de l'exercice : Néant.

Modalités de rémunération : en contrepartie des prestations de services rendues, Wafabail perçoit une commission de gestion de 1% (HT) calculée sur la base des encours de crédit-bail débloqués par Attijariwafa bank et gérés par Wafabail.

Date de conclusion : 1er juillet 2007.

Délais de paiement : selon la réglementation en vigueur.

- **Mandat de gestion des produits alternatifs entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafabail**

Nature et objet de la convention :

Dans le cadre de ce mandat, Attijariwafa bank confie à Wafabail la gestion de l'activité issue des produits alternatifs, activité qu'elle peut exercer de par son objet social et son agrément.

Ce mandat ne confère aucun caractère exclusif au profit de Wafabail en matière de gestion de l'activité issue des produits alternatifs ni empêche Attijariwafa bank d'exercer cette activité concomitamment avec ce mandat.

Personnes concernées : Attijaraiwafa bank est l'actionnaire principal de Wafabail.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : Aucune opération liée à ce mandat n'a été réalisée en 2018.

Montant décaissé au titre de l'exercice : Néant.

Modalités de rémunération : En contrepartie des prestations de services rendues, Wafabail perçoit une commission de gestion de 1,10% (HT) calculée sur la base des encours gérés par Wafabail.

Date de conclusion : 2 octobre 2007.

- **Convention de commercialisation conclue entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafabail**

Nature et objet de la convention :

Cette convention de commercialisation a pour objet la commercialisation et la promotion auprès de la clientèle d'Attijariwafa bank des produits de leasing de Wafabail.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafabail.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : KMAD 18 392.

Montant encaissé au titre de l'exercice : Néant.

Date de conclusion : 18 novembre 2006.

Date de conclusion de l'avenant : 15 septembre 2008.

Modalités de rémunération : dans le cadre de cette convention, Attijariwafa bank perçoit une commission de 0.5% des affaires générées par la banque.

Délais de paiement : selon la réglementation en vigueur.

- **Conventions de gestion de l'activité crédit immobilier entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafa Immobilier**

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafa Immobilier.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : KMAD 220 381.

Montant décaissé au titre de l'exercice : KMAD 233 094.

Modalités de rémunération : dans le cadre de cette convention de gestion, Wafa Immobilier perçoit les commissions de gestion suivantes :

- 0.4 % sur les encours de crédits immobiliers gérés ;
- 0.4 % sur la production des crédits immobiliers réalisés par le réseau Wafa Immobilier.

Délais de paiement : selon la réglementation en vigueur.

- **Conventions de gestion de l'activité crédit à la consommation entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafasalaf**

Nature et objet de la convention : Dans le cadre de cette convention de gestion, Wafasalaf perçoit les commissions de gestion pour compte relatives aux produits crédit express et revolving Mizane.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafasalaf.

Date de conclusion : juin 2009 avec effet le 1er janvier 2009.

Modalités de rémunération : Les commissions de gestion Mizane sont calculées sur l'encours moyen global comme suit :

- 1,80 % de l'encours inférieur ou égal à MMAD 500 ;
- 1,60 % de l'encours supérieur à MMAD 500 et inférieur ou égal à MMAD 1.000 ;
- 1,40% de l'encours supérieur à MMAD 1.000 et inférieur ou égal à MMAD 1.500 ;
- 1,30 % de l'encours supérieur à MMAD 1.500 et inférieur ou égal à MMAD 2.500 ;
- 1,20 % de l'encours supérieur à MMAD 2.500 et inférieur ou égal à MMAD 4.000 ;
- 1,00 % de l'encours supérieur à MMAD 4.000.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : 84.898 KMAD.

Montant décaissée au titre de l'exercice : 70.605 KMAD.

Délais de paiement : selon la réglementation en vigueur.

- **Mandats de commercialisation des produits alternatifs conclu entre Attijariwafa bank et sa filiale Dar Assafa**

Nature et objet de la convention :

Par le présent contrat, le Mandataire est habilité à réaliser, au nom et pour le compte du Mandant les actes et les opérations, suivantes qui constituent l'Offre « Hissab Assafa » et ce, dans les conditions et selon les procédures fixés par le Mandant :

- conclure des contrats d'ouverture de comptes dans les conditions décidées par le Mandant, étant entendu que lesdits comptes seront ouverts sur les livres d'Attijariwafa bank ;
- réceptionner, sans pouvoir en disposer, les fonds devant être portés au crédit des comptes précités ;
- prendre en charge les ordres et instructions de paiement émis par les clients « Hissab Assafa » sur leurs comptes ouverts sur les livres du Mandant, conformément aux dispositions prévues par le Mandant ;

- gérer les comptes des clients « Hissab Assafa » ouvert sur les livres du Mandant, conformément aux dispositions prévues par le Mandant ;
- commercialiser les cartes de retrait et de paiement dans les conditions décidées par le Mandant ;
- commercialiser les produits et services bancaires et para-bancaires des filiales du Mandant.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Dar Assafa.

Modalités de rémunération :

Le mandat servira au Mandataire une commission sur la communication, distribution et gestion du produit « Hissab Assafaa ». Cette commission est détaillée comme suit :

- de 0 à 500 millions de dhs : 1% H.T/l'an ;
- de 500 millions à 1 milliard de dhs : 0,75% H.T/l'an ;
- à partir de 1 milliard de dhs : 0,50% H.T/l'an.

La commission fera l'objet d'une facturation mensuelle sur la base du total des dépôts collectés arrêté à fin de mois.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : Néant.

Montant décaissé au titre de l'exercice : Néant.

Délais de paiement : selon la réglementation en vigueur.

Date de conclusion de la convention : le 2 janvier 2011.

Durée : La convention est fixée pour une durée de deux années, renouvelable par tacite reconduction.

- **Avenant au mandat de gestion spécial entre Attijariwafa Bank et sa filiale Wafasalaf**

Nature et objet de l'avenant : La présente convention a pour objet de modifier la rémunération du mandataire Wafasalaf, relative à la gestion de l'activité « Crédits à la consommation et crédits sociaux », et la transformer d'une rémunération calculée sur la base des encours gérés en un montant forfaitaire annuel.

Toutefois, toute demande d'évolution fonctionnelle majeure ultérieure à la prise d'effet dudit avenant et formulée par le mandant (Attijariwafa bank) au mandataire (Wafasalaf), donnera lieu à une refacturation sur la base d'un devis.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafasalaf.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : Néant.

Montant décaissé au courant de l'exercice : Néant.

Date de conclusion : 16 mai 2013 avec date d'effet le 1er janvier 2013.

Durée : cette convention demeurera valable, sauf révocation par le Mandant (Attijariwafa Bank) selon la procédure prévue par le mandat de gestion initial.

Modalités de rémunération : cette convention fixe la rémunération annuelle de Wafasalaf à un montant de 900 KMAD (TTC).

Délais de paiement : le règlement de la facture à Wafasalaf sera effectué par Attijariwafa Bank dans un délai maximum d'un mois après la réception de la facture.

➢ **Convention entre Attijariwafa Bank et ses filiales Wafabail, Wafacash, Wafaimmobilier et Wafasalaf**

Nature et objet de la convention :

La présente convention porte sur l'assistance à maitrise d'ouvrage par Attijariwafa Bank en vue d'accompagner les filiales Wafabail, Wafacash, Wafa Immobilier et Wafasalaf, dans le déploiement d'une solution SIRH (Maw@rid).

Le projet Maw@rid a pour objectifs de :

- accompagner les filiales dans l'approbation du nouveau SIRH et veiller à la bonne adéquation de celui-ci aux spécificités de chaque filiale ;
- appréhender les impacts organisationnels, liés à la mise en place du nouveau système d'information ;
- faire bénéficier les filiales du retour d'expérience du CHG en la matière ;
- capitaliser sur les best practices, les supports et outils mis en place par le CHG ;
- montée en compétence des équipes filiales par un encadrement et une assistance rapprochés.

Date de conclusion : mars 2013 avec date d'effet le 1er janvier 2013.

Personnes concernées : Attijariwafa bank est l'actionnaire principal de Wafabail, Wafacash, Wafa Immobilier et Wafasalaf.

Durée : la mission commence lors du démarrage du projet et s'achève avec le déploiement de l'ensemble des modules prévus.

Modalités de rémunération : cette convention estime la charge par filiale pour l'année 2016 à 0 j/h. Le taux journalier est fixé à 5 KMAD.

Délai de paiement : le règlement des honoraires d'assistance à Attijariwafa bank sera effectué par chaque filiale le mois de janvier de l'année N+1 de l'exécution de l'assistance.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Néant.

Montants encaissés au titre de l'exercice : Néant.

IV. ACTIVITE

IV.1. Aperçu du secteur bancaire

IV.1.1. Cadre réglementaire

Le secteur bancaire marocain a entamé, depuis 2006, un ensemble de réformes qui se sont traduites par une refonte de la loi bancaire, orientée vers la libéralisation et la modernisation du secteur (libéralisation des taux, déréglementation de l'activité bancaire, etc.). Dans ce cadre, la loi bancaire de 1967, révisée en 1993, a été remplacée par une nouvelle loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le Dahir 1-05-178 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006). Cette loi vise l'élargissement des pouvoirs de Bank Al-Maghrib, lui conférant plus d'indépendance, renforçant sa réglementation et appuyant son rôle de supervision et de contrôle. Bank Al-Maghrib était ainsi habilité à octroyer ou à retirer les agréments, ou encore, à s'opposer à la nomination de personnes ne remplissant pas les conditions requises au sein des instances d'administration ou de direction des établissements de crédit.

De plus, la Banque Centrale a persévéré dans ses efforts visant le renforcement des dispositifs de surveillance proactive des risques bancaires. Ainsi, les vérifications sur place des établissements bancaires, assujettis depuis 2006, sont plus fréquentes et sont davantage axées sur les principales zones

de risque. Elles ont porté, en particulier, sur la gestion du risque immobilier et sur les opérations de hors bilan.

Depuis 2007, les banques publiques sont assujetties au processus de redressement, au même titre que les banques privées, ainsi qu'au respect de l'ensemble des règles monétaires et prudentielles. Le cadre réglementaire s'est ainsi aligné sur les standards internationaux, notamment avec l'entrée en vigueur, en 2007, des dispositions de Bâle II et sur les normes comptables internationales (IFRS). Ces dernières sont entrées en vigueur le 1er janvier 2008.

Par ailleurs, depuis le déclenchement de la crise financière en 2008, suite à l'effondrement du marché américain des prêts hypothécaires à risque (subprimes), Bank Al-Maghrib s'efforce de renforcer son dispositif de veille et de surveillance prudentielle. En effet, la Banque Centrale a recommandé aux banques davantage d'exhaustivité et de fréquence des reportings sur les expositions aux crédits subprimes, directes ou indirectes soient-elles. En parallèle, Bank Al-Maghrib a invité le management des établissements bancaires à rehausser le niveau de vigilance et à faire preuve d'une plus grande implication dans la gestion des risques, notamment ceux liés aux activités à l'international.

En outre, Bank Al-Maghrib a procédé à l'actualisation de ses enquêtes sur les conditions d'octroi de crédits, en particulier celles portant sur l'évolution de l'endettement des ménages. Il en ressort que l'encours de la dette bancaire des ménages s'est élevé à 309 milliards de dirhams en 2016, en hausse de 4,2% contre 5,1% en 2015.

Sur le plan micro-prudentiel, Bank Al-Maghrib vise à renforcer les assises financières des établissements de crédit et, par suite, à permettre une meilleure gestion des opérations de croissance interne et externe. Ainsi, Bank Al-Maghrib a décidé en avril 2012 de relever à 9% le niveau minimum du Tier I et de rehausser à 12% le ratio de solvabilité. Cette mesure, entrée en vigueur à partir de fin juin 2013, vise à renforcer la résilience du système bancaire et à conforter sa position dans la perspective de la mise en œuvre de l'une des composantes essentielles de la réforme de Bâle III, portant sur les fonds propres. Cette réforme portant sur la surveillance prudentielle, constitue le canal privilégié pour un dialogue structuré entre Bank Al-Maghrib et les établissements bancaires, sur des sujets tels que la qualité de l'évaluation interne et l'adéquation des fonds propres à leur profil de risque.

Bank Al-Maghrib a également mis l'accent sur l'évaluation de la qualité des actifs des banques et de leurs pratiques de gouvernance et sur la surveillance de leurs activités transfrontalières.
Sur le plan macro-prudentiel, Bank Al-Maghrib a inscrit ses actions de supervision dans une perspective plus large de stabilité financière. En effet, la Banque Centrale réalise notamment des stress tests pour évaluer la résilience du système bancaire à différents chocs financiers.

Bank Al-Maghrib a mené, ces dernières années, plusieurs chantiers pour la mise en place d'un dispositif institutionnel et analytique de surveillance macro-prudentielle.

En 2015, la nouvelle loi bancaire, référencée loi n°103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, a été publiée au bulletin officiel en date du 22 janvier. Cette loi renforce le cadre de supervision du système bancaire et permet l'émergence de nouveaux services et acteurs bancaires. Les travaux de réglementation ont ainsi porté cette année sur la préparation des circulaires d'application de cette loi.

Les principaux apports de la nouvelle loi bancaire ont porté sur les domaines suivants : l'élargissement du périmètre de la supervision bancaire; l'introduction de dispositions régissant l'activité des banques participatives, exercée à travers une banque dédiée ou par une banque conventionnelle dans le cadre de fenêtres; le renforcement des règles relatives à la gouvernance bancaire ; un nouveau dispositif de surveillance macro-prudentielle ; le renforcement du régime de résolution des crises bancaires à travers l'élargissement des instruments juridiques pour le traitement des difficultés d'établissements de crédit et l'introduction d'une procédure d'urgence si les circonstances le nécessitent et enfin le renforcement de la protection de la clientèle à travers l'élargissement des prérogatives de Bank Al-Maghrib en la matière et le renforcement du système de garantie des dépôts.

Au titre de l'année 2017, Bank Al-Maghrib a poursuivi son renforcement du dispositif réglementaire bancaire notamment en apportant des amendements aux exigences en fonds propres (coussins contra-cycliques), refonte de la classification des créances et nouvelles dispositions en matière de blanchiment d'argent.

La loi n°103.12 constitue un cadre légal davantage favorable à la croissance, à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions d'accès aux services financiers par les citoyens.
Les principaux apports de cette loi concernent notamment :

- L'élargissement du périmètre de la supervision bancaire aux Associations de Micro-Crédit et Banques offshore ;
- L'introduction de dispositions régissant l'activité de banques participatives à travers une banque dédiée ou dans le cadre de fenêtres ;
- L'établissement d'un nouveau dispositif de surveillance macro-prudentielle ;
- Le renforcement des règles relatives à la gouvernance bancaire, du régime de résolution des crises bancaires et de la protection de la clientèle.

En application des dispositions de la loi bancaire régissant les relations entre les établissements de crédit et leur clientèle, Bank Al-Maghrib fixe :

- les règles encadrant les modalités d'affichage des conditions appliquées par les établissements de crédit à leurs opérations, notamment en matière de taux d'intérêt débiteurs et créditeurs, de commissions et de régime de dates de valeur
- les conditions d'établissement des relevés de compte bancaires transparents et la communication des récapitulatifs des commissions appliquées
- les conditions minimales des conventions d'ouverture de comptes de dépôts devant protéger les droits des clients.

Elle veille par ailleurs, à l'occasion de ses contrôles sur place, à s'assurer du respect par les banques de l'accès gratuit de la clientèle aux services bancaires de base et à l'ouverture de comptes de dépôts à vue, sans versement de fonds au préalable.

Elle s'assure également du respect par les établissements de crédit des règles encadrant les intérêts débiteurs et créditeurs. Dans ce cadre, elle contrôle le respect du Taux Maximum des intérêts Conventionnels et les modalités de détermination et de communication du Taux Effectif Global.

En application des dispositions de la loi relative à la protection du consommateur, Bank Al-Maghrib est chargée de veiller au respect par les établissements de crédit des dispositions ayant trait aux exigences suivantes :

- l'information appropriée et claire du consommateur sur les produits, biens ou services qu'il acquiert ou utilise ;
- les obligations à respecter à l'occasion de l'octroi du crédit (publicité, offre préalable de crédit, délais de rétractation, etc.), pendant la vie du crédit et en cas de résiliation avant terme du contrat de crédit

C'est ainsi qu'à l'instar de toutes les banques de la place, le Groupe Attijariwafa bank a mis en conformité ses processus internes avec les dispositions de la loi 31/08 qui édicte les mesures de protection du consommateur et de ses décrets d'application tout en veillant à :

- Assurer la transparence des offres de services et des produits ;
- Communiquer tous les renseignements nécessaires relatifs aux caractéristiques des produits, biens ou services proposés à la clientèle ;
- Informer le Consommateur sur les termes du contrat, les délais de réflexion et de rétractation ainsi que ces droits en matière de paiement par anticipation, au renouvellement, remise de la copie du contrat,… ;
- Respecter les règles régissant la publicité des produits et services par une présentation claire et lisible et contenant l'ensemble des mentions obligatoires prévues par les textes réglementaires pris en application de la loi.

Aussi, la démarche adoptée par le Groupe Attijariwafa bank en matière de protection du consommateur vise à protéger davantage ses clients par une meilleure information sur les offres commerciales.

En Juillet 2017, le conseil de gouvernement a examiné et adopté deux projets de décrets relatifs aux Sukuk et au Takaful, présentés par le ministre de l'Economie et des Finances. Ce dernier, a également

adopté le projet de décret 2.17.180 complétant le décret 2.08.530 du 17 Rajab 1431 (30 juin 2010) portant application de la loi 33.06 sur la titrisation des actifs. Le Conseil de gouvernement a également adopté le projet de loi n°40-17 portant statut de Bank Al Maghrib, présenté par le ministre de l'Economie et des Finances. Ce projet consacre la refonte du statut de Bank Al Maghrib à travers l'élargissement de ses missions à la contribution à la prévention du risque systémique et au renforcement de la stabilité financière. Le texte prévoit ainsi d'attribuer à la banque centrale une autonomie totale en lui conférant le pouvoir de définir l'objectif de stabilité des prix, qui devient son objectif principal, et de conduire la politique monétaire en toute indépendance. Le projet précise que Bank Al Maghrib met en œuvre la politique du taux de change dans le cadre du régime de change et ses orientations fixées par le ministre chargé des finances après avis de la banque. Dans ce cadre, la banque a été également autorisée à utiliser les réserves de change dans un objectif de défense ou de préservation de la valeur du dirham en cas de régime de change flexible.

L'introduction d'un régime de change flexible a été lancée en janvier 2018. Ce régime est basé sur une bande horizontale (+/- 2,5%), à l'intérieur de laquelle le dirham peut fluctuer librement en fonction de l'offre et la demande sur le marché interbancaire des changes. Bank Al-Maghrib interviendra sur le marché uniquement si nécessaire afin de défendre l'intervalle ciblé.

Sur le plan de la consolidation des comptes, Bank Al-Maghrib a accompagné les établissements de crédit, dans le cadre du chantier d'adoption de la norme comptable internationale « IFRS 9 » portant sur les instruments financiers et dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2018. Cette norme introduit notamment une rupture dans l'approche de dépréciation des portefeuilles de crédits bancaires, en instaurant, en particulier, un provisionnement prospectif des crédits dès leur octroi.[70]

Critères	Définition	Taux
Ratio de solvabilité (ou Ratio Cooke)	Rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature	=> 12%[71]
Coefficient minimum de liquidité	Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés	=> 100%
Ratio de division des risques	Rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque	= <20%
Réserve monétaire	Fonds que les banques sont tenues de disposer sous forme de comptes gelés auprès de BAM, à hauteur de 4% de leurs dépôts à vue.	= 4%
Classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions	Depuis le renforcement du régime de couverture par les provisions des créances en souffrance en décembre 2002, (sortie de la circulaire n°19/G/2002), les créances en souffrance sont réparties en 3 catégories selon leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, respectivement à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100%	=> 20%, ou 50%, ou 100%

IV.1.2. Activité du secteur bancaire[72]

Au titre de l'exercice 2017, et suite à l'agrément de 5 nouveaux acteurs de la finance participative, le secteur bancaire marocain compte 86 établissements de crédit et organismes assimilés, comprenant 19 banques conventionnelles dont 3 dotées d'une fenêtre participative, 5 banques participatives, 32 sociétés de financement, 6 banques offshore, 13 associations de microcrédit, 9 établissements de paiement spécialisés en matière de transfert de fonds, la Caisse de Dépôt et de Gestion et la Caisse Centrale de Garantie.

[70] Source : Rapport annuel de Bank Al-Maghrib sur la supervision bancaire en 2017.
[71] Le ratio de solvabilité a été relevé à 12% à partir d'avril 2012.
[72] Source : Rapport annuel de Bank Al-Maghrib sur la supervision bancaire en 2017.

L'actionnariat du système bancaire comprend une part prépondérante de l'actionnariat privé, soit 69%, constitué notamment de holdings de groupes privés marocains, de compagnies d'assurances, d'organismes de prévoyance sociale et de groupes bancaires étrangers.

A fin 2017, sept banques et sept sociétés de financement sont détenues majoritairement par des actionnaires étrangers d'origine française, espagnole, américaine et jordanienne. Onze établissements de crédit, dont six banques, étaient cotés en bourse à fin 2017, représentant plus de 34% de la capitalisation boursière.

La consolidation récente du secteur a mené à une forte concentration de ce dernier avec six grandes banques (Attijariwafa bank, BCP, BMCE bank, BMCI, SG, CDM) contrôlant 95,6% des crédits et 91,1% des dépôts, au 31 décembre 2018, du total des banques commerciales[73].

Au titre de l'année 2017, l'assise financière des banques a dégagé un ratio moyen de solvabilité de 13,9%, et un ratio de fonds propres de base de 10,9%, déterminés selon les règles de Bâle III, niveaux permettant aux banques de disposer ainsi de matelas de sécurité favorisant leur résilience. Ainsi, à partir de juillet 2015, les banques sont tenues de respecter un ratio minimum de liquidité de 60%, qui devrait augmenter progressivement de 10 points par an pour atteindre 100% en 2019.

Le secteur bancaire marocain a continué de faire preuve de résilience en 2017, en affichant des indicateurs d'activité et de rentabilité globalement satisfaisants. L'analyse de l'activité et de la rentabilité sur base consolidée est retracée à partir des états financiers, établis en normes IFRS, par 9 groupes bancaires, représentant 93% de part de marché sur base sociale. Cette analyse permet d'intégrer l'activité et les résultats des banques réalisés par les sociétés qu'elles contrôlent au Maroc et à l'étranger. Les 9 groupes bancaires ont vu leurs indicateurs d'activité et de rentabilité s'améliorer en 2017, bénéficiant de la diversification de leurs activités, tant sectorielle que géographique. Cette évolution reflète la croissance organique des groupes ainsi que les changements intervenus au niveau du périmètre de consolidation suite à des opérations de croissance externe et au renforcement de leurs participations dans certaines filiales.

Le total-actif des neuf groupes bancaires s'est établi à 1 540 milliards de dirhams en progression de 7,6% en 2017, contre 5,4% en 2016. Cette évolution traduit, du côté des emplois, une hausse des prêts et créances sur la clientèle et une accélération des actifs financiers à la juste valeur par résultat et ceux disponibles à la vente. Au niveau des ressources, elle trouve son origine principalement dans la hausse des dettes envers la clientèle. Du côté des ressources, les dépôts collectés auprès de la clientèle continuent de constituer le poste le plus important avec une part de 67,9%, soit 0,5 point de moins que l'année précédente. Les dettes envers les établissements de crédit et les titres de créance émis ont vu leur part croître de 0,1 et 0,3 point pour s'établir respectivement à 9,5% et 3,8%.

Selon les indicateurs relevés par le Groupement Professionnel des Banques du Maroc, au niveau de la fonction de collecte de l'épargne, l'ensemble des ressources drainées par les banques commerciales (hors CIH, CAM) s'est établi à 847,4 Mrds Dh à fin 2017 et à 867,4 Mrds Dh à fin 2018, en progression de 5,7% en 2017 et en baisse de 2,4% en 2018.

Les comptes chèques et les comptes d'épargne, qui représentent conjointement un encours de 499,1 Mrds Dh en 2017 et 518,5 Mrds Dh en 2018 continuent de fournir la plus importante contribution aux ressources bancaires, représentant ainsi 62,3% des ressources collectées auprès de la clientèle en 2018.

[73] Source : GPBM.

Dépôts

L'activité bancaire se caractérise par une forte concentration. En effet, en 2018, six banques collectent plus de 91,1% du total des ressources des banques commerciales[74].

Ainsi, en 2018, les parts de marché en termes de ressources des six principaux acteurs bancaires sur le marché marocain, se présentent comme suit :

	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Dettes envers les établissements de crédit	266	934	1 326	275	68	168	3 037
Dépôts de la clientèle	233 925	242 820	124 164	45 291	41 253	63 571	751 024
Titres de créances émis	8 424	3 010	8 500	6 536	2 900	6 742	36 112
Total ressources	**242 615**	**246 765**	**133 989**	**52 102**	**44 222**	**70 481**	**790 174**

Source : GPBM

Les quatres premières banques (Attijariwafa bank, BCP, BMCE, SG) collectent 80,0% des ressources du marché. Attijariwafa bank détient 28,0% du total des ressources des banques commerciales, derrière la BCP qui en détient 28,6%.

Crédits

En 2018, les six plus grandes banques commerciales du pays distribuent près de 95,6% du total des engagements des banques commerciales.[75]

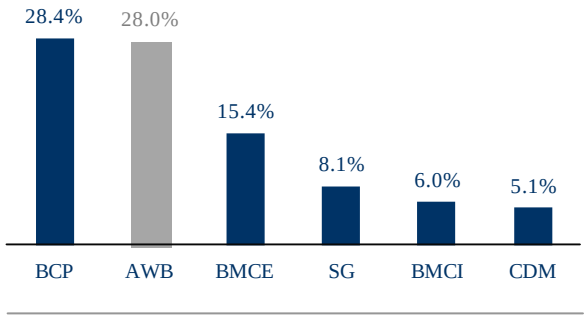
Le tableau ci-dessous présente les parts de marché, au niveau des crédits à l'économie, des six principaux acteurs sur le marché bancaire marocain en 2018 :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Créances sur les sociétés de financement	38.8%	28.4%	11.7%	6.7%	4.7%	9.1%	99.5%
Créances sur la clientèle	29.5%	27.9%	15.9%	6.5%	5.8%	9.6%	95.3%
Total crédits	**30.2%**	**28.0%**	**15.6%**	**6.5%**	**5.7%**	**9.6%**	**95.6%**

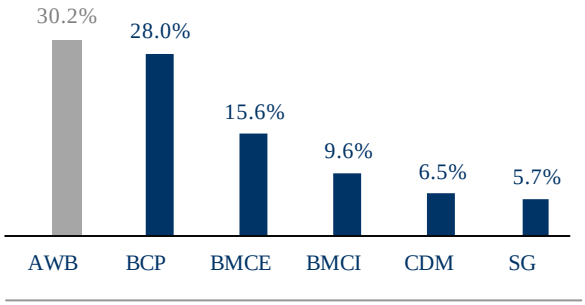
Source : GPBM

A fin 2018, Attijariwafa bank détient une part de marché de 30,2%, suivie de la BCP et de la BMCE, avec des parts de marché respectives de 28,0% et 15,6%. Cumulativement, la part de marché détenue par les quatre plus grandes banques commerciales du Royaume en matière de crédits (Attijariwafa bank, BCP, BMCE, SG) s'établit à 83,3%.

Parts de marché ressources au 31.12.2018



Parts de marché crédits au 31.12.2018



Source : GPBM - PDM calculée sur l'encours des banques commerciales

[74] Banques commercial : Secteur bancaire hors CIH et CAM

[75] Banques commercial : Secteur bancaire hors CIH et CAM

Engagements hors bilan

Au terme de l'année 2018, les six premières banques marocaines représentent 93,5% des engagements donnés par les banques commerciales[76].

Les parts de marché au niveau des engagements hors bilan des six principaux acteurs sur le marché bancaire marocain, au 31 décembre 2018, se présentent comme suit :

Parts de marché*	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Total des engagements donnés	45.9%	18.4%	7.3%	9.4%	4.7%	7.8%	**93.5%**
Total des engagements reçus	22.7%	17.9%	19.6%	8.9%	1.9%	15.8%	**86.8%**

Source : GPBM - * Parts de marché calculées sur l'encours des banques commerciales

Pour les engagements donnés au terme de l'année 2018, le cumul des parts de marché des quatre plus grandes banques commerciales du pays en matière d'engagements donnés (Attijariwafa bank, BCP, BMCE et SG) s'élève à 86,1%.

Le cumul des parts de marché des quatre plus grandes banques commerciales du pays en matière d'engagements reçus (Attijariwafa bank, BCP, BMCE, SG) s'élève à 76,0% en 2018.

Attijariwafa bank occupe la première place en termes d'engagements reçus (part de marché de 22,7%), ainqi qu'en termes d'engagements donnés (part de marché de 45,9%).

IV.1.3. Évolution des ressources

Les dépôts de la clientèle des banques commerciales[77] ont évolué sur la période considérée comme suit :

	2016	2017	2018	Var 17/16	Var 18/17
Dettes envers les établissements de crédit (1)	**3 561**	**4 346**	**3 106**	**22.0%**	**-28.5%**
Dépôts de la clientèle	**759 229**	**801 459**	**816 757**	**5.6%**	**1.9%**
Comptes chèques*	335 112	362 536	377 745	8.2%	4.2%
Comptes courants*	120 036	126 697	126 603	5.5%	-0.1%
Comptes d'épargne	130 077	136 599	140 822	5.0%	3.1%
Dépôts à terme	138 924	134 493	133 280	-3.2%	-0.9%
Autres dépôts et comptes créditeurs*	35 079	41 134	38 307	17.3%	-6.9%
Titres de créances émis (2)	**38 995**	**41 623**	**47 513**	**6.7%**	**14.2%**
Total ressources	**801 784**	**847 427**	**867 376**	**5.7%**	**2.4%**

Mdh - Source : GPBM - * Dépôts non rémunérés
(1) Y compris les emprunts financiers extérieurs
(2) Certificats de Dépôts+ emprunts obligataires émis+Autres titres de créances émis

Commentaires

- **Evolution :**

Revue analytique 2017 – 2018

Au terme de l'année 2018, l'ensemble des ressources collectées par les banques commerciales (hors CAM et CIH) s'est établi près de 867,4 Mrds Dh, soit une hausse de 2,4% par rapport à fin 2017. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des dépôts de la clientèle, dont l'encours, à fin 2018, a cru de 1,9% (+15,3 Mrds Dh) par rapport à fin 2017.

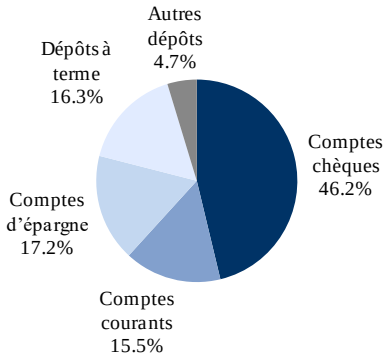
La croissance des dépôts de la clientèle provient essentiellement des hausses des comptes chèques (+4,2%) et des comptes d'épargne (+3,1%).

[76] Banques commercial : Secteur bancaire hors CIH et CAM
[77] Banques commercial : Secteur bancaire hors CIH et CAM

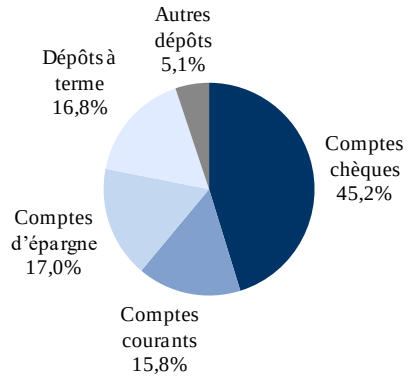
Au titre de l'exercice 2017, les ressources collectées par les banques commerciales (hors CAM et CIH) s'élève à près de 847,4 Mrds Dh, affichant ainsi une hausse de 5,7% par rapport à l'exercice précédent. L'accroissement des dépôts de la clientèle (+42,2 Mrds Dh) demeure la principale raison de cette progression.

Les graphiques ci-après présentent la répartition des dépôts de la clientèle à fin 2018 et à fin 2017 :

Répartition des dépôts clientèle au 31.12.2018



Répartition des dépôts clientèle au 31.12.2017



Source : GPBM

IV.1.4. Évolution des crédits

Les crédits clientèle des banques commerciales[78] ont évolué comme suit sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var 17/16	Var 18/17
Créances sur les sociétés de financement	**60 289**	**57 429**	**57 174**	**-4.7%**	**-0.4%**
Comptes ordinaires des sociétés de financement	3 180	3 044	1 983	-4.3%	-34.9%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	13 583	12 504	13 760	-7.9%	10.0%
Prêts financiers	43 468	41 822	41 172	-3.8%	-1.6%
Autres	59	59	259	-3.3%	-3.3%
Créances sur la clientèle	**652 909**	**675 638**	**718 437**	**3.5%**	**6.3%**
Crédits de trésorerie	147 833	137 045	140 911	-7.3%	2.8%
Crédits à l'équipement	156 698	172 706	177 813	10.2%	3.0%
Crédits à la consommation	45 422	47 834	50 248	5.3%	5.0%
Crédits immobiliers	207 299	217 640	222 710	5.0%	2.3%
Autres crédits	41 980	46 641	70 179	11.1%	50.5%
Créances en souffrance brutes	53 677	53 772	56 576	0.2%	5.2%
Total Crédits	**713 199**	**733 068**	**775 610**	**2.8%**	**5.8%**

Mdh – Source : GPBM

Le taux de contentieux du secteur a évolué comme suit sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var 18/17
Créances sur la clientèle	652 909	675 638	718 437	3.5%	6.3%
Créances en souffrance brutes	53 677	53 772	56 576	0.2%	5.2%
Taux de contentieux secteur*	**8.2%**	**8.0%**	**7.9%**	**-0,3 pt**	**-0.1pt**

Source : GPBM. * Taux de contentieux du secteur = créances en souffrance brutes/créances clients

[78] Banques commercial : Secteur bancaire hors CIH et CAM

Revue analytique 2017 – 2018

Au terme de l'année 2018, le total des crédits à l'économie a affiché une progression de 5,8%, pour s'établir à près de 775,6Mrds Dh. Cette amélioration est attribuable aux éléments suivants :

- les créances sur la clientèle se sont accrues de 6,3% en 2018 pour s'établir à près de 718,4Mrds Dh, dont la structure se présente comme suit :
  - ✓ les créances sur la clientèle sont composées de 31,0% des crédits immobiliers et de 19,6% des crédits de trésorerie. L'encours de ces deux postes s'est établi respectivement à 222,7 Mrds Dh (+2,3%) et à près de 140,9 Mrds Dh (+2,8%) à fin 2018 ;
  - ✓ les crédits à l'équipement et à la consommation contribuent, cumulativement à 31,7% des créances sur la clientèle, ce qui représente un encours total de près de 228,1 Mrds Dh en 2018, en hausse de 3,4% par rapport 31 décembre 2017 ;
- la hausse de 5,2% des créances en souffrance brutes à plus de 56,6 Mrds Dh à fin décembre 2018, contre près de 53,8 Mrds Dh à fin décembre 2017 ;
- au terme de l'année 2018, le taux de contentialité du secteur a affiché une légère baisse, suite notamment à la hausse des créances sur la clientèle, pour atteindre 7,9% à fin décembre 2018, soit une baisse de plus de 0,1 point par rapport à fin décembre 2017.

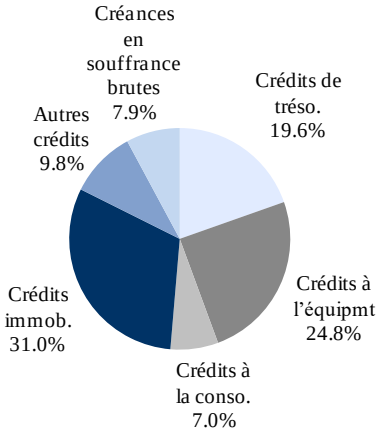
Revue analytique 2016 – 2017

Au 31 décembre 2017, les crédits à l'économie ont connu une augmentation de 2,8% pour s'établir à près de 733,1 Mrds Dh. Cette hausse est attribuable aux éléments conjugués suivants :

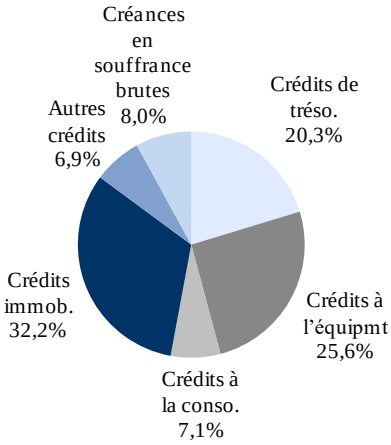
- les créances sur la clientèle ont enregistré une croissance de 3,5% à près de 675,6 Mrds Dh. Ce poste représente 92,2% du total des emplois à fin 2017 (contre 91,5% en 2016) ;
  - ✓ les créances sur la clientèle sont composées à 32,2% des crédits immobiliers et à 20,3% des crédits de trésorerie. L'encours de ces deux postes s'est établi respectivement à 137,0 Mrds Dh (-7,3%) et à près de 217,6 Mrds Dh (+5,0%) à fin décembre 2017 ;
  - ✓ les crédits à l'équipement et à la consommation contribuent à hauteur de 32,6% du total des créances sur la clientèle, ce qui représente un encours total de 220,5 Mrds Dh au 31 décembre 2017, en hausse de 9,1% par rapport au 31 décembre 2016 ;
- la hausse de 0,2% des créances en souffrance brutes à près de 53,8 Mrds Dh à fin 2017, contre 53,7 Mrds Dh en 2016. Par conséquent, le taux de contentieux est resté relativement stable pour s'établir à 8,0% au titre de l'année 2017, contre 8,2% à fin décembre 2016.

Les graphiques ci-après présentent la répartition des crédits à la clientèle à fin 2018 et à fin 2017 :

Répartition des crédits clientèle au 31.12.2018



Répartition des crédits clientèle au 31.12.2017



Source : GPBM.

IV.1.5. Évolution des opérations de hors bilan

Engagements donnés

Les engagements donnés des six principaux acteurs sur le marché bancaire marocain, au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018, se présentent comme suit :

- **Au 31 décembre 2017 :**

	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Engagements de financement donnés	**55 245**	**28 181**	**7 404**	**8 365**	**4 955**	**4 955**	**109 106**
Dont engagements de financement en faveur de la clientèle	50 671	26 013	6 934	8 365	4 955	4 955	101 893
Engagements de garantie donnés	**62 324**	**21 960**	**13 862**	**14 166**	**8 253**	**18 106**	**138 672**
Dont engagements de garantie d'ordre de la clientèle	46 334	13 539	9 118	6 337	3 694	12 969	91 991
Engagements donnés	**117 570**	**50 141**	**21 266**	**22 531**	**13 208**	**23 061**	**247 777**

Mdh - Source : GPBM

- **Au 31 décembre 2018 :**

	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Engagements de financement donnés	**67 871**	**31 768**	**7 162**	**11 052**	**4 802**	**4 602**	**127 256**
Dont engagements de financement en faveur de la clientèle	5 920	916	628	0	0	0	7 464
Engagements de garantie donnés	**62 091**	**20 335**	**13 377**	**15 666**	**8 574**	**17 507**	**137 550**
Dont engagements de garantie d'ordre de la clientèle	13 848	6 284	2 930	9 382	4 581	5 045	42 071
Engagements donnés	**129 962**	**52 103**	**20 539**	**26 718**	**13 376**	**22 109**	**264 806**

Au 31 décembre 2018, les engagements donnés des six principales banques commerciales se sont établis à 264,8 Mrds Dh, en hausse de 6,9% par rapport à fin décembre 2017. Cette hausse est due à la hausse des engagements de financement donnés de 16,6%, pour atteindre 127,3 Mrds à fin décembre 2018.

Au terme du premier semestre 2018, les six premières banques marocaines représentent 93,5% des engagements de financement et de garantie donnés par les banques commerciales.

Engagements reçus

Les engagements reçus des six principales banques sur le marché bancaire marocain, au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2018, se présentent comme suit :

- **Au 31 décembre 2017 :**

	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Engagements de financement reçus	**0**	**91**	**0**	**0**	**0**	**1 119**	**1 209**
Dont engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	91	0	0	0	1 119	1 209
Engagements de garantie reçus	**20 390**	**11 874**	**17 845**	**4 864**	**2 674**	**9 048**	**66 694**
Dont engagements de garantie reçus des établissements de crédit	20 009	10 716	17 168	4 864	2 674	7 038	62 469
Engagements reçus	**20 390**	**11 964**	**17 845**	**4 864**	**2 674**	**10 167**	**67 904**

Mdh - Source : GPBM

- **Au 31 décembre 2018 :**

	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Engagements de financement reçus	**0**	**74**	**0**	**0**	**0**	**1 095**	**1 169**
Dont engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	74	0	0	0	1 095	1 169
Engagements de garantie reçus	**19 188**	**15 082**	**16 622**	**7 504**	**1 622**	**12 255**	**72 273**
Dont engagements de garantie reçus des établissements de crédit	18 731	11 747	15 387	7 504	1 622	8 698	63 689
Engagements reçus	**19 188**	**15 156**	**16 622**	**7 504**	**1 622**	**13 350**	**73 442**

Au terme de l'année 2018, les engagements reçus par les six premières banques commerciales se sont établis à 73,4 Mrds Dh, en hausse de 8,2% par rapport à fin décembre 2017, en raison de la croissance des engagements de garantie reçus de 8,4% (+5,6 Mrds Dh) à près de 72,3 Mrds Dh.

Au 31 décembre 2018, les six premières banques marocaines représentent 86,8% des engagements de financement et de garantie reçus par les banques commerciales.

IV.1.6. Évolution des principaux indicateurs d'exploitation

L'évolution des principaux indicateurs d'exploitation des banques commerciales se présente comme suit, sur la période 2016 – 2018 :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var 18/17
Marge d'Intérêt	26 117	25 233	32 212	-3,4%	27,7%
Résultat des op. de crédit-bail et de location	45	-71	46	<-100%	>100,0%
Marge sur commissions	5 718	5 990	7 255	4,8%	21,1%
Résultat des opérations de marché	7 042	6 240	6 362	-11,4%	2,0%
Produit net bancaire	**40 298**	**38 690**	**47 176**	**-4,0%**	**21,9%**
Charges générales d'exploitation	19 593	19 333	23 818	-1,3%	23,2%
Dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance	-4 167	-4 023	-5 557	3,4%	-38,1%
Résultat net	**11 483**	**9 917**	**11 148**	**-13,6%**	**12,4%**

Mdh - Source : GPBM – Banques commerciales (hors CAM et CIH)

Commentaires

- **PNB** : Au titre de l'exercice 2017, le PNB des banques commerciales est en baisse de 4,0%, et s'établit à 38,7 Mrds Dh, suite essentiellement à une baisse de 3,4% de la marge d'intérêt à 25,2 Mrds Dh.
- **Charges générales d'exploitation** : A fin décembre 2017, les charges générales d'exploitation sont en baisse de 1,3% pour s'établir à 19,3 Mrds Dh.

- **Provisions** : Au de l'exercice 2017, les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance sont en hausse de 3,4% pour atteindre 4,0 Mrds Dh.
- **Résultat net** : A fin 2017, le résultat net des banques commerciales est en baisse de 13,6%, et s'établit à 9,9 Mrds Dh.

IV.2. Activités d'Attijariwafa bank

Le groupe Attijariwafa bank est structuré autour de deux pôles opérationnels correspondant aux principales activités du groupe et de deux pôles supports qui viennent consolider l'organisation de la banque.

Les quatre pôles d'Attijariwafa bank se présentent comme suit :

- pôle Banque de Détail, réunissant le Marché de l'Entreprise, le Marché des Particuliers et Professionnels, la Banque Privée et Attijariwafa bank Europe ;
- pôle Banque de Financement & Investissement, de Marchés des Capitaux et Filiales Financières, qui regroupe la « Banque de Financement et d'Investissement», la « Banque de marchés des Capitaux », la « Banque de Détail à l'International» et les « Sociétés de Financement Spécialisées» ;
- pôle Gestion Globale des Risques, indépendant des Pôles et Métiers et rapportant directement à la présidence, la GGRG est organisée autour des entités : Risque de Contrepartie, Risque Opérationnel, Risque Marché et Risque Pays ;
- pôle Finances, Technologie et Opérations regroupe les entités : Finances, Logistique et Achats Groupe, Qualité, Services et Traitements Groupe, Systèmes d'information, Conseil juridique Groupe, Stratégie et Développement Groupe et CDO Office.

IV.2.1. Le pôle Banque de détail

Ce pôle, qui regroupe le Marché des Particuliers et des Professionnels, le Marché des Marocains Résidents à l'Etranger « MRE », le Marché de l'Entreprise (PME & TPE), la Banque Privée, Banque Multicanal et la Transformation Digitale et Smart up représente un marché prioritaire pour la banque.

Marché des Particuliers et des Professionnels

Pour consolider son positionnement de leader et répondre aux orientations stratégiques décidées par Attijariwafa bank, le Marché des Particuliers et Professionnels a mis en place des moyens de développement et de croissance visant la conquête en s'appuyant sur une approche marketing différenciée par marché cible.

Cette approche est basée sur le lancement de produits innovants et la diversification des offres pour atteindre les objectifs stratégiques.

La gamme de produits dédiée à ce marché est très étoffée, ce qui permet de cerner les différents besoins de la clientèle dont l'exigence ne cesse de croître dans un marché de plus en plus concurrentiel.

L'essentiel de la mission du réseau du Marché des Particuliers et des Professionnels est d'assurer la vente de produits et services, développés et labellisés par Attijariwafa bank mais pouvant être gérés par d'autres entités du groupe, à savoir, Wafa Assurance, Wafasalaf, Wafa Immobilier, Wafa Gestion, Wafa Bourse, Wafabail.

L'organisation commerciale des agences du Marché des Particuliers et des Professionnels est caractérisée par la segmentation du portefeuille client selon plusieurs critères tels que la nature d'activité (par catégorie socioprofessionnelle), le montant de l'épargne, les mouvements du compte, etc. Ainsi, chaque segment de clients, « grand public » ou « affluent », est regroupé au sein d'un portefeuille homogène.

La banque a également mis en place des modèles économiques complémentaires pour le développement du réseau, permettant ainsi à d'autres franges de la population d'accéder aux services bancaires et financiers :

- la banque économique : lancement d'une offre bancaire (Hissab Bikhir) adaptée aux clients à revenu modeste ;

- la banque alternative : lancement d'une filiale Bank Assafaa proposant une offre complète de produits de dépôts, d'épargne et de financement, en ligne avec les pratiques internationales en matière de finance alternative.
- La banque digitale : lancement d'une nouvelle expérience bancaire destinée aux 18-35 ans avec L'bankalik.ma, la banque « 100% mobile », qui répond aux besoins des plus jeunes et à leurs usages de plus en plus digitaux. Avec 3 niveaux d'offres packagées dont L'bankalik Smart, gratuite pour les moins de 35 ans, L'bankalik.ma donne accès pour 0 DH, et 0 frais cachés, à l' «essentiel» pour un Millenial : un compte chèque et une carte Mastercard internationale personnalisée, permettant notamment de réaliser des achats en ligne sur un large panel de sites internationaux.

Principaux indicateurs de la Banque des Particuliers et Professionnels[79]

Au 31 décembre 2018, les principaux indicateurs de la « Banque des Particuliers et Professionnels » se présentent comme suit :

- nombre d'agences : 1 119 (-0,4% vs fin 2017) ;
- nombre de clients : 3 01 159 (+13,1% vs fin 2017) ;
- crédits distribués : 53,0 Mrds (+6,4% vs fin 2017) ;
- dépôts de la clientèle : 718,5 Mrds Dh (+9,4% vs fin 2017) ;
- part de la Banque des Particuliers et Professionnels dans les dépôts de la banque : 32%.

Marché des Marocains Résidents à l'Etranger

Plaçant la diaspora marocaine au cœur de sa stratégie de développement, Attijariwafa bank se positionne comme un acteur de référence en matière d' «Immigrant Banking» Ainsi, un modèle économique a été construit lui permettant de servir et d'accompagner le client ici et là-bas, à savoir dans son pays d'origine – le Maroc – et son pays de résidence.

Tirant profit de la réussite de son modèle avec les marocains résidant à l'étranger en Europe, Attijariwafa bank a capitalisé sur ce succès pour le dupliquer aux autres diasporas servies par le groupe. A cet effet, Attijariwafa bank Europe, filiale européenne du groupe, est devenue l'interlocuteur de référence et le partenaire privilégié auprès des tunisiens, des sénégalais, des ivoiriens et des maliens en Europe.

Les principales composantes de ce modèle économique se déclinent comme suit:

- Un réseau physique d'agences et de bureaux de représentation dans les pays où les MRE sont installés en nombre :
  - ✓ Attijariwafa bank Europe et ses succursales, filiale disposant de licences bancaires avec un réseau de 61 agences, avec une présence dans 6 pays en Europe (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, et Espagne) ;
  - ✓ Des bureaux de représentation en Suisse, en Angleterre[80], au Canada et au Moyen Orient (en Arabie Saoudite, aux Emirats Arabes Unis, au Qatar)
- Un réseau de partenaires permettant aux clients d'Attijariwafa bank d'accéder à des réseaux de distribution dans les pays de non-présence du Groupe ;
- Des réseaux de distribution dans le pays d'origine, animés de manière spécifique ;
- Une offre de produits et services bancaires couvrant l'ensemble des besoins du client en terme d' « immigrant banking » et de « migrant bank » ;
- Des organisations dédiées au niveau des filiales en Europe et en Afrique, assurant le pilotage du marché, l'animation des réseaux, le marketing stratégique et opérationnel.

[79] Source : Attijariwafa bank
[80] *Le bureau de représentation de Londres est une société financière depuis 2017.*

Principaux indicateurs de la Banque des Marocains Résidents à l'Etranger[81]

Au 31 décembre 2018, les principaux indicateurs de la « Banque des Marocains Résidents à l'Etranger » se présentent comme suit :

- dépôts de la clientèle MRE : 46,9 Mrds Dh (+0,0% vs fin 2017) ;
- nombre de réseaux en Europe : 63 (-1,6% vs fin 2017) ;
- nombre de comptes MRE (clients) : 769 834 (+3,2% vs fin 2017).

Marché de l'Entreprise

Un dispositif d'accompagnement financier et non financier spécifique aux Entreprises

Accompagner et soutenir le développement des entreprises de toutes tailles (TPE, PME et Grandes Entreprises), telle est la mission du Marché des Entreprises qui déploie en permanence un dispositif dédié construit autour de trois leviers principaux :

- Une offre de produits et services financiers innovants et adaptés pour répondre aux attentes et aux besoins spécifiques de chaque typologie de clients : banque au quotidien, solutions de financement, opérations à l'international, assurance, assistance…
- Des solutions digitales pour accélérer la digitalisation des entreprises et optimiser leurs interactions avec la banque : banque à distance, solutions de gestion des encaissements et des décaissements, solutions digitales pour les opérations à l'international…
- Des services non financiers axés sur le conseil, l'information, la formation et la mise en relation pour accompagner le développement des affaires avec efficacité.

Un réseau d'agences dédiées offrant des services à valeur ajoutée

Conscient que la régionalisation est un levier fondamental pour contribuer à l'essor économique et social du pays, le groupe Attijariwafa bank a opté pour une organisation régionale afin de mettre à la disposition de ses clients des interlocuteurs qui les accompagnent au niveau local. Le Groupe privilégie ainsi la proximité avec sa clientèle et réinvente sans cesse l'expérience clients afin d'offrir un service de qualité basé sur l'écoute, le conseil et la célérité de traitement.

En appui à un réseau de plus de 1200 agences, Attijariwafa bank a mis sur pied des réseaux dédiés :

- Des Centres d'Affaires et des Succursales Entreprises pour les PME et GE : Ces centres d'expertise au nombre de 40 prennent en charge les besoins complexes des entreprises dans des domaines pointus tels que le Trade, le Cash Mangement… et offrent une panoplie riche de services financiers et non financiers par des conseillers spécialisés.
- Des Centres TPE, au nombre de 112, pour servir les porteurs de projets, les auto-entrepreneurs et les Très Petites Entreprises ont été mis en place en vue de leur apporter l'expertise nécessaire pour accompagner leur développement, en particulier à travers le financement.
- Des Centres Dar Al Moukawil au nombre de 7 qui offrent gratuitement aux porteurs de projets, auto-entrepreneurs et Très Petites Entreprises, clients et non clients, la possibilité de bénéficier de plusieurs services d'accompagnement : des informations riches liées à l'entrepreneuriat, des conseillers dédiés, des séances de formation quotidiennes, ainsi que des services de mise en relation (BtoB et journées marchés).

Un engagement au service du développement économique

Afin de contribuer efficacement au développement des différents secteurs de l'économie et soutenir le tissu productif marocain, Attijariwafa bank multiplie les actions au service de la croissance économique :

- Lancement du programme « Plan Entreprise » axé sur l'accompagnement sur mesure des entreprises et décliné pour ce faire, selon une approche sectorielle et thématique permettant de répondre de manière adaptée aux besoins et préoccupations de chaque secteur afin de contribuer efficacement à son développement et renforcer son rôle de locomotive de l'économie.

[81] Source : Attijariwafa bank

- Conventions pour l'encouragement de l'entrepreneuriat et l'accélération du développement des Très Petites Entreprises avec les opérateurs économiques, la sphère publique, les acteurs associatifs…
- Protocoles d'accord pour le financement des TPME.
- Soutien actif des programmes étatiques en faveur de l'entreprise.
- Aide aux entreprises en difficultés de trésorerie pour leur restructuration financière.
- Soutien à l'accélération du business avec le dispositif Dar Al Moukawil qui ne cesse de s'enrichir de nouveaux services pour offrir aux entrepreneurs et aux porteurs de projets un accompagnement en constante amélioration.

Principaux indicateurs de la Banque de l'Entreprise[82]

Au 31 décembre 2018, les principaux indicateurs de la banque de l'entreprise se présentent comme suit :

- engagements PME et TPE : 70,4 Mrds Dh (+10,1% vs fin 2017) ;
- nombre de clients PME et TPE : 922 062 ; (+7,1% vs fin 2017) ;
- nombre de centres d'affaires : 28 ;
- nombre de succursales entreprises : 12.

La Banque Privée

Attijariwafa bank a développé un savoir-faire en matière de Banque Privée et a adapté en permanence sa stratégie et son modèle organisationnel de manière à se conformer aux meilleures pratiques internationales en la matière. Le modèle économique est construit autour des éléments suivants :

- une équipe commerciale dédiée de « Private Banker » et de « Conseillers Patrimoniaux » spécialisés dans le métier de la banque privée ;
- Un Family Office qui offre aux familles clientes une véritable valeur ajoutée dans la gestion de leur patrimoine
- une prise en charge de la clientèle dans des espaces privés dédiés à ce segment de clientèle ;
- une offre de produits et services adaptés :
  - ✓ produits de placement diversifiés permettant d'investir dans différentes classes d'actifs et instruments (Gestion d'actifs, marchés des capitaux, Bourse, Private Equity …)
  - ✓ conseil juridique et fiscal.

Les solutions patrimoniales proposées aux clients sont planifiées et mises en œuvre par l'équipe ingénierie patrimoniale avec l'appui technique et l'expertise reconnue des spécialistes métiers du groupe.

Appuyée par ses entités supports destinées à améliorer l'efficacité commerciale et opérationnelle, l'organisation de la Banque Privée assure la couverture régionale de l'ensemble du territoire.

La Banque Multicanal

Attijariwafa bank veille au développement des différents canaux alternatifs de distribution à travers la Banque Multicanal. Celle-ci met à disposition des clients toute une gamme de services à travers le canal téléphonique, Internet, les SMS et les Guichets Automatiques Bancaires.

A fin 2018, la banque dispose de 1 363 guichets automatiques dont 55 mis en place courant de l'année 2018.

[82] Source : Attijariwafa bank

La Transformation digitale & Smart Up

L'entité Transformation Digitale & Smart Up a pour missions principales la coordination de la mise en œuvre de la stratégie digitale et la mise en cohérence des différents chantiers digitaux et la proposition de valeur pour améliorer la maturité digitale de la Banque .

Pour ce, elle doit veiller au renforcement de la culture digitale aussi bien auprès des clients que des collaborateurs.

Elle est également en charge de la mise en œuvre et de l'enrichissement du programme d'open innovation de la banque, Smart Up. Celui-ci, a pour principaux objectifs :

- Créer un écosystème start ups autour du Groupe AWB
- Générer des revenus additionnels
- Collaborer avec les start ups et les fintechs en particulier pour déployer les solutions en time-to-market

Marketing stratégique

Afin d'accompagner la Banque dans sa stratégie « Energie 2020 » qui place le client au centre de ses préoccupations, la Banque de détail a créé un département Marketing Stratégique dont l'ambition est de positionner Attijariwafa bank comme la banque relationnelle de référence pour tous les clients, à travers un modèle proactif, centré sur l'analyse et la satisfaction des besoins de la clientèle.

Cette ambition passe par de nombreux projets structurants autour de l'évolution des frontaux de vente dans une logique omnicanale, l'optimisation des outils et de l'organisation commerciale pour mieux servir les besoins de la clientèle, l'enrichissement des outils du Centre de Relation Client et l'élargissement de ses prérogatives, ainsi que le développement d'outils d'aide à la vente qui permettront aux commerciaux de répondre plus efficacement aux besoins personnalisés des clients.

IV.2.2. Le pôle Banque de Financement & d'Investissement, de Marchés des Capitaux et Filiales Financières

Ce pôle regroupe la Banque de Financement & d'Investissement, la Banque de Marchés des Capitaux, les Sociétés de Financement Spécialisée, la Banque de Détail à l'International et la Banque transactionnelle Groupe.

Banque de Financement & d'Investissement

La Banque de Financement et d'Investissement opère sur le segment des grandes entreprises et participe activement au financement de l'économie et des grands projets d'infrastructures. Elle assure la coordination et le pilotage de la relation globale du Groupe avec les grandes entreprises. Elle regroupe les activités relatives à la Grande Entreprise, au financement de projets, à la banque d'affaires, au capital investissement et à la gestion de l'immobilier hors exploitation du groupe Attijariwafa bank.

L'objectif est de développer les synergies au service de la clientèle, tout en capitalisant sur l'évolution que connaissent les marchés financiers au Maroc. Cette réorganisation se veut également un moyen de placer le Groupe en tant qu'acteur de référence tant en matière de financement que d'accompagnement des Corporates multinationaux grâce à la création et la pérennisation d'une offre régionale intégrée.

La Banque de Financement est organisée autour des entités suivantes :

- entité « Grandes Entreprises » structurée autour de 11 secteurs d'activité économique ;
- entité « Financement de l'investissement » : acteur de référence dans le domaine du financement structuré au Maroc, l'entité Financement de Projets accompagne les grands projets d'investissement initiés par les entreprises publiques, les grandes entreprises privées et les groupes internationaux opérant au Maroc, dans les secteurs moteurs de l'économie nationale : énergie, infrastructures, utilités, télécoms, offshoring, industrie, tourisme et immobilier. L'entité compte également à son actif des opérations financières d'envergure portant sur la restructuration de dette, le financement de prises de participation, le transfert de passifs sociaux, etc. Véritable centre d'expertise et de conseil en matière d'ingénierie et de structuration de financements, cette entité offre des solutions de

financement sur mesure, adaptées aux spécificités techniques, financières et juridiques de chaque projet, en privilégiant des relations de partenariat avec les opérateurs économiques.

La Banque d'Investissement, qui regroupe les activités de financement et de conseil, est organisée autour de :

Offre Produits		
Banque d'Investissement	**Corporate Finance**	Conseil en fusion-acquisition, origination de dette privée, introduction en bourse, activités de marché primaire Actions (Attijari Finances Corp.).
	Capital Investissement	Participation en capital risque, gestion de fonds d'investissement, conseil en restructuration et mise à niveau.
	Gestion d'actifs	SICAV et FCP (Wafa Gestion)

Principaux indicateurs de la Banque de Financement et d'Investissement[83]

Les principaux indicateurs de la Banque de Financement et d'Investissement se présentent comme suit :

- indicateurs de l'activité de la Banque de Financement au 31 décembre 2018:
  - ✓ engagements Grandes Entreprises : 95,1 Mrds Dh (+15,4% vs fin 2017) ;
  - ✓ nombre de clients Grandes Entreprises : 1 535 (+1,9% vs fin 2017) ;
- indicateurs de l'activité Corporate Finance au 31 décembre 2018 :
  - ✓ volume de transactions émission d'actions : 3 027,0 Mdh (+>100% vs fin 2017) ;
  - ✓ volume de transactions dette privée : 7,3 Mrds Dh (-48% vs fin 2017) ;
  - ✓ volume de transactions opérations stratégiques : N/C.
- indicateurs de l'activité gestion d'actifs au 31 décembre 2018:
  - ✓ encours d'actifs sous gestion : 107 Mrds Dh (+2% vs fin 2017) ;
  - ✓ part de marché : 24,7% (-0,5 pt vs fin 2017).

Banque de Marchés des Capitaux

La Banque de Marchés des Capitaux, qui regroupe les activités de marché, se présente comme suit :

Offre Produits		
Banque de Marchés des Capitaux	**Intermédiation boursière**	Investissement en actions (Attijari Intermédiation).
	Marché des capitaux (Salle des Marchés)	- Produits de taux et de change, dérivés de change et matières premières, structuration financière. - Produits de financement et d'investissement : crédits spots, financements en devises, placements dans des opérations de pension, acquisition sur le marché primaire et secondaire, commercialisation de Bons du Trésor et de titres de créances.
	Custody	Interface commerciale des investisseurs pour l'ensemble des services titres.

[83] Source : Attijariwafa bank

Principaux indicateurs de la Banque de Marchés des Capitaux[84]

Au 31 décembre 2018, les principaux indicateurs de la « Banque de marchés des Capitaux » se présentent comme suit :

- indicateurs de l'activité intermédiation boursière :
  - ✓ volume de transactions sur le marché central : 25,8 Mrds Dh (+24,4% vs décembre 2017) ;
  - ✓ part de marché sur le marché central : 34,7% (+8,5 pt vs décembre 2017) ;
  - ✓ volume de transactions sur le marché global: 34,8 Mrds Dh (+6,6% vs décembre 2017) et une part de marché de 33,1% (+9,6 pts vs décembre 2017).
- indicateurs de l'activité salle des marchés :
  - ✓ volume global de change traité : 776 Mrds Dh (+3% vs fin 2017).
- indicateurs de l'activité Custody :
  - ✓ volume des titres en conservation : 520 Mrds Dh (-1,5% vs décembre 2017) ;
  - ✓ part de marché : 33,9% (0,6 pt vs décembre 2017).

Sociétés de Financement Spécialisées

Cette entité supervise les filiales spécialisées de Attijariwafa bank et regroupe ce qui suit :

	Offre Produits
Services Financiers Spécialisés	Crédit à la consommation (Wafasalaf) Financement immobilier (Wafa Immobilier) Transfert d'argent (Wafa Cash) Location longue durée (Wafa LLD) Leasing (Wafabail) Factoring (Attijari Factoring)

Le Groupe Attijariwafa bank dispose d'une offre para-bancaire complète via ses filiales spécialisées (crédit à la consommation, crédit immobilier acquéreur et crédit-bail). Elles constituent un relais de croissance significatif dans le développement du Groupe.

Principaux indicateurs des filiales financières

Au 31 décembre 2018, les principaux indicateurs des filiales financières se présentent comme suit :

Wafasalaf	Wafa Immobilier	Wafa Cash	Wafa LLD	Wafabail	Attijari Factoring
Effectif: 858	Effectif: 402	Effectif: 736	Effectif: 69	Effectif: 115	Effectif: 40
45 agences propres	59 agences	1 818 agences	5 738 véhicules gérés	Encours: 12,8 Mrds Dh	Encours financement: 2 459 Mdh
Encours global: 32,1 Mrds Dh	Encours global: 62,7 Mrds Dh	Volume cash: 73,2 Mrds Dh			

Source : Attijariwafa bank

[84] Source : Attijariwafa bank

Banque De Détail à l'International

Ce domaine regroupe :

	Filiales
Banque De Détail à l'international	Attijariwafa bank Egypt Attijari bank Tunisie CBAO Groupe Attijariwafa bank La Banque Internationale pour le Mali Union Gabonaise de Banques Crédit du Congo Crédit du Sénégal Société Ivoirienne de Banque Attijari bank Mauritanie SCB Cameroun Banque Internationale pour l'Afrique au Togo

La Banque de Détail à l'International (BDI) est l'entité en charge du développement et de la supervision du réseau des filiales bancaires de proximité dans les pays d'Afrique, dans le but d'en faire un moteur de croissance pour le Groupe Attijariwafa bank.

La BDI assure 4 missions fondamentales : le Développement, la conduite des Projets, la Gouvernance & le Pilotage et le Support & Moyens, l'approche régionale adoptée consacre une plus grande proximité et une plus fine connaissance des environnements de présence.

Elle s'appuie sur les forces, le savoir-faire et l'expérience du groupe pour :

- déployer le modèle de gouvernance des filiales à l'international, le socle des normes, pratiques et valeurs du groupe tout en veillant à l'harmonisation des process et le pilotage des activités ;
- contribuer à l'amélioration continue des performances commerciales des filiales – tous segments et marchés confondus – en appuyant des projets de développement de nouveaux produits et en accompagnant les opérateurs économiques dans leurs initiatives interafricaines ;
- favoriser le déploiement de tous les métiers de la banque et le développement des activités para-bancaires en exploitant au mieux les synergies avec l'ensemble des composantes du Groupe Attijariwafa bank.

Principaux indicateurs d'Attijariwafa bank Egypt à fin 2018[85]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs d'Attijariwafa bank Egypt se présentent comme suit :

- nombre de clients : 133 782 (+1,0% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux : 56 (+0,0% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 8 285Mdh (+34,8% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 13 139 Mdh (+14,2% vs fin 2017).

Principaux indicateurs d'Attijari bank Tunisie à fin 2018[86]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs d'Attijari bank Tunisie se présentent comme suit :

- nombre de clients : 883 829 (+4,0% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux : 207 (+0,0% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 14 436 Mdh (-12,3% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 21 581 Mdh (+12,6% vs fin 2017).

[85] Source : Attijariwafa bank
[86] Source : Attijariwafa bank

Principaux indicateurs de CBAO Groupe Attijariwafa bank à fin 2018[87]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs de CBAO Groupe Attijariwafa bank se présentent comme suit :

- nombre de clients : 339 435 (+11,9% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux* : 94 (-5,1% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 10 836 Mdh (+6,8% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 12 971 Mdh (+9,2% vs fin 2017).

Principaux indicateurs du Crédit du Sénégal à fin 2018[88]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs du Crédit du Sénégal se présentent comme suit :

- nombre de clients : 18 278 (+2,5% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux : 8 (+0,0% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 1 906 Mdh (+24,3% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 2 455 Mdh (+22,3% vs fin 2017).

Principaux indicateurs de la Banque Internationale pour le Mali à fin 2018[89]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs de la Banque Internationale pour le Mali se présentent comme suit :

- nombre de clients : 258 848 (+4,4% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux : 73 (-8,8% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 3 664 Mdh (-4,4% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 4 702 Mdh (- 1,5% vs fin 2017).

Principaux indicateurs de la Société Ivoirienne de Banque à fin 2018[90]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs de la Société Ivoirienne de Banque se présentent comme suit :

- nombre de clients : 324 322 (+5,8% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux : 63 (+5,0% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 12 045 Mdh (+12,4% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 12 951 Mdh (+16,2% vs fin 2017).

Principaux indicateurs de l'Union Gabonaise de Banque à fin 2018[91]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs de l'Union Gabonaise de Banque se présentent comme suit :

- nombre de clients : 111 119 (+5,1% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux : 22 (+4,8% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 4 334 Mdh (+-6,5% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 5 774Mdh (+9,7% vs fin 2017).

Principaux indicateurs du Crédit du Congo à fin 2018[92]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs du Crédit du Congo se présentent comme suit :

- nombre de clients : 57 613 (0,0% vs fin 2017) ;

[87] Source : Attijariwafa bank
[88] Source : Attijariwafa bank
[89] Source : Attijariwafa bank
[90] Source : Attijariwafa bank
[91] Source : Attijariwafa bank
[92] Source : Attijariwafa bank

- nombre d'agences et bureaux : 20 (+0,0% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 2 094 Mdh (-10,8% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 2 946 Mdh (2,9% vs fin 2017).

Principaux indicateurs d'Attijari bank Mauritanie à fin 2018[93]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs d'Attijari bank Maritanie se présentent comme suit :

- nombre de clients : 35 957 (+26,2% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux : 30 (+15,4 vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 1 498 Mdh (+11,1% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 173 Mdh (-88,7% vs fin 2017).

Principaux indicateurs de Société Commerciale de Banque Cameroun à fin 2018[94]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs de Société Commerciale de Banque Cameroun se présentent comme suit :

- nombre de clients : 236 785 (+4,9% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux : 55 (+0,0% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 5 477 Mdh (+5,7% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 8 871 Mdh (20,1% vs fin 2017).

Principaux indicateurs de Banque Internationale pour l'Afrique au Togo à fin 2018[95]

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs de Banque Internationale pour l'Afrique au Togo se présentent comme suit :

- nombre de clients : 35 799 (+8 ,5% vs fin 2017) ;
- nombre d'agences et bureaux : 11 (-8,3% vs fin 2017) ;
- crédits distribués (nets) : 803 Mdh (+40,4% vs fin 2017) ;
- dépôts des clients : 1 179 Mdh (+21,8% vs fin 2017).

Banque Transactionnelle

La Banque Transactionnelle Groupe (BTG) assure un accompagnement actif dans le développement des activités domestiques, panafricaines et internationales des clients entreprises du Groupe et ce, à travers l'éventail de l'offre des produits proposée par les entités qui lui sont rattachées :

- le Cash management, le Trade Finance et les Financial Institutions Group contribuent dans la gestion des flux domestiques et internationaux et dans l'optimisation de trésorerie, le financement du commerce international et la de dématérialisation des moyens de paiement.
- le Club Afrique Développement, créé en 2016, vise l'accompagnement des investisseurs et opérateurs économiques investis dans la dynamique continentale souhaitant développer leurs business en Afrique.
- Grace de ses activités de paiements Entreprises, la BTG a récupéré en 2019 les activités de paiement retail (monétique et mobile) gérées au sein de la filiale Attijari Payment Processing.
- la BTG couvre également les activités de financement en devises des projets des zones industrielles off shore à travers la filiale Attijari International Bank.

[93] Source : Attijariwafa bank
[94] Source : Attijariwafa bank
[95] Source : Attijariwafa bank

IV.3. Évolution des indicateurs d'exploitation

IV.3.1. Évolution des crédits

L'encours des crédits d'Attijariwafa bank a évolué sur la période considérée comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Créances sur les établissements de crédits et assimilés (C1)	**40 716**	**35 622**	**33 043**	**-12,5%**	**-7,2%**
A vue	10 211	6 724	4 036	-34,1%	-40,0%
A terme	30 505	28 898	29 007	-5,3%	0,4%
Créances sur la clientèle (C2)	**174 927**	**179 238**	**203 544**	**2,5%**	**13,6%**
Crédits de trésorerie et à la consommation	49 639	45 876	53 719	-7,6%	17,1%
Crédits à l'équipement	56 336	61 961	64 824	10,0%	4,6%
Crédits immobiliers	56 253	59 193	60 948	5,2%	3,0%
Autres crédits	7 971	7 693	7 478	-3,5%	-2,8%
Créances acquises par affacturage	-	-	10 777	0,0%	>100,0%
Créances en souffrance nettes de provision	3 323	3 040	4 217	-8,5%	38,7%
Intérêts courus à recevoir	1 407	1 475	1 580	4,9%	7,1%
Total crédits (C1) + (C2)	**215 642**	**214 860**	**236 587**	**-0,4%**	**10,1%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

En 2018, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank s'établit à près de 236,6 Mrds Dh, en progression de 10,1% (+21,7 Mrds Dh) par rapport à 2017. Cette évolution s'explique par les principaux éléments conjugués suivants :

- l'amélioration de l'encours des créances sur la clientèle de 13,6 % (+24,3 Mrds Dh) à plus de 203,5 Mrds Dh à fin 2018, cette évolution est due essentiellement à :
  - ✓ la hausse des crédits de trésorerie et à la consommation de 17,1% (+7,8 Mrds Dh) par rapport à 2017;
  - ✓ l'accroissement des crédits à l'équipement de 4,6% (+2,9 Mrd Dh) pour atteindre 64,8 Mrds Dh à fin 2018 ;
  - ✓ l'augmentation de l'encours des crédits immobiliers de 3,0% (1,7 Mrd Dh) pour s'établir à 60,9 Mrds Dh au 31 décembre 2018
  - ✓ l'augmentation des créances acquise par affacturage de 10,8 Mrds Dh ;
  - ✓ la hausse des créances en souffrance nette de provisions de 38,7% (+1,2 Mrds Dh).
- le repli de l'encours des créances sur les établissements de crédit et assimilés de 7,2% (-2,6 Mrds Dh) à près de 33,0 Mrds Dh à fin 2018. Cette situation est consécutive à une diminution de 40,0% (-2,7 Mrds Dh) de l'encours créances à vue.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank s'est inscrit en baisse de 0,4% par rapport à 2016, pour atteindre près de 214,9 Mrds Dh. Cette diminution s'explique principalement par les éléments combinés suivants :

- l'augmentation de l'encours des créances sur la clientèle à hauteur de 2,5% (+4,3 Mrds Dh) à près de 179,2 Mrds Dh à fin 2017. Cette évolution est due essentiellement à :
  - ✓ la baisse des crédits de trésorerie et à la consommation de 7,6% (-3,8 Mrds Dh) ;
  - ✓ l'augmentation de l'encours des crédits à l'équipement de 10,0% (+5,6 Mrds Dh) à près de 62,0 Mrds Dh à fin 2017 ;
  - ✓ l'augmentation de l'encours des crédits immobiliers et la baisse des autres crédits de 5,2% (+2,9 Mrds Dh) et de 3,5% (-277 Mdh) respectivement ;

- ✓ la baisse des créances en souffrance nettes de provision de 8,5% s'établissant à près de 3,0 Mrds Dh à fin décembre 2017.

- le repli de l'encours des créances sur les établissements de crédits et assimilés de 12,5% (-5,1 Mrds Dh) à près de 35,7 Mrds Dh à fin 2017. Cette situation est consécutive à une régression de 34,1% (-3,5 Mrds Dh) de l'encours créances à vue et un recul de l'encours des créances à terme de 5,3% (-1,6 Mrds Dh) en 2017.

L'évolution de la structure des crédits d'Attijariwafa bank par segment de clientèle se présente comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Créances par décaissements nets*					
Secteur public	34 009	38 124	52 269	12,1%	37,1%
Entreprises financières	6 406	6 406	10 132	0,0%	58,2%
Entreprises non financières	75 887	69 650	72 877	-8,2%	4,6%
Autre clientèle**	58 625	65 058	68 267	11,0%	4,9%
Total crédits par décaissements nets***	**174 927**	**179 238**	**203 544**	**2,5%**	**13,6%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank- Activité agrégée
* Hors provisions et hors crédits sur sociétés de financement
** Particuliers, commerçants
*** Y compris intérêts courus à recevoir

Concernant les crédits octroyés à la clientèle, Attijariwafa bank est particulièrement présente sur le segment des entreprises non financières qui représente 35,8% du total des créances sur la clientèle à fin 2018.

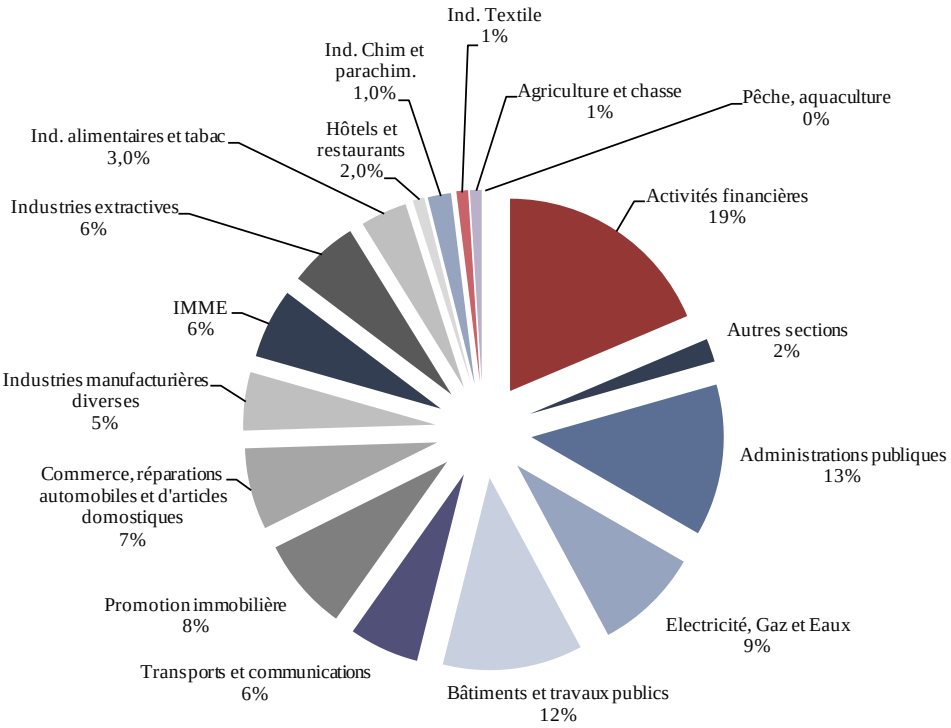
Pour sa part, la contribution du secteur public au total des crédits à la clientèle s'est stabilisée à près de 25,7% à fin 2018.

Par ailleurs, la ventilation des crédits d'Attijariwafa bank par secteur d'activité, au 31 décembre 2018, fait ressortir les pondérations suivantes :

- les activités financières représentent 15% du total des crédits (vs. 17% au 31 décembre 2017) ;
- le BTP représente 11% du total (vs. 10% au 31 décembre 2017) et la part de la promotion immobilière s'est stabilisée à 6% (vs. 6% au 31 décembre 2017) ;
- les administrations publiques représentent 12% du total (vs. 9% au 31 décembre 2017);
- les I.M.M.E.[96] se sont stabilisés à 4% du total en juin 2018 (vs. 4% au 31 décembre 2017);
- les transports et communications se sont stabilisés à 6% du total à fin juin 2018 (vs. 6% au 31 décembre 2017).

[96] Industries métallurgiques, mécaniques et électriques

Ventilation des crédits par secteur d'activité au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

La ventilation des crédits par région se présente comme suit, sur la période considérée :

	2015	2016	2017	2018
Réseau Casablanca	48,7%	48,3%	47,9%	47,6%
Réseau Settat El Jadida	1,3%	1,4%	1,5%	1,6%
Réseau Rabat Salé Kénitra	3,8%	3,8%	3,9%	3,8%
Réseau Tanger Tetouan	3,3%	3,1%	3,3%	3,4%
Réseau Nord Ouest	11,1%	10,3%	9,5%	9,7%
Réseau Béni Mellal Khénifra	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Réseau Fes Taza	2,5%	2,4%	2,4%	2,3%
Réseau Meknes	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%
Réseau Rif	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Réseau Oriental	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%
Réseau Sud	4,3%	4,2%	4,4%	4,5%
Réseau Sud Ouest	3,1%	3,0%	3,4%	2,9%
Réseaux internes	18,4%	20,0%	20,2%	20,9%
Réseau DAS	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Total Réseau AWB	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank

Au 31 décembre 2018, la région de Casablanca représente 47,6% des engagements de la banque, suivie du Nord Ouest (9,5%) et du Sud (4,4%).

IV.3.2. Évolution des dépôts

Dépôts

L'encours des dettes d'Attijariwafa bank a évolué comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dettes envers les établissements de crédit (D1)	**21 792**	**27 433**	**38 673**	**25,9%**	**41,0%**
A vue	6 749	6 578	4 010	-2,5%	-39,0%
A terme	15 044	20 855	34 663	38,6%	66,2%
Dettes envers la clientèle (D2)	**208 834**	**225 369**	**234 508**	**7,9%**	**4,1%**
Comptes à vue créditeurs	129 556	141 414	146 965	9,2%	3,9%
Comptes d'épargne	26 911	27 861	28 407	3,5%	2,0%
Dépôts à terme	38 366	39 040	41 060	1,8%	5,2%
Autres comptes créditeurs	13 248	16 370	17 440	23,6%	6,5%
Intérêts courus à payer	753	683	636	-9,3%	-6,9%
Total dettes (D1+D2)	**230 626**	**252 802**	**273 181**	**9,6%**	**8,1%**

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

Au terme de l'exercice 2018, les dettes envers de la clientèle se sont établis à plus de 234,5 Mrds Dh, en hausse de 4,1% (+9,1 Mrds Dh) par rapport à fin 2017. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de 3,9% des comptes à vue créditeurs, soit de 5,6 Mrds Dh et des dépôts à terme de 5,2%, soit de 2,0 Mrds Dh.

Pour sa part, l'encours des dettes envers les établissements de crédit a affiché une hausse de 41,0% (+112 Mrds Dh), pour atteindre plus de 38,7 Mrds Dh à fin 2018. La hausse de l'encours des dépôts à terme de 13,8 Mrds Dh en 2018 demeure la principale raison de cette évolution.

Revue analytique 2016 – 2017

En 2017, les dépôts de la clientèle ont atteint près de 225,4 Mrds Dh, en hausse de 7,9% (+16,5 Mrds Dh) par rapport à fin 2016, principalement sous l'effet de :

- la hausse de 9,2% (11,9 Mrds Dh) des comptes à vue créditeurs à près de 141,4 Mrds Dh à fin 2017 ;
- la progression de 3,5% (+950,0 Mdh) des comptes d'épargne pour atteindre plus de 27,9 Mrds Dh au 31 décembre 2017 ;
- l'amélioration des dépôts à terme de 1,8% (+674 Mdh) pour s'établir à plus de 39,0 Mrds Dh à fin 2017.

Pour sa part, l'encours des dettes envers les établissements de crédit a affiché une baisse de 27,0% (-8,1 Mrds Dh), pour atteindre près de 21,8 Mrds Dh à fin 2016. Ce repli provient aussi bien de la baisse de l'encours des dépôts à vue de 45,0% (-5,5 Mrds Dh) que de la diminution de l'encours des dépôts à termes de 14,5% (-2,5 Mrds Dh).

L'encours des dépôts clientèle par segment de clientèle a évolué comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dépôts					
Secteur public	5 421	3 305	5 748	-39,0%	73,9%
Entreprises financières	5 900	12 895	7 042	>100,0%	-45,4%
Entreprises non financières	46 437	49 168	53 373	5,9%	8,6%
Autre clientèle	151 075	160 000	168 345	5,9%	5,2%
Total dépôts clientèle*	**208 834**	**225 369**	**234 508**	**7,9%**	**4,1%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité agrégée – *y compris intérêts courus

En termes de structure du portefeuille client, la part de la catégorie « Autre clientèle », constituée de la clientèle des particuliers (commerçants, professions libérales, etc.), s'établit à 71,8% de l'encours des dépôts de la clientèle au titre de l'exercice 2018.

La ventilation des dépôts par région en pourcentage de l'encours global se présente comme suit sur la période considérée :

	2015	2016	2017	2018
Réseau Casablanca	35,0%	34,7%	34,3%	36,4%
Réseau Settat El Jadida	2,4%	2,5%	2,6%	2,7%
Réseau Rabat Salé Kénitra	10,2%	10,5%	10,4%	10,7%
Réseau Tanger Tetouan	8,1%	8,2%	8,0%	7,8%
Réseau Nord Ouest	6,7%	5,2%	4,5%	3,9%
Réseau Béni Mellal Khénifra	3,1%	3,2%	3,2%	3,1%
Réseau Fes Taza	5,1%	5,2%	5,1%	4,9%
Réseau Meknes	2,6%	2,7%	2,6%	2,4%
Réseau Rif	6,3%	6,5%	6,2%	5,8%
Réseau Oriental	4,4%	4,5%	4,4%	4,1%
Réseau Sud	6,4%	6,5%	6,6%	6,5%
Réseau Sud Ouest	6,8%	7,2%	7,2%	6,8%
Réseaux internes	2,9%	3,0%	4,7%	4,5%
Réseau DAS	0,1%	0,1%	0,2%	0,4%
Total Réseau AWB	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2018, la ventilation des dépôts d'Attijariwafa bank fait ressortir une concentration sur la région de Casablanca, qui représente 36,4% des dépôts, suivie de Rabat-Salé-Kénitra (10,7%) et de Tanger-Tétouan (7,8%).

IV.3.3. Évolution des engagements par signature

L'encours des engagements par signature a évolué comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Engagements en faveur de la clientèle	58 938	96 937	108 333	64,5%	11,8%
Engagements en faveur des intermédiaires financiers	15 982	20 565	15 501	28,7%	-24,6%
Total engagements par signature *	**74 920**	**117 502**	**123 833**	**56,8%**	**5,4%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc – *Engagements nets des engagements en souffrance

Revue analytique 2017 – 2018

Au titre de l'exercice 2018, les engagements par signature ont enregistré une augmentation de 21,0% pour s'établir à près de 123,8 Mrds Dh, suite notamment aux hausses conjointes de l'encours des engagements en faveur de la clientèle de 11,8% (+11,4 Mrds Dh).

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'année 2017, les engagements par signature ont enregistré une progression de 57,7%, pour s'établir à près de 118,2 Mrds Dh, suite aux éléments conjugués suivants :

- La hausse de l'encours des engagements en faveur de la clientèle de 65,6% (+38,7 Mrds Dh) à près de 97,6 Mrds Dh, contre près de 58,9 Mrds Dh en 2016 ;
- la hausse des engagements en faveur des intermédiaires financiers (+4,6 Mrds Dh) à près de 20,6 Mrds Dh à fin 2017.

IV.3.4. Réseau de distribution

Au 31 décembre 2018, le nombre d'agences du Groupe (Maroc et filiales étrangères), s'élève à 4 930 agences, dont 3 494 agences au Maroc, représentant le réseau le plus dense du Royaume.

Le réseau de distribution d'Attijariwafa bank a évolué de la manière suivante, sur la période considérée:

	2015	2016	2017	2018
Guichets permanents	1 154	1 171	1 191	1 200
Guichets périodiques	-	-	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	1189	1245	1306	1362
Succursales et agences à l'étranger en Europe	70	68	64	60
Bureaux de représentation en Europe et au Moyen-Orient	4	8	7	7

Source : Attijariwafa bank

V. CAPITAL HUMAIN

Le Capital Humain Groupe inscrit l'ensemble de ses actions dans le cadre des grands enjeux de développement du Groupe Attijariwafa Bank. Ainsi, les projets développés au sein du Capital Humain Groupe ont pour objectif de conforter l'attractivité du Groupe, pour intégrer, valoriser et fidéliser les talents, et de maintenir un climat de travail favorable à l'épanouissement des collaborateurs.

En matière de recrutement, Attijariwafa Bank investit depuis plusieurs années dans le recrutement proactif des jeunes pour servir son ambition de croissance et participer ainsi activement à la résorption du chômage, en particulier au niveau des régions les plus reculées.

Fortement caractérisée par une recrudescence des recrutements de profils pointus, l'année 2018 a été l'occasion de réaffirmer le positionnement du Groupe Attijariwafa Bank comme un véritable pôle d'attractivité avec 745 recrutements pour la seule banque.

L'intégration des nouvelles recrues est assurée par divers processus : parrainages, journées d'intégration et séminaires de formation. En effet, le temps d'une journée, un séminaire d'intégration intitulé « Cycle Sindbad », est organisé à destination des jeunes recrues cadres qui sont alors initiées aux valeurs et à la culture du Groupe, encourageant challenge et leadership dans un esprit d'éthique, de citoyenneté et de solidarité. Parallèlement, le « Cycle Afak », a été mis en place pour l'intégration des collaborateurs non cadres, toujours avec le même esprit, celui de rapprocher les jeunes recrues des valeurs et de la culture du Groupe.

Pour attirer les talents à haut potentiel, le Recrutement a également accru sa présence dans les forums organisés par les Grandes Ecoles au Maroc et à l'étranger.

Enfin en soutien à l'enseignement supérieur au Maroc et notamment à l'enseignement public et ses filières d'excellence, la Banque a accueilli au 31 décembre 2018, près de 1.109 stagiaires. La Banque offre de multiples opportunités de stage en cours d'étude ou de réalisation de projets de fin d'étude au sein de ses différentes entités. Ces stages constituent un vivier potentiel pour le recrutement du Groupe.

Le développement des compétences de l'ensemble des collaborateurs d'Attijariwafa Bank est un vecteur prioritaire de la stratégie du Capital Humain Groupe. La stratégie de formation facilite la conciliation entre l'acquisition de compétences nouvelles et leur application à la réalité de la banque et des filiales favorisant ainsi un processus d'appropriation et des circuits progressifs de montée en compétences pour adapter globalement les qualifications aux besoins évolutifs. Ainsi, au cours de l'année 2018, un effort soutenu de formation a permis de dispenser 61.909 jours/homme de formation.

La stratégie de formation associe les formations métiers dispensées par l'Académie Attijariwafa Bank, à des formations managériales et comportementales dans le cadre des Cycles Structurants. Le dispositif e-learning est le troisième pilier de cette stratégie. Ce dispositif de formation à distance apporte une solution adaptée aux spécificités de la Banque et aux attentes des nouvelles générations. L'introduction d'un nouveau dispositif du e-learning dans le cadre des formations présentielles, le « blended Learning » offre aux participants, selon leurs besoins, et le temps dont ils disposent, d'allier les modes de formation présentielle et distanciel.

La Gestion des Carrières, autre vecteur stratégique du Capital Humain Groupe, poursuit sa mission de veiller au développement personnel et professionnel de chaque collaborateur, en cohérence avec les besoins actuels et prévisionnels du Groupe. Des plans de relève, à différents niveaux de responsabilité, sont mis en œuvre pour identifier, préparer et valoriser les talents nécessaires au développement futur de la Banque.

Sur le plan social, Attijariwafa Bank est engagée depuis 2007 dans une démarche de régionalisation progressive des prestations sociales. De nouveaux espaces de santé ainsi que de nouvelles écoles artistiques et sportives ouvrent chaque année au niveau de différentes villes du royaume.

La politique sociale d'Attijariwafa Bank accorde une place importante à la médecine préventive. Ainsi, plusieurs actions ont été menées pour prévenir les risques éventuels pouvant affecter la santé des collaborateurs. Trois sites centraux et trois régionaux ont été dotés d'équipement en matériel de contrôle cardiologique. Les campagnes de dépistage et les bilans de santé se sont poursuivis pour mieux anticiper les aléas de santé. Cette politique sociale vise également la consolidation et l'enrichissement du salaire

social des collaborateurs d'Attijariwafa Bank. Elle concerne des avantages liés à des couvertures d'assurances, pour la protection et la prévention contre des risques de maladie, d'incapacité et d'invalidité mais aussi des espaces santé, des offres de crédit, etc.

Par ailleurs, et dans un souci d'apporter une nouvelle source de motivation à ses collaborateurs Banque et filiales marocaines, Attijariwafa Bank propose une politique ambitieuse d'actionnariat salarié visant à associer les collaborateurs aux performances du Groupe.

Dans le cadre du nouveau plan stratégique de la banque, le Capital Humain Groupe a initié en 2017, un plan de transformation RH pour accompagner l'ensemble des entités de la banque dans l'évolution de leurs métiers et l'amélioration de leurs performances.

Les Ressources humaines sont un pilier stratégique de l'organisation en général, et donc naturellement, la transformation concerne pleinement le Capital Humain, levier incontournable du plan stratégique Energies 2020.

Cette mutation du Capital Humain Groupe a ainsi pour objectif de développer les capacités d'exécution, d'instaurer la culture de la performance, de moderniser et digitaliser les processus RH, et enfin, de développer l'équité et la transparence.

Ainsi, les projets développés au sein du Capital Humain Groupe visent à renforcer l'attractivité du Groupe, à intégrer, valoriser et fidéliser les talents à même d'accompagner les métiers dans la mise en œuvre du plan de développement stratégique de la banque. Les principaux projets développés se présentent comme suit :

- Revue du référentiel des emplois et des compétences ;
- Mise en place d'un nouveau système de management de la performance ;
- Développement d'outils de travail collaboratif ;
- Création de centres de service partagés pour les filiales.

C'est en considérant que les capacités d'agilité, de flexibilité et d'innovation sont des enjeux majeurs et des avantages compétitifs décisifs, qu'ont été introduites de nouvelles méthodes dans la mise œuvre des projets importants, et que la Direction Générale a créé l'entité Transformation en charge du pilotage de l'ensemble des initiatives stratégiques.

L'engagement des collaborateurs est un facteur clé du succès du plan de développement stratégique. Il est favorisé par une évolution progressive vers une meilleure communication des enjeux stratégiques auprès de l'ensemble des collaborateurs, une valorisation de la contribution de l'individu, ainsi que de son développement, et un alignement sur le sens des initiatives et sur la portée de cette vision.

V.1. Effectifs

Evolution récente des effectifs de la banque

L'évolution récente des effectifs de la banque se présente comme suit :

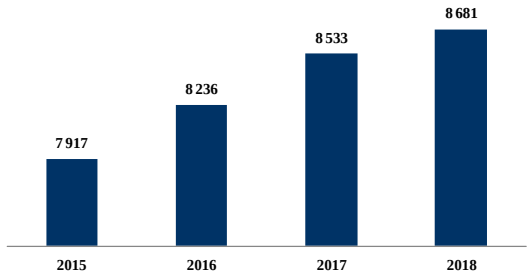
	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Effectif permanent	**8 236**	**8 533**	**8 681**	**3,6%**	**1,7%**
Cadres	4 385	4 633	4 787	5,7%	3,3%
Non cadres	3 851	3 900	3 894	1,3%	-0,2%
Effectif temporaire	**0**	**0**	**0**	**Ns**	**Ns**
Total *	**8 236**	**8 533**	**8 681**	**3,6%**	**1,7%**

Source : Attijariwafa bank - * y compris les ANAPEC

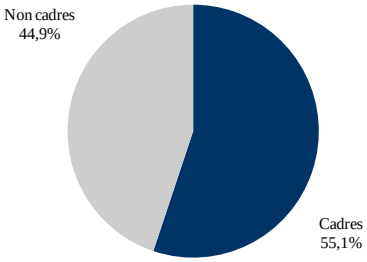
Au 31 décembre 2018, l'effectif d'Attijariwafa bank s'établit à 8 681 collaborateurs, soit une progression de 1,7% par rapport au 31 décembre 2017, liée à la politique de recrutement de la banque pour accompagner le développement de ses activités.

Au titre de l'exercice2018, le nombre de cadres est en hausse de 3,3% par rapport à l'exercice 2017, représentant 55,5% des collaborateurs de la banque.

Evolution de l'effectif total d'AWB



Structure de l'effectif d'AWB au 31.12.2018



Source : Attijariwafa bank

Structure de l'effectif Groupe

L'évolution de la structure des effectifs du Groupe Attijariwafa bank se présente comme suit :

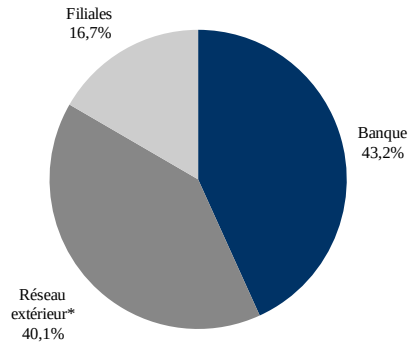
	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Banque	**8 236**	**8 533**	**8 681**	**3,6%**	**1,7%**
Siège	2 068	2 215	2 245	7,1%	1,4%
Réseau	6 168	6 318	6 436	2,4%	1,9%
Réseau extérieur*	**6 423**	**7 929**	**7 932**	**23,4%**	**0,0%**
Filiales	**3 037**	**3 292**	**3 512**	**8,4%**	**6,7%**
Total	**17 696**	**19 754**	**20 125**	**11,6%**	**1,9%**

Source : Attijariwafa bank * correspond aux filiales à l'international

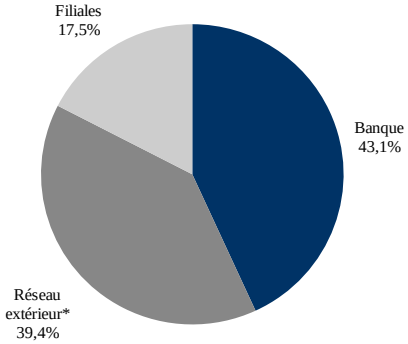
La progression des effectifs du Groupe est liée à la poursuite du développement axé sur des métiers cibles et dans des zones géographiques porteuses de croissance.

Au terme de l'exercice 2018, les effectifs du réseau extérieur sont en quasi stagnation à 7 932 collaborateurs.

Répartition des effectifs du groupe AWB au 31.12.17



Répartition des effectifs du groupe AWB au 31.12.18



Source : Attijariwafa bank * correspond aux filiales à l'international

La répartition par âge des effectifs de la banque, au 31 décembre 2018, se présente comme suit :

Tranche d'âge	Hommes	Femmes	Total
25 ans et moins	758	584	**1 342**
de 26 à 35 ans	2 552	1 699	**4 251**
de 36 à 50 ans	1 336	628	**1 964**
plus de 50 ans	697	427	**1124**
Total	**5 343**	**3 338**	**8 681**

Source : Attijariwafa bank

Turnover

Le tableau qui suit présente l'évolution du taux de turnover[97] sur la période 2016 à 2018:

	2016	2017	2018
Taux de turnover	2,9%	3,8%	4,7%

Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2018, le recrutement net se présente comme suit :

	31.12.2018
Recrutement net de la banque*	148

Source : Attijariwafa bank
* Recrutement net de la banque = effectif fin de période – effectif début de période

Le maintien de la politique de recrutement au sein de la banque a permis de couvrir les besoins du développement du réseau, tout en anticipant le renouvellement naturel des collaborateurs.

V.2. Politique sociale

Le tableau suivant présente l'évolution de la politique sociale sur les trois derniers exercices :

	2016	2017	2018
Encours prêts immobiliers	2 509 000	2 509 000	2 639 285
Encours prêts consommation et OPV	824 321	824 321	2 513 240
Encours prêts sociaux	13 512	13 512	-
Total prêts au personnel	**3 346 833**	**3 346 833**	**5 152 525**

Kdh - Source : Attijariwafa bank

V.3. Actionnariat salarié

La politique d'actionnariat salarié développée à travers les Offres Publiques de Vente en 2005 et en 2007, a permis aux collaborateurs d'Attijariwafa bank de bénéficier d'une épargne salariale innovante, moderne et intéressante.

En 2012, Attijariwafa bank a poursuivi sa politique de partage des fruits de sa croissance et de sa performance avec ses salariés et ce, à travers l'opération d'augmentation de capital réservée aux salariés de la banque et des ses filiales au Maroc. Avec cette opération, la participation des salariés au Maroc au capital d'Attijariwafa bank a été portée à 5,15 %, le plus haut niveau de participation des salariés au capital d'une société cotée au niveau national.

Dans l'optique d'impliquer dans son nouveau plan de développement stratégique (Energies 2020) l'ensemble de ses collaborateurs, Attijariwafa bank a réalisé, en 2018, une nouvelle opération d'augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank, de ses filiales au Maroc, de Wafa Assurance et de Wafa Ima Assistance.

Au 31 décembre 2018, le personnel de la banque détient 3,10% du capital d'Attijariwafa bank.

[97] Taux de turnover = Nombre de départs/Effectif global

VI. DEMARCHE RSE

VI.1. Attijariwafa bank, un acteur responsable envers ses parties prenantes et son environnement

La création de valeur partagée est un concept mettant en évidence le constat selon lequel les entreprises peuvent créer de la valeur économique en créant de la valeur sociétale. Ce principe consiste à accorder de l'importance tant à la rentabilité financière qu'à son impact social et environnemental. Attijariwafa bank est convaincu que le succès d'une entreprise réside dans sa capacité à créer de la valeur partagée par l'ensemble des parties prenantes. Cette démarche s'articule autour de 4 axes et 10 engagements stratégiques.

4 axes & 10 engagements dans le cadre de la démarche RSE du Groupe

Accompagner le développement d'une économie durable :

1. Permettre à tous l'accès aux services bancaires et financiers ;
2. Œuvrer pour le développement des territoires ;
3. Etablir une relation durable et de confiance avec les clients.

Respecter l'environnement et lutter contre le changement climatique :

4. Réduire l'impact environnemental du Groupe ;
5. Accompagner la croissance verte.

Etre exemplaire dans la conduite des affaires et dans les relations avec les parties prenantes :

6. Garantir l'intégrité, la loyauté et la transparence à tous les niveaux de l'entreprise ;
7. Améliorer le cadre de vie des collaborateurs ;
8. Réaliser des achats responsables.

S'engager auprès des communautés et de la société civile :

9. Promouvoir le bien-être et le développement des communautés ;
10. Renforcer les échanges avec la société civile.

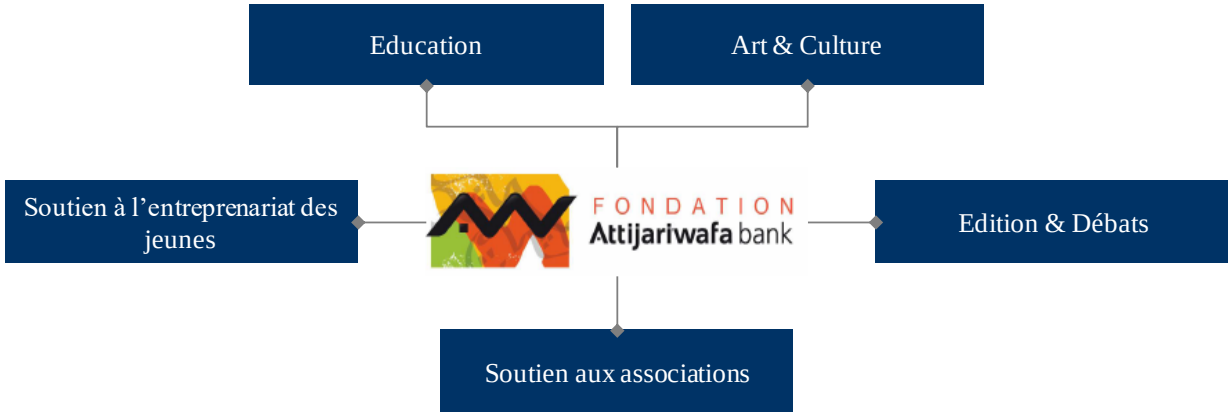
Faits marquants 2018 :

Attijariwafa bank, un acteur responsable envers ses parties prenantes et son environnement

- Attijariwafa bank nommée Top Performer 2018 au rating RSE de Vigeo Eiris, leader européen de la notation extra-financière.
- Obtention par Attijariwafa bank du trophée Défis RSE Maroc 2018
- Création d'un indice RSE à la Bourse de Casablanca et intégration d'Attijariwafa bank dans cet indice pour ses bonnes performances en RSE.
- Publication d'un Rapport RSE 2017 en suivant la Global Reporting Initiative Standard (principal référentiel international en matière de reporting extra-financier).
- Obtention de la certification Haute Qualité Environnementale (HQE) par Cerway pour la construction du nouveau siège régional de Rabat Souissi.
- Accréditation d'Attijariwafa bank par le Green Climate Fund, Attijariwafa bank devenant ainsi la seule banque commerciale africaine et de la région MENA et la 7e banque commerciale à l'échelle mondiale à obtenir cette accréditation avec une couverture régionale ;

VI.2. La Fondation Attijariwafa bank, un acteur citoyen reconnu :

A travers sa fondation depuis près de 40 ans, le groupe Attijariwafa bank est au service du développement économique, social et culturel au Maroc, de son intégration régionale et de son rayonnement à l'international.



Source : Attijariwafa bank

VI.3. Un engagement réaffirmé envers la société civile :

- **Diminuer la fracture numérique :**

Plus de 20 000 matériels informatiques octroyés à l'association AL JISR depuis 2007 (3 732 en 2018).

- **Encourager l'excellence :**

Plus de 20 000 élèves bénéficiaires du programme de soutien aux classes préparatoires publiques « Grandes Ecoles pour Tous » depuis 2007, (152 bénéficiaires des semaines de concentration en 2018).

- **Soutenir l'emploi à travers la formation :**

Lancement de la 12ème promotion en 2018 du Master « Banque et Marchés Financiers ». Plus 400 étudiants inscrits depuis 2007 dont 290 Lauréats (taux d'employabilité : 95%).

- **Démocratiser l'accès à l'art :**

Près de 4500 visiteurs dont 2200 étudiants à l'exposition sans précédent Céramique de Safi, entre histoire et gestes ancestraux pour la promotion du patrimoine culturel de nos régions 130 élèves inscrits à la 3ème promotion du programme d'éducation artistique sur le thème « L'autre, l'Afrique et moi ».

- **Encourager le débat d'idées :**

44 conférences organisées dans le cadre du cycle « Echanger pour mieux comprendre » depuis 2014 (une assistance de 150 personnes en moyenne).

- **Développer l'esprit d'entreprendre dès le jeune âge et promouvoir le mécénat de compétences :**

Plus de 1 300 collaborateurs bénévoles du Groupe mobilisés entre 2016 et 2018 en partenariat avec l'association Injaz Al Maghrib (18 400 heures dispensées au profit de près de 27 000 élèves et étudiants). Couverture de 57% des besoins en formation, tous partenaires INJAZ confondus.

VIII. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION

VIII.1. Système d'information

Projets significatifs en 2018

L'année 2018 a connu plusieurs actions tant au niveau du service au client que de l'innovation digitale ou d'actions de communication et d'événement.

Un investissement conséquent sur la partie Risques et Règlementaire a permis le déploiement du SI Recouvrement & Scoring Wafabail pour la mise en place d'une nouvelle solution de Recouvrement contentieux permettant d'automatiser le processus de recouvrement via un workflow.

L'année a été marquée aussi par la mise à niveau du moteur de Reporting règlementaire FERMAT au Risk Foundation pour les Reporting BâleII et ALM.

Dans le cadre du nouveau modèle relationnel Retail, une nouvelle segmentation commerciale a été mise en oeuvre sur l'outil Analytics SAS. Elle permet de tenir compte de l'axe valeur du Client dans son ensemble (bilan et hors-bilan), ainsi que de son potentiel de croissance au sein de la Banque.

Le projet EBICS a permis de déployer une solution offrant aux clients Entreprises un canal d'échange bancaire "host to host" moderne et sécurisé, aux derniers standards européens.

Actuellement en phase pilote avec 3 clients, ce protocole supporte plusieurs formats du marché (ISO20022, Swift, ETEBAC, SIMT) pour l'envoi de virements et prélèvements de masse, et le téléchargement de relevés bancaires et cours de change.

Concernant les chantiers techniques, la banque a investi dans la modernisation de son infrastructure. Ainsi, 2018 a vu :

- La mise en place du réseau LAN, de la téléphonie et de la Visio du nouveau siège Bank Assafa,
- La mise en place des systèmes de Visio pour les filiales SIB, CBAO et ABM,
- La migration de la production des filiales africaines vers la nouvelle infrastructure,
- Mise en place d'un nouvel outil de pilotage des traitements au niveau du Mainframe,
- L'Upgrade de l'outillage de déploiement sur le poste de travail et extension du périmètre couvert aux serveurs WINDOWS.

Le Programme Vente est un des piliers du Nouveau Modèle Relationnel dont l'objectif principal est d'accompagner proactivement les clients dont nous apprécions la valeur. Ce programme a donné naissance à un nouveau poste de travail (Borj Vente, Borj Accueil et Borj Vision 360) qui permet notamment aux conseillers en agence :

- d'apporter plus de valeur ajoutée à leurs clients (meilleure connaissance client, propositions d'offres pertinentes, etc.),
- de pouvoir suivre leurs objectifs et leurs activités (indicateurs individuels d'activités et de production, génération d'un plan de contact, liste de tâches, etc.).

Ce programme a été mené en mode Agile et a permis de mettre en place les fondations d'architecture du nouvel SI commercial (Datalake, APIsation de la vente, etc.).
En 2018, ce nouveau poste de travail a été généralisé avec succès à l'ensemble du réseau Retail, confirmé par des remontées très positives du terrain.

Poursuite de la feuille de route de communication en organisant des événements permettant le partage d'information et la prise de parole en public (un Tedx sur le thème du digital, des Geek Talk favorisant la culture du partage et de l'innovation).

Organisation de réunions d'animations des managers.

Mise en œuvre d'un programme de sensibilisation à la Sécurité Informatique englobant différents types de canaux de communication et de séances de sensibilisation à la Sécurité (séances présentielles, e-learning, bulletins de sécurité..).

D'autres part, une newsletter mensuelle et élaborée en vue de vulgariser les informations concernant les grands déploiements, les thématiques sur des sujets d'actualité …

Stratégie de développement du SI

En alignement avec le plan stratégique ENERGIES 2020 et avec les orientations du Schéma Directeur, les systèmes d'information, le plan d'action 2018 s'inscrit dans la continuité et la capitalisation sur les architectures mises en œuvre. Les principales lignes directrices concernent :

- La finalisation du déploiement du poste de travail « vente » ainsi que son élargissement à de nouveaux segments de clients, à de nouveaux produits, et à de nouvelles données de connaissance client ;
- La flexibilisation de l'action de vente par la mise en place d'un catalogue de produits, d'un moteur de facturation, de tarification et d'un moteur de campagnes marketing multicanal ;
- La poursuite de la feuille de route multi-canale par l'ouverture en ligne progressive des actes de vente et d'après vente ainsi que l'inter-connexion temps réel avec les systèmes de nos filiales ;
- La mise en place d'un CRM adapté à la clientèle Corporate pour une meilleure connaissance et interaction clients ;
- Le déploiement du nouveau Système de gestion des opérations à l'international, et le lancement des travaux de mise œuvre d'un système de cash pooling en vue d'étoffer l'offre de service de la Banque Transactionnelle ;
- Concernant les activités des filiales : la migration vers le Global Bancaire de Bank Assafa ainsi que le déploiement du nouveau Système d'Information d'Attijariwafabank Egypte ;
- Les collaborateurs de la Banque seront également servis par la refonte totale des Systèmes RH : refonte de la paie et de la gestion administrative, portail collaborateur, solution de talent Management ;
- Sur le volet Risque, l'année 2018 verra la mise en place effective des principales briques du système et du socle Data devant répondre aux exigences IFRS9, de même que le premier lot du nouveau SI recouvrement.

Sécurité des SI

La Politique Groupe de Sécurité des Systèmes d'Information (PGSSI) a pour objectif de répondre aux enjeux et attentes de la banque et ses filiales en matière de sécurité afin de mieux aligner les plans d'actions et les efforts. En effet, la banque repose fortement son plan stratégique sur le SIG et ce dernier doit non seulement accompagner les métiers dans leur développement mais aussi assurer continuellement un bon niveau de sécurité. Dans ce sens la sécurité accompagne tous les projets dans leur processus de construction.

Dans un contexte fort de cybercriminalité et de risques internes et externes d'intrusion informatique, plusieurs actions sont menées en continu :

- Intégration de la sécurité dans toutes les phases de construction et supervision en continu ;
- Renfort des exigences vis-à-vis des prestataires de services ;
- Intégration dans nos dispositifs d'un Program Security Officer en charge de garantir la sécurité informatique au sein des projets, pour mieux maitriser les risques liés aux livraisons ;
- Cadrage du projet « Software Asset Management » ayant pour objectif d'instaurer une organisation efficiente des actifs logiciels de la banque et ainsi améliorer le pilotage de la relation avec les fournisseurs, et limiter les risques d'audit…
- Sensibilisation des collaborateurs via des circulaires (ouverture de flux, port de badge, respect des règles de vie …) et de déploiement de modules dans le E-learning.

Relation avec les filiales

Au-delà de la gestion technique des plateformes SI des filiales, qui consiste entre autres en l'hébergement et la mise à disposition des plateformes informatiques production et de backup, la maintenance éditeurs pour la mise à disposition des applications, l'exploitation et la supervision des applications, le SIG gère les activités des filiales du groupe, à travers un pôle dédié, intitulé « Centre de Services et de Support » CSS, qui assure la mise en place, l'évolution et la maintenance des solutions SI des filiales infogérées.

L'année 2018 été marquée par la finalisation de la migration vers un Système d'Information SI infogéré à Casablanca de la production informatique de la filiale égyptienne du groupe, Attijariwafa bank Egypte, et du rapatriement du Core Banking de la Banque Internationale pour le Mali au sein de la plateforme dédiée aux filiales.

L'année a connu le lancement du projet de montée de version du Core Banking sur les filiales, la suite déploiement de la partie banque digitale et de l'outil de notation.

VIII.2. Qualité

La Qualité, au centre de la stratégie du Groupe Attijariwafa bank.

La qualité est un axe hautement stratégique car le client est placé au centre du plan Energie 2020 dont la vision est d'« accompagner proactivement les clients dont nous apprécions la valeur ». Son objectif est de maintenir une satisfaction client élevée et une qualité de service optimale, gage de sa fidélisation.

Le nouveau slogan « L'ENERGIE EST EN NOUS, celle de placer la qualité au cœur de la relation client » traduit et renforce la dynamique collective portée par l'ensemble des collaborateurs au quotidien pour être et rester la banque relationnelle de référence pour tous nos clients et ce, à travers :

- Le développement d'une culture Qualité durable qui met le client au centre des préoccupations de tous les collaborateurs du Groupe en Front office, en back office, dans les filiales et à tous les niveaux hiérarchiques, à travers un nouveau module sur la plateforme e-learning. Celui-ci est un support ludique de formation sur les notions de base de la qualité et sur le management de la performance ;
- L'uniformisation du niveau de la qualité offerte entre les canaux d'interaction du client avec la banque : Agence, Centre de Relation Client et canaux digitaux ;
- La mesure et le pilotage de la qualité conçue, produite et perçue par le client et par les collaborateurs du Groupe ;
- La mesure de la qualité perçue par les fournisseurs de la banque, première étape de la construction d'une vision 360° par l'intégration des différentes parties prenantes ;
- L'anticipation des attentes du client à travers une écoute directe (Focus Groupe) ;
- L'extension de la communauté des CEV (Croire En Vous), véritable relais qualité dans le réseau, entités centrales et filiales pour décliner les orientations qualité sur le terrain et piloter leurs mises en œuvre, avec une orientation centrée sur la voix du client ;
- La reconnaissance des performances et la stimulation des énergies à travers la publication d'un mur de performance mensuel et l'organisation d'un Prix Qualité National et de 8 prix régionaux annuels ;
- Initiation de projets de certifications ISO 9001 version 2015 des activités titres et gestion des réclamations.
- La mise une place d'une gouvernance au plus haut niveau du management de la Banque.

Renforcer la relation client

DISPOSITIF D'ECOUTE CLIENT EXTERNE

À travers un programme d'écoute client d'envergure, composé d'enquêtes à chaud ou à froid, de baromètres, de focus group, 33 500 clients PME, TPE, MRE et Particuliers et Professionnels ont été touchés en 2018 par téléphone, en face à face et par internet.

En parallèle, 3.900 appels mystères et 612 visites mystères ont été effectués pour mesurer la qualité de l'accueil téléphonique et physique offert par les collaborateurs.

L'objectif global de ce dispositif est de concrétiser la stratégie de différenciation pour pérenniser la satisfaction et la fidélisation du client, à travers le pilotage de KPI orientés client tels que : le Taux de satisfaction, le Net Promoter Score, le Customer Effort Score et le nombre de réclamation/1.000 clients.

DISPOSITIF D'ECOUTE CLIENT INTERNE

Ayant déjà atteint son niveau de maturité en 2016, le dispositif d'Ecoute Client Interne a été élargi à plusieurs filiales supplémentaires et reconduit sur l'ensemble du périmètre de l'exercice précédent pour constater l'impact des plans d'action sur l'évolution de la qualité perçue en interne sur la coopération et la qualité de service.

En 2018, il a ciblé l'ensemble des collaborateurs de la banque et plus de 200 collaborateurs des filiales Maroc, soit plus de 8.480 enquêtés, à travers 100 enquêtes croisées.

Ces enquêtes ont donné lieu à des plans d'actions dans une démarche d'amélioration continue.

DISPOSITIF DE MESURE DE LA QUALITE PRODUITE : QUALIMESURE

Ce dispositif a pour objectif de piloter la performance des processus métiers clés, à travers des tableaux de bord mensuels produits à partir de données extraites du système d'information.

Intégrant déjà les processus critiques contribuant à la satisfaction du client Particulier, Professionnel et Entreprise, ce dispositif a été enrichi en 2018, par de 2 nouveaux process.

Ce dispositif a introduit également de nouveaux indicateurs sur le parcours client et a été complété par des outils de pilotage au niveau région, déclinés par Réseau, Groupe et Agence.

UN FORT ENGAGEMENT VIA DES REFERENTIELS INTERNES

Après le déploiement des Engagements de Service Accueil et le lancement du projet Promesses Client sur la Monétique en 2016, 2018 a connu la poursuite de la mise en place des moyens de maitrise Monétique, formalisés dans des plans d'action par entité et pilotée par une gouvernance Ad' hoc. L'objectif de cette gouvernance est double : Piloter la mise en place des moyens de maitrises définis sur les produits et services Monétique d'une part et accompagner l'évolution des besoins du client en termes de digitalisation, d'autonomie et de flexibilité des offres à titre d'exemples.

Développement d'une culture Qualité durable

Pour réussir l'acculturation d'un esprit qualité qui met le client au centre, en cohérence avec le plan stratégique « Energies 2020 », Attijariwafa bank a redynamisé le dispositif de « CEV » ou « Croire En vous ». Les 160 collaborateurs constituant ce dispositif représentent un véritable relais Qualité dans les réseaux, les entités centrales et les filiales.

Avec des missions précises sur un périmètre clairement défini, en l'occurrence actuellement, l'Accueil, la Monétique et la gestion de la réclamation, ils sont en charge de déployer la politique Qualité du groupe dans leurs entités respectives, de suivre la réalisation des plans d'action et sécuriser l'atteinte des objectifs.

Les CEV ont ainsi été au cœur des campagnes de sensibilisation sur l'accueil physique, téléphonique et digital ; Il été également un élément clé dans la mobilisation des acteurs concernés par l'amélioration du traitement des réclamations.

Le pilotage de cette conduite de changement est réalisé au niveau management des entités en collaboration avec Qualité Groupe selon une gouvernance prédéfinie.

Par ailleurs, des comités Qualité Groupe au niveau de la Direction Générale ont été organisés en 2018 et ont donné suite à des chantiers d'amélioration jugés prioritaires.

VIII.3. Conformité du Groupe

En veillant au respect des principes d'intégrité des pratiques bancaires et financières, le Groupe contribue à accroître la confiance dont il jouit non seulement vis-à-vis des clients, mais également vis-à-vis de l'ensemble des contreparties, des collaborateurs, et des autorités de régulation dont il dépend.

A cet effet, la direction de la Conformité Groupe, œuvre dans la surveillance et la gestion du risque de non-conformité dans le respect des dispositions légales et règlementaires en vigueur et conformément aux principes déontologiques afférents aux activités bancaires.

Elle s'appuie à ce titre sur quatre fonctions réglementaires :

- La Sécurité Financière Groupe
- La Déontologie Groupe
- Le contrôle Interne Groupe
- La Conformité réglementaire

Déontologie et Sécurité Financière Groupe (DSFG)

SECURITE FINANCIERE GROUPE

La Sécurité Financière, définit et met en œuvre la politique de prévention contre la délinquance financière qu'il s'agisse de la lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme (LAB/FT), ou du respect des sanctions économiques internationales.

A cet effet, l'entité a mis en place un dispositif LAB/FT reposant sur un corpus procédural et des outils informatiques régulièrement mis à jour afin de prendre en compte les évolutions réglementaires et technologiques et d'améliorer leur efficacité.

Etant le garant de la conformité du dispositif LAB/FT à l'échelle groupe, la sécurité financière assure également son rôle de pilotage et de supervision des filiales Marocaines et internationales.

DEONTOLOGIE

Le contexte actuel des affaires caractérisé par de nombreuses crises financières, répond aujourd'hui à une réglementation de plus en plus exigeante en matière de morale et d'éthique.

Afin de répondre aux normes nationales et aux meilleures pratiques internationales, Attijariwafa Bank a décidé d'ériger la déontologie en axe stratégique majeur de son développement, au vu du rôle important qu'elle joue dans la prévention du risque, notamment le risque de réputation et d'image.

A ce titre la banque a créé très tôt un poste de déontologue dédié.

Dans le cadre d'une mission très large concernant tous les aspects et tous les métiers du groupe, le déontologue, a mis en place une démarche déontologique, approuvée par la CA, qui engage notre groupe dans le respect d'un corpus de valeurs et de normes, prescrits à travers différents codes de de déontologie, dont :

- Un code de bonne conduite destiné à l'ensemble des collaborateurs ;
- Des codes déontologiques dédiés à certains métiers jugés sensibles en matière d'éthique.

Le code de bonne conduite établit les règles et les procédures qui permettent de guider les collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions dans le respect des engagements éthiques tels que les principes de loyauté et égalité, l'obligation de confidentialité et transparence, coopération ; les règles spécifiques à la relation client, à la publicité, aux cadeaux, aux opérations bancaires personnelles des collaborateurs, à la protection des biens du groupe ou à l'utilisation des outils informatiques …

Il prévient également les conflits d'intérêts et prévoit des mesures de lutte contre la corruption.

Les collaborateurs sont sensibilisés à ce code dès leur intégration dans le groupe. En effet, ce code est remis à chaque nouvelle recrue et un module « e-learning » à ce sujet est accessible à tous les

collaborateurs. Des lettres de rappel des règles déontologiques sont également envoyées annuellement aux fonctions sensibles et aux instances de gouvernance.

Par ailleurs, un dispositif d'alertes permet de remonter les cas de violation au déontologue du Groupe qui mène des enquêtes de moralité et s'assure du respect des principes éthiques définis dans ce code.

Le code relatif à la circulation de l'information importante ou privilégiée définit les règles de circulation de l'information importante ou privilégiée pour les collaborateurs exerçant des fonctions dites sensibles et qui sont principalement des initiés permanents. Il prévoit à cet effet des mesures de sécurité empêchant la diffusion non autorisée d'informations confidentielles.

La charte de confidentialité relative aux données internes décrit les conditions dans lesquelles les données internes doivent être traitées par les utilisateurs concernés.

Le code de déontologie des achats s'adresse principalement aux ordonnateurs de dépenses. Il accorde une importance particulière à la prévention de la corruption et au respect des droits sociaux et environnementaux par les fournisseurs du Groupe.

Le code de déontologie applicable aux administrateurs encadre les pratiques liées à la fonction d'administrateur, notamment en termes de confidentialité des informations, de gestion des conflits d'intérêts et des opérations portant sur la valeur de la banque.

Pour accompagner la mise en place de ces codes, Attijariwafa bank a lancé un vaste programme de sensibilisation sur à différents niveaux.

Contrôle Interne Groupe

Le Contrôle Interne Groupe se charge du déploiement opérationnel et de la coordination du Dispositif de Contrôle Permanent au niveau Groupe, avec l'évaluation permanente de celui-ci afin d'assurer la fiabilité et la sécurité des processus ainsi que la maîtrise des risques. Cette entité définit à ce titre, le cadre de référence ad hoc et assure la convergence et la cohérence du dispositif de contrôle interne à l'échelle du Groupe. Aussi, elle consolide les résultats des contrôles permanents et élabore les reportings internes et externes en la matière.

Conformité Réglementaire

L'entité conformité réglementaire chargée de la veille réglementaire, accompagne les métiers dans la mise en application des nouveautés législatives et réglementaires en vigueur. Elle traite également les aspects réglementaires se rapportant à la mise en place de nouveaux produits et services de la banque.

IX. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

IX.1. Grands axes de développement

La stratégie de développement du Groupe Attijariwafa bank s'articule autour de trois axes de croissance :

- la croissance organique de la banque au Maroc ;
- la croissance des filiales spécialisées du groupe au Maroc ;
- la croissance externe à travers le développement régional.

Politique de partenariats

Attijariwafa bank compte parmi ses actionnaires le groupe Santander. Au delà de l'aspect capitalistique, les deux groupes bancaires développent des axes de partenariat concernant aussi bien la clientèle des entreprises que celle des particuliers. Le partenariat couvre aussi un adossement d'Attijariwafa bank au groupe Santander, en Espagne, pour renforcer son positionnement auprès de la clientèle des marocains résidant dans ce pays. Les actions définies portent principalement sur le développement d'une offre diversifiée en faveur des MRE, dans les domaines du transfert d'argent, du crédit à la consommation, de la monétique et de la prévoyance. Ceci suppose l'implantation de bureaux Attijariwafa bank, dédiés aux MRE, dans certaines agences du groupe Santander.

Par ailleurs, le groupe Attijariwafa bank s'est engagé avec le Crédit Agricole (actionnaire de Wafasalaf à travers CACF) dans une stratégie de partenariat multi-métiers, notamment dans le crédit à la consommation, mais aussi dans la gestion d'actifs via Crédit Agricole Asset Management.

En outre, Attijariwafa bank s'est adossé à Crédit Agricole Corporate Investment Banking, la banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole, pour l'ouverture d'un bureau de représentation à Shanghai. Ce bureau offre aux opérateurs marocains un réseau opérationnel dans les principaux centres économiques de Chine.

Le partenariat avec le groupe français se traduit également par les multiples synergies développées autour de Crédit du Maroc, filiale marocaine du Crédit Agricole SA, que le groupe Attijariwafa bank détient à hauteur de 10%.

En 2011 Attijariwafa bank conclu un partenariat avec le Groupe Français Inter Mutuelles assistance donnant naissance à Wafa IMA Assistance ayant pour objet de consolider le positionnement du Groupe en matière d'assistance et de réassurance.

D'autre part, Wafa Assurance a concrétisé en 2012 son premier projet de développement à l'international avec la création en Tunisie d'une nouvelle compagnie d'Assurance Vie détenue à 45% par Wafa Assurance et 55% par Attijari bank, filiale d'Attijari bank en Tunisie.

En 2014, Attijariwafa bank a poursuivi la conclusion de partenariats stratégiques avec Bank of China, China Development Bank et China Exim Bank et avec des opérateurs industriels chinois afin de soutenir les échanges et les investissements chinois en faveur du développement du continent africain. Dans le cadre de la signature de l'accord conclu entre Attijariwafa bank et Bank of China, le Groupe a lancé la première offre dédiée en RENMINBI (monnaie chinoise). Il devient ainsi market maker sur cette devise et offre aux opérateurs économiques marocains et africains un levier de développement supplémentaire de leurs échanges et investissements avec les opérateurs chinois.

D'autres accords stratégiques ont été conclus lors du Forum Economique Maroc-Russie avec de grands groupes Russes (SBERBANK, VTB, FIAC et UNIMER).

Un mémorandum d'entente a été conclu entre Attijariwafa bank, Overseas Private Investment Corporation (OPIC) et Wells Fargo, visant à promouvoir les investissements et les échanges commerciaux entre l'Afrique et les Etats-Unis par la mise en place de nouvelles capacités de financement en faveur des PME africaines.

En 2015, Attijariwafa banka conclu plusieurs accords de coopération et de partenariats stratégiques dans plusieurs domaines, dont principalement le financement et la garantie des opérations d'import et

d'export, de project finance et d'investissement. Les principaux accords ont été conclus avec Exportni Banka (Banque Tchèque pour l'Export), la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), la Banque Ouest Africaine de Développement.

Attijariwafa bank a conclu, en 2016, plusieurs partenariats stratégiques avec des organismes internationaux, notamment en matière de financement des investissements, de commerce extérieur et de financement des projets. Ces partenariats concernaient United Bank for Africa (UBA) Plc – Nigéria, Commercial Bank of Ethiopia, BNI Madagascar, Japan Bank of International Cooperation (JBIC) et le ministère de la défense et le ministère de la santé ivoiriens.

En 2016, le Groupe Attijariwafa bank a confirmé son engagement en matière d'accompganement de la transition énérgetique à travers : (i) la signature de mémorandum avec MASEN (promotion de la finance climatique) et Nareva (doter l'Afrique d'infrastructures énergétiques), (ii) Lancement, en partenariat avec Suma Capital, du Fonds Africain d'Efficacité Energétique (FAEE), premier fonds d'investissement dédié à l'efficacité énergétique au Maroc, doté d'une enveloppe de 200 millions de dirhams et (iii) Participation d'Attijariwafa bank en tant que partenaire officiel à la COP22.

Le groupe Attijariwafa bank et Afreximbank (Banque Africaine d'Import – Export) ont signé un mémorandum d'entente (MoU) le 9 décembre 2017 à Sharm El Sheikh, dans le sillage du Forum Africa 2017, par lequel les deux parties s'engagent à développer un cadre de coopération élargie à l'échelle africaine.

Le groupe Attijariwafa bank à travers sa filiale Attijari International Bank – Banque Offshore « AIB », le groupe Orascom Construction et la société de projet « Ras Ghareb Wind Energy SAE – RGWE SAE », ont procédé à la signature, le 11 décembre 2017, de la documentation du crédit relatif au financement de la quote-part d'Equity d'Orascom Construction pour la réalisation du projet porté par RGWE SAE (The Gulf of Suez Wind IPP) à Gabal El Zeit en Egypte.

A l'occasion du 2018 FOCAC SUMMIT (Forum on China Africa Cooperation – Forum sur la Coopération Sino-Africaine) tenu les 3 et 4 septembre 2018 à Pékin, M. Mohamed EL KETTANI, Président Directeur Général du groupe Attijariwafa bank, a procédé à la signature de trois accords importants avec des organismes chinois de premier plan. Le premier mémorandum d'entente a été signé avec Bank of China et s'inscrit dans le cadre de l'initiative chinoise dite OBOR (One Belt One Road) (Initiative Ceinture et Route) en vue de renforcer la coopération entre les deux institutions dans plusieurs domaines. Le deuxième mémorandum a été signé avec China State Construction and Engineering Company (CSCEC), première entreprise de construction en Chine et dans le monde. Le troisième accord correspond à l'acte de naissance de la China Africa Inter-Bank Association (CAIBA), une alliance de 16 grandes banques africaines faisant corps avec China Development Bank (CDB).

IX.2. Politique d'investissement

Investissements[98] réalisés sur la période 2016 – 2018

L'évolution des investissements réalisés par Attijariwafa bank se présente de la manière suivante :

Investissements réalisés	2016	2017	2018	Var 17/16	Var 18/17
Frais d'établissement	**22**	**65**	**50**	**193,6%**	**-22,6%**
Immobilisations incorporelles	**255**	**353**	**301**	**38,3%**	**-14,8%**
Immobilisations corporelles	**589**	**563**	**710**	**-4,5%**	**26,1%**
Immeubles d'exploitation	285	297	252	4,2%	-15,2%
Mobilier et matériel d'exploitation	147	137	129	-6,7%	-5,8%
Immobilisations corporelles hors exploitation	157	129	329	-18,1%	155,6%
Total	**866**	**980**	**1 060**	**13,2%**	**8,2%**

Mdh – Source : Attijariwafa bank
* Investissements concernant la banque uniquement et prenant en compte, en plus des investissements réalisés, les investissements en cours.

Au titre de l'exercice 2018, les investissements effectués par la banque ont augmenté de 8,2% par rapport à 2017, pour s'établir à plus de 1 060 Mdh. Cette évolution s'explique essentiellement par :

- une hausse des investissements en immobilisations corporelles de 26,1% (+147 Mdh) à plus de 710 Mdh, en raison principalement d'une hausse de 200 Mdh des immobilisations corporelles hors exploitation, constituées de biens tels que les terrains et immeubles hors exloitation.

En 2017, les investissements effectués par la banque ont progressé de 13,2% par rapport à 2016, pour s'établir à 980 Mdh. Cette évolution s'explique essentiellement par :

- une hausse des investissements en immobilisations incorporelles de 38,3% (+98 Mdh) à près de 353 Mdh. Cette hausse s'explique principalement par la première consolidation de Attijariwafa bank Egypte en 2017.

IX.3. Politique à l'international

Attijariwafa bank a amorcé son développement à l'international, cherchant à acquérir une position forte au Maghreb et en Afrique subsaharienne, dans le but de faire émerger un groupe bancaire et financier de référence dans la région.

S'appuyant sur l'édification réussie d'un modèle duplicable à l'international, l'approche stratégique du groupe Attijariwafa bank vise à transférer les meilleures pratiques professionnelles acquises au Maroc, tout en respectant les spécificités de chaque zone d'implantation. Le groupe entend ainsi participer à l'accroissement des échanges régionaux et à la dynamisation de la coopération économique au sein de l'espace euro-méditerranéen.

Le développement ainsi que les acquisitions d'Attijariwafa bank au cours des dernières années se présentent comme suit :

- en Tunisie, Attijariwafa bank, en consortium avec Grupo Santander, a acquis, en 2005, 53,54% du capital de la Banque du Sud, devenue depuis, Attijari bank Tunisie ;
- au Sénégal, Attijariwafa bank a développé un greenfield, en juillet 2006, et a procédé à l'ouverture de 4 agences à Dakar, marquant ainsi la première étape d'un vaste projet d'implantation du Groupe en Afrique subsaharienne. En janvier 2007, Attijariwafa bank a acquis 66,70% du capital de la Banque Sénégalo-Tunisienne et a fusionné les deux entités sénégalaises, donnant naissance à Attijari bank Sénégal ;
- en novembre 2007, Attijariwafa bank a acquis 79,15% du capital de CBAO (Compagnie Bancaire d'Afrique Occidentale) ;

[98] Les investissements correspondent aux flux réalisés au cours de l'année.

- au Mali, Attijariwafa bank, accompagné par ses actionnaires de référence (ONA, Al Mada), a été déclarée, en juillet 2008, adjudicataire de 51,00% du capital de la Banque Internationale pour le Mali (BIM) dans le cadre de sa privatisation. L'acquisition de BIM a été conclue en 2009 ;
- en novembre 2008, Attijariwafa bank a accéléré le déploiement de son plan de développement régional en concluant un accord avec le Crédit Agricole pour l'acquisition de ses participations majoritaires dans ses filiales au Cameroun (SCB Cameroun), au Gabon (Union Gabonaise de Banque), en Côte d'Ivoire (Société Ivoirienne de Banque), au Sénégal (Crédit du Sénégal) et au Congo (Crédit du Congo) ;
- en décembre 2008, la fusion entre la CBAO et Attijari bank Sénégal a donné naissance à CBAO Groupe Attijariwafa bank ;
- en 2009, Attijariwafa bank a finalisé l'acquisition des parts majoritaires du Crédit Agricole dans Crédit du Congo (91%), l'Union Gabonaise de Banque (58,7%), Crédit du Sénégal (95%), et la Société Ivoirienne de Banque (51%) ;
- Au cours de cette même année, le Groupe a procédé à l'inauguration d'un bureau de représentation à Tripoli ;
- en 2010, le Groupe Attijariwafa bank a poursuivi la consolidation de sa position d'acteur régional de premier plan au Maghreb ainsi qu'en Afrique subsaharienne et ce à travers :
  - ✓ l'ouverture d'une succursale de CBAO au Burkina Faso (CBAO Burkina Faso) ;
  - ✓ la finalisation de l'acquisition de 80% du capital de BNP Paribas Mauritanie, devenue Attijari bank Mauritanie, par un consortium contrôlé à hauteur de 67% par Attijariwafa bank et à 33% par Banque Centrale Populaire ;
- en avril 2011, Attijariwafa bank a finalisé l'acquisition auprès de Crédit Agricole de 51% du Capital de la Société Commerciale de banque Cameroun (SCB Cameroun) ;
- en 2011, le groupe a consolidé sa participation dans sa filiale tunisienne Attijari bank Tunisie, à travers l'acquisition des parts du groupe Santander dans Andalucarthage (holding de détention d'Attijari bank Tunisie). A l'issue de cette opération, Attijariwafa bank détenait 54,56% du capital d'Attijari bank Tunisie. Au 31 décembre 2012, la participation Attijariwafa bank dans le capital d'Attijari bank Tunisie s'élève à 58,98% ;
- en septembre 2013, Attijariwafa bank a finalisé l'acquisition de 55,0% du capital de la Banque Internationale pour l'Afrique au Togo auprès de l'Etat Togolais ;
- l'année 2013 a également connu l'ouverture de la succursale de CBAO au Niger ;
- en septembre 2015, Attijariwafa bank a finalisé l'acquisition de 39% du capital de la Société Ivoirienne de Banque (SIB) détenus par l'Etat de la Côte d'Ivoire. Attijariwafa bank a ainsi porté sa participation dans le capital de la SIB à 90% à la suite de cette opération dont 12% sont destinés à être introduits en bourse et 3% cédés au personnel de la filiale. (détention à terme par Attijariwafa bank de 75% du capital de la SIB) ;
- Attijariwafa bank a également renforcé sa participation dans le capital de CBAO (Sénégal) pour la ramener à 83,0% (contre une participation de 51,9% précédemment) durant l'exercice 2015 ;
- l'année 2015 a été marquée par l'ouverture d'une succursale de la CBAO au Bénin complétant la présense géographique du Groupe dans la région UEMOA.
- Le premier semestre 2016 a connu l'obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires pour l'ouverture d'une filiale bancaire au Tchad.
- En octobre 2016, Attijariwafa bank a conclu plusieurs accords et partenariats stratégiques portant notamment sur les événements suivants :
  - ✓ Signature un d'accord portant sur la cession par Barclays Bank PLC de 100% du capital de Barclays Bank Egypt à Attijariwafa bank, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises au Maroc et en Egypte ;
  - ✓ Dans le cadre de la visite Royale au Rwanda, signature d'un protocole d'accord portant sur l'acquisition par Attijariwafa bank d'une participation majoritaire dans Cogebanque.

- Formation d'une alliance, à partir de 2017, entre Attijariwafa bank et son actionnaire de référence, Al Mada, dans le métier de l'assurance en devenant co-actionnaires à parts égales de Wafa Assurance. Cette opération a permis à Attijariwafa bank de disposer des capitaux nécessaires à son développement international.

PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFA BANK

I. PRESENTATION DES COMPTES AGREGES

Avertissement :

Les comptes annuels des exercices 2016, 2017 et 2018 sont des comptes agrégés[99] d'Attijariwafa bank. Les comptes annuels des exercices 2016, 2017 et 2018 ont été certifiés par les commissaires aux comptes.

Le Compte de Produits et Charges agrégé d'Attijariwafa bank se présentent comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Produits d'exploitation bancaire	**21 640**	**17 721**	**18 203**	**-18,1%**	**2,7%**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	966	1 030	985	6,6%	-4,3%
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	8 941	8 926	9 591	-0,2%	7,4%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	347	305	257	-12,1%	-15,9%
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	4 588	1 513	1 610	-67,0%	6,4%
Produits sur immob. en crédit-bail et en location	301	24	154	-92,1%	>100,0%
Commissions sur prestations de service	1 494	1 635	1 806	9,5%	10,4%
Autres produits bancaires	5 003	4 288	3 800	-14,3%	-11,4%
Charges d'exploitation bancaire	**7 404**	**6 218**	**6 017**	**-16,0%**	**-3,2%**
Intérêts et ch. Assim. sur op. avec les Ets de crédit	437	592	875	35,7%	47,6%
Intérêts et charges assim. sur op. avec la clientèle	2 718	2 451	2 413	-9,8%	-1,6%
Intérêts et charges assim. sur titres de créances émis	246	207	199	-16,0%	-3,9%
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	242	31	36	-87,2%	15,4%
Autres charges bancaires	3 761	2 937	2 495	-21,9%	-15,1%
Produit Net Bancaire	**14 236**	**11 503**	**12 187**	**-19,2%**	**5,9%**
Produits d'exploitation non bancaire	105	52	96	-50,3%	84,6%
Charges d'exploitation non bancaire	-	- 3	- 2	Ns	-45,6%
Charges générales d'exploitation	**4 286**	**4 508**	**4 717**	**5,2%**	**4,7%**
Charges de personnel	1 929	2 068	2 196	7,2%	6,2%
Impôts et taxes	120	123	147	2,5%	20,1%
Charges externes	1 805	1 886	1 867	4,5%	-1,0%
Autres charges générales d'exploitation	16	19	60	20,5%	>100,0%
Dotations aux amort. et aux provisions des immob.	416	412	448	-0,8%	8,6%
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	**2 410**	**2 798**	**2 995**	**16,1%**	**7,0%**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 529	1 338	1 228	-12,5%	-8,2%
Pertes sur créances irrécouvrables	351	970	1 336	>100,0%	37,7%
Autres dotations aux provisions	530	489	430	-7,6%	-12,2%
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	**1 054**	**2 046**	**1 911**	**94,1%**	**-6,6%**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	808	1 310	1 725	62,2%	31,6%
Récupérations sur créances amorties	44	63	55	41,2%	-11,7%
Autres reprises de provisions	202	673	131	>100,0%	-80,5%
Résultat courant	**8 699**	**6 292**	**6 480**	**-27,7%**	**3,0%**
Produits non courants	12	1	12	-94,2%	>100,0%
Charges non courantes	191	531	13	>100,0%	-97,5%
Résultat avant impôts sur les résultats	**8 519**	**5 762**	**6 479**	**-32,4%**	**12,5%**
Impôts sur les résultats	1 584	1 604	1 875	1,2%	16,9%
Résultat net	**6 935**	**4 158**	**4 604**	**-40,0%**	**10,7%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

[99] Les comptes agrégés comprennent les comptes sociaux d'Attijariwafa bank et sa Succursale de Bruxelles.

I.1. Profitabilité et rentabilité de la banque

I.1.1. Produits d'exploitation bancaire

Les produits d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank se présentent comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	966	1 030	985	6,6%	-4,3%
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	8 941	8 926	9 591	-0,2%	7,4%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	347	305	257	-12,1%	-15,9%
Produits sur titres de propriété	4 588	1 513	1 610	-67,0%	6,4%
Produits sur immob. en crédit-bail et en location	301	24	154	-92,1%	>100,0%
Commissions sur prestations de service	1 494	1 635	1 806	9,5%	10,4%
Autres produits bancaires	5 003	4 288	3 800	-14,3%	-11,4%
Produits d'exploitation bancaire	**21 640**	**17 721**	**18 203**	**-18,1%**	**2,7%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

Au titre de l'exercice 2018, les produits d'exploitation bancaire s'établissent à 18,2 Mrds Dh contre 17,7 Mrds Dh en 2017, soit une augmentation de 2,7%. Cette hausse résulte essentiellement des éléments conjugués suivants :

- hausse de 7,4% (+664 Mdh) des intérêts et produits sur opérations avec la clientèle, s'établissant à 9 591 Mdh au titre de l'exercice 2018. Cette hausse est due à l'accélération des crédits (+11,9% en 2018), et quasi-stagnation des marges ;
- augmentation de 6,4% (+97 Mdh) des produits sur titres de propriété ;
- progression de 10,4% (+171 Mdh) des comissions sur prestations de service, suite au bon comportement des totales commissions de la banque, soutenues par l'amélioration des différentes rubriques, à savoir ; packages (+14%), caution et avals (+11%), etc. ;
- accroissement de 131 Mdh des produits sur immobilisations en crédit bail et en location, pour s'établir à 154 Mdh.

L'évolution des autres produits bancaires est principalement due aux gains réalisés par la salle des marchés.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, les produits d'exploitation bancaire s'établissent à 17,7 Mrds Dh contre 21,6 Mrds Dh en 2016, soit une diminution de 18,1%. Cette baisse résulte essentiellement des éléments conjugués suivants :

- recul de 12,1% (-42 Mdh) des intérêts et produits assimilés sur titres de créances, s'établissant à 305 Mdh au titre de l'exercice 2017, en raison principalement d'une diminution de l'encours moyen de titres de créances ;
- baisse de 67,0% (-3075 Mdh) des produits sur titres de propriété, provenant principalement de la non réccurence des dividendes exceptionnels versés par OGM en 2016 à Attijariwafa bank ;
- baisse de 92,1% (-277) des produits sur immobilisations en crédit-bail et en location ;
- recul de 14,3% (-715 Mdh) des autres produits bancaires à près de 4,3 Mrds Dh. Cette baisse est consécutive à la baisse des produits des opérations sur produits dérivés au titre de l'exercice 2017.

I.1.2. Charges d'exploitation bancaire

Les charges d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank ont évolué comme suit sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Intérêts et ch. assim. sur op. avec les Ets de crédit	437	592	875	35,7%	47,6%
Intérêts et charges assim. sur op. avec la clientèle	2 718	2 451	2 413	-9,8%	-1,6%
Intérêts et ch. assim. sur titres de créances émis	246	207	199	-16,0%	-3,9%
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	242	31	36	-87,2%	15,4%
Autres charges bancaires	3 761	2 937	2 495	-21,9%	-15,1%
Charges d'exploitation bancaire	**7 404**	**6 218**	**6 017**	**-16,0%**	**-3,2%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

A fin 2018, les charges d'exploitation bancaire ont affiché une diminution de 3,2% (-202 Mdh) pour s'établir à près de 6,0 Mrds Dh. Cette baisse s'explique essentiellement par les principaux éléments suivants :

- baisse de 1,6% (-38 Mdh) des intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle à près de 2,4 Mrds Dh à fin 2018. Cette baisse est due à la poursuite d'AttijariWafa bank dans son optimisation du coût des ressources AttijariWafa bank depuis 2016. Ceci a impacté principalement les dépôts à terme : baisse de la grille des taux et resserrement des bonifications accordées.
- repli de 15,1% (-442 Mdh) des autres charges bancaires ;
- la période enregistre cependant une augmentation des intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit de 47.6% (+282 Mdh) s'établissant à 875 Mdh dû principalement à une hausse 41,0% des dettes envers les établissements de crédits.

L'évolution des autres produits bancaires est principalement due aux pertes réalisées par la salle des marchés.

Revue analytique 2016 – 2017

A fin 2017, les charges d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank se sont établies à près de 6,2 Mrds, affichant ainsi une diminution de 16,0% par rapport à l'exercice précédent. Cette situation s'explique principalement par les éléments conjugués suivants :

- baisse de 21,9% (-824 Mdh) des autres charges bancaires, s'établissant à près de 2,9 Mrds Dh à fin 2017 contre 3,8 Mrds Dh en 2016, due essentiellement à la baisse des charges liées aux activités de change ;
- baisse de 87,2% (-211 Mdh) des charges sur opérations de crédit-bail et de location, s'établissant à près de 31 Mdh à fin 2017 contre 242 Mdh en 2016, suite à la baisse des encours relatifs aux opérations de crédit bail ;
- la période enregistre cependant une hausse des intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit de 35,7% (+155 Mdh) à près de 592 Mdh dû principalement à une hausse de 25,9% des dettes envers les établissements de crédit.

I.1.3. Produit net bancaire

Evolution et structure du PNB

Le produit net bancaire d'Attijariwafa bank a évolué comme suit sur les trois derniers exercices :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Intérêts et produits assimilés	10 255	10 261	10 833	0,1%	5,6%
Intérêts et charges assimilées	3 401	3 251	3 487	-4,4%	7,2%
Marge d'intérêt	**6 854**	**7 011**	**7 346**	**2,3%**	**4,8%**
Produits sur immob. en crédit-bail et en location	301	24	154	-92,1%	>100,0%
Charges sur immob. en crédit-bail et location	242	31	36	-87,2%	15,4%
Résultat des op. de crédit-bail et location	**59**	**-7**	**119**	**<-100%**	**>100,0%**
Commissions perçues	1 494	1 638	1 813	9,7%	10,6%
Commissions servies	-	- 1	-	Ns	Ns
Marge sur commissions	**1 494**	**1 637**	**1 812**	**9,6%**	**10,7%**
Résultat des opérations sur titres de transactions	1 779	1 629	1 678	-8,4%	3,0%
Résultat des opérations sur titres de placement	36	-6	4	<-100%	>100,0%
Résultat des opérations de change	449	636	731	41,6%	15,0%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-61	102	36	>100,0%	-64,2%
Résultat des opérations de marché	**2 203**	**2 360**	**2 449**	**7,2%**	**3,8%**
Divers autres produits bancaires	4 588	1 528	1 612	-66,7%	5,5%
Diverses autres charges bancaires	961	1 026	1 152	6,7%	12,3%
Produit Net Bancaire	**14 236**	**11 503**	**12 187**	**-19,2%**	**5,9%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

Au 31 décembre 2018, le produit net bancaire s'est établi à près de 12,2 Mrds Dh, en progression de 5,9% par rapport à 2017. Cette évolution s'explique par :

- l'accroissement de la marge d'intérêts, qui représente près de 60,3% du PNB, de 4,8% par rapport à 2017. Cette évolution est liée essentiellement à une augmentation des intérêts et produits assimilés (+572 Mdh) plus importante que celle des intérêts et charges assimilés (+236 Mdh). Le poids de la marge d'intérêt par rapport au PNB a baissé, et ce suite à son évolution moins importante en 2018 par rapport à la croissance des commissions de 11% et celle du résultat sur les opérations de marché (+6%) ;
- la hausse de 10,7% (+175 Mdh) de la marge sur commissions, suite au bon comportement des totales commissions de la banque, soutenues par l'amélioration des différentes rubriques, à savoir ; packages (+14%), caution et avals (+11%), etc. ;
- l'augmentation conséquente du résultat des opérations de crédit-bail et de location de 126 Mdh, s'établissant à 119 Mdh contre une perte de 7 Mdh en 2017.

Les divers autres produits et charges bancaires sont impactés par le niveau des dividendes (+7%) et l'augmentation des charges relatives au change manuel (+48 Mdh) et au fonds commun de garantie (+24 Mdh).

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, le produit net bancaire s'établit à près de 11,5 Mrds Dh, en diminution de 19,2% par rapport à l'exercice 2016. Cette baisse provient essentiellement des éléments conjugués suivants :

- la progression de la marge d'intérêt sur la période, qui représente 60,9% du PNB, et qui évolue de 2,3% (+157 Mdh) à 7,0 Mrds Dh au 31 décembre 2017, cette évolution résulte d'une quasi stagnation des intérêts et produits assimilés accompagnée d'une baisse des intérêts et charges assimilés liée à l'optimisation des coûts des ressources ;
- l'amélioration de la marge sur commissions liée à la progression des commissions perçues de 9,7% (+143 Mdh) à près de 1,6 Mrds Dh à fin 2017. Cette évolution est due à la commercialisation de nouveaux produits et services destinés à la clientèle grâce à un suivi permanent de l'équipement de

la clientèle, et aux améliorations des commissions sur moyens de paiement (+12,8%) et des commissions sur autres prestations de service (+16,5%) ;

- l'augmentation de 7,2% (+157 Mdh) du résultat des opérations de marché, qui s'établissent à près de 2,4 Mrds Dh à fin 2017. Cette augmentation provient essentiellement de :
  - ✓ la hausse du résultat des opérations de change (+187 Mdh), à travers une baisse des pertes sur opérations de change virement de 913 Mdh (-46,1%), et
  - ✓ la hausse du résultat des opérations sur produits dérivés (+163 Mdh), par le biais d'une hausse des gains sur les produits dérivés de cours de change de plus de 127 Mdh, d'une hausse des gains sur les produits dérivés d'autres instruments de plus de 59 Mdh, ainsi qu'une baisse des pertes sur les produits dérivés de taux d'intérêt de 70,1% (-56 Mdh) ;
- la baisse de 66,7% (-3 060 Mdh) des divers autres produits bancaires à près de 1,5 Mrds Dh, qui incluaient en 2016 des revenus non-récurrents (notamment le dividende exceptionnel de près de 2,8 Mrds Dh versé par OGM en 2016). Hors éléments exceptionnels, le produit net bancaire est en hausse de 2,9%.

Récapitulatif des dividendes distribués par les filiales d'Attijariwafa bank

Les dividendes distribués par les filiales d'Attijariwafa bank ont évolué comme suit, sur la période :

	Données au 31.12.2016	Données au 31.12.2017	Données au 31.12.2018
Wafa Assurance	Néant	Néant	Néant
Wafa Gestion	44,6 Mdh	52,7 Mdh	59,4 Mdh
Wafa Investissement	Néant	Néant	Néant
Attijariwafa bank Europe	Néant	Néant	Néant
Attijari International Bank - Banque Offshore	28,6 Mdh	26,4 Mdh	Néant
OGM	3 660,6 Mdh*	170 Mdh	167,5 Mdh
Wafasalaf	162,9 Mdh	152,7 Mdh	152,7 Mdh
Wafa Immobilier	92,0 Mdh	100,0 Mdh	100,0 Mdh
Wafa Cash	120,0 Mdh	130,0 Mdh	138,0 Mdh
Wafabail	38,2 Mdh	38,3 Mdh	34,9 Mdh
Wafa LLD	20,0 Mdh	10,0 Mdh	19,5 Mdh
Attijari Factoring	Néant	Néant	Néant
Attijari Intermédiation	Néant	Néant	Néant
AFC	Néant	24,0 Mdh	56,0 Mdh
Attijari Invest	20,0 Mdh	Néant	Néant
Andalucarthage	Néant	200,2 Mdh	Néant
CBAO	6,8 Mdh	7,95 Mdh	Néant
Banque Internationale pour le Mali	Néant	Néant	Néant
Union Gabonaise des banques	55,0 Mdh	70,0 Mdh	82,7 Mdh
Crédit du Congo	81,5 Mdh	71,8 Mdh	82,4 Mdh
Société Ivoirienne de Banque	70,1 Mdh	72,7 Mdh	78,9 Mdh
Crédit du Sénégal	16,4 Mdh	26,0 Mdh	24,5 Mdh
Attijari bank Mauritanie	Néant	Néant	Néant
Société Commerciale de Banque Cameroun	68,9 Mdh	74,5 Mdh	45,9 Mdh
Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	Néant	Néant	Néant

La hausse des dividendes versés par OGM au titre de l'exercice 2016 correspond aux dividendes exceptionnels (2,8 Mrds dhs) versé à Attijariwafa bank.

Coefficient d'exploitation bancaire

Le coefficient d'exploitation d'Attijariwafa bank a évolué comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Produits d'exploitation bancaire	21 640	17 721	18 203	-18,1%	2,7%
Charges d'exploitation bancaire	7 404	6 218	6 017	-16,0%	-3,2%
Produit Net bancaire (1)	**14 236**	**11 503**	**12 187**	**-19,2%**	**5,9%**
Charges de personnel	1 929	2 068	2 196	7,2%	6,2%
Impôts et taxes	120	123	147	2,5%	20,1%
Charges externes	1 805	1 886	1 867	4,5%	-1,0%
Autres charges générales d'exploitation	16	19	60	20,5%	>100,0%
Dotations aux amort. et aux provisions des immob.	416	412	448	-0,8%	8,6%
Charges générales d'exploitation (2)	**4 286**	**4 508**	**4 717**	**5,2%**	**4,7%**
Coefficient d'exploitation (2) / (1)	**30,1%**	**39,2%**	**38,7%**	**+9,08pt**	**-0,48pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

A fin décembre 2018, le coefficient d'exploitation d'Attijariwafa bank s'est établi à 38,7%, en baisse de 0,5 points par rapport à 2017. Cette évolution est liée à une progression du PNB (+5,9%) plus importante que celle des charges générales d'exploitation (+4,7%).

L'augmentation des charges générales d'exploitation provient essentiellement de :

- la hausse de 6,2% (+128 Mdh) des charges de personnel, expliquée par l'évolution de la masse salariale de +6% (effet coût de 3pts et effet effectif de 2 pts) ainsi que la croissance des frais de la formation de +50% ;
- la progression des autres charges générales d'exploitation de +41 Mdh pour s'établir à 60 Mdh à fin 2018.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, le coefficient d'exploitation a connu une augmentation de 9,1 pts par rapport à celui de 2016 et s'élève à 39,2%. Cet accroissement provient des éléments conjugués suivants :

- la baisse de 19,2% (-2733 Mdh) du produit net bancaire ;
- l'augmentation de 5,2% (+222 Mdh) des charges générales d'exploitation à près de 4,5 Mrds Dh, essentiellement due à :
  - ✓ la progression de 7,2% (+139 Mdh) des charges de personnel, s'établissant à près de 2,1 Mrds Dh, suivant la tendance du développement de l'activité de la banque ;
  - ✓ la progression de 4,5% (+81 Mdh) des charges externes, s'établissant à près de 1,9 Mrds Dh.

I.1.4. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank évolue comme suit sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Produit Net Bancaire	**14 236**	**11 503**	**12 187**	**-19,2%**	**5,9%**
Résultat des opérations sur immobilisations financières	57	257	-23	>100,0%	<-100%
Autres produits d'exploitation non bancaire	105	52	96	-50,5%	84,6%
Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-	2	Ns	Ns
Charges générales d'exploitation	4 286	4 508	4 717	5,2%	4,6%
Résultat Brut d'Exploitation	**10 112**	**7 304**	**7 540**	**-27,8%**	**3,2%**
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 028	936	785	-8,9%	-16,1%
Autres dotations nettes des reprises	385	77	275	-80,0%	>100,0%

Résultat courant	**8 699**	**6 292**	**6 480**	**-27,7%**	**3,0%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

A fin 2018, le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank s'élève à 7,5 Mrds Dh, enregistrant ainsi une progression de 3,2% par rapport à 2017. Cette situation résulte essentiellement d'une évolution du PNB de 684 Mdh (+5,9%) plus importante que celle des charges générales d'exploitation qui ont enregistré une hausse 210 Mdh (+4,6%). La baisse du résultat des opérations sur immobilisations financières est due à la survenue de reprises exceptionnelles en 2017.

Pour sa part, le résultat courant affiche une progression de 3,0% pour s'établir à près de 6,5 Mrds Dh à fin 2018. Cette évolution résulte de la hausse du résultat brut d'exploitation et d'une diminution siginificative des dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance par rapport à l'exercice précédent.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank s'établit à près de 7,3 Mrds Dh, en baisse de 27,8% par rapport à l'exercice 2016, suite notamment à une décroissance du produit net bancaire de 19,2% (-2 733 Mdh) accompagné d'une augmentation des charges générales d'exploitation. La hausse du résultat des opérations sur immobilisations financières s'explique par des reprises sur provisions des titres des opérations sur immobilisations financières relatives à une opération de réduction de capital d'une filiale d'Attijariwafa bank pour lesquelles l'impact résultat est constaté au niveau des charges non courantes.

Pour sa part, le résultat courant affiche un repli de 27,7% (-2407 Mdh) pour atteindre près de 6,3 Mrds Dh à fin 2017. Cette baisse tient compte d'un repli de 9,0% (-93 Mdh) des dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance et de 80,1% pour les autres dotations nettes des reprises (+308 Mdh) par rapport à l'exercice précédent.

I.1.5. Résultat net

Le résultat net évolue comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Résultat courant	**8 699**	**6 292**	**6 480**	**-27,7%**	**3,0%**
Résultat non courant	**-179**	**-530**	**-1**	**<-100%**	**99,8%**
Impôt sur les résultats	1 584	1 604	1 875	1,2%	16,9%
Résultat net	**6 935**	**4 158**	**4 604**	**-40,0%**	**10,7%**

Mdh – Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

L'exercice 2018 a été marqué par une amélioration de la rentabilité de la banque, dont le résultat net s'est accru de 10,7% (+446 Mdh) pour s'établir à plus de 4,6 Mrds Dh. Cette évolution s'explique principalement par la progression du résultat non courant qui a enregistré une hausse de 99,8% (+529 Mdh).

L'évolution du résultat non courant de 99,8% est due majoritairement à des reprises de provision liées à des titres de participation.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, le résultat net s'est inscrit en baisse de 40,0% pour s'établir à près de 4,2 Mrds Dh. Cette régression s'explique essentiellement par la baisse des résultats courant et non courant. Retraité du versement d'un dividende exceptionnel par OGM de près de 2,8 Mrds Dh en 2016, le résultat courant serait en croissance.

La baisse du résultat non courant s'explique par une opération de réduction de capital d'une filiale d'Attijariwafa bank dont l'impact résultat est constaté au niveau des charges non courantes.

I.1.6. Rentabilité des Fonds Propres et Rentabilité des Actifs

La rentabilité financière de la banque a évolué, comme suit, au cours de la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Résultat net	6 935	4 158	4 604	-40,0%	10,7%
Fonds propres	35 321	37 038	41 498	4,9%	12,0%
Total bilan	299 527	319 371	350 620	6,6%	9,8%
Return On Equity (ROE) *	**24,4%**	**12,6%**	**12,5%**	**-11,8pt**	**-0,2pt**
Return On Assets (ROA) **	**2,3%**	**1,3%**	**1,3%**	**-1,0pt**	**+0,01pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés
** Résultat net / Fonds propres (hors résultat net de l'exercice)*
*** Résultat net / Total bilan*

Revue analytique 2017 – 2018

Au titre de l'exercice 2018, le ROE d'Attijariwafa bank s'établit à 12,5%, en quasi stagnation par rapport à 2017 (-0,2pt).

Le ROA est également resté stable se maintenant à 1,3%.

Revue analytique 2016 –2017

Au titre de l'exercice 2017, le ROE d'Attijariwafa bank s'élève à 12,6%, en recul de 11,8 points par rapport à 2016. Cette évolution est essentiellement due à une augmentation de 4,9% des fonds propres conjuguée à une régression du résultat net de 40,0%.

Pour sa part, le ROA de la banque s'établit à 1,3% à fin 2017, en baisse de 1,0 point par rapport au niveau enregistré au titre de l'exercice 2016.

I.2. Analyse du bilan

Le bilan agrégé d'Attijariwafa bank des trois dernières années se présente comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Actif	**299 527**	**319 371**	**350 620**	**6,6%**	**9,8%**
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 303	9 143	8 094	25,2%	-11,5%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	40 716	35 622	33 043	-12,5%	-7,2%
Créances sur la clientèle	174 927	179 238	192 683	2,5%	7,5%
Créances acquises par affacturage	-	-	10 861	Ns	>100,0%
Titres de transaction et de placement	46 121	59 556	66 340	29,1%	11,4%
Autres actifs	5 454	3 782	5 486	-30,6%	45,1%
Titres d'investissement	5 969	6 840	8 752	14,6%	27,9%
Titres de participation et emplois assimilés	13 645	19 105	18 833	40,0%	-1,4%
Immobilisation en crédit bail et en location	239	395	672	65,3%	70,1%
Immobilisations incorporelles	1 812	2 088	2 121	15,2%	1,6%
Immobilisations corporelles	3 341	3 603	3 735	7,8%	3,7%
Passif	**299 527**	**319 371**	**350 620**	**6,6%**	**9,8%**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	-	Ns	Ns
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	21 792	27 433	38 673	25,9%	41,0%
Dépôts de la clientèle	208 834	225 369	234 508	7,9%	4,1%
Titres de créances émis	7 592	5 879	8 547	-22,6%	45,4%
Autres passifs	10 053	7 080	12 789	-29,6%	80,6%
Provisions pour risques et charges	3 165	3 253	3 563	2,8%	9,5%
Provisions réglementées	-	-	-	Ns	Ns
Dettes subordonnées	12 770	13 320	11 043	4,3%	-17,1%
Fonds propres	35 321	37 038	41 498	4,9%	12,0%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

I.2.1. Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits d'Attijariwafa bank a évolué sur la période considérée comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Créances sur les établissements de crédits et assimilés (C1)	**40 716**	**35 622**	**33 043**	**-12,5%**	**-7,2%**
A vue	10 211	6 724	4 036	-34,1%	-40,0%
A terme	30 505	28 898	29 007	-5,3%	0,4%
Créances sur la clientèle (C2)	**174 927**	**179 238**	**203 544**	**2,5%**	**13,6%**
Crédits de trésorerie et à la consommation	49 639	45 876	53 719	-7,6%	17,1%
Crédits à l'équipement	56 336	61 961	64 824	10,0%	4,6%
Crédits immobiliers	56 253	59 193	60 948	5,2%	3,0%
Autres crédits	7 971	7 693	7 478	-3,5%	-2,8%
Créances acquises par affacturage	-	-	10 777	0,0%	>100,0%
Créances en souffrance nettes de provision	3 323	3 040	4 217	-8,5%	38,7%
Intérêts courus à recevoir	1 407	1 475	1 580	4,9%	7,1%
Total crédits (C1) + (C2)	**215 642**	**214 860**	**236 587**	**-0,4%**	**10,1%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

En 2018, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank s'établit à près de 236,6 Mrds Dh, en progression de 10,1% (+21,7 Mrds Dh) par rapport à 2017. Cette évolution s'explique par les principaux éléments conjugués suivants :

- l'amélioration de l'encours des créances sur la clientèle de 13,6 % (+24,3 Mrds Dh) à plus de 203,5 Mrds Dh à fin 2018, cette évolution est due essentiellement à :
  - ✓ la hausse des crédits de trésorerie et à la consommation de 17,1% (+7,8 Mrds Dh) par rapport à 2017;
  - ✓ l'accroissement des crédits à l'équipement de 4,6% (+2,9 Mrd Dh) pour atteindre 64,8 Mrds Dh à fin 2018 ;
  - ✓ l'augmentation de l'encours des crédits immobiliers de 3,0% (1,7 Mrd Dh) pour s'établir à 60,9 Mrds Dh au 31 décembre 2018
  - ✓ l'augmentation des créances acquises par affacturage de 10,8 Mrds Dh, due principalement au financement du crédit TVA (11 Mrds dh de production en 2018) ;
  - ✓ la hausse des créances en souffrance nette de provisions de 38,7% (+1,2 Mrds Dh).
- le repli de l'encours des créances sur les établissements de crédit et assimilés de 7,2% (-2,6 Mrds Dh) à près de 33,0 Mrds Dh à fin 2018. Cette situation est consécutive à une diminution de 40,0% (-2,7 Mrds Dh) de l'encours créances à vue.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank s'est inscrit en baisse de 0,4% par rapport à 2016, pour atteindre près de 214,9 Mrds Dh. Cette diminution s'explique principalement par les éléments combinés suivants :

- l'augmentation de l'encours des créances sur la clientèle à hauteur de 2,5% (+4,3 Mrds Dh) à près de 179,2 Mrds Dh à fin 2017. Cette évolution est due essentiellement à :
  - ✓ la baisse des crédits de trésorerie et à la consommation de 7,6% (-3,8 Mrds Dh) ;
  - ✓ l'augmentation de l'encours des crédits à l'équipement de 10,0% (+5,6 Mrds Dh) à près de 62,0 Mrds Dh à fin 2017 ;
  - ✓ l'augmentation de l'encours des crédits immobiliers et la baisse des autres crédits de 5,2% (+2,9 Mrds Dh) et de 3,5% (-277 Mdh) respectivement ;

- ✓ la baisse des créances en souffrance nettes de provision de 8,5% s'établissant à près de 3,0 Mrds Dh à fin décembre 2017.

- le repli de l'encours des créances sur les établissements de crédits et assimilés de 12,5% (-5,1 Mrds Dh) à près de 35,7 Mrds Dh à fin 2017. Cette situation est consécutive à une régression de 34,1% (-3,5 Mrds Dh) de l'encours créances à vue et un recul de l'encours des créances à terme de 5,3% (-1,6 Mrds Dh) en 2017.

Au 31 décembre 2018, la part des crédits de trésorerie et à la consommation, des crédits à l'équipement, et des crédits immobiliers représentent respectivement 28,5% (+2,5 pt), 34,4% (-0,8 pts), 32,3% (-1,3pt) du total des crédits à la clientèle de la banque.

	2016	2017	2018
Crédits de trésorerie et à la consommation	29,00%	26,00%	28,50%
Crédits à l'équipement	32,80%	35,20%	34,40%
Crédits immobiliers	32,80%	33,60%	32,30%
Intérêts courus à recevoir	0,80%	0,80%	0,80%
Autres crédits	4,60%	4,40%	4,00%
Total crédits*	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés
* Crédits nets hors créances acquises par affacturage

Dépôts

L'encours des dettes d'Attijariwafa bank a évolué comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dettes envers les établissements de crédit (D1)	**21 792**	**27 433**	**38 673**	**25,9%**	**41,0%**
A vue	6 749	6 578	4 010	-2,5%	-39,0%
A terme	15 044	20 855	34 663	38,6%	66,2%
Dettes envers la clientèle (D2)	**208 834**	**225 369**	**234 508**	**7,9%**	**4,1%**
Comptes à vue créditeurs	129 556	141 414	146 965	9,2%	3,9%
Comptes d'épargne	26 911	27 861	28 407	3,5%	2,0%
Dépôts à terme	38 366	39 040	41 060	1,8%	5,2%
Autres comptes créditeurs	13 248	16 370	17 440	23,6%	6,5%
Intérêts courus à payer	753	683	636	-9,3%	-6,9%
Total dettes (D1+D2)	**230 626**	**252 802**	**273 181**	**9,6%**	**8,1%**

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

Au terme de l'exercice 2018, les dettes envers de la clientèle se sont établis à plus de 234,5 Mrds Dh, en hausse de 4,1% (+9,1 Mrds Dh) par rapport à 2017. Cette évolution s'explique principalement par les éléments conjugués suivants :

- la hausse des dépôts à terme de 5,2% (+2,0 Mrds Dh) ;
- l'augmentation des comptes à vue créditeur de 3,9% (+5,6 Mrds Dh) ;
- l'évolution des autres comptes créditeurs de 6,5% (+1,1 Mrds Dh) pour s'établir à plus de 17,4 Mrds Dh en 2018;

D'autre part, l'encours des dettes envers les établissements de crédit a affiché une hausse de 41,0% (+11,2 Mrds Dh), pour atteindre près de 38,7 Mrds Dh en 2018. La hausse de l'encours des dépôts à terme de +13,8 Mrds Dh pour atteindre 34,7 Mrds Dh demeure la principale raison de cette évolution. Cette hausse est expliquée essentiellement par la hausse des pensions 7 jours auprès de Bank Al Maghrib.

Revue analytique 2016 – 2017

En 2017, les dépôts de la clientèle ont atteint près de 225,4 Mrds Dh, en hausse de 7,9% (+16,5 Mrds Dh) par rapport à fin 2016, principalement sous l'effet de :

- la hausse de 9,2% (11,9 Mrds Dh) des comptes à vue créditeurs à près de 141,4 Mrds Dh à fin 2017 ;
- la progression de 3,5% (+950,0 Mdh) des comptes d'épargne pour atteindre plus de 27,9 Mrds Dh au 31 décembre 2017 ;
- l'amélioration des dépôts à terme de 1,8% (+674 Mdh) pour s'établir à plus de 39,0 Mrds Dh à fin 2017.

La structure des dépôts clients est marquée par une prédominance des comptes à vue créditeurs qui représentent 62,7% des dépôts de la clientèle en 2018.

	2016	2017	2018
Comptes à vue créditeurs*	62,0%	62,7%	62,7%
Comptes d'épargne	12,9%	12,4%	12,1%
Dépôts à terme	18,4%	17,3%	17,5%
Autres comptes créditeurs*	6,3%	7,3%	7,4%
Intérêts courus à payer	0,4%	0,3%	0,3%
Total dépôts clients **	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Dépôts non rémunérés ** Y compris les intérêts courus à payer

Ratio de transformation de la banque

Au 31 décembre 2018, le taux de transformation d'Attijariwafa bank s'établit à 90,1%.

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Encours crédits bruts *	183 122	187 489	211 266	2,4%	12,7%
Encours dépôts	208 834	225 369	234 508	7,9%	4,1%
Ratio de transformation	**87,7%**	**83,2%**	**90,1%**	**-4,50pt**	**+6,90pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Créances sur la clientèle + provisions de créances sur la clientèle

La hausse du ratio de transformation en 2018 est expliquée principalement par l'accélération des crédits en 2018 (+13%) par rapport à l'évolution enregistrée sur les encours de dépôts (+4%).

Structure des Ressources externes d'Attijariwafa bank

Les ressources externes d'Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Fonds propres & assimilés dont :	**48 091**	**50 357**	**52 540**	**4,7%**	**4,3%**
Dettes subordonnées	12 770	13 320	11 043	4,3%	-17,1%
Capital	2 035	2 035	2 099	0,0%	3,1%
Réserves et primes liées au capital	26 350	30 844	34 794	17,1%	12,8%
Résultat net de l'exercice	6 935	4 158	4 604	-40,0%	10,7%
Report à nouveau	0	0	0	0,0%	0,0%
Ressources externes	**238 218**	**258 680**	**281 728**	**8,6%**	**8,9%**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	-	Ns	Ns
Etablissements de crédit	21 792	27 433	38 673	25,9%	41,0%
Comptes à vue	*6 749*	*6 579*	*4 010*	-2,5%	-39,0%
Emprunts trésorerie à terme	*15 044*	*20 854*	*34 663*	38,6%	66,2%
Clientèle	208 834	225 369	234 508	7,9%	4,1%
Titres de créances émis	7 592	5 879	8 547	-22,6%	45,4%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

Au 31 décembre 2018, les fonds propres et assimilés de la banque ont atteint plus de 50,5 Mrds Dh, enregistrant ainsi une hausse de 4,3% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est essentiellement due à l'augmentation de 12,8% (+4,0 Mrds Dh) des réserves et primes liées au capital. Ces derniers ont été impactés en 2017 par un résultat net exceptionnel 2016. L'évolution des dettes subordonnées est due à des remboursements qui s'élévent à 4,2 Mrds dh contre 2 Mrds dh de nouvelles émissions.

Les dépôts de la clientèle représentent 83,3% des ressources externes de la banque à fin décembre 2018, avec un encours de près de 234,5 Mrds Dh, en hausse de 4,1% (+9,1 Mrds Dh) par rapport à fin décembre 2017. Cette hausse été accompagné d'une augmentation de l'encours des dettes auprès des établissements de crédit de 41,0% (+11,2 Mrds Dh) à plus de 38,7 Mrds Dh. A noter qu'à fin décembre 2018, plus de 90,0% de l'encours de ces dettes auprès d'établissements de crédit correspond à des emprunts de trésorerie à terme.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, les fonds propres et assimilés de la banque ont atteint 50,4 Mrds Dh, enregistrant ainsi une progression de 4,7% par rapport à 2016. Cette évolution s'explique par les éléments conjugués suivants :

- la hausse de 17,1% (+4,5 Mrds Dh) des réserves et primes liées au capital suite à l'affectation d'une partie du résultat net de l'exercice 2016 en réserves ;
- l'émission, en décembre 2017, d'un emprunt obligataire subordonné pour un montant de 1,25 Mrd Dh.

L'encours des dépôts de la clientèle, qui représente près de 87,1% des ressources externes de la banque, s'est amélioré de 7,9% (+16,5 Mrds) pour s'établir à près de 225,4 Mrds Dh à fin 2017.

Au terme de l'exercice 2017, les ressources externes ont augmenté de 8,6% pour s'établir à 258,7 Mrds Dh. Les emprunts de trésorerie à terme, qui constituent en moyenne près de 76,0% de l'encours des dettes auprés des établissements de crédits à fin 2017, ont augmenté de 38,6% en 2017 avec un encours de près de 20,9 Mrds Dh.

Enfin, les titres de créances émis, dont la contribution représente près de 2,3% à fin 2017 des ressources externes d'Attijariwafa bank, se sont établis à près de 5,9 Mrds Dh en 2017, en baisse de 22,6% par rapport à 2016.

I.2.2. Maîtrise des risques – Ratio de solvabilité

Répartition des créances en souffrance nettes des provisions

L'évolution des créances en souffrance nettes des provisions d'Attijariwafa bank au cours des trois derniers exercices se présente comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Créances pré-douteuses	2	0	0	-88,9%	Ns
Créances douteuses	1	7	13	>100,0%	92,1%
Créances compromises	3 320	3 033	4 203	-8,7%	38,6%
Total	**3 323**	**3 040**	**4 217**	**-8,5%**	**38,7%**

Mdh – Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Conformément à la réglementation en vigueur, les créances en souffrance sur la clientèle sont classées selon leur degré de risque, en trois catégories, en créances pré-douteuses, en créances douteuses et en créances compromises. Attijariwafa bank procède à cette classification des créances en souffrance depuis l'exercice 2004 et conformément à la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib. Les provisions correspondantes doivent être constatées, déduction faite des garanties détenues (sûretés,

hypothèques) et des agios réservés, et ce, à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100% respectivement.

Revue analytique 2017 – 2018

Les créances en souffrance nettes de provisions s'établissent à plus de 4,2 Mrds Dh à fin décembre 2018, affichant ainsi une augmentation de 38,7% par rapport à fin décembre 2017.

Les provisions pour créances en souffrance s'établissent à près de 7,7 Mrds Dh à fin 2018, soit un taux de couverture de 64,7%.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, les créances en souffrance nettes de provisions ont régressé de 8,5% pour atteindre près de 3 040 Mdh.

Les provisions pour créances en souffrance s'établissent 8,3 Mrds Dh à fin 2017, soit un taux de couverture de 73,1%.

Ratios de maîtrise des risques

Le niveau des ratios de maîtrise des risques en vigueur s'établit comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Provisions					
Provisions (décaissement)	8 195	8 251	7 722	0,7%	-6,4%
Provisions (décaissement et signature)	8 501	8 528	8 033	0,3%	-5,8%
Créances en souffrance (brut)					
Créances en souffrance (décaissement)	11 518	11 291	11 939	-2,0%	5,7%
Créances en souffrance (décaissement et signature)	12 214	11 973	12 633	-2,0%	5,5%
Encours de crédits bruts					
Crédit par décaissement	183 122	187 489	211 266	2,4%	12,7%
Crédit par décaissement et par signature	257 651	305 267	304 991	18,5%	-0,1%
Taux de couverture (2)					
Taux de couverture (décaissement)	71,2%	73,1%	64,7%	+1,9 pt	-8,4 pt
Taux de couverture (décaissement et signature)	69,6%	71,2%	63,6%	+1,6 pt	-7,6 pt
Taux de contentieux (3)					
Taux de contentieux (décaissement)	6,3%	6,0%	5,7%	**-0,27pt**	**-0,37pt**
Taux de contentieux (décaissement et signature)	4,7%	3,9%	4,1%	**-0,82pt**	**+0,22pt**
Taux de contentieux du secteur (3) *	7,9%	7,8%	7,6%	**-0,11pt**	**-0,20pt**

Mdh - Source Attijariwafa bank – Comptes agrégés *Correspond au taux de contentieux des créances par décaissement - Source : GPBM
(1) Encours de crédits nets + Provisions sur créances en souffrance
(2) Provisions sur créances en souffrance/Créances en souffrance
(3) Créances en souffrance/Encours brut de crédit
(4) Créances en souffrance brutes/créances clients

Revue analytique 2017 – 2018

Au 31 décembre 2018, le taux de contentieux (décaissement et signature) d'Attijariwafa bank s'établit à 4,1%, en hausse de 0,2 point par rapport à l'exercice précédent. Le taux de contentieux du secteur s'établit quant à lui à hauteur de 7,6% en 2018.

Le taux de couverture des créances en souffrance (décaissement) de la banque a enregistré une baisse de 8,4 point pour s'établir à 64,7% en 2018 contre 73,1% en 2017.

Revue analytique 2016 – 2017

En 2017, le taux de contentieux (décaissement et signature) d'Attijariwafa bank s'établit à 3,9%, en baisse de 0,8 point par rapport à l'exercice précédent. Le taux de contentieux du secteur s'établit quant à lui à hauteur de 7,8% sur l'exercice 2017, en légère baisse (-0,1 point) par rapport à fin 2016.

Le taux de couverture des créances en souffrance (décaissement) de la banque, pour sa part, a enregistré une hausse de 1,9 point pour s'établir à 73,1% en 2017 contre 71,2% en 2016.

Les dotations et reprises de provisions relatives aux créances en souffrance, y compris les pertes nettes sur créances irrécouvrables, ont évolué comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dotations aux provisions	**1 880**	**2 308**	**2 565**	**22,8%**	**11,1%**
DAP pour créances et engagements par signature en souffrance	1 529	1 338	1 228	-12,5%	-8,2%
Pertes sur créances irrécouvrables	351	970	1 336	>100,0%	37,7%
Reprises de provisions	**852**	**1 373**	**1 780**	**61,1%**	**29,7%**
Reprises de prov. pour créances et engagmt. par signature en souffrance	808	1 310	1 725	62,2%	31,6%
Récupérations sur créances amorties	44	63	55	41,2%	-11,7%
Dotations nettes aux provisions (1)	**1 028**	**936**	**785**	**-9,0%**	**-16,1%**
Encours brut de crédit* (2)	**183 122**	**187 489**	**211 266**	**2,4%**	**12,7%**
Charge de risque nette (1) / (2)	**0,6%**	**0,5%**	**0,4%**	**-0,06pt**	**-0,13pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés * Créances sur la clientèle + provisions de créances sur la clientèle

Revue analytique 2017 – 2018

Au terme de l'exercice 2018, la charge de risque nette s'établit à 0,4%, marquant une baisse par rapport à fin décembre 2017. Cette situation est attribuable à une baisse des dotations nettes aux provisions (-16,1%), due à l'amélioration de la qualité du portefeuille attijariWafa Bank, et baisse du rythme de déclassement sur les deux dernières années, accompagnée de consolidations et reprises plus importantes. La charge de risque nette 2018 est également due à l'accélération des crédits bruts expliquée par l'importante part de marché AttijariWafa Bank sur la distribution des crédits TVA (part de marché de 30%), et la poursuite du bon comportement des crédits Retail (exemple : crédit à la consommation +9% en 2018).

Revue analytique 2016 – 2017

A fin 2017, la charge de risque nette s'est inscrite en diminution (-0,1 pts) à 0,5%, contre 0,6% au titre de l'exercice précédent. Cette évolution résulte principalement d'une régression des dotations nettes aux provisions de 9,0% (-92,0 Mdh) conjuguée à une augmentation des encours brut de crédit de 2,4% par rapport à 2016. La hausse des pertes sur créances irrécouvrables s'explique par une augmentation du niveau des write-offs (radiation des créances), notamment pour l'immobilier.

Ratios de solvabilité

Le tableau ci-dessous présente le ratio de solvabilité d'Attijariwafa bank au titre de la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Fonds propres de base (Tier 1) (1)	27 154	23 861	27 074	-12,1%	13,5%
Fonds propres réglementaires (2)	32 662	30 209	35 253	-7,5%	16,7%
Risques pondérés (3)	229 322	237 420	248 423	3,5%	4,6%
Ratio sur fonds propres de base (1) / (3)	**11,84%**	**10,05%**	**10,90%**	**-1,79pt**	**+0,85pt**
Ratio de solvabilité (2) / (3)	**14,24%**	**12,72%**	**14,19%**	**-1,52pt**	**+1,47pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Au titre de l'exercice 2018, le ratio sur fonds propres de base d'Attijariwafa bank s'est établi à 10,90% en hausse de 0,85 pt par rapport à fin décembre 2017. Pour sa part, le ratio de solvabilité d'Attijariwafa bank s'est inscrit en amélioration de 1,47 pt à 14,19% à fin décembre 2018.

I.2.3. Analyse du hors bilan

Les engagements hors bilan d'Attijariwafa bank ont évolué comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Engagements donnés	**74 920**	**117 502**	**123 833**	**56,8%**	**5,4%**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédits et assimilés	1	4 575	1 838	>100,0%	-59,8%
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	18 288	50 600	58 887	>100,0%	16,4%
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	15 981	15 990	13 663	0,1%	-14,6%
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	40 651	46 334	49 342	14,0%	6,5%
dont engagements en souffrance	696	681	695	-2,1%	2,0%
Autres titres à livrer	-	3	103	Ns	>100,0%
Engagement reçus	**23 034**	**20 405**	**19 188**	**-11,4%**	**-6,0%**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 492	-	-	-100,0%	Ns
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	21 271	20 009	18 731	-5,9%	-6,4%
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	272	381	457	40,2%	20,0%
Titres vendus à recevoir	-	15	-	Ns	-100,0%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

En 2018, les engagements donnés par la banque ont atteint près de 124,0 Mdh, enregistrant une hausse de 5,4% comparativement à fin décembre 2017. Cette hausse résulte principalement des éléments conjugués suivants :

- la hausse des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle de 16,4% (+8,3 Mrds Dh) à près de 58,9 Mrds Dh ;
- la hausse des engagements des engagements de garantie d'orde de la clientèle de 6,5% (+3,0 Mrds Dh) à plus de 49,3 Mrds Dh ;
- les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés ont quant à eux enregistré une baisse de 14,6% (-2,3 Mrds Dh).

Les engagements reçus ont affiché une baisse de 6,0% (-1,2 Mrds Dh) à plus de 19,1 Mrds Dh en 2018, en lien avec le repli des engagements de garantie reçus d'établissement de crédit et assimilés de –1,3 Mrds Dhs.

Revue analytique 2016 – 2017

En 2017, les engagements donnés par la banque ont atteint près de 118,2 Mrds Dh, enregistrant une hausse de 57,7% par rapport à fin décembre 2016. Cette évolution résulte principalement des éléments conjugués suivants :

- La hausse des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle de 32,3 Mrds Dh à près de 50,6 Mrds Dh au 31 décembre 2017 ;
- la hausse des engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédits et assimilés de près de 4,6 Mrds Dh à 4 575 Mdh à fin 2017.

Les engagements reçus se sont quant à eux établis à près de 20,4 Mrds Dh à fin 2017, contre près de 23,0 Mrds Dh au 31 décembre 2016, enregistrant ainsi un recul de 11,5%, suite à la baisse des engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés de 5,9% (-1 262 Mdh) par rapport à l'exercice précédent.

I.3. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie sur la période 2016–2018 :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Résultat avant impôts	**8 519**	**5 762**	**6 479**	**-32,4%**	**12,5%**
+ Produits d'exploitation bancaire perçus	16 791	15 945	16 353	-5,0%	2,6%
+ Récupérations sur créances amorties	44	63	55	41,2%	-11,7%
+ Produits d'exploitation non bancaire perçus	47	36	58	-24,0%	61,0%
- Charges d'exploitation bancaire versées	-8 159	-7 262	-6 375	11,0%	12,2%
- Charges d'exploitation non bancaire versées	-	-	-	Ns	Ns
- Charges générales d'exploitation versées	-3 870	-4 095	-4 270	-5,8%	-4,3%
- Impôts sur les résultats versés	-1 584	-1 604	-1 875	-1,2%	-16,9%
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**3 269**	**3 083**	**3 946**	**-5,7%**	**28,0%**
+/- Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-5 666	5 094	2 579	>100,0%	-49,4%
+/- Créances sur la clientèle	-10 676	-4 311	-24 306	59,6%	<-100%
+/-Titres de transaction et de placement	7 308	-13 435	-6 784	<-100%	49,5%
+/-Autres actifs	-1 668	1 525	-1 704	>100,0%	<-100%
+/- Immob. données en crédit-bail et en location	1 023	-156	-277	<-100%	-77,4%
+/- Dettes envers les Ets de crédit et assim.	-8 078	5 641	11 240	>100,0%	99,3%
+/- Dépôts de la clientèle	7 875	16 535	9 139	>100,0%	-44,7%
+/- Titres de créance émis	543	-1 713	2 668	<-100%	>100,0%
+/- Autres passifs	3 956	-2 825	5 709	<-100%	>100,0%
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**-5 384**	**6 354**	**-1 737**	**>100,0%**	**<-100%**
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	**-2 114**	**9 437**	**2 210**	**>100,0%**	**-76,6%**
+ Produit des cessions d'immobilisations financières	521	-871	-1 497	<-100%	-71,8%
+ Produit des cessions d'immob. incorp et corp.	283	35	259	-87,6%	>100,0%
- Acquisition d'immobilisations financières	-227	-5 142	-166	<-100%	96,8%
- Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-866	-980	-824	-13,2%	15,9%
+ Intérêts perçus	261	263	241	0,8%	-8,5%
+ Dividendes perçus	4 588	1 513	1 610	-67,0%	6,4%
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	**4 560**	**-5 182**	**-377**	**<-100%**	**92,7%**
+ Sub., fonds pub. et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-	-	Ns	Ns
+ Emission de dettes subordonnées	2 000	550	-2 250	-72,5%	<-100%
+ Emission d'actions	-	-	2 400	Ns	Ns
- Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-	-	Ns	Ns
- Intérêts versés	-480	-524	-487	-9,2%	6,9%
- Dividendes versés	-2 239	-2 442	-2 544	-9,1%	-4,2%
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**-718**	**-2 416**	**-2 881**	**<-100%**	**-19,3%**
Variation nette de la trésorerie	**1 727**	**1 839**	**-1 049**	**6,5%**	**<-100%**
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	**5 576**	**7 303**	**9 143**	**31,0%**	**25,2%**
Trésorerie à la clôture de l'exercice	**7 303**	**9 143**	**8 094**	**25,2%**	**-11,5%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2017 – 2018

Activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à près de 2,2 Mrds Dh à fin décembre 2018, en baisse de 7,2 Mrds Dh par rapport à 2017. Cette situation s'explique par une diminution du solde des variations des actifs et passifs d'exploitation de près de 8,1 Mrds Dh, conjuguée à une augmentation de 863,0 Mdh des flux de trésorerie provenant du compte de produits et charges.

La baisse du solde des variations des actifs et passifs d'exploitation au titre de l'exercice 2018 s'explique principalement par une évolution à la baisse des dépôts de la clientèle combinée à l'augmentation de l'encours des créances sur la clientèle.

D'autre part, la hausse des flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges de 28,0% à fin décembre 2018 résulte essentiellement d'une hausse des produits d'exploitation bancaire perçus, qui ont affiché une augmentation de 2,6% (+407,5 Mdh), ainsi que d'une baisse des charges d'exploitation bancaire versées de 12,2% soit près de 887,3 Mdh.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement s'établissent à près de -377 Mdh en 2018, contre –5,2 Mrds Dh pour l'exercice 2017, soit une hausse de plus de 4,8 Mrds Dh. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des acquisitions d'immobilisations financières de près de 5,0 Mrds Dh, due à une opération de réduction de capital de la filiale OGM de 400 Mdh. L'évolution des produits de cession d'immobilisations financières est due à une augmentation des titres d'investissements de 2 Mrds dh.

Activités de financement

Les flux liés aux activités de financement se sont établis à -2,9 Mrds Dh pour l'exercice 2018, tenant compte d'un remboursement net de 2,3 Mrds Dh de l'encours de dettes subordonnées, et des dividendes versés d'une valeur de -2,5 Mrds Dh soit en baisse de -4,2% par rapport à 2017. Cette évolution a été atténuée par une émission d'actions d'une valeur de 2,4 Mrds Dh.

Revue analytique 2016 – 2017

Activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à près de 9,4 Mrds Dh en 2017 contre -2,1 Mrds Dh pour l'exercice précédent. Cette évolution provient de l'amélioration du solde des variations des actifs et passifs d'exploitation (+11,7 Mrds Dh) conjugué à un recul (-186 Mdh) des flux de trésorerie nets provenant du compte de produit et charges passant ainsi à 3,1 Mrds Dh en 2017 contre 3,3 Mrds Dh en 2016.

La baisse des flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges de -5,7% en 2017, est liée à une baisse des produits d'exploitation bancaire perçus (-5,0% soit -846,0 Mdh par rapport à 2016) conjuguée à une augmentation des charges d'exploitation bancaire de 11,0% (+897,0 Mdh) sur la période.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont affiché une régression de près de 9,7 Mrds Dh par rapport à l'exercice précédent. Cette détérioration est attribuable à la baisse (-1,4 Mrds Dh) des produits de cession d'immobilisations financières à près de -871 Mdh, conjuguée à l'accroissement des investissements en immobilisation financières, corporelles et incorporelles qui ont atteint près de 6,1 Mrds Dh à fin 2017.

Activités de financement

Les flux liés aux activités de financement se sont établis à près de -2,4 Mrds Dh en 2017, contre -718 Mdh en 2016. Ce flux correspond essentiellement aux dividendes versés par la banque en 2016 pour un montant de près de 2,4 Mrds Dh, contre-balancé par 2 émissions d'emprunts obligataires

subordonnés d’un montant global de 2,75 Mrds Dh conjugué au remboursement d’emprunts obligataires subordonné d’un montant de 2,2 Mrds Dh.

II. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES IFRS

Depuis 2007, le Groupe Attijariwafa bank publie ses comptes consolidés aux normes IAS/IFRS. Ces normes ont été mises en place une année avant l'échéance annoncée par Bank Al-Maghrib aux établissements de crédit.

Avertissement :

La consolidation des comptes a été effectuée selon les normes IAS-IFRS pour les exercices clos au 31 décembre 2016, 2017 et 2018.

Les comptes consolidés des exercices clos au 31 décembre 2016, 2017 et 2018 ont été certifiés par les commissaires aux comptes.

II.1.Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018

	Secteur d'activité	(A)	(B)	(C)	(D)	Pays	Méthode	% contrôle	% intérêts
ATTIJARIWAFA BANK	Banque					Maroc	Top		
ATTIJARIWAFA EUROPE	Banque					France	IG	99,78%	99,78%
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	Banque					Maroc	IG	100,00%	100,00%
COMPAGNIE BANCAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST	Banque					Sénégal	IG	83,07%	83,01%
ATTIJARIBANK TUNISIE	Banque					Tunisie	IG	58,98%	58,98%
LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI	Banque			(2)		Mali	IG	66,30%	66,30%
CREDIT DU SENEGAL	Banque					Sénégal	IG	95,00%	95,00%
UNION GABONAISE DE BANQUE	Banque					Gabon	IG	58,71%	58,71%
CREDIT DU CONGO	Banque					Congo	IG	91,00%	91,00%
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	Banque					Côte d'Ivoire	IG	67,00%	67,00%
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN	Banque					Cameroun	IG	51,00%	51,00%
ATTIJARIBANK MAURITANIE	Banque					Mauritanie	IG	80,00%	53,60%
BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE AU TOGO	Banque		(2)			Togo	IG	56,76%	56,76%
ATTIJARIWAFA BANK EGYPT	Banque	(1)				Egypte	IG	100,00%	100,00%
WAFA SALAF	Crédit à la consommation					Maroc	IG	50,91%	50,91%
WAFA BAIL	Leasing					Maroc	IG	98,10%	98,10%
WAFA IMMOBILIER	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI IMMOBILIER	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI FACTORING MAROC	Affacturage					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WAFA CASH	Activités cash					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WAFA LLD	Location longue durée					Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI FINANCES CORP.	Banque d'affaire					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WAFA GESTION	Gestion d'actif					Maroc	IG	66,00%	66,00%
ATTIJARI INTERMEDIATION	Intermédiation boursière					Maroc	IG	100,00%	100,00%
FCP SECURITE	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP OPTIMISATION	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP STRATEGIE	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP EXPANSION	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP FRUCTI VALEURS	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
WAFA ASSURANCE	Assurance					Maroc	IG	39,65%	39,65%
ATTIJARI ASSURANCE TUNISIE	Assurance				(3)	Tunisie	IG	58,98%	50,28%
WAFA IMMA ASSISTANCE	Assurance				(3)	Maroc	IG	72,15%	45,39%
BCM CORPORATION	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
OGM	Holding					Maroc	IG	50,00%	50,00%
ANDALUCARTHAGE	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
KASOVI	Holding					Ile maurice	IG	100,00%	100,00%
SAF	Holding					France	IG	99,82%	99,82%
FILAF	Holding					Sénégal	IG	100,00%	100,00%
CAFIN	Holding					Sénégal	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI AFRIQUE PARTICIPATIONS	Holding					France	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI MAROCO-MAURITANIE	Holding					France	IG	67,00%	67,00%
ATTIJARI IVOIRE	Holding	(4)				Maroc	IG	66,67%	66,67%
MOUSSAFIR	Hôtellerie					Maroc	MEE	33,34%	33,34%
ATTIJARI SICAR	Capital risque					Tunisie	IG	69,06%	40,73%
PANORAMA	Société immobilière					Maroc	IG	39,65%	39,65%
SOCIETE IMMOBILIERE TOGO LOME	Société immobilière					Togo	IG	100,00%	100,00%

Source : Attijariwafa bank

IG : Intégration globale-MEE : Mise en équivalence
(A) Mouvements intervenus au premier semestre 2017
(B) Mouvements intervenus au second semestre 2017
(C) Mouvements intervenus au premier semestre 2018
(D) Mouvements intervenus au second semestre 2018

1- Acquisition	6 - Fusion entre entités consolidées
2- Création, franchissement de seuil	7 - Changement de méthode - Intégration globale à Mise en équivalence
3- Entrée de périmètre IFRS	8 - Changement de méthode - Mise en équivalence à Intégration globale
4- Cession	9 - Reconsolidation
5- Déconsolidation	

Mouvements relatifs aux exercices 2017 et 2018

	Acquisition, création	Cession	Entrée de périmètre IFRS
2018	▪ La Banque internationale pour le Mali		▪ Attijari Assurance Tunisie ▪ Wafa Imma Assistance
2017	▪ Banque internationale pour l'Afrique au Togo ▪ Attijariwafa bank Egypt	▪ Attijari Ivoire	

Source : Attijariwafa bank

II.2.Présentation du compte de résultat consolidé IFRS

Le compte de résultat consolidé du Groupe Attijariwaa bank se présente comme suit, sur les trois derniers exercices :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Intérêts et produits assimilés	17 117	18 819	20 911	9,9%	11,1%
Intérêts et charges assimilées	5 504	5 911	6 916	7,4%	17,0%
Marge d'intérêt	**11 613**	**12 908**	**13 995**	**11,2%**	**8,4%**
Commissions perçues	4 992	5 405	5 836	8,3%	8,0%
Commissions servies	574	618	802	7,8%	29,7%
Marge sur commissions	**4 418**	**4 787**	**5 034**	**8,3%**	**5,2%**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 063	2 870	3 115	-6,3%	8,5%
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	347	1 036	726	>100,0%	-29,90%
Résultat des activités de marché	**3 410**	**3 906**	**3 841**	**14,5%**	**-1,7%**
Produits des autres activités	7 175	7 926	8 699	10,5%	9,8%
Charges des autres activités	6 943	7 882	9 198	13,5%	16,7%
Produit net bancaire	**19 673**	**21 645**	**22 371**	**10,0%**	**3,4%**
Charges générales d'exploitation	8 247	9 044	9 648	9,7%	6,7%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	896	937	1 065	4,6%	13,7%
Résultat brut d'exploitation	**10 530**	**11 664**	**11 658**	**10,8%**	**-0,1%**
Coût du risque	2 001	2 168	1 724	8,3%	-20,5%
Résultat d'exploitation	**8 529**	**9 496**	**9 934**	**11,3%**	**4,6%**
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	4	16	12	>100,0%	-27,7%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	55	23	53	-57,2%	>100,0%
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	0	Ns	Ns
Résultat avant impôts	**8 587**	**9 536**	**9 999**	**11,0%**	**4,9%**
Impôts sur les bénéfices	2 934	2 952	3 263	**0,6%**	**10,6%**
Résultat net	**5 653**	**6 584**	**6 735**	**16,5%**	**2,3%**
Résultat hors groupe	896	1 193	1 029	**33,2%**	**-13,7%**
Résultat net part du groupe	**4 757**	**5 391**	**5 706**	**13,3%**	**5,8%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – comptes consolidés

II.3. Analyse du compte de résultat consolidé IFRS

II.3.1. Produit Net Bancaire

Evolution et structure du PNB

L'évolution du produit net bancaire du Groupe Attijariwafa bank se présente comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Intérêts et produits assimilés	17 117	18 819	20 911	9,9%	11,1%
Intérêts et charges assimilées	5 504	5 911	6 916	7,4%	17,0%
Marge d'intérêt	**11 613**	**12 908**	**13 995**	**11,2%**	**8,4%**
Commissions perçues	4 992	5 405	5 836	8,3%	8,0%
Commissions servies	574	618	802	7,8%	29,7%
Marge sur commissions	**4 418**	**4 787**	**5 034**	**8,3%**	**5,2%**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 063	2 870	3 115	-6,3%	8,5%
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	347	1 036	726	>100,0%	-29,90%
Résultat des activités de marché	**3 410**	**3 906**	**3 841**	**14,5%**	**-1,7%**
Produits des autres activités	7 175	7 926	8 699	10,5%	9,8%
Charges des autres activités	6 943	7 882	9 198	13,5%	16,7%
Produit net bancaire	**19 673**	**21 645**	**22 371**	**10,0%**	**3,4%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2017 – 2018

Au titre de l'exercice 2018, le produit net bancaire consolidé a enregistré une progression de 3,4% par rapport à 2017, pour s'établir à près de 22,4 Mrds Dh. Cette évolution résulte des éléments conjugués suivants :

- la croissance de la marge d'intérêt de 8,4% (+1 086,4 Mdh) par rapport à 2017, pour se situer à plus de 14,0 Mrds Dh à fin 2018. Cette amélioration résulte d'une hausse des intérêts et produits assimilés (+11,1%) combinée à une hausse des intérêts et charges assimilées (+17,0%). La contribution de cette marge au PNB du Groupe s'élève à 62,6% au 31 décembre 2018.
- la hausse de la marge sur commissions de 5,2% (+247,4 Mdh) pour s'établir à plus de 5,0 Mrds Dh à fin 2018, suite notamment à l'amélioration des commissions perçues de 8,0% (+431,0 Mdh). Cette marge contribue ainsi à hauteur de 22,5% à la formation du PNB consolidé ;
- la baisse du résultat des activités de marché de 1,7% (-64,9 Mdh) à 3,8 Mrds Dh en 2018. Cette baisse s'explique essentiellement par un repli de la contribution de Wafa Assurance qui a été compensé par l'amélioration du résultat enregistré au niveau de la banque au Maroc et au niveau de la banque de détail à l'international;
- la croissance des produits des autres activités de 9,8% (+773,3 Mdh) par rapport à 2017, conjuguée à une progression des charges des autres activités de 16,7%, due une croissance des charges de fonds commun de garantie comptabilisées par Attijari Bank Tunisie pour la première fois au niveau de son compte de résultat.

Revue analytique 2016 – 2017

A fin 2017, le produit net bancaire s'est inscrit en hausse de 10,0% (+2,0 Mrds Dh) par rapport à l'exercice 2016, pour s'établir à près de 21,6 Mrds Dh. Cette évolution s'explique essentiellement par les éléments conjugués suivants :

- la progression de la marge d'intérêt de 11,2% (+1,3 Mrds Dh) à près de 12,9 Mrds Dh. Cette augmentation résulte d'une hausse combinée des intérêts et produits assimilés (+9,9%) et des intérêts et charges assimilées (+7,4%) pour respectivement atteindre 18,8 Mrds Dh et 5,9 Mrds Dh ;

- la hausse de la marge sur commissions de 8,3% (+369,0 Mdh) par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à près de 4,8 Mrds Dh en 2017. Cette évolution résulte d'un accroissement des commissions perçues de 8,3% (+413,0 Mdh) conjugué à une augmentation de 7,8% (44,0 Mdh) des commissions servies. Elle contribue ainsi à hauteur de 22,1% à la formation du PNB consolidé en 2017, contre 22,5% en 2016 ;
- la hausse du résultat des activités de marché de 14,5% (+496,0 Mdh) à près de 3,9 Mrds Dh au 31 décembre 2017. Cette progression est due à la baisse des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat de 6,3% (-193,0 Mdh) conjointe à la hausse des gains ou pertes nets sur Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres de 198,0% (+689,0 Mdh) ;
- la baisse du résultat des autres activités, due à la hausse de 10,5% (+751,0 Mdh) des produits des autres activités, moins importante que la celle des charges des autres activités de 13,5% (+939,0 Mdh).

Evolution de la marge d'intérêt

L'évolution de la marge d'intérêt du Groupe Attijariwafa bank se présente comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Intérêts et produits assimilés	**17 117**	**18 819**	**20 911**	9,9%	11,1%
Opérations avec la clientèle	**14 938**	**16 108**	**17 577**	**7,8%**	**9,1%**
Comptes et prêts	13 970	15 107	16 669	8,1%	10,3%
Opérations de pensions	2	1	2	Ns	Ns
Opérations de location-financement	966	1 000	906	3,5%	-9,4%
Opérations interbancaires	**566**	**652**	**700**	**15,3%**	**7,4%**
Comptes et prêts	565	652	700	15,5%	7,3%
Opérations de pensions	1	0	0	-100,0%	Ns
Opérations sur titres	**1 613**	**2 059**	**2 634**	**27,7%**	**27,9%**
Intérêts et charges assimilés	**5 504**	**5 911**	**6 916**	**7,4%**	**17,0%**
Opérations avec la clientèle	**3 553**	**3 678**	**4 203**	**3,5%**	**14,3%**
Comptes et emprunts	3 425	3 528	4 007	3,0%	13,6%
Opérations de pensions	128	150	196	17,0%	30,5%
Opérations de location-financement	-	0	0	Ns	Ns
Opérations interbancaires	**929**	**1 193**	**1 584**	**28,4%**	**32,8%**
Comptes et emprunts	788	1 100	1 461	39,6%	32,8%
Opérations de pensions	141	92	123	-34,5%	33,3%
Emprunts émis par le groupe	**1 022**	**1 040**	**1 128**	**1,7%**	**8,5%**
Marge d'intérêt	**11 613**	**12 908**	**13 995**	**11,2%**	**8,4%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2017 – 2018

Au terme de l'exercice 2018, la marge d'intérêt du Groupe Attijariwafa bank a enregistré une progression de 8,4% (+1 086,4 Mdh) pour se situer à plus de 14,0 Mrds Dh. Cette évolution s'explique par les éléments conjugués suivants :

- hausse des intérêts et produits assimilés de 11,1% (+2,1 Mrds Dh) à plus de 20,9 Mrds Dh, sous l'effet de l'augmentation des opérations avec la clientèle de plus de 1 468,9 Mdh (+9,1%) ;
- hausse de 17,0% (+1 005,3 Mdh) des intérêts et charges assimilés pour s'établir à près de 6,9 Mrds Dh à fin 2018. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse de 525,1 Mdh des intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle, ainsi que la hausse de +391,6 Mdh des intérêts et charges assimilés sur opérations interbancaires.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, la marge d'intérêt du Groupe Attijariwafa bank atteint près de 12,9 Mrds Dh contre 11,6 Mrds Dh en 2016, soit une hausse de 11,2%. Cette progression résulte d'une hausse des intérêts et produits assimilées plus importante que celle des intérêts et charges assimilés :

- hausse des intérêts et produits assimilés de 9,9% (+1,7 Mrds Dh) à près de 18,8 Mrds Dh, sous l'effet de l'augmentation des créances sur la clientèle dont l'encours à fin 2017 a progressé de 7,8% (+1,2 Mrds Dh) par rapport à 2016 ;

- hausse de 7,4% (+407,0 Mdh) des intérêts et charges assimilés pour s'établir à 5,9 Mrds Dh à fin 2017. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation de 28,4% (+264,0 Mdh) à près de 1,2 Mrds Dh des opérations interbancaires et celle des opérations avec la clientèle (+3,5%).

Evolution de la marge sur commissions

L'évolution de la marge sur commissions du Groupe Attijariwafa bank se présente comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Commissions perçues	**4 992**	**5 405**	**5 836**	**8,3%**	**8,0%**
Commissions sur opérations	**2 249**	**2 383**	**2 480**	**6,0%**	**4,1%**
Dont sur opérations avec la clientèle	1 505	1 553	1 601	3,2%	3,1%
Prestation de services bancaires et financiers	**2 743**	**3 022**	**3 356**	**10,2%**	**11,0%**
Dont produits de gestion d'OPCVM	358	377	382	5,1%	1,5%
Dont produits sur moyen de paiement	1 519	1 706	1 886	12,3%	10,6%
Commissions servies	**574**	**618**	**802**	**7,8%**	**29,7%**
Commissions sur opérations	**75**	**89**	**116**	**18,3%**	**30,7%**
Dont sur opérations avec les établs. de crédit	59	63	89	6,0%	41,6%
Prestation de services bancaires et financiers	**498**	**529**	**685**	**6,2%**	**29,5%**
Dont charges de gestion d'OPCVM	20	23	27	15,3%	19,6%
Dont charges sur moyen de paiement	392	412	581	5,0%	41,1%
Marge sur commissions	**4 418**	**4 787**	**5 034**	**8,3%**	**5,2%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2017 – 2018

Au terme de l'exercice 2018, la marge sur commissions du groupe s'établit à plus de 5,0 Mrds Dh, affichant ainsi une croissance de 5,2% par rapport à l'exercice 2017. Cette amélioration résulte principalement des éléments conjugués suivants :

- l'accroissement des commissions perçues de 8,0% (+431,0 Mdh) pour atteindre plus de 5,8 Mrds Dh à fin 2018 et ce, en raison d'une progression des prestations de services bancaires et financiers (+11,0% soit +333,7 Mdh de plus comparé à 2017) et des commissions sur opérations (+4,1% soit +97,3 Mdh de plus comparé à 2017) ;
- Il y a lieu de préciser que (i) les commissions sur opérations avec la clientèle représentent près de 64,5% des commissions sur opérations, (ii) tandis que les produits sur moyens de paiement représentent plus de 56,2% des commissions sur prestation de services bancaires et financiers ;
- La hausse des commissions servies de 29,7% (+183,6 Mdh) à plus de 802 Mdh. Cette évolution est liée à la progression des commissions sur opérations avec les établissements de crédit de +26,2 Mdh à plus de 89 Mdh et d'une augmentation des prestations de services bancaires de 29,5% pour s'établir à 685 Mdh à fin 2018.

Revue analytique 2016 – 2017

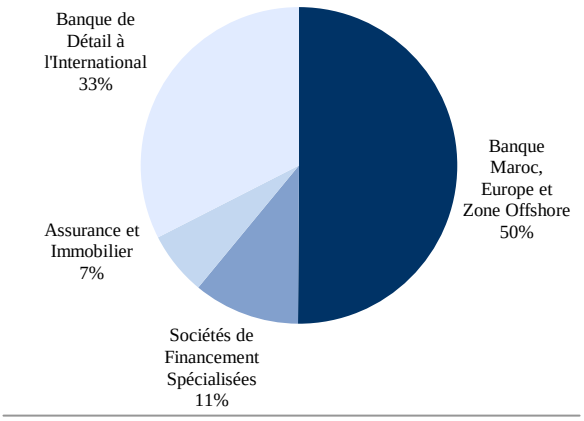
En 2017, la marge sur commissions du Groupe a enregistré une hausse de 8,3% pour s'établir à près de 4,8 Mrds Dh. Cette progression s'explique par les éléments conjugués suivants :

- la progression des commissions perçues de 8,3% (+ 413 Mdh) à près de 5,4 Mrds Dh, en raison principalement de l'amélioration des prestations de services bancaires et financiers de 10,2% (+279 Mdh) par rapport à 2016, conjuguée à l'accroissement des commissions sur opérations de 6,0% (+134Mdh) par rapport à 2016;
- l'amélioration des commissions servies de 7,8% (+44 Mdh) pour s'établir à près de 618Mdh à fin 2017. Cette situation résulte de la forte progression aussi bien des commissions sur opérations de 18,3% (+14 Mdh) que des commissions sur prestation de services bancaires et financiers de 6,2% (+31 Mdh) pour s'établir au 31 décembre 2017 à près de 89 Mdh et 529 Mdh respectivement.

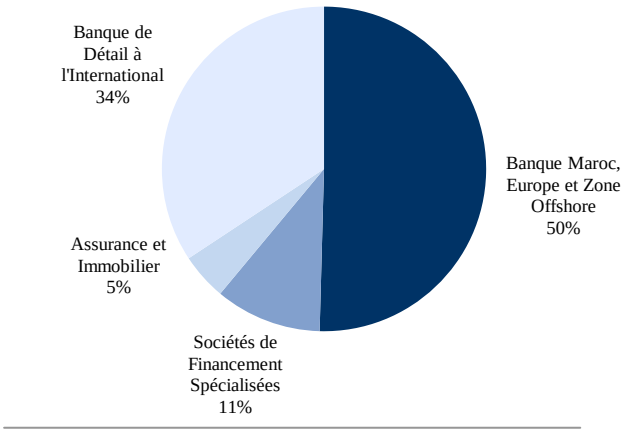
Contribution des pôles d'activité au Produit Net Bancaire

Les diagrammes suivants présentent la contribution au PNB des différents pôles d'activité du Groupe Attijariwafa bank, au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018 :

Contribution au PNB au 31 décembre 2017



Contribution au PNB au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

La contribution de la BDI a augmenté en 2018 suite à l'intégration de 12 mois d'Attijari Egypt en 2018 vs. 8 mois en 2017 et l'effet périmètre liée à l'augmentation de la participation d'Attijariwafa bank au sein de BIM à 66,3% en 2018 contre 51,0% en 2017. La baisse de la contribution du secteur de l'Assurance au PNB s'explique par l'augmentation de la sinistralité automobile et les sinistres de pointe.

Contribution des filiales au Produit Net Bancaire

Le tableau suivant présente la contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank, au titre de la période 2016 à 2018 :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Attijariwafa bank	**9 701**	**10 206**	**10 684**	**5,2%**	**4,7%**
Filiales dont :	**9 972**	**11 439**	**11 686**	**14,7%**	**2,2%**
Attijari Bank Tunisie	1 497	1 497	1 525	0,0%	1,8%
Wafa Assurance IFRS	1 436	1 438	1 063	0,2%	-26,1%
Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest	1 017	1 104	1 194	8,6%	8,1%
Wafasalaf	997	1017	1 046	2,0%	2,9%
Société Ivoirienne de Banque	860	975	1 131	13,3%	16,0%
Attijariwafa bank Egypt	0	881	1 209	Ns	37,2%
Société Camerounaise de Banque	733	778	818	6,2%	5,1%
Union Gabonaise de Banque	638	702	752	10,1%	7,1%
Autres filiales	2 795	3 046	2 950	9,0%	-3,2%
Total	**19 673**	**21 645**	**22 371**	**10,0%**	**3,4%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2018, Attijariwafa bank demeure le principal contributeur au PNB du Groupe avec une part de 47,8%, suivi d'Attijari Bank Tunisie avec une part de plus de 6,8%.

L'évolution de la contribution de la Société Ivoirienne de Banque au PNB est liée essentiellement à la hausse d'actifs productifs (crédits clientèle et titres). L'évolution de la contribution de la filiale egyptienne résulte d'un effet périmétre : consolidation de 8 mois d'activité d'Attijariwafa bank Egypt en 2017 contre 12 mois en 2018. La faible progression de la contribution d'Attijari Bank Tunisie (ABT)

s'explique par la dégradation du cours de change TND/MAD de 11,6%. A cours constant le PNB d'ABT augmente de 15,2%, tiré par la progression des crédits clientèles de 14% en moyenne, la hausse des taux de rendement ainsi que l'amélioration du résultat de change. A noter que le PNB de 2018 est impacté par la comptabilisation pour la première fois de la charge de fonds commun de garantie. Hors cette charge et à cours constant, le PNB d'ABT aurait augmenté de 20%.

Coefficient d'exploitation bancaire

Le coefficient d'exploitation bancaire du Groupe Attijariwafa bank évolue comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Produit net bancaire (1)	19 673	21 645	22 371	10,00%	3,40%
Charges générales d'exploitation et amortissements (2)	9143	9 981	10 713	9,20%	7,30%
Coefficient d'exploitation (2) / (1)	**46,50%**	**46,10%**	**47,90%**	**-0,36pt**	**+1,78pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Charges générales d'exploitation

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Charges de personnel	4 440	4 906	5 298	10,5%	8,0%
Impôts et taxes	296	333	384	12,4%	15,3%
Charges externes	3 467	3 610	3 704	4,1%	2,6%
Autres charges générales d'exploitation	45	194	261	>100,0%	34,8%
Charges générales d'exploitation	**8 247**	**9 044**	**9 648**	**9,7%**	**6,7%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2017 – 2018

Au titre de l'exercice 2018, les charges générales d'exploitation ont progressé de 6,7% par rapport à 2017 pour s'établir à près de 9,6 Mrds Dh. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des charges de personnel de 8,0% (+392 Mdh) à près de 5,3 Mrds Dh conjuguée à une hausse des charges externes de 2,6% (+94 Mdh) à près de 3,7 Mrds à fin 2018. Ceci est du à la hausse des frais généraux de 7,3%.

Le coefficient d'exploitation bancaire du Groupe Attijariwafa bank a évolué de 1,78 pt en 2018, soutenu par une évolution des Charges générales d'exploitation et amortissements plus importante que l'évolution qu'a connu le produit net bancaire.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, les charges générales d'exploitation ont progressé de 9,7% par rapport à l'exercice 2016 pour s'établir à près de 9,0 Mrds Dh. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des charges de personnel de 10,5% (+466 Mdh) à près de 4,9 Mrds Dh conjuguée à une hausse des charges externes de 4,1% (+143 Mdh) à près de 3,6 Mrds à fin 2017.

Le coefficient d'exploitation bancaire du Groupe Attijariwafa bank a baissé de 0,36 pt en 2018, soutenu par une évolution du produit net bancaire plus importante que les charges générales d'exploitation et amortissements.

Contribution des filiales aux charges générales d'exploitation

Par ailleurs, la contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank aux charges générales d'exploitation, au titre de la période 2016 – 2018, se présente comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Attijariwafa bank	**4 333**	**4 677**	**4 816**	**7,9%**	**3,0%**
Filiales dont :	**4 810**	**5 304**	**5 897**	**10,3%**	**11,2%**
Attijari Bank Tunisie	691	695	668	0,6%	-3,9%

Wafa Assurance IFRS	579	612	699	5,8%	14,2%
Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest	542	611	649	12,8%	6,2%
Attijariwafa Europe	488	497	528	1,7%	6,3%
Société Ivoirienne de Banque	438	473	507	8,0%	7,3%
Union Gabonaise de Banque	365	351	352	-3,8%	0,2%
Société Camerounaise de Banque	357	378	378	5,9%	0,1%
Wafasalaf	349	367	362	5,2%	-1,2%
Autres filiales	1 002	1 320	1 753	31,8%	32,8%
Charges générales d'exploitation *	**9 143**	**9 981**	**10 713**	**9,2%**	**7,3%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés
*y compris dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Revue analytique 2017 – 2018

Au titre de l'exercice 2018, Attijariwafa bank demeure le principal contributeur aux charges générales d'exploitation du Groupe avec une part de 45,0% suivi de Wafa Assurance avec 6,5% et d'Attijari bank Tunisie avec une part de 6,2%.

L'évolution de 14,2% des charges générales d'exploitation de Wafa Assurance est due à un effet périmétre : les 2 filiales Wafa IMA Assistance et Attijari Assurance Tunisie ont été consolidées pour la première fois en 2018. A périmétre constant, les charges auraient évolué de 1,4%. Le pôle des banques de détail à l'international (BDI) ont vu évoluer leurs charges générales d'exploitation de 12,7% en raison de la consolidation de 8 mois d'Attijari Egypt en 2017 contre 12 mois en 2018. Les charges de BDI hors Attijari Egypt n'augmentent que de 2,8%.

L'augmentation des charges générales d'exploitation d'Attijari de 3% provient essentiellement de :

- la hausse des charges de personnel, expliquée par l'évolution de la masse salariale de +6% (effet coût de 3pts et effet effectif de 2 pts) ainsi que la croissance des frais de la formation de +50% ;
- la progression des autres charges générales d'exploitation de +41 Mdh pour s'établir à 60 Mdh à fin 2018.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, Attijariwafa bank demeure le principal contributeur aux charges générales d'exploitation du Groupe avec une part de 46,9% suivi d'Attijari bank Tunisie avec une part de 7,0% et de Wafa Assurance avec 6,1%.

II.3.2. Résultat Brut d'Exploitation

Le résultat brut d'exploitation du Groupe Attijariwafa bank évolue comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Produit net bancaire	**19 673**	**21 645**	**22 371**	**10,0%**	**3,4%**
Charges générales d'exploitation	8 247	9 044	9 648	9,7%	6,7%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	896	937	1 065	4,6%	13,7%
Résultat brut d'exploitation	**10 530**	**11 664**	**11 658**	**10,8%**	**-0,1%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2017 – 2018

A fin décembre 2018, le résultat brut d'exploitation a enregistré un repli de 0,1% par rapport à décembre 2017, pour s'établir à plus de 11,7 Mrds Dh. Cette baisse s'explique essentiellement par une

augmentation de 6,7% (+604,0 Mdh) des charges générales d'exploitation, malgré une hausse de 3,4% du PNB (+726,0 Mdh). Cette hausse des charges d'exploitation est due à la croissance des frais généraux de 7,3%.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, le résultat brut d'exploitation a affiché une hausse de 10,8% à près de 11,7 Mrds Dh. Cette hausse résulte principalement d'un accroissement du PNB de 10,0% (+2,0 Mrds Dh) malgré une augmentation relativement importante des charges générales d'exploitation de 9,7% (+797 Mdh) pour s'établir à près de 9,1 Mrds Dh à fin 2017.

Contribution des filiales au Résultat Brut d'Exploitation

La contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank au Résultat Brut d'Exploitation, au titre la période 2016 – 2018, se présente comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Attijariwafa bank	**5 368**	**5 529**	**5 868**	**3,0%**	**6,1%**
Filiales dont :	**5 163**	**6 135**	**5 789**	**18,8%**	**-5,6%**
Wafa Assurance	857	826	278	-3,6%	-66,4%
Attijari Bank Tunisie	807	803	857	-0,5%	6,7%
Wafasalaf	648	650	684	0,3%	5,2%
Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest	475	493	545	3,7%	10,5%
Société Ivoirienne de Banque	422	502	623	18,9%	24,2%
Société Camerounaise de Banque	376	400	439	6,5%	9,8%
Union Gabonaise de Banque	273	351	400	28,8%	13,9%
Attijariwafa bank Egypt	-	544	512	Ns	-5,8%
Wafa Bail	262	260	266	-0,6%	2,4%
Wafacash	220	215	218	-2,5%	1,6%
Crédit Du Congo	171	193	181	12,8%	-6,2%
Autres filiales	653	898	785	37,6%	-12,6%
Total	**10 530**	**11 664**	**11 658**	**10,8%**	**-0,1%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2017 – 2018

Au titre de l'exercice 2018, Attijariwafa bank demeure le principal contributeur au résultat brut d'exploitation du Groupe avec une part de 50,3%, suivi d'Attijari Bank Tunisie avec plus de 7,4%. L'évolution enregistrée par Attijariwafa bank est due à l'amélioration du PNB accompagnée d'une maitrise des frais généraux. Le résultat brut d'exploitation de Wafa Assurance a été impacté par l'augmentation de la sinistralité automobile et les sinistres de pointe. Le résultat brut d'exloitation des filiales du pôle banques de détail à l'international a cru de 5,1% en 2018, soutenu par l'effet cours de devises (+8,0% à cours constant). Les sociétés de financement spécialisées ont vu leurs résulats d'exploitation évoluer de 4%, en ligne avec l'évolution normative de l'activité.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, Attijariwafa bank demeure le principal contributeur au résultat brut d'exploitation du Groupe avec une part de 47,4%, suivi de Wafa Assurance avec plus de 7,1%.

II.3.3. Coût du risque

Le coût du risque du Groupe Attijariwafa bank évolue comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Dotations aux provisions	**2 588**	**2 765**	**5 362**	**6,8%**	**93,9%**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	2 174	2 416	5 024	11,1%	>100,0%
Provisions engagements par signature	14	20	84	42,9%	>100,0%
Autres provisions pour risques et charges	401	329	254	-18,0%	-22,8%
Reprises de provisions	**1 151**	**1 861**	**5 396**	**61,7%**	**>100,0%**
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	959	1 416	5 093	47,7%	>100,0%
Reprises de provisions engagements par signature	25	48	108	92,0%	>100,0%
Reprise des autres provisions pour risques et charges	167	397	195	>100,0%	-50,9%
Variation des provisions	**564**	**1 264**	**1 758**	**>100,0%**	**39,1%**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	58	51	1 845	-12,1%	>100,0%
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	557	1 266	32	>100,0%	-97,5%
Récupérations sur prêts et créances amorties	65	81	136	24,6%	67,9%
Autres pertes	14	29	17	>100,0%	-41,4%
Coût du risque	**2 001**	**2 168**	**1 724**	**8,3%**	**-20,5%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2017 – 2018

Au titre de l'exercice 2018, le coût du risque s'élève à 1,7 Mrds Dh, en baisse de 20,5% comparativement à 2017. Cette situation s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- la hausse des reprises de provisions de 3,5 Mrds Dh à près de 5,4 Mrd Dh, en raison principalement de la hausse des reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances de 3,7 Mrds Dh ;
- malgré la hausse de 93,9% des dotations aux provisions, s'établissant à 5,4 Mrds Dh.

L'amélioration du coût du risque en 2018 est principalement liée à la baisse des provisions constituées au niveau du bucket 2 (watch lists et créances dont la qualité du risque s'est dégradé significativement depuis l'origination).

Cette baisse de dotations est la combinaison de la baisse des encours du bucket 2 (passage vers les autres buckets notamment vers le bucket 1 en lien avec l'amélioration de la qualité des actifs) de 44 à 40 Mrds Dh (donc 36 a 33 Mrds Dhs pour la banque au Maroc) et la légère baisse du taux de couverture liée au mix entre les segments du buckets 2 et la reprise de provisions sur 2 dossiers de crédit restructurés.

Les tableaux suivants présentent les expositions brutes de provisions et les taux de couverture par catégorie de Bucket en 2018:

GROUPE	Expositions brutes de provisions				Taux de couverture			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Crédits clientèle	275	29	22	326	0,8%	14,8%	66,4%	6,5%
EPS	126	11	1	138	0,4%	2,4%	20,0%	0,7%
Total	**401**	**40**	**23**	**464**	**0,6%**	**11,4%**	**64,7%**	**4,8%**

Dont Banque au Maroc	Expositions brutes de provisions				Taux de couverture			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Crédits clientèle	177	23	12	211	0,5%	13,9%	61,7%	5,4%
EPS	105	10	1	116	0,2%	2,2%	7,3%	0,4%
Total	**282**	**33**	**13**	**327**	**0,4%**	**10,3%**	**58,8%**	**3,6%**

Dont BDI	Expositions brutes de provisions				Taux de couverture			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Crédits clientèle	63	4	7	74	1,5%	22,0%	71,8%	8,9%
EPS	14	1	0	15	1,7%	4,3%	71,4%	2,7%
Total	**77**	**5**	**7**	**89**	**1,5%**	**18,8%**	**71,8%**	**7,9%**

Mrds dh - Source : Attijariwafa bank

Revue analytique 2016– 2017

Au titre de l'exercice 2017, le coût du risque s'établit à près de 2,2 Mrds Dh, en hausse de 8,3% (+167 Mdh) par rapport à l'exercice précédent. Cette situation provient essentiellement des éléments conjugués suivants :

- hausse de 6,8% des dotations aux provisions (+177 Mdh), suite notamment à la hausse des provisions pour dépréciation des prêts et créances de 11,1% (+242 Mdh) par rapport à 2016 ;
- hausse de 61,7% (+710 Mdh) des reprises de provisions qui se sont établies à 1 861 Mdh à fin 2017, cette évolution est consécutive à une progression de 47,7% (+457 Mdh) des reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances et à l'augmentation des reprises des autres provisions pour risques et charges (+230 Mdh) par rapport à l'exercice précédent. La hausse des reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances est essentiellement due aux write-offs (radiation des créances) au niveau de Attijariwafa bank ;
- la variation des provisions a connu une hausse pour s'établir à près de 1 264 Mdh au terme de l'exercice 2017, en raison principalement de l'augmentation des pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées par rapport à l'exercice précédent, lequel est du à la radiation des créances effectuée par Attijariwafa bank.

Coût du risque

Le coût du risque du Groupe Attijariwafa bank évolue comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Résultat brut d'exploitation	**10 530**	**11 664**	**11 658**	**10,8%**	**-0,1%**
- Coût du risque	-2 001	-2 168	-1 724	-8,3%	20,5%
Résultat d'exploitation	**8 529**	**9 496**	**9 934**	**11,3%**	**4,6%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Les indicateurs de risques ont évolué de la manière suivante sur la période 2016 - 2018 :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Créances en souffrance (1)	20 125	20 980	22 321	4,2%	6,4%
Encours brut de crédit (2)	286 197	301 752	326 270	5,4%	8,1%
Provisions sur créances en souffrance (3)	14 569	15 757	21 210	8,1%	34,6%
Coût du risque (4)	2 001	2 168	1 724	8,3%	-20,5%
Taux de contentieux (1) / (2)	**7,0%**	**7,0%**	**6,8%**	**-0,08pt**	**-0,11pt**
Taux de couverture (3) / (1)	**72,4%**	**75,1%**	**95,0%**	**+2,71pt**	**+19,92pt**
Coût du risque (4) / (2)	**0,7%**	**0,7%**	**0,5%**	**+0,02pt**	**-0,19pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés. Formule encours brut de crédits : Crédits nets de provisions + total provisions actif (Bucket 1+ Bucket 2+ Bucket 3)

Revue analytique 2017 - 2018

Au 31 décembre 2018, le résultat d'exploitation s'élève à 9,9 Mrds dh, en hausse de 4,6% par rapport à 2017, due à l'amélioration du coût du risque de 20,5% sur la même période.

Au titre de l'exercice 2018, le taux de contentieux a connu une baisse de 0,11 point suite à une progression plus importante des encours brut de crédit (+8,1%) comparé à la croissance des créances en souffrance (+6,4%).

Le taux de couverture s'établit à 95,0% à fin 2018, en hausse de 19,9 points par rapport à 2017, en raison principalement d'une amélioration des provisions sur créances en souffrance de 34,6%, plus rapide que celle enregistrée au niveau des créances en souffrance au titre de la même période. L'évolution des créances en souffrances est due à l'amélioration continue du taux de contentialité.

Le coût du risque s'est établi à 0,5% de l'encours brut de crédit à fin 2018, en baisse de 0,19 point, en raison de la croissance des créances en souffrance et la baisse du coût du risque.

Revue analytique 2016 – 2017

Au 31 décembre 2017, le résultat d'exploitation s'est établi à 9,5 Mrds dh, en hausse de 11,3% par rapport à 2018, soutenue par une amélioration du résultat brut d'esploitation de 10,8%.

Le taux de contentieux s'établit à 7,0% à fin 2017, affichant une stabilité par rapport à l'exercice précédent, suite à une progression des créances en souffrance de 4,2% par rapport à 2016, conjuguée à une croissance plus rapide de l'encours brut de crédit sur cette période de 5,4%.

Pour sa part le taux de couverture s'établit à 75,1% à fin 2017. En effet, les provisions sur créances en souffrances ont enregistré une croissance de 8,1% sur le dernier exercice.

Le coût du risque s'est établi à 0,7% de l'encours brut de crédit à fin 2017.

Contribution des filiales au coût du risque

Par ailleurs, la contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank au coût du risque, au titre de la période 2016-2018, se présente comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Attijariwafa bank	**1 427**	**1 282**	**766**	**-10,2%**	**-40,2%**
Filiales dont :	**574**	**886**	**957**	**54,4%**	**8,0%**
Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest	152	34	36	-77,4%	3,4%
Wafasalaf	103	119	238	15,8%	>100,0%
SCB Cameroun	70	116	115	64,3%	-0,5%
Wafabail	61	56	102	-7,1%	81,3%
Union Gabonaise de Banque	37	87	119	>100,0%	36,3%
Wafa Assurance	37	83	74	>100,0%	-11,6%
Attijari Bank Tunisie	29	47	159	60,6%	>100,0%
Credit Du Congo	26	22	0,4	-17,5%	-98,0%
AWB Mauritanie	23	13	10	-45,0%	-22,9%
Societe Ivoirienne de Banque	23	28	82	21,1%	>100,0%
La Banque Internationale pour le Mali	19	209	12	>100,0%	-94,4%
Autres filiales	-7	72	11	>100,0%	-85,3%
Total	**2 001**	**2 168**	**1 724**	**8,3%**	**-20,5%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Sur la période 2016 – 2018, Attijariwafa bank demeure le principal contributeur au coût du risque du Groupe avec une part de 44,5%, suivi de Wafasalaf avec près 13,8% et de Attijariwafa bank Tunisie avec une part de 9,2%. La hausse du cout du risque enregistrée par Attijari Bank Tunisie, Wafasalaf et WafaBail est due à la hausse du taux de contentialité associée à une amélioration du taux de couverture.

II.3.4. Résultat net part du groupe

Evolution du résultat net part du groupe

Les indicateurs de rentabilité du groupe ont évolué, comme suit, au cours de la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Résultat d'exploitation	**8 529**	**9 496**	**9 934**	**11,3%**	**4,6%**
Quote-part du résultat des Eses mises en équival	4	16	12	>100,0%	-27,7%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	55	23	53	-57,2%	>100,0%
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	0	Ns	Ns
Résultat avant impôts	**8 587**	**9 536**	**9 999**	**11,0%**	**4,9%**
Impôts sur les bénéfices	2 934	2 952	3 263	0,6%	10,6%
Résultat net	**5 653**	**6 584**	**6 735**	**16,5%**	**2,3%**
Résultat hors groupe	896	1 193	1 029	33,2%	-13,7%
Résultat net part du groupe	**4 757**	**5 391**	**5 706**	**13,3%**	**5,8%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2017 – 2018

Au terme de l'exercice 2018, le résultat net d'Attijariwafa bank s'est apprécié de 2,3% pour s'établir à plus de 6,7 Mrds Dh à fin 2018. La progression du résultat d'exploitation de 4,6% (+438,2 Mdh) à fin 2018 demeure la principale raison de cette amélioration.

Au titre de cette période, le résultat net part du groupe s'élève à près de 5,7 Mrds Dh, en progression de 5,8% par rapport à fin 2017, soutenue essentiellement par la croissance de 18% du résultat net part du groupe de Attijariwafa Bank.

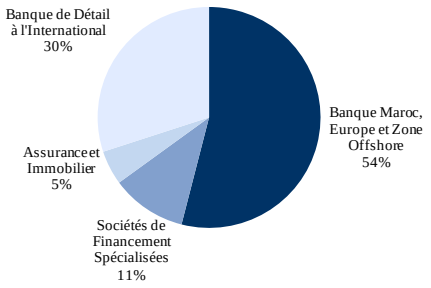
Sous l'effet de l'augmentation du résultat d'exploitation de 11,3%, le résultat net d'Attijariwafa Bank a enregistré une croissance de 16,5% pour s'établir à près de 6,6Mrds Dh au 31 décembre 2017.

Pour sa part, le résultat net part du groupe s'élève à près de 5,4 Mrds Dh en 2017, en hausse de 13,3% par rapport à l'exercice 2016.

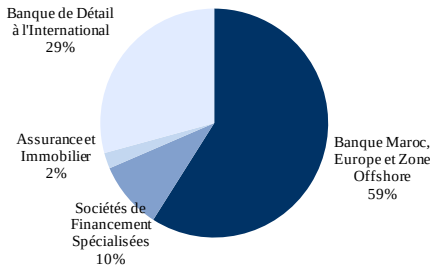
Contribution des pôles d'activité au résultat net part du groupe

Les graphiques ci-dessous présentent la contribution au RNPG des différents pôles d'activité d'Attijariwafa bank, au 30 juin 2017 et au 30 juin 2018.

Contribution au RNPG au 31 décembre 2017



Contribution au RNPG au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

Le pôle banque Maroc, Europe et Offshore demeure le principal contributeur au RNPG du Groupe au 31 décembre 2018 avec une part de 59%, suivi de la banque de détail à l'international dont la contribution au titre de la même période a atteint 29% (vs. 30% au 31 décembre 2017).

Contribution des filiales au résultat net part du Groupe

Par ailleurs, la contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank au résultat net part du Groupe, au titre de la période 2016 – 2018, se présente comme suit :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Attijariwafa bank	**2 458**	**2 756**	**3 261**	**12,1%**	**18,3%**
Filiales dont :	**2 300**	**2 635**	**2 445**	**14,6%**	**-7,2%**
Wafa Assurance	513	259	128	-49,5%	-50,5%
Attijari Bank Tunisie	264	266	290	0,9%	8,8%
Société Ivoirienne de Banque	239	265	291	11,0%	9,9%
Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest	198	281	311	41,6%	10,8%
Attijariwafa bank Egypt	-	397	288	Ns	-27,4%
Wafasalaf	175	171	144	-2,0%	-15,5%
Wafacash	137	135	137	-1,6%	1,6%
Wafabail	122	124	98	1,4%	-21,4%
Société Camerounaise de Banque	116	106	105	-8,4%	-0,7%
Union Gabonaise de Banque	106	119	122	12,0%	2,4%
Crédit Du Congo	98	115	120	16,9%	4,7%
Wafa Immobilier	96	100	106	4,3%	5,6%
Autres filiales	236	295	304	25,1%	3,0%
Total	**4 757**	**5 391**	**5 706**	**13,3%**	**5,8%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés.

Sur la période 2016– 2018, Attijariwafa bank demeure le principal contributeur au résultat net part du Groupe avec une part de 57,2%, suivi de la Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest avec près de 5,5% et de Attijari Bank Tunisie avec une part de près de 5,1%.

En 2018, la baisse de la contribution de la filiale Wafa Assurance au RNPG est due à l'augmentation de la sinistralité automobile et les sinistres de pointe. Quant au pôle des banques de détail à l'international (BDI), l'amélioration de 2,9% de leurs contributions au RNPG est soutenue essentiellement par de la dégradation du cours de change dans certaines zones. A cours constant le RNPG BDI aurait augmenté de 5,2%. Les sociétés de financement spécialisées ont vu évoluer leur RNPG de -7%, lié à la hausse du coût du risque. Le résultat net part du groupe du pôle Banque Maroc, Europe et Offshore a augmenté de 15%, soutenu essentiellement par les performances enregistrées au niveau de la banque au Maroc.

Les indicateurs de rentabilité du groupe ont évolué, comme suit, au cours de la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Résultat net consolidé	5 653	6 584	6 735	**16,5%**	**2,3%**
Fonds propres	47 411	50 801	50 471	**7,2%**	**-0,6%**
Total bilan	428 766	475 660	509 926	**10,9%**	**7,2%**
Return On Equity (ROE) * **	**13,5%**	**14,9%**	**15,4%**	**+1,35pt**	**+0,51pt**
Return On Assets (ROA) ** **	**1,3%**	**1,4%**	**1,3%**	**+0,07pt**	**-0,06pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés
*** *Résultat net consolidé / Fonds propres (hors résultat net de l'exercice)*
**** *Résultat net consolidé / Total bilan*

Revue analytique 2017 – 2018

L'année 2018 a été marqué par une baisse des fonds propres (-0,6%) soit -329,7 Mdh comparativement au 31 décembre 2017, malgré une hausse du résultat net consolidé en hausse de 2,3% (+151,2 Mdh) à plus de 6,7 Mrds Dh. Ainsi le ROE du groupe a accusé une hausse de 0,51 point pour s'établir à 15,4% en 2018, tandis que le ROA s'établit à 1,3%, en légère baisse de 0,06 point par rapport à 2017.

Revue analytique 2016 – 2017

L'exercice 2017 a connu, d'une part, une poursuite du renforcement des fonds propres (+7,2%) et du total bilan (+10,9%) et, d'autre part une poursuite de l'amélioration de la rentabilité du Groupe dont le résultat net consolidé s'est accru de 16,5% par rapport à l'exercice précédent. A cet effet, le ROE et le ROA du groupe ont atteint 14,9% et 1,4% respectivement.

II.4. Analyse du bilan consolidé IFRS

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Actif	**428 766**	**475 660**	**471 475**	**509 926**	**10,9%**	**8,2%**
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	14 141	18 225	18 225	18 537	28,9%	1,7%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	50 455	65 875	60 765	61 567	30,6%	1,3%
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	Ns	Ns
Actifs financiers disponibles à la vente	**35 701**	**39 267**	**-**	**-**	**10,0%**	**Ns**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**-**	**-**	**46 208**	**43 191**	**Ns**	**-6,5%**
Titres au coût amorti	**-**	**-**	**9 402**	**15 101**	**Ns**	60,6%
Prêts et créances sur les Ets de crédit et assimilés	22 626	25 304	25 268	28 791	11,8%	13,9%
Prêts et créances sur la clientèle	271 627	285 995	279 682	305 060	5,3%	9,1%
Ecart de rééval. actif des portef. couverts en taux	-	-	-	-	Ns	Ns
Placements détenus jusqu'à leur échéance	8 016	8 746	-	-	9,1%	Ns
Actifs d'impôt exigible	39	124	124	182	>100,0%	47,1%
Actifs d'impôt différé	540	636	3 012	2 867	17,9%	-4,8%
Comptes de régularisation et autres actifs	7 585	8 675	8 649	13 667	14,4%	58,0%
Participation des assurés aux bénéfices différée	2 067	2 672	-	-	29,3%	Ns
Actifs non courants destinés à être cédés	88	114	114	97	30,6%	-15,1%
Participations dans des entreprises mises en équival.	95	107	107	87	12,7%	-18,9%
Immeubles de placement	2 020	2 247	2 247	2 523	11,3%	12,2%
Immobilisations corporelles	5 429	5 551	5 551	5 688	2,3%	2,5%
Immobilisations incorporelles	1 684	2 125	2 124	2 617	26,2%	23,2%
Ecarts d'acquisition	6 655	9 996	9 996	9 952	50,2%	-0,4%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Passif	**428 766**	**475 660**	**471 475**	**509 926**	**10,9%**	**8,2%**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	161	97	97	3	-39,6%	-96,9%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 034	717	717	401	-30,7%	-44,1%
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	Ns	Ns
Dettes envers les établissements de crédit et assim.	28 282	37 652	37 652	47 315	33,1%	25,7%
Dettes envers la clientèle	286 265	316 210	316 210	332 006	10,5%	5,0%
Titres de créances émis	11 243	11 120	11 120	15 508	-1,1%	39,5%
Ecart de rééval. passif des portef. couverts en taux	-	-	-	-	Ns	Ns
Passifs d'impôt exigible	709	614	614	865	-13,5%	40,9%
Passifs d'impôt différé	2 341	2 576	2 436	1 976	10,1%	-18,9%
Comptes de régularisation et autres passifs	9 881	10 729	10 715	12 307	8,6%	14,9%
Dettes liées aux actifs non cour. destinés à être cédés	-	-	-	-	Ns	Ns
Provisions techniques des contrats d'assurance	25 961	28 635	28 635	33 639	10,3%	17,5%
Provisions pour risques et charges	1 771	1 734	-	-	-2,1%	Ns
Provisions	-	-	2 446	2 608	Ns	6,6%
Sub., fonds pub. affectés et fonds spéciaux de garantie	141	129	-	-	-8,6%	Ns
Dettes subordonnées	13 565	14 646	-	-	8,0%	Ns
Subventions et fonds assimilés	-	-	129	361	Ns	>100,0%
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-	0	14 646	12 466	Ns	-14,9%
Capitaux propres	47 411	50 801	46 059	50 471	7,2%	9,6%
Capital et réserves liées	*10 152*	*10 152*	*10 152*	*12 552*	0,0%	23,6%
Réserves consolidées	30 861	33 247	33 764	29 388	7,7%	-13,0%
Part du groupe	*25 060*	*27 337*	*28 640*	*25 596*	9,1%	-10,6%
Part des minoritaires	*5 802*	*5 910*	*5 124*	*3 791*	1,9%	-26,0%
Gains ou pertes latents ou différés	745	819	2 143	1 797	9,9%	-16,2%
Part du groupe	*745*	*819*	*830*	*665*	9,9%	-19,8%
Part des minoritaires	-	-	*1 314*	*1 132*	Ns	-13,8%
Résultat net de l'exercice	5 653	6 584	-	6 735	16,5%	Ns
Part du groupe	*4 757*	*5 391*	-	*5 706*	13,3%	Ns
Part des minoritaires	*896*	*1 193*	-	*1 029*	33,2%	Ns

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés –

Revue analytique 1er janvier 2018 – 31 décembre 2018

Au titre de l'exercice 2018, le total bilan consolidé s'est élevé à 509,9 Mrds Dh, en progression de 8,2% par rapport à 2018. Cette augmentation est attribuable essentiellement à :

- l'augumentation des comptes de régularisation des autres actifs de 58,0% (+5,0 Mrds Dh) ;
- l'accroissement des prêts et créances sur la clientèle de 9,1% (+25,4 Mrds Dh) pour s'établir à 305,6 Mrds Dh ;
- la croissance des titres au coût amorti de +5,7 Mrds Dh pour s'établir à plus de 15,1 Mrds Dh.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, le total bilan consolidé s'établit à près de 475,7 Mrds Dh, en progression de 10,9% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution résulte principalement des éléments conjugués suivants :

- l'encours des actifs financiers à la juste valeur par résultat a connu une progression de 30,6% (+15,4 Mrds Dh), au même titre que les Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres dont l'encours s'est accru de 10,0% (+3,6 Mrds) sur la période 2017 ;
- la hausse des prêts et créances sur la clientèle de 5,3% (+14,4 Mrds Dh) ;

- les fonds propres du groupe ont poursuivi leur renforcement au titre de l'exercice 2017 pour atteindre près de 50,8 Mrds Dh, enregistrant ainsi une croissance de 7,2% par rapport à 2016;
- les ressources externes du Groupe se sont inscrits globalement en hausse en 2017 sous l'effet de l'accroissement des dettes envers la clientèle de 10,5% (+29,9 Mrds) et des dettes envers les établissements de crédit et assimilés de 33,1% (+9,4 Mrds).
- la hausse de l'écart d'acquisition de 50,2%, du essentiellement à la consolidation de Attijariwafa bank Egypt.

II.5. Aperçu de l'impact du passage à la norme IFRS 9

L'application pour la première fois de la nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers » (i.e. : normes comptables internationales) génère un changement de méthode en termes de couverture du risque de crédit notamment à travers le provisionnement de l'ensemble des engagements sains sur la base des pertes statistiques attendues. Dans les précédentes normes (IAS 39), le provisionnement du risque crédit était basé sur des pertes avérées affectées aux crédits en souffrance.

Cette nouvelle méthode, obligatoire à partir du 1er janvier 2018, est d'application rétrospective[100].

Elle permet, à profil de risque constant, au groupe Attijariwafa bank de renforcer ses provisions de 4,6 milliards de dirhams[101] tout en supportant un impact modéré sur ses ratios de solvabilité au 31 décembre 2018 (-0,28 point pour le ratio consolidé[102] et aucun impact sur le ratio sur base individuelle). Les provisions de 4,6 milliards de dirhams se composent de prêts et créances à hauteur de 4,4 milliards de dirhams et de titres à hauteur de 0,2 milliard de dirhams.

Tableau de passage des catégories comptables IAS 39 vers IFRS 9 :

[100] Application de la nouvelle norme sur tout le portefeuille d'engagements sur base consolidée au 31 décembre 2017 et comptabilisation des impacts associés en capitaux propres au bilan d'ouverture au 1er janvier 2018
[101] Impact net d'impôts différés
[102] Attijariwafa bank a opté pour l'option de lisser les impacts IFRS 9 sur les fonds propres réglementaires sur une période de 5 ans

En Kdh	31/12/2017	01/01/2018										
		Reclassement au titre d'IFRS 9										
	Valeur au bilan selon IAS 39*	Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			Instruments dérivés de couverture	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Instruments financiers disponibles à la vente Wafa Assurance	Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	Prêts et créances sur la clientèle	Titres au coût amorti
			Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables				
				Instruments de capitaux propres	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option							
Actifs financiers												
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	18 225	18 225	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	66 512	-	58 656	10	-	-	-	-	7 847	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de tranction	48 303	-	42 779	-	-	-	-	-	5 524	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	18 210	-	15 877	10	-	-	-	-	2 323	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	41 340	-	1 916	184	-	-	15 246	2 285	21 073	-	-	635
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	25 304	-	-	-	-	-	-	-	-	25 287	-	18
Prêts et créances sur la clientèle	285 777	-	-	-	-	-	-	-	-	-	285 775	3
Placements détenus jusqu'à leur échéance	8 746	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 746
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	**445 905**	**18 225**	**60 572**	**194**	**-**	**-**	**15 246**	**2 285**	**28 920**	**25 287**	**285 775**	**9 402**
Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9	-	-	-	-	-	-	-243	-	-	-19	-6 092	-
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9	**445 905**	**18 225**	**60 572**	**194**	**-**	**-**	**15 003**	**2 285**	**28 920**	**25 268**	**279 682**	**9 402**

II.6. Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits par type de produit et par client a évolué comme suit sur la période considérée :

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Créances sur les Ets de crédits et assimilés (C1)	**22 626**	**25 304**	**25 268**	**28 791**	**11,8%**	**13,9%**
Comptes et prêts	19 772	24 504	24 489	27 499	23,9%	12,3%
Valeurs reçues en pension	2 602	-	-	-	Ns	Ns
Prêts subordonnés	6	2	-	-	-62,7%	Ns
Autres prêts et créances	157	686	686	788	>100,0%	14,9%
Créances rattachées	112	136	136	569	21,4%	>100,0%
Provisions	23	24	43	65	4,9%	50,3%
Créances sur la clientèle (C2)	**254 386**	**266 914**	**260 809**	**285 425**	**4,9%**	**9,4%**
Créances commerciales	38 770	40 871	40 847	40 666	5,4%	-0,4%
Autres concours à la clientèle	200 852	217 619	217 272	234 460	8,3%	7,9%
Valeurs reçues en pension	215	12	12	1 108	-94,5%	>100,0%
Comptes ordinaires débiteurs	26 930	21 779	21 763	27 582	-19,1%	26,7%
Créances rattachées	1 761	1 911	1 911	2 016	8,5%	5,5%
Prêts subordonnés	-	-	3	3		-2,0%
Provisions	14 143	15 279	21 000	20 410	8,0%	-2,8%
Opérations de crédit bail (C3)	**17 241**	**19 081**	**18 873**	**19 634**	**10,7%**	**4,0%**
Total crédit (C1+C2+C3)	**294 253**	**311 299**	**304 950**	**333 851**	**5,8%**	**9,5%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 1er janvier 2018 – 31 décembre 2018

Au titre de l'exercice 2018, l'encours total des crédits s'est établi à près de 333,9 Mrds Dh, en progression de 9,5% (+28,9 Mrds Dh) par rapport au 1er janvier 2018. Cette tendance s'explique par les éléments conjugués suivants:

- l'accroissement des créances sur la clientèle de 9,4% de +24,6 Mrds Dh à fin décembre 2018, en raison principalement de :
  - ✓ la progression des autres concours à la clientèle de 7,9% (+17,2 Mrds Dh) atteignant plus de 234,5 Mrds Dh ;
  - ✓ l'augmentation des comptes ordinaires débiteurs de 26,7% (+5,8 Mrds Dh) pour une valeur plus de 27,6 Mrds Dh à fin décembre 2018 ;
- la hausse de l'encours des créances sur les établissements de crédits et assimilés est de 13,9% en décembre 2018, en raison essentiellement de la croissance des comptes et prêts de +12,3% soit près de +3,0 Mrds Dh ;
- La hausse du montant des opérations de crédit bail de 4,0% pour s'établir à 19,6 Mrds Dh à fin décembre 2018.

Revue analytique 2016– 2017

A fin 2017, l'encours total des crédits accordés par le Groupe Attijariwafa bank s'établit à 311,3 Mrds Dh, soit une augmentation de 5,8% (+17,1 Mrds Dh) par rapport à 2016, liée aux éléments conjugués suivants :

- la hausse de l'encours des créances sur la clientèle de 4,9% (+12,5 Mrds Dh) pour s'établir à 266,9 Mrds. Cette augmentation résulte essentiellement des éléments suivants :
  - ✓ les autres concours à la clientèle, qui représentent près de 81,5% du total des créances sur la clientèle, ont enregistré une augmentation de 8,3% (+16,8 Mrds Dh) à près de 217,6 Mrds ;
  - ✓ la hausse des créances commerciales de 5,4% (+2,1 Mrds) à près de 40,9 Mrds à fin 2017 ;
  - ✓ l'augmentation des provisions sur créances de 8,0% (+1,1 Mrds Dh) pour s'établir à 15,3 Mrds Dh.
- l'accroissement de l'encours des opérations de crédit bail de 10,7% (+1,8 Mrds Dh), s'établissant à près de 19,1 Mrds Dh au 31 décembre 2017 ;
- la progression des créances sur les établissements de crédits et assimilés de 11,8% (+2,8 Mrds Dh) à près de 25,3 Mrds Dh, résultant principalement d'une hausse de 23,9% (+4,7 Mrds Dh) des comptes de prêts.

La ventilation des encours sains des créances sur la clientèle (hors créances rattachées) du Groupe Attijariwafa bank par zone géographique, au cours des exercices 2016, 2017 et 2018 se présente comme suit :

	2016	2017	01.2018	12.2018
Maroc	76,8%	75,4%	75,6%	77,5%
Afrique du Nord	8,2%	9,9%	10,1%	8,9%
Afrique Zone UEMOA	9,4%	9,5%	9,4%	9,5%
Afrique Zone CEMAC	4,8%	4,4%	4,2%	3,7%
Europe	0,8%	0,7%	0,7%	0,4%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Les prêts et créances sur la clientèle destinés au marché marocain représentent 77,5% du total des encours sains du Groupe Attijariwafa bank au cours de l'exercice 2018.

Le marché de l'Afrique du Nord a enregistré une baisse de 1,1 point, pour atteindre 8,9% des encours sains du groupe au 31 décembre 2018 contre 10,1% au 1er janvier 2018.

La ventilation de l'encours des prêts et créances sur les établissements de crédit (hors créances rattachées) du Groupe Attijariwafa bank par zone géographique, au cours des exercices 2016, 2017 et 2018 se présente comme suit :

	2016	2017	01.2018	12.2018
Maroc	72,0%	54,5%	54,5%	47,0%
Afrique du Nord	6,3%	13,7%	13,7%	22,1%
Afrique Zone UEMOA	5,4%	6,3%	6,3%	6,3%
Afrique Zone CEMAC	4,2%	5,0%	5,0%	4,5%
Europe	12,1%	20,6%	20,6%	20,1%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Les prêts et créances sur les établissements de crédits marocains représentent 47,0% du total des encours sains du Groupe Attijariwafa bank au 31 décembre 2018.

La part de l'Afrique du Nord dans les prêts et créances sur les établissements de crédit du Groupe s'établit à 22,1% à fin 2018, tandis que la part de l'Europe s'établit à 20,1%.

Dépôts

L'encours consolidé des dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle (hors dettes rattachées) par type de produit a évolué comme suit sur la période considérée :

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Dettes envers les établissements de crédit (C1)	**28 282**	**37 652**	**37 652**	**47 315**	**33,1%**	**25,7%**
Comptes et emprunts	17 845	18 024	18 024	15 845	1,0%	-12,1%
Valeurs données en pension	10 375	19 552	19 552	31 391	88,5%	60,6%
Dettes rattachées	62	75	75	79	21,1%	4,5%
Dettes envers la clientèle (C2)	**286 265**	**316 210**	**316 210**	**332 006**	**10,5%**	**5,0%**
Comptes ordinaires créditeurs	206 290	226 665	226 665	239 132	9,9%	5,5%
Comptes d'épargne	60 035	65 233	65 233	66 586	8,7%	2,1%
Autres dettes envers la clientèle	16 967	17 638	17 638	22 710	3,9%	28,8%
Valeurs données en pension	1 964	5 740	5 740	2 657	>100,0%	-53,7%
Dettes rattachées	1 008	936	936	921	-7,2%	-1,6%
Total dépôts (C1+C2)	**314 547**	**353 862**	**353 862**	**379 320**	**12,5%**	**7,2%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 1er janvier 2018 – 31 décembre 2018

A fin décembre 2018, l'encours total des dépôts consolidés a atteint 379,3 Mrds Dh, affichant ainsi une progression de 7,2% (+25,5 Mrds Dh) par rapport au 1er janvier 2018. Cette évolution résulte principalement des éléments conjugués suivants :

- l'accroissement de l'encours des dettes envers la clientèle de 5,0% (+15,8 Mrds Dh) à plus de 332,0 Mrds Dh à fin décembre 2018. Cette évolution est essentiellement liée à :
  - ✓ la progression des comptes ordinaires créditeurs de +12,5 Mrds Dh atteignant 239,1 Mrds Dh ;
  - ✓ la hausse de près de 5,1 Mrds Dh des autres dettes envers la clientèle s'établissant à 22,7 Mrds Dh.
- l'augmentation de l'encours des dettes envers les établissements de crédit de 25,7% (+9,7 Mrds Dh) pour atteindre plus de 47,3 Mrds Dh à fin décembre 2018. Cette évolution résulte principalement de la progression de 32% de l'encours au niveau du pôle BMET : refinancement pour l'acquisition de titres, ainsi que la baisse de 26% des dettes envers la CBAO.

Revue analytique 2016 – 2017

Au titre de l'exercice 2017, l'encours total des dépôts consolidés s'est inscrit en progression de 12,5% (+39,3 Mrds Dh) pour atteindre près de 353,9 Mrds Dh. Cette hausse résulte essentiellement des éléments suivants :

- l'amélioration de l'encours des dettes envers la clientèle qui s'établit à 316,2 Mrds Dh à fin 2017, réalisant ainsi une croissance de 10,5% (+29,9 Mrds Dh) par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution provient des effets conjugués suivants :
  - ✓ les comptes ordinaires créditeurs, qui représentent près de 71,7% des dépôts de la clientèle, se sont accrus de 9,9% (+20,4 Mrds) pour se situer à près de 226,7 Mrds Dh à fin 2017;
  - ✓ l'augmentation des autres dettes envers la clientèle de 3,9% (+671 Mdh) à près de 17,6 Mrds Dh au 31 décembre 2017;
  - ✓ la hausse des comptes d'épargne de 8,7% (+5,2 Mrds Dh) qui s'établissent à 65,2 Mrds Dh au terme de la période 2017.
- la hausse des dettes envers les établissements de crédit de 33,1% (+9,4 Mrds Dh) à près de 37,7 Mrds Dh qui provient de l'augmentation conjointe des comptes et emprunts de 1,0% (+179 Mdh), des valeurs données en pension de 88,5% (+9,2 Mrds Dh) et des dettes rattachées de 21,1% (+13 Mdh).

La répartition des dettes envers la clientèle (hors dettes rattachées) par zone géographique, sur la période 2016-2018, se présente comme suit :

	2016	2017	01.2018	12.2018
Maroc	74,7%	73,3%	73,3%	72,8%
Afrique du Nord	8,9%	10,8%	10,8%	10,4%
Afrique Zone CEMAC	10,2%	9,9%	9,9%	10,4%
Afrique Zone UEMOA	5,4%	5,1%	5,1%	5,4%
Europe	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank - Comptes consolidés -* Les dépôts des MRE en constituent une part importante

Les dettes envers la clientèle du Groupe proviennent principalement du marché marocain dont la part s'établit en moyenne à 72,8% au 31 décembre 2018. Au 1er janvier 2018, ce marché a contribué à hauteur de 73,3% dans les dettes envers la clientèle du Groupe.

Ratio de transformation du Groupe Attijariwafa bank

L'évolution du ratio de transformation du groupe Attijariwafa bank se présente comme suit, sur la période 2016 – 2018 :

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Encours crédits bruts *	286 197	301 752	301 365	326 270	5,4%	8,3%
Encours dépôts	286 265	316 210	316 210	332 006	10,5%	5,0%
Ratio de transformation	**100,0%**	**95,4%**	**95,3%**	**98,3%**	**-4,55pt**	**+2,97pt**

Source : Attijariwafa bank - Comptes consolidés -* Prêts et créances sur la clientèle + provisions de créances sur la clientèle

Au titre de l'exercice 2018, le ratio de transformation du Groupe Attijariwafa bank s'est inscrit en hausse de 3,0 points pour s'établir à 98,3%. Cette évolution est liée à une progression de l'encours des crédits bruts (+8,3%) plus importante que la progression au niveau de l'encours des dépôts (+5,0%).

Ressources du Groupe Attijariwafa bank

Les ressources du groupe Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Fonds propres & assimilés	**60 976**	**65 447**	**60 705**	**62 937**	**7,3%**	**3,7%**
Dettes subordonnées	13 565	14 646	14 646	12 466	8,0%	-14,9%
Capitaux propres part du groupe, dont :	40 714	43 698	39 621	44 519	7,3%	12,4%
Capital	*2 035*	*2 035*	*2 035*	*2 099*	*0,0%*	*-74,1%*
Réserves liées au capital	*8 116*	*8 116*	*8 116*	*10 453*	*0,0%*	*28,8%*
Actions propres	*-2 461*	*-2 461*	*-2 461*	*-2 461*	*0,0%*	*0,0%*
Réserves et résultats consolidés	*32 278*	*35 189*	*31 101*	*33 764*	*9,0%*	*8,6%*
Gains ou pertes latents ou différés	*745*	*819*	*830*	*665*	*9,9%*	*-19,8%*
Intérêts minoritaires	6 697	7 103	6 437	5 952	6,1%	*-7,5%*
Ressources externes	**325 790**	**364 982**	**364 982**	**394 829**	**12,0%**	**8,2%**
Dettes envers les établissements de crédit	28 282	37 652	37 652	47 315	33,1%	25,7%
Dépôts de la clientèle	286 265	316 210	316 210	332 006	10,5%	5,0%
Titres de créances émis	11 243	11 120	11 120	15 508	-1,1%	39,5%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 1er janvier 2018 – 31 décembre 2018

Au titre de l'exercice 2018, les fonds propres et assimilés d'Attijariwafa bank s'élèvent à de 62,9 Mrds Dh, en progression de +3,7% par rapport au 1er janvier 2018. Cette évolution s'explique principalement par une hausse des capitaux propres part du groupe qui a affiché une croissance de +12,4% passant à près de 44,5 Mrds Dh à fin 2018.

Les ressources externes de la banque, qui sont composées à hauteur de 84,1% de dépôts de la clientèle, ont affiché une croissance de 8,2% pour atteindre près de 394,8 Mrds Dh à fin 2018. Cette situation est due essentiellement aux croissances des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle qui sont respectivement de plus de 47,3 Mrds Dh et de 3232,0 Mrds Dh au 31 décembre 2018.

Revue analytique 2016– 2017

Au titre de l'exercice 2017, les fonds propres et assimilés du Groupe se sont établis à près de 65,5 Mrds Dh, soit une croissance de 7,3% par rapport à 2016. Les réserves et résultats consolidés se sont accrus de 8,8% (+2,9 Mrds Dh) pour s'établir à près de 35,8 Mrds Dh en 2017.

Les ressources externes de la banque ont augmenté de 12,0% (+39,2 Mrds Dh) à près de 365 Mrds Dh, en raison de l'augmentation conjointe des dépôts de la clientèle de 10,5% (+29,9 Mrds Dh) et des dettes envers les établissements de crédit de 33,1% (+9,4 Mrds Dh) qui compense la diminution des titres de créances émis de 1,1% (-123 Mdh).

Evolution et composition du portefeuille titres du Groupe Attijariwafa bank

Evolution sur la période 2016 - 2018

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**50 455**	**65 875**	**60 765**	**61 567**	**30,6%**	**1,3%**
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	Ns	Ns
Effets publics et valeurs assimilées	26 502	41 506	36 678	38 636	56,6%	5,3%
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 471	6 259	5 678	6 339	>100,0%	11,7%
Actions et autres titres à revenu variable	21 732	17 572	17 850	16 354	-19,1%	-8,4%
Instruments dérivés	622	423	423	111	-32,1%	-73,7%
Créances rattachée	128	115	-	-	-10,0%	Ns
Titres de participation non consolidés	-	-	137	127	Ns	-7,0%
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**37 768**	**41 939**	**46 208**	**43 191**	**11,0%**	**-6,5%**
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	15 003	10 086	Ns	-32,8%
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	2 285	2 328	Ns	1,9%
Titres de participation non consolidés	-	-	28 920	30 776	Ns	6,4%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Revue analytique 01.01.18 – 31.12.18

Au terme de l'exercice 2018, les actifs financiers à la juste valeur par résultat ont affiché une croissance de 1,3% à près de 61,6 Mrds Dh, suite notamment à la hausse des effets publics et valeurs assimilées de 5,3% (+2,0 Mrds Dh).

Les Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ont diminué de 6,5% (+3,0 Mrds Dh) à près de 43,1 Mrds Dh à fin 2018, contre 46,2 Mrds Dh à fin décembre 2017. Ceci est dû principalement aux éléments suivants :

- la baisse des instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables de 32,8% (-4,9 Mrd Dh) pour s'établir à 10,1 Mrds Dh au terme de l'exercice 2018 ;
- malgré la hausse des titres de participation non consolidés de 6,4% (+1,9 Mrd Dh).

Revue analytique 2016– 2017

Au titre de l'exercice 2017, les actifs financiers à la juste valeur par résultat se sont inscrits en hausse de 30,6% (+15,4 Mrds Dh) à 65,9 Mrds Dh. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des effets publics et valeurs assimilées de 56,6% (+15,0 Mrds Dh) pour atteindre près de 41,5 Mrds Dh, conjointe à l'augmentation des obligations et autres titres à revenu fixe de 4,8 Mrds Dh par rapport à 2016. Ces hausses découlent essentiellement de la consolidation de Attijariwafa bank Egypt pour la première fois en 2017.

Les Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ont, pour leur part, affiché une hausse de 11,0% (+4,2 Mrds Dh) pour s'établir à près de 41,9 Mrds Dh en 2017. Cette hausse est justifiée par :

- une augmentation des obligations et autres titres à revenu fixe de 5,8% (+815,0 Mdh) ;
- une hausse de 44,0% des actions et autres titres à revenu variable (+2,4 Mrds Dh) ;
- une progression des effets publics et valeurs assimilées de 13,9% (+1,4 Mrds Dh).

Evolution sur la période 2016 – 2018

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Actifs financiers à la juste valeur par résultat*	**50 455**	**65 875**	**60 765**	**61 567**	**30,6%**	**1,3%**
Actifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-	60 572	61 318	Ns	1,2%
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	194	249	Ns	28,5%
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**	**37 768**	**41 939**	**46 208**	**43 191**	**11,0%**	**-6,5%**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	15 003	10 086	Ns	-32,8%
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	2 285	2 328	Ns	1,9%
Titres au coût amorti	-	-	28 920	30 776		6,4%
Total Actifs financiers	**88 222**	**107 814**	**106 973**	**104 758**	**22,2%**	**-2,1%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés IFRS * Bilan d'ouverture IFRS 9

Au terme de l'année 2018, les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont en hausse de 1,3% comparativement au premier janvier 2018.

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont en baisse de 6,5% principalement suite à une baisse des instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables de 32,8% (-4,9 Mrds) au 31 décembre 2018.

Enfin, les actifs financiers au coût amorti sont en hausse de 6,4%, pour s'établir à près de 30,8 Mrds Dh au titre de l'exercice 2018.

Evolution des passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat ont évolué comme suit sur la période considérée :

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Valeurs données en pension	180	291	291	106	61,7%	-63,7%
Instruments dérivés	854	426	426	295	-50,1%	-30,7%
Juste valeur au bilan	**1 034**	**717**	**717**	**401**	**-30,7%**	**-44,1%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés IFRS

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat ont baissé de -44,1% au terme de l'exercie 2018 (-401 Mdh), en raison de la décroissance des valeurs données en pension de 63,7% (-185 Mdh) ainsique la baisse des instruments dérivés de 30,7% (-131 Mdh).

Evolution des provisions pour risques et charges

L'évolution des provisions pour risques et charge se présente comme suit, sur la période considérée :

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	133	108	820	915	-18,9%	11,6%
Provisions pour engagements sociaux	500	524	524	545	4,7%	4,1%
Autres provisions pour risques et charges	1 138	1 103	1 103	1 148	-3,1%	4,1%
Provisions pour risques et charges	**1 771**	**1 734**	**2 446**	**2 608**	-2,1%	6,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés IFRS - (*) Répartition des dépréciations par Bucket sous IFRS 09

NB : Passifs éventuels : des opérations de commerce extérieur initiées par des clients de Attijari bank Tunisie font l'objet d'une enquête des autorités tunisiennes. À ce stade, et au vu des informations disponibles, la responsabilité direct de l'institution Attijari bank Tunisie n'est pas recherchée.

Au terme de l'exercice 2018, le stock des provisions pour risques et charges s'établit à 2,6 Mrds Dh, en hausse de 6,6% (+162 Mdh) par rapport au 1er janvier 2018. Cette situation relève essentiellement d'une hausse des provisions pour risques d'exécution des engagements par signature de 11,6% (+95 Mdh).

Ratio de solvabilité du Groupe Attijariwafa bank

Le tableau ci-dessous présente le ratio de solvabilité du Groupe Attijariwafa bank sur la période considérée :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Fonds propres de base (Tier 1) (1)	36 103	35 663	38 575	-1,2%	8,2%
Fonds propres réglementaires (2)	44 393	45 794	49 342	3,2%	7,7%
Risques pondérés (3)	333 999	368 644	378 502	10,4%	2,7%
Ratio sur fonds propres de base (1) / (3)	**10,81%**	**9,67%**	**10,19%**	-1,14pt	+0,52pt
Ratio de solvabilité (2) / (3)	**13,29%**	**12,42%**	**13,04%**	-0,87pt	+0,61pt

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Au 31 décembre 2018, le ratio sur fonds propres de base du Groupe Attijariwafa bank a affiché une hausse de 0,52 point par rapport à fin 2017 pour atteindre 10,19%. Le ratio de solvabilité a en revanche enregistré une hausse de 0,61 point à près de 13,04% au 31 décembre 2018 (vs. ratio minimum réglementaire de 12%).

II.7.Analyse des principaux postes du hors bilan

	2016	2017	01.2018	12.2018	Var. 17/16	Var. 12.18 / 01.18
Engagements de financement donnés	**24 301**	**56 285**	**56 285**	**65 002**	**>100,0%**	**15,5%**
aux établissements de crédit	742	1 673	1 673	-	>100,0%	Ns
à la clientèle	23 559	54 611	54 611	-	>100,0%	Ns
Engagements de financement reçus	**2 334**	**498**	**498**	**1 449**	**-78,7%**	**>100,0%**
des établissements de crédit	2 334	498	498	-	-78,7%	Ns
de l'Etat et d'autres organismes de garantie	0	0	0	-	Ns	Ns
Engagements de garantie donnés	**59 314**	**66 222**	**66 222**	**72 177**	**11,6%**	**9,0%**
d'ordre des établissements de crédit	10 289	12 029	12 029	-	16,9%	Ns
d'ordre de la clientèle	49 026	54 193	54 193	-	10,5%	Ns
Engagements de garantie reçus	**39 196**	**44 269**	**44 269**	**48 698**	**12,9%**	**10,0%**
des établissements de crédit	32 989	33 408	33 408	-	1,3%	Ns
de l'Etat et d'autres organismes de garantie	6 207	10 861	10 861	-	75,0%	Ns

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 1er janvier 2018 – au 31 décembre 2018

Au terme de l'exercice 2018, les engagements de financement donnés se sont inscrits en hausse de 15,5% pour atteindre près de 65,0 Mrds Dh.

Les engagements de financement reçus ont enregistré une hausse importante pour s'établir à 1,5 Mrds Dh.

Les engagements de garantie donnés et reçus ont affiché une hausse respectivement de 9,0% et de 10,0% sur la même période.

Revue analytique 2016– 2017

Au titre de l'exercice 2017, les engagements de financement donnés ont plus que doublé (+32 Mrds Dh) pour s'établir à près de 56,3 Mrds Dh. Cette tendance est due à la croissance des engagements de financement donnés à la clientèle (+31,1 Mrds Dh) et aux établissements de crédit (+931 Mdh).

En revanche, les engagements de financement reçus ont baissé de 78,7% (-1,8 Mrds Dh) en 2017 pour atteindre près de 498 Mdh, principalement en raison des engagements de financement reçus de l'Etat et d'autres organismes de garantie, nuls au titre de l'exercice 2017.

Enfin, les engagements de garantie reçus ont augmenté de 12,9% (+5,1 Mrds Dh) à près de 44,3 Mrds Dh, suite à la hausse des engagements reçus de l'Etat et d'autres organismes de garantie de 75,0% (+4,7 Mrds Dh) en 2017.

II.8.Tableau de passage des capitaux propres

Le tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018 est présenté dans le tableau ci-dessous :

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres clôturé au 31 décembre 2017	**2 035 272**	**8 116 493**	**-2 461 129**	**35 189 098**	**818 514**	**43 698 251**	**7 102 798**	**50 801 049**
Eléments impactant le bilan d'ouveture hors IFRS 9				-82 381		-82 381	-49 792	-132 173
Capitaux propres clôturé au 31 décembre 2017 corrigés avant IFRS 9	**2 035 272**	**8 116 493**	**-2 461 129**	**35 106 717**	**818 514**	**43 615 870**	**7 053 006**	**50 668 876**
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat				-2 511	2 511			
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers JV OCI non recyclables								
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Titres au coût amorti					8 573	8 573		8 573
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur actifs financiers et engagements hors bilan)				-4 003 217		-4 003 217	-615 513	-4 618 730
Capitaux propres d'ouverture au 01 janvier 2018	**2 035 272**	**8 116 493**	**-2 461 129**	**31 100 989**	**829 598**	**39 621 227**	**6 437 493**	**46 058 720**
Opérations sur capital	63 325	2 336 675		-410 274		1 989 726	-532 867	1 456 859
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-2 743 968		-2 743 968	-654 833	-3 398 801
Résultat de l'exercice				**5 706 129**		**5 706 129**	**1 029 075**	**6 735 205**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variation de juste valeur et transfert en résultat					-164 538	-164 538	-181 895	-346 433
Ecarts de conversion : variation et transferts en résultat				-187 891		-187 891	-186 562	-374 454
Gains ou pertes latentes ou différés				**-187 891**	**-164 538**	**-352 429**	**-368 458**	**-720 887**
Autres				**266 296**		**266 296**	**-10 958**	**255 338**
Variations de périmètre				**32 358**		**32 358**	**52 606**	**84 964**
Capitaux propres clôturé au 31 décembre 2018	**2 098 597**	**10 453 168**	**-2 461 129**	**33 763 639**	**665 060**	**44 519 337**	**5 952 057**	**50 471 394**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidé

Commentaires : L'année 2018 a été marquée par une hausse des capitaux du Groupe, qui se sont établis à plus de 44,5 Mrds Dh à fin 2018.

II.9.Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie sur la période 2016 – 2018 est présenté dans le tableau suivant :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var 18/17
Résultat avant impôts	**8 587**	**9 536**	**9 999**	**11,0%**	**4,9%**
+/- Dotations nettes aux amort. des immob. Corp. et incorp.	1 045	1 140	1 123	9,0%	-1,5%
+/- Dotat° nettes pour dép. des écarts d'acqu. et des autres immob.	-	-	-	Ns	Ns
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	2	0	0	-100,0%	Ns
+/- Dotations nettes aux provisions	2 016	2 266	1 940	12,4%	-14,4%
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-4	-16	-10	<-100%	38,2%
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-541	-254	-103	53,1%	59,5%
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-	-	Ns	Ns
+/- Autres mouvements	5	-617	-753	<-100%	-22,0%
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**2 525**	**2 519**	**2 197**	**-0,3%**	**-12,8%**
+/- Flux liés aux opérations avec les Ets de crédit et assim.	7 730	3 620	12 076	-53,2%	>100,0%
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-6 983	15 241	-9 582	>100,0%	<-100%
+/- Flux liés aux autres opérat° affectant des actifs ou passifs fin.	7 365	-17 609	-949	<-100%	94,6%
+/- Flux liés aux autres opéra° affectant des actifs ou passifs non fin.	-	-	-	Ns	Ns
- Impôts versés	-2 751	-2 766	-3 161	-0,5%	-14,3%
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**5 361**	**-1 514**	**-1 617**	**<-100%**	**-6,8%**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**16 473**	**10 540**	**10 578**	**-36,0%**	**0,4%**
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	5 152	-5 430	-10	<-100%	99,8%
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-144	-284	-565	-97,2%	-98,8%
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-451	-1 115	-340	<-100%	69,5%
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**4 557**	**-6 829**	**-916**	**<-100%**	**86,6%**
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-5 680	-3 224	-3 399	43,2%	-5,4%
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-262	992	2 207	>100,0%	>100,0%
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-5 941**	**-2 231**	**-1 191**	**62,4%**	**46,6%**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	**-235**	**-410**	**-529**	**-74,3%**	**-29,1%**
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**14 854**	**1 070**	**7 942**	**-92,8%**	**>100,0%**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**-997**	**13 856**	**14 927**	**>100,0%**	**7,7%**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	12 415	13 980	18 128	12,6%	29,7%
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-13 413	-124	-3 201	99,1%	<-100%
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**13 856**	**14 927**	**22 869**	**7,7%**	**53,2%**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	13 980	18 128	18 534	29,7%	2,2%
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-124	-3 201	4 335	<-100%	>100,0%
Variation de la trésorerie nette	**14 854**	**1 070**	**7 942**	**-92,8%**	**>100,0%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2017 – 2018

Activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'établissent à près de 10,6 Mrds Dh au 31 décembre 2018 contre 10,5 Mrds Dh au 31 décembre 2017. Une hausse quasi-nulle imapctée par une plus importante diminution nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles s'étalissant à 1,6 Mrds Dh au 31 décembre 2018.

Cette diminution nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles comprend essentiellement :

- Les flux liés aux opérations avec la clientèle, en baisse significatif de près de 24,8 Mrds Dh, pour s'établit à près de -9,6 Mrds Dh au 31 décembre 2018 ;
- Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers, en hausse de 16,7 Mrds Dh, pour s'établir à -949 Mdh à fin 2018 ;
- La baisse des impôts versés de plus de 396 Mdh à fin 2018.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement présentent un solde négatif de -916 Mdh à fin 2018 contre un solde négatif de -6,8 Mrds Dh au titre de l'exercice 2017. Cette situation s'explique essentiellement par la diminution à hauteur de 5,4 Mrds Dh des flux liés aux actifs financiers et aux participations entre 2017 et 2018.

Activités de financement

Les flux liés aux activités de financement s'établissent à près de -1,2 Mdh à fin décembre 2018 contre -2,2 Mrds Dh à fin décembre 2017, une hausse provenant essentiellement de la hausse des autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement, dont le montant est passé de plus de 992 Mdh à fin 2017, à près de 2,2 Mrds Dh à fin 2018.

Revue analytique 2016– 2017

Activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles se sont établis à 10,5 Mrds Dh en 2017 contre 16,5 Mrds Dh en 2016, soit une détérioration de près de 36% (-5,9 Mrds Dh). Cette évolution résulte essentiellement d'une diminution des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles de 6,9 Mrds Dh par rapport à 2016.

L'évolution de la diminution nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles provient principalement de la régression des flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers de près de 25 Mrds Dh, et de l'augmentation des flux liés aux opérations avec la clientèle de plus de 22 Mrds Dh.

Activités d'investissement

L'exercice 2017 a été marqué par une augmentation des investissements engagés par le Groupe, dont l'intégration de Attijariwafa bank Egypt, et notamment les investissements relatifs aux actifs financiers et aux participations qui se sont accrus de près de 10,6 Mrds Dh pour atteindre près de -5,4 Mrds Dh.

Pour leur part, les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles ont progressé de près de 664 Mdh par rapport à 2016, affichant un solde de près de -1 116 Mdh à fin 2017.

Activités de financement

Les flux liés aux activités de financement s'établissent à près de -2,2 Mrds Dh en 2017, soit un recul de près de -3,7 Mrds Dh par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par la baisse des flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires, avec un solde de -3,2 Mrds Dh à fin 2017 contre -5,7 Mrds Dh en 2016, essentiellement due au dividende exceptionnel reçu par OGM en 2016.

III. PRESENTATION DES COMPTES TRIMESTRIELS SOCIAUX ET CONSOLIDES

III.1. Analyse de la situation au 31 mars 2019 – Comptes sociaux

Avertissement : Les comptes arrêtés au 31 mars 2019 n'ont pas fait l'objet d'une revue par les commissaires aux comptes.

III.1.1. Analyse du CPC

	31/03/2018	31/03/2019	Var. T1 19 / T1 18
Produits d'exploitation bancaire	**4 681 616**	**5 027 177**	**7,4%**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	251 456	267 256	6,3%
Intérêts, rémunératins et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 274 585	2 444 695	7,5%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	67 201	69 860	4,0%
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	626 396	651 365	4,0%
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-	Ns
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	6 044	43 879	>100,0%
Produits sur immobilisations données en Ijra	-	-	Ns
Commissions sur prestations de service	425 823	456 020	7,1%
Autres produits bancaires	1 030 111	1 094 102	6,2%
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-	Ns
Charges d'exploitation bancaire	**1 529 968**	**1 491 544**	**-2,5%**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Établissements de crédit	179 717	244 026	35,8%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	624 124	556 831	-10,8%
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	44 651	63 217	41,6%
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-	Ns
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	8 871	18 649	>100,0%
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-	Ns
Autres charges bancaires	672 605	608 821	-9,5%
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-	Ns
Produit net bancaire	**3 151 648**	**3 535 633**	**12,2%**
Produits d'exploitation non bancaire	40 525	7 737	-80,9%
Charges d'exploitation non bancaire	-	-	Ns
Charges generales d'exploitation	**1 142 958**	**1 188 008**	**3,9%**
Charges de personnel	521 766	555 380	6,4%
Impôts et taxes	31 782	31 728	-0,2%
Charges externes	471 722	463 033	-1,8%
Autres charges générales d'exploitation	6 005	5 327	-11,3%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	111 683	132 540	18,7%
Dotations aux provisions et pertes sur creances irrecouvrables	**315 205**	**356 285**	**13,0%**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	228 005	238 036	4,4%
Pertes sur créances irrécouvrables	20 615	21 549	4,5%
Autres dotations aux provisions	66 585	96 700	45,2%
Reprises de provisions et recuperations sur creances amorties	**117 602**	**104 945**	**-10,8%**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	98 064	87 038	-11,2%
Récupérations sur créances amorties	7 957	2 646	-66,7%
Autres reprises de provisions	11 581	15 261	31,8%
Resultat courant	**1 851 612**	**2 104 021**	**13,6%**
Produits non courants	7 416	4 430	-40,3%
Charges non courantes	1 853	33 434	>100,0%
Resultat avant impots	**1 857 175**	**2 075 017**	**11,7%**
Impôts sur les résultats	472 834	563 984	19,3%
Resultat net de l'exercice	**1 384 341**	**1 511 033**	**9,2%**

Kdh - Source : Attijariwafa bank

Au 31 mars 2019, le produit net bancaire s'est établi à près de 3 536 Mdh, en hausse de 12,2%, soit près de 384,0 Mdh par rapport au 31 mars 2018. Cette hausse est essentiellement due à une hausse des

produits d'exploitation bancaire de 7,4% (+345,6 Mdh), conjuguée à une baisse des charges d'exploitation bancaire de 2,5% (-38,4 Mdh).

Le premier trimestre 2019 a été marqué par une amélioration de la rentabilité se traduisant par un résultat net en progression de 9,2%, pour s'établir à plus de 1 511 Mdh contre plus de 1 384 Mdh le trimestre de l'année précédente.

III.1.2.Analyse du bilan

Le Bilan d'Attijariwafa bank se présente comme suit au 31 mars 2019 :

ACTIF	31/12/2018	31/03/2019	Var. T1 19 / 18
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**8 093 723**	**13 018 713**	**60,8%**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**33 042 666**	**30 369 802**	**-8,1%**
A vue	4 036 029	2 307 413	-42,8%
A terme	29 006 636	28 062 390	-3,3%
Créances sur la clientèle	**192 683 277**	**192 987 472**	**0,2%**
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	54 226 667	52 685 194	-2,8%
Crédits et financements participatifs à l'équipement	65 803 335	66 453 727	1,0%
Crédits et financements participatifs immobiliers	60 953 282	61 234 179	0,5%
Autres crédits et financements participatifs	11 699 993	12 614 371	7,8%
Créances acquises par affacturage	**10 861 011**	**10 383 428**	**-4,4%**
Titres de transaction et de placement	**66 340 133**	**72 540 608**	**9,3%**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	44 914 479	47 991 855	6,9%
Autres titres de créance	6 130 636	9 255 623	51,0%
Titres de propriété	15 106 219	15 102 292	0,0%
Certificats de Sukuks	188 799	190 839	1,1%
Autres actifs	**5 486 261**	**5 742 418**	**4,7%**
Titres d'investissement	**8 751 621**	**8 817 943**	**0,8%**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 751 621	8 817 943	0,8%
Autres titres de créance	-	-	Ns
Certificats de Sukuks	-	-	Ns
Titres de participation et emplois assimilés	**18 832 707**	**18 820 207**	**-0,1%**
Participation dans les entreprises liées	17 828 403	17 828 403	0,0%
Autres titres de participation et emplois assimilés	1 004 304	991 804	-1,2%
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-	Ns
Créances subordonnées	**-**	**-**	**Ns**
Dépôts d'investissement placés	**-**	**-**	**Ns**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**672 004**	**653 354**	**-2,8%**
Immobilisations données en Ijara	**-**	**-**	**Ns**
Immobilisations incorporelles	**2 121 303**	**2 153 294**	**1,5%**
Immobilisations corporelles	**3 735 375**	**3 735 993**	**0,0%**
Total de l'Actif	**350 620 082**	**359 223 232**	**2,5%**

Kdh - Source : Attijariwafa bank

PASSIF	31/12/2018	31/03/2019	Var. T1 19 / 18
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**-**	**-**	**Ns**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**38 672 841**	**42 892 760**	**10,9%**
A vue	4 009 934	3 942 031	-1,7%
A terme	34 662 907	38 950 729	12,4%
Dépôts de la clientèle	**234 507 882**	**228 226 679**	**-2,7%**
Comptes à vue créditeurs	148 095 873	146 527 049	-1,1%
Comptes d'épargne	28 537 587	28 717 027	0,6%
Dépôts à terme	43 595 847	41 832 910	-4,0%
Autres comptes créditeurs	14 278 574	11 149 693	-21,9%
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	**-**	**-**	**Ns**
Titres de créance émis	**8 547 047**	**9 629 725**	**12,7%**
Titres de créance négociables	8 547 047	9 629 725	12,7%
Emprunts obligataires	-	-	Ns
Autres titres de créance émis	-	-	Ns
Autres passifs	**12 788 959**	**20 703 818**	**61,9%**
Provisions pour risques et charges	**3 562 853**	**3 616 850**	**1,5%**
Provisions réglementées	**-**	**-**	**Ns**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**-**	**-**	**Ns**
Dettes subordonnées	**11 042 935**	**11 144 802**	**0,9%**
Dépôts d'investissemçusent reçus	**-**	**-**	**Ns**
Ecarts de réévaluation	**420**	**420**	**0,0%**
Réserves et primes liées au capital	**34 794 175**	**34 794 175**	**0,0%**
Capital	**2 098 597**	**2 098 597**	**0,0%**
Actionnaires. Capital non versé (-)	**-**	**-**	**Ns**
Report à nouveau (+/-)	**389**	**389**	**0,0%**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**4 603 983**	**Ns**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**4 603 983**	**1 511 033**	**-67,2%**
Total du Passif	**350 620 082**	**359 223 232**	**2,5%**

Kdh - Source : Attijariwafa bank

Au 31 mars 2019, l'encours des créances sur la clientèle d'Attijariwafa bank maintient un niveau quasi-stable, pour s'établir à près de 192 988 Mdh à fin mars 2019.

Par ailleurs, les dépôts envers la clientèle se sont établis à près de 228 227 Mdh, soit une baisse de 2,7% par rapport au 31 décembre 2018.

Le total bilan s'établit à plus de 359 223 Mdh au 31 mars 2019, en hausse de 2,5% par rapport au 31 décembre 2018.

Avertissement : Les comptes arrêtés au 31 mars 2019 n'ont pas fait l'objet d'une revue par les commissaires aux comptes.

III.2.1. Analyse du CPC

	31/03/2018	31/03/2019	Var. T1 19 / T1 18
Intérêts et produits assimilés	4 993 250	5 390 626	8,0%
Intérêts et charges assimilés	-1 657 607	-1 788 502	-7,9%
Marge d'intérêt	**3 335 643**	**3 602 124**	**8,0%**
Commissions perçues	1 415 123	1 439 494	1,7%
Commissions servies	-161 049	-170 866	-6,1%
Marge sur Commissions	**1 254 074**	**1 268 629**	**1,2%**
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	**-**	**-**	**Ns**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**893 670**	**928 752**	**3,9%**
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	893 345	928 752	4,0%
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	325	-	Ns
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**60 247**	**46 290**	**-23,2%**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	60 247	7 362	-87,8%
Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	30 656	Ns
Rémunérations des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	-	8 272	Ns
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**-**	**-**	**Ns**
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par CP en actifs financiers à la juste valeur par résultat	**-**	**-**	**Ns**
Produits des autres activités	1 896 191	2 098 865	10,7%
Charges des autres activités	-1 816 428	-1 992 632	-9,7%
Produit Net Bancaire	**5 623 397**	**5 952 029**	**5,8%**
Charges générales d'exploitation	-2 283 917	-2 352 346	-3,0%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-278 856	-363 544	-30,4%
Résultat Brut d'Exploitation	**3 060 624**	**3 236 140**	**5,7%**
Coût du risque de crédit	-607 267	-621 529	-2,3%
Résultat d'Exploitation	**2 453 357**	**2 614 611**	**6,6%**
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	2 958	2 830	-4,3%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	45 408	4 226	-90,7%
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-	Ns
Résultat avant Impôts	**2 501 724**	**2 621 667**	**4,8%**
Impôts sur les bénéfices	-837 465	-944 215	-12,7%
Résultat net des impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	Ns
Résultat Net	**1 664 259**	**1 677 452**	**0,8%**
Intérêts minoritaires	-317 249	-254 520	19,8%
Résultat Net Part du groupe*	**1 347 010**	**1 422 932**	**5,6%**
Résultat de base par action	6,6	6,8	3,0%
Résultat dilué par action	6,6	6,8	3,0%

Kdh - Source : Attijariwafa bank – (*) Y compris l'impact de l'application de la norme IFRS 16 de 10 millions de dirhams.

Au titre du premier trimestre 2019, le produit net bancaire s'est établi à plus de 5 952 Mdh, en hausse de 5,8%, soit 328,6 Mdh par rapport au 31 mars 2018. Cette hausse est essentiellement due à l'amélioration de la marge d'intérêt de 8,0% (+266,5 Mdh) et de la marge sur commissions de 1,2% (+14,6 Mdh), traduisant ainsi la croissance de l'activité bancaire et des métiers spécialisés du groupe au Maroc et à l'international.

Le premier trimestre 2019 a été marqué par une amélioration de la rentabilité se traduisant par un résultat net en progression de 0,8%, pour s'établir à plus de 1 677 Mdh contre 1 664 Mdh le trimestre de l'année précédente.

Le trimestre a également connu la première application de IFRS 16. Cette nouvelle norme a généré une augmentation des immobilisations corporelles (droit d'utilisation) ainsi que les dettes locatives au passif de 1,5 milliard de dirhams. La nouvelle norme a eu un impact négatif de 10 millions de dirhams sur le résultat net part du groupe.

Hors éléments exceptionnels[103], le résultat net part du groupe aurait progressé de 11,3%.

III.2.2.Analyse du bilan

Le Bilan consolidé d'Attijariwafa bank se présente comme suit au 31 mars 2019 :

ACTIF IFRS	31/12/2018	31/03/2019	Var. T1 19 / 18
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	18 536 591	25 592 055	38,1%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**61 567 279**	**62 385 015**	**1,3%**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	61 318 331	62 142 036	1,3%
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	248 947	242 978	-2,4%
Instruments dérivés de couverture			Ns
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**43 190 734**	**45 243 411**	**4,8%**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	10 086 448	10 151 817	0,6%
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 328 058	2 334 029	0,3%
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	30 776 229	32 757 566	6,4%
Titres au coût amorti	15 101 428	15 654 182	3,7%
Prêts et créances sur les Etablissemts de crédit et assimilés,au coût amorti	28 791 443	24 517 960	-14,8%
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	305 059 677	306 369 494	0,4%
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couvert en taux			Ns
Placements des activités d'assurance			Ns
Actifs d'impôt exigible	181 922	160 564	-11,7%
Actifs d'impôt différé	2 866 699	2 928 467	2,2%
Comptes de régularisation et autres actifs	13 667 001	11 841 726	-13,4%
Actifs non courants destinés à être cédés	97 044	98 009	1,0%
Participations dans des entreprises mises en équivalence	86 699	85 449	-1,4%
Immeubles de placement	2 522 538	2 503 734	-0,7%
Immobilisations corporelles*	5 687 723	7 289 357	28,2%
Immobilisations incorporelles	2 617 343	2 668 797	2,0%
Ecarts d'acquisition	9 951 595	9 931 475	-0,2%
Total Actif IFRS	**509 925 715**	**517 269 694**	**1,4%**

Kdh - Source : Attijariwafa bank – (*)Les immobilisations corporelles et les dettes locatives comprennent l'impact de l'application de la norme IFRS 16 de 1,5 milliard de dirhams.

[103]Application d'un nouvel impôt sur la cohésion sociale au Maroc (2,5% du résultat fiscal), impact des retraitements IFRS relatifs à l'augmentation de capital réservée aux salariés et réalisée en décembre 2018, première application de IFRS 16.

PASSIF IFRS	31/12/2018	31/03/2019	Var. T1 19 / 18
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3 056	4 358	42,6%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	**400 624**	**610 706**	**52,4%**
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	400 624	610 706	52,4%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	Ns
Instruments dérivés de couverture	-	-	Ns
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	47 314 854	53 724 240	13,5%
Dettes envers la clientèle	332 005 586	324 179 248	-2,4%
Titres de créance émis	15 508 094	17 237 963	11,2%
Ecart de réévaluation passif des portefuilles couverts en taux	-	-	Ns
Passifs d'impôt exigible	864 710	449 899	-48,0%
Passifs d'impôt différé	1 975 571	2 294 519	16,1%
Comptes de régularisation et autres passifs*	12 306 933	20 254 222	64,6%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	Ns
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	33 639 357	33 231 788	-1,2%
Provisions	2 608 204	2 729 318	4,6%
Subventions et fonds assimilés	361 230	147 576	-59,1%
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	12 466 102	12 797 691	2,7%
Capitaux propres	**50 471 394**	**49 608 168**	**-1,7%**
Capital et réserves liées	12 551 765	12 551 765	0,0%
Réserves consolidées	**29 387 656**	**33 095 919**	**12,6%**
Part du groupe	25 596 383	28 787 303	12,5%
Part des minoritaires	3 791 273	4 308 616	13,6%
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**1 796 769**	**2 283 032**	**27,1%**
Part du groupe	665 060	882 567	32,7%
Part des minoritaires	1 131 708	1 400 466	23,7%
Résultat net de l'exercice	**6 735 205**	**1 677 452**	**-75,1%**
Part du groupe	5 706 129	1 422 932	-75,1%
Part des minoritaires	1 029 075	254 520	-75,3%
Total Passif IFRS	**509 925 715**	**517 269 694**	**1,4%**

Kdh - Source : Attijariwafa bank – (*)Les immobilisations corporelles et les dettes locatives comprennent l'impact de l'application de la norme IFRS 16 de 1,5 milliard de dirhams.

Au 31 mars 2019, l'encours des prêts et créances sur la clientèle d'Attijariwafa bank maintient un niveau quasi-stable, pour s'établir à plus de 306 369 Mdh à fin mars 2019.

Par ailleurs, les dépôts envers la clientèle se sont établis à plus de 324 179 Mdh, soit une baisse de 2,4% par rapport au 31 décembre 2018.

Le total bilan s'établit à près de 517 270 Mdh au 31 mars 2019, en hausse de 1,4% par rapport au 31 décembre 2018.

PARTIE VI : PERSPECTIVES

I. STRATEGIE ET PERSPECTIVES

Orientations du Plan stratégique « Energies 2020 »



Source : Attijariwafa bank

AVERTISSEMENT

Les prévisions ci après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins en financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent pas être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de l'émetteur.

Prévisions chiffrées antérieures :

Dans le cadre de l'émission obligataire subordonnée perpetuelle réalisée en décembre 2018 dont la note d'information a été visée par l'AMMC le 28 novembre 2018 sous la référence n°VE/EM/30/2018, Attijariwafa bank prévoyait un RNPG de 5 418 Mdh, soit une progression de 0,5% par rapport à 2017.
Au 31 décembre 2018, Le résultat net part du groupe a progressé de 5,8% à près de 5 706 Mdh à fin 2018, contre une progression de 0,5% estimée dans le forecast 2018, soit un écart de 5,3 points lié principalement à :

- Non application du nouvel impôt sur la cohésion sociale au Maroc en 2018. Cet impôt est entré en vigueur en 2019 (au lieu de 2018 tel que prévu initialement) et est calculé sur la base du résultat fiscal de 2018. Ainsi, l'imputation sur l'exercice 2018 avait été l'hypothèse centrale dans l'élaboration du forecast 2018 ;
- Meilleur comportement des activités de marché au titre du 4ème trimestre par rapport au forecast 2018 ;
- Reprise de certains dossiers de crédit contentieux au niveau de certaines filiales BDI impliquant un meilleur coût du risque par rapport au forecast 2018.

Prévisions actualisées :

Les hypothèses relatives à l'évolution des indicateurs de rentabilité du Groupe, telles que mentionnées dans la note d'information visée par l'AMMC le 28 novembre 2018 sous la référence n°VE/EM/30/2018, sont maintenues.

L'évolution des principaux indicateurs d'activité et de rentabilité du groupe Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2019 devrait se présenter comme suit :

- **Banque au Maroc** :
  - ✓ Poursuite de la croissance des encours moyens de crédits, avec des crédits sains à la clientèle en hausse de près de 5,0%, ainsi que des dépôts à vue en croissance d'environ 5,0% par rapport à 2018.
  - ✓ Légère baisse de la marge nette d'intérêt sur opérations avec la clientèle ;
  - ✓ Poursuite de la croissance des commissions ;
  - ✓ Stabilisation du résultat des opérations de marché ;
  - ✓ Poursuite de la maîtrise des charges ;
  - ✓ Amélioration du coût du risque clientèle.
- **Sociétés de Financement Spécialisées :**
  - ✓ Croissance de près de 4,0% de l'encours moyens de crédits à la clientèle (Wafasalaf & Wafabail) ;
  - ✓ Quasi-stagnation des taux de rendement ;
  - ✓ Poursuite de la croissance des commissions ;
  - ✓ Poursuite de la maîtrise des charges.
  - ✓ Stagnation du coût du risque clientèle.

- **Banque de Détail à l'International :**
  - ✓ Croissance modérée des encours moyens de crédits, avec des crédits sains à la clientèle en hausse de près de 80,%, ainsi que des dépôts en croissance de près de 7,0% par rapport à 2018 ;
  - ✓ Légère stagnation de la marge nette d'intérêt sur opérations avec la clientèle ;
  - ✓ Croissance des commissions de 7,0% ;
  - ✓ Croissance globale des charges de +6,0% ;
  - ✓ Stagnation du coût du risque clientèle ;
  - ✓ Impact négatif de près de 8,0% de lié à l'évolution du taux de change TND / MAD.
  - ✓ Nouvelles orientations adoptées, en 2019, au sein de certaines filiales de la Banque de Détail à l'International, dont :
    - o l'implémentation du modèle de Banque de Détail au sein d'Attijariwafa bank Egypt.
    - o la création en cours d'une entité basée à Abidjan et qui regroupera l'ensemble des participations du groupe au sein de la région UMOA

Par ailleurs, d'autres éléments supplémentaires pourraient impacter négativement les principaux indicateurs de rentabilité du groupe Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2019 :

- Première application de l'impôt sur la cohésion sociale pour les filiales marocaines faisant partie du périmètre de consolidation ;
- L'impact des retraitements IFRS de la décote accordée aux salariés dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés réalisée en décembre 2018 ;
- Première application de l'IFRS 16.

Le programme d'investissements d'Attijariwafa bank sur la période 2019-2020 se présente comme suit :

Investissements prévisionnels	2019 B	2020 P	Var 20P/19B
Frais d'établissement	58	66	15,0%
Acquisitions d'immeubles	131	127	-3,1%
Aménagements, Agencements, Installations	207	234	13,1%
Matériel & Mobilier	53	60	12,8%
Monétique	48	61	26,2%
Informatique	393	412	4,9%
Immobilisations corporelles hors exploitation	216	240	11,2%
Total	**1105**	**1200**	**8,5%**

Mdh – Source : Attijariwafa bank

Sur les deux prochains exercices, Attijariwafa bank poursuivra ses objectifs stratégiques, en prévoyant un programme d'investissements de près de 2 305 Mdh qui s'étale sur la période 2019-2020.

PARTIE VII : FACTEURS DE RISQUE

La gestion des risques d'Attijariwafa bank est centralisée au niveau du pôle Gestion Globale des Risques (GGR) qui se charge de la supervision, du contrôle et de la mesure des risques encourus par le Groupe à l'exception des risques opérationnels.

L'indépendance de cette structure vis-à-vis des autres pôles et métiers permet d'assurer une objectivité optimale aux propositions de prise de risque qu'elle soumet au comité de crédit et à leur contrôle.

I. RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE

En 2005, Attijariwafa bank a décidé de mettre en place un dispositif spécifique de contrôle des risques de marché qui s'inscrit dans le cadre du dispositif global du Contrôle Interne conformément aux dispositions de la circulaire n° 6/G/2001 de Bank Al-Maghrib.

Ce dispositif s'articule autour de trois niveaux d'intervention :

- le contrôle interne de premier niveau, assuré par les opérateurs du *Front Office* qui sont tenus de se conformer aux dispositions réglementaires et à la politique définie par la banque en matière de suivi et de gestion des risques ;
- le suivi des risques par le *Middle Office* qui s'assure quotidiennement du respect des limites relatives aux risques de change, de taux et de contrepartie. Il informe périodiquement la Direction et les autres entités de contrôle à travers un système de reporting. D'autre part, l'entité « Surveillance et suivi des risques de marché » a pour fonction de détecter, analyser et suivre les différentes positions de la banque en matière de taux et de devises puis rationaliser ces positions par des autorisations formalisées et enfin être alertée à toute déviation de ces positions. Ce suivi se fait notamment à travers les supports suivants :
  - ✓ un suivi mensuel de l'exposition au risque de change permet le calcul rétrospectif de la Value at Risk (VaR) qui mesure la perte potentielle maximale liée à l'exposition au risque de change de l'établissement ;
  - ✓ un reporting mensuel présente de manière synthétique l'exposition au risque de change de la banque par rapport aux limites fixées.
- les organes de contrôle réalisent des analyses critiques et indépendantes de la qualité du dispositif, soit dans le cadre des missions d'audit ou ponctuellement à la demande de la Direction Générale.

Le modèle VaR[104] a été développé par les soins de la gestion globale des risques d'Attijariwafa bank. Il couvre le risque de taux Dirham ainsi que le risque de change au comptant et à terme. Le choix de la méthode RiskMetrics développée par JP Morgan afin d'appréhender une mesure de la VaR présente différents avantages : elle est facile à implémenter, tient compte des corrélations existantes entre les prix des actifs et prend en considération les fluctuations récentes et historiques des prix. Par conséquent, la méthode RiskMetrics repose sur une matrice de variances et covariances des rendements des actifs du portefeuille ainsi que leur composition dans le portefeuille.

La gestion globale des risques produit mensuellement un reporting détaillé qui retrace le calcul et l'évolution de la VaR et le contrôle des limites réglementaires et internes. Le modèle permet de faire du backtesting qui est une technique permettant de tester la validité du modèle de calcul de la VaR. Il consiste à se baser sur des opérations historiques de calcul de la VaR et voir par la suite si cette VaR encadrait réellement la perte potentielle réalisée en la comparant au P&L théorique.

Par ailleurs, la banque a instauré un système de limites internes pour mesurer et contrôler les risques de marché. Ces limites sont relatives au portefeuille de négociation, la position de change, matières premières et options de change.

[104] La Value at Risk représente la perte potentielle maximale sur la valeur d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers compte tenu d'un horizon de détention et d'un intervalle de confiance.

I.1. Risque de taux

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêts sur le marché.

Le tableau ci-après présente les positions du portefeuille Trading à fin 2018 ainsi que la VaR à 1 jour et à 10 jours des activités de change, de titres de propriété et d'obligation & OPCVM :

Activités	Position	VaR 1 jour	VaR réglementaire 10 jours
Change	-211 668,86	916,99	2 899,76
Titres de propriété	77 895,48	1 594,36	5 041,81
Obligations et OPCVM	54 209 338,00	38 925,63	123 093,64

En milliers de dirhams – Source : Attijariwafa bank

I.2. Risque de change

Tout établissement bancaire encourt un risque de change qui trouve son origine dans les différentes activités de la banque (participations, filiales à l'étranger, crédits en devises, titres en devises, emprunts en devises, swap, options de change, change à terme, etc.). L'établissement bancaire peut constater une évolution des taux de change futurs en sa défaveur, et enregistrer en conséquence une réduction de sa marge prévisionnelle. Le risque de change d'Attijariwafa bank, au 31 décembre 2018, peut être analysé selon le tableau suivant :

Devises	Position en devises	Cours de change	Contre-valeur (Kdh)	% des fonds propres
EUR	218 394	11,1	2 417 491	6,95%
USD	246 536	9,5	2 342 092	6,73%
GBP	178	12,5	2 223	0,01%
CAD	193	7,2	1 384	0,00%
CHF	529	9,6	5 061	0,01%
JPY	-44 189	0,1	-3 791	-0,01%
DKK	1 996	1,5	2 964	0,01%
NOK	4 698	1,2	5 474	0,02%
SEK	899	1,1	952	0,00%
SAR	2 390	2,5	6 054	0,02%
AED	1 491	2,6	3 856	0,01%
KWD	113	31,4	3 546	0,01%
TND	-1 692	3,6	-6 142	-0,02%
DZD	3 173	0,1	256	0,00%
LYD	51	7,6	386	0,00%

En milliers – Source : Attijariwafa bank

A fin 2018, la position change à terme s'élève à 21,339 milliards de dirhams ventilé comme suit :

	< 3 mois	3 mois - 6 mois	> 6 mois
Couverture (Kdh)	**9 584 274**	**2 643 745**	**9 110 937**

Source : Attijariwafa bank

A fin décembre 2018, la position options de change s'élève à 11,56 milliards de dirhams.

I.3. Gestion Actif Passif

Les risques structurels de nature ALM se rapportent aux risques de pertes de valeur économique ou de baisse des marges d'intérêts futures compte tenu des décalages de taux, des échéances entre les actifs et passifs de la banque.

L'ALM fournit des indicateurs de suivi des risques et de rentabilité attendus sur les différents produits du bilan et décline les règles de gestion à même de limiter l'exposition du bilan de la banque aux risques et de gérer de façon optimale ses positions.

La Gestion Actif Passif de la banque Attijariwafa bank dispose d'un ensemble de modèles et conventions ALM sur la base de la réalité des encours de la banque et compte tenu des facteurs marchés et économiques à influence sur le comportement des lignes bilancielles de la banque.

Ces hypothèses financières sont dynamiques et sont revues régulièrement au moins une fois par an pour pouvoir refléter réellement l'évolution des emplois et ressources de la banque. En effet, la mesure des risques de liquidité, de taux d'intérêt et de change nécessite une prise en charge effective des caractéristiques intrinsèques des contrats, en l'occurrence la maturité, la nature de taux d'intérêt (taux fixe / révisable / variable) et la devise de libellé de chaque poste du bilan doivent être recensées.

Par ailleurs, au-delà des caractéristiques contractuelles des postes bilantiels, les options cachées du bilan (possibilités de remboursements anticipés par exemple) et le comportement de la clientèle (en matière notamment de durée de détention des comptes de dépôts) ont été modélisés.

L'approche retenue se base sur la production et la projection statique et dynamique des postes du bilan dans le temps jusqu'à extinction des encours en stock et de la production nouvelle issue du budget et du plan stratégique de la banque.

II. RISQUE DE LIQUIDITE

L'activité de transformation, propre aux établissements bancaires, implique nécessairement un risque de liquidité. Les maturités des emplois et des ressources, toutes différentes les unes des autres, créent au sein du bilan de la banque des écarts entre volume d'actifs et de passifs qui sont à la source du risque de liquidité.

En cas de bouleversements structurels, la banque peut se trouver dans l'impossibilité de se procurer des liquidités dans des conditions normales de volume et de taux. Dans un pareil cas, les besoins de refinancement futurs peuvent réduire les marges prévisionnelles.

Le coefficient de liquidité réglementaire se présente comme le rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.

Le ratio de liquidité réglementaire se présente comme suit :

Date	Ratio de liquidité Maroc	Evolution
31-mars-06	92,80%	
30-juin-06	87,20%	-5,60 pts
31-déc-06	96,40%	+9,20 pts
31-mars-07	77,60%	-18,80 pts
30-juin-07	131,40%	+53,80 pts
31-déc-07	107,90%	-23,50 pts
30-juin-08	101,60%	-6,30 pts
31-déc-08	100,60%	-1,00 pt
31-mars-09	121,01%	+20,41 pts
30-juin-09	100,90%	-20,11 pts
31-déc-09	107,98%	+7,08 pts
31-mars-10	94,73%	-13,25 pts
30-juin-10	91,48%	-3,25 pts
31-déc-10	94,16%	+2,68 pts
31-mars-11	87,02%	-7,14 pts
30-juin-11	95,04%	+8,02 pts
31-déc-11	95,40%	0,36 pt
30-juin-12	80,56%	-14,84 pts
31-déc-12	81,63%	1,07 pt
31-déc-13	70,18%	-11,45 pts

Source : Attijariwafa bank

Afin d'assurer la convergence du cadre prudentiel marocain avec les standards internationaux, la banque centrale a mis en application une réforme majeure de Bale III relative au ratio de liquidité à court terme (LCR-Liquidity Coverage Ratio), visant à remplacer le coefficient de liquidité.

Le ratio « LCR », rapportant les actifs liquides de haute qualité aux sorties nettes de trésorerie sur une période de 30 jours, a pour objet de renforcer le profil de liquidité des banques et de favoriser leur résilience à un éventuel choc de liquidité.

Ainsi, à partir de juillet 2015, les banques sont tenues de respecter un ratio minimum de liquidité de 60%, qui devrait augmenter progressivement de 10 points par an pour atteindre 100% en 2019.

Le ratio de liquidité à court terme (LCR) se présente comme suit :

Date	Ratio de liquidité à court terme (LCR)	Evolution
31-déc-14	120,00%	+38,9 pts
30-juin-15	114,10%	-6,0 pts
31-déc-15	155,00%	+35,0 pts
30-juin-16	131,40%	+17,3 pts
31-déc-16	142,00%	-13,0 pts
30-juin-17	120,00%	-11,4 pts
31-déc-17	147,00%	+5,0 pts
30-juin-18	118,00%	-2,0 pts
31-déc-18	104,00%	-43,0pts

Source : Attijariwafa bank

III. GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE

Dans un contexte de changements profonds survenus au Maroc, à savoir la libéralisation économique, l'ouverture des frontières, le démantèlement douanier et l'entrée en vigueur de plusieurs accords de libre-échange, le risque de contrepartie du secteur bancaire pourrait se détériorer et, par conséquent, induire une hausse du ratio de contentieux global. Cette tendance pourrait être accentuée par une conjoncture économique peu favorable.

Pour gérer le risque de contrepartie, l'entité « Risque de crédit » au sein de la GGR a pour mission principale d'analyser et d'instruire les demandes de prise de risque émanant des différentes forces de vente du groupe. Elle a, en outre, pour prérogatives l'évaluation de la consistance et de la validité des garanties, l'appréciation du volume d'activité de la relation et le bien-fondé économique des financements sollicités. Chaque Business Unit est dotée d'une structure d'engagement et d'une structure de recouvrement clairement indépendantes et hiérarchiquement liées au pôle Gestion Globale des Risques.

III.1. Répartition des engagements de l'établissement[105]

Par secteur d'activité

La répartition des risques selon les secteurs de l'économie fait l'objet d'une attention particulière et se double d'une analyse prospective permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque. Elle s'appuie sur des études exprimant une opinion sur l'évolution des secteurs et identifiant les facteurs qui expliquent les risques encourus par leurs principaux acteurs.

La répartition des engagements donnés par secteur, rapportés au total des engagements de la Banque à fin décembre 2018, se décline comme suit :

- les activités financières représentant 19,0% (vs. 17% au 31 décembre 2017). Les engagements sur ce secteur sont de très bon risque ;
- le BTP représente 12% du total (vs. 10% au 31 décembre 2017) et la promotion immobilière s'est établie à 8% (vs. 6% au 31 décembre 2017).

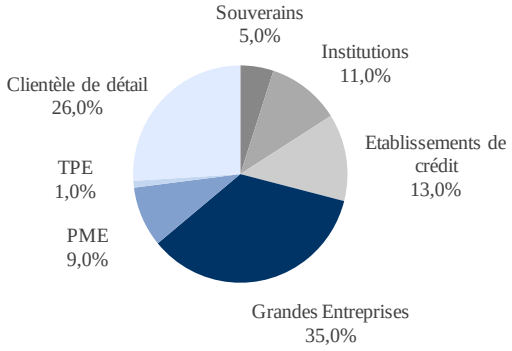
Par contrepartie

Evaluée en tenant compte de l'ensemble des engagements portés sur un même bénéficiaire, la diversification est une constante de la politique de risque de la Banque. L'étendue et la variété des activités du Groupe pourraient y participer.

Les éventuelles concentrations font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives.

Cette diversification se décline comme suit :

Ventilation des engagements de la banque par catégorie de contrepartie au 31 décembre 2018



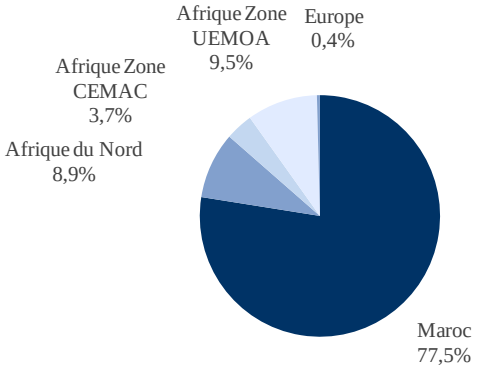
Source : Attijariwafa bank

[105] Source : Attijariwafa bank

Par zone géographique

Le graphique ci-dessous montre que l'exposition du Groupe est concentrée au Maroc avec près de 77.5%. Le reste étant réparti entre les pays africains subsahariens.

Ventilation des engagements de la banque par zone géographique au 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

Par qualité du portefeuille

Afin d'évaluer l'ensemble de ses contreparties, le Groupe a développé un système de notation en phase avec les exigences de « Bâle II ». Ainsi, la mise en œuvre de l'approche de notation interne repose sur des exigences minimales permettant au groupe d'apprécier le risque de contrepartie.

En effet, le système de notation être caractérisé par la probabilité de défaut. L'horizon temporel des évaluations du risque de défaut est estimé à 1 an.

Ce système fait l'objet d'une validation régulière et d'un suivi de ses performances à travers une approche statistique éprouvée. Les fondamentaux du modèle, sa conception et ses modalités opérationnelles sont formalisées. En particulier, les aspects différentiation du portefeuille, critères de notation, responsabilité des différents intervenants, fréquence de revue et implication du management sont abordés de manière approfondie. Le système de documentation en place permet de démontrer à la banque centrale que leur processus de validation permet d'évaluer, de manière cohérente et significative, les performances de leurs systèmes internes de notation et d'appréciation du risque.

Les données relatives au système de notation sont collectées et stockées dans des bases de données historiques permettant la revue et Backtesting périodique des modèles de risque

Dès juin 2003, une première génération des systèmes de notation interne d'Attijariwafa bank a été élaborée avec l'assistance technique de la société de financement internationale et du cabinet Mercer Oliver Wyman. Ce système prenait en compte deux paramètres : une échelle de notation de six notes (A, B, C, D, E et F) et les probabilités de défaut (PD) estimées. Le modèle initial se limitait à cinq facteurs financiers explicatifs du risque de crédit.

En 2010, le Groupe Attijariwafa bank a déployé un nouveau modèle de notation interne au niveau du système opérant de la banque qui est en ligne avec les exigences Bâle II. Ce modèle dédié aux entreprises, prend en compte en plus des éléments financiers, des éléments qualitatifs et de comportement. Il couvre l'essentiel des engagements de la banque. Sa conception repose sur l'analyse des classes homogènes et sur des analyses statistiques éprouvées.

Le dispositif de notation est fondé essentiellement sur la Note de Contrepartie qui reflète sa probabilité de défaut à un horizon d'observation d'une année. La note est attribuée à une classe de risque de l'échelle de notation, laquelle échelle est constituée de huit classes de risque dont une en défaut (A, B, C, D, E, F, G, et H).

Le système de notation présente les caractéristiques suivantes :

- périmètre : portefeuille des entreprises hors collectivités locales, sociétés de financement et sociétés de la promotion immobilière ;

- le dispositif de notation du Groupe Attijariwafa bank est fondé essentiellement sur la Note de la Contrepartie qui reflète sa probabilité de défaut à un horizon d'observation d'un an ;
- le calcul de la note système résulte de la combinaison de trois types de notes : Note financière, note qualitative et note de comportement ;
  - ✓ la note financière est basée sur plusieurs facteurs financiers liés à la taille, au dynamisme, à l'endettement, à la rentabilité et à la structure financière de l'entreprise ;
  - ✓ la note qualitative est basée sur des informations concernant le marché, l'environnement, l'actionnariat et le management de l'entreprise. Ces informations sont renseignées par le Réseau ;
  - ✓ la note de comportement est basée sur la physionomie du compte.
- toute note système de contrepartie fait l'objet d'un agrément (à chaque notation) par le comité de crédit selon les délégations de pouvoirs en vigueur ;
- la probabilité de défaut évalue uniquement la solvabilité de la contrepartie, indépendamment des caractéristiques de la transaction (garanties, rangs, clauses…) ;
- les classes de risque du modèle ont été calibrées par rapport aux classes de risque des agences de notation internationales ;
- usage de la notation interne : le système de notation interne fait actuellement partie intégrante du processus d'évaluation et de décision de crédit. En effet, lors du traitement de la proposition de crédit, la notation est prise en considération. Les niveaux de délégation des compétences en termes de décisions de crédit sont d'ailleurs fonction de la notation risque ;
- mise à jour de la note : les notes de contreparties sont réexaminées lors de chaque renouvellement de dossier et au minimum une fois par an. Cependant, pour les clients relevant du périmètre des dossiers d'entreprises sous surveillance (Classe F, G ou pré-recouvrement), la note de Contrepartie doit être revue semestriellement. De façon générale, toute information nouvelle significative doit être l'occasion de s'interroger sur la pertinence de la note de Contrepartie à la hausse ou à la baisse.
- Au titre de surveillance de la qualité du risque, L'entité Systèmes de Risk management produit un reporting périodique sur la cartographie des risques selon différents axes d'analyse (Engagement, secteur d'activité, tarification, Réseaux, dossiers échus …) et veille à améliorer le taux de couverture du portefeuille.

En 2017, suite à la réalisation du backtesting qui vise à tester le pouvoir prédictif du modèle de notation et à s'assurer de la bonne calibration des probabilités de défaut, il a été procédé, tout en gardant le même processus, à l'élaboration d'un nouveau modèle de notation pour évaluer le risque de contrepartie des entreprises. La note système reste basée sur la combinaison de trois types de notes (Note financière, note qualitative et note de comportement), mais subi un ajustement par une série de critères qualitatifs et de règles décisionnelles. La grille de notation reste structurée en huit classes (A à H), dont la classe H réservée au défaut.

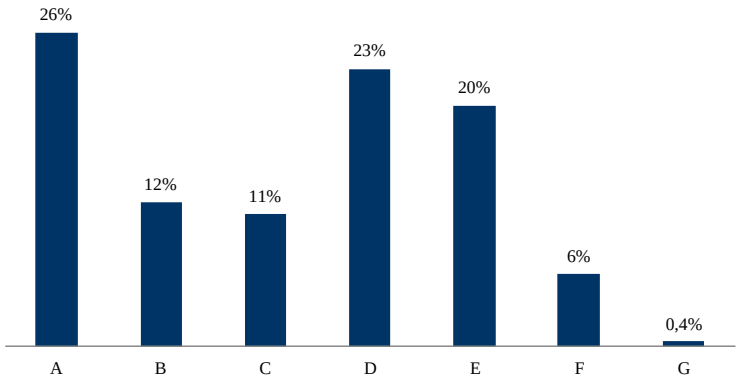
- la note est attribuée à une classe de risque de l'échelle de notation, laquelle échelle est constituée de 8 classes regroupées en 3 catégories :
  - ✓ contreparties saines : les classes de A à E ;
  - ✓ contreparties sensibles : F et G ;
  - ✓ contreparties en défaut : la classe H.

Note	Niveau de risque
A	Très bon
B	Bon
C	Assez bon
D	Moyen
E	Passable
F	Mauvais
G	Très mauvais
H	Défaut

Source : Attijariwafa bank

Au plan des engagements à fin décembre 2018, la distribution des risques relative au périmètre Entreprises se présente comme suit :

Répartition des engagements de la banque (périmètre entreprises) par classe de risque au 31 décembre 2018*



Source : Attijariwafa bank
* Les Sociétés de financement, les administrations publiques, les sociétés de la promotion immobilière et les dossiers contentieux sont hors périmètre.

Un système de notation relatif à la promotion immobilière articulé autour de deux principales dimensions (client / projet) est opérationnel.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du processus de mise en conformité avec les approches avancées Bâle II et à la nouvelle norme comptable IFRS 9 en vigueur depuis janvier 2018.

Risque de taux

La valeur nette comptable des titres de placement et d'investissement d'Attijariwafa bank au 31 décembre 2018 ressort comme suit :

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus values latentes	Moins values latentes	Provisions
Titres de transaction	**66 143 173**	**66 143 173**	-	-	-	-
Bons et valeurs assimilées	44 857 134	44 857 134	-	-	-	-
Obligations	104 129	104 129	-	-	-	-
Autres titres de créances	5 922 402	5 922 402	-	-	-	-
Titres de propriété	15 070 709	15 070 709	-	-	-	-
Certificats de SUKUKUS	188 799	188 799				
Titres de placement	**224 226**	**193 153**	**-**	**16 657**	**31 073**	**31 073**
Bons et valeurs assimilées	54 748	54 748	-	2 123	-	-
Obligations	102 896	102 896	-	3 310	-	-
Autres titres de créances	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	66 582	35 509	-	11 224	31 073	31 073
Certificats de SUKUKUS	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	**8 593 052**	**8 593 052**	**-**	**-**	**-**	**-**
Bons et valeurs assimilées	8 521 311	8 521 311	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créances	71 741	71 741	-	-	-	-
Certificats de SUKUKUS						

Source: Attijariwafa bank

A noter que la valeur comptable des titres de transaction est égale à la valeur de marché. Pour les titres de placement, la valeur comptable est la valeur historique tandis que la valeur actuelle correspond à la valeur de marché. En cas de moins value latente, une provision est constituée.

IV. RISQUES REGLEMENTAIRES

Ratio de solvabilité 2016 – 2018

Attijariwafa bank dispose d'une assise financière solide lui permettant de faire face à l'ensemble de ses engagements, comme en atteste le ratio de solvabilité dégagé sur la période 2016 – 2018 :

	2016	2017	2018	Var. 17/16	Var. 18/17
Fonds propres de base (Tier 1) (1)	27 154	23 861	27 074	-12,1%	13,5%
Fonds propres réglementaires (2)	32 662	30 209	35 253	-7,5%	Ns
Risques pondérés (3)	229 322	237 420	248 423	3,5%	4,6%
Ratio sur fonds propres de base (1) / (3)	**11,84%**	**10,05%**	**10,90%**	**-1,79pt**	**+0,85pt**
Ratio de solvabilité (2) / (3)	**14,24%**	**12,72%**	**14,19%**	**-1,52pt**	**+1,47pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

L'élaboration des ratios de solvabilité sur base individuelle et sur base consolidée obéit aux normes internationales du comité Bâle et est régie par les directives réglementaires de Bank AL-Maghrib:

- la circulaire 26/G/2006 (détaillée dans la notice technique NT 02/DSB/2007) relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur les risques de crédit, de marché et opérationnels suivant l'approche standard ;
- la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit suivant la norme Bâle III.

Le groupe Attijariwafa bank est tenu de respecter sur base individuelle et consolidée :

- un ratio sur fonds propres de base au moins égal à 8,0% (ce seuil intègre l'obligation de constituer un coussin de conservation à partir des fonds propres de base équivalent à 2,5% des risques pondérés) ;
- un ratio sur fonds propres de catégorie 1 au moins égal à 9,0% ;
- un ratio sur total fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 au moins égal à 12,0 %.

Attijariwafa bank est tenue aussi de constituer un matelas additionnel de fonds propres permettant d'absorber les chocs des stress tests réglementaires et internes et de garantir le respect des seuils décrits ci-dessus post stress tests :

- stress tests sur le risque de crédit : défaut des contreparties les plus vulnérables, migration de 10% à 15% des créances représentant un risque élevé ;
- stress tests sur le risque de marché : dépréciation du MAD par rapport à l'EUR, déplacement de la courbe de taux, dépréciation de la valeur liquidative des différents OPCVM (obligataires, monétaires …) ;
- stress tests sur le risque pays : Stress tests sur les crédits non-résidents dans les pays connaissant des risques d'instabilité politique ;
- scénarii combinant plusieurs hypothèses.

A partir de janvier 2019, pour des considérations de surveillance macro-prudentielle, Bank Al-Maghrib peut demander aux établissements de crédit de constituer un coussin de fonds propres dit « coussin de fonds propres contracyclique » sur base individuelle et/ou consolidée. Ledit coussin dont le niveau se situe dans une fourchette de 0% à 2,5% des risques pondérés, est composé de fonds propres de base de catégorie 1. Le respect de ce seuil additionnel est précédé d'un préavis de 12 mois.

La fréquence de déclaration des ratios de solvabilité au régulateur est semestrielle, celle-ci est accompagné par la publication du Pilier III destiné à garantir une transparence de l'information financière : détail des ratios prudentiels, composition des fonds propres réglementaires, répartition des risques pondérés.

Ratio de solvabilité prévisionnel

Les ratios prévisionnels d'Attijariwafa bank sur base individuelle et consolidée sur les 18 prochains mois sont largement supérieurs au minium réglementaire en vigueur : 9,0% au niveau du ratio de

solvabilité sur fonds propres de base de catégorie 1 et 12,0% sur fonds propres global grâce à la politique interne de gestion du capital.

Le tableau ci-après présente l'évolution du ratio de solvabilité prévisionnel d'Attijariwafa bank sur la période décembre 2017 – décembre 2019 :

	Juin. 18	Déc. 18	Juin. 19 F	Déc. 19 F	Juin. 20 F
Fonds propres de catégorie 1 (1)	24,05	27,07	28,04	29,21	28,87
Fonds propres de catégorie 2	8,48	8,18	9,06	8,68	10,13
Fonds propres réglementaires (2)	**32,53**	**35,25**	**37,09**	**37,89**	**39,00**
Risques pondérés (3)	240,48	248,42	254,36	260,52	262,48
Ratio sur fonds propres de catégorie 1 (1) / (3)	**10,00%**	**10,90%**	**11,02%**	**11,21%**	**11,00%**
Ratio de solvabilité global (2) / (3)	**13,53%**	**14,19%**	**14,58%**	**14,54%**	**14,86%**

Mrds Dh - Source : Attijariwafa bank – Sur base individuelle

L'évolution du ratio de solvabilité prévisionnel du Groupe Attijariwafa bank sur la période décembre 2017 – décembre 2019 se présente comme suit :

	Juin. 18	Déc. 18	Juin. 19 F	Déc. 19 F	Juin. 20 F
Fonds propres de catégorie 1 (1)	35,99	38,58	39,40	41,67	42,49
Fonds propres de catégorie 2	10,86	10,77	10,62	10,14	11,52
Fonds propres réglementaires (2)	**46,86**	**49,34**	**50,03**	**51,81**	**54,00**
Risques pondérés (3)	374,60	378,50	393,24	407,66	424,73
Ratio sur fonds propres de catégorie 1 (1) / (3)	**9,61%**	**10,19%**	**10,02%**	**10,22%**	**10,00%**
Ratio de solvabilité global (2) / (3)	**12,51%**	**13,04%**	**12,72%**	**12,71%**	**12,71%**

Mrds Dh - Source : Attijariwafa bank – Sur base consolidée

V. GESTION DU RISQUE PAYS

L'étude réalisée par l'entité Risque Pays avec l'appui d'un consultant externe, en vue d'automatiser la gestion du risque pays a permis :

- le diagnostic du dispositif en place et son adéquation avec les exigences réglementaires tout en identifiant les actions d'évolution par rapport à un benchmark international ;
- l'élaboration d'un modèle conceptuel pour une gestion optimale des risques pays (blocs fonctionnels et système d'information dédié) en vue d'une mise en œuvre informatique avec une extension du dispositif aux filiales étrangères selon une approche progressive.

Le processus de renforcement du cadre de régulation et la mise en œuvre de la nouvelle organisation ont eu pour effet conjugué de permettre un renforcement du suivi des risques BDI et une consolidation du dispositif d'encadrement des risques pays. De même, l'institution du comité Risques Pays, l'adoption du cadre d'appétence aux risques pays et le projet de mise en place d'une base de données Risque contribueront de manière décisive au couronnement de cette dynamique de consolidation.

Par ailleurs, les participations font l'objet test de dépréciation à chaque arrêté. Le résultat dudit test est sensible aux différentes hypothèses (taux, volatilité, cadre fiscal, dispositif prudentiel, environnement réglementaire, etc) ce qui induit à une sensibilité des participations concernées.

Le dispositif de gestion du risque pays :

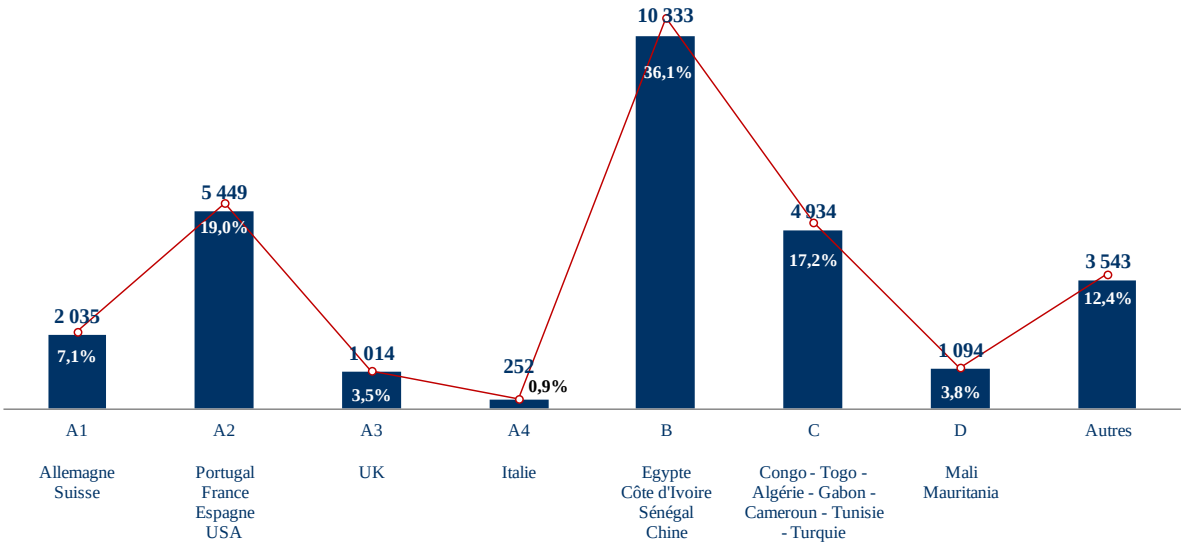
Le déploiement de la stratégie de croissance de la banque à l'international ainsi que les dispositions de la directive 1/G/2008 de Bank Al Maghreb ont motivé la mise en place d'un dispositif de gestion du risque pays au regard du poids sans cesse croissant de l'international dans l'exposition globale du groupe.

Ce dispositif s'articule autour des axes suivants :

- une charte de risque pays adoptée par l'organe de direction et approuvée par l'organe d'administration, et qui constitue le cadre de référence qui régit les activités génératrices de risques internationaux pour la banque ;

- le recensement et l'évaluation des risques internationaux : le groupe Attijariwafa bank déploie son activité bancaire et para bancaire aussi bien sur son marché domestique que dans les pays étrangers à travers des filiales voire même des succursales. A ce titre, son exposition aux risques internationaux regroupe tous types d'engagements pris par la banque en tant qu'entité créditrice vis-à-vis de contre parties non résidentes à la fois en dirhams et en devises étrangères ;
- le retraitement et le calcul de l'exposition au risque pays selon le principe de transfert de risque. Ceci permet de mettre en évidence les zones et les pays à forte exposition (en valeur et en % des fonds propres de la banque) ainsi que les typologies de risques correspondantes. Ainsi, comme indiqué dans le graphique ci-dessous, nous relevons que 30,5% de l'exposition de la banque aux risques internationaux à fin décembre 2018 sont concentrés sur des pays présentant un profil de risque gradué de très bon (A1) à acceptable (A4), soit l'équivalent du risque Maroc. Pour le reste, il s'agit essentiellement des investissements stratégiques de la banque dans le cadre des acquisitions de filiales bancaires africaines ;

Distribution des expositions au risque pays selon l'échelle Coface – Exposition sociale – 31 décembre 2018



Source : Attijariwafa bank

- des règles de consolidation des expositions aux risques pays permettant, au-delà d'une analyse individuelle de l'engagement par pays de chaque filiale ainsi que du siège, une vue d'ensemble de l'engagement global du groupe ;
- l'élaboration et la diffusion d'un rapport hebdomadaire de l'évolution du risque pays récapitulant l'ensemble des évènements saillants survenus dans la semaine (mouvements des notations des agences et autres…) avec une mise à jour de la base «Monde» en matière de notations des pays par Standard & Poor's, Moody's, Fitch, Coface, OCDE, score interne de la banque et les CDS des pays;
- l'élaboration d'un score interne économique de risque pays traduisant l'indice de vulnérabilité par pays. Ce score est basé sur une approche multicritères d'évaluation combinant les indicateurs macroéconomiques, les notations des agences ainsi que les données du marché principalement les CDS (Credit Default Swap) en tant que baromètre de la probabilité de défaut associé à chaque émetteur ;
- l'élaboration d'un score interne politique de risque pays traduisant la vulnérabilité d'un pays face à l'instabilité politique. Ce score est basé sur une approche multicritère d'évaluation combinant l'appréciation des indicateurs qualitatifs ayant trait à la justice (Garantie juridique, environnement réglementaire), l'administration et la Bureaucratie, la redistribution des richesses, le Democracy Index ainsi que sur le score de Doing Business qui permet d'étudier les réglementations qui favorisent l'activité économique et celles qui la limitent ;
- l'allocation de limites, calibrées en fonction du profil risque du pays et du niveau des fonds propres de la banque et déclinées par zone, par pays, par secteur, par type d'activité, par maturité …) ;
- le suivi et la surveillance du respect des limites ;

- le provisionnement du risque pays en fonction de la dégradation des expositions (matérialisation du risque, rééchelonnement de la dette, défaut de paiement, bénéfice d'initiative d'allègement de la dette etc…) ou en raison d'alertes négatives hautement significatives ;
- le stress test, exercice semestriel consistant à s'assurer de la capacité de la banque à résister à des facteurs de risques extrêmes (cas de la matérialisation du risque politique en Tunisie et en Côte d'Ivoire) et à en mesurer l'impact sur le capital et la rentabilité.

En définitive, la gestion du risque pays est encadrée par un dispositif qui assure la couverture des risques internationaux depuis leur origination jusqu'à leur dénouement final.

Dispositif de gestion du risque pays



Source : Attijariwafa bank

VI. RISQUE OPERATIONNEL ET P.C.A.

VI.1. Risque Opérationnel

La mise en place du dispositif de gestion des risques opérationnels (GRO) s'inscrit dans le cadre de la réforme « Bâle 2 » et de sa déclinaison pour le Maroc par la Directive DN/29/G/2007, édictée par Bank Al Maghrib le 13 avril 2007. Ce dernier définit le risque opérationnel comme étant «un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des évènements extérieurs». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Pour Attijariwafa bank, ce dispositif de gestion des risques opérationnels est piloté par l'entité « Risques Opérationnels, Juridiques, Informatiques et Humains » créée au sein de la « Gestion Globale des Risques ». Cette entité a établi pour chacune des lignes métiers une cartographie des risques s'appuyant sur le référentiel des processus de la Banque. Chacun des risques de la cartographie est défini selon une fréquence d'occurrence et d'un impact en cas de survenance.

Pour les risques majeurs de la cartographie des risques, des plans d'actions sont définis afin d'atténuer ou de prévenir les risques.

Cette cartographie des risques est mise à jour régulièrement sur la base des incidents relevés dans chacune des entités et/ou du changement des produits et services de la Banque.

L'approche méthodologique d'élaboration de la cartographie des risques adoptée par le groupe Attijariwafa bank est présentée à travers les 6 étapes suivantes :

- validation des processus ;
- identification et évaluation des risques ;
- identification d'indicateurs de suivi des risques ;
- élaboration d'un plan d'actions de réduction des risques ;

- collecte des incidents et suivi des risques à piloter ;
- Back-Testing & réévaluation des risques.

VI.2. Plan de Continuité d'Activités (P.C.A.)

La mise en place du PCA qui incombe à l'entité « Risques opérationnels, juridiques, Informatiques et humains) permet à la banque de compléter le dispositif de gestion du risque opérationnel mis en place durant l'exercice 2009 et qui a abouti à l'élaboration d'une charte ainsi qu'une cartographie complète des risques opérationnels.

L'instauration du PCA s'inscrit dans le cadre des dispositions du deuxième pilier de Bâle II et de la Circulaire BAM n° 47/G/2007 qui stipule que le PCA est une obligation réglementaire.

La mise en place d'un Plan de Continuité d'Activité permet de garantir la continuité des activités de la banque et le respect de ses engagements lorsque survient :

- une crise ou une perturbation opérationnelle majeure affectant une grande zone urbaine ou géographique ;
- une perturbation affectant les infrastructures physiques ;
- une catastrophe naturelle ;
- une attaque externe ;
- une défaillance majeure des systèmes d'information ;
- un dysfonctionnement résultant d'un taux d'absentéisme significatif (ex : Pandémie) ;
- une défaillance d'un service critique.

VII. CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE[106]

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition sur un groupe réduit de contreparties de nature à engendrer des pertes importantes, en cas de défaut de ces contreparties, pouvant menacer la solidité financière d'un établissement ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.

Conformément à la circulaire 3/G/2001 relative au coefficient maximum de division des risques des établissements de crédit, les établissements de crédit doivent respecter en permanence sur base individuelle et consolidée un rapport maximum de 20% entre d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affectés d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque, à l'exclusion des risques encourus sur l'Etat, et d'autre part, leurs fonds propres nets.

Ce coefficient permet d'identifier les sources potentielles de risque de concentration et d'en assurer la mesure, la gestion, le suivi et le contrôle.

VIII. RISQUE LIE AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES PERPETUELLES

Les facteurs de risque listés ci-après ne sauraient être considérés comme étant exhaustifs et pourrait ne pas couvrir l'intégralité des risques que comporterait un investissement en obligations subordonnées perpétuelles.

L'attention des investisseurs potentiels susceptibles de souscrire aux obligations subordonnées perpétuelles, objet du présent prospectus, est attirée sur le fait qu'un investissement dans ce type d'obligations est soumis aux principaux risques suivants :

- Risque lié à l'introduction sur le marché financier marocain d'un instrument nouveau : Les obligations subordonnées perpétuelles sont considérés, conformément aux normes internationales du comité Bâle et à la circulaire n°14/G/2013 de Bank AL-Maghrib, comme des instruments de fonds propres additionnels. Ces instruments sont émis régulièrement par les banques internationales, mais reste nouveaux pour certains investisseurs marocains. Chaque investisseur potentiel devrait

[106] Cf. tableau B 23 (Annexes)

déterminer l'adéquation de cet investissement compte tenu de ses propres circonstances et devrait disposer de ressources financières et de liquidités suffisantes pour supporter les risques d'un tel placement, y compris la possibilité d'une dépréciation de la valeur nominale de ces titres (voir risque lié à la dépréciation de la valeur nominale des titres ci-dessous) ainsi que la possibilité d'annulation du paiement du montant des intérêts (voir risque lié à la possibilité d'annulation du paiement du montant des intérêts ci-dessous) ;

- Risque lié à la complexité de l'instrument : les obligations objet de la présente émission sont des instruments complexes dans la mesure où les « pay-off » qui leurs sont associés ne sont pas totalement prévisibles. En effet, l'émetteur a l'entière discrétion pour annuler le paiement des intérêts pour une durée indéterminée et sur une base non cumulable. Aussi, le nominal des obligations peut être déprécié dans le cas où le seuil de déclenchement est atteint. Par ailleurs, une appréciation du nominal est prévue mais elle demeure soumise à l'accord de Bank Al-Maghrib. Enfin, une majoration du coupon est possible mais elle demeure à l'entière discrétion de l'émetteur et il n'y a aucun mécanisme déterministe de son activation. Ces aspects font que les cash flow futurs des obligations sont difficilement prévisibles, leurs prévisions faisant appel à plusieurs hypothèses et paramètres (santé financière de l'émetteur, niveau prévisionnel des ratios prudentiels, autres engagements et obligations de l'émetteur, …). La nature des obligations fait donc que leur gestion, notamment leur valorisation, est complexe ;
- Risque lié au caractère perpétuel de ces titres : Les obligations subordonnées perpétuelles sont émises pour une maturité indéterminée et, par conséquent, le remboursement du capital ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'émetteur et après accord préalable de Bank Al-Maghrib. Ce remboursement ne peut être effectué avant une période de 5 ans à compter de la date d'émission, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans ;
- Risque lié à la clause de subordination : Le capital fait l'objet d'une clause de subordination, selon laquelle, en cas de liquidation de l'émetteur, les obligations subordonnées perpétuelles seront remboursés à prix égal au nominal qui peut faire l'objet de dépréciation (voir risque lié à la dépréciation de la valeur nominale des titres ci-dessous). Ce remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires et après tous les autres emprunts subordonnés à durée déterminée qui on été émis et qui pourraient être émis ultérieurement par l'émetteur ;
- Risque lié à la dépréciation de la valeur nominale des titres (mécanisme d'absorption des pertes): Dès lors que le ratio Common Equity Tier 1 (CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, devient inférieur au trigger fixé par l'émetteur (fixé à 6,0% dans le cadre du présent prospectus et ce, conformément aux dispositions de la notice technique de Bank Al-Maghrib fixant les modalités d'application de la circulaire n°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédits), sur base individuelle ou consolidée, les titres sont dépréciés du montant correspondant au différentiel entre des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) théoriques permettant d'atteindre 6,0% de ratio CET 1 et les fonds propres effectifs CET 1.

  Les intérêts seront donc calculés sur la base du nominal qui est sujet à modification tel que défini dans le mécanisme d'absorption des pertes.

  Toutefois, après une éventuelle dépréciation de la valeur nominale des titres, et si la situation financière de l'émetteur ayant nécessité cette dépréciation s'améliore, Attijariwafa bank peut déclencher immédiatement, après accord préalable de Bank Al-Magrhib, le mécanisme d'appréciation en totalité ou en partie du nominal ayant fait l'objet de dépréciation.

  Attijariwafa bank veille en permanence au respect des normes internationales du comité Bâle et des directives réglementaires de Bank AL-Maghrib. A cet effet, le groupe dispose d'une politique de pilotage du risque réglementaire lui permettant de :

  - ✓ disposer d'une assise financière solide permettant de faire face à l'ensemble de ses engagements ;
  - ✓ respecter l'ensemble des ratios réglementaires exigés par Bank Al-Maghrib ;
  - ✓ constituer un matelas additionnel de fonds propres permettant d'absorber les chocs des stress tests réglementaires et internes et de garantir le respect des seuils post stress tests, à savoir :

- un ratio sur fonds propres de catégorie 1 au moins égal à 9,0% (vs un ratio de 10,90% sur base sociale et de 10,19% sur base consolidée pour Attijariwafa bank au 31 décembre 2018) ;
- un ratio sur total fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 au moins égal à 12,0 % (vs un ratio de 14,19% sur base sociale et de 13,04% sur base consolidée pour Attijariwafa bank au 31 décembre 2018).

✓ répondre aux exigences du régulateur en matière de déclaration des ratios de solvabilité (publications semestrielles du Pilier III destiné à garantir une transparence de l'information financière : détail des ratios prudentiels, composition des fonds propres réglementaires, répartition des risques pondérés).

En outre, en cas de non respect des ratios réglementaires précités, Bank Al-Maghrib peut, soit à la place, soit en sus des sanctions disciplinaires prévues par la loi 103-12 (loi bancaire), interdire ou limiter la distribution, par un établissement de crédit, de dividendes aux actionnaires et ce, conformément aux dispositions de l'article 91 de la loi sus-mentionnée.

- Risque lié à la possibilité d'annulation du paiement du montant des intérêts : L'investisseur est soumis au risque d'annulation du paiement du montant des intérêts (en totalité ou en partie) pour une période indéterminée et sur une base non cumulative. La décision de cette annulation demeure à la discrétion de l'émetteur, après accord préalable de Bank Al-Maghrib, et ce, en vue de faire face à ses obligations.

  Néanmoins, Attijariwafa bank peut décider à sa discrétion et après accord de Bank Al Maghrib d'augmenter le montant du coupon à payer qui deviendra, par conséquent, supérieur au montant du coupon déterminé conformément au mode de calcul présenté dans le présent prospectus.

  En outre, le montant annuel des intérêts à payer dans la cadre de la présente opération demeure très peu significatif par rapport aux niveaux des fonds propres de la banque et, par conséquent, leur contribution au respect des ratios réglementaires reste très limitée voire non significative.

- Facteurs de risques impactant le ratio CET 1 : la dégradation du ratio Common Equity Tier 1 (CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, à un niveau inférieur à 6,0% déclenchant ainsi la dépréciation du nominal des titres, pourrait être engendrés par plusieurs facteurs dont principalement :

  ✓ la réalisation de pertes substantielles suite à une éventuelle hausse de la sinistralité ou une évolution averse et matérielle de l'environnement de taux ;

  ✓ l'introduction de nouvelles normes comptables ;

  ✓ l'entrée en vigueur de nouvelles exigences réglementaires.

En cas de survenance d'un ou plusieurs de ces facteurs de risque, la dégradation du niveau du ratio CET 1 ne peut intervenir que dans le cas où Attijariwafa banque et ses actionnaires ne mettraient pas en œuvre l'ensemble des mesures correctives lui permettant de respecter l'ensemble des ratios réglementaires exigés par Bank Al-Maghrib, à savoir : un ratio CET 1 minimum de 9,0% et un ratio de solvabilité minimum de 12,0%.

- Risque lié à la liquidité et à la négociabilité des titres : Les obligations objet du présent prospectus de par leur complexité ne sont pas adaptées aux investisseurs non qualifiés. Aussi, la négociation desdites obligations est strictement réservée aux investisseurs qualifiés listés dans le présent prospectus et ce, même sur le marché secondaire. Cette limitation pourrait réduire la liquidité des obligations objet de la présente émission par rapport à d'autres obligations dont la négociabilité n'est pas restreinte.

- Risque lié à la présence de plusieurs options au profit de l'émetteur : Les obligations objet du présent prospectus contiennent plusieurs options en faveur de l'émetteur à savoir :

  ✓ Option de remboursement anticipé ;

  ✓ Option de dépréciation/appréciation de la valeur nominale des titres ;

  ✓ Option d'annulation de paiement du montant des intérêts.

Tout investisseur potentiel doit prendre en compte ces options pour la prise de décision d'investissement selon ses propres objectifs et contraintes. L'investisseur doit aussi intégrer ces options dans sa proposition de soumission à l'adjudication ainsi que dans la détermination de la juste valeur des titres.

- Risque lié à l'endettement additionnel : L'émetteur pourrait émettre ultérieurement d'autres dettes ayant un rang égal ou supérieur aux obligations objet du présent prospectus. De telles émissions viendraient réduire le montant récupérable par les détenteurs des présentes obligations en cas de liquidation de l'émetteur.

PARTIE VIII : FAITS EXCEPTIONNELS

A la date d'établissement du présent prospectus, Attijariwafa bank ne connaît pas de faits exceptionnels susceptibles d'affecter sa situation financière.

PARTIE IX : LITIGES ET AFFAIRES CONTENTIEUSES

A la date d'établissement du présent prospectus, Attijariwafa bank n'enregistre pas de litiges ou d'affaires contentieuses majeures susceptibles d'affecter de façon significative ses résultats, sa situation financière ou son activité.

PARTIE X : ANNEXES

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWAFA BANK

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES AGREGES

I.1. Présentation

Attijariwafa bank est une société de droit commun constituée au Maroc. Les états de synthèse comprennent les comptes du siège ainsi que les agences établies au Maroc et à l'étranger et les succursales de Bruxelles. Les opérations et soldes significatifs internes entre les entités Marocaines et les succursales à l'étranger sont éliminés.

I.2. Principes Généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse d'Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

I.3. Créances et engagements par signature

Présentation générale des créances

1- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
- Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation, crédit immobilier et autres crédits pour la clientèle.

2- Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

3- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle).

4- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

1- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises ;
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de : 20 % pour les créances pré-douteuses, 50 % pour les créances douteuses, 100 % pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

2- Dès le déclassement des créances en créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produit à leur encaissement.

3- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.

4- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance ont connu une évolution favorable : remboursement effectif (total ou partiel) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.

5- La banque a procédé à un abondon de créances en souffrance par utilisation des provisions correspondantes constituées.

I.4. Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

I.5. Portefeuille titres

Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de la nature juridique du titre (titre de créances ou titre de propriété), d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créances qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Pensions livrées

Les titres mis en pension sont maintenus au bilan ; le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

I.6. Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

I.7. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan des entités étrangères (Succursales de Bruxelles) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historiques. L'écart résultant de la correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

A l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat est converti au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice.

I.8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à la discrétion des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et nonmesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

I.9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vies estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Brevets et marques	NA
Immobilisations en recherche et développement	NA
Logiciels informatiques	6,67
Autres éléments du fonds de commerce	5

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeuble d'exploitation	25
Mobilier de bureau	6,67
Matériel informatique	6,67
Matériel roulant	5
Agencements, aménagements et installations	6,67

I.10. Charges à repartir

Les charges à répartir enregistrent les dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Frais préliminaires	3
Frais d'acquisition des immobilisations	5
Frais d'émission des emprunts	NA
Prime d'émission ou de remboursement de titres de créances	NA
Autres charges à répartir	Entre 3 et 5 ans selon le cas

I.11. Prise en charge des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire …).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

I.12. Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

II. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES D'ATTIJARIWAFA BANK

II.1. Bilan 2016 –2018

ACTIF	2016	2017	2018
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**7 303 483**	**9 142 735**	**8 093 723**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**40 715 628**	**35 621 804**	**33 042 666**
A vue	10 210 911	6 724 299	4 036 029
A terme	30 504 718	28 897 505	29 006 636
Créances sur la clientèle	**174 926 696**	**179 237 875**	**192 683 277**
Crédits de trésorerie et à la consommation	50 168 125	46 406 692	54 226 667
Crédits à l'équipement	57 207 000	62 898 671	65 803 335
Crédits immobiliers	56 254 850	59 194 993	60 953 282
Autres crédits	11 296 721	10 737 519	11 699 993
Créances acquises par affacturage	**1**	**1**	**10861011**
Titres de transaction et de placement	**46 121 087**	**59 555 810**	**66 340 133**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	25 251 542	38 338 338	44 914 479
Autres titres de créances	2 204 321	6 092 873	6 130 636
Titres de propriété	18 665 224	15 124 599	15 106 219
Cerificats de Sukuks	0	0	188 799
Autres actifs	**5 453 551**	**3 782 194**	**5 486 261**
Titres d'investissement	**5 969 166**	**6 840 219**	**8 751 621**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 969 166	6 840 219	8 751 621
Autres titres de créances	0	0	0
Titres de participation et emplois assimilés	**13 644 919**	**19 104 819**	**18 832 707**
Créances subordonnées	**0**	**0**	**0**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**238 965**	**395 093**	**672 004**
Immobilisations incorporelles	**1 812 149**	**2 087 698**	**2 121 303**
Immobilisations corporelles	**3 340 980**	**3 602 994**	**3 735 375**
TOTAL ACTIF	**299 526 626**	**319 371 242**	**350 620 082**

En kdh

PASSIF	2016	2017	2018
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**0**	**0**	**0**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**21 792 115**	**27 432 674**	**38 672 841**
A vue	6 748 610	6 578 787	4 009 934
A terme	15 043 506	20 853 887	34 662 907
Dépôts de la clientèle	**208 833 653**	**225 368 841**	**234 507 882**
Comptes à vue créditeurs	130 692 299	145 722 889	148 095 873
Comptes d'épargne	27 020 923	27 988 582	28 537 587
Dépôts à terme	40 328 997	41 552 032	43 595 847
Autres comptes créditeurs	10 791 434	10 105 338	14 278 574
Titres de créances émis	**7 592 398**	**5 878 938**	**8 547 047**
Titres de créances négociables émis	7 592 398	5 878 938	8 547 047
Emprunts obligataires émis	0	0	0
Autres titres de créances émis	0	0	0
Autres passifs	**10 052 514**	**7 080 313**	**12 788 959**
Provisions pour risques et charges	**3 165 024**	**3 253 154**	**3 562 853**
Provisions réglementées	**0**	**0**	**0**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**0**	**0**	**0**
Dettes subordonnées	**12 770 020**	**13 319 651**	**11 042 935**
Ecarts de réévaluation	**420**	**420**	**420**
Réserves et primes liées au capital	**26 350 000**	**30 843 500**	**34 794 175**
Capital	**2 035 272**	**2 035 272**	**2 098 597**
Actionnaires, Capital non versé (-)	**0**	**0**	**0**
Report à nouveau (+/-)	**160**	**468**	**389**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**0**	**0**	**0**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**6 935 048**	**4 158 011**	**4 603 983**
TOTAL PASSIF	**299 526 626**	**319 371 242**	**350 620 082**

En Kdh

II.2. Hors Bilan 2016 –2018

ENGAGEMENTS DONNES	2016	2017	2018
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	532	4 574 906	1 837 664
Engagements de financement en faveur de la clientèle	18 287 612	50 599 636	58 887 163
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	15 981 109	15 990 395	13 662 949
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	39 953 920	46 333 931	49 342 317
Titres achetés à réméré	0	0	0
Autres titres à livrer	0	3 144	103 029
Total	**74 223 173**	**117 502 012**	**123 833 122**

Kdh

ENGAGEMENTS RECUS	2016	2017	2018
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 491 560	0	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	21 270 627	20 008 772	18 730 675
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organisme de garantie divers	271 934	381 116	457 303
Titres vendus à réméré	0	0	0
Autres titres à recevoir	0	15 274	0
Total	**23 034 121**	**20 405 162**	**19 187 978**

Kdh

II.3. Comptes de produits et de charges 2016 – 2018

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	2016	2017	2018
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les étab. de crédit	966 137	1 030 084	985 359
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	8 941 326	8 926 121	9 590 741
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	347 179	305 196	256 799
Produits sur titres de propriété	4 587 637	1 512 834	1 609 613
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	301 048	23 726	154 439
Commissions sur prestations de service	1 493 786	1 635 220	1 805 981
Autres produits bancaires	5 002 750	4 288 009	3 800 263
TOTAL I	**21 639 862**	**17 721 190**	**18 203 195**
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établ. de crédit	436 578	592 376	874 558
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	2 718 007	2 451 394	2 412 919
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	246 466	207 086	199 045
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	241 802	30 853	35 609
Autres charges bancaires	3 761 407	2 936 757	2 494 509
TOTAL II	**7 404 260**	**6 218 466**	**6 016 640**
III. PRODUIT NET BANCAIRE	**14 235 602**	**11 502 724**	**12 186 555**
Produits d'exploitation non bancaire	104 797	52 074	96 123
Charges d'exploitation non bancaire	0	3 469	1 887
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	1 929 338	2 068 105	2 196 216
Impôts et taxes	119 829	122 812	147 475
Charges externes	1 804 780	1 885 578	1 866 504
Autres charges générales d'exploitation	15 649	18 863	59 581
Dot. aux amort. et aux provisions des immo. incorporelles et corporelles	415 918	412 389	447 657
TOTAL IV	**4 285 515**	**4 507 747**	**4 717 433**
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES			
Dot. aux prov. pour créances et engagements par signature en souffrance	1 529 038	1 338 046	1 228 460
Pertes sur créances irrécouvrables	351 404	970 324	1 336 332
Autres dotations aux provisions	529 771	489 406	429 755
TOTAL V	**2 410 213**	**2 797 776**	**2 994 547**
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
Reprises de prov. pour créances & engagements par signature en souffrance	807 898	1 310 261	1 724 922
Récupérations sur créances amorties	44 317	62 564	55 214
Autres reprises de provisions	201 756	673 172	131 076
TOTAL VI	**1 053 971**	**2 045 997**	**1 911 212**
VII. RESULTAT COURANT	**8 698 642**	**6 291 803**	**6 480 023**
Produits non courants	11 999	695	12167
Charges non courantes	191 171	530 893	13 222
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS	**8 519 470**	**5 761 605**	**6 478 968**
Impôts sur les résultats	1 584 422	1 603 594	1 874 985
IX. RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**6 935 048**	**4 158 011**	**4 603 983**

En Kdh

II.4. État des soldes de gestion 2016 – 2018

ETAT DES SOLDES DE GESTION	2016	2017	2018
Intérêts et produits assimilés	10 254 641	10 261 401	10 832 899
Intérêts et charges assimilées	3 401 051	3 250 857	3 486 522
MARGE D'INTERET	**6 853 590**	**7 010 544**	**7 346 377**
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	301 048	23 726	154 439
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	241 802	30 852	35 609
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	**59 246**	**-7 126**	**118 830**
Commissions perçues	1 493 786	1 638 349	1 812 809
Commissions servies	18	1 315	483
MARGE SUR COMMISSIONS	**1 493 804**	**1 637 034**	**1 812 326**
Résultat des opérations sur titres de transaction	1 778 977	1 629 182	1 678 495
Résultat des opérations sur titres de placement	35 518	-6 367	3 752
Résultat des opérations de change	448 742	635 577	730 748
Résultat des opérations sur produits dérivés	-60 652	101 838	36 433
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	**2 202 585**	**2 360 230**	**2 449 429**
Divers autres produits bancaires	4 587 670	1 527 680	1 611 763
Diverses autres charges bancaires	961 256	1 025 638	1 152 169
PRODUIT NET BANCAIRE	**14 235 602**	**11 502 724**	**12 186 555**
Résultat des opérations sur immobilisations financières	56 823	257 041	-23 376
Autres produits d'exploitation non bancaire	104 797	52 075	96 123
Autres charges d'exploitation non bancaire	-	0	1887
Charges générales d'exploitation	4 285 515	4 507 747	4 717 433
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**10 111 707**	**7 304 093**	**7 539 982**
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-1 028 226	-935 545	-784 657
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-384 838	-76 744	-275 303
RESULTAT COURANT	**8 698 642**	**6 291 804**	**6 480 023**
RESULTAT NON COURANT	**-179 172**	**-530 199**	**-1 055**
Impôt sur les résultats	1 584 422	1 603 594	1 874 985
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**6 935 048**	**4 158 011**	**4 603 983**

En Kdh

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2016	2017	2018
Résultat net de l'exercice	**6 935 048**	**4 158 011**	**4 603 983**
Dot. aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	415 918	412 389	447 657
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	77 679	44 086	28 264
Dotations aux provisions pour risques généraux	100 000	165 700	205 000
Dotations aux provisions réglementées	-	-	-
Dotations non courantes	-	-	-
Reprises de provisions	134 502	304 595	65 998
Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	69 684	16 942	50 607
Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	1887
Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-	-
Moins-values de cession des immobilisations financières	-	3 469	-
Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-	-
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**7 324 459**	**4 462 118**	**5 170 186**
Distribution des bénéfices	2 238 799	2 442 327	2 544 090
AUTOFINANCEMENT	**5 085 660**	**2 019 791**	**2 626 096**

En Kdh

II.5. Tableau des flux de trésorerie 2016 – 2018

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	2016	2017	2018
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	16 791 247	15 945 413	16 352 932
2. (+) Récupérations sur créances amorties	44 317	62 564	55 214
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	47 112	35 827	57 683
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-8 159 296	-7 261 907	-6 374 634
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	0	0	0
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-3 869 597	-4 095 358	-4 269 776
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-1 584 422	-1 603 594	-1 874 985
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	**3 269 361**	**3 082 945**	**3 946 434**
Variation des :			
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-5 666 141	5 093 824	2 579 138
9. (±) Créances sur la clientèle	-10 676 272	-4 311 176	-24 306 413
1-. (±) Titres de transaction et de placement	7 307 829	-13 434 724	-6 784 323
11. (±) Autres actifs	-1 668 000	1 525 081	-1 704 067
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	1 023 376	-156 128	-276 911
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-8 078 162	5 640 558	11 240 167
14. (±) Dépôts de la clientèle	7 874 612	16 535 188	9 139 041
15. (±) Titres de créances émis	543 497	-1 713 460	2 668 109
16. (±) Autres passifs	3 955 758	-2 824 836	5 708 646
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	**-5 383 503**	**6 354 327**	**-1 736 613**
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**-2 114 142**	**9 437 272**	**2 209 821**
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	520 791	-871 053	-1 496 647
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	283 403	35 018	259 296
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-227 062	-5 141 802	-166 019
2-. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-865 851	-979 869	-824 218
21. (+) Intérêts perçus	260 978	262 944	240 619
22. (+) Dividendes perçus	4 587 637	1 512 834	1 609 613
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**4 559 896**	**-5 181 928**	**-377 356**
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	0	0	0
24. (+) Emission de dettes subordonnées	2 000 000	550 000	-2 250 000
25. (+) Emission d'actions	0	0	2400000
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	0	0	0
27. (-) Intérêts versés	-479 686	-523 765	-487 385
28. (-) Dividendes versés	-2 238 799	-2 442 327	-2 544 090
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**-718 485**	**-2 416 092**	**-2 881 476**
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	**1 727 269**	**1 839 252**	**-1 049 011**
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**5 576 214**	**7 303 483**	**9 142 735**
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**7 303 483**	**9 142 735**	**8 093 723**

En Kdh

II.6. Tableau État des dérogations (A2) 2018

ETATS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCES DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

II.7. Tableau État des changements de méthodes (A3) 2018

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCES SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

II.8. Tableau des créances sur les établissements de crédit et assimilés (B1) 2016-2018

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 2018	Total 2017	Total 2016
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	**4 288 306**	**4 819**	**569 106**	**3 239 581**	**8 101 812**	**12 240 270**	**8 651 662**
VALEURS RECUES EN PENSION							**2 601 964**
- au jour le jour							2 601 964
- à terme							
PRETS DE TRESORERIE			**13 045 632**	**2 330 780**	**15 376 412**	**14 872 393**	**19 655 354**
- au jour le jour							2 980 000
- à terme			13 045 632	2 330 780	15 376 412	14 872 393	16 675 354
PRETS FINANCIERS		**2 123 762**	**10 327 609**	**0**	**12 451 371**	**13 811 069**	**13 527 349**
AUTRES CREANCES		**1 216 806**	**12**	**630**	**1 217 448**	**46 042**	**99 493**
INTERETS COURUS A RECEVOIR		**18 754**	**165 175**		**183 929**	**217 092**	**222 138**
CREANCES EN SOUFFRANCE							
TOTAL	**4 288 306**	**3 364 141**	**24 107 534**	**5 570 991**	**37 330 972**	**41 186 866**	**42 155 996**

En Kdh

Tableaux des créances sur la clientèle (B2) 2016-2018

Exercice 2018

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
CREDITS DE TRESORERIE	**1 060 471**	**4 787 478**	**34 295 865**	**2 157 900**	**42 301 714**
- Comptes à vue débiteurs	278 086	4 787 478	13 425 394	1 550 964	20 041 922
- Créances commerciales sur le Maroc			4 949 304		4 949 304
- Crédits à l'exportation			348 222	85 578	433 800
- Autres crédits de trésorerie	782 385	0	15 572 945	521 358	16 876 688
CREDITS A LA CONSOMMATION	**0**	**0**	**351 532**	**11 066 105**	**11 417 637**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	**39 520 601**	**0**	**24 441 957**	**861 830**	**64 824 388**
CREDITS IMMOBILIERS	**139 095**	**0**	**9 306 733**	**51 502 665**	**60 948 493**
AUTRES CREDITS	**3 333**	**5 254 157**	**2 160 924**	**59 836**	**7 478 250**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	10 777 337				10 777 337
INTERETS COURUS A RECEVOIR	**767 847**	**34 445**	**645 327**	132 268	**1 579 887**
CREANCES EN SOUFFRANCE		**55 643**	**1 674 254**	2 486 686	**4 216 582**
- Créances pré-douteuses			120	19	139
- Créances douteuses			13 190		13 190
- Créances compromises		55 643	1 660 944	2 486 667	4 203 253
TOTAL	**52 268 684**	**10 131 723**	**72 876 592**	**68 267 290**	**203 544 288**

En Kdh

Exercice 2017

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2017
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
CREDITS DE TRESORERIE	**1 495 303**	**1 097 756**	**30 689 832**	**2 204 799**	**35 487 690**
- Comptes à vue débiteurs	3 929	1 097 756	11 892 663	1 719 181	14 713 529
- Créances commerciales sur le Maroc			4 865 371		4 865 371
- Crédits à l'exportation			470 739		470 739
- Autres crédits de trésorerie	1 491 374		13 461 059	485 618	15 438 051
CREDITS A LA CONSOMMATION			**330 762**	**10 057 556**	**10 388 318**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	**36 443 822**		**24 780 576**	**736 454**	**61 960 852**
CREDITS IMMOBILIERS	**183 631**		**9 536 575**	**49 472 504**	**59 192 710**
AUTRES CREDITS	**1 703**	**5 243 035**	**2 189 354**	**259 129**	**7 693 221**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			**1**		**1**
INTERETS COURUS A RECEVOIR			945 477	529 592	**1 475 069**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**3**	**65 337**	**1 177 068**	1 797 606	**3 040 014**
- Créances pré-douteuses			196		196
- Créances douteuses			6 866		6 866
- Créances compromises	3	65 337	1 170 006	1 797 606	3 032 952
TOTAL	**38 124 462**	**6 406 128**	**69 649 645**	**65 057 640**	**179 237 875**

En Kdh

Exercice 2016

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2016
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
CREDITS DE TRESORERIE	**3 243 894**	**1 056 793**	**33 696 911**	**2 267 005**	**40 264 603**
- Comptes à vue débiteurs	413 985	1 056 793	16 990 804	1 683 168	20 441 872
- Créances commerciales sur le Maroc			4 082 023		4 082 023
- Crédits à l'exportation			447 086		447 086
- Autres crédits de trésorerie	2 829 909		12 176 998	583 837	15 590 744
CREDITS A LA CONSOMMATION			**336 969**	9 037 192	**9 374 161**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	**30 764 025**		**24 980 591**	590 991	**56 335 607**
CREDITS IMMOBILIERS			**10 697 296**	45 555 211	**56 252 507**
AUTRES CREDITS	**1 157**	**5 273 751**	**2 276 088**	419 645	**7 970 641**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			**1**		**1**
INTERETS COURUS A RECEVOIR			1 333 450	73 151	**1 406 601**
CREANCES EN SOUFFRANCE		**74 965**	**2 566 032**	681 578	**3 322 575**
- Créances pré-douteuses			1 534	226	1 760
- Créances douteuses			333	262	595
- Créances compromises		74 965	2 564 165	681 090	3 320 220
TOTAL	**34 009 076**	**6 405 509**	**75 887 338**	**58 624 773**	**174 926 696**

En Kdh

II.9. Tableaux des titres de participation et emplois assimilés (B6) 2016-2018

Exercice 2018

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T043 A - Participations dans les entreprises liées			**18 197 094**	**18 000 418**				**1 554 005**
ATTIJARI FINANCES CORPORATE	10 000	100,00%	10 000	10 000	31/12/2018	38 072	26 171	56 000
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S.A."OGM"	950 490	50,00%	1 638 145	1 638 145	30/06/2018	1 386 278	329 854	167 500
SOMACOVAM	5 000	100,00%	30 000	0	31/12/2018	-5 594	-3 857	
WAFA GESTION	4 900	66,00%	236 369	236 369	31/12/2018	145 864	78 177	59 376
ATTIJARI INVEST.	5 000	100,00%	5 000	5 000	31/12/2018	61 857	4 960	
WAFA BOURSE	20 000	100,00%	40 223	40 223	31/12/2018	42 904	814	2 700
ATTIJARI OPERATIONS	1 000	100,00%	1 000	1 000	31/12/2018	693	-52	
ATTIJARI AFRICA	2 000	100,00%	2 000	2 000	31/12/2017	19 531	790	
ATTIJARI CIB AFRICA	2 000	100,00%	2 000	2 000	31/12/2018	1 588	-81	
ATTIJARI IT AFRICA	1 000	100,00%	1 000	1 000	31/12/2017	7 718	165	
ATTIJARI PAYMENT PROCESSING	1 000	100,00%	1 000	1 000	31/12/2018	8 665	2 564	
ATTIJARI ASSET MANAGEMENT AAM SA (Sénégal)	1 200 000 FCFA	70,00%	13 889	13 889		0	0	7 568
ATTIJARI SECURITISES CENTRAL AFRICA (ASCA)	1 312 000 FCFA	70,00%	15 351	15 351		0	0	14 284
ATTIJARI IVOIRE SA	32 450 KEUR	66,67%	236 891	236 891	30/09/2018	35 900 KEUR	3 450 KEUR	56 755
ATTIJARIWAFA BANK MIDDLE EAST LIMITED	1 000	100,00%	8 194	8 194		0	0	
STE MAROCAINE DE GESTION ET TRAITEMENT INFORMATIQUE "SOMGETI"	300	100,00%	100	100	31/12/2018	94	-19	
AGENA MAGHREB	11 000	74,96%	33	0	31/12/2018	-7 005	-56	
ATTIJARI CAPITAL DEVELOPEMENT	10 320	100,00%	10 320	0	31/12/2018	-51 906	-378	
ATTIJARI PROTECTION	4 000	83,75%	3 350	3 350	21/05/2018	4 184	-3	
BCM CORPORATION	200 000	100,00%	200 000	200 000	31/12/2018	241 233	23 058	25 000
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	10 000	50,00%	5 000	5 000	31/12/2018	10 305	-49	
DINERS CLUB DU MAROC	1 500	100,00%	1 675	72	31/12/2018	71	-274	
MEDI TRADE	1 200	20,00%	240	139	31/12/2018	693	-3	
AL MIFTAH	100	100,00%	244	0	31/12/2018	-3 887	-488	
WAFA COURTAGE	1 000	100,00%	2 397	2 397	31/12/2018	73 929	42 099	35 000
WAFA COMMUNICATION	3 000	85,00%	2 600	0	18/05/2018	-1 994	-1 629	
WAFA FONCIERE	2 000	100,00%	3 700	1 742	31/12/2018	1 742	-281	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
WAFA INVESTISSEMENT	55 000	100,00%	46	46	31/12/2018	1 123	-34	
WAFA SYSTEMES CONSULTING	5 000	99,88%	4 994	4 994	28/02/2018	6 045	-	
WAFA SYSTEMES DATA	1 500	100,00%	1 500	1 118	28/02/2018	1 118	-	
WAFA SYSTEMES FINANCES	2 000	100,00%	2 066	1 451	28/02/2018	827	-	
WAFA TRUST	1 500	100,00%	1 500	751	31/12/2018	751	-119	
ATTIJARIWAFA BANK EGYPT	995 129 KEGP	60,00%	3 244 162	3 244 162	31/12/2018	4 613 437 KEGP	689 027 KEGP	147 165
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	10 000	100,00%	9 999	10 000	31/12/2018	17 237	8 048	
SOCIETE IMMOBILIERE ATTIJARIA AL YOUSSOUFIA	50 000	100,00%	51 449	25 410	31/12/2018	25 411	-4 269	
STE IMMOB.BOULEVARD PASTEUR " SIBP"	300	50,00%	25	25	31/12/2018	788	-263	
ATTIJARI RECOUVREMENT	3 350	100,00%	11 863	4 450	31/12/2018	4 450	-30	
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE SA	15 000	100,00%	15 531	4 385	31/12/2018	4 385	-2 090	
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	300	100,00%	5 266	2 442	31/12/2018	2 442	-219	
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	300	100,00%	299	299	29/09/2018	371	-10	
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	300	100,00%	2 685	1	31/12/2018	-338	-820	
AYK	100	100,00%	100	0	29/09/2018	-1 034	-13	
CAPRI	124 000	99,76%	88 400	0	30/09/2018	-14 273	-19 009	
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TOGO LOME	3 906 000 KFCFA	100,00%	66 761	66 761	31/12/2016	3 796 158 KFCFA	-33 822 KFCFA	
ATTIJARI IMMOBILIER	50 000	99,99%	71 686	71 686	31/12/2018	63 739	176	
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK "AIB"	2 400 KEUR	100,00%	92 442	92 442	31/12/2018	24 398 KEURO	2 666 KEURO	26 407
WAFACASH	35 050	100,00%	324 074	324 074	31/12/2017	383 712	138 087	138 000
WAFA IMMOBILIER	50 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/2018	162 532	105 619	100 000
WAFASALAF	113 180	50,91%	634 783	634 783	31/12/2018	2 193 658	315 340	152 727
WAFA LLD	20 000	100,00%	20 000	20 000	31/12/2018	38 269	13 208	19 500
WAFABAIL	150 000	58,10%	91 158	91 158	31/12/2017	900 618	127 073	34 862
DAR ASSAFAA LITAMWIL	50 000	100,00%	50 510	50 510	31/12/2018	79 693	7 328	
ANDALUCARTAGE	126 390 KEURO	100,00%	3 937 574	3 937 574	31/12/2018	358 494 KEURO	16 996 KEURO	161 913

SUCCURSALE DE BRUXELLES EX BCM	558 KEURO	100,00%	57 588	57 588	30/06/2017	1 632 KEUR	-	
ATTIJARIWAFA EURO FINANCES	48 600 KEUR	100,00%	502 621	502 621	31/12/2017	48 137 KEURO	-51 KEURO	
COMPAGNIE BANCAIRE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE"CBAO"	11 450 000 KFCFA	4,90%	35 979	35 979	30/06/2017	83 258 992 KFCFA	8 604 616 KFCFA	8 714
CAFIN	1 122 000 KFCFA	100,00%	257 508	257 508	31/12/2018	6 426 160 KFCFA	1 624 261 KFCFA	26 736
KASOVI	50 KUSD	100,00%	1 519 737	1 519 737	31/12/2018	38 016 KUSD	14 091 KUSD	
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI "BIM SA"	20 011 480 KFCFA	66,30%	829 212	829 212	31/12/2018	32 401 000 KFCFA	505 000 KFCFA	
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE " SIB "	10 000 000 KFCFA	51,00%	648 084	648 084	30/06/2017	60 131 658 KFCFA	10175488 KFCFA	78 918
CREDIT DU SENEGAL	10 000 000 KFCFA	95,00%	292 488	292 488	31/12/2017	19 534 000 KFCFA	3 467 000 KFCFA	23 790
CREDIT DU CONGO	10 476 730 KFCFA	91,00%	608 734	608 734	30/06/2017	19 856 475 KFCFA	3 240 139 KFCFA	82 429
UNION GABONAISE DE BANQUES "UGB GABON"	10 000 000 KFCFA	58,71%	848 842	848 842	30/06/2017	29 863 236 KFCFA	5 759 270 KFCFA	82 738
ATTIJARI AFRIQUE PARTICIPATION	10 010 KEUR	100,00%	113 120	113 120	30/09/2018	9 846 KEUR	-12 KEUR	
SOCIETE CAMEROUNAISE DE BANQUE "SCB"	10 540 000 KFCFA	51,00%	379 110	379 110	31/12/2017	51 228 000 KFCFA	10 783 000 KFCFA	45 923
SOCIETE BIA TOGO	9 108 974 KFCFA	66,76%	153 301	153 301	30/06/2018	10 515 000 KFCFA	186 000 KFCFA	
ATTIJARI TCHAD	10 000 000 KFCFA	100,00%	166 908	166 908		-	-	
BANK ASSAFA	350 000	100,00%	350 000	350 000	31/12/2018	184 191	-106 968	
WAFACAMBIO		100,00%	963	963		-	-	
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER		100,00%	5 842	5 842		-	-	
ATTIJARI GLOBAL RESEARCH	1 000	100,00%	1 000	1 000	31/12/2018	3 038	2 038	
ATTIJARI TITRISATION	11 400	100,00%	11 700	2 866	31/12/2018	9 940	7 074	
FT MIFTAH	50 100	100,00%	50 100	50 100	31/12/2018	60 380	9 017	
ATTIJARI AFRICA HOLDING	300	100,00%	300	300	31/12/2018	284	-16	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T044 B - Autres titres de participation			**635 408**	**502 318**				**47 419**
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES	3 415 000	2,72%	62 942	62 942	30/06/2016	3 665 056	126 891	
SONASID	390 000	0,27%	28 391	4 598	31/12/2017	1 934 187	43 723	
ATTIJARIWAFA BANK	2 098 597		623	623		0	0	
BOURSE DE CASABLANCA			32 628	32 628				
AGRAM INVEST	40 060	27,82%	10 938	8 237	31/12/2018	29 611	-1 153	
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	400 000	3,25%	13 000	8 298	31/12/2017	255 240	0	260
BOUZNIKA MARINA			500			0	0	
EUROCHEQUES MAROC	1 500		364	364		0	0	
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE	70 000	18,26%	9 970	7 802	31/12/2018	42 727	1 825	
IMMOBILIERE INTERBANCAIRE "G.P.B.M."	19 005	20,00%	3 801	3 801		0	0	
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)			400	400		0	0	
MOUSSAFIR HOTEL	193 000	33,34%	64 343	64 343	30/06/2017	282 236	10 594	27 384
SALIMA HOLDING	150 000	13,33%	16 600	14 614		0	0	
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER"SAPINO"	60 429	22,69%	13 714	13 714	31/12/2017	209 956	1 616	
TANGER FREE ZONE	335 800	16,95%	58 221	58 221		0	0	3 370
TECHNOLOPARK COMPANY "MITC"	0		8 150	7 784		0	0	
MAROCLEAR	20 000	6,58%	1 342	1 342		0	0	
HAWAZIN	960	12,50%	704	0		0	0	
INTAJ	576	12,50%	1 041	549		0	0	
EXP SERVICES MAROC S.A.	20 000	3,00%	600	600		0	0	
H PARTNERS	1 400 010	7,14%	100 000	39 433	31/12/2017	937 686	0	
MOROCCAN FINANCIAL BOARD	400 000	12,50%	20 000	20 000	31/12/2017	398 839	13 278	
MAROC NUMERIQUE FUND	157 643	20,00%	22 843	7 422	31/12/2017	37 446	0	
FONCIERE EMERGENCE	240 034	8,06%	33 844	25 852	31/12/2017	321 587	0	721
ALTERMED MAGHREB EUR		7,94%	5 247		31/12/2017	432	0	

INTER MUTUELLES ASSISTANCE			894	894		0	0	
WAFA IMA ASSISTANCE	50 000	32,50%	15 356	15 356	31/12/2017	107 986	23 590	2 437
3 P FUND	150 020	5,00%	13 500	9 631	31/12/2017	145 856		
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	198 741		2 583			0	0	
BANQUE MAGHREBINE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE EXTERIEUR "BMICE"	500.000$	1,20%	63 846	63 846		0	0	
FONDS ATTIJARI AFRICA FUNDS MULTI ASSETS	31 EURO		346	346		0	0	
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98 200	22,40%	22 000	22 000		0	0	11 000
SOCIETE INTERBANK	11 500	16,00%	1 840	1 840		0	0	
SGFG SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPÖTS BANCAIRE	1 000		59	59				
SMAEX	37 450	11,42%	4 278	4 278		0	0	
CASA PATRIMOINE			500	500				

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Prouits Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T045 C - Emplois assimilés			**350 693**	**329 971**				
C/C ASSOCIES			334 858	314 138				
AUTRES EMPLOIS ASSIMILEES			15 835	15 835				
T046 Total Général			**19 183 196**	**18 832 707**				**1 601 424**

Exercice 2017

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T043 A - Participations dans les entreprises liées			**18 415 837**	**18 234 081**				**1 475 065**
ATTIJARI FINANCES CORPORATE	10 000	100,00%	10 000	10 000	30/6/17	70 714	58 558	24 000
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S.A."OGM"	1 770 000	50,00%	2 047 900	2 047 900	30/6/17	2 144 392	330 311	169 500
SOMACOVAM	5 000	100,00%	30 000	1 651	31/12/16	1 651	-3 593	
WAFA GESTION	4 900	66,00%	236 369	236 369	30/6/17	104 002	36 347	52 747
ATTIJARI INVEST.	5 000	100,00%	5 000	5 000	31/12/15	67 672	0	
WAFA BOURSE	20 000	100,00%	40 223	40 223		0	0	16 000
WAFA PATRIMOINE	11 400	100,00%	11 700	2 932				
ATTIJARI OPERATIONS	1 000	100,00%	1 000	1 000	31/12/16	795	-51	
ATTIJARI AFRICA	2 000	100,00%	2 000	2 000	31/12/16	18 741	700	
ATTIJARI CIB AFRICA	2 000	100,00%	2 000	2 000	31/12/16	1 752	-76	
ATTIJARI IT AFRICA	1 000	100,00%	1 000	1 000	31/12/16	7 553	1 367	
ATTIJARI PAYMENT PROCESSING	1 000	100,00%	1 000	1 000				
ATTIJARI ASSET MANAGEMENT AAM SA (Sénégal)	1 200 000 FCFA	70,00%	13 889	13 889		0	0	11 023
ATTIJARI SECURITISES CENTRAL AFRICA (ASCA)	1 312 000 FCFA	70,00%	15 351	15 351		0	0	
ATTIJARI IVOIRE SA	32 450 KEUR	66,67%	236 891	236 891	30/6/17	35 387 KEUR	2 937 KEUR	92 384
ATTIJARIWAFA BANK MIDDLE EAST LIMITED	1 000	100,00%	8 194	8 194		0	0	
STE MAROCAINE DE GESTION ET TRAITEMENT INFORMATIQUE "SOMGETI"	300	100,00%	100	100	31/12/16	187	-21	
AGENA MAGHREB	11 000	74,96%	33	0	31/12/16	-6 861	-29	
ATTIJARI CAPITAL DEVELOPEMENT	10 000	100,00%	10 320	2 681		0	0	
ATTIJARI PROTECTION	4 000	83,75%	3 350	3 350	31/12/16	4 289	-13	
BCM CORPORATION	200 000	100,00%	200 000	200 000	30/6/17	242 800	25 316	50 000
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	10 000	50,00%	5 000	5 000	31/12/16	10 406	-14	
DINERS CLUB DU MAROC	1 500	100,00%	1 675	728	31/12/16	728	-123	
MEDI TRADE	1 200	20,00%	240	140	31/12/16	699	-3	
AL MIFTAH	100	100,00%	244	0	31/12/16	-3 135	-286	
WAFA COURTAGE	1 000	100,00%	2 397	2 397	31/12/16	49 107	33 296	20 000
WAFA COMMUNICATION	3 000	85,00%	2 600	225	31/12/16	260	-30	
WAFA FONCIERE	2 000	100,00%	3 700	2 061	31/12/16	2 061	-19	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
WAFA INVESTISSEMENT	55 000	100,00%	46	46	31/12/15	13 907	-11 774	
WAFA SYSTEMES CONSULTING	5 000	99,88%	4 994	4 994	31/12/16	6 195	-545	
WAFA SYSTEMES DATA	1 500	100,00%	1 500	1 173	31/12/16	1 173	-334	
WAFA SYSTEMES FINANCES	2 000	100,00%	2 066	1 451	31/12/16	1 451	-494	
WAFA TRUST	1 500	100,00%	1 500	1 011		0	0	
ATTIJARIWAFA BANK EGYPT	995 129 KEGP	60,00%	3 244 162	3 244 162	30/6/17	4 055 531 KEGP	199 402 KEGP	
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	10 000	100,00%	9 999	9 999	31/12/16	28 962	21 054	15 000
SOCIETE IMMOBILIERE ATTIJARIA AL YOUSSOUFIA	50 000	100,00%	51 449	25 433	31/12/16	25 433	-17	
STE IMMOB.BOULEVARD PASTEUR " SIBP"	300	50,00%	25	25	31/12/16	1 089	-21	
ATTIJARI RECOUVREMENT	3 350	100,00%	11 863	4 502	31/12/16	4 502	-20	
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE SA	15 000	100,00%	15 531	7 851	31/12/16	7 851	-1 372	
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	300	100,00%	5 266	2 877	31/12/16	2 877	-182	
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	300	100,00%	299	299	31/12/16	446	-47	
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	300	100,00%	2 685	488	31/12/16	488	28	
AYK	100	100,00%	100	0	31/12/16	-954	6	
CAPRI	124 000	99,76%	88 400	3 912	31/12/15	-119 599	-16 982	
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TOGO LOME	3 906 000 KFCFA	100,00%	66 761	66 761	31/12/16	3 796 158 KFCFA	-33 822 KFCFA	
ATTIJARI IMMOBILIER	50 000	99,99%	71 686	71 686	30/6/17	63 284	316	
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK "AIB"	2 400 KEUR	100,00%	92 442	92 442	30/6/17	22 826 KEURO	1 296 KEURO	26 443
WAFACASH	35 050	100,00%	324 074	324 074	30/6/17	311 675	66 050	130 000
WAFA IMMOBILIER	50 000	100,00%	164 364	164 364	30/6/17	106 353	49 447	96 000
WAFASALAF	113 180	50,91%	634 783	634 783	30/6/17	1 573 439	145 712	152 727
WAFA LLD	20 000	100,00%	20 000	20 000	30/6/17	39 687	6 069	10 000
WAFABAIL	150 000	58,10%	91 158	91 158	30/6/17	899 249	65 703	38 348
DAR ASSAFAA LITAMWIL	50 000	100,00%	50 510	50 510		0	0	
ANDALUCARTAGE	126 390 KEURO	100,00%	3 937 574	3 937 574	30/6/17	183 504 KEURO	15 707 KEURO	200 176
SUCCURSALE DE BRUXELLES EX BCM	558 KEURO	100,00%	57 588	57 588	30/6/17	1 632 KEUR		
ATTIJARIWAFA EURO FINANCES	48 600 KEUR	100,00%	502 621	502 621	30/6/17	48 168 KEURO	-20 KEURO	
COMPAGNIE BANCAIRE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE"CBAO"	11 450 000 KFCFA	4,90%	35 979	35 979	30/6/17	83 258 992 KFCFA	8 604 616 KFCFA	7 950
CAFIN	1 122 000 KFCFA	100,00%	257 508	257 508	30/6/17	6 420 204 KFCFA	1 555 931 KFCFA	47 743
KASOVI	50 KUSD	100,00%	1 519 737	1 519 737	30/6/17	165 442 KUSD	8 676 KUSD	0
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI "BIM SA"	10 005 740 KFCFA	51,00%	689 599	689 599	30/6/17	23 830 218 KFCFA	1 729 564 KFCFA	
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE " SIB "	10 000 000 KFCFA	51,00%	648 084	648 084	30/6/17	60 131 658 KFCFA	10175488 KFCFA	72 694
CREDIT DU SENEGAL	10 000 000 KFCFA	95,00%	292 488	292 488	30/6/17	17 886 383 KFCFA	1 818 913 KFCFA	26 020
CREDIT DU CONGO	10 476 730 KFCFA	91,00%	608 734	608 734	30/6/17	19 856 475 KFCFA	3 240 139 KFCFA	71 782
UNION GABONAISE DE BANQUES "UGB GABON"	10 000 000 KFCFA	58,71%	848 842	848 842	30/6/17	29 863 236 KFCFA	5 759 270 KFCFA	70 029
ATTIJARI AFRIQUE PARTICIPATION	10 010 KEUR	100,00%	113 120	113 120	30/6/17	9 878 KEUR	-6 KEUR	
SOCIETE CAMEROUNAISE DE BANQUE "SCB"	10 540 000 KFCFA	51,00%	379 110	379 110	30/6/17	37 621 202 KFCFA	5 343 652 KFCFA	74 499

SOCIETE BIA TOGO	9 108 974 KFCFA	66,76%	153 301	153 301	30/6/17	10 813 939 KFCFA	371 602 KFCFA	
ATTIJARI TCHAD	10 000 000 KFCFA	100,00%	166 908	166 908		0	0	
BANK ASSAFA	350 000	100,00%	350 000	350 000				
WAFACAMBIO		100,00%	963	963		0	0	
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER		100,00%	5 842	5 842		0	0	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T044 B - Autres titres de participation			**660 402**	**535 767**				**27 110**
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES	3 415 000	2,72%	62 942	62 942	30/6/16	3 665 056	126 891	
FT MIFTAH	50 100 000	100,00%	50 100	50 100				
SONASID	390 000		28 391	6 947	31/12/16	1 888 010	-62 470	
ATTIJARIWAFA BANK	2 035 272		623	623		0	0	
BOURSE DE CASABLANCA	0		32 628	32 628				
AGRAM INVEST	40 060	27,82%	10 938	8 865	31/12/16	31 869		
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	400 000	3,25%	13 000	8 298		0	0	
BOUZNIKA MARINA	0		500	0		0	0	
EUROCHEQUES MAROC	0		364	364		0	0	
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE	70 000	18,26%	9 970	6 910	31/12/16	37 840	0	
IMMOBILIERE INTERBANCAIRE "G.P.B.M."	19 005	20,00%	3 801	3 801		0	0	
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)	0		400	400		0	0	
MOUSSAFIR HOTELS	193 000	33,34%	64 343	64 343	30/6/17	282 236	10 594	4 028
SALIMA HOLDING	150 000	6,07%	16 600	14 614		0	0	
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER"SAPINO"	60 429	22,69%	13 714	13 714		0	0	
TANGER FREE ZONE	335 800	16,95%	58 221	58 221		0	0	3 370
TECHNOLOPARK COMPANY "MITC"	0		8 150	7 784		0	0	
MAROCLEAR	20 000	6,58%	1 342	1 342		0	0	
HAWAZIN	960	12,50%	704	0		0	0	
INTAJ	576	12,50%	1 041	549		0	0	
EXP SERVICES MAROC S.A.	20 000	3,00%	600	600		0	0	
H PARTNERS	1 400 010	7,14%	100 000	39 433	31/12/15	937 686	0	
MOROCCAN FINANCIAL BOARD	0		20 000	20 000		0	0	
MAROC NUMERIQUE FUND	157 643	20,00%	15 000	9 202	31/12/16	40 762	0	
FONCIERE EMERGENCE	240 034	8,06%	33 844	21 856	31/12/16	271 272	0	
ALTERMED MAGHREB EUR	0	7,94%	5 247	70	31/12/16	886	0	
INTER MUTUELLES ASSISTANCE	0		894	894		0	0	

WAFA IMA ASSISTANCE	50 000		15 356	15 356		0	0	2 112
3 P FUND	150 020	5,00%	11 000	7 805	31/12/16	121 127		
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	198 741		2 583	0		0	0	
BANQUE MAGHREBINE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE EXTERIEUR "BMICE"	500.000$	1,20%	49 583	49 583		0	0	
FONDS ATTIJARI AFRICA FUNDS MULTI ASSETS	31 EURO		346	346		0	0	
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98 200	22,40%	22 000	22 000		0	0	17 600
SOCIETE INTERBANK	11 500	16,00%	1 840	1 840		0	0	
SGFG SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPÖTS BANCAIRE	0		59	59				
SMAEX	37 450	11,42%	4 278	4 278		0	0	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Prouits Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T045 C - Emplois assimilés			**355 694**	**334 971**				
C/C ASSOCIES		0	338 885	318 163				
AUTRES EMPLOIS ASSIMILEES		0	16 809	16 808				
T046 Total Général			**19 431 993**	**19 104 819**				**1 502 175**

Exercice 2016

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Prouits inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T043 A - Participations dans les entreprises liées			**13 027 468**	**12 735 406**				**4 538 422**
ATTIJARI FINANCES CORPORATE	10 000	100,00%	10 000	10 000	31/12/16	40 284	6 962	
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S.A."OGM"	1 770 000	50,00%	2 047 900	2 047 900	31/12/16	1 794 178	434 880	3 660 596
SOMACOVAM	5 000	100,00%	30 000	1 651	31/12/15	5 245	-2 287	
WAFA GESTION	4 900	66,00%	236 369	236 369	31/12/16	147 651	80 030	44 565
ATTIJARI INVEST.	5 000	100,00%	5 000	5 000	31/12/15	67 672		20 000
WAFA BOURSE	20 000	100,00%	40 223	28 810				
BOURSE DE CASABLANCA			32 628	32 628				
ATTIJARI TITRISATION	11 400	66,00%	11 700	8 479	31/12/15	846	-34	
ATTIJARI OPERATIONS	1 000	100,00%	1 000	1 000	31/12/16	795	-51	
ATTIJARI AFRICA	2 000	100,00%	2 000	2 000	31/12/15	18 041	457	
ATTIJARI CIB AFRICA	2 000	100,00%	2 000	2 000	31/12/16	1 752	-76	
ATTIJARI IT AFRICA	1 000	100,00%	1 000	1 000	31/12/15	6 186	1 349	
ATTIJARI PAYMENT PROCESSING	1 000	100,00%	1 000	1 000				
ATTIJARIWAFA BANK MIDDLE EAST LIMITED	1 000	100,00%	8 194	8 194				
ATTIJARI SECURITISES CENTRAL AFRICA (ASCA)	1 312 000 KFCFA	70,00%	15 351	15 351				
STE MAROCAINE DE GESTION ET TRAITEMENT INFORMATIQUE "SOMGETI"	300	100,00%	100	100	31/12/16	187	-21	
AGENA MAGHREB	11 000	74,96%	33	0	31/12/16	-6 861	-29	
ATTIJARI CAPITAL DEVELOPEMENT	10 000	100,00%	10 320	320				
ATTIJARI PROTECTION	4 000	83,75%	3 350	3 350	31/12/16	4 289	-13	
BCM CORPORATION	200 000	100,00%	200 000	200 000	31/12/16	267 437	53 665	40 000
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	10 000	50,00%	5 000	5 000	31/12/15	10 420	-37	
DINERS CLUB DU MAROC	1 500	100,00%	1 675	850	31/12/16	728	-123	
MEDI TRADE	1 200	20,00%	240	140	31/12/16	699	-3	
AL MIFTAH	100	100,00%	243	0	31/12/16	-3 135	-286	
WAFA COURTAGE	1 000	100,00%	2 397	2 397	31/12/16	48 217	32 406	13 000
ATTIJARI RECOUVREMENT	3 350	86,67%	2 600	276	31/12/16	4 502	-20	
WAFA FONCIERE	2 000	100,00%	3 700	1 970	31/12/16	2 061	-19	
WAFA INVESTISSEMENT	55 000	100,00%	46	46	31/12/15	13 907	-11 774	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Prouits inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
WAFA SYSTEMES CONSULTING	5 000	99,88%	4 994	4 994	31/12/16	6 195	-545	
WAFA SYSTEMES DATA	1 500	100,00%	1 500	1 500	31/12/16	1 173	-334	
WAFA SYSTEMES FINANCES	2 000	100,00%	2 066	2 066	31/12/16	1 451	-494	
WAFA TRUST		100,00%	1 500	1 322				
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	10 000	100,00%	9 999	7 908	31/12/15	7 908	201	
SOCIETE IMMOBILIERE ATTIJARIA AL YOUSSOUFIA	50 000	100,00%	51 449	25 450	31/12/15	25 450	-26 112	
STE IMMOB.BOULEVARD PASTEUR " SIBP"	300	50,00%	25	25	31/12/15	1 110	-25	
SOCIETE IMMOBILIERE RANOUIL	3 350	100,00%	11 863	4 548				
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE SA	15 000	100,00%	15 531	9 222	31/12/16	7 851	-1 372	
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	300	100,00%	5 266	3 059	31/12/16	3 059	-182	
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	300	100,00%	299	299	31/12/16	446	-47	
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	300	100,00%	2 685	460	31/12/16	488	28	
AYK	100	100,00%	100	0	31/12/16	-954	6	
CAPRI	124 000	99,76%	187 400	0	31/12/15	-119 599	-16 982	
ATTIJARI IMMOBILIER	50 000	100,00%	71 686	71 686	31/12/16	62 968	1 514	7 000
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK "AIB"	2 400 KEURO	100,00%	92 442	92 442	31/12/16	23 924 KEURO	2 466 KEURO	28 572
WAFACASH	35 050	100,00%	324 074	324 074	31/12/16	380 625	140 680	120 000
WAFA IMMOBILIER	50 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/16	153 209	96 467	92 000
WAFASALAF	113 180	50,91%	634 783	634 783	31/12/16	1 727 727	341 397	162 909
WAFA LLD	20 000	100,00%	20 000	20 000	31/12/16	43 869	11 007	20 000
WAFABAIL	150 000	57,83%	86 983	86 983	31/12/16	899 546	118 972	38 169
DAR ASSAFAA LITAMWIL	50 000	100,00%	50 510	50 510				
ATTIJARI ASSET MANAGEMENT AAM SA (Sénégal)	1 200 000 KFCFA	70,00%	13 889	13 889				
ANDALUCARTAGE	126 390 KEURO	100,00%	1 964 504	1 964 504	31/12/16	176 863 KEURO	13 060 KEURO	
ATTIJARIWAFA EURO FINANCES	48 600 KEURO	100,00%	502 622	502 622	31/12/16	48 188 KEURO	-61 KEURO	
CAFIN	1 122 000 KFCFA	100,00%	257 508	257 508	31/12/16	7 791 959 KFCFA	1 334 815 KFCFA	
KASOVI	50 KUSD	100,00%	1 519 737	1 519 737	31/12/16	20 093 KUSD	-103 KUSD	
COMPAGNIE BANCAIRE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE"CBAO"	11 450 000 KFCFA	4,90%	35 979	35 979	31/12/16	85 531 876 KFCFA	14 005 337 KFCFA	6 766
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI "BIM SA"	5 002 870 KFCFA	51,00%	689 599	689 599	31/12/16	22 101 581 KFCFA	109 454 KFCFA	
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE " SIB "	10 000 000 KFCFA	75,00%	648 084	648 084	31/12/16	59 456 170 KFCFA	17 091 449 KFCFA	70 108
ATTIJARI IVOIRE	32 450 KEURO	100,00%	355 319	355 319	31/12/16	40 488 KEURO	4 999 KEURO	
CREDIT DU SENEGAL	5 000 000 KFCFA	95,00%	292 488	292 488	31/12/16	17 862 994 KFCFA	3 264 589 KFCFA	16 417
CREDIT DU CONGO	7 743 670 KFCFA	91,00%	608 734	608 734	31/12/16	22 519 740 KFCFA	6 509 618 KFCFA	81 483
UNION GABONAISE DE BANQUES "UGB GABON"	10 000 000 KFCFA	58,71%	848 842	848 842	31/12/16	33 303 966 KFCFA	10 949 147 KFCFA	54 981
ATTIJA AFRIQUE PARTICIPATION	10 010 KEURO	100,00%	113 120	113 120	31/12/16	9 884 KEURO	-9 KEURO	
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE	10 000 000 KFCFA	51,00%	379 110	379 110	31/12/16	43 069 457 KFCFA	12 691 880 KFCFA	68 856

CAMEROUN								
SOCIETE BIA TOGO	8 821 551 KFCFA	55,00%	143 872	143 872	31/12/16	11 544 634 KFCFA	1 279 709 KFCFA	
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TOGO LOME	3 906 000 KFCFA	100,00%	66 761	66 761	31/12/16	3 796 158 KFCFA	-33 822 KFCFA	
ATTIJARI TCHAD	10 000 000 KFCFA	100,00%	166 908	166 908				
WAFACAMBIO			963	963				
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER		100,00%	5 842	5 842				

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Prouits inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T044 B - Autres titres de participation			**599 416**	**444 579**				**34 633**
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES	3 415 000	2,72%	92 809	53 223	30/6/15	3 665 056	126 891	3 276
SONASID			28 391	3 826				
ATTIJARIWAFA BANK			623	623				
SINCOMAR	300	47,50%						
AGRAM INVEST	40 060	27,82%	10 938	8 866	31/12/15	32 495	-1 519	
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	400 000	3,25%	13 000	13 000				
BOUZNIKA MARINA			500	0				
EUROCHEQUES MAROC			363	364				
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE	70 000	18,26%	9 970	6 739				
IMMOBILIERE INTERBANCAIRE "G.P.B.M."	19 005	20,00%	3 801	3 801				
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)			400	400				
MOUSSAFIR HOTELS	193 000	33,34%	64 342	64 343	31/12/216	284 669	10 612	10 855
SALIMA HOLDING	150 000	13,33%	16 600	16 600				
S.E.D. FES	10 000	10,00%						
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER"SAPINO"	60 429	22,69%	13 714	13 714				
TANGER FREE ZONE	105 000	25,71%	58 221	58 221				3 559
TECHNOLOPARK COMPANY "MITC"			8 150	7 784				
WORLD TRADE CENTER								
MAROCLEAR	20 000	6,58%	1 342	1 342				
HAWAZIN	960	12,50%	704	0				
INTAJ	576	12,50%	1 041	549				
EXP SERVICES MAROC S.A.	20 000	3,00%	600	600				
H PARTNERS	1 400 010	7,14%	100 000	45 802	31/12/15	937 686		
MOROCCAN FINANCIAL BOARD			20 000	20 000				
MAROC NUMERIQUE FUND	157 643	6,34%	15 000	7 470	31/12/15	32 098		
FONCIERE EMERGENCE	120 017	8,06%	25 721	14 549	31/12/15	180 581		
ALTERMED MAGHREB EUR			5 247	72	30/6/16	909		

INTER MUTUELLES ASSISTANCE			894	894			
WAFA IMA ASSISTANCE			15 356	15 356			1 544
3 P FUND	80 020	5,00%	11 000	8 337	31/12/15	96 762	
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	198 741		2 583	0			
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98 200	22,40%	22 000	22 000			15 400
SOCIETE INTERBANK	11 500	16,00%	1 840	1 840			
SMAEX	37 450	11,42%	4 278	4 278			
BANQUE MAGHREBINE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE EXTERIEUR "BMICE"	500 000 KUSD	1,20%	49 583	49 583			
FONDS ATTIJARI AFRICA FUNDS MULTI ASSETS	31 KEURO		346	346			
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPÖTS BANCAIRE			59	59			

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Prouits Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T045 C - Emplois assimilés			**605 654**	**464 934**				
C/C ASSOCIES			589 819	449 098				
AUTRES EMPLOIS ASSIMILEES			15 835	15 835				
T046 Total Général			**14 232 538**	**13 644 919**				**4 573 055**

II.10. Tableau des immobilisations données en crédit-bail en location avec option d'achat et en location simple (B8)

Au 31.12.2018

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	**834 180**	**311 740**	**38**	**1 145 882**	**35 609**	**473 878**				**395 093**
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	**807 004**	**311 740**	**0**	**1 118 744**	**35 609**	**451 942**				**389 853**
- Crédit-bail mobilier en cours	386			386						386
- Crédit-bail mobilier loué	806 618	311 740		1 118 358	35 609	451 942				389 467
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	**25 647**			**25 647**		**21 936**				**3 711**
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué	25 647			25 647		21 936				3 711
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	**1 529**		**38**	**1 491**						**1 529**
CREANCES EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	**834 180**	**311 740**	**38**	**1 145 882**	**35 609**	**473 878**				**395 093**

Kdh

Au 31.12.2017

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	**649 267**	**186 333**	**1 420**	**834 180**	**30 853**	**439 087**				**395 093**
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	**620 671**	**186 333**		**807 004**	**30 853**	**417 151**				**389 853**
- Crédit-bail mobilier en cours	386			386						386
- Crédit-bail mobilier loué	620 285	186 333		806 618	30 853	417 151				389 467
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	**25 647**			**25 647**		**21 936**				**3 711**
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué	25 647			25 647		21 936				3 711
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	2 949		1 420	1 529						**1 529**
CREANCES EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	**649 267**	**186 333**	**1 420**	**834 180**	**30 853**	**439 087**				**395 093**

Kdh

Au 31.12.2016

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	**2 340 960**		**1 691 694**	**649 266**	**241 790**	**410 301**				**238 965**
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	**2 312 365**		**1 691 694**	**620 671**	**241 790**	**388 366**				**232 305**
- Crédit-bail mobilier en cours	3 465		3 079	386						386
- Crédit-bail mobilier loué	2 308 900		1 688 615	620 285	241 790	388 366				231 920
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	**25 647**			**25 647**		**21 936**				**3 711**
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué	25 647			25 647		21 936				3 711
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	2 949			2 949						**2 949**
CREANCES EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	**2 340 960**		**1 691 694**	**649 266**	**241 790**	**410 301**				**238 965**

Kdh

Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles (B9)

Au 31.12.2018

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**3 646 039**	**350 528**	**198 535**	**3 798 032**	**1 558 341**	**152 902**	**34 515**	**1 676 728**	**2 121 303**
- Droit au bail	319 371	0	5 850	313 521	0	0	0	0	313 521
- Immobilisations en recherche et développement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	3 326 668	350 528	192 685	3 484 511	1 558 341	152 902	34 515	1 676 728	1 807 782
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
									0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**8 153 996**	**709 767**	**306 300**	**8 557 464**	**4 551 002**	**294 755**	**23 669**	**4 822 088**	**3 735 375**
- Immeubles d'exploitation	2 204 813	134 544	214 797	2 124 560	917 224	54 108	977	970 355	1 154 205
. Terrain d'exploitation	466 152	116 077	282	581 947	0	0	0	0	581 947
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	1 686 121	18 467	214 515	1 490 073	869 485	53 174	977	921 682	568 391
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	52 540	0	0	52 540	47 739	934	0	48 673	3 867
- Mobilier et matériel d'exploitation	2 206 515	129 143	13 631	2 322 027	1 825 306	91 417	4 271	1 912 452	409 575
. Mobilier de bureau d'exploitation	440 203	19 045	0	459 248	392 200	11 943	0	404 143	55 105
. Matériel de bureau d'exploitation	885 775	48 999	0	934 774	763 806	30 026	0	793 832	140 942
. Matériel Informatique	872 449	61 068	13 631	919 886	661 623	49 325	4 271	706 677	213 209
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	8 088	31	0	8 119	7 677	123	0	7 800	319
. Autres matériels d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 884 562	117 360	24 077	1 977 845	1 459 905	112 311	604	1 571 612	406 233
- Immobilisations corporelles hors exploitation	1 858 106	328 720	53 795	2 133 032	348 567	36 919	17 817	367 669	1 765 363
. Terrains hors exploitation	811 765	32 219	2 102	841 882	0	0	0	0	841 882
. Immeubles hors exploitation	826 516	287 068	51 677	1 061 907	222 326	27 936	17 801	232 461	829 446
. Mobiliers et matériel hors exploitation	68 179	1 037	0	69 217	48 316	349	0	48 665	20 552
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	151 646	8 396	16	160 026	77 925	8 634	16	86 543	73 483
TOTAL	**11 800 035**	**1 060 296**	**504 835**	**12 355 496**	**6 109 343**	**447 657**	**58 184**	**6 498 816**	**5 856 678**

Kdh

Au 31.12.2017

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**3 228 907**	**417 132**		**3 646 039**	**1 416 759**	**141 582**		**1 558 341**	**2 087 698**
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement	**319 371**			**319 371**					**319 371**
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation									
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	2 909 536	417 132		3 326 668	1 416 759	141 582		1 558 341	1 768 327
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**7 648 255**	**572 226**	**66 486**	**8 153 996**	**4 307 274**	**270 807**	**27 078**	**4 551 002**	**3 602 994**
- Immeubles d'exploitation	2 087 076	158 709	40 972	2 204 813	886 794	54 955	24 525	917 224	1 287 589
. Terrain d'exploitation	440 500	26 440	788	466 152					466 152
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	1 585 414	132 269	31 562	1 686 121	830 880	53 821	15 216	869 485	816 636
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	61 162		8 622	52 540	55 914	1 134	9 309	47 739	4 801
- Mobilier et matériel d'exploitation	2 070 499	143 236	7 220	2 206 515	1 753 877	72 138	708	1 825 306	381 209
. Mobilier de bureau d'exploitation	427 491	17 374	4 662	440 203	382 551	9 649		392 200	48 003
. Matériel de bureau d'exploitation	842 165	43 610		885 775	740 031	23 775		763 806	121 969
. Matériel Informatique	792 596	81 783	1 930	872 449	623 074	38 629	80	661 623	210 826
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	8 247	469	628	8 088	8 220	85	628	7 677	411
. Autres matériels d'exploitation									
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 743 913	140 696	47	1 884 562	1 349 642	110 310	47	1 459 905	424 657
- Immobilisations corporelles hors exploitation	1 746 767	129 585	18 247	1 858 106	316 961	33 404	1 798	348 567	1 509 539
. Terrains hors exploitation	740 776	74 500	3 512	811 765					811 765
. Immeubles hors exploitation	800 697	40 500	14 681	826 516	198 391	25 679	1 744	222 326	604 190
. Mobiliers et matériel hors exploitation	68 040	139		68 179	47 569	747		48 316	19 863
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	137 254	14 446	54	151 646	71 001	6 978	54	77 925	73 721
TOTAL	**10 877 162**	**989 359**	**66 486**	**11 800 035**	**5 724 033**	**412 389**	**27 078**	**6 109 343**	**5 690 692**

Kdh

Au 31.12.2016

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**3 175 479**	**277 305**	**223 877**	**3 228 907**	**1 277 768**	**161 401**	**22 410**	**1 416 759**	**1 812 149**
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement	**314 067**	**5 303**		**319 371**					**319 371**
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation									
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	2 861 412	272 002	223 877	2 909 536	1 277 768	161 401	22 410	1 416 759	1 492 778
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**7 073 183**	**588 545**	**13 474**	**7 648 254**	**4 054 171**	**254 518**	**1 415**	**4 307 274**	**3 340 980**
- Immeubles d'exploitation	1 937 355	150 986	1 265	2 087 075	829 682	57 979	867	886 794	1 200 281
. Terrain d'exploitation	437 321	3 415	236	440 500					440 500
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	1 438 225	147 188		1 585 414	775 429	55 451		830 880	754 533
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	61 808	382	1 028	61 162	54 253	2 527	867	55 914	5 248
- Mobilier et matériel d'exploitation	1 923 889	146 611		2 070 500	1 698 858	55 019		1 753 877	316 623
. Mobilier de bureau d'exploitation	410 705	16 786		427 491	375 731	6 821		382 551	44 940
. Matériel de bureau d'exploitation	797 572	44 593		842 165	720 240	19 791		740 031	102 134
. Matériel Informatique	707 364	85 232		792 596	594 703	28 371		623 074	169 522
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	8 247			8 247	8 184	36		8 220	27
. Autres matériels d'exploitation									
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 610 002	134 141	230	1 743 913	1 241 940	107 933	230	1 349 642	394 271
- Immobilisations corporelles hors exploitation	1 601 938	156 808	11 979	1 746 767	283 692	33 587	318	316 961	1 429 805
. Terrains hors exploitation	597 597	147 174	3 994	740 776					740 776
. Immeubles hors exploitation	808 673		7 976	800 697	172 829	25 879	317	198 391	602 306
. Mobiliers et matériel hors exploitation	67 980	60		68 040	46 651	918		47 569	20 471
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	127 687	9 575	8	137 254	64 212	6 790	1	71 001	66 253
TOTAL	**10 248 662**	**865 851**	**237 351**	**10 877 162**	**5 331 940**	**415 918**	**23 825**	**5 724 033**	**5 153 129**

Tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B9 bis)

Au 31.12.2018

en milliers de Dh

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
	IMMOBILIERS	**64 095**	**20 626**	**43 469**	**84 017**	**42 434**	**1 887**
	TERRAINS	2 384	0	2 384			
	IMMEUBLES	53 543	18778	34 765			
	FRAIS	1 652	1228	424			
	AAI	666	620	46			
	DROIT AU BAIL	5 850	0	5 850			
	MOBILIERS	24 233	8173	16 060	24 233	8 173	
	MATERIEL INFORMATIQUE	13 631	4271	9 360			
	LOGICIEL	10 602	3902	6 700			
TOTAL GENERAL		**88 328**	**28 799**	**59 529**	**108 250**	**50 607**	**1 887**

Au 31.12.2017

en milliers de Dh

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
	IMMOBILIERS	**21 326**	**3 250**	**18 076**	**35 018**	**16 942**	
	TERRAIN	4 300	0	4 300			
	IMMEUBLE	15 878	2 680	13 198			
	AAI	1 047	469	578			
	FRAIS	101	101	0			
TOTAL GENERAL		**21 326**	**3 250**	**18 076**	**35 018**	**16 942**	**0**

Au 31.12.2016

en milliers de Dh

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
	LOGICIELS	**223 877**	**22 410**	**201 467**	**201 467**		
	IMMOBILIERS	**14 467**	**2 216**	**12 252**	**81 936**	**69 684**	
	TERRAIN	4 231		4 231			
	IMMEUBLE	9 005	1 345	7 660			
	AAI	238	231	7			
	FRAIS	994	640	354			
TOTAL GENERAL		**238 345**	**24 626**	**213 718**	**283 403**	**69 684**	**-**

Tableau des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (B10)

DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31.12.2017	Total 31.12.2016
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		1 490	263 930	1 267 916	1 533 336	**4 502 092**
VALEURS DONNEES EN PENSION	**12 031 707**	**2 816 497**			**14 848 204**	**5 211 350**
- au jour le jour	0	2 816 497	0		2 816 497	700 081
- à terme	12 031 707				12 031 707	4 511 269
EMPRUNTS DE TRESORERIE	**950 000**	**2 768 000**	**2 822 835**	**4 403 275**	**10 944 110**	**11 974 851**
- au jour le jour		2158000	69 957		2 227 957	1 546 184
- à terme	950 000	610 000	2 752 878	4 403 275	8 716 153	10 428 667
EMPRUNTS FINANCIERS	1 992			82	2 074	2 074
AUTRES DETTES	45 905	29 690			75 595	73 941
INTERETS COURUS A PAYER					29 355	27 807
TOTAL	**13 029 604**	**5 615 677**	**3 086 765**	**5 671 273**	**27 432 674**	**21 792 115**

Kdh

Tableau des dépôts de la clientèle (B11)

		Secteur privé				
DEPOTS	**Secteur public**	**Entreprises financières**	**Entreprises non financières**	**Autre clientèle**	**Total 31.12.2018**	**Total 31.12.2017**
COMPTES A VUE CREDITEURS	1 790 700	1 218 640	30 277 081	113 678 474	**146 964 895**	**129 555 947**
COMPTES D'EPARGNE	0	0		28 407 065	**28 407 065**	**26 911 023**
DEPOTS A TERME	3 769 500	2 977 293	11 000 782	23 312 239	**41 059 814**	**38 365 648**
AUTRES COMPTES CREDITEURS	187 743	2 845 829	12 094 939	2 311 977	**17 440 488**	**13 248 394**
INTERETS COURUS A PAYER	0	0	0	0	**635 620**	**752 641**
TOTAL	**5 747 943**	**7 041 762**	**53 372 802**	**167 709 755**	**234 507 882**	**208 833 653**

Kdh

Tableaux des provisions (B14) 2016-2018

Exercice 2018

PROVISIONS	Encours 31.12.2017	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31.12.2018
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**8 633 816**	**1 167 559**	**1 685 004**	**3 500**	**8 119 871**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	8 251 238	1 136 611	1 669 415	3 500	7 721 934
Titres de placement	39 090	2 684	10 701		31 073
Titres de participation et emplois assimilés	327 111	28 264	4 888		350 487
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-		-
Autres actifs	16 377	-	-		16 377
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**3 253 154**	**493 340**	**181 694**	**-1 947**	**3 562 853**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	276 676	91 849	55 506	-1 947	311 072
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	2 064 549	205 000	61 110		2 208 439
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	142 666	55 603	42 875		155 394
Provisions pour autres risques et charges	769 263	140 888	22 203		887 948
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	**11 886 970**	**1 660 899**	**1 866 698**	**1 553**	**11 682 724**

Kdh

Exercice 2017

PROVISIONS	Encours 31.12.2016	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31.12.2017
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**8 832 139**	**1 318 901**	**1 506 457**	**-10 767**	**8 633 816**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	8 195 429	1 264 061	1 197 485	-10 767	8 251 238
Titres de placement	32 713	10 754	4 377		39 090
Titres de participation et emplois assimilés	587 620	44 086	304 595		327 111
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-		-
Autres actifs	16 377	-	-		16 377
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**3 165 024**	**519 305**	**481 352**	**50 177**	**3 253 154**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	305 490	73 984	112 776	9 978	276 676
Provisions pour risques de change	907		907		-
Provisions pour risques généraux	1 898 849	165 700			2 064 549
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	135 798	45 322	38 454		142 666
Provisions pour autres risques et charges	823 980	234 299	329 215	40 199	769 263
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	**11 997 163**	**1 838 206**	**1 987 809**	**39 410**	**11 886 970**

Kdh

Exercice 2016

PROVISIONS	Encours 31.12.2015	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31.12.2016
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**8 186 758**	**1 552 504**	**907 122**	**0**	**8 832 140**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	7 495 119	1 472 366	772 055		8 195 429
Titres de placement	30 819	2 459	565		32 713
Titres de participation et emplois assimilés	644 443	77 679	134 502		587 620
Immobilisations en crédit-bail et en location	0				0
Autres actifs	16 377	0			16 377
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**2 761 704**	**508 764**	**103 097**	**-2 348**	**3 165 024**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	284 661	56 672	35 843		305 490
Provisions pour risques de change	5 037		4 130		907
Provisions pour risques généraux	1 798 849	100 000			1 898 849
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	124 349	48 267	36 819		135 798
Provisions pour autres risques et charges	548 808	303 825	26 305	-2 348	823 980
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	**10 948 462**	**2 061 268**	**1 010 219**	**-2 348**	**11 997 163**

Kdh

Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie (B 21) 2018

VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques De l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES			
AUTRES TITRES		**ND**	
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES			
TOTAL	**0**		

Kdh

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes et des engagements par signature reçus couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES	**24 630 063**		
AUTRES TITRES			
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES		Autres valeurs et sûretés	
TOTAL	**24 630 063**		

Kdh

Tableau de concentration des risques sur un même bénéficiaire (B23) 2016-2018

Exercice 2018 **en milliers de Dh**

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
20	63 272 712

Exercice 2017 **en milliers de Dh**

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
17	54 763 809

Exercice 2016 **en milliers de Dh**

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
12	64 613 940

Ventilation du total de l'actif, du passif et de l'hors bilan en monnaie étrangère (B24)

	31/12/2018	31/12/2017
ACTIF :	**34 018 914**	**35 629 927**
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	191 935	159 682
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 265 310	10 226 499
Créances sur la clientèle	5 518 276	4 397 362
Titres de transaction et de placement et d'investissement	6 375 538	6 806 032
Autres actifs	651 923	113 703
Titres de participation et emplois assimilés	14 015 932	13 926 649
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles et corporelles		
PASSIF:	**13 631 000**	**17 040 475**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 996 525	7 330 352
Dépôts de la clientèle	7 449 214	8 786 632
Titres de créance émis		
Autres passifs	185 261	923 491
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Capital et réserves		
Provisions		
Report à nouveau		
Résultat net		
HORS BILAN :	**57 151 796**	**60 343 017**
Engagements donnés	40 470 682	42 054 981
Engagements reçus	16 681 114	18 288 036

Kdh

Résultat des opérations de marché (B28)

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2018	31/12/2017
+ Gains sur les titres de transaction	2 195 530	1 994 475
- Pertes sur les titres de transaction	517 035	365 293
Résultat des opérations sur titres de transaction	**1 678 495**	**1 629 182**
+ Plus value de cession sur titres de placement	31	9
+ Reprise de provisions sur dépréciation des titres de placement	10 700	4 377
- Moins value de cession sur titres de placement	4 295	
- Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	2 684	10 753
Résultat des opérations sur titres de placement	**3 752**	**-6 367**
+ Gains sur opérations de change virement	1 024 610	1 608 702
+ Gains sur opérations de change billets	96 954	100 026
- Pertes sur opérations de change virement	375 135	1 068 310
- Pertes sur lopérations de change billets	15 681	4 841
Résultat des opérations de change	**730 748**	**635 577**
+ Gains sur les produits dérivés de taux d'intérêt	158 923	44 826
+ Gains sur les produits dérivés de cours de change		211 478
+ Gains sur les produits dérivés d'autres instruments	304 537	306 140
- Pertes sur les produits dérivés de taux d'intérêt		23 967
- Pertes sur les produits dérivés de cours de change	70 028	128 219
- Pertes sur les produits dérivés d'autres instruments	356 999	308 420
Résultat des opérations sur les produits dérivés	**36 433**	**101 838**

Kdh

Tableau de répartition du capital (C1) au 31 décembre 2018

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précedent	Exercice actuel	
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS				
* AL MADA	ANGLE RUES D'ALGER ET DUHAUME CASA	97 433 137	97 433 137	46,43%
* GROUPE MAMDA & MCMA	16 RUE ABOU INANE RABAT	15 597 202	15 597 202	7,43%
* WAFA ASSURANCE	1 RUE ABDELMOUMEN CASA	13 226 583	13 226 583	6,30%
* REGIME COLLECTIF D'ALLOCATION ET DE RETRAITE (*)	Hay Riad - B.P 20 38 - Rabat Maroc	10 417 416	13 517 260	6,44%
* CIMR	BD ABDELMOUMEN CASA	7 860 780	7 860 780	3,75%
* CAISSE MAROCAINE DE RETRAITE	140 PLACE MY EL HASSAN RABAT	4 405 769	4 405 769	2,10%
* CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	140 PLACE MY EL HASSAN RABAT	3 576 531	3 576 531	1,70%
* RMA WATANIYA	83 AVENUE DES FAR CASA	2 683 942	2 683 942	1,28%
* PERSONNEL DE LA BANQUE	**********	1 462 560	6 497 329	3,10%
* AXA ASSURANCES MAROC	120 AVENUE HASSAN II CASA	1 551 495	1 551 495	0,74%
* OPCVM ET AUTRES DIVERS ACTIONNAIRES	**********	35 893 881	32 794 037	15,63%
B- ACTIONNAIRES ÉTRANGERS				
SANTUSA HOLDING	PASEO DE LA CASTELLANA N° 24 MADRID (ESPAGNE)	10 715 614	10 715 614	5,11%
TOTAL		**203 527 226**	**209 859 679**	**100,00%**

Kdh

Tableau d'affectation des résultats (C2) 2016-2018

Exercice 2018 **en milliers de Dh**

Montants			Montants
A- Origine des résultats affectés		**B- Affectation des résultats**	
Report à nouveau	468	Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	2544090
Résultat net de l'exercice	4158011	Autres affectations	1614000
Prélèvement sur les bénéfices		Report à nouveau	389
Autres prélèvements			
TOTAL A	**4 158 479**	**TOTAL B**	**4 158 479**

Exercice 2017 **en milliers de Dh**

Montants			Montants
A- Origine des résultats affectés		**B- Affectation des résultats**	
Report à nouveau	160	Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	2 442 327
Résultat net de l'exercice	6 935 048	Autres affectations	4 492 413
Prélèvement sur les bénéfices		Report à nouveau	468
Autres prélèvements			
TOTAL A	**6 935 208**	**TOTAL B**	**6 935 208**

Exercice 2016 **en milliers de Dh**

Montants			Montants
A- Origine des résultats affectés		**B- Affectation des résultats**	
Report à nouveau	6 351	Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	2 238 799
Résultat net de l'exercice	3 665 418	Autres affectations	1 432 810
Prélèvement sur les bénéfices		Report à nouveau	160
Autres prélèvements			
TOTAL A	**3 671 769**		**3 671 769**

Tableau des datations et événements postérieurs au dernier exercice clos (C4) 2018

I. DATATION

. Date de clôture (1)

31 DECEMBRE 2018

. Date d'établissement des états de synthèse (2)

Mars 2019

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables **N E A N T** Défavorables **N E A N T**

III. NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES – COMPTES CONSOLIDES IFRS

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards-IFRS-) ont été appliquées aux comptes consolidés du Groupe ATTIJARIWAFA BANK à compter du 1er semestre 2007 avec bilan d'ouverture au 1er janvier 2006.

Dans les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2017, le Groupe ATTIJARIWAFA BANK a appliqué les normes et principes de l'International Accounting Standards Board (IASB) dont l'application est obligatoire.

Principe de consolidation

Norme

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités étrangères et nationales dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

De même, le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini « entités ad hoc » contrôlées par l'établissement de crédit assujetti, et ce même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Options retenues par Attijariwafa bank

Le groupe ATTIJARIWAFA BANK intègre dans son périmètre de consolidation les entités dont :

- il détient, directement ou indirectement, au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels ;
- les chiffres consolidés remplissent une des limites suivantes :
  - ✓ le total bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total bilan consolidé ;
  - ✓ la situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette consolidée ;
  - ✓ le chiffre d'affaires ou produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires consolidés.

Les OPCVM dédiés sont consolidés conformément à IFRS 10 qui explicite la consolidation des entités ad hoc et plus particulièrement les fonds sous contrôle exclusif.

Enfin, sont exclues du périmètre de consolidation, les entités contrôlées ou sous influence notable dont les titres sont détenus en vue d'une cession à brève échéance.

Les immobilisations corporelles

Norme

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes : Le modèle du coût ou le modèle de la réévaluation.

Le modèle du coût

Le coût correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Le modèle de la réévaluation

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, une immobilisation corporelle dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable doit être comptabilisée à son montant réévalué. Il s'agit de sa juste valeur à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur ultérieures.

L'approche par composants correspond à la décomposition d'une immobilisation corporelle selon ses composants (constituants) les plus significatifs. Ils doivent être comptabilisés séparément et amortis de façon systématique sur la base de leurs durées d'utilité propres, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques y afférents.

La durée d'utilité représente la durée d'amortissement des immobilisations en normes IFRS.

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle est le prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

Les coûts d'emprunt

La norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » ne permet pas de comptabiliser immédiatement en charges les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible. L'ensemble de ces coûts d'emprunt doit être incorporé dans le coût de l'actif. Les autres coûts d'emprunts doivent être comptabilisés en charges.

Options retenues par Attijariwafa bank

La norme Groupe est de retenir le modèle du coût. Toutefois, l'option de juste valeur pourrait être utilisée sans justification de ce choix avec comme contre-partie un compte de capitaux propres.

ATTIJARIWAFA BANK a décidé de ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés en normes IFRS.

Au niveau de l'approche par composants, le Groupe a décidé de ne pas isoler des composants dont la valeur brute est inférieure à 1 000 KMAD.

Le coût historique d'origine est décomposé selon la répartition du coût à neuf en fonction des données techniques.

Valeur résiduelle

La valeur résiduelle des composants autres que le terrain est supposée nulle. En effet, la valeur résiduelle est logée au niveau de la composante pérenne du bien qui n'est autre que le terrain (qui par sa nature n'est pas amortissable).

Immeubles de placement

Normes

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou bien profiter des deux.

Un immeuble de placement génère des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs détenus par l'entreprise, contrairement à la production ou la fourniture de biens ou de services constituant l'objet principal de l'utilisation d'un bien immobilier occupé par son propriétaire.

Une entité a le choix entre :

- **Le modèle de la juste valeur :** si l'entité opte pour ce traitement, il doit être applicable à l'ensembledes immeubles de placement;
- **Le modèle du coût amorti.**

Dans les deux cas, une estimation de la juste valeur des immeubles de placement reste obligatoire, pour la comptabilisation au bilan ou la présentation en annexes.

Seul le passage du modèle du coût au modèle de la juste valeur est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank

Les immeubles de placement sont représentés par l'ensemble des immeubles hors exploitation hormis les immeubles destinés au personnel et les immeubles destinés à être vendus dans un délai d'un an.

La norme Groupe est aussi de retenir tous les immeubles d'exploitation loués à des sociétés hors Groupe.

Pour la valorisation des immeubles de placement, l'option retenue par ATTIJARIWAFA BANK est le coût historique corrigé selon l'approche par composants. L'information de la juste valeur devrait être présentée en annexes.

Immobilisations incorporelles :

Norme

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique.

Un actif incorporel satisfait au critère d'identifiabilité lorsqu'il :

- est séparable, c'est-à-dire qu'il peut être séparé de l'entité et être vendu, transféré, concédé par licence, loué ou échangé, soit de façon individuelle, soit dans le cadre d'un contrat, avec un actif ou un passif lié ; ou
- résulte de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que ces droits soient ou non cessibles ou séparables de l'entité ou d'autres droits et obligations.

Deux méthodes d'évaluation sont possibles :

- le modèle du coût ;
- le modèle de la réévaluation. Ce traitement est applicable si le marché est actif.

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle dépend de sa durée d'utilité. Une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie et est soumise à un test de dépréciation au minimum à chaque clôture annuelle. Par contre, une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée est amortie sur cette durée.

Une immobilisation incorporelle produite en interne est comptabilisée si elle est classée, dès la phase de recherche et développement, en tant qu'immobilisation.

Options retenues par Attijariwafa bank

La norme Groupe consiste à ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Les frais d'acquisition non encore amortis en tant que charges à répartir au 01/01/06 ont été retraités en contrepartie des capitaux propres.

Droit au bail :

Les droits au bail comptabilisés en comptes sociaux ne sont pas amortis. En comptes consolidés, ils font l'objet d'un plan amortissement selon leur durée d'utilité.

Fonds de commerce :

Les fonds de commerce comptabilisés au niveau des comptes sociaux des différentes entités consolidées ont fait l'objet de revue pour valider le mode de leur comptabilisation dans le cadre des normes IAS/IFRS.

Logiciels :

Les durées de vie des logiciels utilisés sont différenciées selon la nature des logiciels concernés (logiciels d'exploitation ou logiciels de bureautique).

Valorisation des logiciels développés en interne :

La direction des Systèmes d'Information Groupe fournit les éléments nécessaires à la valorisation des logiciels développés en interne. Dans le cas où la valorisation n'est pas fiable, aucune immobilisation n'est à enregistrer.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes : sont selon leur valeur enregistrés en charges ou intégrés au coût d'acquisition.

Le suivi de plans d'amortissement distincts entre les comptes sociaux et les comptes IFRS est effectué dès lors que l'écart est supérieur à 1000 KMAD.

Goodwill

Norme

Coût d'un regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition selon laquelle le coût d'acquisition correspond à la contrepartie transférée pour obtenir le contrôle.

L'acquéreur doit évaluer le coût d'acquisition comme :

- le total des justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise;
- les autres coûts directement attribuables éventuellement au regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

La date de l'acquisition est la date à laquelle l'acquéreur obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

Affectation du coût d'un regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est ainsi constatée au niveau du Goodwill.

Comptabilisation du Goodwill

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition comptabiliser le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises en tant qu'actif.

- Evaluation initiale : ce goodwill devra être évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
- Evaluation ultérieure : Après la comptabilisation initiale, l'acquéreur doit évaluer le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur constaté éventuellement lors des tests de dépréciation opérés annuellement ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause sa valeur comptabilisée à l'actif.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur doit comptabiliser le regroupement en utilisant ces valeurs provisoires. L'acquéreur doit comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale au cours de la période d'évaluation au-delà de laquelle aucun ajustement n'est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank

- option prise de ne pas retraiter les Goodwill existants au 31/12/05, et ce conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS » ;
- arrêt d'amortissement des Goodwill, car leur durée de vie est indéfinie selon la norme IFRS 3 révisée « regroupement d'entreprises » ;

- des tests de dépréciation réguliers doivent être effectués pour s'assurer que la valeur comptable des Goodwill est inferieure à leur valeur recouvrable. Dans le cas contraire, une dépréciation devrait être constatée ;
- les Unités Génératrices de Trésorerie sont définies à l'image des informations sectorielles à présenter au niveau du Groupe ;
- la valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des frais de cession. Cette notion intervient dans les tests de dépréciation d'actifs conformément à la norme comptable IAS 36. Si le test de dépréciation de l'actif met en exergue une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable, il convient de déprécier la valeur de l'actif de la différence entre ces deux valeurs.

Stocks

Norme

Les stocks sont des actifs :

- détenus pour être vendus pendant le cycle normal de l'activité ;
- en cours de production dans le but d'une vente future ;
- sous forme de matières premières ou de fournitures devant être consommées au cours du processus de production ou de prestation de services.

Les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal de l'activité, diminué des :

- coûts estimés pour l'achèvement ;
- coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Options retenues par Attijariwafa bank

Les stocks sont valorisés selon la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré.

Contrats de location

Norme

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il faut faire la distinction entre :

- un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis/loué diminué/augmenté des commissions versées/perçues et tout autres frais inhérents à l'opération. Le taux d'arrêté étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE)

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie,
- et, la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux).

Options retenues par Attijariwafa bank

Pour les contrats de location simple donnés, dont les durées sont déterminées et renouvelables par tacite reconduction, aucun retraitement n'est à faire.

Les contrats de location-longues durées sont considérés comme des contrats de location simple.

Les contrats de Leasing sont des contrats de location-financement. ATTIJARIWAFA BANK est le bailleur. La banque ne comptabilise dans ses comptes que sa part dans le contrat.

A la date de début de contrat, les loyers relatifs aux contrats de location à durée indéterminée et aux contrats de leasing sont actualisés au taux d'intérêt effectif (TIE). Leur somme correspond au montant initial de financement.

Actifs et passifs financiers (Prêts, emprunts, dépôts)

Norme

Prêts & Créances

Le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier correspond au montant auquel cet instrument a été évalué lors de sa comptabilisation initiale :

- diminué des remboursements en principal ;
- majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre ce montant initial et le montant du remboursement à l'échéance ;
- diminué de toutes les réductions pour dépréciations ou irrécouvrabilité.

Ce calcul doit inclure l'ensemble des commissions et autres montants payés ou reçus directement attribuables aux crédits, les coûts de transaction et toute décote ou surcote.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances

Une provision est constituée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation sur des prêts classés en prêts et créances.

Les provisions sont déterminées par différence entre la valeur nette comptable du prêt et le montant recouvrable estimé.

Ces dépréciations sont appliquées sur base individuelle et sur base collective.

Provision pour dépréciation sur base individuelle

Dans le cas d'un prêt faisant l'objet d'impayés, les pertes sont déterminées sur la base de la somme des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés aux taux effectif d'origine du prêt. Les flux futurs tiennent compte de l'évaluation des garanties reçues et des coûts de recouvrement.

Dans le cas d'un prêt sans impayé mais dont des indices objectifs de dépréciation indiquent des difficultés à venir, le Groupea recours à des statistiques historiques de pertes pour des prêts comparables afin d'estimer et de positionner les flux futurs.

Provisions pour dépréciation sur base collective

Lorsque le test de dépréciation individuel des créances ne révèle pas l'existence d'indices objectifs de dépréciation, celles-ci sont regroupées par ensembles homogènes et de caractéristiques de risque de crédit similaires, afin d'être soumises à un test de dépréciation collectif.

Emprunt et dépôt

Lors de sa mise en place, un dépôt ou un emprunt classé en IFRS dans la catégorie « Autres passifs financiers » doit être évalué initialement au bilan à sa juste valeur augmentée ou minorée :

- des coûts de transaction (ils correspondent aux coûts d'acquisition externes directement attribuables à l'opération),

- des commissions perçues correspondant à «des honoraires qui font partie intégrante du taux de rendement effectif du dépôt ou de l'emprunt.

Les dépôts et emprunts classés en IFRS dans la catégorie « Autres passifs financiers » font l'objet en date d'arrêté d'une évaluation ultérieure au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (taux actuariel).

Les dépôts classés en IFRS dans la catégorie « Passifs détenus à des fins de transaction » font l'objet en date d'arrêté d'une évaluation ultérieure à la juste valeur. La juste valeur du dépôt est calculée intérêts courus exclus.

Un dépôt ou un emprunt peut être le contrat hôte d'un dérivé incorporé. Dans certaines conditions, le dérivé incorporé doit être séparé du contrat hôte et comptabilisé selon les principes applicables aux dérivés. Cette analyse doit être menée à l'initiation du contrat sur la base des clauses contractuelles.

Options retenues par Attijariwafa bank

Prêts & créances

La norme Groupe consiste en l'application du coût amorti à l'ensemble des crédits à plus d'un an en fonction de leur importance significative. Les crédits à moins d'un an sont maintenus au coût historique.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances :

La base de dépréciation individuelle des prêts & créances a maintenu les critères adoptés par Bank Al-Maghrib dans sa circulaire n° 19/G/2002.

La base de dépréciation collective des prêts & créances a été adaptée en fonction de l'activité de chacune des entités du Groupe et a concerné les créances saines.

Provisions individuelles

Le Groupe ATTIJARIWAFA BANK a développé des modèles statistiques, spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions individuelles sur la base des :

- Historiques de recouvrement des créances en souffrance ;
- Eléments à la disposition des entités de recouvrement pour les créances en souffrance présentant des montants relativement significatifs ;
- Garanties et sûretés détenues.

Provisions collectives

Le Groupe ATTIJARIWAFA BANK a développé des modèles statistiques spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions collectives sur la base des historiques de transformation des créances saines en créances en souffrance.

Emprunt

Les dettes et dépôts sont ventilés par nature entre les différentes catégories « Passifs financiers » / « Passifs de trading » / « Passifs à la juste valeur sur option ».

Dépôts

Les dépôts à vue

Pour les dépôts à vue, le Groupe ATTIJARIWAFA BANK applique la norme IAS 39 §49. La juste valeur d'un dépôt à vue ne peut être inférieure au montant payable sur demande. Elle est actualisée à partir de la première date où le paiement de ce montant pourrait être exigé.

Les dépôts rémunérés

Dépôts rémunérés à des taux de marché : la juste valeur correspond à la valeur nominale, sous réserve de la non significativité des coûts marginaux de transaction.

Il est nécessaire de conserver les historiques de taux sur 10 ans afin de pouvoir justifier que les taux correspondent à des taux de marché d'origine.

Dépôts rémunérés à des taux hors marché : la juste valeur est constituée de la valeur nominale et d'une décote.

Les comptes sur carnet

Le taux appliqué est réglementé pour la grande majorité des établissements de crédit de la place. Il est de ce fait, réputé être un taux de marché.

Par conséquent, aucun retraitement IFRS n'a été prévu pour les comptes sur carnet.

Les produits de collecte doivent être classés dans la catégorie des « autres passifs ».

III.1. Titres

Norme

La norme IAS 39 définit quatre catégories d'actifs applicables aux titres :

- Titres de transaction (Actifs financiers à la juste valeur par résultat) ;
- Titres disponibles à la vente (Available For Sale – AFS) ;
- Titres détenus jusqu'à l'échéance (Held To Maturity – HTM) ;
- Prêts et créances (catégorie ouverte aux titres non cotés sur un marché actif souscrits directement auprès de l'émetteur).

Les titres sont classés en fonction de l'intention de gestion

III.1.1. Titres du portefeuille de Transaction : Actifs financiers à la juste valeur par résultat (affectation par nature ou sur option)

Selon la norme IAS 39.9, les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat sont des actifs ou passifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste.

Tous les instruments dérivés sont des actifs (ou passifs) financiers à la juste valeur par résultat, sauf lorsqu'ils sont désignés en couverture.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation.

III.1.2. Titres du portefeuille "Available For Sale" : "Disponible à la vente"

Cette catégorie de titre concerne : les titres de placement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation non consolidés et les autres titres détenus à long terme.

Aussi, la norme stipule que sont classés dans cette catégorie les actifs et passifs qui ne répondent pas aux conditions de classification exigées par les trois autres catégories.

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en "disponibles à la vente" sont enregistrées en capitaux propres (recyclables). L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote / décote des titres à revenus fixes est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative sera enregistrée en résultat.

III.1.3.Titres du portefeuille "Held To Maturity" : "Détenus jusqu'à l'échéance"

La catégorie "Titres détenus jusqu'à l'échéance" est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la déclassification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans).

La comptabilisation est au coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE). La valeur de recouvrement estimée est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater..

III.1.4.Titres du portefeuille "Prêts et créances"

La catégorie «Prêts et créances» est ouverte aux actifs financiers non cotés et non destinés à être cédés et que l'Etablissement a l'intention de conserver durablement.

Ces titres sont comptabilisés au coût amorti (selon méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE)

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank

Classification des portefeuilles

Attijariwafa bank et autres entités hors compagnie d'assurance

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
Portefeuilles de Trading de la Salle des Marchés	- Bons du Trésor négociables classés en portefeuille de placement - Obligations et autres titres de créances négociables - Titres de participation	Bons du Trésor	- Dette CAM - Dette CIH

III.1.5.Prêts/emprunts de titres et titres donnés / reçus en pension :

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé en « Passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

III.1.6.Actions propres :

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante Attijariwafa Bank. Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés, aussi les résultats y afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Dérivés :

Norme :

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39 et qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur varie en fonction d'une variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat (parfois appelé le « sous-jacent »).
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ; et
- il est réglé à une date future.

Un instrument de couverture est un dérivé désigné ou (pour une couverture du seul risque de variation des taux de change) un actif ou passif financier désigné non dérivé dont on s'attend à ce que la juste valeur ou les flux de trésorerie compensent les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert désigné.

Options retenues par ATTIJARIWAFA BANK

Le Groupe ATTIJARIWAFA BANK n'utilise pas à ce jour de dérivés de couverture. Il n'est donc pas soumis aux dispositions de la comptabilité de couverture.

L'ensemble des opérations faisant appel à des dérivés (dans leur large panel) est comptabilisé en actifs/passifs à la juste valeur par résultat.

Dérivés incorporés :

Norme :

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

La norme IAS39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas comptabilisé à sa juste valeur ;

- séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation en effectuant la différence entre la juste valeur du contrat hybride (= coût) et la juste valeur du dérivé incorporé.

Options retenues par ATTIJARIWAFA BANK

Si le résultat de chiffrage des dérivés incorporés à la juste valeurfait ressortir un impact significatif, le dérivé incorporé est à comptabiliser sous la rubrique « actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

La juste valeur :

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée sur le marché principal (oule plus avantageux) à la date d'évaluationselon les conditions courantes du marché (i.e. un prix de sortie), que ce prix soit directement observable ou estimé en utilisant une autre technique d'évaluation.

IFRS 13 présente une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données d'entrée de niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (données d'entrée de niveau 3).

Données d'entrée de niveau 1

Les données d'entrée de niveau 1 s'entendent des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Un prix coté dans un marché actif fournit la preuve la plus fiable de la juste valeur et doit être utilisée sans ajustement pour évaluer la juste valeur lorsque disponible, sauf dans des cas spécifiques précisés dans la norme (§ 79).

Données d'entrée de niveau 2

Les données d'entrée de niveau 2 sont des données d'entrée, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent :

- les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- les données d'entrée autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple, les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels, les volatilités implicites, les différentiels de taux.

Les ajustements apportés aux données d'entrée de niveau 2 varient selon des facteurs spécifiques à l'actif ou au passif. Ces facteurs incluent : l'état de l'actif ou l'endroit où il se trouve, la mesure dans laquelle les données d'entrée ont trait à des éléments comparables à l'actif ou au passif, ainsi que le volume et le niveau d'activité sur les marchés où ces données d'entrée sont observées.

Un ajustement qui est significatif pour la juste valeur dans son ensemble peut donner lieu à une évaluation de la juste valeur classée au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur si l'ajustement utilise des données d'entrée importantes non observables.

Données d'entrée de niveau 3

Les données d'entrée de niveau 3 sont les données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables. Ces données d'entrée non observables doivent être utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où il n'y a pas de données d'entrée observables disponibles, ce qui rend possible l'évaluation dans les cas où il n'y a pas, ou presque pas, d'activité sur les marchés

pour l'actif ou le passif à la date d'évaluation. Cependant, l'objectif de l'évaluation de la juste valeur demeure le même, à savoir l'estimation d'un prix de sortie du point de vue d'un intervenant du marché qui détient l'actif ou qui doit le passif. Ainsi, les données d'entrée non observables doivent refléter les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, y compris les hypothèses concernant le risque.

La valeur de marché est déterminée par le Groupe :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif,
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à des méthodes de calculmathématiques fondées sur des théories financières reconnues et des paramètres demarché observables :
    - CAS 1: Instruments traités sur des marchés actifs

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus pour la détermination de la valeur de marché. Sont ainsi valorisés les titres cotés et les dérivés sur marchés organisés comme les futures et les options. La majorité des dérivés de gré à gré, swaps et options simples, est traitée sur des marchés actifs, leur valorisation est opérée par des modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et fondés sur des prix de marché cotés d'instruments ou de sous-jacents similaires.

- CAS 2: Instruments traités sur des marchés inactifs

Produits traités sur un marché inactif valorisés avec un modèle interne fondé sur des paramètres directement observables ou déduits de données observables.

Certains instruments financiers, bien que n'étant pas traités sur des marchés actifs, sont valorisés selon des méthodes fondées sur des paramètres observables sur les marchés.

Les modèles utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options, les taux de défaut et hypothèses de pertes obtenues à partir de données de consensus ou à partir des marchés actifs de gré à gré.

III.2. Assurance

Norme

Contrat d'assurance

Les principales dispositions des contrats d'assurance sont récapitulées ci-après :

- La possibilité de continuer à comptabiliser ces contrats selon les principes comptables actuels, en distinguant les trois contrats d'assurance selon IFRS 4 :

1. Les contrats d'assurance purs
2. Les contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices
3. Et les passifs relatifs aux autres contrats financiers, qui relèvent de la norme IAS 39, sont comptabilisés dans le poste « Dettes envers la clientèle ».

- L'obligation de séparer et de comptabiliser en juste valeur par résultat les dérivés incorporés qui ne bénéficieraient pas d'une exemption selon IFRS 4 ;
- L'obligation de mettre en œuvre un test de suffisance des passifs d'assurance comptabilisés et un test de dépréciation relatif aux actifs au titre des cessions en réassurance ;
- Un actif des cessions en réassurance est déprécié, en comptabilisant en résultat cette perte de valeur, si et seulement si :
  - ✓ il existe des preuves tangibles, par suite d'un événement survenu après la comptabilisation initiale de l'actif au titre des cessions en réassurance, qui font que la cédante ne recevrait pas l'intégralité des cash flows contractuels ;
  - ✓ cet événement a un impact évaluable de façon fiable sur les montants que la cédante recevrait du réassureur.
- L'obligation pour un assureur de conserver les passifs d'assurance dans son bilan jusqu'à leur acquittement, annulation, ou expiration, et de présenter les passifs d'assurance sans les compenser par rapport aux actifs au titre des cessions en réassurance.
- L'obligation de constater un nouveau passif d'assurance en IFRS 4 « shadow accounting » appelé la participation des assurés aux bénéfices différée et qui représente la quote-part revenant aux assurés des plus values latentes des actifs affectés aux contrats financiers, prise en charge par la norme IAS 39.

Options retenues par ATTIJARIWAFA BANK

Contrat d'assurance :

Un test de suffisance de passif a déjà été mis en œuvre par Wafa Assurance qui a fait appel à un actuaire externe pour l'évaluation de ses provisions techniques.

La provision pour fluctuations de sinistralité relative aux contrats d'assurance non vie est à éliminer.

Placement de l'assurance

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
Les OPCVM non consolidés	- Les actions et parts sociales - Les participations dans les SCI (Panorama…). - Les bons de trésor, les obligations non cotés…	Néant	- Les prêts immobilisés

III.3. Provisions du passif

Norme

Une provision doit être comptabilisée lorsque :

- L'Entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé,
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Si ces conditions ne sont pas réunies, aucune provision ne doit être comptabilisée.

En IFRS, lorsque la sortie probable de ressources est prévue dans un horizon dépassant une année, l'actualisation des provisions pour risques et charges est obligatoire.

En IFRS les passifs éventuels, hors regroupements d'entreprises, ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est impérative lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le Groupe a procédé à l'analyse de l'ensemble des provisions pour risques et leur :

- Affectation aux natures de risques inhérents ;
- Revue de valorisation et comptabilisation selon les dispositions des normes IFRS.

III.4. Impôt exigible et impôt différé

Norme

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif ou passif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale.

Il est probable que l'entreprise dispose d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer une différence temporelle déductible :

- lorsqu'il y aura suffisamment de différences temporelles imposables relevant de la même autorité et relatives à la même entité imposable et dont on attend à ce qu'elles s'inversent ;
- lorsqu'il est probable que l'entreprise dégage un bénéfice imposable suffisant relevant de la même administration fiscale et pour la même entité imposable au cours des exercices appropriés ;
- la gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

La norme interdit l'actualisation des impôts différés.

Options retenues par Attijariwafa bank

III.4.1. Appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

III.4.2. Comptabilisation d'impôt différé passif au titre des différences temporaires relatives à des immobilisations incorporelles générées dans le cadre d'un regroupement d'entreprise

Les écarts d'évaluation liés à des immobilisations incorporelles crées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et non cessibles séparément de l'entreprise acquise génèrent un impôt différé passif, et ce même si ces immobilisations ont des durées de vie indéfinies.

III.4.3. Impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés

Comptabilisation obligatoire d'un impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés dès lors que ces différences temporaires devraient se résorber dans un avenir prévisible et que le recouvrement de l'actif d'impôt différé est probable.

III.4.4. Possibilité de corrigé le goodwill si un impôt différé est identifié après la période admise en IFRS pour la régularisation :

Un actif d'impôt différé considéré comme non identifiable à la date d'acquisition et ultérieurement réalisé, est comptabilisé en résultat consolidé et l'écart d'acquisition est corrigé de manière rétrospective même après l'expiration du délai d'affectation. L'impact de cette correction étant également comptabilisé en résultat consolidé.

III.4.5. Impôts différés initialement comptabilisés en capitaux propres :

Comptabilisation de l'impact des changements de taux d'impôt et/ou de modalités d'imposition en capitaux propres.

III.5. Avantages au Personnel

Norme

L'objectif de la présente norme est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et des informations à fournir à leur sujet. La présente norme doit être appliquée à la comptabilisation, par l'employeur, de tous les avantages du personnel sauf ceux auxquels s'applique l'IFRS 2. Ces avantages comprennent notamment ceux accordés en vertu :

- de régime ou autre accord formel établi entre une entité et des membres du personnel, pris individuellement ou collectivement, ou leur représentant ;
- de dispositions légales ou d'accords sectoriels au terme desquels les entités sont tenues de cotiser à un régime national ou sectoriel, ou à un régime multi employeurs ;
- d'usages qui donnent lieu à une obligation implicite et ceci lorsque l'entité n'a pas d'autre solution réaliste que de payer les avantages du personnel.

Les avantages du personnel sont les contreparties de toutes formes accordées par une entité pour les services rendus par les membres de son personnel ou pour la cessation de leur emploi. Ils comprennent 4 catégories :.

III.5.1. Les avantages à court terme

Ce sont les avantages du personnel (autres que les indemnités de cessation d'emploi) dont le règlement intégral est attendu dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont rendu les services correspondant.

Ex : les salaires et les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels et congés maladie payés, l'intéressement et les primes, …

L'entité doit comptabiliser le montant non actualisé des avantages à court terme qu'elle s'attend à lui payer en contrepartie des services d'un membre du personnel au cours d'une période comptable :

- Au passif, après déduction du montant déjà payé, le cas échéant.
- En charge..

III.5.2.Les avantages postérieurs à l'emploi.

Ce sont les avantages du personnel qui sont payables après la fin de l'emploi.

Ex : les prestations de retraite, assurance vie et assistance médicale postérieures à l'emploi.

On distingue deux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi :

- Le régime à cotisations définies : selon ce dernier une entité verse des cotisations définies à un fonds et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir toutes les prestations correspondant aux services rendus par le personnel. Le risque actuariel et le risque de placement sont donc, supportés par le membre du personnel.

  La comptabilisation des régimes à cotisations définies est simple car aucune hypothèse actuarielle n'est nécessaire pour évaluer l'obligation ou la dépense et donc il ne peut y avoir d'écarts actuariels.

  L'entité doit comptabiliser les cotisations à payer à un régime à cotisations définies en échange des services d'un des membres du personnel :

  - ✓ Au passif, après déduction des cotisations déjà payées, le cas échéant ;
  - ✓ En charges.

- Le régime à prestations définies : engage l'entité à servir les prestations convenues aux membres de son personnel en activité et aux anciens membres de son personnel. Celle-ci supporte donc le risque actuariel et le risque de placement.

  La comptabilisation des régimes à prestation définies est assez complexe du fait que des hypothèses actuarielles sont nécessaires pour évaluer l'obligation et la charge et qu'il peut y avoir des écarts actuariels. De plus, les obligations sont évaluées sur une base actualisée (car peuvent être réglées de nombreuses années après que les membres du personnel ont rendu les services correspondants).

  Le régime multi-employeurs qui n'est pas un régime général ni obligatoire et qui doit être classé par l'entreprise comme régime à cotisations définies ou comme régime à prestations définies, en fonction des caractéristiques du régime.

III.5.3.Les autres avantages à long terme :

Ils comprennent notamment les absences de longue durée rémunérées, comme les congés liés àl'ancienneté ou les congés sabbatiques. Ils comprennent aussi les primes d'ancienneté et autres avantages liés à l'ancienneté et les jubilés (telles que « wissam schoghl »), les indemnités d'incapacité de longue durée, s'ils sont payables 12 mois ou plus après la clôture de l'exercice, les primes et les rémunérations différées...

Habituellement, l'évaluation des autres avantages à long terme n'est pas soumise au même degré de confusion que celle des avantages postérieurs à l'emploi. C'est pour cela que la présente norme prévoit une méthode simplifiée pour la comptabilisation des autres avantages à long terme selon laquelle les réévaluations ne sont pas comptabilisées en autres éléments du résultat global.

III.5.4.Les indemnités de cessation d'emploi :

Ce sont les avantages du personnel fournis en contrepartie de la cessation de l'emploi d'un membre du personnel résultant soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du membre du personnel avant l'âge normal de départ en retraite, soit de la décision du membre du personnel d'accepter une offre d'indemnité en échange de la cessation de son emploi.

L'entité doit comptabiliser un passif et une charge au titre des indemnités de cessation d'emploi à la première des dates suivantes :

- La date à laquelle elle ne peut plus retirer son offre d'indemnités.
- La date à laquelle elle comptabilise les coûts d'une restructuration entrant dans le champ d'application d'IAS 37 et prévoyant le paiement de telles indemnités.

Dans le cas d'indemnités de cessation d'emploi payables par suite de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi d'un membre du personnel, l'entité ne peut plus retirer son offre d'indemnités dès qu'elle a communiqué aux membres du personnel concernés un plan de licenciement qui satisfait aux critères suivants :

- Les mesures requises pour mener le plan à bien indiquent qu'il est improbable que des changements importants soient apportés au plan.
- Le plan indique le nombre de personnes visées par le licenciement, leur catégorie d'emploi ou leur fonction, et leur lieu de travail ainsi que sa date de réalisation prévue.
- Le plan fixe les indemnités de cessation d'emploi avec une précision suffisante pour permettre aux membres du personnel de déterminer la nature et le montant des prestations qu'ils toucheront lors de la cessation de leur emploi.

III.5.5.Evaluation des engagements :

Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique notamment l'obligation d'utiliser des techniques actuarielles pour estimer de façon fiable le montant des avantages accumulés par le personnel en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cela suppose d'estimer les prestations, les variables démographiques du type mortalité et rotation du personnel, les variables financières du type taux d'actualisation, et les augmentations futures des salaires qui influeront sur le coût des prestations.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est la méthode des unités de crédit projetées « Projected Unit Credit », qui est aussi celle à retenir en normes françaises dans le cadre de la méthode préférentielle.

Elle équivaut à reconnaître, à la date de calcul de l'engagement, un engagement égal à la valeur actuelle probable des prestations de fin de carrière estimées multipliée par le rapport entre l'ancienneté à la date du calcul et à la date de départ en retraite du salarié.

Cela revient à considérer que l'engagement se constitue au prorata de l'ancienneté acquise par le salarié. En conséquence, le calcul des droits est effectué en fonction de l'ancienneté du salarié et du salaire estimé au jour de la fin de carrière défini.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Il a été convenu pour le cas d'Attijariwafa bank que les prestations de retraites relevaient du régime à contributions définies. Par conséquent, leur comptabilisation ne requiert aucun retraitement IFRS.

Dans le cas de la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), Attijariwafa bank ne dispose pas d'informations suffisantes pour comptabiliser comme tel ce régime multi-employeurs à prestations définies.

D'autre part, le Groupe a comptabilisé des provisions spécifiques à ses engagements envers une partie de son personnel qui ont concernés notamment : Les primes de fin de carrière et primes de médailles de travail (Ouissam Achoughl).

Paiements à base d'actions :

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par le Groupe qu'ils soient dénoués par la remise d'actions ou par un versement de numéraires dont le montant dépend de l'évolution de la valeur des actions.

Ces paiements peuvent se faire par attribution d'options de souscription (stocks option) ou par une offre de souscription d'action aux salariés (OPV).

Pour les offres de souscription d'action aux salariés, une décote est octroyée par rapport au prix moyen de marché sur une période donnée. La charge de cet avantage est constatée en tenant compte de la période d'incessibilité.

IV. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES IFRS

IV.1. Bilans consolidés 2016 – 2018

	2016	2017	01.01.2018	31.12.2018
ACTIF				
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	14 141 202	18 224 849	18 224 849	18 536 591
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	50 454 731	65 875 084	60 765 376	61 567 279
Titres au coût amorti	-	-	9 401 965	15 101 428
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	35 701 001	39 266 654	46 208 032	43 190 734
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	22 625 866	25 304 396	25 267 604	28 791 443
Prêts et créances sur la clientèle	271 627 179	285 995 046	279 682 245	305 059 677
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	8 015 501	8 746 253	-	-
Actifs d'impôt exigible	39 319	123 659	123 659	181 922
Actifs d'impôt différé	539 849	636 262	3 012 395	2 866 699
Comptes de régularisation et autres actifs	7 585 194	8 674 655	8 648 895	13 667 001
Actifs non courants destinés à être cédés	87 538	2 672 478	114 322	97 044
Participation des assurés aux bénéfices différée	2 066 502	114 322	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	94 908	106 949	106 949	86 699
Immeubles de placement	2 020 107	2 247 468	2 247 468	2 522 538
Immobilisations incorporelles	1 683 656	5 550 721	2 124 258	2 617 343
Immobilisations corporelles	5 428 512	2 125 180	5 550 721	5 687 723
Ecarts d'acquisition	6 655 000	9 996 150	9 996 150	9 951 595
Total actif	**428 766 067**	**475 660 126**	**471 474 889**	**509 925 715**

En Kdh

	2016	2017	01.01.2018	31.12.2018
PASSIF				
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	160 715	97 064	97 064	3 056
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 033 814	716 739	716 739	400 624
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	28 282 255	37 651 602	37 651 602	47 314 854
Dettes envers la clientèle	286 264 527	316 210 403	316 210 403	332 005 586
Titres de créance émis	11 243 383	11 120 406	11 120 406	15 508 094
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-
Passifs d'impôt courant	709 425	613 644	613 644	864 710
Passifs d'impôt différé	2 340 944	2 576 416	2 435 504	1 975 571
Comptes de régularisation et autres passifs	9 881 260	10 728 982	10 714 737	12 306 933
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	25 960 939	28 634 562	28 634 562	33 639 357
Provisions pour risques et charges	1 771 087	1 734 104	2 446 353	2 608 204
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	141 392	129 252	129 252	361 230
Dettes subordonnées	13 565 244	14 645 903	14 645 903	12 466 102
Capital et réserves liées	10 151 765	10 151 765	10 151 765	12 551 765
Réserves consolidées	30 861 381	33 246 804	33 763 752	29 387 656
Part du groupe	*25 059 651*	*27 337 070*	*28 639 863*	*25 596 383*
Part des minoritaires	*5 801 729*	*5 909 734*	*5 123 889*	*3 791 273*
Gains ou pertes latents ou différés, Part du groupe	744 812	818 514	829 598	665 060
Résultat net de l'exercice	5 653 125	6 583 965	-	6 735 205
Part du groupe	*4 757 421*	*5 390 902*	-	*5 706 129*
Part des minoritaires	*895 705*	*1 193 064*	-	*1 029 075*
Total passif	**428 766 067**	**475 660 126**	**471 474 889**	**509 925 715**

en Kdh

IV.2. Comptes de produits et de charges consolidés 2016 – 2018

	2016	2017	2018
Intérêts et produits assimilés	17 117 126	18 819 180	20 910 854
Intérêts et charges assimilées	5 504 228	5 910 854	6 916 158
Marge d'intérêt	**11 612 899**	**12 908 326**	**13 994 695**
Commissions perçues	4 991 813	5 405 347	5 836 324
Commissions servies	573 539	618 350	801 976
Marge sur commissions	**4 418 274**	**4 786 997**	**5 034 348**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 063 010	3 329 684	3 115 065
Gains ou pertes nets sur Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	347 472	576 110	226 608
Résultat des activités de marché	**3 410 482**	**3 905 794**	**3 341 673**
Produits des autres activités	7 174 835	7 925 769	8 699 100
Charges des autres activités	6 943 163	7 882 109	9 198 302
Produit net bancaire	**19 673 327**	**21 644 776**	**22 370 716**
Charges générales d'exploitation	8 246 893	9 043 552	-9 647 858
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	896 005	937 293	-1 065 250
Résultat brut d'exploitation	**10 530 429**	**11 663 931**	**11 657 608**
Coût du risque	-2 001 359	-2 168 124	-1 723 565
Résultat d'exploitation	**8 529 070**	**9 495 808**	**9 934 043**
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	3 538	16 488	11 915
Gains ou pertes nets sur autres actifs	54 596	23 361	52 642
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	
Résultat avant impôts	**8 587 204**	**9 535 657**	**9 998 601**
Impôts sur les bénéfices	2 934 078	2 951 691	3 263 396
Résultat net	**5 653 125**	**6 583 965**	**6 735 205**
Résultat hors groupe	895 705	1 193 064	
Résultat net part du groupe	**4 757 421**	**5 390 902**	**5 706 129**

En Kdh

Tableau de passage des capitaux propres

En kdh

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et Pertes Comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et Pertes Comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôturé au 31 décembre 2017	**2 035**	**8 116**	**-2 461**	**35 189**	**819**		**43 698**	**7 103**	**50 801**
Eléments impactant le bilan d'ouveture hors IFRS 9				**-82**			**-82**	**-50**	**-132**
Capitaux propres clôturé au 31 décembre 2017 corrigés avant IFRS 9	**2 035**	**8 116**	**-2 461**	**35 107**	**819**		**43 616**	**7 053**	**50 669**
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat				**-3**	**3**				
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers JV OCI non recyclables					**24**	**-24**			
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Titres au coût amorti					**9**		**9**		**9**
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur actifs financiers et engagements hors bilan)				**-4 003**			**-4 003**	**-616**	**-4 619**
Capitaux propres d'ouverture au 01 janvier 2018	**2 035**	**8 116**	**-2 461**	**31 101**	**853**	**-24**	**39 621**	**6 437**	**46 059**
Opérations sur capital	**63**	**2 337**		**-410**			**1 990**	**-533**	**1 457**
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				**-2 744**			**-2 744**	**-655**	**-3 399**
Résultat de l'exercice				**5 706**			**5 706**	**1 029**	**6 735**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions									
Instruments financiers : variation de juste valeur et transfert en résultat					**-154**	**-10**	**-165**	**-182**	**-346**
Ecarts de conversion : variation et transferts en résultat				**-188**			**-188**	**-187**	**-374**
Gains ou pertes latentes ou différés				**-188**	**-154**	**-10**	**-352**	**-368**	**-721**
Autres				**266**			**266**	**-11**	**255**
Variations de périmètre				**32**			**32**	**53**	**85**
Capitaux propres clôturé au 31 décembre 2018	**2 099**	**10 453**	**-2 461**	**33 764**	**699**	**-34**	**44 519**	**5 952**	**50 471**

Tableau des flux de trésorerie 2016 – 2018 (Kdh)

En kdh

	2016	2017	2018
Résultat avant impôts	**8 587 204**	**9 535 657**	**9 998 601**
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 045 487	1 139 901	1 123 146
Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations et des autres immobilisations	0	0	
Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	2 387	0	
dotations nettes aux provisions	2 016 267	2 265 863	1 939 699
Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-3 538	-16 488	-10 188
Perte nette / (gain nette) des activités d'investissement	-541 050	-253 717	-102 757
Perte nette / (gain nette) des activités de financement	0	0	
Autres mouvements	5 360	-617 020	-752 798
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**2 524 912**	**2 518 538**	**2 197 102**
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	7 729 733	3 619 843	12 075 675
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-6 982 931	15 240 710	-9 582 248
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	7 365 147	-17 608 708	-949 394
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	0	0	0
Impôts versés	-2 750 907	-2 765 681	-3 161 363
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**5 361 042**	**-1 513 836**	**-1 617 330**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**16 473 158**	**10 540 358**	**10 578 372**
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	5 152 260	-5 430 006	-10 458
Flux liés aux immeubles de placement	-144 184	-284 307	-565 341
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-450 941	-1 114 531	-339 816
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**4 557 134**	**-6 828 844**	**-915 615**
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-5 679 918	-3 223 799	-3 398 801
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-261 530	992 389	2 207 418
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-5 941 448**	**-2 231 410**	**-1 191 383**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	**-235 183**	**-409 879**	**-529 190**
Augmentation /(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**14 853 662**	**1 070 225**	**7 942 184**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**-997 287**	**13 856 375**	**14 926 600**
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	12 415 251	13 980 487	18 127 784
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-13 412 538	-124 113	-3 201 184
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**13 856 375**	**14 926 600**	**22 868 784**
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	13 980 487	18 127 784	18 533 535
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-124 113	-3 201 184	4 335 248
Variation de la trésorerie nette	**14 853 662**	**1 070 225**	**7 942 184**

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En 2018

En Kdh	31.12.2018		01.01.2018	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres Actifs financiers à la JV par résultat
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur reçus en pension				
Effets publics et valeurs assimilées	38 636 438		36 678 353	
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 339 187		5 677 646	
Actions et autres titres à revenu variable	16 231 685	121 926	17 792 934	57 208
Instruments dérivés	111 021		422 703	
Créances rattachées	0			
Juste valeur au bilan	**61318331**	**248947**	**60571636**	**193740**

En 2017

En Kdh		Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur les établissements de crédit			
Créances sur la clientèle			
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes			
Valeur reçus en pension		-	
Effets publics et valeurs assimilées		41 505 889	
Obligations et autres titres à revenu fixe		**6 259 175**	-
	Titres côtés	-	
	Titres non côtés	6 259 175	
Actions et autres titres à revenu variable		**17 572 438**	**0**
	Titres côtés	17 572 438	0
	Titres non côtés		
Instruments dérivés		**422 703**	
Créances rattachées		**114 879**	
Juste valeur au bilan		**65 875 084**	**0**

En 2016

En Kdh		Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur les établissements de crédit			
Créances sur la clientèle			
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes			
Valeur reçus en pension		4	
Effets publics et valeurs assimilées		26 501 813	
Obligations et autres titres à revenu fixe		**1 470 735**	-
	Titres côtés	-	
	Titres non côtés	1 470 735	
Actions et autres titres à revenu variable		**21 732 126**	-
	Titres côtés	21 732 126	-
	Titres non côtés		
Instruments dérivés		**622 434**	
Créances rattachées		**127 620**	
Juste valeur au bilan		**50 454 731**	-

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

En Kdh	2016	2017	2018
Titres évalués à la juste valeur			
Effets publics et valeurs assimilées	**9 883 761**	**11 254 329**	**15 950 594**
Obligations et autres titres à revenu fixe	**14 109 426**	**14 923 895**	**11 243 387**
Actions et autres titres à revenu variable	**5 371 761**	**7 735 522**	**8 393 469**
Titres de participation non consolidés	**8 402 556**	**8 025 385**	**7 603 284**
Total des titres disponibles à la vente	**37 767 504**	**41 939 132**	**43 190 734**

Ventilation des prêts et créances par durée restant à courir

En Kdh	<= 3mois	Entre 3 mois et 1an	Entre 1 an et 5 ans	>5ans	Total
Prêts et créances sur les établissements de crédit	14 354 704	6 994 385	5 441 981	1 470 903	28 261 974

En Kdh	<= 3mois	Entre 3 mois et 1an	Entre 1 an et 5 ans	>5ans	Total
Prêts et créances émis sur la clientèle	62 109 522	53 368 017	115 696 736	70 757 187	301 931 463

Comptes de régularisation et autres actifs

En Kdh	2016	2017	01.01.2018	31.12.2018
Autres Actifs	**5 345 214**	**5 618 021**	**5 618 021**	**7 449 145**
Débiteurs divers	3 135 178	3 733 961	3 733 961	3 908 410
Valeurs et emplois divers	166 184	175 258	175 258	167 669
Autres actifs d'assurance	1 615 706	1 515 077	1 515 077	3 068 438
Autres	428 145	193 726	193 726	304 628
Comptes de régularisation	**2 239 980**	**3 056 634**	**3 030 874**	**6 217 856**
Produits à recevoir	1 276 942	1 358 049	1 332 289	1 939 502
Charges constatées d'avance	161 356	174 638	174 638	232 133
Autres comptes de régularisation	801 683	1 523 946	1 523 946	4 046 222
Total	**7 585 194**	**8 674 655**	**8 648 895**	**13 667 001**

Comptes de régularisation et autres passifs

En Kdh	2016	2017	01.01.2018	31.12.2018
Autres Passifs	**6 107 038**	**7 164 900**	**7 164 900**	**7 882 817**
Opérations diverses sur titres	332 700	338 232	338 232	253 689
Créditeurs divers	5 471 824	6 710 837	6 710 837	7 166 039
Autres Passifs d'assurance	302 515	115 831	115 831	463 090
Comptes de régularisation	**3 774 222**	**3 564 082**	**3 549 838**	**4 424 116**
Charges à payer	1 878 530	1 543 465	1 543 465	1 764 499
Produits constatés d'avance	523 168	598 070	583 825	775 455
Autres comptes de régularisation	1 372 524	1 422 548	1 422 548	1 884 161
Total	**9 881 260**	**10 728 982**	**10 714 737**	**12 306 933**

Ventilation des dettes par durée restant à courir

En Kdh	<= 3mois	Entre 3 mois et 1an	Entre 1 an et 5 ans	>5ans	Total
Dettes envers les Etablissements de crédit	43 366 610	1 738 686	1 366 447	764 328	47 236 071

En Kdh	<= 3mois	Entre 3 mois et 1an	Entre 1 an et 5 ans	>5ans	Total
Dettes envers la clientèle	101 912 860	49 116 972	48 643 059	131 412 046	331 084 937

Participation dans les entreprises mises en équivalence

En Kdh	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Revenu (CA)	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financière					
Sociétés non financières	86 699	38 364	694 523	87 433	11 915
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés MEE	86 699	38 364	694 523	87 433	11 915

Immeubles de placement

En Kdh	01.01.2018	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Autres mouvements	31.12.2018
Valeur brute	2784871	17190	343222	56723	-7130	3081429
Amortissements et provisions	537402	733	43255	17801	-4698	558891
Valeur nette au bilan	**2247468**	**16457**	**299967**	**38922**	**-2432**	**2522538**

Immobilisations corporelles et incorporelles

	01.01.2018			31.12.2018		
En Kdh	**Valeur Brute**	**Cumul des amortissements et pertes de valeur**	**Valeur Nette**	**Valeur Brute**	**Cumul des amortissements et pertes de valeur**	**Valeur Nette**
Terrains et constructions	3178976,545	1344776,938	1834199,607	3312798,836	1404760,547	1908038,289
Equip. Mobilier, installation	3465734,78	2845847,969	619886,8111	3648799,439	2988385,486	660413,9529
Biens mobiliers donnés en location	646022,7168	245948,6288	400074,0881	706977,257	271642,6596	435334,5974
Autres immobilisations	6145818,372	3449257,536	2696560,836	6544704,223	3860768,016	2683936,207
Total Immobilisations corporelles	**13436552,41**	**7885831,071**	**5550721,342**	**14213279,75**	**8525556,708**	**5687723,047**
Logiciels informatiques acquis	3301645,28	2117297,936	1184347,344	3848631,548	2385333,635	1463297,913
Autres immobilisations incorporelles	1487722,265	547811,5856	939910,6798	1710158,867	556113,2868	1154045,58
Total Immobilisations incorporelles	**4789367,546**	**2665109,522**	**2124258,024**	**5558790,415**	**2941446,922**	**2617343,493**

En Kdh	2017		
	Valeur Brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur Nette
Terrains et constructions	3 178 977	1 344 777	1 834 200
Equip. Mobilier, installation	3 465 735	2 845 848	619 887
Biens mobiliers donnés en location	646 023	245 949	400 074
Autres immobilisations	6 145 818	3 449 258	2 696 561
Total Immobilisations corporelles	**13 436 552**	**7 885 831**	**5 550 721**
Logiciels informatiques acquis	3 301 645	2 117 298	1 184 347
Autres immobilisations incorporelles	1 491 049	550 216	940 833
Total Immobilisations incorporelles	**4 792 695**	**2 667 514**	**2 125 180**

En Kdh	2016		
	Valeur Brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur Nette
Terrains et constructions	3 152 051	1 250 430	1 901 621
Equip. Mobilier, installation	3 264 512	2 556 035	708 477
Biens mobiliers donnés en location	577 741	236 197	341 544
Autres immobilisations	5 583 602	3 106 732	2 476 870
Total Immobilisations corporelles	**12 577 907**	**7 149 395**	**5 428 512**
Logiciels informatiques acquis	2 937 827	1 922 763	1 015 064
Autres immobilisations incorporelles	1 195 376	526 784	668 592
Total Immobilisations incorporelles	**4 133 203**	**2 449 547**	**1 683 656**

Écarts d'acquisition

En Kdh	01/01/2018	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Valeur brute	9 996 150		-44 555		9 951 595
Cumul des pertes de valeurs					
Valeur nette au bilan	**9 996 150**		**-44 555**		**9 951 595**

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

En Kdh	31/12/2016	31/12/2017	01/01/2018	31/12/2018
Valeurs données en pension	180 037	291 038	291 038	105 633
Instruments dérivés	853 777	425 701	425 701	294 991
Juste valeur au bilan	**1 033 814**	**716 739**	**716 739**	**400 624**

Instruments dérivés par type de risque

En 2018 en Kdh

Par type de risque	Valeur comptable Actifs	Valeur comptable Passifs	Montant notionnel
Instruments dérivés de taux de change	47 542	84 145	35 821 084
Instruments dérivés de taux d'intérêt	56 562	32 949	24 621 797
Dérivés sur matières premières	6 917	3 985	386 874
Autres instruments dérivés		173 912	124 923
Total	**111 021**	**294 991**	**60 954 678**

En 2017 en Kdh

Par type de risque	Valeur comptable Actifs	Valeur comptable Passifs	Montant notionnel
Instruments dérivés de taux de change	320 433	56 629	31 943 110
Instruments dérivés de taux d'intérêt	76 932	37 522	25 556 326
Dérivés sur matières premières	25 339	25 473	235 299
Autres instruments dérivés	0	306 076	497 552
Total	**422 703**	**425 701**	**58 232 287**

En 2016 en Kdh

Par type de risque	Valeur comptable Actifs	Valeur comptable Passifs	Montant notionnel
Instruments dérivés de taux de change	245 970	66 683	38 157 802
Instruments dérivés de taux d'intérêt	328 318	83526	18 814 418
Dérivés sur matières premières	20 527	20 527	675 362
Autres instruments dérivés	27 619	683 041	417 735
Total	**622 434**	**853 777**	**58 065 317**

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

En Kdh	2016	2017	01.01.2018	31.12.2018
Autres dettes représentées par un titre	**11 243 383**	**11 120 406**	**11 120 406**	**15 508 094**
titres de créances négociables	11 139 034	11 050 883	11 050 883	15 468 327
emprunts obligataires	104 349	69 523	69 523	39 768
Dettes subordonnées	**13 565 244**	**14 645 903**	**14 645 903**	**12 466 102**
Emprunt subordonnés	13 565 244	14 645 903	14 645 903	12 466 102
à durée déterminée	13 565 244	14 645 903	14 645 903	12 466 102
à durée indéterminée				
Titres subordonnés				
à durée déterminée				
à durée indéterminée				
Total	**24 808 627**	**25 766 309**	**25 766 309**	**27 974 196**

Provisions pour risques et charges

Au 31 décembre 2018

	Stock au 01/01/2018	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Stock au 31/12/2018
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	819 865	0	367 999		263 670	-9 286	914 908
Provisions pour engagements sociaux	523 741	0	99 631	58 519		-19 767	545 085
Autres provisions pour risques et charges	1 102 748	0	254 115	12 075	183 093	-13 483	1 148 211
Provisions pour risques et charges	**2 446 353**	**0**	**721 745**	**70 595**	**446 763**	**-42 536**	**2 608 204**

Au 31 décembre 2017

	Stock au 31/12/2016	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Stock au 31/12/2017
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	**132 624**		19 753		47 608	2 846	**107 615**
Provisions pour engagements sociaux	**500 446**		85 988	59 533		-3 160	**523 741**
Autres provisions pour risques et charges	**1 138 017**	46 758	315 256	28 529	368 796	41	**1 102 748**
Provisions pour risques et charges	**1 771 087**	**46 758**	**420 997**	**88 062**	**416 403**	**-273**	**1 734 104**

Au 31 décembre 2016

	Stock au 31/12/2015	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Stock au 31/12/2016
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	**142 363**	0	13 509		24 917	1 669	**132 624**
Provisions pour engagements sociaux	**464 506**	0	95 691	55 094		-4 657	**500 446**
Autres provisions pour risques et charges	**906 250**	0	400 765	13 939	153 261	-1 796	**1 138 017**
Provisions pour risques et charges	**1 513 117**	**0**	**509 965**	**69 034**	**178 178**	**-4 784**	**1 771 087**

Marge d'intérêt

Au 31 décembre 2018

Kdh	31/12/2018		
	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	**17 576 789**	**4 203 413**	**13 373 376**
Comptes et prêts / emprunts	16 668 838	4 007 491	12 661 347
Opérations de pensions	2 177	195 922	-193 746
Opérations de location-financement	905 774		905 774
Opérations interbancaires	**700 064**	**1 584 410**	**-884 345**
Comptes et prêts / emprunts	699 592	1 461 125	-761 533
Opérations de pensions	472	123 285	-122 812
Emprunts émis par le groupe		**1 128 335**	**-1 128 335**
Actifs disponibles à la vente	**2 634 000**		**2 634 000**
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	**20 910 854**	**6 916 158**	**13 994 695**

Au 31 décembre 2017

Kdh	31/12/2017		
	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	**16 107 876**	**3 678 349**	**12 429 528**
Comptes et prêts / emprunts	15 106 788	3 528 175	11 578 613
Opérations de pensions	1 399	150 174	-148 775
Opérations de location-financement	999 689		999 689
Opérations interbancaires	**652 094**	**1 192 819**	**-540 725**
Comptes et prêts / emprunts	652 094	1 100 354	-448 260
Opérations de pensions	0	92 466	-92 466
Emprunts émis par le groupe	**0**	**1 039 686**	**-1 039 686**
Actifs disponibles à la vente	**2 059 209**	0	**2 059 209**
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	**18 819 180**	**5 910 854**	**12 908 326**

Au 31 décembre 2016

Kdh	31/12/2016		
	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	**14 938 444**	**3 552 917**	**11 385 527**
Comptes et prêts / emprunts	13 970 399	3 424 520	10 545 879
Opérations de pensions	1 789	128 397	-126 608
Opérations de location-financement	966 256		966 256
Opérations interbancaires	**565 576**	**929 273**	**-363 697**
Comptes et prêts / emprunts	564 752	788 160	-223 408
Opérations de pensions	824	141 113	-140 289
Emprunts émis par le groupe	**0**	**1 022 038**	**-1 022 038**
Actifs disponibles à la vente	**1 613 107**	0	**1 613 107**
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	**17 117 126**	**5 504 228**	**11 612 899**

Commissions nettes

Au 31 décembre 2018

En Kdh	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**2 480 395**	**116 486**	**2 363 908**
avec les établissements de crédit	142 001	89 068	52 933
avec la clientèle	1600739,987		1600739,987
sur titres	132 073	12 197	119 876
de change	119 554	9 780	109 774
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	486 026	5 442	480 585
Prestation de services bancaires et financiers	**3 355 930**	**685 490**	**2 670 440**
Produits nets de gestion d'OPCVM	382 491	27 212	355 279
Produits nets sur moyen de paiement	1 886 412	581 180	1 305 232
Assurance	19403,88554		19403,88554
Autres	1 067 623	77 098	990 525
Produits nets de commissions	**5 836 324**	**801 976**	**5 034 348**

Au 31 décembre 2017

En Kdh	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**2 383 120**	**89 158**	**2 293 962**
avec les établissements de crédit	146 164	62 906	83 259
avec la clientèle	1 553 233		1 553 233
sur titres	131 661	9 232	122 428
de change	85 543	3 997	81 545
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	466 519	13 022	453 496
Prestation de services bancaires et financiers	**3 022 227**	**529 192**	**2 493 035**
Produits nets de gestion d'OPCVM	376 657	22 750	353 907
Produits nets sur moyen de paiement	1 706 101	411 824	1 294 276
Assurance	23 963		23 963
Autres	915 507	94 618	820 888
Produits nets de commissions	**5 405 347**	**618 350**	**4 786 997**

Au 31 décembre 2016

En Kdh	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**2 249 138**	**75 386**	**2 173 752**
avec les établissements de crédit	123 060	59 340	63 720
avec la clientèle	1 504 573		1 504 573
sur titres	149 770	8 674	141 096
de change	71 166	2 021	69 146
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	400 569	5 352	395 218
Prestation de services bancaires et financiers	**2 742 675**	**498 153**	**2 244 522**
Produits nets de gestion d'OPCVM	358 237	19 738	338 498
Produits nets sur moyen de paiement	1 519 225	392 318	1 126 907
Assurance	10 198		10 198
Autres	855 015	86 097	768 918
Produits nets de commissions	**4 991 813**	**573 539**	**4 418 274**

Gains ou pertes nets sur les Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

En Kdh	2016	2017	2018
Produits des titres à revenu variable	**372 197**	**423 113**	**491 728**
Résultats de cession	**-109 295**	**86 880**	**248 104**
Plus-value	88 785	160 004	290 642
Moins-value	-198 080	-73 124	-42 538
Gains ou pertes de valeur des titres à revenu variable	**84 569**	**66 117**	**-14 023**
Total	**347 472**	**576 110**	**725 810**

Produits et charges des autres activités

En Kdh	2018			2017		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Produits nets de l'assurance	8 154 242	8 300 667	-146 425	7 375 945	7 328 238	47 708
Produits nets des immeubles de placement	49 063		49 063	59 559		59 559
Produits nets des immobilisations en location simple	17 729	181	17 548	346		346
Autres produits	478 066	897 454	-419389	489 918	553 871	-63 953
Total des produits et charges des autres activités	**8 699 100**	**9 198 302**	**-499 202**	**7 925 769**	**7 882 109**	**43 660**

Produits nets de l'activité de l'assurance

En Kdh	2016	2017	2018
Primes acquises brutes	7 283 661	8 007 358	8 817 756
Variation des provisions techniques	-1 389 985	-2 372 873	-3 386 710
Charges des prestations des contrats	-5 208 090	-5 166 586	-5 649 209
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	-229 558	-420 191	71 737
Total	**456 029**	**47 708**	**-146 425**

Coût du risque

En Kdh	2016	2017	2018
Dotations aux provisions	**-2 588 392**	**-2 764 544**	**-5 362 042**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-2 174 118	-2 415 795	-5 023 937
Provisions engagements par signature	-13 509	-19 753	-83 989
Autres provisions pour risques et charges	-400 765	-328 997	-254 115
Reprises de provisions	**1 151 439**	**1 860 701**	**5 396 283**
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	959 322	1 415 768	5 093 062
Reprises de provisions engagements par signature	24 917	47 608	108 052
Reprise des autres provisions pour risques et charges	167 200	397 325	195 169
Variation des provisions	**-564 405**	**-1 264 280**	**34 241**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-58 443	-50 949	-1 845 240
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-556 636	-1 266 125	-31 797
Récupérations sur prêts et créances amorties	64 614	81 324	136 290
Autres pertes	-13 939	-28 529	-17 059
Coût du risque	**-2 001 359**	**-2 168 124**	**-1 723 565**

Gains et pertes nettes sur les autres actifs

Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	2016	2017	2018
Plus-values de cession	84 874	39 171	59 060
Moins-value de cession	-30 279	-15 810	-6 418
Gains ou pertes sur autres actifs	**54 596**	**23 361**	**52 642**

Info Pôles

Bilan 2018	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	TOTAL
Total Bilan	**315 262 044**	**35 099 483**	**40 530 830**	**119 033 358**	**509 925 715**
dont					
Eléments d'Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	58 863 348	80 484		2 623 446	**61 567 279**
Actifs disponibles à la vente	1 592 202	126 360	30 776 229	10 695 943	**43 190 734**
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 469 333	800 967	54 316	9 466 827	**28 791 443**
Prêts et créances sur la clientèle	204 019 570	30 787 248	2 849 859	67 403 000	**305 059 677**
Immobilisations corporelles	2 904 155	627 276	170 932	1 985 360	**5 687 723**
Eléments du Passif					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	37 846 409	2 458 134	555	7 009 755	**47 314 854**
Dettes envers la clientèle	239 899 905	5 041 976	3 226	87 060 480	**332 005 586**
Provisions techniques des contrats d'assurance			33639356,95		**33639356,95**
Dettes subordonnées	11 042 935	453 696		969 471	**12 466 102**
Capitaux propres	38 773 107	2 761 296	4 324 978	4 612 012	**50 471 394**

Bilan 2017	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	TOTAL
Total Bilan	**289 517 174**	**34 033 801**	**36 385 740**	**115 723 411**	**475 660 126**
dont					
Eléments d'Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	57 681 385	28 000	7 846 900	318 800	**65 875 084**
Actifs disponibles à la vente	2 857 525	270 141	21 073 284	17 738 181	**41 939 132**
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	17 969 078	846 268	168 114	6 320 935	**25 304 396**
Prêts et créances sur la clientèle	184 908 389	30 115 474	2 751 038	68 220 144	**285 995 046**
Immobilisations corporelles	2 717 966	587 131	234 787	2 010 838	**5 550 721**
Eléments du Passif					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	26 212 591	1 667 982	52	9 770 977	**37 651 602**
Dettes envers la clientèle	230 265 019	4 459 165	3 226	81 482 994	**316 210 403**
Provisions techniques des contrats d'assurance	0	0	28 634 562	-	**28 634 562**
Dettes subordonnées	13 319 651	464 541	0	861 711	**14 645 903**

Capitaux propres	37 407 777	2 927 423	4 753 680	5 712 168	**50 801 049**

Bilan 2016	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	TOTAL
Total Bilan	**267 089 320**	**31 985 181**	**34 082 766**	**95 608 800**	**428 766 067**
dont					
Eléments d'Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	42 320 817	194 996	7 199 731	739 187	**50 454 731**
Actifs disponibles à la vente	4 317 440	276 010	19 520 402	13 653 652	**37 767 504**
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 920 591	37 170	66 734	3 601 372	**22 625 866**
Prêts et créances sur la clientèle	179 392 491	28 627 478	2 832 483	60 774 727	**271 627 179**
Immobilisations corporelles	2 535 544	531 760	407 907	1 953 301	**5 428 512**
Eléments du Passif					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	16 602 502	1 209 828	0	10 469 925	**28 282 255**
Dettes envers la clientèle	212 649 972	3 762 856	2 039	69 849 659	**286 264 527**
Provisions techniques des contrats d'assurance	0	0	25 960 939	0	**25 960 939**
Dettes subordonnées	12 770 020	201 299	0	593 925	**13 565 244**
Capitaux propres	35 589 561	2 771 993	4 535 909	4 513 619	**47 411 083**

Compte de produits et charges

Au 31 décembre 2018	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	Eliminations	TOTAL
Marge d'intérêt	7 300 009	1 155 297	741 916	4 928 171	- 130 698	**13 994 695**
Marge sur commissions	2 461 514	934 667	- 26 448	2 188 477	- 523 862	**5 034 348**
Produit net bancaire	11 491 287	2 418 885	1 063 045	7 813 787	- 416 288	**22 370 716**
Charges de fonctionnement	4 929 740	848 296	596 193	3 689 916	- 416 288	**9 647 858**
Résultat d'exploitation	5 272 782	1 095 982	290 482	3 274 798	-	**9 934 043**
Résultat net	3 390 704	686 705	314 200	2 343 596	-	**6 735 205**
Résultat net part du Groupe	3 363 642	545 500	128 226	1 668 762	-	**5 706 129**

Au 31 décembre 2017	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	Eliminations	TOTAL
Marge d'intérêt	6 945 211	1 078 982	479 752	4 559 043	-154 662	**12 908 326**
Marge sur commissions	2 321 500	953 159	-23 859	2 057 383	-521 186	**4 786 997**
Produit net bancaire	11 068 865	2 404 004	1 438 408	7 183 368	-449 867	**21 644 776**
Charges de fonctionnement	4 800 694	894 889	525 725	3 272 111	-449 867	**9 043 552**
Résultat d'exploitation	4 517 707	1 186 929	742 852	3 048 320	0	**9 495 808**
Résultat net	2 965 591	753 850	653 292	2 211 232	0	**6 583 965**
Résultat net part du Groupe	2 924 367	586 491	258 993	1 621 051	0	**5 390 902**

Au 31 décembre 2016	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	Eliminations	TOTAL
Marge d'intérêt	6 798 619	1 057 688	413 670	3 476 460	-133 538	**11 612 899**
Marge sur commissions	2 156 256	913 959	-26 618	1 844 590	-469 913	**4 418 274**
Produit net bancaire	10 601 505	2 324 439	1 435 506	5 807 362	-495 486	**19 673 327**
Charges de fonctionnement	4 603 683	822 607	500 514	2 815 574	-495 486	**8 246 893**
Résultat d'exploitation	4 144 697	1 190 529	820 327	2 373 518	0	**8 529 070**
Résultat net	2 573 820	749 744	674 937	1 654 624	**0**	**5 653 125**
Résultat net part du Groupe	2 549 317	578 748	512 850	1 116 505	**0**	**4 757 421**

V. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION – COMPTES CONSOLIDES

Principes Généraux

La présentation des états de synthèse consolidés du groupe Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes sociaux de chacune des entités entrant dans le périmètre de consolidation.

Principales méthodes d'évaluation

Présentation générale des créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers, autres crédits, opérations de crédit bail et de location, créances acquises par affacturage pour la clientèle.

Créances en souffrance

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de 20%, 50% ou 100% pour respectivement les créances pré-douteuses, douteuses et compromises.

Les provisions relatives aux risques de crédit sont déduites des postes d'actif concernés.

Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Portefeuille titres de transaction, de placement et d'investissement

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit. Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titres de créances ou titres de propriété), et d'autre part, en fonction de l'intention (titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement).

Provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Principes et modalités de consolidation

Les règles appliquées pour l'établissement des comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank sont celles préconisées par les dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédits.

Le périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est constitué par la société mère Attijariwafa bank et les sociétés sous contrôle exclusif ou conjoint ainsi que celles sur lesquelles le groupe exerce une influence notable. Les comptes consolidés regroupent donc les comptes :

- de la Banque Attijariwafa bank lesquels comprennent les comptes des succursales à l'étranger ;
- des filiales et participations significatives.

Le périmètre de consolidation ainsi constitué est repris en détail dans l'état A1.

Les comptes de toutes les entités consolidées sont arrêtés au 31 décembre à l'exception d'OGM dont les comptes sont arrêtés au 30 septembre.

Méthodes de consolidation

Les comptes des entreprises à caractère financier, contrôlées de manière exclusive, sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Les comptes des entreprises à caractère financier, contrôlées de manière conjointe, sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les comptes des entreprises à caractère financier dans lesquelles le Groupe « Attijariwafa bank » exerce une influence notable sont consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

Les comptes des entreprises à caractère non financier sont, à l'exception des titres représentatifs des participations significatives dans les SCI, consolidés selon la méthode de mise en équivalence quel que soit le pourcentage de contrôle du Groupe.

Il est à noter que la filiale Wafa Assurance détenue à hauteur de 79,29% par le groupe Attijariwafa bank a été consolidée par une mise en équivalence en respect des principes comptables du PCEC qui prévoient de consolider les filiales non financières selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres détenus dans des participations d'importance minime en termes de valeur comptable et de résultat ainsi que ceux détenus en vue de leur cession ultérieure ne sont pas compris dans le champ de la consolidation.

Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail sont retraitées au niveau des comptes consolidés comme suit :

- Les encours de crédit-bail réalisés par les établissements de crédit du groupe sont présentés dans les comptes consolidés dans la rubrique « Opérations de crédit-bail et de location ». Cette rubrique enregistre l'encours financier tel qu'il ressort de la comptabilité financière. La différence entre l'encours financier, porté dans les comptes consolidés, et l'encours présenté dans les comptes sociaux est portée en réserves consolidées, après prise en compte de l'impôt différé.

- Les immobilisations acquises en crédit-bail par les entités consolidées sont reclassées au bilan consolidé dans la rubrique « Immobilisations incorporelles ou corporelles » par la contrepartie d'une dette financière. Les loyers payés sont neutralisés par la constatation d'une dotation aux amortissements des immobilisations et d'une charge financière enregistrée dans la rubrique « charges sur les immobilisations de crédit-bail et de location ».

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont, après prise en compte le cas échéant de l'impôt différé, annulées au niveau des comptes consolidés.

Impôts différés

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue.

Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition positif, assimilé à une prime payée pour acquérir les titres, est inscrit à l'actif du bilan consolidé et peut être amorti sur une durée maximale de vingt ans.

L'écart d'acquisition négatif, assimilé à une provision pour risques, est inscrit au passif du bilan consolidé et repris en résultat sur une durée n'excédant pas dix ans.

Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés. Cette situation concerne tous les écarts d'acquisition du groupe Attijariwafa bank à l'exception de l'écart d'acquisition de CAPRI qui est amorti sur 5 ans.

Il est à noter que l'écart de première consolidation a été subdivisé en écart de réévaluation relatif à la relation clientèle lequel constitue l'élément notable du bilan consolidé d'Attijariwafa bank au 31 décembre 2004. Cet actif incorporel correspond à la capacité de l'ensemble acquis de maintenir et de renouveler des contrats bénéficiaires avec ses clients.

L'évaluation de cet actif incorporel est sensiblement identique à celle qui a été faite lors des évaluations pour la fusion Ex.BCM et Ex.Wafabank. Pour cette raison, il est affecté en totalité à l'activité bancaire.

Conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, et de passif et de hors bilan de l'entité étrangère sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historiques d'acquisition des titres et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture –cours historique) est constaté en réserve consolidée « Ecarts de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

L'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constaté sur l'exercice.

Le résultat apparaissant sur le bilan est ramené au niveau de celui du compte résultat par la constatation d'un écart inscrit parmi les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

Elimination des opérations réciproques

Opérations réciproques n'affectant pas le résultat consolidé

Les opérations réciproques significatives à l'échelle de l'ensemble du groupe sont éliminées pour l'établissement des comptes consolidés.

Opérations réciproques affectant le résultat consolidé

Les profits de cession internes significatifs à l'échelle de l'ensemble du groupe sont éliminés.

RAPPORTS DE NOTATION

I. RAPPORT DE NOTATION DE STANDARD & POOR'S

S&P Global
Ratings

RatingsDirect®

Summary:

Attijariwafa Bank

Primary Credit Analyst:
Anais Ozyavuz, Paris + 33 14 420 6773; anais.ozyavuz@spglobal.com

Secondary Contact:
Stephanie Mery, Paris (33) 1-4420-7344; stephanie.mery@spglobal.com

Table Of Contents

Major Rating Factors

Outlook

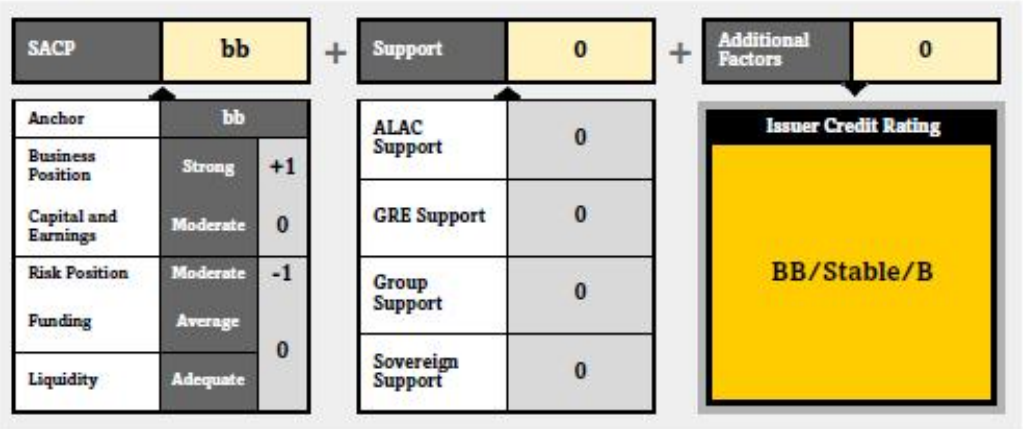
Rationale

Related Criteria

Related Research

Summary:

Attijariwafa Bank



Major Rating Factors

Strengths:	Weaknesses:
• Leading commercial position in Morocco's banking system and strong commercial position in Western Africa's banking system. • Adequate business diversification. • A well-designed strategy.	• Moderate capitalization. • Marked exposure to high-risk sovereigns. • Challenging market conditions in some countries where the group has a presence.

Outlook: Stable

The stable outlook on Morocco-based Attijariwafa Bank (AWB) reflects S&P Global Ratings' view that AWB will maintain its solid business profile over the next 12 months. In addition, we believe that AWB's geographic expansion strategy will not lead to a significant deterioration of asset quality and capitalization over that period. Of note, a weakening of our assessment of AWB's stand-alone credit profile (SACP) by one notch would be compensated by AWB's systemic importance to the Moroccan government. This would allow AWB to benefit from one notch of government support in the long-term rating on the bank.

A downgrade could be triggered by a simultaneous deterioration of the bank's capitalization and asset quality, subsequent to an unexpected large acquisition, for example, which we assess as remote over the next 12 months.

Although unlikely in the next 12 months, a marked improvement in asset quality or capitalization could lead to a positive rating action on AWB.

Rationale

The starting point for our ratings on AWB is its 'bb' anchor, which is based on our industry risk score of '6' for Morocco (on a scale of '1' to '10', with '1' being the lowest risk), where AWB is domiciled and supervised. We also use a blended economic risk score of '8', using the weighted average of the economic risk scores of the countries where AWB operates based on the geographic breakdown of its financing book at year-end 2017: about 75% in Morocco, 10% in North Africa, 10% in West Africa, and 5% in Central Africa.

The rating is supported by AWB's leading market position in Morocco and its well-designed strategy with good execution capacity. With its recent acquisition in Egypt (May 2017), AWB operates now throughout 25 countries, making it the second most geographically diversified bank in Morocco. We anticipate that the group will maintain its moderate capitalization over the next 12-18 months--particularly through a capital increase plan over 4Q2018--aimed at mitigating the negative impact of the transition to IFRS9 on its equity. The bank's sizable operations in higher-risk sub-Saharan Africa, and recent acquisition in Egypt, drags down our view of its risk exposures. We note, however, that the group managed to stabilize its asset quality indicators, while management's rigorous control has enabled the group to maintain its profitability and its margin through the current low interest rate environment. The group's funding and liquidity profile is comparable with those of other major Moroccan banks.

We assess AWB's SACP at 'bb'. We view AWB as having high systemic importance, based on its dominant market position in Morocco. Nevertheless, we have not factored in any additional notches of support, given the limited distance between the sovereign credit rating and the bank's SACP.

Related Criteria

- Methodology And Assumptions: Assigning Equity Content To Hybrid Capital Instruments Issued By Corporate Entities And Other Issuers Not Subject To Prudential Regulation, Jan. 16, 2018
- Criteria - Financial Institutions - General: Risk-Adjusted Capital Framework Methodology, July 20, 2017
- General Criteria: Methodology For Linking Long-Term And Short-Term Ratings, April 7, 2017
- General Criteria: Group Rating Methodology, Nov. 19, 2013
- Criteria - Financial Institutions - Banks: Quantitative Metrics For Rating Banks Globally: Methodology And Assumptions, July 17, 2013
- Criteria - Financial Institutions - Banks: Banks: Rating Methodology And Assumptions, Nov. 9, 2011
- Criteria - Financial Institutions - Banks: Banking Industry Country Risk Assessment Methodology And Assumptions, Nov. 9, 2011
- General Criteria: Use Of CreditWatch And Outlooks, Sept. 14, 2009

Related Research

- Morocco Outlook Revised To Negative On Budgetary Pressures; 'BBB-/A-3' Ratings Affirmed, Oct. 5, 2018
- Banking Industry Country Risk Assessment Update: October 2018, Oct. 26, 2018

Anchor Matrix

Industry Risk	Economic Risk									
	1	2	3	4	5	6	7	**8**	9	10
1	a	a	a-	bbb+	bbb+	bbb	-	-	-	-
2	a	a-	a-	bbb+	bbb	bbb	bbb-	-	-	-
3	a-	a-	bbb+	bbb+	bbb	bbb-	bbb-	bb+	-	-
4	bbb+	bbb+	bbb+	bbb	bbb	bbb-	bb+	bb	bb	-
5	bbb+	bbb	bbb	bbb	bbb-	bbb-	bb+	bb	bb-	b+
6	bbb	bbb	bbb-	bbb-	bbb-	bb+	bb	**bb**	bb-	b+
7	-	bbb-	bbb-	bb+	bb+	bb	bb	bb-	b+	b+
8	-	-	bb+	bb	bb	bb	bb-	bb-	b+	b
9	-	-	-	bb	bb-	bb-	b+	b+	b+	b
10	-	-	-	-	b+	b+	b+	b	b	b-

II. RAPPORT DE NOTATION DE CAPITAL INTELLIGENCE

Bank Rating Report

Attijariwafa Bank

Morocco

Capital Intelligence Ratings Ltd
Oasis Complex, Block E, Gladstone Street
PO Box 53585
3303 Limassol
Cyprus

Telephone: +357 2534 2300
Facsimile: +357 2581 7750

E-mail: capital@ciratings.com
Web site: http://www.ciratings.com

CONTACT

Primary Analyst
Darren Stubing
Senior Credit Analyst
Tel: +357 2534 2300
E-mail: darren.stubing@ciratings.com

Secondary Analyst
Tom Kenzik
Senior Credit Analyst
E-mail: tom.kenzik@ciratings.com

Rating Committee Chairman
Morris Helal
Senior Credit Analyst

The ratings have been initiated by CI. The issuer did not participate in the rating process. The information source used to prepare the credit ratings is public information. CI had access to the published financial statements of the issuer for the purpose of the rating, but did not have access to the issuer's internal accounts, management and other relevant internal documents. Nevertheless, CI considers the quality of information available on the issuer to be satisfactory for the purpose of assigning and maintaining credit ratings. CI does not audit or independently verify information received during the rating process.

The rating has been disclosed to the rated entity and released with no amendment following that disclosure. Ratings on the issuer were first released in March 1996. The ratings were last updated in August 2017.

The principal methodology used in determining the ratings is Bank Rating Methodology. The methodology, the meaning of each rating category, the time horizon of rating outlooks and the definition of default, as well as information on the attributes and limitations of CI's ratings, can be found at www.ciratings.com. CI's policy on unsolicited ratings including an explanation of the colour coding of credit rating symbols can be found at the same location. Historical performance data, including default rates, are available from a central repository established by ESMA (CEREP) at http://cerep.esma.europa.eu

A Capital Intelligence rating is not a recommendation to purchase, sell, or hold a security of the institution, inasmuch as it does not comment as to market price or suitability for a particular investor.

Reproducing or distributing this publication without the publisher's consent is prohibited. Information has been obtained by Capital Intelligence from sources believed to be reliable. However, because of the possibility of human or mechanical error by our source, Capital Intelligence, or others, Capital Intelligence does not guarantee the accuracy, adequacy or completeness of any information and is not responsible for any error or omissions or for the results obtained from use of such information.

Copyright © Capital Intelligence Ratings Ltd 2018

CAPITAL intelligence

Ref : MA00117BNK00-1/09-18

ATTIJARIWAFA BANK

Casablanca, Morocco
14 September 2018

RATINGS

	Current	Previous	Last Changed
Sovereign	***NR**		
Foreign Currency			
Long-Term:	**BBB-**	BB+	Jan 08
Short-Term:	**A3**	B	Jan 08
Financial Strength	**BBB**	BBB+	Feb 04
Support	**2**	-	-
Outlook			
Foreign Currency	**Stable**	-	-
Financial Strength	**Stable**	-	-

**Not publicly rated; internal shadow sovereign rating assigned*

FINANCIAL HIGHLIGHTS

USD (mn) / MAD (mn)	2017 USD	2017 MAD	2016 MAD	2015 MAD
Total Assets	50,985	475,660	428,766	411,079
Net Loans	33,367	311,299	269,837	251,291
Customer Deposits	33,894	316,210	286,265	274,515
Total Capital	5,445	50,801	47,411	41,229
Gross Income	2,320	21,645	19,673	18,997
Net Income	706	6,584	5,653	5,300
Exchange Rate: USD/MAD		*9.33*	*10.18*	*9.92*

%	2017	2016	2015
NPL / Gross Loans	7.00	7.00	7.10
Loan-Loss Reserves /NPLs	75.17	73.29	72.72
Capital Adequacy Ratio	12.32	13.29	12.50
Net Loans / Stable Funds	81.45	77.35	75.46
Net Interest Margin	2.85	2.77	2.80
Cost / Income	46.11	46.47	46.38
Return on Average Assets	1.46	1.35	1.30

The above is based on the consolidated accounts

RATINGS DRIVERS

Supporting the Rating

- Very strong domestic banking franchise, leading market position in most banking activities in Morocco and particularly so in deposits and loans.
- Well diversified international operations in North Africa and Sub-Saharan Africa. However, most of the banking interests outside Morocco are in low sovereign rated countries.
- Long track record of sound profitability aided by a low cost of funds. ROAA among the highest in the sector.
- Highly-regarded management and prudent policies in place.

Constraining the Rating

- Fall in capital adequacy at both the consolidated and bank levels in 2017. The capital adequacy ratio (CAR) is modest in CI's view and only just above the minimum requirement of 12%.
- Level of non-performing loans (NPLs) is high, although the position stabilised somewhat in 2017, particularly at the Parent bank level. However, at the Group level, NPLs did rise at quite a high rate. The rise in NPLs is somewhat mitigated by increased provisioning levels, although this remains only adequate.
- Lack of detail on restructured loans and write-offs. Accretion rate likely higher than appears.
- Increased banking activities outside of Morocco provide opportunities but place increased focus on risk management. International bank subsidiaries also create greater impact on CAR.

RATING RATIONALE

Capital Intelligence Ratings (CI Ratings or CI) has affirmed Attijariwafa Bank's (AWB) Financial Strength Rating (FSR) at 'BBB'. The rating is supported by the Bank's good level of profitability, its dominant banking franchise in Morocco, low cost of funds, diversified operations in Africa, and comfortable liquidity. The rating is constrained by the still elevated level of NPLs, somewhat modest loan-loss coverage (despite its adequacy), and modest CAR, despite this being above regulatory requirements. The Outlook for the FSR is 'Stable'. However, CI Ratings would like to see an increased capital adequacy position and improvement in loan asset quality metrics. Any deterioration in either would certainly place significant downward pressure on the FSR; even maintaining the current FSR will require improvement in both areas.

CAPITAL intelligence

AWB's Long- and Short-Term Foreign Currency Ratings (FCRs) are affirmed at 'BBB-' and 'A3', respectively, with a 'Stable' Outlook, and for similar reasons. The FCRs are constrained by CI's internal assessment of sovereign credit risk. The Support Rating is maintained at '2', reflecting the Bank's strong ownership profile, together with its dominant banking franchise and the very high likelihood of support in case of need from the authorities.

AWB remains the leading bank in Morocco and possesses a very strong domestic banking franchise with a market share of around one-quarter of sector assets, loans and deposits. At the consolidated Group level, it has a well-diversified banking presence in a number of North African and Sub-Saharan African countries. The Bank's performance in 2017 was solid overall with good improvement at the consolidated level in operating and net profit, as well as the return on average assets. The latter remains at a very sound level and is among the highest for all Moroccan banks. AWB has very good management in place and strategies are well-defined. AWB's profitability has been sound for some years at both the consolidated and parent-bank level. This has been driven by stable margins (particularly a low cost of funds), increased non-interest income, good cost control and a moderate cost of risk.

Loan asset quality steadied somewhat in 2017, particularly for the Moroccan banking operations and the Bank saw a fall in NPLs for the first time in some years. However, at the consolidated level, NPLs increased by a higher 16% in 2017 due mainly to sub-Sahara banking operations. The NPL ratio was stable, at 7%, but was aided by the growth in lending. The ratio remains on the high side and appears to be quite intractable. The position is mitigated by improving loan-loss coverage but this remains only adequate. While loan-loss coverage has consistently edged forward over the last few years, it has been on a very gradual path.

AWB's capital position – at both the consolidated and parent bank levels – weakened in 2017 due to the rise in risk-weighted assets and, in part, to the acquisition of Barclays Bank Egypt. The CAR (Basel III basis) fell to what is a modest level in CI's view, albeit above the minimum requirement of 12%. The introduction of IFRS 9 in 2018 will see a negative impact of 24 basis points. Liquidity is adequate at both the consolidated and parent bank level (although loan-based liquidity ratios tightened slightly as loan growth outpaced that of deposit expansion). Funding is mainly from core customer deposits – particularly from its leading market position in Morocco – with the balance sheet supported further by a good base of medium- and long-term funding.

PERFORMANCE OUTLOOK

AWB continues to perform well in terms of profitability at both the consolidated and bank levels. CI expects returns to remain at a good level in 2018, and comfortably in excess of the peer group average.

The cost of risk is forecast to be steady as is the case for overall loan asset quality. In turn, NPL ratios are expected to remain around current levels with a slight improvement in coverage. The Bank is supported by its strong domestic banking franchise, dominant market position in all banking segments in Morocco, and a solid financial profile. The majority of its funding is sourced from low cost domestic retail customer deposits – a stable base given the Bank's size and reach. This advantageous funding cost position underpins AWB's higher than sector average returns. The Bank is expected to maintain its leading market position in customer deposits.

In regard to the Group's wider Sub-Saharan and North African banking activities, these are expected to be generally sound in 2018 but loan asset quality pressure is likely to remain in certain west-African operations.

In May 2017 Attijariwafa Bank finalised the 100% acquisition of Barclays' Egyptian business. Although currently holding a small market share at just over 1%, AWB hopes to grow this gradually over the next few years. As with its other international banking subsidiaries, the move into this market provides opportunities but places more focus on Group risk management.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

BULLETIN DE SOUSCRIPTION FERME ET IRREVOCABLE

EMISSION D'OBLIGATIONS SUBORDONNEES PERPETUELLES
ATTIJARIWAFA BANK

Destinataire :

[ ]

Date :

[ ]

IDENTIFICATION DU SOUSCRIPTEUR

Dénomination ou Raison sociale : **Nom du teneur de compte :**

N° de compte :

Téléphone : **Fax :**

Code d'identité[1] : **Qualité souscripteur[2] :**

Nom et Prénom signataire :

Siège social : **Fonction :**

Adresse (si différente du siège social) : **Mode de paiement :**

CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS

	Tranche A non cotée	Tranche B non cotée
Plafond	MAD 1.000.000.000	MAD 1.000.000.000
Nombre maximum de titres	10.000 obligations subordonnées perpétuelles	10.000 obligations subordonnées perpétuelles
Valeur nominale	MAD 100 000	MAD 100 000
Maturité	Perpétuelle	Perpétuelle
Taux	entre 5,48% et 5,58%	entre 4,60% et 4,70% pour la première année
Prime de risque	Entre 250 et 260 pbs	Entre 230 et 240 pbs
Garantie de remboursement	Aucune	Aucune
Négociabilité des titres	De gré à gré (hors bourse)	De gré à gré (hors bourse)
Méthode d'allocation	Adjudication à la Française avec priorité à la tranche A (taux à réviser chaque 10 ans), puis à la tranche B (taux révisable annuellement)	Adjudication à la Française avec priorité à la tranche A (taux à réviser chaque 10 ans), puis à la tranche B (taux révisable annuellement)

Maturité perpétuelle	Tranche A Non Cotée Taux fixe à réviser chaque 10 ans : Entre **5,48%** et **5,58%** pour les 10 premières années	**Tranche B** Non Cotée Taux révisable annuellement, soit entre **4,60%** et **4,70%** pour la première année
Nombre de titres demandés		
Montant global (en dirhams)		
Taux souscrit		
Prime souscrite		

Nous souscrivons sous forme d'engagement ferme et irrévocable à l'émission d'obligations ATTIJARIWAFA BANK à hauteur du montant total ci-dessus.

Nous déclarons avoir pris connaissance et accepté les dispositions du prospectus et du contrat d'émission relatifs à cette émission obligataire subordonnée perpétuelle, notamment les caractéristiques des Obligations Subordonnées perpétuelles à émettre dont la date de jouissance est le 28 juin 2019.

Nous avons pris connaissance que l'allocation se fera selon la méthode d'adjudication dite à la Français avec priorité à la tranche A (taux à réviser chaque 10 ans), puis à la tranche B (taux révisable annuellement).

Nous autorisons par la présente notre dépositaire à débiter notre compte du montant correspondant aux obligations ATTIJARIWAFA BANK qui nous seront attribuées.

Nous nous engageons à ne transférer les obligations subordonnées perpétuelles, objet du présent prospectus, qui nous seront attribuées qu'aux investisseurs qualifiés de droit marocain tels que listés dans le présent prospectus.

L'exécution du présent bulletin de souscription est conditionnée par la disponibilité des obligations ATTIJARIWAFA BANK.

Cachet et signature du souscripteur

Lu et approuvé

Avertissement :

« L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence des facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Un prospectus visé par l'AMMC est disponible, sans frais, au siège social de l'émetteur et auprès des établissements chargés de recueillir les demandes de souscription »

---

[1]Code d'identité : Registre de commerce pour les personnes morales, Numéro et date d'agrément pour les OPCVM

[2]Qualité du souscripteur

A Etablissements de crédit

B OPCVM

C Sociétés d'assurances, organismes de retraite et de prévoyance

D Fonds d'investissement, fonds de pension

E Autres (compagnies financières et la CDG)

CONTRAT D'EMISSION D'OBLIGATIONS SUBORDONNEES PERPETUELLES

CONTRAT D'EMISSION D'OBLIGATIONS SUBORDONNEES PERPETUELLES

Entre

Attijariwafa bank

et

Le représentant provisoire de la masse des obligataires regroupant les tranches correspondantes aux obligations subordonnées perpétuelles

13 juin 2019

HDID CONSULTANTS

CE CONTRAT D'EMISSION D'OBLIGATIONS SUBORDONNEES PERPETUELLES EST CONCLU ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part,

Attijariwafa bank, société anonyme au capital social de 2.098.596.790 dirhams, inscrite au registre de commerce de Casablanca sous le numéro 333, siège social sis au 2, boulevard Moulay Youssef Casablanca, représentée par **Monsieur Mohamed EL KETTANI**, dûment habilité aux fins des présentes en sa qualité de Président Directeur Général ;

Ci-après désignée la « **Société** » ou « **Attijariwafa bank** »,

L'Investisseur, désigne tout souscripteur ou tout acquéreur ultérieur des obligations subordonnées perpétuelles (tel que ce terme est défini à l'article 1 ci-dessous), adhérent au présent Contrat conformément à l'Article 6.1 ci-dessous.

Ci-après désignée l' « **Investisseur** »,

Et d'autre part :

Le Cabinet HDID Consultants représenté par Monsieur Mohamed HDID, nommé en qualité de mandataire provisoire des obligataires (tel que ce terme est défini à l'article 1 ci-dessous) parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires par le Conseil d'Administration de la Société tenu le 30 mai 2019, et qui a accepté ces fonctions.

Ci-après désignée le « **Représentant provisoire de la masse des obligataires** »,

La société et l'investisseur sont désignés conjointement ci-après les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

A. Attijariwafa bank est un acteur de premier plan dans le secteur bancaire, aussi bien au Maroc qu'en Afrique, ayant mis en place sa stratégie de développement :
   - à l'international, notamment à travers :
     - ✓ la poursuite du renforcement de sa présence au Maghreb et le développement des activités en Afrique Centrale et Occidentale ;
     - ✓ le lancement de la 2ème étape de développement Africain du Groupe à travers l'implantation dans certains pays anglophones à fort potentiel ;
   - sur le marché domestique en développant la bancarisation, le financement des grands projets du Royaume et le financement du retail par les crédits acquéreurs et l'équipement des ménages.

B. Attijariwafa bank fait appel régulièrement au marché des capitaux et ce, en vue de :
   - renforcer ses fonds propres réglementaires actuels et, par conséquent, renforcer son ratio sur fonds propres de catégorie 1 ainsi que son ratio de solvabilité ;
   - financer son développement international et domestique.

C. C'est dans ce contexte que l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie en date du 22 novembre 2016 a autorisé l'émission d'obligations pour un montant global de huit milliards (8.000.000.000) de dirhams et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à une ou plusieurs émissions de ces obligations et d'en arrêter les modalités et les caractéristiques. Ainsi, le Conseil d'Administration de la Société, tenu en date du 30 mai 2019, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Ordinaire précitée, a décidé (i) de procéder à l'émission d'obligations subordonnées perpétuelles (Ci-après désignée les « Obligations Subordonnées Perpétuelles » pour un montant global de 1.000.000.000 de dirhams (Ci-après désignée l'«Emprunt Obligataire Subordonné », (ii) de fixer les caractéristiques et modalités définitives de cette émission, et (iii) de conférer à Monsieur Mohamed El Kettani, Président Directeur Général, tous les pouvoirs en vue de réaliser l'ensemble des opérations requises au titre de l' Emprunt Obligataire Subordonné et, généralement, prendre toutes mesures utiles et accomplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l' Emprunt Obligataire Subordonné y compris la conclusion du présent Contrat.

D. Les autres modalités de l'Emprunt Obligataire Subordonné sont présentées dans le Prospectus (tel que ce terme est défini à l'article 1 ci-dessous) ;

E. Les Parties ont donc convenu des termes et conditions de l'émission par la Société de l'Emprunt Obligataire Subordonné et modalités des Obligations Subordonnées Perpétuelles, au présent contrat (Ci-après désignée le « **Contrat** »).

CELA EXPOSE IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. Définitions

1.1. Les termes utilisés dans le Contrat et commençant par une majuscule ont, sauf stipulations contraires, le sens qui leur est attribué ci-après :

« **Contrat** » a le sens qui lui est donné au paragraphe E du Préambule.

« **Date de Jouissance** » désigne le 28 juin 2019.

« **Décisions Sociales** » désigne les décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie en date du 22 novembre 2016 et la décision du Conseil d'Administration de la Société réuni en date du 30 mai 2019 fixant les modalités définitives de l'émission des Obligations Subordonnées Perpétuelles.

« **Emprunt Obligataire Subordonné** » a le sens qui lui est donné au paragraphe C du Préambule.

« **Emprunt Obligataire Subordonné Perpétuelles** » a le sens qui lui est donné au paragraphe C du Préambule.

« **Jour ouvré – Jour de bourse** » désigne un jour (autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié) où les banques et marchés financiers sont ouverts pour la réalisation de transactions au Royaume du Maroc.

« **Loi sur les Société Anonymes** » désigne la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée..

« **Prospectus** » désigne le prospectus établi par la Société pour les besoins de l'Emprunt Obligataire Subordonné Perpétuel et faisant l'objet d'un visa de l'Autorité Marocaine du Marché des capitaux (AMMC).

« **Parties** » a le sens qui lui est donné à la présentation des Parties.

« **Prix d'Emission** » désigne le prix d'émission des Obligations Subordonnées Perpétuelle, soit 100 000 Dirhams (émission au pair).

« **Représentant de la Masse des Obligataires** » désigne (i) jusqu'à la date de nomination du représentant permanent de la masse des obligataires dans les conditions visées à l'Article 6, le

Représentant Provisoire de la Masse des Obligataires et (ii) à compter de la date de nomination du représentant permanent de la masse des Obligataires dans les conditions visées à l'Article 6, ce dernier.

« **Société** » a le sens qui lui est donnée à la Présentation des Parties.

1.2. Interprétation :

Aux termes du Contrat, sauf condition contraire :

- fusion s'entend d'une fusion réalisée en application de la Loi relative aux Sociétés Anonymes ;
- réglementation désigne toute réglementation, tout règlement, toute instruction ou circulaire officielle, toute exigence ou recommandation (ayant ou non force obligatoire) émanant de toute entité gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale, de toute agence, direction, ou autre division de toute autre autorité ou organisation ;
- toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'éventuellement amendée ou remplacée ;
- sauf stipulation contraire, toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Casablanca, Maroc ;
- les titres des chapitres, articles et annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation du présent Contrat ;
- tout délai stipulé s'entend d'un délai franc (le jour du départ de ce délai n'étant pas pris en compte pour sa computation) et prend fin le dernier jour de ce délai à minuit ; et
- enfin, il est convenu que toutes les sommes figurant dans le texte du Contrat exprimeront des Dirhams marocains sauf mention expresse d'une autre devise.

2. Objet

Le Contrat a pour objet de définir, sur la base et en complément des Décisions sociales, les conditions et modalités de l'émission par la Société de l'Emprunt Obligataire Subordonnée ainsi que des conditions et modalités des Obligations Subordonnées Perpétuelles. Les Parties conviennent que les modalités et conditions des Obligations Subordonnées Perpétuelles sont détaillées dans le Prospectus visé par l'AMMC. Les Parties déclarent accepter et adhérer à toutes les règles, modalités et conditions contenues dans le Prospectus. Le présent Contrat sera annexé au Prospectus.

3. Caractéristiques des Obligations Subordonnées Perpétuelles

3.1. Régime Juridique

L'émission des obligations objet du présent Contrat est régie par le Dahir n° 1-14-193 du 1er Rabii I 1436 portant promulgation de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédits et organismes assimilés (loi bancaire), le Dahir n° 1-12-55 du 28 décembre 2012 portant promulgation de la loi n° 44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne, la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, la circulaire 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib relative au calcul des fonds propres réglementaires des établissements de crédit telle que modifiée et complétée (notamment l'article 20 relatif aux instruments de fonds propres additionnels) et la circulaire de l'AMMC.

3.2. Forme des Obligations Subordonnées Perpétuelles

Les Obligations subordonnées perpétuelles non cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription en compte chez les intermédiaires financiers habilités et admises aux opérations du dépositaire central (Maroclear).

3.3. Souscriptions

La souscription des Obligations Subordonnées Perpétuelles ainsi que leur négociation sur le marché secondaire sont réservées aux investisseurs qualifiés de droit marocain listés dans le Prospectus.

Tout transfert entrainera adhésion aux conditions d'émission et de transfert des droits attachés à chaque Obligation Subordonnée Perpétuelle, telles qu'elles résultent notamment des Décisions Sociales et du présent Contrat et du Prospectus.

3.4. Règlement des souscriptions

Les Obligations Subordonnées Perpétuelles sont émises au Prix d'Emission et libérées en une seule fois à la Date de Jouissance (tel que ce terme est défini à l'article 4 alinéa 4.2. ci-dessous)

4. Conditions générales de l'émission des Obligations Subordonnées Perpétuelles

4.1. Maturité des Obligations Subordonnées Perpétuelles

Maturité perpétuelle à compter de la Date de Jouissance.

4.2. Date de Jouissance

La Date de Jouissance des Obligations Subordonnées Perpétuelles interviendra le 28 juin 2019.

4.3. Intérêts

Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 28 juin de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvré suivant le 28 juin si celui-ci n'est pas un jour ouvré. Les intérêts des obligations subordonnées perpétuelles cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par Attijariwafa bank.

Attijariwafa bank peut décider, à sa discrétion et après accord préalable de Bank Al-Maghrib, d'annuler (en totalité ou en partie) le paiement du montant des intérêts pour une période indéterminée et sur une base non cumulative et ce, en vue de faire face à ses obligations (notamment suite à une demande de Bank Al-Maghrib). Suite à cette décision, tout montant d'intérêt annulé n'est plus payable par l'émetteur ou considéré comme accumulé ou dû à

l'ensemble des porteurs d'obligations perpétuelles émises par Attijariwafa bank. Chaque décision d'annulation portera sur le montant du coupon dont le paiement été initialement prévu à la prochaine date d'anniversaire.

Attijariwafa bank est tenue d'appliquer les dispositions de la circulaire n° 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib du 13 août 2013 relative au calcul des fonds propres réglementaires des établissements de crédit, en ce compris l'article 10 de ladite circulaire définissant les instruments de fonds propres de base comme étant les actions et tout autre élément composant le capital social ainsi que la dotation respectant un certain nombre de critères (listés ci-dessous), dont principalement la disposition stipulant que les distributions sous forme de dividendes ou autres ne sont effectuées qu'une fois toutes les obligations juridiques et contractuelles honorées et les paiements sur les instruments de fonds propres de rang supérieur effectués et ce, en ce compris les obligations subordonnées perpétuelles objet du présent Contrat. L'ensemble des critères mentionnés ci-dessus se présentent comme suit :

- les instruments sont directement émis par l'établissement après l'accord préalable de son organe d'administration ;
- les instruments sont perpétuels ;
- le principal des instruments ne peut donner lieu à réduction ou remboursement, sauf dans les cas de liquidation de l'établissement ou après accord préalable de Bank Al-Maghrib ;
- les instruments sont de rang inférieur à toutes les autres créances en cas d'insolvabilité ou de liquidation de l'établissement ;
- les instruments ne bénéficient de la part d'aucune des entités liées de sûretés ou de garanties ayant pour effet de rehausser le rang des créances ;
- les instruments ne font l'objet d'aucun arrangement, contractuel ou autre, rehaussant le rang des créances au titre de ces instruments en cas d'insolvabilité ou de liquidation ;
- les instruments permettent d'absorber la première partie et proportionnellement la plus importante part des pertes dès qu'elles surviennent ;
- les instruments donnent à son propriétaire une créance sur les actifs résiduels de l'établissement, laquelle créance, en cas de liquidation et après paiement de toutes les créances de rang supérieur, est proportionnelle au montant des instruments émis. Le montant de ladite créance n'est ni fixe ni soumis à un plafond, sauf s'il s'agit des parts sociales ;
- l'achat des instruments n'est pas financé directement ou indirectement par l'établissement ;
- les distributions sous forme de dividendes ou autres ne sont effectuées qu'une fois toutes les obligations juridiques et contractuelles honorées et les paiements sur les instruments de fonds propres de rang supérieur effectués. Ces distributions ne peuvent provenir que des éléments distribuables. Le niveau des distributions n'est pas lié au prix auquel les instruments ont été acquis à l'émission, sauf s'il s'agit des parts sociales ;
- les dispositions auxquelles sont soumis les instruments de fonds propres de base ne prévoient pas (i) de droits préférentiels pour le versement de dividendes, (ii) de plafond ni d'autres restrictions quant au montant maximal des distributions, sauf s'il s'agit des parts sociales, (iii) d'obligation, pour l'établissement, d'effectuer des distributions au profit de ses détenteurs ;
- le non-paiement de dividendes ne constitue pas un événement de défaut pour l'établissement ; et
- l'annulation de distributions n'impose aucune contrainte à l'établissement.

En cas d'annulation du paiement du montant des intérêts, l'émetteur est tenu d'informer, dans un délai d'au moins soixante jours calendaires avant la date de paiement, les porteurs d'obligations perpétuelles et l'AMMC, de cette décision d'annulation. Les porteurs d'obligations perpétuelles sont informés par un avis publié dans un journal d'annonces légales précisant le montant des intérêts annulés, les motivations de cette décision d'annulation de paiement du montant des intérêts ainsi que les mesures correctives qui ont été mises en œuvre.

La distribution des intérêts ne peut provenir que des éléments distribuables et n'est pas liée à la qualité de crédit d'Attijariwafa bank.

Attijariwafa bank peut décider, à sa discrétion et après accord préalable de Bank Al-Maghrib, d'augmenter le montant d'un coupon à payer qui deviendra, par conséquent, supérieur au montant du coupon déterminé sur la base de la formule ci-dessous. En cas de décision d'augmenter le montant du coupon, l'émetteur est tenu d'informer, dans un délai d'au moins soixante jours calendaires avant la date de paiement, l'ensemble des porteurs d'obligations perpétuelles émises par Attijariwafa bank et l'AMMC, de cette décision. Les porteurs d'obligations perpétuelles sont informés par un avis publié dans un journal d'annonces légales.

En cas d'existence d'autres instruments ayant un mécanisme d'annulation de paiement des coupons, la décision d'annulation / d'appréciation du montant du coupon à payer sera effectuée au prorata du montant du coupon entre tous les instruments.

Les intérêts seront calculés selon la formule suivante :

Pour la Tranche A (A taux révisable chaque 10 ans, d'une maturité perpétuelle non cotée à la Bourse de Casablanca) : [Nominal x Taux facial].

Pour la Tranche B (A taux révisable annuellement, d'une maturité perpétuelle non cotée à la Bourse de Casablanca) : [Nominal x Taux nominal x Nombre de jours exact/360].

Les intérêts seront calculés sur la base du dernier nominal tel que défini dans la clause « Absorption des pertes » ou sur la base du capital restant dû tel que défini dans la clause « Remboursement du capital ».

4.4. Remboursement du capital

Le remboursement du capital est soumis à l'accord de Bank Al-Maghrib et se fait linéairement sur une durée minimale de 5 ans. (cf. article 4.5)

4.5. Remboursement anticipé

Attijariwafa bank s'interdit de procéder au remboursement anticipé des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, avant une période de 5 ans à compter de la date de jouissance. Au-delà de 5 ans, le remboursement anticipé de tout ou partie du capital ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'émetteur, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al-Maghrib.

Tout remboursement anticipé (total ou partiel) sera effectué proportionnellement à toutes les tranches des obligations subordonnées perpétuelles objet de la présente émission de façon linéaire sur une durée minimale de 5 ans. Les porteurs d'obligations perpétuelles seront informés du remboursement anticipé, dés la prise de décision du remboursement anticipé avec un rappel au moins soixante jours calendaires avant la date de début de ce remboursement. Ces avis seront publiés dans un journal d'annonces légales et précisent le montant et la durée et la date de début du remboursement.

L'émetteur ne peut pas procéder au remboursement anticipé total ou partiel des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, tant que leur valeur nominale est dépréciée conformément à la clause « Absorption des pertes ». Dans le cas où le ratio Common Equity Tier1 (CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, devient inférieur à 6,0% des risques pondérés, sur base individuelle ou consolidée, durant la période de remboursement, ce dernier sera effectué sur la base de la valeur nominale initiale des titres.

Tout remboursement anticipé (total ou partiel), intervenu avant la date d'anniversaire, sera effectué sur la base du montant du capital restant dû et des intérêts courus à la date du remboursement.

Attijariwafa bank s'interdit de procéder au rachat des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente émission, tant que leur valeur nominale est dépréciée conformément à la clause « Absorption des pertes ». L'émetteur est tenu d'informer l'AMMC ainsi que l'ensemble des

détenteurs des obligations subordonnées perpétuelles ayant souscrit à la présente émission, de toute éventuelle procédure de rachat, devant faire l'objet d'un accord préalable de Bank Al-Maghrib, par un avis publié dans un journal d'annonces légales précisant le nombre d'obligations à racheter, le délai et le prix du rachat. Attijariwafa bank procédera au rachat au prorata des ordres de vente présentés (dans le cas où le nombre de titres présentés est supérieur au nombre de titres à racheter). Les obligations rachetées seront annulées.

En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif d'Attijariwafa bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées perpétuelles seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations d'Attijariwafa bank.

Le remboursement du capital est, en cas de mise en liquidation d'Attijariwafa bank, subordonné à toutes les autres dettes (Cf. « Rang de l'emprunt »). (cf. article 4.8)

4.6. Absorption des pertes

Les titres sont dépréciés dès lors que le ratio Common Equity Tier1 (CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, devient inférieur à 6,0% des risques pondérés, sur base individuelle ou consolidée. Les titres sont dépréciés du montant correspondant au différentiel entre des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) théoriques permettant d'atteindre 6,0% des risques pondérés de ratio CET 1 et les fonds propres effectifs CET 1 (après prise en compte de l'effet lié à la fiscalité).

Ladite dépréciation est effectuée, dans un délai ne pouvant excéder un mois calendaire à partir de la date de constatation du non respect du ratio minimum de 6,0%, sur base individuelle ou consolidée, en diminuant le nominal des titres du montant correspondant et ce, dans la limite d'une valeur nominal minimale de 50 dirhams (conformément à l'article 292 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée).

Dans les 30 jours suivants chaque fin de période semestrielle (dates d'arrêtés semestriels de publication des ratios de solvabilité) ou une date de calcul extraordinaire ou intermédiaire demandée par le régulateur, l'émetteur devra vérifier que le ratio Common Equity Tier 1

(CET 1), tel que défini par Bank Al Maghrib, respecte le niveau minimum de 6,0% des risques pondérés, sur base individuelle et consolidée. Attijariwafa bank procédera à la publication de son ratio CET1 ainsi que les niveaux prévisionnels dudit ratio à horizon 18 mois, après accord préalable de son Conseil d'Administration. Cette publication interviendra avant fin avril pour chaque arrêté des comptes annuels et avant fin octobre pour chaque arrêté des comptes semestriels et sera effectuée à travers les publications du Pilier III d'Attijariwafa bank (consultable sur son site web). Cette publication interviendra également, à travers un journal d'annonces légales, dans les trente jours suivants une éventuelles survenance d'événement significatif affectant les ratios réglementaires. Ces publications seront transmises au représentant de la masse des obligataires regroupant les porteurs des obligations subordonnées perpétuelles objet de la présente émission, en même temps que Bank Al-Maghrib et l'AMMC, et devront contenir le détail des ratios prudentiels (Ratio sur fonds propres de base ou CET1 et ratio de solvabilité), composition des fonds propres réglementaires ainsi que la répartition des risques pondérés.

En cas de non respect du ratio minimum de 6,0%, sur base individuelle ou consolidée, l'émetteur est tenu d'en informer immédiatement Bank Al-Maghrib et l'AMMC et d'adresser aux porteurs d'obligations perpétuelles, dans un délai de 5 jours ouvrés à partir de la date de constatation du non respect du ratio minimum de 6,0%, sur base individuelle ou consolidée, un avis publié dans un journal d'annonces légales précisant la survenance d'évènement déclencheur du mécanisme d'absorption de perte, le montant de dépréciation de la valeur nominale des titres, la méthode de calcul de ce montant, les mesures correctives qui ont été mises en œuvre ainsi que la date à laquelle cette dépréciation prendra effet.

Après une éventuelle dépréciation de la valeur nominale des titres, et si la situation financière de l'émetteur ayant nécessité cette dépréciation s'améliore, Attijariwafa bank peut déclencher immédiatement, après accord préalable de Bank Al-Magrhib, le mécanisme d'appréciation en totalité ou en partie du nominal ayant fait l'objet de dépréciation. L'émetteur devra informer les porteurs d'obligations subordonnées perpétuelles, dans un délai d'un mois, par avis publié dans un journal d'annonces légales, de la décision d'appréciation du nominal, du montant, du mode de calcul et de la date d'effet de ladite appréciation.

En cas d'existence d'autres instruments ayant un mécanisme d'absorption de pertes, la dépréciation/appréciation de la valeur nominale sera effectuée au prorata entre tous les instruments dont le seuil de déclenchement a été franchi et ce, sur la base de la dernière valeur nominale précédent la date de déclenchement du mécanisme d'absorption de pertes.

Les intérêts seront calculés sur la base du dernier nominal précédant la date de paiement du coupon (prenant en compte la dépréciation/appréciation du nominal).

En cas de dépréciation ou d'appréciation du nominal des titres, l'émetteur doit informer immédiatement l'AMMC.

4.7. Assimilation des Obligations Subordonnées perpétuelles

Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées perpétuelles, objet du présent Contrat, aux titres d'une émission antérieure.

Au cas où Attijariwafa bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives, unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

4.8. Rang de l'Emprunt par émission d'Obligations Subordonnées Perpétuelles

Le capital fait l'objet d'une clause de subordination.

L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts.

En cas de liquidation d'Attijariwafa bank, les titres subordonnés perpétuels de la présente émission ne seront remboursés qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

Les présents titres subordonnés perpétuels interviendront au remboursement après tous les autres emprunts subordonnés à durée déterminée qui ont été émis et qui pourraient être émis ultérieurement par Attijariwafa bank tant au Maroc qu'à l'international.

Ce remboursement sera effectué sur la base du plus petit des deux montants suivants :

- la valeur nominale initiale réduite du montant des remboursements éventuels effectués antérieurement ;
- le montant disponible après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires et des porteurs d'obligations subordonnés à durée déterminée qui ont été émises et qui pourraient être émises ultérieurement par Attijariwafa bank tant au Maroc qu'à l'international.

4.9. Garantie de remboursement

L'émission des Obligations Subordonnées Perpétuelles objet du présent Contrat, ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

4.10. Notation de l'émission des Obligations Subordonnées Perpétuelles

L'émission des Obligations Subordonnées Perpétuelles objet du présent Contrat, n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.

4.11. Souscripteurs

La souscription primaire des Obligations Subordonnées Perpétuelles, objet du présent Contrat, est réservée aux investisseurs qualifiés de droit marocain listés ci-après :

- les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM), dont la stratégie d'investissement, telle que figure dans leurs notes d'information, autorise la souscription aux obligations subordonnées perpétuelles assorties de mécanisme d'absorption de pertes et/ou d'annulation des intérêts, régis par le Dahir portant loi n°1-93-213 du rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- les compagnies financières visées à l'article 20 de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- les établissements de crédit visés à l'article premier du Dahir n°1-14-193 précité sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- les entreprises d'assurance et de réassurance agréées selon la loi n°17-99, sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- la Caisse de Dépôt et de Gestion sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui la régissent ;
- les organismes de retraite et de pension sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent.

Les souscriptions sont toutes en numéraire, quelque soit la catégorie de souscripteurs.

La négociation sur le marché secondaire des Obligations Subordonnées Perpétuelles, objet du présent Contrat, est réservée aux investisseurs qualifiés de droit marocain tels que listés ci-dessus.

Chaque investisseur qualifié détenteur des Obligations Subordonnées Perpétuelles, objet du présent Contrat, s'engage à ne transférer lesdites obligations qu'aux investisseurs qualifiés listés dans le prospectus.

Aussi, les teneurs de compte ne doivent en aucun cas accepter des instructions de règlement livraison des Obligations Subordonnées Perpétuelles, objet du présent Contrat, formulés par des investisseurs qualifiés autres que les investisseurs qualifiés listés dans le prospectus.

5. Masse des obligataires

Les Investisseurs porteurs des Obligations Subordonnées Perpétuelles seront regroupés en une masse jouissant de la personnalité morale conformément aux articles 299 et suivants de la loi relative aux Sociétés Anonymes. Les Investisseurs porteurs des Obligations Subordonnées Perpétuelles devront se réunir en assemblée générale à l'effet de désigner le Représentant de la Masse des Obligataires conformément aux dispositions légales applicables.

La Société s'engage à convoquer l'assemblée générale des obligataires dans un délai de un an à compter de l'ouverture de la période de souscription dans l'objectif de désigner le représentant permanent de la masse des obligataires.

Le Conseil d'Administration tenu le 30 mai 2019, et dans l'attente de la tenue de l'Assemblée Générale des obligataires, a désigné, parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires, le Cabinet HDID Consultants représenté par Monsieur Mohamed HDID, comme Représentant Provisoire de la Masse des Obligataires.

Tout acte de gestion courante relative aux assemblées d'obligataires (convocation, tenue des assemblées, rédaction des procés-verbaux, accomplissement des formalités diverses) sera prise en charge par la Société sous le contrôle du Représentant de la Masse des Obligataires.

Le siège social de la masse des Obligataires est établi au siège de la Société. Les dossiers de la masse des Obligataires seront déposés au siège social de la Société. En cas de convocation de l'assemblée générale des obligataires, ceux-ci seront réunis au siège social de la Société ou en tout autre lieu fixé dans la convocation.

Ne peuvent être désignés comme Représentant de la Masse des Obligataires, les administrateurs et les personnes qui sont au service de la Société.

Le représentant de la Masse des Obligataires a, sauf restriction décidée par l'assemblée générale des obligataires, le pouvoir d'accomplir au nom de la masse des obligataires tous actes de gestion nécessaires à la sauvegarde des intérêts communs des Investisseurs.

Le Représentant de la Masse des Obligataires a seule qualité pour agir en justice au nom de l'ensemble des Investisseurs.

Le Représentant de la Masse des Obligataires ne peut s'immiscer dans la gestion des affaires sociales de la Société. Il a accès aux assemblées générales des actionnaires de la Société, mais sans voix délibérative. Il a le droit d'obtenir communication des documents mis à la disposition des actionnaires dans les mêmes conditions que ceux-ci.

6. Stipulations diverses

6.1. Prospectus visé par l'AMMC – Adhésion automatique au Contrat

La Société a établi le Prospectus. Le présent Contrat constitue une partie intégrante du Prospectus. Chaque partie reconnait avoir pris connaissance et accepté les stipulations du Prospectus.

Les souscriptions aux Obligations Subordonnées Perpétuelles et l'acquisition desdites Obligations Subordonnées Perpétuelles entraîneront automatiquement adhésion de chaque souscripteur ou de chaque acquéreur des Obligations Subordonnées Perpétuelles au présent Contrat et aux modalités et conditions contenues dans le Prospectus.

Par ailleurs, tous nouveaux acquéreurs des Obligations Subordonnées Perpétuelles sur le marché secondaire seront présumés adhérer aux dispositions du présent Contrat et aux modalités et conditions contenues dans le Prospectus.

7. Durée

Le présent Contrat liera les Parties jusqu'au complet remboursement de l'émission d'Obligations Subordonnées Perpétuelles.

Le présent Contrat cessera néanmoins de s'appliquer à toute partie qui ne détiendrait plus aucune Obligation Subordonnée Perpétuelle.

8. Autonomie des stipulations du Contrat

Le présent Contrat sera réputé divisible, et la nullité ou l'impossibilité d'exécuter tout terme ou stipulation de celle-ci n'affectera pas la validité ni la force exécutoire du Contrat ou de tout autre terme ou stipulation de celui-ci. En outre, à la place de tout terme ou stipulation nul(le) ou non exécutoire, les Parties y substitueront une stipulation valable et exécutoire aussi proche que possible de cette stipulation nulle ou non exécutoire.

9. Droit applicable – Tribunaux compétents

Le présent Contrat est régi par le droit marocain.

Tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution des présentes sera soumis aux tribunaux compétents du ressort des tribunaux de commerce de Casablanca.

Fait à Casablanca, le 13 juin 2019, en trois exemplaires originaux.

Attijariwafa bank
La Société

Représentée par **Monsieur Mohamed EL KETTANI**

Mohamed EL KETTANI
Président Directeur Général
Attijariwafa bank

Cabinet HDID Consultants

Représenté par **Monsieur Mohamed HDID**
Le Représentant Provisoire de la Masse des Obligataires

HDID CONSULTANTS
4, Rue Maati Jazouli (Ex Rue Friol)
Anfa - Casablanca
Tél. : 0522 39 78 51/52